

Chambre des Représentants

SESSION 1975-1976

4 FÉVRIER 1976

PROJET DE LOI relatif aux mesures de redressement économique.

RAPPORT
FAIT AU NOM DE LA COMMISSION
DES AFFAIRES ECONOMIQUES (1)
PAR M. VAN MECHELEN.

SOMMAIRE.

	Pages
INTRODUCTION DU RAPPORTEUR	2
I) Le plan général de redressement du Gouvernement	3
II) Analyse des « mesures de redressement » dans le cadre du plan-clé	5
III) Considérations finales	14
DISCUSSION GENERALE	15
DISCUSSION PAR CHAPITRE	22

(1) Composition de la Commission :

Président : M. Boeykens.

A. — Membres : MM. Barbeaux, Claeys, Tijl Declercq, Desmaret, Dupré, Kelchtermans, Van Mechelen, Verhaegen. — MM. Boeykens, Burgeon, Willy Claes, Deruelles, Geldolf, Mathot, Urbain. — MM. Hannotte, Rolin Jaquemyns, Sprockeels, Van Offelen. — MM. Bila, Clerfayt. — M^{me} Maes épouse Van der Eecken, M. Schiltz.

B. — Suppléants : MM. Bode, Robert Devos, Martens, Pêre. — MM. Baudson, Bob Cools, Van Hoorick, Ylieff. — MM. Colla, Poswick. — M. Fiévez. — M. Olaerts.

Voir :

738 (1975-1976) :

- N° 1 : Projet de loi.
- Nos 2 à 15 : Amendements.

Kamer van Volksvertegenwoordigers

ZITTING 1975-1976

4 FEBRUARI 1976

WETSONTWERP betreffende de economische herstelmaatregelen.

VERSLAG
NAMENS DE COMMISSIE
VOOR DE ECONOMISCHE ZAKEN (1)
UITGEBRACHT DOOR DE HEER VAN MECHELEN.

INHOUD.

	Blz.
INLEIDING VAN DE VERSLAGGEVER	2
I) Het globaal herstelplan van de Regering	3
II) Analyse van de « Herstelmaatregelen » in het raam van het Sleutel-Plan	5
III) Slotbeschouwingen	14
ALGEMENE BESPREKING	15
BESPREKING PER HOOFDSTUK	22

(1) Samenstelling van de Commissie :

Voorzitter : de heer Boeykens.

A. — Leden : de heren Barbeaux, Claeys, Tijl Declercq, Desmaret, Dupré, Kelchtermans, Van Mechelen, Verhaegen. — de heren Boeykens, Burgeon, Willy Claes, Deruelles, Geldolf, Mathot, Urbain. — de heren Hannotte, Rolin Jaquemyns, Sprockeels, Van Offelen. — de heren Bila, Clerfayt. — Mevr. Maes, echtg. Van der Eecken, de heer Schiltz.

B. — Plaatsvervangers : de heren Bode, Robert Devos, Martens, Pêre, — de heren Baudson, Bob Cools, Van Hoorick, Ylieff. — de heren Colla, Poswick. — de heer Fiévez. — De heer Olaerts.

Zie :

738 (1975-1976) :

- N° 1 : Wetsontwerp.
- N°s 2 tot 15 : Amendementen.

	Page
Chapitre I. — Mesures en vue de la promotion de l'emploi .	22
I. — Exposé du Ministre de l'Emploi et du Travail .	22
II. — Discussion générale	24
III. — Discussion des articles	32
Section 1. — Adaptation de la définition de fermeture d'entreprises	32
Section 2. — Stage des jeunes	34
Section 3. — Prépension	47
Chapitre II. — Modération des revenus	55
Section 1. — Dividendes et tantièmes	55
Section 2. — Professions libérales	56
Section 3. — Loyers	62
Section 4. — Salaires et appointements	66
Chapitre III. — Redistribution des charges sociales	80
Chapitre IV. — L'Office national du Ducroire	83
Chapitre V. — Expansion économique	87
Chapitre VI. — Prix industriels et commerciaux	93
Chapitre VII. — Comptabilité — Comptes annuels	97
VOTE SUR L'ENSEMBLE DU PROJET	100
TEXTE ADOPTÉ PAR LA COMMISSION	101
ANNEXES	122

MESDAMES, MESSIEURS,

INTRODUCTION DU RAPPORTEUR.

Il convient de souligner clairement la relativité, à un double égard, du projet de loi relatif aux mesures de redressement économique (Doc. n° 738), connu également sous le nom de « plan de relance ».

En premier lieu, les mesures contenues dans les 7 chapitres du présent projet ne constituent pas un tout à elles seules; elles ne sont qu'une partie du plan global de relance annoncé par le Gouvernement. Nous préciserons, plus avant dans ce rapport, quelles sont les mesures de ce plan général de redressement qui seront réalisées par voie d'autres dispositions. La discussion approfondie de l'ensemble des sept chapitres du présent projet de loi montre que les mesures spécifiques qui y sont prévues dans divers domaines représentent de véritables innovations dans notre droit social.

En second lieu, il faut souligner que ces mesures de redressement tout comme l'ensemble du plan global de relance ne constituent pas un phénomène unique sur le plan international. En effet, tous les pays de la C. E. E. ont pris diverses mesures en vue de faire face à la récession actuelle. Un aperçu des mesures de relance prises dans plusieurs pays européens figure en annexe 3.

La récession contre laquelle il faut lutter n'est certes pas un phénomène typiquement belge; elle ne peut être comprise que dans un contexte international général.

En effet, parmi les causes de la crise, on cite généralement: l'incertitude, voire l'anarchie monétaire, la crise de l'énergie résultant de l'augmentation des prix du pétrole, l'inflation générale, et même les conséquences de la modi-

	Bladz.
Hoofdstuk I. — Maatregelen tot bevordering van de tewerkstelling	22
I. — Uiteenzetting van de Minister van Tewerkstelling en Arbeid	22
II. — Algemene bespreking	24
III. — Bespreking van de artikelen	32
Afdeling 1. — Aanpassing van de definitie van de sluiting van ondernemingen	32
Afdeling 2. — Stage van jongeren	34
Afdeling 3. — Bruggensioen	47
Hoofdstuk II. — Inkomensmatiging	55
Afdeling 1. — Dividenden en tantièmes	55
Afdeling 2. — Vrije beroepen	56
Afdeling 3. — Huurprijzen	62
Afdeling 4. — Lonen en wedden	66
Hoofdstuk III. — Hervreiding der sociale lasten	80
Hoofdstuk IV. — De Nationale Delcredetendienst	83
Hoofdstuk V. — Economische Expansie	87
Hoofdstuk VI. — Industriële en Commerciële Prijzen	93
Hoofdstuk VII. — Boekhouding — Jaarrekeningen	97
STEMMING OVER HET GEHELE ONTWERP	100
TEKST AANGENOMEN DOOR DE COMMISSIE	101
BIJLAGEN	122

DAMES EN HEREN,

INLEIDING VAN DE VERSLAGGEVER.

Het wetsontwerp betreffende de economische herstelmaatregelen (Stuk n° 738), ook nog « relance- » of « herstel- » plan genoemd, moet duidelijk gerelativeerd worden en dit in dubbele zin.

Op de eerste plaats staan de maatregelen vervat in de 7 hoofdstukken van dit wetsontwerp niet op zichzelf; zij vormen slechts een onderdeel van het globale plan van herstel dat door de Regering werd aangekondigd. Verder in dit verslag zal worden aangestipt welke maatregelen van dit algemeen herstelplan via andere beschikkingen worden uitgevoerd. De grondige bespreking van het geheel der 7 hoofdstukken van dit wetsontwerp toont aan dat de specifieke maatregelen die er in voorkomen, op verschillende domeinen waarachtige nieuwigheden vormen in ons sociaal-rechtelijk arsenaal.

Op de tweede plaats moet onderstreept worden dat deze herstelmaatregelen, zoals de totaliteit van het globaal plan van herstel overigens, niet als een uniek verschijnsel voorkomen op het internationale vlak. Inderdaad, alle landen van de E. E. G. hebben meerdere maatregelen genomen om de heersende recessie het hoofd te bieden. In bijlage 3 wordt een overzicht gegeven van herstelmaatregelen genomen in verschillende Europese landen.

De te bestrijden recessie is voorzeker geen typisch Belgisch verschijnsel; zij kan slechts worden begrepen in een algemene internationale context.

Als oorzaken van de crisis worden immers doorgaans aangestipt: de monetaire onzekerheid, ja zelfs anarchie, de energiecrisis mede veroorzaakt door de verhoging van de olieprijs, de algemene inflatie, zelf het gevolg van

fication des idées sociologiques et socio-psychologiques chez de larges couches de la population.

Ces circonstances expliquent qu'un pays à tradition exportatrice comme la Belgique soit relativement plus touché par la récession internationale. Ainsi s'explique la large diversité des mesures qui sont proposées ou qui ont déjà été prises par le Gouvernement.

En raison de la diversité des mesures proposées dans le présent projet de loi, la Chambre a adopté une méthode de travail spéciale. Le projet a été renvoyé à la Commission des Affaires économiques. A cette Commission ont été adjointes avec droit de vote :

1° pour le chapitre I, « Mesures en vue de la promotion de l'emploi » : la Commission de l'Emploi et du Travail;

2° pour le chapitre II, « Modération des revenus » :

— section II, « Professions libérales » : la Commission des Classes moyennes;

— section IV, « Salaires et appointements » : la Commission de l'Emploi et du Travail.

3° pour le chapitre III, « Redistribution des charges sociales » : la Commission de la Prévoyance sociale.

Pour la section I, « Dividendes et tantièmes », la section III, « Loyers » du chapitre II ainsi que pour le chapitre IV, « Office national du Dueroire », le chapitre V, « Expansion économique », le chapitre VI, « Prix », le chapitre VII, « Comptabilité — Comptes annuels », seule la Commission des Affaires économiques a été compétente.

La Commission des Affaires économiques a également été chargée de faire le rapport sur l'ensemble du projet.

La Commission des Affaires économiques s'est réunie 7 fois séparément, 13 fois conjointement avec la Commission de l'Emploi et du Travail, 3 fois avec la Commission des Classes moyennes et 1 fois avec la Commission de la Prévoyance sociale.

I. Le plan général de redressement du Gouvernement.

Au début du mois d'octobre 1975, le Gouvernement soumettrait un ensemble de mesures de redressement pour discussion et avis au Comité national d'Expansion économique. Simultanément, les Commissions des Finances et des Affaires économiques de la Chambre et du Sénat furent convoqués en réunion commune, afin de discuter les divers aspects du plan de redressement, après que ceux-ci avaient été commentés par divers membres du Gouvernement.

La nécessité d'un tel plan général de redressement avait été ressentie par le Gouvernement dès l'automne 1974, en raison de la récession qui se précisait. Dès ce moment, le Gouvernement arrêta un certain nombre de mesures sélectives de relance (1). En effet, alors qu'en 1974 la lutte était principalement menée contre l'inflation, il devint vite évident qu'il ne s'agissait pas d'une inflation « ordinaire » mais bien de ce qu'en jargon économique on nomme « stagflation », c'est-à-dire l'apparition simultanée de l'inflation et

veranderde sociologische en sociaal-psychologische inzichten van brede bevolkingslagen.

Deze omstandigheden verklaren dat een traditioneel exportland als België relatief zwaarder wordt getroffen door de internationale recessie. Dit verklaart dan ook de ruime diversiteit van maatregelen die door de Regering voorgesteld worden of reeds genomen werden.

Omwille van de verscheidenheid der maatregelen die in dit wetsontwerp voorgesteld worden, werd door de Kamer een bijzondere werkgeregeling aangenomen. Het ontwerp werd verzonden naar de Commissie voor Economische Zaken. Aan deze Commissie werden toegevoegd met stemrecht :

1° voor het hoofdstuk I, « Maatregelen tot bevordering van de tewerkstelling » : de Commissie voor Tewerkstelling en Arbeid;

2° voor het hoofdstuk II, « Inkomensmatiging » :

— afdeling 2, « Vrije beroepen » : de Commissie voor Middenstand;

— afdeling 4, « Lonen en wedden » : de Commissie voor Tewerkstelling en Arbeid.

3° voor het hoofdstuk III, « Herverdeling der sociale lasten » : de Commissie voor Sociale Voorzorg.

Voor de afdeling I, « Dividenden en tantièmes » en de afdeling III, « Huurprijzen », van hoofdstuk II, alsmede voor hoofdstuk IV, « Nationale Delcreditedienst », hoofdstuk V, « Economische expansie », hoofdstuk VI, « Prijzen », hoofdstuk VII, « Boekhouding — Jaarrekeningen » was de Commissie voor Economische Zaken alleen bevoegd.

Ook werd de Commissie voor Economische Zaken gelast om het verslag over het gehele wetsontwerp uit te brengen.

De Commissie voor Economische Zaken vergaderde 7 maal afzonderlijk, 13 maal samen met de Commissie voor Tewerkstelling en Arbeid, 3 maal met de Commissie voor Middenstand en 1 maal met de Commissie voor Sociale Voorzorg.

I. Het globaal herstelplan van de Regering.

Begin oktober legde de Regering een geheel van herstelmaatregelen ter bespreking en advies voor aan het Nationaal Comité voor Economische Expansie. Tevens werden de Commissies voor Financiën en Economische Zaken van Kamer en Senaat in gemeenschappelijke zitting samengeroepen om de verschillende facetten van het herstelplan te bespreken nadat zij door verscheidene leden van de Regering waren toegelicht.

De noodzaak van dergelijk globaal herstelplan werd reeds in het najaar 1974 door de Regering gevoeld als gevolg van de doordringende recessie. Zij nam toen reeds een aantal selectieve relance-maatregelen (1). Inderdaad, waar in 1974 hoofdzakelijk de strijd werd gevoerd tegen de inflatie werd het vlug duidelijk dat het geen « gewone » inflatie betrof, maar wel, wat in economisch jargon « stagflatie » wordt genoemd, een gelijktijdig optreden van inflatie en stagnatie der werkgelegenheid. De sterke stijging van de werk-

(1) Un résumé de ces mesures figure à l'annexe 2 du document gouvernemental du 14 octobre 1975 : voir annexe 1.

(1) Een overzicht hiervan werd opgenomen in de bijlage 2 van het regeringsdocument van 14 oktober 1975 terzake : zie bijlage 1.

de la stagnation de l'emploi. La forte augmentation du chômage, surtout parmi les jeunes, hâta l'action du Gouvernement.

Le 14 octobre 1975, le Gouvernement présenta un document intitulé « Programme de redressement économique, de déploiement industriel et commercial et de relance de l'emploi ».

Ce document remarquable se subdivise en quatre chapitres précisant chacun les divers objectifs du programme de redressement du Gouvernement :

- 1) mesures de préservation et de restructuration de l'appareil industriel et commercial;
- 2) mesures d'amélioration de la position concurrentielle;
- 3) mesures de relance de l'activité économique;
- 4) mesures de promotion de l'emploi.

Le deuxième chapitre, relatif à l'amélioration de la position concurrentielle, comporte un volet important, à savoir la modération des revenus.

A cet égard, des propositions en matière de salaires et de traitements ont été formulées aux interlocuteurs sociaux, concernant :

- a) la limitation de l'indexation à une partie du salaire;
- b) la limitation des augmentations de salaire.

Dans une communication faite à la Chambre des Représentants en date du 15 octobre 1975, le Premier Ministre déclara ce qui suit à ce sujet :

« Jusqu'à présent, le Gouvernement a appliqué et respecté pleinement le régime de l'économie de concertation. Se fondant sur les données dont il dispose, il lance un appel pressant à tous les responsables de notre vie économique et sociale afin que puissent être prises les mesures permettant à notre économie de retrouver sa capacité concurrentielle. »

L'économie de concertation est en effet une caractéristique essentielle de notre régime démocratique. La politique salariale et, d'une manière générale, la fixation des conditions de travail relèvent traditionnellement de la compétence des interlocuteurs sociaux, lesquels forment les conventions collectives de travail par le canal de leurs délégués au sein des organismes compétents.

Il était dès lors tout à fait conforme à l'esprit de cette économie de concertation que, dans sa communication du 15 octobre au Parlement, le Premier Ministre n'adresse que des recommandations aux interlocuteurs sociaux.

Comme les interlocuteurs sociaux proposaient chacun leur propre ensemble de mesures de redressement, ils ne sont pas parvenus à répondre en commun à l'appel pressant du Premier Ministre et à proposer ainsi de commun accord des mesures en matière de modération des revenus et d'adaptation de l'indexation.

Le Gouvernement s'est vu dans l'obligation de prendre ses responsabilités : il a déposé, le 12 décembre 1975, à la Chambre des Représentants, le projet de loi relatif aux mesures de redressement économique (Doc. n° 738/1). Cela ne compromet en rien le droit des interlocuteurs sociaux de conclure des conventions collectives de travail.

loosheid, vooral van de jeugdwerkloosheid, versnelde de actie van de Regering.

Op 14 oktober 1975 werd een regeringsdocument samengesteld, getiteld : « Programma van economisch herstel, industriële en commerciële herleving, en relance van de werkgelegenheid ».

Dit merkwaardig document was onderverdeeld in vier hoofdstukken, die de diverse doelstellingen van het herstelprogramma van de Regering verduidelijkten :

- 1) maatregelen voor het behoud en herstructurering van het nijverheids- en handelsapparaat;
- 2) maatregelen ter verbetering van de concurrentiële positie;
- 3) maatregelen voor de relance van de economische activiteit;
- 4) maatregelen ter bevordering van de tewerkstelling.

In het tweede hoofdstuk met betrekking tot de verbetering van de concurrentiële positie kwam een belangrijk luik voor i.v.m. de matiging van de inkomsten.

Daarbij werden inzake lonen en wedden voorstellen geformuleerd aan de sociale gesprekpartners in verband met :

- a) de beperking van de indexering tot een deel van het loon;
- b) de beperking van de loonsverhogingen.

In een mededeling aan de Kamer van Volksvertegenwoordigers op 15 oktober 1975 verklaarde de Eerste Minister hieromtrent o.m. het volgende :

« De Regering heeft tot nog toe het stelsel van de overleconomie ten volle toegepast en nageleefd. Met de gegevens waarover zij beschikt, doet zij een dringende oproep tot al degenen die verantwoordelijkheid dragen in het economisch en sociaal leven, opdat maatregelen zouden kunnen worden getroffen die moeten toelaten dat onze economie haar concurrentiekracht terugvindt. »

De overleconomie is inderdaad een essentieel kenmerk van ons democratisch bestel. Het loonbeleid en in het algemeen de vaststelling van de arbeidsvoorwaarden behoort traditioneel tot de bevoegdheid van de sociale gesprekpartners, die via hun afgevaardigden in de bevoegde instellingen de C. A. O.'s tot stand brengen.

Het lag dan ook helemaal in de geest van deze overleconomie dat de Eerste Minister in zijn mededeling aan het Parlement op 15 oktober alleen aanbevelingen tot de sociale partners richtte.

Daar ieder der sociale gesprekpartners een eigen geheel van herstel-maatregelen voorstelde, slaagden zij er niet in de dringende oproep van de Eerste Minister gemeenschappelijk te beantwoorden en aldus eensgezind maatregelen m.b.t. de inkomensmatiging en de indexaanpassing voor te stellen.

De Regering zag zich gedwongen haar verantwoordelijkheid op te nemen : op 12 december 1975 werd bij de Kamer van Volksvertegenwoordigers het « Wetsontwerp betreffende de economische Herstelmaatregelen » ingediend. Dit wetsontwerp doet in geen enkel opzicht afbreuk aan het recht der sociale partners om C. A. O.'s af te sluiten.

II. Analyse des « mesures de redressement » dans le cadre du plan-clé.

Le projet de loi comporte sept chapitres :

Chapitre I : Mesures en vue de la promotion de l'emploi des jeunes.

Chapitre II : Modération des revenus.

Chapitre III : Redistribution des charges sociales.

Chapitre IV : Mesures de promotion des exportations.

Chapitre V : Adaptation de la loi du 30 décembre 1970 sur l'expansion économique.

Chapitre VI : Modération des prix industriels et commerciaux.

Chapitre VII : Modification de la loi du 17 juillet 1975 relative à la comptabilité et aux comptes annuels des entreprises.

A. Promotion de l'emploi.

Les deux premières sections de ce chapitre sont fort semblables au texte du 14 octobre :

1) la première section traite de la situation des travailleurs par suite de la restructuration de l'entreprise et prévoit une adaptation de la définition de fermeture d'entreprises;

2) la deuxième section institue un stage des jeunes, qui permettra chaque semestre à 17 000 d'entre eux d'accomplir un stage dans la vie économique;

3) la troisième section instaure la prépension, laquelle n'était pas prévue par la note du 14 octobre.

B. Modération des revenus.

Section 1 : Dividendes et tantièmes.

1) Le texte du 14 octobre prévoyait que le montant des dividendes ne pouvait pas dépasser celui de 1974 et que leur distribution ne pourra se faire avant le 30 juin 1976. D'autre part, les tantièmes ne pouvaient pas dépasser 75 % de leur niveau de 1974.

2) Le projet a retenu les dispositions suivantes :

Les dividendes payables en 1976 et relatifs à l'exercice 1975 ne peuvent excéder le montant le plus élevé payé pour les exercices sociaux 1972, 1973 et 1974, à titre de dividendes.

Si aucun dividende n'a été distribué au cours des années de référence précitées, le montant des dividendes distribués pour l'exercice 1975 ne peut excéder 6 % des moyens propres de la société.

En cas de fusion, le dividende résulte de la moyenne pondérée des dividendes distribués avant la fusion.

Ces limitations ne sont pas d'application aux dividendes payables aux communes et aux provinces.

II. Analyse van de « Herstelmaatregelen » in het raam van het Sleutel-Plan.

Het wetsontwerp bevat 7 hoofdstukken :

Hoofdstuk I : maatregelen tot bevordering van de tewerkstelling van jongeren;

Hoofdstuk II : inkomstenmatiging;

Hoofdstuk III : herverdeling van de sociale lasten;

Hoofdstuk IV : maatregelen ter bevordering van de uitvoer;

Hoofdstuk V : de aanpassing van de wet van 30 december 1970 betreffende de economische expansie;

Hoofdstuk VI : de matiging van de industriële en commerciële prijzen;

Hoofdstuk VII : wijziging van de wet van 17 juli 1975 met betrekking tot de boekhouding en de jaarrekeningen van de ondernemingen.

A. Bevordering van de Tewerkstelling.

De twee eerste afdelingen van dit hoofdstuk vertonen sterke gelijkenis met de tekst van 14 oktober :

1) een eerste afdeling behandelt de toestand van de werknemers die voortvloeit uit een herstructurering van de onderneming en stelt aldus een aanpassing van de definitie van sluiting van ondernemingen voor;

2) de tweede afdeling stelt een stagesysteem voor jongeren voor;

3) de derde afdeling voert het brugpensioen in. Dit brugpensioen werd niet voorzien in de nota van 14 oktober.

B. De inkomensmatiging.

Afdeling 1 : Dividenden en tantièmes.

1) De tekst van 14 oktober vermeldt dat de dividendend niet hoger mogen zijn dan in 1974 en dat er geen uitkering vóór 30 juni 1976 mag geschieden. Anderzijds mogen de tantièmes niet hoger zijn dan 75 % van het jaar 1974.

2) In het wetsontwerp worden volgende beschikkingen weerhouden :

Het dividend dat in 1976 met betrekking tot het jaar 1975 wordt uitgekeerd mag het hoogste bedrag, dat als dividend werd uitgekeerd voor een van de boekjaren 1972, 1973 en 1974, niet overtreffen.

Indien voor geen enkel van de voornoemde referentjaren een dividend werd uitgekeerd, dan mogen de dividendend, die voor het jaar 1975 worden uitgekeerd, niet meer bedragen dan 6 % van de eigen middelen van de vennootschap.

Ingeval van fusie geldt het resultaat van het gepondereerd gemiddelde van de dividendend die uitgekeerd werden vóór de fusie.

Deze beperkingen gelden niet voor dividendend die betaald worden aan de gemeenten en provincies.

En ce qui concerne les tantièmes, la règle prévue par la note du 14 octobre 1975 est d'application, mais une limitation est instaurée, en ce sens qu'elle ne s'applique qu'aux administrateurs et gérants des sociétés belges.

En outre, une sanction est prévue à l'égard des administrateurs et des gérants qui n'observeraient pas les dispositions légales.

Section 2 : *Professions libérales.*

1) Le texte du 14 octobre 1975 prévoyait le blocage des tarifs jusqu'au 30 juin 1976.

2) Le projet prévoit le blocage, au niveau du 31 décembre 1975, pour la période allant du 1^{er} janvier 1976 au 31 décembre 1976.

Section 3 : *Loyers.*

1) La note du 14 octobre 1975 prévoyait leur blocage jusqu'au 30 juin 1976.

2) Le projet de loi prévoit que les loyers resteront bloqués, du 1^{er} avril 1976 au 31 décembre 1976, à leur niveau du 1^{er} novembre 1975.

Section 4 : *Salaires et appointements.*

1) La note du 14 octobre 1975 maintenait le principe de la liaison à l'index.

Cependant, des modalités spéciales d'application étaient prévues pour une période limitée (jusqu'au 30 juin 1976). Ces modalités devaient être précisées en accord avec les interlocuteurs sociaux.

Les augmentations salariales non conformes à la recommandation gouvernementale ne sont pas déductibles fiscalement pour la partie qui dépasse le taux préconisé dans cette recommandation.

2) Le projet de loi maintient le principe de la liaison à l'index.

Les modalités évoquées dans la note du 14 octobre ont été fixées par le Gouvernement après l'échec de la négociation avec les interlocuteurs sociaux.

Pendant la période allant du 1^{er} avril 1976 au 31 décembre 1976, les dispositions des conventions individuelles ou collectives de travail, qui lient la rémunération à l'indice des prix à la consommation, sont sans effet pour la partie de la rémunération brute qui dépasse le montant de 40 250 F (indice 142,75).

Cette limitation est étendue, suivant les modalités à fixer par le Roi, aux rémunérations et pensions attribuées à charge du Trésor.

La limitation précitée est également d'application aux avantages payés dans des services publics autres que les services de l'Etat.

Les nouvelles conventions collectives de travail conclues après le 31 octobre 1975, qui accordent de nouveaux avantages salariaux pendant une période de neuf mois, à compter du moment de la conclusion de la convention, sont régies par les dispositions suivantes :

a) la moitié du montant des nouveaux avantages est octroyée aux travailleurs;

Voor de tantièmes geldt dezelfde regel als in de nota van 14 oktober 1975, maar er geldt een beperking tot de beheerders en zaakvoerders van Belgische vennootschappen.

Er wordt bovendien een sanctie voorzien tegen de beheerders en zaakvoerders die zich aan de voorgestelde regeling niet houden.

Afdeling 2 : *Vrije beroepen.*

1) De tekst 14 oktober 1975 voorziet een blokkering van de tarieven tot 30 juni 1976.

2) Het ontwerp voorziet de blokkering op het niveau van 31 december 1975 voor de periode van 1 januari 1976 tot 31 december 1976.

Afdeling 3 : *Huurprijzen.*

1) In de nota van 14 oktober 1975 worden zij geblokkeerd tot 30 juni 1976.

2) Het wetsontwerp voorziet een blokkering op het niveau van 1 november 1975 gedurende de periode van 1 april 1976 tot 31 december 1976.

Afdeling 4 : *Lonen en wedden.*

1) In de nota van 14 oktober 1975 wordt het principe van de indexkoppeling behouden.

Er worden nochtans modaliteiten van toepassing in het vooruitzicht gesteld voor een beperkte periode (tot 30 juni 1976). Deze modaliteiten moeten bepaald worden in overleg met de sociale partners.

De loonsverhogingen die uitbetaald worden en die niet overeenstemmen met de aanbeveling van de regering zijn fiscaal niet aftrekbaar voor het gedeelte dat de aanbeveling overschrijdt.

2) In het wetsontwerp blijft het beginsel van de indexkoppeling behouden.

De modaliteiten waarvan in de nota van 14 oktober melding werd gemaakt worden door de Regering bepaald na het mislukken van het overleg met de sociale partners.

Gedurende de periode van 1 april 1976 tot 31 december 1976 blijven de bepalingen van de individuele of collectieve arbeidsovereenkomsten, waardoor het loon gekoppeld wordt aan het indexcijfer der consumptieprijzen, zonder uitwerking voor het gedeelte van het bruto-loon dat het bedrag van 40 250 F (index 142,75) overtreft.

Deze beperking wordt, volgens de door de Koning te bepalen modaliteiten, uitgebreid tot de ten laste van de Schatkist toegekende bezoldigingen en pensioenen.

De hierboven vermelde beperking is ook van toepassing op de voordelen uitbetaald in andere openbare diensten dan de Rijksdiensten.

De nieuwe collectieve arbeidsovereenkomsten gesloten na 31 oktober 1975, die nieuwe loonsvoordelen toekennen tijdens een periode van negen maand, te rekenen vanaf het ogenblik van de totstandkoming van de overeenkomst, worden als volgt geregeld :

a) de helft van het bedrag van de nieuwe voordelen gaat naar de werknemers;

b) l'autre moitié est versée par l'employeur au fonds de solidarité;

c) les employeurs sont tenus de verser au même fonds un montant égal à celui qui est prévu au b).

En tout état de cause, la période de neuf mois pendant laquelle ces conditions sont d'application, prend fin au 31 décembre 1976.

Une majoration salariale consécutive à une diminution de la durée de travail constitue également un nouvel avantage.

Une participation exceptionnelle et temporaire de solidarité est établie au profit exclusif du fonds de solidarité, à charge des sociétés, associations, établissements ou organismes qui, conformément aux articles 98 à 102 ou à l'article 148 du Code des impôts sur les revenus, sont soumis à l'impôt des sociétés ou à l'impôt des non-résidents. Cette participation est de 4,8 % sur la partie exceptionnelle des bénéfices ou profits réalisés en 1975. Cette partie exceptionnelle est déterminée par l'excédent que représentent les bénéfices ou profits de la période imposable par rapport à 110 % de la moyenne des bénéfices ou profits réalisés au cours des années de 1972 à 1974 inclusivement.

Il est créé un fonds de solidarité qui est rattaché à la section particulière du budget.

C. Redistribution des charges sociales.

1. La note du 14 octobre 1975 a prévu le déplaçonnement des cotisations au régime des allocations familiales, ce qui ramènerait leur niveau de 10,25 % à 8,25 %.

2. Cette mesure ne figure pas dans le projet de loi, étant donné que la « loi-programme » prévoit ce déplaçonnement et l'abaissement de la cotisation de 10,25 % à 7,25 %.

La loi de redressement économique prévoit néanmoins une telle opération dans le secteur des maladies professionnelles, où les cotisations seront ramenées respectivement de 0,75 % et 0,65 % à 0,70 % et 0,60 %.

La cotisation en matière de crédits d'heures n'est pas due en 1976.

Il est prévu que le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres et après avis du Conseil national du travail, diminuer, avant le 1^{er} juillet 1976 au plus tard, le montant des cotisations en matière de sécurité sociale à charge de certaines entreprises, à condition de pourvoir à des ressources équivalentes, à charge d'autres entreprises.

D. Office national du Dueroire.

1) La note du 14 octobre 1975 prévoyait l'extension de la couverture des risques par l'Office national du Dueroire, par : le relèvement du plafond de 100 à 200 milliards et l'octroi d'une dotation supplémentaire de 5 milliards par tranches successives en ce qui concerne l'assurance pour compte propre; le relèvement du plafond de 35 à 70 milliards en ce qui concerne l'assurance pour compte de l'Etat; l'allègement de la procédure d'assurance pour compte de l'Etat; un appel plus large à la procédure d'accord du Ministre des Finances et du Ministre des Affaires économiques pour la couverture à 100 % des risques.

2) Le projet de loi attribue à l'Office national du Dueroire une cotisation supplémentaire de 650 millions de F nominal en obligations de la dette unifiée 4 %, et de 3 350 millions de F nominal en obligations de divers emprunts de l'Etat belge désignés par arrêtés du Ministre des Finances.

b) de andere helft wordt door de werkgever in het solidariteitsfonds gestort;

c) de werkgevers zijn verplicht een gelijk bedrag als bedoeld onder b) aan hetzelfde fonds te storten.

De periode van 9 maand, gedurende dewelke deze voorwaarden van toepassing zijn eindigt in elke geval op 31 december 1976.

Een loonsverhoging ingevolge verkorting van de arbeidsduur wordt eveneens als een nieuw voordeel in aanmerking genomen.

Er wordt uitsluitend in het voordeel van het solidariteitsfonds een uitzonderlijke en tijdelijke solidariteitsbijdrage geheven ten laste van de vennootschappen, verenigingen, inrichtingen of instellingen die ofwel overeenkomstig de artikelen 98 tot 102 of overeenkomstig artikel 148 van het Wetboek der inkomstenbelastingen onderworpen zijn aan de vennootschapsbelasting of aan de belasting der niet-verblijfhouders. Deze bijdrage bedraagt 4,8 % op het uitzonderlijk gedeelte van de winsten of baten behaald in 1975. Dit uitzonderlijke gedeelte wordt bepaald op het verschil in meer tussen de winsten of de baten van het belastbaar tijdperk t.a.v. 110 % van het gemiddelde der winsten of baten tijdens de jaren 1972 tot en met 1974.

Er wordt een solidariteitsfonds opgericht dat aangehecht wordt aan de afzonderlijke sectie van de begroting.

C. Herverdeling van de sociale lasten.

1) De nota van 14 oktober 1975 voorzag de deplafonnering der bijdragen van het stelsel van de kinderbijslagen. Dit zou toelaten het peil van 10,25 % op 8,25 % te brengen.

2) Dit komt niet voor in het wetsontwerp 738, omdat in de z.g. « programmawet » wordt voorzien in deze deplafonnering en in de verlaging van de bijdrage van 10,25 % tot 7,75 %.

De herstelwet voorziet wel een gelijkaardige operatie in de sector der beroepsziekten, waar de bijdragen zullen verminderd worden van 0,75 % en 0,65 % tot respectievelijk 0,70 % en 0,60 %.

De bijdrage voor kredieturen is niet verschuldigd in 1976.

De Koning kan, bij een in Ministerraad overlegd besluit en na advies van de Nationale Arbeidsraad uiterlijk vóór 1 juli 1976 de bijdragen voor maatschappelijke zekerheid verminderen ten voordele van bepaalde bedrijven op voorwaarde in gelijkwaardige inkomsten te voorzien ten laste van andere bedrijven.

D. Nationale Delcreditedienst.

1) De nota van 14 oktober 1975 voorzag een uitbreiding van de risicodekking door de Nationale Delcreditedienst door : een verhoging van het plafond van 100 naar 200 miljard en een bijkomende dotatie van 5 miljard met opeenvolgende schijven voor wat betreft de verzekering voor eigen rekening; een verhoging van het plafond van 35 naar 70 miljard, voor wat betreft de verzekering voor rekening van de Staat; een verlichting van de procedure van verzekering voor rekening van de Staat; een ruimer beroep op de instemmingsprocedure van de Ministers van Financiën en van Economische Zaken voor de 100 % risicodekking.

2) In het wetsontwerp wordt aan de Nationale Delcreditedienst een dotatie toegekend van 650 miljoen F, nominale waarde, in obligaties van 4 % geunifieerde schuld en 3 350 miljoen F, nominale waarde in obligaties van diverse leningen van de Belgische Staat, bepaald door besluiten van de Minister van Financiën.

En outre, le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, attribuer à l'Office un capital nominal complémentaire de 5 milliards de F par tranches successives de 1 milliard de F, chacune en obligations d'un ou plusieurs emprunts de l'Etat belge.

Le produit de la dotation de 650 millions de F en obligations de la dette 4 % est attribué à l'Office.

Les produits des autres tranches de la dotation ne sont attribués à l'Office que dans des conditions spéciales. La partie non attribuée à l'Office est versée au Trésor.

Le total des engagements de l'Office ne peut dépasser certains montants : vingt fois le montant cumulé de la dotation et de la réserve générale pour les assurances pour compte propre; 35 milliards de F pour les assurances pour compte de l'Etat; le montant cumulé de la dotation et des réserves générales pour les investissements en matière de financement.

Enfin, le Roi peut relever le plafond des engagements.

Pour les assurances pour compte de l'Etat, cette augmentation se fait par tranches successives de maximum 5 milliards de F chacune, sans que le montant total des engagements autorisés puisse dépasser 70 milliards de F.

E. Expansion économique.

1) Ce chapitre n'était pas prévu dans la note du 4 octobre 1975.

2) Selon le projet de loi, le montant global à concurrence duquel la garantie de l'Etat peut être accordée peut être porté par le Roi de 20 à 30 milliards par deux tranches de 5 milliards de francs chacune.

En outre, il est prévu une augmentation de 25 à 75 % pour l'intervention de l'Etat sous la forme d'aides récupérables pour honoraires dus aux organismes conseillers de gestion.

F. Prix industriels et commerciaux.

1) Le 14 octobre 1975, on prévoyait la suppression de l'indexation des prix industriels et commerciaux sur base de l'indice des prix de détail.

2) Ces mesures sont reprises intégralement dans le projet de loi; toutefois, il est précisé qu'on ne doit pas s'opposer à toute formule d'adaptation des prix mais qu'une telle adaptation doit être basée sur l'évolution des coûts réels.

G. Comptabilité — comptes annuels.

1) La note du 14 octobre 1975 ne prévoyait aucune mesure en ce domaine.

2) Ce chapitre figure au projet de loi conformément à l'engagement du Gouvernement durant la discussion au Parlement de la loi du 17 juillet 1975 relative à la comptabilité et aux comptes annuels afin de prévoir une dépenalisation en faveur des P. M. E. en matière d'inventaire.

* * *

Il résulte de l'analyse qui précède que certains points du plan de redressement global du 14 octobre 1975 n'ont

De Koning kan bovendien, bij in Ministerraad overlegd besluit, de Dienst een aanvullend nominaal kapitaal van 5 miljard F toekennen in achtereenvolgende tranches van 1 miljard F in obligaties van één of meer leningen van de Belgische Staat.

De opbrengst van de dotatie van 650 miljoen obligaties van 4 % wordt aan de dienst toegekend.

De opbrengsten van de andere tranches worden slechts onder speciale voorwaarden aan de Dienst verstrekt. Het niet aan de Dienst verstrekte deel wordt in de Schatkist gestort.

Het totaal der verbintenissen van de Dienst mag bepaalde bedragen niet overschrijden : twintig maal de som der dotatie en der algemene reserve voor de verzekeringen voor eigen rekening; 35 miljard frank voor de verzekeringen voor rekening van de Staat; de som der dotatie en der algemene reserve voor de tussentijdse inzake financiering.

De Koning kan tenslotte de plafonds der verbintenissen verhogen.

Voor de verzekeringen voor rekening van de Staat geschiedt deze verhoging in achtereenvolgende tranches van maximum 5 miljard frank elk, met dien verstande dat het totaal der toegestane verbintenissen niet meer dan 70 miljard mag bedragen.

E. Economische expansie.

1) Dit was in de nota van 14 oktober 1975 niet voorzien.

2) Krachtens het wetsontwerp kan het globale bedrag waarvoor Staatswaarborg kan worden verleend, door de Koning van 20 miljard op 30 miljard worden gebracht in twee schijven van ieder 5 miljard.

Verder wordt de verhoging van 25 tot 75 % voorzien voor de Staatstussentijdse onder de vorm van terugvorderbare tegemoetkomingen voor erelonen verschuldigd aan de instellingen voor beheersadvies.

F. Industriële en commerciële prijzen.

1) Op 14 oktober 1975 werd de afschaffing voorzien van de indexering van nijverheids- en handelsprijzen op basis van de index der kleinhandelsprijzen.

2) Deze maatregel wordt in het wetsontwerp volledig hernomen met de verduidelijking dat men zich niet moet verzetten tegen elke formule van aanpassing der prijzen, maar dat dergelijke aanpassing moet gesteund zijn op de evolutie van de werkelijke kosten.

G. Boekhouding en jaarrekeningen.

1) Daarover was niets voorzien in de nota van 14 oktober 1975.

2) In het wetsontwerp wordt dit hoofdstuk ingelast, overeenkomstig het engagement van de Regering tijdens de bespreking in het Parlement van de wet van 17 juli 1975 betreffende de boekhouding en de jaarrekeningen, teneinde een depenaliserende voor de K. M. O.'s inzake inventaris te voorzien.

* * *

Uit voorgaande analyse blijkt dat sommige punten uit het globaal herstelplan van 14 oktober 1975 niet werden

pas été repris. La cause en est que d'autres dispositions encore ont été prises en vue de réaliser les mesures envisagées.

Il faut citer explicitement :

- 1) la création d'un holding public; un projet de loi a été déposé au Sénat à cet effet;
- 2) la participation des holdings à la planification économique; la Commission des Affaires économiques de la Chambre des Représentants est saisie d'un projet de loi portant sur ce sujet;
- 3) la création d'un centre d'étude et d'information du consommateur;
- 4) la création d'un comité de l'énergie par l'arrêté royal du 2 décembre 1975.

Des projets de loi ont été annoncés, notamment concernant la répression des abus de pouvoir économique et la réglementation de la publicité.

Enfin, il convient d'attirer l'attention sur quelques innovations fondamentales dans notre droit social : le stage des jeunes, la prépension, la modération des revenus et l'interdiction des formules d'indexation des prix industriels et commerciaux en fonction de l'indice des prix à la consommation ou de tout autre indice.

Pour certaines de ces mesures il existait indiscutablement déjà des précédents. Toutefois, il s'agissait toujours de dispositions dans une branche bien déterminée (par exemple la prépension dans le secteur du bâtiment) ou dans une certaine institution (par exemple la mise au travail de jeunes dans des administrations publiques ou des A. S. B. L.) et dès lors sur une échelle réduite.

Ces « innovations » donneront sans aucun doute lieu à des perfectionnements à l'avenir et à la création de nouvelles structures de ce genre dans d'autres domaines.

Etant donné l'importance de ces innovations, il est souhaitable d'en rappeler la philosophie.

1. Le stage des jeunes.

Le stage des jeunes est sans aucun doute un des points névralgiques du projet de loi relatif aux mesures de redressement économique. Il est une réponse au problème épineux du chômage des jeunes, surtout de ceux qui viennent de quitter l'école et qui n'ont pu trouver leur place dans la vie économique. Leur nombre est estimé à 60 000.

En vue de remédier à cette situation sociale très grave, il fallait recourir, comme l'a dit l'exposé des motifs, aux « grands moyens ». Ceux-ci constituent un programme ambitieux dont le but est de permettre à quelques dizaines de milliers de jeunes d'accomplir un stage dans la vie professionnelle.

Une telle mesure aura certainement pour conséquence de mettre fin, dans une large mesure, à la frustration sociologique d'un groupe important. En effet, si 17 000 jeunes peuvent faire durant six mois un stage convenable dans la vie économique, ils ne se sentiront pas seulement utiles à la société, qui apprécie leur diplôme ou leur spécialisation à sa valeur, mais ils pourront également se préparer de manière appropriée à leur entrée ultérieure dans la vie professionnelle ou dans l'administration.

L'exposé des motifs cite encore deux autres raisons, qui, selon votre rapporteur, ne viennent qu'en second lieu.

hernomen. De oorzaak daarvan ligt in het feit dat nog andere schikkingen werden getroffen om de in het vooruitzicht gestelde maatregelen te realiseren.

Uitdrukkelijk wensen wij te vermelden :

- 1) De oprichting van een openbare holding, waarvoor een wetsontwerp bij de Senaat werd ingediend;
- 2) De inschakeling van de holdings bij de economische planning, wetsontwerp dat aanhangig is bij de Commissie voor Economische Zaken van de Kamer van Volksvertegenwoordigers;
- 3) De oprichting van een Centrum voor studie en informatie van de verbruiker;
- 4) De oprichting van een Energie-comité bij koninklijk besluit van 2 december 1975.

Voor wat betreft de beteugeling van het economisch machtsmisbruik en de ordening van de reclame werden wetsontwerpen in het vooruitzicht gesteld.

Wij willen tenslotte wijzen op enkele fundamentele nieuwigheden in ons sociaal-rechtelijk arsenaal : de stage voor jongeren, het brugpensioen, de inkomensmatiging en het verbod van indexatieformules voor de industriële en commerciële prijzen in functie van het indexcijfer van de consumptieprijzen of van enig ander indexcijfer.

Ongetwijfeld bestonden er voor bepaalde van deze maatregelen reeds zekere precedents. Het betrof evenwel steeds schikkingen in een bepaalde bedrijfstak (bv. brugpensioen in de bouwsector) of in een bepaalde instelling (bv. tewerkstelling van jongeren in openbare besturen of v.z.w.) en derhalve op beperkte schaal.

Deze « nieuwigheden » zullen zonder twijfel in de toekomst aanleiding geven tot de verfijning ervan en het doorvoeren van dergelijke nieuwe structuren in andere domeinen.

Gezien het belang van deze « nieuwigheden » is het passend de filosofie ervan nog even toe te lichten.

1. De stage voor jongeren.

De stage voor jongeren is ongetwijfeld één van de kernpunten van het wetsontwerp betreffende de economische instelmaatregelen. Het komt tegemoet aan het nijpend probleem van de werkloosheid van jonge mensen, vooral van diegenen die pas de school hebben verlaten en zich niet hebben kunnen inschakelen in het economische leven. Hun aantal wordt op 60 000 geraamd.

Om aan deze zeer ernstige sociale toestand te verhelpen moesten, zoals de memorie van toelichting het stelt, « grote middelen » worden aangewend. Deze hebben betrekking op een ambitieus programma om enkele tienduizenden jongeren een stage in het economisch leven te laten doen.

Een dergelijke maatregel zal ongetwijfeld voor gevolg hebben dat de sociologische frustratie van een talrijke groep in belangrijke mate zal kunnen worden weggewerkt. Inderdaad als 17 000 jongeren gedurende zes maand een volwaardige stage in het economisch leven kunnen vervullen dan zullen zij zich niet alleen nuttig voelen in de samenleving, die hun diploma of specialisatie naar waarde schat, maar zij zullen zich ook op een geschikte wijze kunnen voorbereiden op een latere indiensttreding in het bedrijfsleven of in de administratie.

In de memorie van toelichting worden nog twee andere motieven aangegeven; het komt uw verslaggever nochtans

Avant tout, ce sont la mise au travail des jeunes et leur sentiment d'être utile à la société qui doivent être la justification principale de cette mesure.

De plus, il faut signaler la possibilité que le stage donne aux chefs d'entreprises d'opérer un choix de candidats intéressants. On peut en attendre également des effets favorables pour la société elle-même, qui ne comptera plus de jeunes chômeurs ou, du moins, ne comptera qu'un nombre moindre de jeunes chômeurs, dont il faut craindre qu'ils ne se laissent séduire par certaines attitudes sociales extrémistes.

Comme il a été dit, ce n'est pas la première fois que la possibilité d'un stage est prévue. Il y avait déjà l'arrêté royal du 13 août 1975. Celui-ci n'a cependant produit que des résultats limités : à la fin de novembre 1975, seuls 325 jeunes avaient été occupés en tant que stagiaires en application de cet arrêté. Mais cette fois il ne s'agit plus de la possibilité de promouvoir les stages de jeunes mais bien de l'obligation imposée à toutes les entreprises occupant au moins cent travailleurs d'engager un stagiaire pour chaque centaine de travailleurs. Le fait que le secteur public soit soumis à la présente loi est également important.

Il est évident qu'il est de la plus haute importance que la notion ou la définition du stage soit nettement précisée et que toute clarté soit faite à ce sujet. Ce stage constitue en effet une préparation à une intégration véritable dans la vie économique. Elle ne peut pas être considérée comme un moyen permettant d'employer de la main-d'œuvre à bon marché.

Si nous parcourons les différents articles de la loi de relance, nous pourrions aboutir à la définition suivante du stage :

Art. 5 : Le stage représente une possibilité offerte aux jeunes de moins de trente ans qui n'ont pas encore exercé d'activité professionnelle.

Art. 9 : D'être employés pendant six mois.

Art. 7 : Par une entreprise ou une administration occupant au moins cent travailleurs.

Art. 8 : Afin d'acquérir une formation pratique en guise de transition entre l'enseignement reçu et la mise au travail envisagée.

Art. 14, § 1 : Le stage doit être accompli dans la section et la fonction qui correspondent aux études éventuellement faites, à la qualification obtenue et aux aptitudes physiques et mentales du stagiaire.

Art. 14, § 2 : Le stagiaire sera guidé par un membre du personnel désigné en raison de son expérience.

Art. 14, § 1 : De façon à ce que le stagiaire en retire le plus d'enseignements possibles.

Art. 10 : Pendant le stage, l'entreprise ou l'administration paie une indemnité de stage égale au moins à 75 % du salaire normal.

2. La prépension.

L'instauration de la prépension doit être vue dans la même perspective de promotion de l'emploi des jeunes.

L'économie fondamentale de cette innovation réside, d'une part, dans un éloignement prématuré des travailleurs

pour que ceux-ci ne viennent que sur la deuxième place. Pour tous, c'est la mise au travail des jeunes et leur sentiment d'être utile à la société qui doivent être la justification principale de cette mesure.

De plus, il faut signaler la possibilité que le stage donne aux chefs d'entreprises d'opérer un choix de candidats intéressants. On peut en attendre également des effets favorables pour la société elle-même, qui ne comptera plus de jeunes chômeurs ou, du moins, ne comptera qu'un nombre moindre de jeunes chômeurs, dont il faut craindre qu'ils ne se laissent séduire par certaines attitudes sociales extrémistes.

Comme il a été dit, ce n'est pas la première fois que la possibilité d'un stage est prévue. Il y avait déjà l'arrêté royal du 13 août 1975. Celui-ci n'a cependant produit que des résultats limités : à la fin de novembre 1975, seuls 325 jeunes avaient été occupés en tant que stagiaires en application de cet arrêté. Mais cette fois il ne s'agit plus de la possibilité de promouvoir les stages de jeunes mais bien de l'obligation imposée à toutes les entreprises occupant au moins cent travailleurs d'engager un stagiaire pour chaque centaine de travailleurs. Le fait que le secteur public soit soumis à la présente loi est également important.

Il est évident qu'il est de la plus haute importance que la notion ou la définition du stage soit nettement précisée et que toute clarté soit faite à ce sujet. Ce stage constitue en effet une préparation à une intégration véritable dans la vie économique. Elle ne peut pas être considérée comme un moyen permettant d'employer de la main-d'œuvre à bon marché.

Si nous parcourons les différents articles de la loi de relance, nous pourrions aboutir à la définition suivante du stage :

Art. 5 : Le stage représente une possibilité offerte aux jeunes de moins de trente ans qui n'ont pas encore exercé d'activité professionnelle.

Art. 9 : D'être employés pendant six mois.

Art. 7 : Par une entreprise ou une administration occupant au moins cent travailleurs.

Art. 8 : Afin d'acquérir une formation pratique en guise de transition entre l'enseignement reçu et la mise au travail envisagée.

Art. 14, § 1 : Le stage doit être accompli dans la section et la fonction qui correspondent aux études éventuellement faites, à la qualification obtenue et aux aptitudes physiques et mentales du stagiaire.

Art. 14, § 2 : Le stagiaire sera guidé par un membre du personnel désigné en raison de son expérience.

Art. 14, § 1 : De façon à ce que le stagiaire en retire le plus d'enseignements possibles.

Art. 10 : Pendant le stage, l'entreprise ou l'administration paie une indemnité de stage égale au moins à 75 % du salaire normal.

2. Het brugpensioen.

In hetzelfde perspectief van de bevordering der tewerkstelling der jongeren moet ook de invoering van het brugpensioen worden gezien.

Inderdaad de fundamentele economie van deze innovatie bestaat erin eensdeels oudere werknemers voortijdig uit het

âgés du processus de production en leur accordant une prépension et, d'autre part, dans une intégration à ce processus de travailleurs plus jeunes, âgés de moins de trente ans.

Cette matière a déjà été, en principe, réglée par la convention collective de travail n° 17 conclue le 19 décembre 1974 au sein du Conseil national du Travail.

A titre d'essai, le projet de loi n° 738 instaure la pension prématurée, dite prépension, pour les travailleurs âgés de 62 ans au moins et pour les travailleuses âgées de 58 ans au moins.

Les travailleurs qui remplissent ces conditions d'âge auront le droit de demander cette prépension. Ce droit est absolu pour les travailleurs des entreprises occupant 50 travailleurs et davantage. Pour les travailleurs des entreprises occupant entre vingt et cinquante travailleurs, ce droit est accordé moyennant une sorte d'attente de trois mois, afin de permettre à l'employeur de pourvoir à leur remplacement. Pour les travailleurs occupés dans des entreprises comptant moins de vingt travailleurs, l'employeur doit être d'accord pour permettre au droit à la prépension de devenir réalité.

L'employeur a, d'autre part, l'obligation d'engager de jeunes travailleurs de moins de trente ans, chaque fois que l'un de ses travailleurs admis à faire valoir son droit à la prépension en fait effectivement la demande.

L'instauration, à titre expérimental, de cette prépension doit être considérée dans le cadre d'une tendance générale à l'abaissement de l'âge de la pension. La Chambre des Représentants a, en effet, adopté déjà un projet de loi tendant à ramener l'âge de la pension à 64 ans après une carrière professionnelle de 45 ans.

Dans une période caractérisée par un excédent de travailleurs sur le marché de l'emploi et par un chômage de plus en plus important, une telle répartition du travail apparaît comme une nécessité évidente.

Le problème se poserait évidemment tout autrement s'il y avait une pénurie considérable de main-d'œuvre, comme cela a été le cas il y a quelques années.

En effet, cet abaissement de l'âge de la pension doit être considéré comme une réduction de la durée du travail. Un choix réel a donc été fait afin d'économiser l'énergie produite par le travail humain sur la durée des prestations de travail prises dans leur ensemble.

Les organes compétents instaureront un contrôle renforcé en ce qui concerne les deux mesures précitées, c'est-à-dire le stage et la prépension. Ces deux mesures sont, d'autre part, conçues à titre expérimental, leur durée restant provisoirement limitée à l'année 1976.

La combinaison de ces deux innovations, stage et prépension, permet d'escompter à juste titre un allègement de la pression s'exerçant sur le marché de l'emploi. La lutte contre le chômage bénéficiera d'un appoint important, le redressement s'en trouvant dès lors puissamment favorisé. En outre, ces innovations peuvent être considérées dans l'optique d'une philosophie générale qui entend axer la prospérité vers plus de bien-être.

Une différence considérable se constate toutefois en ce qui concerne le financement de ces deux innovations sur le plan de droit social.

L'intervention pour le stage doit être supportée par l'entreprise elle-même.

productieproces te verwijderen en hen een brugpensioen toe te kennen en anderdeels jongere werknemers beneden de dertig jaar in het productieproces te brengen.

Deze aangelegenheid werd reeds principieel geregeld bij de collectieve arbeidsovereenkomst n° 17 in de Nationale Arbeidsraad gesloten op 19 december 1974.

Het onderhavige ontwerp voert bij wijze van experiment het voortijdig pensioen, brugpensioen genoemd, in voor werknemers die tenminste 62 jaar oud zijn en voor werknemers die tenminste 58 jaar oud zijn.

De werknemers die deze leeftijdsvoorwaarden vervullen hebben het recht dit brugpensioen aan te vragen. Voor de werknemers in bedrijven met 50 en meer tewerkgestelden is dit recht absoluut. Voor de werknemers in bedrijven tussen 20 en 50 tewerkgestelden wordt dit recht toegekend mits een soort wachttijd van drie maanden, om de ondernemer toe te laten in de vervanging te voorzien. Voor de werknemers in bedrijven beneden twintig tewerkgestelden moet de werkgever akkoord gaan om het recht op brugpensioen werkelijkheid te laten worden.

Anderzijds bestaat er voor de werkgever een verplichting jongere werknemers beneden de dertig jaar aan te werven, telkens één van zijn werknemers, die het recht op brugpensioen kan laten gelden, dit brugpensioen effectief aanvraagt.

De invoering van dit brugpensioen ten experimentele titel moet gezien worden in een algemene strekking om de pensioengerechtigde leeftijd te verlagen. Immers door de Kamer van Volksvertegenwoordigers werd reeds een wetsontwerp goedgekeurd, dat ertoe strekt de pensioengerechtigde leeftijd op 64 jaar te brengen na een beroepsloopbaan van 45 jaar.

In een periode die gekenmerkt wordt door een overschot van werknemers op de arbeidsmarkt en door een meer en meer aanzienlijke werkloosheid, ligt een dergelijke verdeling van het voorhanden zijnde werk als een noodzakelijkheid voor de hand.

Het probleem zou zich uiteraard volkomen anders stellen indien er een aanzienlijk tekort aan arbeidskrachten was, zoals dat voor enkele jaren het geval is geweest.

In feite moet deze verlaging van pensioengerechtigde leeftijd aangezien worden als een vermindering van de arbeidsduur. Er wordt dus een bewuste keuze gemaakt om de door de menselijke arbeid teweeggebrachte energie uit te sparen op de duur van de arbeidsprestaties in hun geheel genomen.

Voor beide voornoemde maatregelen — de stage en het brugpensioen — wordt een sterke controle ingesteld door de bevoegde organen. Beide maatregelen worden ook als een experiment gezien; hun geldigheidsduur wordt vooralsnog beperkt tot het jaar 1976.

Uit de combinatie van beide innovaties — de stage en het brugpensioen — mag terecht een verlichting van de druk op de arbeidsmarkt worden verwacht. Een belangrijke hulp wordt geboden voor de strijd tegen de werkloosheid. Aldus zal ernstig worden bijgedragen tot het herstel. Deze innovaties kunnen bovendien gezien worden in het licht van een algemene filosofie die de welvaart naar meer welzijn wil richten.

Wat de financiering van deze twee innovaties op sociaal-rechtelijk gebied betreft is er wel een aanzienlijk verschil vast te stellen.

De tegemoetkoming voor de stage moet gedragen worden door het bedrijf zelf.

La prépension, par contre, se compose de deux parties : un montant égal à celui des allocations de chômage dont bénéficieraient les travailleurs s'ils étaient licenciés et un montant égal à la moitié de la différence entre l'allocation de chômage et le salaire net de référence.

Ce salaire net de référence est égal au salaire mensuel brut limité à 40 250 F, diminué de la cotisation personnelle à la sécurité sociale ainsi que du précompte professionnel et lié à l'indice 142,75.

Les montants à verser pour la prépension doivent provenir d'un fonds de solidarité. Ce fonds de solidarité est alimenté par trois sources. Il est tout d'abord alimenté par les montants que les travailleurs et les employeurs doivent rétrocéder au fonds si de nouveaux avantages sont accordés aux travailleurs en vertu de nouvelles conventions collectives de travail. Il est alimenté, en deuxième lieu, par un prélèvement exceptionnel et temporaire égal à un dixième sur l'impôt des sociétés à charge des entreprises qui, au cours de l'année 1975, auront réalisé des bénéfices excédant de 10 % la moyenne des bénéfices des années 1972 à 1974. La troisième source de revenus du fonds de solidarité est constituée par des interventions directes de l'Etat.

3. La modération des revenus.

Les deux mesures précitées — stage et prépension — visent à combattre le chômage et à accroître l'emploi. La modération des revenus, qui constitue une troisième innovation importante, est plutôt à considérer comme un élément essentiel, tant de fait que psychologique, dans la lutte contre l'inflation. Comme il a été signalé déjà plus haut, la récession actuelle est caractérisée par un degré exceptionnellement élevé de chômage et une inflation galopante.

C'est pour faire face à cette inflation qu'est proposée une modération générale des revenus. Celle-ci devrait également avoir pour conséquence d'améliorer la position concurrentielle de l'industrie belge sur les marchés étrangers. L'emploi s'en trouverait, à son tour, stimulé.

Cette modération des revenus ne pouvait pas être limitée à une seule catégorie sociale mais devait être de nature à imposer à chaque catégorie sociale une certaine modération, c'est-à-dire une limitation, des revenus.

C'est pourquoi le projet de loi prévoit la limitation pendant l'année 1976 de certaines augmentations de revenus. Il s'agit en premier lieu du montant des dividendes, qui, en 1976 ne pourront pas être supérieurs au montant le plus élevé des trois derniers exercices comptables.

Pour ce qui est des tantièmes, leur montant est bloqué à 75 % de leur niveau précédent.

Les tarifs, barèmes, abonnements et honoraires des professions libérales sont également bloqués en 1976 au niveau des années précédentes.

Tous les loyers sont bloqués, étant entendu que les loyers des habitations petites et moyennes, stabilisés au niveau du 1^{er} décembre 1974 en application des dispositions de la loi du 10 avril 1975, pourront être augmentés de 7,5 % au 1^{er} janvier 1976.

En ce qui concerne les salaires et rémunérations, le montant mensuel auquel s'applique l'indexation est limité, pour la période du 1^{er} avril 1976 à la fin de décembre 1976, au salaire mensuel brut plafonné qui a été fixé comme salaire de référence pour la prépension.

Het bruggpensioen daarentegen bestaat uit twee gedeelten : het bedrag dat gelijk is aan de werkloosheidsvergoeding waarop de werknemer zou kunnen aanspraak maken indien hij afgedankt werd en daarnaast een bedrag gelijk aan de helft van het verschil tussen deze werkloosheidsuitkering en het netto referteloon.

Dit netto referteloon is gelijk aan het bruto-maandloon begrensd tot 40 250 F en verminderd met de persoonlijke sociale zekerheidsbijdrage en de bedrijfsvoorheffing en gekoppeld aan het indexcijfer 142,75.

De bedragen die voor het bruggpensioen moeten worden uitgekeerd worden tot stand gebracht door een solidariteitsfonds. Dit solidariteitsfonds heeft een drievoudige stijging. Op de eerste plaats wordt dit solidariteitsfonds gestijfd door de bedragen die door werknemers en werkgevers aan het fonds moeten worden afgestaan, indien krachtens nieuwe collectieve arbeidsovereenkomsten nieuwe voordelen aan werknemers worden toegestaan. Op de tweede plaats wordt het solidariteitsfonds gestijfd door een uitzonderlijke en tijdelijke afname gelijk aan 1 deciem op de vennootschapsbelasting ten laste van ondernemingen die in het jaar 1975 winst zullen maken welke het gemiddelde over de jaren 1972-1974 met 10 % overschrijdt. Een derde bron van inkomsten voor het solidariteitsfonds wordt tot stand gebracht door rechtstreekse overheids gelden.

3. De inkomensmatiging.

De twee reeds besproken maatregelen — de stage en het bruggpensioen — beogen de bestrijding van de werkloosheid en de verhoging van de tewerkstelling. De inkomensmatiging — een derde belangrijke innovatie — dient eerder gezien te worden als een belangrijk element, zowel feitelijk als psychologisch, in de strijd tegen de inflatie. Zoals hoger reeds werd aangestipt, wordt de huidige recessie gekenmerkt zowel door uitzonderlijk een hoge werkloosheidsgraad als door een galopperende inflatie.

Om deze inflatie het hoofd te bieden werd een algemene inkomensmatiging voorgesteld. Zij zou mede de concurrentiële positie der Belgische bedrijven op de buitenlandse markt moeten verbeteren. Dan zou de tewerkstelling op haar beurt ook weer worden aangemoedigd.

Deze inkomensmatiging kon niet tot één enkele sociale categorie beperkt worden, maar zij moest van aard zijn om iedere sociale categorie een zekere matiging — dit wil zeggen inkomensbeperking — op te leggen.

Het wetsontwerp voorziet dan ook dat gedurende het jaar 1976 diverse inkomensverhogingen zouden worden beperkt. Op de eerste plaats gaat het om het bedrag van de dividenden die in 1976 niet hoger mogen zijn dan het hoogste bedrag van de voorgaande drie boekjaren.

Wat de tantièmes betreft, wordt het bedrag ervan geblokkeerd op 75 % van het vorige niveau.

De tarieven, barema's, abonnements en honoraria van de vrije beroepen worden voor 1976 eveneens geblokkeerd op het peil van het vorige jaar.

Alle huurprijzen worden geblokkeerd met dien verstande dat de huurprijzen van kleine en middelgrote woningen, die volgens de bepalingen van de wet van 10 april 1975 op het niveau van 1 december 1974 gestabiliseerd werden, met 7,5 % zullen mogen worden verhoogd.

Wat de lonen en wedden betreft wordt voor de periode van 1 april 1976 tot eind december 1976 het maandelijks bedrag, dat vatbaar is voor de indexering, beperkt tot het bruto begrensd maandloon dat voor het bruggpensioen als referteloon werd vastgesteld.

Enfin, pour ce qui concerne les avantages nouveaux qui seraient accordés par de nouvelles conventions collectives, il est prévu un système nouveau stipulant que 50 % des nouveaux avantages consentis aux travailleurs doivent être versés à un fonds de solidarité pour financer la prépension. Les employeurs qui accordent ces augmentations devront également verser un même montant au fonds de solidarité.

Cela signifie donc que tous ceux qui sont insérés dans le processus économique, soit comme titulaires d'une profession libérale, soit comme travailleurs ou comme employeurs, subiront une modération des revenus. Cette modération des revenus, qui se situe dans le cadre de la lutte contre l'inflation, est finalement aussi de nature à favoriser l'emploi.

4. *Interdiction d'indexer les prix industriels et commerciaux.*

Dès 1974, la Commission de Régulation des Prix avait, dans une résolution adressée au Ministre des Affaires économiques, fait savoir que l'indexation automatique d'un certain nombre de prix et tarifs constituait un facteur important de l'inflation. Il s'agissait finalement, en l'occurrence, d'une indexation de l'indexation.

Le présent projet de loi rend impossible la naissance d'un déséquilibre dans certains secteurs et interdit toute liaison des prix industriels et commerciaux.

Cette mesure doit être de nature à faire baisser certains prix et à améliorer ainsi la position concurrentielle de l'industrie belge sur les marchés internationaux. L'emploi pourra à son tour s'en trouver stimulé.

5. *Mesures spécifiques pour les P. M. E.*

Depuis des années, l'attention est attirée sur le fait que la charge de la sécurité sociale est inégalement répartie entre les entreprises à fort coefficient de capitaux. Une meilleure « modulation » de la sécurité sociale s'impose dès lors.

La loi-programme a prévu une première « modulation » en ce qui concerne les cotisations pour le secteur des allocations familiales, qui ont été ramenées de 10,25 % à 7,75 %, le plafond imposable étant supprimé.

La présente loi de redressement prévoit une même mesure en ce qui concerne les retenues afférentes aux maladies professionnelles.

Il est également prévu que d'autres mesures devront être prises pour le 1^{er} juillet 1976, afin d'adapter les tarifs de la sécurité sociale aux différents types d'entreprises.

Enfin, comme il a déjà été annoncé antérieurement, la législation concernant les comptes annuels des petites et moyennes entreprises fait l'objet d'une adaptation.

6. *Cumul dans l'enseignement.*

Lors de la discussion des mesures de promotion de l'emploi, l'attention s'est également portée sur les cumuls dans l'enseignement.

Plusieurs amendements ont été présentés en ce domaine, afin de limiter à un horaire complet, augmenté de 20 %, l'horaire maximum autorisé pour les membres du personnel enseignant.

Le Gouvernement a accepté d'élaborer un projet destiné à limiter les cumuls. De plus, il examinera avec bienveillance d'éventuelles propositions de loi sur le même sujet. Il s'agit

Ten slotte wordt een nieuw systeem voorzien voor de nieuwe voordelen die door collectieve arbeidsovereenkomsten worden vastgelegd : 50 % van de nieuwe voordelen, die aan de werknemers worden toegestaan, moet in een solidariteitsfonds gestort worden om het bruggpensioen te betalen. De werkgevers die deze verhogingen toestaan moeten op hun beurt ook hetzelfde bedrag aan het solidariteitsfonds storten.

Dit betekent dus dat al diegenen die ingeschakeld zijn in het economisch proces hetzij als beoefenaars van vrije beroepen, hetzij als werknemers, hetzij als werkgevers een inkomensmatiging zullen ondergaan. Deze dient gezien te worden in het raam van de strijd tegen de inflatie, maar zal uiteindelijk ook bijdragen tot de werkverschaffing.

4. *Verbod van indexering van de industriële en commerciële prijzen.*

Reeds in 1974 had de Commissie tot regeling der Prijzen in een resolutie aan de Minister van Economische Zaken laten weten dat de automatische indexering van een aantal prijzen en tarieven een belangrijke factor van de inflatie vormde. Het ging hier ten slotte om een indexering van de indexering.

Door huidige wetsontwerp wordt onevenwichtigheid in bepaalde sectoren uitgesloten; iedere indexatieformule van industriële en commerciële prijzen in functie van om het even welke index wordt verboden.

Dit moet van aard zijn om sommige prijzen te doen dalen en alzo de concurrentiële positie van de Belgische industrie op de internationale markt te verbeteren. Hierdoor zal op zijn beurt de werkgelegenheid kunnen worden gestimuleerd.

5. *Specifieke maatregelen voor de K. M. O.'s.*

Sedert jaren wordt er op gewezen dat de last van de sociale zekerheid onbillijk verdeeld is over kapitaalsintensieve bedrijven. Een betere modulatie van de sociale zekerheid dringt zich dan ook op.

In de programmawet werd reeds een eerste modulatie voorzien ten aanzien van de bijdragen voor de kinderbijslagen. Deze werden van 10,25 % op 7,75 % gebracht en het belastbaar plafond werd losgemaakt.

In deze herstellwet wordt een gelijkaardige maatregel voorzien voor de afhoudingen in verband met beroepsziekten.

Tevens wordt vastgesteld dat voor 1 juli 1976 andere maatregelen moeten worden voorzien om de sociale zekerheidsstarieven aan te passen over de verschillende types van het bedrijfsleven.

Ten slotte wordt, zoals eerder reeds aangekondigd werd, de wetgeving op de jaarrekeningen voor de kleine en middelgrote ondernemingen aangepast.

6. *Cumulatie in het onderwijs.*

Bij de bespreking van de maatregelen tot bevordering van de tewerkstelling werd ook aandacht besteed aan de cumulatie in het onderwijs.

Diverse amendementen werden voorgesteld opdat de toegelaten maximum-uurrooster voor leden van het onderwijzend personeel tot 20 % boven de volledige uurrooster zou worden beperkt.

De Regering heeft er mee ingestemd om een ontwerp tot beperking van de cumulatie uit te werken. Bovendien zal zij eventuele wetsvoorstellen terzake welwillend onderzoeken.

évidemment d'une matière très importante, l'emploi de très nombreux diplômés pouvant s'en trouver favorisé dans ce secteur.

7. Autres dispositions.

Outre les mesures qui peuvent être considérées comme des innovations en matière sociale, le projet de loi comporte évidemment plusieurs autres mesures qui portent sur un certain nombre d'éléments classiques destinés à faire face à la conjoncture actuelle. Ces mesures sont examinées en détail dans la suite du présent rapport.

Mentionnons cependant dès à présent : une adaptation de la définition de la fermeture des entreprises, un renforcement des lois d'expansion économique, un renforcement du fonctionnement de l'Office national du Ducroire, mesures qui visent un même objectif, à savoir accroître la force concurrentielle et les exportations de notre appareil industriel.

III. Considérations finales.

Le projet de loi comporte un certain nombre de mesures dont certaines sont de nature temporaire et présentent un caractère fortement conjoncturel. Le Gouvernement souhaite intervenir avec force dans la vie économique pour promouvoir l'emploi et améliorer les possibilités d'exportation en renforçant la position concurrentielle. Ces mesures ne peuvent pas être considérées en dehors de l'ensemble des mesures de relance annoncées par le Gouvernement. Les autres mesures ont, en effet, un caractère beaucoup plus structural et pourront, par conséquent, exercer une influence plus permanente sur l'emploi et la vie économique en général.

Sont ici visées en particulier la création d'un holding public et l'association des holdings à la planification économique. Ces mesures, ainsi que d'autres déjà énumérées précédemment, ont en effet un caractère beaucoup plus structural et pourront probablement exercer une influence plus profonde bien que plus lente.

Les mesures proposées par le présent projet de loi sont destinées à être utilisées dans l'immédiat et ont pour but d'apporter des solutions rapides; elles ne peuvent cependant pas être disjointes des mesures structurales.

La récession actuelle constitue indubitablement la crise économique la plus grave depuis la deuxième guerre mondiale. Elle est en outre fortement influencée par l'inflation galopante et est très dangereuse.

Un plan général de relance s'imposait donc. Le présent projet de loi propose un certain nombre de mesures conjoncturelles. Des mesures structurales sont également en préparation.

Les milieux économiques autorisés, tels que l'O. C. D. E., le Conseil central de l'Economie, la Banque nationale et d'autres institutions, signalent qu'une reprise, timide peut-être mais cependant indéniable, est perceptible. Il est évident que le présent projet de loi peut contribuer puissamment à stimuler cette reprise timide.

Les mesures proposées dans le présent projet auront un double effet. Elles amélioreront tout d'abord des situations concrètes. D'autre part, elles créeront un climat social et psychologique qui peut encore renforcer l'amélioration.

Il est bien connu que le système économique a pour aboutissement final la réaction sociologique des consommateurs et ce climat socio-psychologique est fortement influencé par la confiance qu'ils ont. Le présent plan de relance renforcera indubitablement cette confiance.

ken. Dit is vanzelfsprekend een zeer belangrijke aangelegenheid; de tewerkstelling van tal van gediplomeerden in het onderwijs zou aldus kunnen worden bevorderd.

7. Andere bepalingen.

Naast de maatregelen die kunnen beschouwd worden als innovaties op sociaal-rechtelijk gebied, houdt het wetsontwerp vanzelfsprekend nog meerdere andere maatregelen in die betrekking hebben op een aantal klassieke elementen om de huidige conjunctuur het hoofd te bieden. Deze laatste maatregelen worden verder in dit verslag uitvoerig besproken.

Toch vermelden wij hier reeds : een aanpassing van de definitie van de sluiting van ondernemingen; een versterking van de wetgeving op de economische expansie en een versterking van de werking van de nationale delcreditedienst die in hetzelfde vlak liggen, nl. de concurrentiële kracht en de uitvoer van ons industrieel apparaat te verhogen.

III. Slotbeschouwingen.

Dit wetsontwerp bevat een aantal maatregelen, waarvan sommige van tijdelijke aard zijn en een sterk conjunctureel karakter dragen. De Regering wenst op krachtige wijze te interfereren in het economisch leven om de tewerkstelling te bevorderen en om de concurrentiële positie en de uitvoermogelijkheden te verbeteren. Deze maatregelen mag men niet los zien van de totaliteit van de door de Regering aangekondigde relancemaatregelen. De andere maatregelen hebben immers een veel sterker structureel karakter en zullen dan ook op een meer permanente wijze invloed kunnen uitoefenen op de tewerkstelling en het economisch leven in het algemeen.

Uw verslaggever denkt in het bijzonder aan de oprichting van een openbare holding en de associatie van de holdings bij de economische planning. Deze maatregelen en andere, die reeds werden opgesomd, zijn inderdaad veeleer van structurele aard en zullen wellicht een diepere, zij het dan ook tragere, invloed kunnen uitoefenen.

De maatregelen die voorgesteld worden in onderhavig wetsontwerp zijn voor onmiddellijk gebruik bestemd en dienen onmiddellijk oplossingen tot stand te brengen. Toch moeten zij in samenhang met de structurele maatregelen worden beschouwd.

De huidige recessie is ongetwijfeld de zwaarste economische crisis sedert de Tweede Wereldoorlog. Zij wordt daarenboven op scherpe wijze door de hollende inflatie beïnvloed en is zeer gevaarlijk.

Een algemeen relanceplan was dan ook vereist. In dit wetsontwerp worden een aantal conjuncturele maatregelen voorgesteld. De structurele maatregelen zijn eveneens in voorbereiding.

Gezaghebbende economische kringen als de O. E. S. O., de Centrale Raad voor het Bedrijfsleven, de Nationale Bank en andere instellingen wijzen op een heropleving; zij is wellicht schuchter, maar toch is zij onmiskenbaar. Het is duidelijk dat dit wetsontwerp deze schuchtere heropleving krachtig kan helpen stimuleren.

De maatregelen, die in dit wetsontwerp worden voorgesteld, zullen een dubbele uitwerking hebben. Zij zullen op de eerste plaats concrete situaties verbeteren. Zij zullen anderzijds een sociaal-psychologisch klimaat scheppen, dat de verbetering nog kan versterken.

Zoals voldoende bekend, mondt het economisch bestel uiteindelijk uit in de sociologische reactie van de consumenten en wordt dit sociaal-psychologisch klimaat sterk beïnvloed door het vertrouwen dat zij hebben. Dit herstelplan zal ongetwijfeld dit vertrouwen versterken.

DISCUSSION GENERALE.

La discussion générale sur l'ensemble du projet était de la compétence de la seule Commission des Affaires économiques.

Les chapitres du projet renvoyés à des commissions réunies ont également fait l'objet de discussions générales dans ces commissions.

Ces discussions générales restreintes figurent sous les chapitres concernés.

* * *

Le programme de redressement économique, de redéploiement industriel et commercial et de relance de l'emploi tel qu'il a été communiqué au Parlement par le Premier Ministre le 15 octobre dernier, comprend un ensemble de mesures plus vaste que ce qui est présenté, d'une part, dans le projet de loi relatif aux propositions budgétaires 1975-1976 et, d'autre part, dans le présent projet de loi.

Il y est, entre autres, question de la création d'un holding public, de l'organisation de la concertation sectorielle, de la restructuration sectorielle, d'une meilleure information du consommateur, d'une réglementation et de contrôles plus stricts de la publicité et d'autres pratiques commerciales, d'une réforme de l'indice des prix. De tout cela on ne retrouve trace dans les deux projets précités. En restera-t-on à des déclarations d'intention ou est-il question d'introduire ces réformes ultérieurement par voie d'arrêtés ou par d'autres projets de loi ? Ces mesures pourront-elles entrer en vigueur aux dates prévues initialement, par exemple le 1^{er} janvier 1976 en ce qui concerne la réforme de l'indice des prix à la consommation et l'interdiction de cumul d'une pension du secteur public et d'une activité professionnelle ?

L'éparpillement des mesures de relance économique empêche d'avoir une vue d'ensemble sur les sacrifices qui sont demandés aux différentes couches sociales de la population.

On a encore relevé que le projet répondait essentiellement à des nécessités conjoncturelles, alors que lors de la discussion du projet de loi portant approbation des « Options du Plan 1976-1980 », a été démontrée la nécessité de procéder à des réformes de structures fondamentales. Mise à part l'intention de créer un holding public et de procéder à une restructuration sectorielle, le Gouvernement a-t-il d'autres projets de réformes fondamentales ?

D'autre part, le projet de loi sur les propositions budgétaires 1975-1976, quoi qu'il aurait dû être soumis au principe de l'annalité des budgets en tant qu'accessoire devant permettre d'équilibrer le budget de l'Etat, contient diverses dispositions à caractère normatif, entre autres en matière fiscale. Le présent projet contient également des dispositions fiscales et il est demandé selon quels critères s'est opérée la distribution de ces matières fiscales entre les deux projets.

Afin de pouvoir aborder la discussion du plan de relance en meilleure connaissance de cause, d'aucuns ont souhaité pouvoir disposer des documents suivants :

1. les mesures de relance économique prises par les différents pays membres de la C. E. E. (Annexe 3);
2. la quantification des résultats attendus, d'une part, de la modération des revenus (tantièmes, dividendes, salaires, loyers, honoraires...) et, d'autre part, de la redistribution des charges sociales au niveau des entreprises (Annexes 5 et 10);

ALGEMENE BESPREKING.

Voor de algemene bespreking van het ontwerp in zijn geheel was alleen de Commissie voor de Economische Zaken bevoegd.

Over de hoofdstukken van het ontwerp die naar verenigde commissies werden verzonden, had ook een algemene bespreking plaats in die commissies.

Die beperkte algemene besprekingen komen onder de desbetreffende hoofdstukken voor.

* * *

Het programma van economisch herstel, industriële en commerciële opleving en relance van de werkgelegenheid, zoals het op 15 oktober jongstleden door de Eerste Minister in het Parlement werd bekendgemaakt, omvat een groter geheel van maatregelen dan wat eensdeels in het wetsontwerp betreffende de begrotingsvoorstellen 1975-1976 en anderdeels in het onderhavige wetsontwerp wordt voorgesteld.

Er is daar onder meer sprake van de oprichting van een openbare holding, van de organisatie van het sectorieel overleg, van de sectoriële herstructurering, van een betere voorlichting van de consument, van een regeling en strenger toezicht op de reclame en andere handelspraktijken, van een hervorming van het prijsindexcijfer. Van dat alles is geen spoor te vinden in de twee voormelde ontwerpen. Zal het blijven bij verklaringen omtrent hetgeen men voornemens is te doen of is er sprake van die hervormingen nadien bij besluiten of andere wetsontwerpen in te voeren ? Zullen die maatregelen in werking kunnen treden op de aanvankelijk gestelde data, bijvoorbeeld op 1 januari 1976 wat betreft de hervorming van het indexcijfer van de consumptieprijzen en het verbod een pensioen van de overheidssector te cumuleren met een beroepsactiviteit ?

De versnippering van de economische relancemaatregelen verhindert een overzicht van de offers die aan de verschillende sociale lagen van de bevolking worden gevraagd.

Er is ook op gewezen dat het ontwerp in hoofdzaak een antwoord geeft op conjuncturele noodwendigheden, hoewel bij de bespreking van het wetsontwerp houdende goedkeuring van de « Beleidskeuzen van het Plan 1976-1980 » de noodzaak is aangetoond van fundamentele structuurhervormingen. Heeft de Regering, afgezien van het voornemen een openbare holding op te richten en over te gaan tot een sectoriële herstructurering, andere ontwerpen voor fundamentele hervormingen ?

Voorts bevat het wetsontwerp op de begrotingsvoorstellen 1975-1976, hoewel het aan het beginsel van de annaliteit der begrotingen onderworpen had moeten worden, als een bijkomend iets dat het mogelijk diende te maken de Rijksbegroting in evenwicht te brengen, allerlei bepalingen van normatieve aard, onder meer inzake belastingen. Het onderhavige ontwerp bevat ook fiscale bepalingen en de vraag wordt gesteld volgens welke criteria die belastingmaterie tussen die twee ontwerpen verdeeld is.

Om de bespreking van het relanceplan met zoveel mogelijk kennis van zaken te kunnen aansnijden, hebben sommigen gevraagd over de volgende stukken te kunnen beschikken :

1. de economische relancemaatregelen die de verschillende Lid-Staten van de E. E. G. hebben genomen (Bijlage 3);
2. de berekening van de uitkomsten die worden verwacht eensdeels van de matiging van de inkomens (tantièmes, dividend, lonen, huren, honoraria ...) en anderdeels van de gewijzigde spreiding van de sociale lasten op het niveau van ondernemingen (Bijlagen 5 en 10);

3. l'évaluation des exportations en fonction des produits exportés, celle-ci devant permettre de déterminer si les secteurs à haute valeur ajoutée (main-d'œuvre) sont en baisse (Annexe 7);

4. l'évolution du volume et de la valeur de notre commerce extérieur durant les trois dernières années;

5. l'évolution des charges salariales durant la même période dans les pays de la C. E. E. (Annexe 6);

6. une appréciation des informations de l'O. C. D. E. sur l'évolution du taux d'inflation prévu pour 1976 en Belgique (Annexe 2);

7. les données statistiques de la répartition des revenus entre les diverses catégories de citoyens, dans le but de vérifier s'il est exact que seuls les travailleurs salariés sont encore à même d'épargner.

En réponse à ces observations, le Ministre des Affaires économiques fait d'abord remarquer que par rapport au plan de relance original, seules les mesures de modération des revenus ont été modifiées. Les autres dispositions du plan de relance seront toutes exécutées; une partie non négligeable de celles-ci l'a déjà été.

Le Ministre reprend ensuite point par point les mesures concrètes que propose le programme de redressement économique, de redéploiement industriel et commercial et de relance de l'emploi du 14 octobre dernier et en fait connaître l'état d'avancement (Annexe 1B).

En ce qui concerne l'entrée en vigueur de la réforme de l'indice des prix, le Ministre précise que la Commission de l'indice dispose de tous les éléments pour conclure ses travaux pour janvier 1976. Il en résultera un retard d'un ou deux mois. L'aiguillage des différentes propositions, soit vers le projet de propositions budgétaires, soit vers le présent projet, s'est fait en fonction de la préparation des textes, bien qu'à l'origine l'intention était de faire figurer les dispositions à caractère temporaire dans la loi concernant les propositions budgétaires et les dispositions permanentes dans le présent projet.

En ce qui concerne la restructuration sectorielle, le Ministre entend poursuivre les objectifs suivants :

a) les entreprises dites de « soft technology » doivent être encouragées par la stimulation de la recherche et l'exploitation de brevets étrangers;

b) une moindre dépendance de l'exportation. Après restructuration, nos propres entreprises pourraient répondre à une demande potentielle importante existant dans le pays, par exemple en matière de rénovation urbaine, d'équipements collectifs.

Le Ministre a rappelé que la réforme de l'indice des prix tend à obtenir un index plus scientifique, mieux pondéré et donc moins soumis à des variations brutales. Le nombre d'articles entrant en ligne de compte serait porté de 149 à 334 en fonction des dernières enquêtes sur les budgets des familles effectuées par l'I. N. S. Les bruits selon lesquels un index différent serait appliqué aux pensions du secteur public et aux allocations sociales sont dénués de tout fondement.

Au sujet de la prépension, il a été demandé si les conditions à fixer par arrêté royal rapprocheraient ce système de celui des pensions de retraite et de survie.

Selon le Ministre des Affaires économiques, l'intégration de la prépension dans le système général des pensions ne s'impose pas. Il s'agit en effet d'une mesure à caractère temporaire dont l'objectif primordial est la libération d'emplois pour de plus jeunes travailleurs.

3. de schatting van de export op grond van de uitgevoerde produkten, waardoor moet kunnen uitgemaakt worden of de sectoren met hoge toegevoegde waarde (werk) in een dalende trend zijn (Bijlage 7);

4. het beloop van het volume en de waarde van onze buitenlandse handel gedurende de jongste drie jaren;

5. het beloop van de loonlast tijdens diezelfde periode in de E. E. G.-landen (Bijlage 6);

6. een beoordeling van de informatie van de O. E. S. O. over het beloop van het voor 1976 in België verwachte inflatiepercentage (Bijlage 2);

7. de statistische gegevens over de verdeling van de inkomsten over de verschillende categorieën van staatsburgers, om na te gaan of het juist is dat alleen de loontrekkende werknemers nog in staat zijn te sparen.

In antwoord op die opmerkingen wijst de Minister van Economische Zaken er in de eerste plaats op dat alleen de maatregelen tot matiging van de inkomsten werden gewijzigd ten opzichte van het oorspronkelijke relanceplan. De overige bepalingen van het relanceplan worden alle ten uitvoer gelegd, wat trouwens al het geval was voor een niet onbelangrijk gedeelte ervan.

De Minister somt vervolgens punt voor punt de concrete maatregelen op die in het programma van economisch herstel, industriële en commerciële herleving en relance van de werkgelegenheid van 14 oktober jongstleden worden voorgesteld, en geeft aan hoever het ermee staat (Bijlage 1B).

Met betrekking tot de inwerkingtreding van de hervorming van de prijsindex verklaart de Minister dat de Commissie voor het Indexcijfer over alle elementen beschikt die het haar mogelijk moeten maken haar werkzaamheden te besluiten tegen januari 1976. Een vertraging van een of twee maanden is daarvan het gevolg. De opnemings van de verschillende voorstellen, ofwel in het ontwerp op de begrotingsvoorstellen, ofwel in het onderhavige ontwerp, was afhankelijk van de voorbereiding van de teksten, hoewel het aanvankelijk in de bedoeling lag de bepalingen van tijdelijke aard op te nemen in de wet op de begrotingsvoorstellen en die van blijvende aard in het onderhavige ontwerp.

In verband met de sectoriële herstructurering wil de Minister de volgende oogmerken nastreven :

a) de zogenaamde milieuvriendelijke bedrijven moeten worden aangemoedigd door stimulerings van het speurwerk en het exploiteren van buitenlandse octrooien;

b) minder afhankelijk worden van export. Na herstructurering zouden onze eigen ondernemingen een potentiële grote vraag in het land kunnen beantwoorden, bijvoorbeeld op het gebied van stadsvernieuwing, collectieve apparatuur.

De Minister herinnert eraan dat de hervorming van de prijsindex strekt tot het bekomen van een wetenschappelijker, beter afgewogen indexcijfer, dat dus minder aan forse schommelingen onderhevig is. Het aantal in aanmerking genomen artikels zou van 149 op 334 worden gebracht in het licht van de jongste enquêtes over de gezinsbudgetten die het N. I. S. hield. De geruchten dat een verschillend indexcijfer zou gelden voor de pensioenen in de overheidssector en voor de sociale tegemoetkomingen, zijn van elke grond ontbloeit.

Over het brugpensioen werd gevraagd, of de bij koninklijk besluit vast te stellen voorwaarden dat stelsel dichterbij dat van de rust- en overlevingspensioenen zouden brengen.

Volgens de Minister van Economische Zaken is het niet geboden het brugpensioen in het algemeen pensioenstelsel te passen. Het gaat immers om een maatregel van tijdelijke aard met als eerste doelstelling betrekkingen voor jongere werknemers vrij te maken.

En matière de commerce extérieur, un membre a fait état d'une appréciation sévère de l'A. G. E. F. I. Il en a conclu qu'il y a un certain désordre dans nos options, dénotant un arbitraire préjudiciable à l'intérêt général. Il estime indispensable de revoir toute notre politique d'exportation plutôt que de se limiter à apporter quelques modifications à l'Office du Ducroire.

L'intervenant ne peut marquer son accord avec la philosophie du plan de relance par lequel le Gouvernement veut surtout restreindre les possibilités de consommation intérieure. Alors que nos exportations sont en baisse, ce n'est pas en limitant le pouvoir d'achat intérieur que l'on parviendra à résoudre nos problèmes économiques.

Abordant le problème du crédit, le membre estime qu'on ne peut en imputer le coût élevé uniquement à la conjoncture internationale. Il cite le cas de la Suisse qui est parvenue à réduire ses taux d'intérêt.

Enfin, il souhaiterait savoir si le Ministre a l'intention de prendre des mesures pour enrayer la fuite des capitaux qui provoque une baisse de notre standing social.

Au sujet de la stimulation de nos exportations, le Ministre rappelle que le plan de relance prévoit d'autres dispositions que celles qui figurent dans le présent projet.

Certaines peuvent être prises directement par l'Office national du Ducroire, d'autres peuvent l'être par le Ministre du Commerce extérieur.

Au sujet de la position de l'A. G. E. F. I., le Ministre retient les plaintes des exportateurs, à savoir : le manque d'aide suffisante de prospection et d'introduction sur les marchés extérieurs, nos conditions peu compétitives et l'insuffisante coordination entre les autorités intéressées lorsqu'il s'agit de prendre une décision rapide.

Le Ministre reconnaît que nos services extérieurs, essentiellement axés sur la représentation diplomatique, étaient insuffisamment préparés à des tâches de représentation et de prospection économique et commerciale.

Le renforcement du cadre des représentants commerciaux est actuellement en cours.

D'autre part, on pourrait faire grief aux chefs d'entreprises belges de ne pas toujours faire usage des moyens qui leur sont offerts. Ainsi, bien peu d'entre eux font appel au service de renseignement par ordinateur que l'O. B. C. E. met gratuitement à leur disposition. Pour ce qui est des conditions compétitives, le Ministre, d'une part, renvoie aux dispositions du présent projet concernant l'Office national du Ducroire pour ce qui est de l'augmentation des risques pris à charge de l'Etat et, d'autre part, fait état de modifications qui seront apportées à « Créditexport » en vue d'aligner son action sur ce qui est fait à l'étranger.

Quant à la coordination entre les différents départements ministériels, des dispositions ont été prises permettant de prendre les décisions nécessaires dans des délais plus rapides.

En ce qui concerne le crédit à long terme, le Ministre rappelle que son coût est actuellement moins élevé chez nous que dans les pays qui sont nos concurrents les plus importants. Favorable à l'exportation, cette situation provoque cependant une sortie de capitaux et des difficultés pour la S. N. C. I. de trouver des capitaux sur le marché belge. S'il est vrai que la Suisse est parvenue à baisser son taux d'intérêt, peut-on nous comparer à ce pays, considéré comme un refuge de capitaux et dont le régime fiscal est plus favorable que le nôtre ?

En ce qui concerne la fuite des capitaux et le contrôle des changes, le Ministre rappelle l'expérience du Fonds monétaire international, qui démontre qu'on ne parvient pas à instaurer un contrôle des changes étanche. Selon lui, au lieu de tenter d'instaurer un tel contrôle, il serait préférable

Op het gebied van de buitenlandse handel maakt een lid gewag van een streng oordeel van het A. G. E. F. I. Daaruit leidt hij af dat er in onze beleidskeuzen enige wanorde heerst, die wijst op willekeur die schadelijk is voor het algemeen belang. Hij acht het onontbeerlijk onze gehele exportpolitiek te herzien, eerder dan het te laten bij enkele wijzigingen aan de Delcrederedienst.

Spreker kan het niet eens zijn met de algemene opvatting in het relanceplan, waarmee de Regering vooral de mogelijkheden van het binnenlands verbruik wil beperken. Door een beperking van de binnenlandse koopkracht kan geen oplossing van onze economische problemen worden bereikt, nu onze uitvoer daalt.

Het lid is in verband met het probleem van het krediet van oordeel dat de hoge kosten uitsluitend aan de internationale conjunctuur worden geweten. Hij vermeldt het geval van Zwitserland dat erin geslaagd is de rentetarieven te verlagen.

Tenslotte wenst hij te weten of de Minister voornemens is maatregelen te nemen om de kapitaalvlucht in te dijken, die een daling van onze sociale standing veroorzaakt.

In verband met het stimuleren van onze export wijst de Minister erop dat het relanceplan andere bepalingen bevat dan die in het onderhavige ontwerp.

Sommige ervan kunnen rechtstreeks door de Nationale Delcrederedienst worden genomen, andere door de Minister van Buitenlandse Handel.

In verband met het standpunt van het A. G. E. F. I. houdt de Minister de volgende klachten van de exporteurs aan : gebrek aan voldoende steun bij onderzoek en introductie op buitenlandse markten, onze weinig concurrentiële voorwaarden en ontoereikende coördinatie tussen de betrokken overheden, als er spoedig een beslissing valt te nemen.

De Minister geeft toe dat onze buitenlandse diensten, die in hoofdzaak gericht zijn op diplomatieke vertegenwoordiging, onvoldoende voorbereid waren op taken op het stuk van economische en commerciële vertegenwoordiging en onderzoek.

Thans wordt de personeelsformatie van de commerciële vertegenwoordigers verstevigd.

Daartegenover kan aan de Belgische bedrijfsleiders het verwijt worden toegestuurd, dat zij niet altijd gebruik maken van de middelen die hun worden geboden. Zo zijn er zeer weinigen die een beroep doen op de inlichtingsdienst per computer, die de B. D. B. H. hun kosteloos ter beschikking stelt. Wat de concurrentievoorwaarden betreft, verwijst de Minister eensdeels naar de bepalingen van onderhavig ontwerp betreffende de Nationale Delcrederedienst in verband met de grotere risico's die het Rijk op zich neemt, en anderdeels maakt hij gewag van wijzigingen aan « Creditexport », om de actie ervan af te stemmen op die in het buitenland.

Voor de coördinatie tussen de verschillende ministeriële departementen werden schikkingen getroffen om het mogelijk te maken de noodzakelijke beslissingen binnen de kortste termijn te nemen.

In verband met langlopend krediet wijst de Minister erop dat het thans bij ons minder kost dan in de landen die onze grootste concurrenten zijn. Die voor de export gunstige stand van zaken veroorzaakt evenwel afvloeiing van kapitaal en moeilijkheden voor de N. M. K. N. om op de Belgische markt kapitalen te vinden. Weliswaar is Zwitserland erin geslaagd, zijn rentetarieven te verlagen, maar mogen wij met dat land worden vergeleken, dat als een toevluchtsoord geldt voor kapitalen en waarvan het belastingstelsel gunstiger is dan het onze ?

Wat kapitaalvlucht en deviezencontrole betreft, herinnert de Minister aan het experiment van het Internationaal Monetair Fonds, waaruit blijkt dat het onmogelijk is een waterdichte deviezencontrole in te voeren. Volgens hem zou het verkieslijk zijn het Rijk en onze ondernemingen de mid-

de donner à l'Etat et à nos entreprises les moyens de fixer de meilleures conditions d'attrait des capitaux.

Le Ministre estime par ailleurs qu'on ne peut prétendre que le fait de ne pas modérer les revenus suffirait pour activer la relance économique. Il relève que, dernièrement encore, on a vu fuir des capitaux par crainte que les revenus ne soient pas modérés. A son avis, l'amélioration de la demande de consommation, en soi inflatoire, n'apportera pas de solution immédiate, car notre production est par trop axée, sur l'exportation. Le Ministre fait encore remarquer que tant la R. F. A. que les Pays-Bas et la Grande-Bretagne en étaient venus à modérer la hausse des salaires. Enfin, il est convaincu que, faisant partie de la C. E. E., notre pays devait se plier à la discipline que s'imposent les autres membres de cette communauté.

Un autre intervenant est d'avis que le Ministre attribue exagérément nos difficultés d'exportations à la hausse excessive des salaires. Il estime que dans certains secteurs, par exemple celui de la sidérurgie, ces difficultés ne peuvent être imputées à cette hausse. Il se demande si, dans un but fiscal, certaines entreprises ne gonflent pas artificiellement leurs charges salariales. Il relève l'abus en matière de publicité, qui dans certains domaines, va à l'encontre de l'intérêt général. Il critique l'excès de traditions tant dans l'offre de nos entreprises, qu'en ce qui concerne les marchés prospectés.

En conséquence, il estime que le problème de la compétitivité de nos entreprises doit être abordé sous un angle plus général. A son avis on met trop l'accent sur la nécessité d'exporter, sans s'interroger sur le degré excessif de notre dépendance des marchés extérieurs.

Il se demande s'il ne serait pas préférable de freiner cette dépendance tant en ce qui concerne nos exportations que nos importations. Un inventaire de ces dernières dans le but de réorienter nos entreprises vers le marché intérieur a-t-il été effectué? Le plan de rajeunissement et de reclassement industriel va-t-il dans ce sens?

En ce qui concerne la modération des revenus, l'intervenant estime que le manque de compétitivité par le niveau des salaires est davantage un problème structurel que conjoncturel. Entraîné par le patronat, le Gouvernement a envisagé de freiner l'indexation. Le membre est d'avis que l'index qui vise la protection du pouvoir d'achat, n'a pas d'effet inflatoire. Son évolution ne doit être freinée que si elle se situe au-dessus de l'accroissement de la production. Il estime que la désindexation doit être abandonnée: le Gouvernement l'a fait tout en la maintenant dans une certaine mesure pour les salaires élevés.

Si l'on veut s'attaquer aux salaires élevés, il serait préférable de rehausser les barèmes fiscaux plutôt que de modifier un mécanisme de pouvoir d'achat. On éviterait en même temps de faire un cadeau aux entreprises.

Au sujet du blocage des prix industriels et commerciaux, l'intervenant reconnaît la nécessité de briser l'indexation cumulative. Il souhaite que les circuits de distribution soient simplifiés et que soient freinées les marges bénéficiaires des intermédiaires.

En réponse à cette intervention, le Ministre affirme qu'il n'a jamais soutenu que la compétitivité de l'industrie belge dépendait uniquement des salaires. En vue de nous rendre moins dépendants de l'exportation, principal problème à résoudre, le Gouvernement s'efforce de réorienter les investissements publics, de mener une politique de commandes publiques favorisant la production belge. Cependant, la marge de manœuvre est étroite parce que toutes les dispo-

delen te verschaffen om betere voorwaarden te stellen, ten einde kapitalen aan te trekken, in plaats van te pogen zulk een controle in te voeren.

Voorts mag volgens de Minister niet worden beweerd, dat het niet-matigen van de inkomsten zou volstaan om het economisch herstel in de hand te werken. Hij wijst erop dat nog onlangs kon worden waargenomen, dat kapitaal op de vlucht sloeg uit vrees voor inkomstenmatiging. Zijns inziens brengt de verbetering van de consumptievraag die op zichzelf inflatoir werkt, geen onmiddellijke oplossing, want onze productie is al te zeer gericht op export. De Minister merkt nog op dat zowel de B. R. D. als Nederland en Groot-Brittannië erin geslaagd waren de loonstijging te matigen. Tenslotte is hij ervan overtuigd dat ons land als lid van de E. E. G. zich diende neer te leggen bij de tucht die de overige leden van de Gemeenschap zich opleggen.

Een andere spreker meent dat de Minister de moeilijkheden van onze export al te zeer aan overdreven loonstijgingen wijt. Zijns inziens kunnen die moeilijkheden in bepaalde sectoren, bijvoorbeeld die van de ijzer- en staalnijverheid niet aan die stijging worden toegeschreven. Hij vraagt zich af of bepaalde bedrijven hun loonlasten niet kunstmatig opschroeven ter wille van de belastingen. Hij wijst op misbruik op het stuk van reclame die op bepaalde gebieden tegen het algemeen belang indruist. Hij hekelt het overdreven vasthouden aan de traditie, zowel in het aanbod van onze ondernemingen, als bij het marktonderzoek.

Hij is dan ook de mening toegedaan dat het probleem van het concurrentievermogen van onze ondernemingen uit een algemener oogpunt benaderd moet worden. Volgens hem wordt al te veel de nadruk gelegd op de noodzaak te exporteren zonder vragen te stellen over onze overdreven afhankelijkheid van buitenlandse markten.

Hij vraagt zich af of het niet beter zou zijn die afhankelijkheid te beperken, zowel voor onze uitvoer als voor onze invoer. Is een inventaris opgemaakt van onze invoer, met het doel onze ondernemingen opnieuw te richten op de binnenlandse markt? Gaat het plan tot industriële verjonging en omschakeling in die richting?

Met betrekking tot de matiging van de inkomsten is spreker van oordeel dat het ontoereikende concurrentievermogen ten gevolge van het loonpeil eerder een structureel dan een conjunctureel probleem is. De Regering, die zich door de werkgevers op sleptouw had laten nemen, heeft de koppeling aan het indexcijfer willen afremmen. Het lid is van oordeel dat het indexcijfer dat tot doel heeft de koopkracht te beschermen, niet inflatoir werkt. Het beloop ervan mag niet worden afgeremd, als het niet boven de stijging van de produktie uitgaat. Hij meent dat de loskoppeling van het indexcijfer moet worden opgegeven: de Regering heeft dat gedaan, maar heeft ze in zekere mate toch voor hoge salarissen gehandhaafd.

Is het de bedoeling de hoge salarissen te treffen, dan is het beter de belastingschalen te verhogen dan een regeling van de koopkracht te wijzigen. Tegelijk wordt voorkomen dat de ondernemingen een geschenk krijgen.

In verband met de bevrozing van industriële en commerciële prijzen erkent spreker de noodzaak te breken met de cumulatieve indexering. Hij wenst een vereenvoudiging van het distributiestel en een afremming van de winstmarges van de tussenpersonen.

In antwoord op dat betoog bevestigt de Minister dat hij nooit heeft beweerd dat het concurrentievermogen van de Belgische industrie alleen afhangt van de lonen. Om ons minder afhankelijk te maken van de export — dat is het voornaamste probleem dat wij hebben op te lossen — poogt de Regering de overheidsinvesteringen anders te richten, een beleid van overheidsbestellingen te voeren waardoor de Belgische produktie wordt begunstigd. Er is echter

sitions que nous pourrions prendre sont rejetées par le Marché commun qui n'admet pas de mesures préférentielles.

Le Ministre estime que même si les prix des entreprises belges étaient supérieurs de 30 % aux prix étrangers, nous aurions encore intérêt à acheter des produits nationaux, en raison des effets induits de T. V. A., de fiscalité et de cotisations sociales. Toutefois, les règles imposées en matière d'ordres et de commandes sont très rigoureuses et le respect de l'autorité morale de l'Etat exige que soient évitées les passations de commandes privilégiées. Certaines dispositions de droit interne et communautaire constituent un frein à la réorientation indispensable de l'industrie belge. Ce n'est pas en légiférant que ce problème sera résolu mais en prenant des décisions à propos de chaque possibilité omniprésente d'influencer la vie économique.

Le Ministre réaffirme par ailleurs qu'il n'a jamais été question de supprimer la liaison des salaires à l'index. En cette matière, le plan gouvernemental proposait de généraliser et d'harmoniser l'écart des indices-pivots.

Cette réforme devrait permettre de mettre fin à l'anarchie dans les méthodes d'indexation. Du point de vue psychologique, la rapidité d'adaptation est inflatoire.

En effet, les entreprises qui doivent réagir à des commandes à terme, doivent incorporer dans leurs prix de revient une série de modifications, ce qui, lorsqu'il s'agit d'indices-pivots peu prévisibles et rapprochés dans le temps, revient fatalement à prendre des mesures de sécurité souvent exagérées, donc à anticiper la hausse. C'est ce qu'on appelle « build and inflationary device ».

Le plafonnement de l'indexation dont il est question dans le projet ne peut être dissocié d'autres mesures du plan de relance qui aboutissent à déplaçonner les cotisations sociales afférentes au secteur des allocations familiales, qui alourdissent les charges sociales des employeurs. Ceci aboutit à déplacer entre 16 et 18 milliards qui seront mis à charge des entreprises qui dispensent des salaires élevés et emploient relativement peu de personnel. En compensation de ces nouvelles charges, ces entreprises bénéficient du plafonnement de l'indexation des salaires. Des mesures fiscales n'auraient pas permis d'atteindre cet objectif de répartition des coûts.

En ce qui concerne l'accroissement des salaires, les statistiques démontrent qu'il est nettement supérieur à la hausse des prix. Quant à prétendre que l'indexation des salaires n'est pas inflatoire parce que le rapport entre les salaires et la productivité n'en est pas modifié pour autant, c'est supposer évident l'accroissement automatique de la productivité dans la mesure où les prix augmentent. Or, la productivité, y compris en matière financière, dépend du prix du producteur et non de l'ensemble des prix à la consommation.

Un autre intervenant appuie la thèse de son prédécesseur. Il fait remarquer que le Gouvernement emploie deux mesures parallèles, l'une en matière de commerce extérieur et l'autre en matière de salaires, qui mènent toutes deux vers une contraction du marché intérieur.

En ce qui concerne le contrôle des prix, il aurait souhaité des mesures pratiques permettant une analyse précise de la formation des prix. A cet effet, l'enregistrement complet des entreprises devrait être mieux établi.

Il estime que les mouvements massifs de capitaux sont basés sur des spéculations des cours de change et des taux d'intérêt. Il demande si l'ensemble des capitaux qui circulent a été comparé avec la masse salariale en vue d'éviter tout abus de crédit.

weinig ruimte, want alle voorzieningen die wij kunnen treffen, worden door de E. E. G., die geen preferentiële maatregelen aanvaardt, afgewezen.

De Minister meent dat wij, ook als onze prijzen 30 % boven die van het buitenland liggen, er nog belang bij hebben eigen produkten te kopen, wegens het afgeleid effect van B. T. W., belastingen en sociale bijdragen. Er gelden echter zeer strenge regelen op het gebied van orders en bestellingen en om aan het morele gezag van het Rijk geen afbreuk te doen, moeten wij vermijden bij bestellingen aan bevoorrechtiging te doen. Sommige bepalingen van intern en gemeenschapsrecht werken remmend op de noodzakelijke heroriëntering van de Belgische industrie. Wij kunnen dat probleem niet oplossen door wetten te maken, maar wel door elke mogelijkheid aan te grijpen om het economisch leven te beïnvloeden.

Voorts bevestigt de Minister nogmaals dat er nooit sprake van is geweest de koppeling van de lonen aan het indexcijfer af te schaffen. Op dat stuk werd in het regeringsplan voorgesteld de spilindexcijfers te harmoniseren en te veralgemenen.

Die hervorming zou het mogelijk maken de anarchie in de indexeringsmethodes uit te schakelen. Psychologisch werkt snelle aanpassing inflatoir.

De ondernemingen die met bestellingen op termijn te maken hebben, moeten immers in hun kostrijzen een aantal wijzigingen doorberekenen, wat onvermijdelijk tot dikwijls overdreven beveiliging leidt, tot een vooruitlopen dus op prijsstijgingen, als de spilindexcijfers moeilijk te voorzien zijn en dicht bij elkaar liggen. Men noemt dat « build an inflationary device ».

De begrenzing van de indexering die in het ontwerp in aanmerking wordt genomen, mag niet los worden gezien van de overige maatregelen in het herstelplan, die leiden tot de afschaffing van de begrenzing van de sociale bijdragen voor de sector van de kinderbijslag, waardoor de sociale bijdragen van de werkgevers zwaarder worden. Dat brengt een verschuiving van 16 tot 18 miljard mee, een bedrag dat ten laste komt van de ondernemingen met hoge lonen en betrekkelijk weinig werknemers. Als compensatie van die nieuwe lasten halen die ondernemingen voordeel uit de begrenzing van de indexering van de lonen. Die kostenspreiding had niet kunnen worden bereikt door middel van belastingmaatregelen.

Met betrekking tot de stijging van de lonen tonen de statistieken aan dat zij heel wat boven de prijsstijging uitgaat. Te beweren dat de indexering van de lonen niet inflatoir is, omdat daardoor niets wordt gewijzigd aan de verhouding tussen lonen en produktiviteit, komt erop neer te onderstellen dat het vanzelf spreekt dat de produktiviteit automatisch toeneemt in verhouding tot de prijsstijging. De produktiviteit echter, ook op financieel gebied, hangt af van de producentenprijs en niet van de gezamenlijke consumentenprijzen.

Een ander lid onderschrijft de stelling van de vorige spreker. Hij merkt op dat de Regering twee parallelle maatregelen aanwendt, een op het gebied van de buitenlandse handel en een tweede op het stuk van de lonen, en dat beide tot een inkrimping van de binnenlandse markt leiden.

In verband met de prijsbeheersing had hij praktische maatregelen gewenst om een nauwkeurige analyse van de prijsvorming mogelijk te maken. Daartoe zou de boekhouding van de ondernemingen degelijker moeten worden.

Hij is van oordeel dat de massale kapitaalbewegingen voortspruiten uit speculaties op wisselkoersen en rentetarieven. Hij vraagt of de massa van de kapitalen die in omloop zijn, is gemeten door vergelijking met de loonmassa om misbruiken inzake kredietverlening te voorkomen.

Ces mouvements de capitaux pourraient être enrayés par une modification de la législation sur le marché des changes. Quant à la stabilité des taux d'intérêt, il s'attend à une hausse provoquée par un accroissement de la demande de crédit stimulée en partie par le déficit du budget de l'Etat. Il estime que l'Etat devrait pouvoir intervenir pour influencer les taux d'intérêt.

Un autre intervenant rappelle que le Ministre fait allusion, pour justifier certaines parties du projet de relance, aux problèmes qui étaient posés par les exportateurs, notamment l'extension des services du Commerce extérieur, le coût trop élevé des produits et des garanties plus importantes pour l'exportation à risque. L'ensemble des propositions formulées par le Gouvernement s'inspirent fondamentalement du point de vue qu'il faut limiter les revenus, non seulement ceux du travail, mais également ceux de toutes les catégories sociales, dans le but de redresser la situation économique.

Cette opinion rejoint celle des exportateurs, pour qui les salaires constituent la cause essentielle du coût élevé des produits. Les exportateurs ont fait remarquer qu'en Allemagne et en Angleterre, les salaires ont été bloqués par le Gouvernement et que, de ce fait, l'exportation belge se trouvait dans une position concurrentielle difficilement soutenable. La solution qu'ils proposent est que le gouvernement belge prenne des mesures qui surpasseraient celles de ces concurrents. Les travailleurs belges devraient se rendre à ce raisonnement et accepter de voir réduire leur niveau de vie. Ainsi, les conditions de concurrence des belges prendraient le pas sur celles des allemands ou des anglais. Ces mesures auraient cependant pour effet que ces deux pays concurrents s'imposeraient de nouvelles diminutions. A partir de ce moment-là, on aboutirait à une situation différente, non pas sur le plan de la concurrence, mais dans le domaine de la répartition des produits du travail au détriment des travailleurs. Nous nous trouverions ainsi dans un cercle vicieux. D'autre part, selon certaines statistiques, la part des salaires belges dans le coût du produit diminue et, toute proportion gardée, ne varie guère par rapport à la part des salaires dans le coût des produits étrangers. Par conséquent, en partant de ce point de vue notre situation concurrentielle ne se modifie guère. Selon le Ministre on ne pourrait pas adopter une attitude préférentielle en ce qui concerne les commandes publiques en raison de l'existence de la C. E. E. Faut-il en conclure que la défense de l'économie nationale exige la révision du problème du Marché commun.

La mesure que le Gouvernement propose en ce qui concerne les cotisations sociales afférentes aux allocations familiales et la limitation de l'indexation des salaires, signifie que la charge des cotisations a été déplacée des employeurs qui utilisent de la main-d'œuvre à niveau de salaire moyen ou inférieur vers ceux qui emploient des travailleurs, notamment des cadres, à niveau de salaire supérieur.

Les employeurs vont pouvoir bloquer, au moins jusqu'au mois de septembre 1976, les indexations que normalement ils auraient dû payer à leurs travailleurs ayant des salaires importants ou à leurs cadres; ce sont donc ces derniers qui supporteront la charge résultant du transfert de cotisations sociales.

Un intervenant suivant désire connaître le montant de l'augmentation moyenne du prix de l'heure prestée en Belgique. Il paraîtrait que cette augmentation, y compris les charges sociales, a été pendant deux années consécutives supérieure à 25 %, taux qui dépasse l'augmentation de l'indice des prix à la consommation et confirme l'existence d'un effet inflatoire. Il souhaite d'autre part qu'un effort soit fait en ce qui concerne le taux d'intérêt des financements à l'exportation.

Die kapitaalbeweging kan tegengegaan worden door een wijziging van de wetgeving op de deviezenmarkt. Met betrekking tot de interestvoeten verwacht hij een stijging, ten gevolge van een toenemende vraag naar krediet, die ten dele wordt aangewakkerd door het tekort op de Rijksbegroting. Hij is van mening dat het Rijk moet kunnen optreden om de interestvoeten te beheersen.

Een ander lid wijst erop dat de Minister, om sommige gedeelten van het herstelplan te verantwoorden, gewag maakt van problemen, waarmee de exporteurs, naar hun zeggen, hebben af te rekenen, met name de ontoereikendheid van de diensten van de Buitenlandse Handel, de te hoge kostprijs van de produkten en behoorlijker waarborgen voor exportrisico's. De gezamenlijke regeringsvoorstellen gaan fundamenteel uit van het standpunt dat, om er op economisch gebied weer bovenop te komen, de inkomens begrensd moeten worden, niet enkel de arbeidsinkomens, maar de inkomsten van alle sociale categorieën.

Dat standpunt komt overeen met het standpunt van de exporteurs, die in de lonen de hoofdoorzaak zien van de hoge prijzen van onze produkten. De exporteurs hebben erop gewezen dat de lonen in Duitsland en Engeland door de Regering werden geblokkeerd en dat de Belgische uitvoer daardoor in een bijna onhoudbare mededingingspositie is gekomen. De oplossing die zij voorstellen, is dat de Belgische Regering maatregelen zou nemen, die verder gaan dan die van de concurrenten. De Belgische werknemers zouden zich bij die redenering moeten neerleggen en een verlaging van hun levensstandaard aanvaarden. Op die manier zouden de concurrentievoorwaarden van de Belgen het halen op die van Duitsers of Engelsen. Die maatregelen zouden evenwel tot gevolg hebben dat die twee concurrerende landen zich nieuwe beperkingen zouden opleggen. Op dat ogenblik zou een andere toestand ontstaan, niet op het gebied van de concurrentie, maar wel op dat van de verdeling van de vruchten van de arbeid en wel ten nadele van de werknemers. Zo zouden wij in een noodlottige kringloop terecht komen. Volgens bepaalde statistieken vermindert voorts het aandeel van de Belgische lonen in de produktiekosten en, alle verhoudingen in acht genomen, verandert het weinig in vergelijking met het aandeel van de lonen in de kostprijs van de buitenlandse produkten. Bijgevolg is ons concurrentievermogen vanuit dat standpunt bekeken niet gewijzigd. Volgens de Minister mag er op het gebied van de overheidsbestellingen geen preferentieel beleid worden gevoerd ter wille van het bestaan van de E. E. G. Moet daaruit worden besloten dat het probleem van de Gemeenschappelijke Markt moet worden herzien om 's lands bedrijfsleven te beschermen?

De maatregel door de Regering voorgesteld inzake sociale bijdragen voor de kinderbijslag betekent een verschuiving van de bijdragenlast van werkgevers die arbeidskrachten tewerkstellen met een middelmatig of laag loon, naar werkgevers die werknemers met hogere lonen, met name kaderpersoneel, tewerkstellen.

De werkgevers zullen althans tot september 1976 de indexering mogen blokkeren die zij normaal hadden moesten toepassen voor hun werknemers met hoge lonen of hun kaderpersoneel; bijgevolg zullen deze laatsten voor die verschuiving van sociale bijdragen moeten opdraaien.

Een ander lid wenst te weten hoeveel de gemiddelde stijging van het uurloon in België bedraagt. Naar het schijnt zou zij met inbegrip van de sociale lasten twee jaar na elkaar meer dan 25 % hebben bedragen, wat meer is dan de stijging van het indexcijfer van de consumptieprijzen en bewijst dat wij met een inflatoire uitwerking hebben te maken. Voorts wenst hij dat een inspanning zou worden gedaan op het gebied van de interest inzake exportfinanciering.

Un autre intervenant s'est demandé si l'abrogation, à partir du 1^{er} janvier 1976, des arrêtés royaux bloquant les prix, n'aura pas pour effet d'énervier les dispositions du chapitre VI du présent projet.

Il regrette par ailleurs que les mesures envisagées initialement en matière de fraude fiscale n'aient pas été retenues.

Een ander lid vraagt zich af of de opheffing van de koninklijke besluiten tot blokkering van de prijzen per 1 januari 1976 niet zal leiden tot een ontzenuwing van de bepalingen van Hoofdstuk VI van het ontwerp.

Voorts betreurt hij dat de maatregelen die aanvankelijk waren overwogen op het stuk van belastingfraude, niet werden aangehouden.

CHAPITRE I.

Mesures en vue de la promotion de l'emploi.

Le chapitre entier a été examiné par les commissions réunies de l'Emploi et du Travail et des Affaires économiques.

I. — *Exposé du Ministre de l'Emploi et du Travail.*

Outre les prescriptions économiques, le projet de loi contient cinq autres séries de dispositions. Elles concernent la politique de l'emploi.

En effet, le projet traite également de la fermeture d'entreprises, du stage des jeunes, de la prépension (chapitre I), de la rémunération (chapitre II, section 4) et enfin, des cotisations afférentes aux crédits d'heures (chapitre III).

La fermeture d'entreprises.

En matière de fermeture d'entreprises, le Parlement a déjà adopté trois lois. La première, du 20 juin 1966, octroie principalement une prime de fermeture aux travailleurs touchés; la deuxième, du 30 juin 1967, donne la garantie qu'en cas de fermeture, de défaillance de l'employeur, toutes les dettes de ce dernier envers les travailleurs seront payées par le Fonds de fermeture; la troisième loi, du 20 juillet 1968, concerne l'octroi d'indemnités d'attente aux travailleurs atteints par certaines fermetures.

Une disposition est ajoutée à la loi de 1966, en vertu de laquelle la restructuration d'une entreprise peut être assimilée à la notion de fermeture, même lorsqu'elle n'entraîne pas une diminution du nombre de travailleurs en dessous du quart de l'occupation moyenne. Désormais les mêmes avantages seront donc octroyés aux travailleurs se trouvant en fait dans la même situation mais qui sont, d'une part, touchés par une réelle fermeture et d'autre part, par une réorganisation interne d'une entreprise.

Dans la deuxième loi, de 1967, la garantie dont le Fonds de fermeture est responsable, est étendue à tous les cas où l'activité d'une entreprise est poursuivie par un nouvel employeur qui ne reprend pas intégralement les obligations de l'ancien. Ce sera surtout le cas lors d'une fusion, d'une absorption, d'une cession, etc.

Le stage des jeunes.

Dans le projet de loi, le chômage des jeunes est considéré dans l'optique d'une politique de l'emploi par le système du « stage des jeunes ».

Les dispositions de cette partie du projet de loi ont pour but de favoriser l'entrée adéquate des jeunes dans la vie active.

Les chiffres précis suivants, valables le 30 novembre dernier, peuvent être cités : sur un total de 217 220 chômeurs complets, il y avait 83 387 jeunes chômeurs indemnisés de moins de 25 ans; 15 218 étaient inscrits obligatoirement comme demandeurs d'emploi; 6 451 s'étaient inscrits volontairement; enfin 2 608 jeunes de moins de 25 ans, avaient été occupés par les pouvoirs publics, comme chômeurs mis au travail, ce qui donne un total de 107 664 jeunes.

Sur le plan psychologique, il est très important que les jeunes aient la possibilité à la fin de leurs études, de faire connaissance avec la vie professionnelle. Cette possibilité est donnée par l'obligation imposée aux grandes entre-

HOOFDSTUK I.

Maatregelen tot bevordering van de tewerkstelling.

Dit gehele hoofdstuk werd onderzocht door de verenigde Commissies voor de Tewerkstelling en de Arbeid en voor de Economische Zaken.

I. — *Uiteenzetting van de Minister van Tewerkstelling en Arbeid.*

Het wetsontwerp omvat, naast economische bepalingen, vijf andere categorieën van bepalingen in verband met de werkgelegenheidspolitiek.

Het ontwerp handelt immers ook over de sluiting van ondernemingen, de stage van de jongeren, het brugpensioen (hoofdstuk I), de bezoldiging (hoofdstuk II, afdeling 4) en ten slotte over de bijdragen voor de kredieturen (hoofdstuk III).

Sluiting van ondernemingen.

Met betrekking tot de sluiting van bedrijven heeft het Parlement reeds drie wetten aangenomen. De eerste, die van 20 juni 1966, kende in hoofdzaak een sluitingspremie toe aan de getroffen werknemers; de tweede, die van 30 juni 1967, waarborgt in geval van sluiting, de betaling door het « sluitingsfonds » van alle bedragen die een insolvente werkgever aan de werknemers schuldig is; ten slotte handelt de derde wet — die van 20 juli 1968 — over de toekenning van wachtgeld aan de door sommige sluitingen getroffen werknemers.

Aan de wet van 1966 wordt een bepaling toegevoegd luidens welke de herstructurering van een onderneming kan worden gelijkgesteld met sluiting, zelfs wanneer dit niet leidt tot een vermindering van het aantal werknemers beneden één vierde van de gemiddelde bezetting. Voortaan zullen dus dezelfde voordelen worden toegekend aan de werknemers die in dezelfde toestand verkeren, doch waarvan de enen getroffen worden door een echte sluiting en de anderen door een inwendige reorganisatie van de onderneming.

In de tweede wet — van 1967 — wordt de waarborg waarvoor het « sluitingsfonds » instaat, uitgebreid tot alle gevallen waarin de activiteit van een onderneming wordt voortgezet door een nieuwe werkgever die de verplichtingen van de vroegere werkgever niet volledig overneemt. Dit zal vooral het geval zijn bij fusies, overnemingen, afstand enz.

Stage van jongeren.

In het wetsontwerp wordt de werkloosheid bij de jongeren gezien in het perspectief van een werkgelegenheidspolitiek via het stelsel van de « stage voor jongeren ».

De bepalingen van dit gedeelte van het wetsontwerp hebben tot doel de inschakeling van de jongeren in het beroepsleven te bevorderen.

In dat verband kunnen de onderstaande precieze cijfers op 30 november l.l. geciteerd worden : op een totaal van 217 220 volledig werklozen telde men 83 387 vergoede jonge werklozen beneden 25 jaar; 15 218 waren verplicht ingeschreven als werkzoekenden; 6 451 waren vrijwillig ingeschreven; ten slotte waren er nog 2 608 jongeren beneden 25 jaar door de overheid als werklozen tewerkgesteld, dus een totaal van 107 664 jongeren.

Op het psychologische vlak is het van het grootste belang dat aan de jongeren na het beëindigen van hun studies de mogelijkheid wordt geboden om kennis te maken met het beroepsleven. Die mogelijkheid krijgen zij thans door-

prises d'engager comme stagiaires pendant six mois, un nombre de jeunes pouvant aller jusqu'à 1 % de leur effectif.

Ainsi, tous les six mois, environ 17 000 jeunes pourront effectuer un stage dans la vie professionnelle. Il est également prévu d'adapter les stages aux éventuelles études effectuées de façon non seulement à donner aux jeunes la satisfaction morale de ne plus se sentir inutile, mais également à réaliser une transition entre leur formation plutôt théorique et l'exercice effectif du travail.

Enfin, il y a encore lieu de signaler qu'en prenant ces mesures, le Gouvernement n'a pas voulu imposer de lourdes charges aux entreprises, puisque cette obligation est uniquement valable pour celles qui occupent au moins 100 personnes. Le Gouvernement donnera lui-même l'exemple puisque les services de l'Etat sont également concernés, de même que les administrations en général.

Comme le Gouvernement est conscient qu'une mise en œuvre sérieuse des mécanismes de stages donnera lieu à une certaine organisation dans les entreprises, il est également stipulé qu'au cours des six premiers mois de ce stage, l'entreprise ou l'administration devront payer une indemnité égale à 75 % du traitement de début de carrière ou du traitement minimum correspondant à l'aptitude du stagiaire en vertu de son diplôme ou de son certificat d'études.

Bien sûr, l'obligation d'engager des stagiaires ne peut entraîner le licenciement d'un ou de plusieurs autres membres du personnel de cette entreprise. C'est pour cette raison que des systèmes de contrôle et de sanctions sont incorporés dans la loi.

Ce stage ne porte aucun préjudice à l'arrêté réglementaire du 13 août 1975 concernant la promotion du stage dans les entreprises pour demandeurs d'emploi diplômés. Pour ces stagiaires volontaires, les entreprises peuvent prétendre à une intervention financière de la part de l'O. N. Em.; il est clair qu'ils ne peuvent être incorporés dans le nombre correspondant au taux de 1 % des stagiaires obligatoires.

Les dispositions concernant le stage obligatoire doivent être considérées comme une expérience; c'est pour cette raison qu'en principe, les obligations en cette matière ne restent en vigueur que jusqu'au 31 décembre 1976. Après cette durée de validité, la période pourra être prolongée par un arrêté délibéré en Conseil des ministres, si la situation économique l'exige.

Les dispositions relatives au stage et contenues actuellement dans le projet de loi seront dans un proche avenir revues dans le cadre d'un projet de loi organisant l'apprentissage d'une profession salariée, la formation professionnelle et le stage.

La prépension.

Certains principes du régime de prépension organisé par le projet sont déjà contenus dans le système de prépension organisé par la convention collective de travail n° 17 du Conseil national du Travail. L'annexe 8, A compare les deux systèmes de prépension.

Les mesures réglementaires qui ont déjà été adoptées en exécution de la convention collective de travail n° 17 seront d'ailleurs entérinées dans le cadre de la prépension à la demande. Il convient de rappeler par ailleurs que la convention collective n° 17 reste d'application.

Seuls les travailleurs âgés de 60 ans et plus, qui sont licenciés par leur employeur, bénéficient du régime prévu par la convention collective de travail n° 17.

dat de grote bedrijven verplicht zijn een aantal jongeren, dat 1 % van hun personeelssterkte mag bereiken, gedurende zes maanden als stagiairs aan te werven.

Aldus kunnen om de zes maanden ongeveer 17 000 jongeren een stage in het beroepsleven verrichten. Een aanpassing van de stages aan het eventueel gevolgde onderwijs wordt eveneens in uitzicht gesteld, zodat de jongeren niet alleen de morele voldoening krijgen dat zij zich niet meer nutteloos voelen, maar tevens de overgang van hun eerder theoretische opleiding naar de effectieve uitoefening van een beroep tot stand kunnen brengen.

Er zij tevens aangestipt dat, toen de Regering die maatregelen nam, het niet in haar bedoeling lag aan de ondernemingen extralasten op te leggen, aangezien die verplichting uitsluitend geldt voor de ondernemingen die ten minste 100 personen te werk stellen. De Regering zal zelf het voorbeeld geven, aangezien de rijksdiensten en de administraties in het algemeen eveneens bij deze maatregel betrokken zijn.

Aangezien de Regering zich ervan bewust is dat een degelijke toepassing van het stagesysteem vooropstelt dat in de ondernemingen een zekere organisatie tot stand komt, wordt tevens bepaald dat de onderneming of de administratie tijdens de eerste zes maanden van die stage een vergoeding verschuldigd is die gelijk is aan 75 % van het aanvangsloon of van het minimumloon dat met de beroepsgeschiktheid van de stagiair overeenstemt, krachtens diens diploma of studiegetuigschrift.

De verplichting om stagiairs aan te werven mag uiteraard niet de afdanking van een of meer andere personeelsleden tot gevolg hebben. Daarom worden in de wet controle- en sanctiesystemen ingebouwd.

Deze stage doet geen afbreuk aan het reglementair besluit van 13 augustus 1975 betreffende het bevorderen van stages in de ondernemingen voor werkzoekende afgestudeerden. Wat die vrijwillig stagiairs betreft, kunnen de ondernemingen aanspraak maken op een financiële tegemoetkoming vanwege de R. V. A.; het is dan ook duidelijk dat die stagiairs niet kunnen worden opgenomen in het aantal verplichte stagiairs dat met 1 % van de personeelssterkte overeenstemt.

De bepalingen inzake de verplichte stage dienen te worden beschouwd als een experiment; de desbetreffende verplichtingen blijven dan ook slechts tot 31 december 1976 van kracht. Na deze geldigheidsduur kan de periode bij in Ministerraad overlegd besluit worden verlengd indien de economische toestand het vereist.

De thans in het wetsontwerp opgenomen bepalingen met betrekking tot de stage zullen in een nabije toekomst worden herzien in het raam van een wetsontwerp tot organisatie van het aanleren van een beloond beroep, de beroepsopleiding en de stage.

Brugpensioen.

Sommige principes van de door het ontwerp georganiseerde regeling inzake brugpensioen zijn reeds vervat in de regeling inzake brugpensioen, ingesteld door de collectieve arbeidsovereenkomst n° 17 van de Nationale Arbeidsraad. In bijlage 8, A worden de twee regelingen inzake brugpensioen vergeleken.

De reglementaire maatregelen ter uitvoering van de collectieve arbeidsovereenkomst n° 17 zullen trouwens bekrachtigd worden in het raam van het brugpensioen op verzoek. Overigens zij erop gewezen dat de collectieve arbeidsovereenkomst n° 17 van toepassing blijft.

Alleen werknemers die minstens 60 jaar oud zijn en door hun werkgever ontslagen worden, genieten de voordelen van de regeling waarin de collectieve arbeidsovereenkomst n° 17 voorziet.

Quant au nouveau régime, tel qu'il est prévu par l'actuel projet de loi, il ne sera applicable qu'au travailleur qui en fera la demande.

Les deux régimes en présence se distinguent par le moment de l'ouverture du droit à la prépension. Dans le système organisé par la convention collective précitée, le droit à la prépension s'ouvre dès que l'employeur a pris la décision de licencier le travailleur âgé de 60 ans, après avoir appliqué la procédure prévue par la convention collective.

Le nouveau régime contenu dans le présent projet de loi prévoit que ce droit s'ouvre au bénéfice du travailleur âgé de 62 ans ou de la travailleuse âgée de 58 ans, qui en fait la demande à son employeur. Cette demande ne sera cependant agréée que si le demandeur est remplacé dans l'entreprise par un jeune de moins de 30 ans recruté en dehors de l'entreprise.

Le projet de loi actuel prévoit un montant de prépension semblable à celui qui est fixé par la convention collective n° 17. Ce montant est égal à l'allocation de chômage à laquelle le travailleur aurait pu prétendre s'il avait été licencié, augmentée de la moitié de la différence entre la rémunération nette de référence et cette allocation de chômage.

La rémunération nette de référence correspond à la rémunération mensuelle brute plafonnée à 40 250 F et diminuée de la cotisation personnelle à la sécurité sociale et du précompte professionnel.

Si le montant prévu par le projet actuel est semblable à celui qui est fixé par la convention collective, le mode de financement diffère cependant. Dans le régime organisé par la convention collective, la charge du paiement de l'allocation complémentaire incombe à l'employeur. Dans le projet de loi, le paiement de ce montant incombe à un Fonds de solidarité.

Une différence apparaît également dans l'application du nouveau régime qui ne peut être pratiqué que dans des entreprises privées occupant au moins 50 personnes, sauf accord de l'employeur. Le régime organisé par la convention collective précitée ne prévoyait, quant à lui, aucune condition relative au nombre de travailleurs occupés.

En ce qui concerne la procédure de demande de prépension et de remplacement du travailleur, le projet prévoit un certain devoir de surveillance au niveau de l'entreprise, à charge du Conseil d'entreprise ou à défaut, à charge de la délégation syndicale.

Tout comme pour le stage, les mesures relatives à la prépension sont également temporaires. Ces dispositions sont applicables jusqu'au 31 décembre 1976. Toutefois, elles pourront être prorogées au-delà de cette date, par arrêté royal délibéré en Conseil de ministres.

II. — Discussion générale.

Considérations générales.

Le Gouvernement s'est borné, aux dires d'un membre, à concrétiser les revendications des entreprises exportatrices. Par les mesures de relance, celles-ci seront à même d'améliorer leur équipement sans qu'en contrepartie elles soient tenues de maintenir le niveau de l'emploi. Pour sa part, le pays ne retirera du plan de relance qu'une légère amélioration de la conjoncture économique et il n'est même pas certain — la légère amélioration de l'économie des

De la nouvelle réglementation que par le projet de loi est proposée, ne sera applicable qu'au travailleur qui en fera la demande.

Les deux régimes en présence se distinguent par le moment de l'ouverture du droit à la prépension. Dans le système organisé par la convention collective précitée, le droit à la prépension s'ouvre dès que l'employeur a pris la décision de licencier le travailleur âgé de 60 ans, après avoir appliqué la procédure prévue par la convention collective.

Le nouveau régime contenu dans le présent projet de loi prévoit que ce droit s'ouvre au bénéfice du travailleur âgé de 62 ans ou de la travailleuse âgée de 58 ans, qui en fait la demande à son employeur. Cette demande ne sera cependant agréée que si le demandeur est remplacé dans l'entreprise par un jeune de moins de 30 ans recruté en dehors de l'entreprise.

Le projet de loi actuel prévoit un montant de prépension semblable à celui qui est fixé par la convention collective n° 17. Ce montant est égal à l'allocation de chômage à laquelle le travailleur aurait pu prétendre s'il avait été licencié, augmentée de la moitié de la différence entre la rémunération nette de référence et cette allocation de chômage.

La rémunération nette de référence correspond à la rémunération mensuelle brute plafonnée à 40 250 F et diminuée de la cotisation personnelle à la sécurité sociale et du précompte professionnel.

Si le montant prévu par le projet actuel est semblable à celui qui est fixé par la convention collective, le mode de financement diffère cependant. Dans le régime organisé par la convention collective, la charge du paiement de l'allocation complémentaire incombe à l'employeur. Dans le projet de loi, le paiement de ce montant incombe à un Fonds de solidarité.

Une différence apparaît également dans l'application du nouveau régime qui ne peut être pratiqué que dans des entreprises privées occupant au moins 50 personnes, sauf accord de l'employeur. Le régime organisé par la convention collective précitée ne prévoyait, quant à lui, aucune condition relative au nombre de travailleurs occupés.

En ce qui concerne la procédure de demande de prépension et de remplacement du travailleur, le projet prévoit un certain devoir de surveillance au niveau de l'entreprise, à charge du Conseil d'entreprise ou à défaut, à charge de la délégation syndicale.

Tout comme pour le stage, les mesures relatives à la prépension sont également temporaires. Ces dispositions sont applicables jusqu'au 31 décembre 1976. Toutefois, elles pourront être prorogées au-delà de cette date, par arrêté royal délibéré en Conseil de ministres.

II. — Algemene bespreking.

Algemene overwegingen.

Volgens een lid heeft de Regering er zich toe beperkt de eisen van de exportbedrijven te concretiseren. Dank zij de herstelmaatregelen zullen die bedrijven in staat zijn hun installaties te verbeteren zonder dat zij verplicht zijn het niveau van de werkgelegenheid te handhaven. Voor ons land zal het herstelplan slechts een lichte verbetering van de economische conjunctuur medebrengen en het is zelfs niet zeker — de lichte verbetering van de economie in de Verenigde

Etats-Unis l'ayant démontré — que cette amélioration s'accompagne d'une régression du chômage.

On a relevé que les conseils de la jeunesse sont généralement ignorés, alors qu'ils doivent se prononcer sur différentes matières, entre autres, les projets concernant le stage, le travail intérimaire, la répression du travail frauduleux. Le Ministère de la Fonction publique n'aurait pas non plus été consulté, bien que le stage déroge aux conditions de recrutement des agents des services publics.

Le Ministre de l'Emploi et du Travail reconnaît que les conseils de la jeunesse n'ont pas été consultés au sujet des dispositions du projet qui les concernent, ni sur les projets de loi concernant la répression du travail frauduleux et le travail intérimaire.

Par contre, au sein du Conseil supérieur de la main-d'œuvre et de l'emploi qui étudie le problème des ateliers créatifs, siègent des représentants des jeunes, et en ce qui concerne le projet de loi sur le contrat d'apprentissage, l'avis des conseils de la jeunesse a été demandé, par l'intermédiaire du Conseil national du Travail.

Ensuite, il a été demandé si la régionalisation de la politique de l'emploi doit nécessairement entraîner une politique différente selon les régions? Un arrêté royal de septembre dernier, permet le placement de chômeurs près des A. S. B. L. Son exécution fait apparaître qu'en région flamande, toutes les A. S. B. L. peuvent faire appel à des chômeurs tandis qu'en région wallonne sont exclues les A. S. B. L. suspectées de poursuivre un but politique.

Le Ministre de l'Emploi et du Travail répond qu'il demandera aux ministres et secrétaires d'Etat compétents de faire un rapport devant la Commission de l'Emploi et du Travail de la Chambre sur l'exécution de la politique régionale de l'emploi. Dès à présent, il fait remarquer qu'il est parfaitement possible que cette politique ne soit pas nécessairement la même dans les trois régions du pays; c'est d'ailleurs une conséquence logique du principe de la régionalisation.

Enfin, il a été déploré que les causes fondamentales de la détérioration de la situation économique ne soient pas combattues par le Gouvernement. L'évolution technologique que connaissent nos sociétés hautement industrialisées nous libère de la contrainte du plein emploi qui, jusqu'ici, était considéré comme un des objectifs primordiaux d'économie politique. L'accent est mis dorénavant sur les investissements qui permettent d'économiser la main-d'œuvre et cette évolution atteint également le secteur tertiaire, pourtant caractérisé par un niveau élevé de l'emploi. Rien n'est tenté pour rencontrer cette évolution, par exemple en instaurant une fiscalisation poussée de la sécurité sociale, plutôt que de s'en tenir en cette matière au critère d'emploi.

Le Ministre de l'Emploi et du Travail fait observer que dans tous les plans quinquennaux que le Parlement a approuvés depuis l'instauration de l'économie planifiée, le plein emploi a été considéré comme le premier objectif de la politique économique et sociale. L'abandon de cette préoccupation nécessiterait un débat beaucoup plus fondamental que celui qui peut être engagé dans le cadre de la discussion de l'actuel projet de loi.

L'adaptation de la réglementation concernant la fermeture d'entreprises.

L'attention a d'abord été attirée sur le fait que les dispositions de cette section ne doivent pas figurer dans un chapitre consacré à la promotion du travail.

Staten heeft zulks bewezen — dat die gepaard zal gaan met een daling van de werkloosheid.

Opgemerkt wordt dat de jeugdraden meestal terzijde gelaten worden, hoewel zij zich dienen uit te spreken over verschillende materies, waaronder ontwerpen in verband met de stage, de uitzendarbeid, de beteugeling van sluikwerk. Het departement van het Openbaar Ambt zou evenmin geraadpleegd zijn, hoewel de stage afwijkt van de aanwervingsvoorwaarden voor het personeel in overheidsdienst.

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid erkent dat de jeugdraden niet geraadpleegd werden in verband met de bepalingen van het ontwerp die hen aanbelangen, noch in verband met de wetsontwerpen betreffende de beteugeling van het sluikwerk en de uitzendarbeid.

In de Hoge Raad voor arbeidskrachten en werkgelegenheid, die het probleem bestudeert van de creatieve werkplaatsen, zetelen daarentegen wel vertegenwoordigers van de jongeren en het advies van de jeugdraden werd door toedoen van de Nationale Arbeidsraad gevraagd over het wetsontwerp betreffende de leerovereenkomst.

Vervolgens wordt gevraagd of de regionalisering van de werkgelegenheidspolitiek noodzakelijkerwijze moet meebrengen dat het beleid gaat verschillen van gewest tot gewest. Volgens een koninklijk besluit van september jl. kunnen werklozen bij de V. Z. W.'s in dienst treden. Uit de toepassing ervan blijkt dat alle V. Z. W.'s in het Vlaamse landsdeel een beroep kunnen doen op werklozen, terwijl in Wallonië de V. Z. W.'s die ervan verdacht worden een politiek doel na te streven, uitgesloten worden.

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid antwoordt dat hij de bevoegde Ministers en Staatssecretarissen zal verzoeken voor de Commissie voor de Tewerkstelling en Arbeid van de Kamer verslag uit te brengen over de uitvoering van het regionaal beleid inzake werkgelegenheid. Hij merkt op dat het heel goed mogelijk is dat dit beleid niet noodzakelijkerwijze identiek is in de drie gewesten van het land; zulks is trouwens een logisch uitvloeisel van het principe van de gewestvorming.

Ten slotte wordt betreurd dat de Regering de fundamentele oorzaken der verslechtering van onze economische toestand niet aanpakt. Ingevolge de technologische ontwikkeling van onze zeer sterk geïndustrialiseerde ondernemingen zijn wij niet meer gedwongen te streven naar volledige tewerkstelling, die tot nog toe als een van de voornaamste doelstellingen van het economisch beleid werd beschouwd. Voortaan wordt de nadruk gelegd op de investeringen die het mogelijk maken arbeidskrachten uit te sparen en deze evolutie is ook merkbaar in de tertiaire sector, die nochtans wordt gekenmerkt door veel werkgelegenheid. Niets wordt ondernomen om die ontwikkeling te bevorderen, b.v. door een doorgedreven fiscalisering van de sociale zekerheid in plaats van te blijven vasthouden aan het criterium van de werkgelegenheid.

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid merkt op dat de volledige tewerkstelling als eerste doelstelling van het economisch en sociaal beleid wordt beschouwd in alle vijfjarenplannen die sinds de invoering van de economische planning door het Parlement werden goedgekeurd. Het opgeven van deze doelstelling zou het voorwerp moeten uitmaken van een veel grondiger debat dan de bespreking die naar aanleiding van de behandeling van het onderhavige wetsontwerp kan worden gevoerd.

Aanpassing van de reglementering betreffende de sluiting van ondernemingen.

Eerst wordt opgemerkt dat de bepalingen van deze afdeling niet thuishoren in het hoofdstuk dat gewijd is aan de bevordering van de arbeid.

Selon le Ministre de l'Emploi et du Travail, il convient de faire observer que les modifications à la législation existante se situent dans le cadre général de la législation sur les fermetures d'entreprises qui comporte deux volets, soit d'une part, une série de mesures préventives en vue d'assurer que les fermetures d'entreprises présentent le minimum d'inconvénient pour les travailleurs concernés et d'autre part, des dispositions garantissant certains revenus aux travailleurs touchés par une fermeture. Le premier volet de cette législation trouve bien sa place dans le cadre d'une politique de l'emploi.

Des regrets ont été formulés au sujet du caractère temporaire des dispositions de cette section.

Un intervenant suivant a estimé qu'en d'autres circonstances, l'unanimité se serait faite au sujet des dispositions sociales du projet.

Enfin, un membre propose que la loi du 30 juin 1967 soit étendue aux entreprises sans finalité industrielle ou commerciale, comme le suggère le Comité national du Travail dans son avis n° 488 du 26 juin dernier.

Le Ministre de l'Emploi et du Travail fait observer que la plupart des entreprises non économiques concernées sont des écoles ou des cliniques pour lesquelles il n'existe pratiquement pas de risques de fermeture; il n'était donc pas nécessaire de les inclure dans le projet de loi.

Le stage des jeunes.

Selon un premier intervenant, les mesures proposées par le Gouvernement ne sont qu'un leurre; en outre, elles ne sont pas acceptables sur le plan humain.

C'est particulièrement le cas pour le stage des jeunes et la mise au travail de chômeurs par les pouvoirs publics.

Il aimerait connaître les résultats de la politique gouvernementale tendant à engager 20 000 chômeurs par les pouvoirs publics.

Il relève que, d'une part, le recrutement d'agents de l'Etat est bloqué tandis que de l'autre, le Secrétariat permanent au recrutement continue à organiser des examens. Les lauréats de ces épreuves doivent se contenter d'une priorité pour effectuer un stage dans les administrations, sans aucun droit de nomination (art. 12 du projet). L'indemnité qui leur est octroyée pendant ce stage est limitée à 75 % de la rémunération minimale correspondant à leur qualification, avec un léger correctif destiné à éviter que, dans certains cas, les stagiaires touchent une indemnité moindre que celle qui serait accordée aux chômeurs mis au travail par les pouvoirs publics, qui n'ont pas la même qualification et n'ont pas réussi l'examen de recrutement (art. 10 du projet). Paraphrasant l'exposé des motifs du projet, l'intervenant estime que la politique de placement que propose le Gouvernement n'apporte aux chômeurs mis au travail que « la satisfaction morale de vaincre leur sentiment d'inutilité ». Si l'on ne peut dénier à cette mesure un effet psychologique, elle aboutit cependant à freiner le recrutement de travailleurs permanents. Il eut préféré des mesures plus positives, par exemple l'augmentation de 2 % du personnel de toutes les administrations au niveau des pouvoirs subordonnés.

Le Ministre de l'Emploi et du Travail estime que cet aspect moral du stage est important. Le fait pour les jeunes de ne pas trouver d'emploi conduit à des situations psychologiques des plus lamentables auxquelles il convient de remédier, même par des mesures d'ordre plutôt expérimental.

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid merkt evenwel op dat de wijzigingen in de bestaande wetgeving moeten worden gezien in het algemene kader van de wetgeving op de bedrijfssluitingen, welke twee afdelingen omvat: enerzijds een reeks preventieve maatregelen om te verkrijgen dat de sluitingen van ondernemingen aan de betrokken werknemers zo weinig mogelijk nadeel berokkenen en anderzijds een aantal bepalingen die voor de door een sluiting getroffen werknemers sommige inkomsten waarborgen. Het eerste gedeelte van deze wetgeving is dus volkomen op zijn plaats in een werkgelegenheidspolitiek.

Betreurd wordt dat de bepalingen van deze afdeling een tijdelijk karakter hebben.

Een lid meent dat de sociale bepalingen van het ontwerp in andere omstandigheden eenparig zouden goedgekeurd zijn.

Een lid stelt ten slotte voor dat de wet van 30 juni 1967 wordt uitgebreid tot de ondernemingen zonder industrieel of commercieel oogmerk, zoals dat door de Nationale Arbeidsraad in het advies n° 488 dd. 26 juni l.l. gesuggereerd werd.

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid wijst erop dat het merendeel van de betrokken niet-economische ondernemingen scholen of ziekenhuizen zijn, waarvoor praktisch geen sluitingsgevaar bestaat; het was dan ook niet nodig ze in het wetsontwerp op te nemen.

Stage van jongeren.

Een eerste lid vindt dat de door de Regering voorgestelde maatregelen louter bedrog zijn; voorts zijn ze op menselijk vlak onaantvaardbaar.

Dit geldt vooral voor de stage van jongeren en de tewerkstelling van werklozen door de overheid.

Hij zou graag de resultaten kennen van het regeringsbeleid dat erop gericht is 20 000 werklozen te werk te stellen in overheidsdienst.

Hij wijst erop dat de aanwerving van rijkspersoneel geblokkeerd is, terwijl het Vast Wervingssecretariaat nochtans examens blijft organiseren. Zij die voor deze examens geslaagd zijn, dienen zich tevreden te stellen met een prioriteitsrecht om een stage te vervullen bij de administratie, zonder enig recht op benoeming (artikel 12 van het ontwerp). De hun tijdens deze stage toegekende vergoeding is beperkt tot 75 % van het minimumloon dat met hun beroepsbekwaamheid overeenstemt, afgezien van een geringe aanpassing om te voorkomen dat de stagiairs in sommige gevallen een vergoeding ontvangen die lager is dan die welke de overheid uitbetaalt aan tewerkgestelde werklozen die niet even bekwaam zijn en die evenmin voor een aanwervingsexamen geslaagd zijn (artikel 10 van het ontwerp). Verwijzend naar de memorie van toelichting bij het ontwerp, spreekt het lid de mening uit dat het door de Regering voorgestelde beleid inzake de plaatsing van werklozen voor de betrokkenen niets meer betekent dan « de morele voldoening dat zij zich niet langer overbodig voelen ». Ofschoon men niet kan ontkennen dat die maatregel een psychologisch effect kan hebben, zal hij evenwel mettertijd de aanwerving van vaste werknemers afremmen. Het lid geeft de voorkeur aan meer positieve maatregelen, b.v. een verhoging met 2 % van de personeelssterkte in alle administraties op het niveau van de lagere besturen.

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid acht dat morele aspect van de stage belangrijk. Het feit dat de jongeren geen betrekking vinden doet zeer betreuwenswaardige psychologische situaties ontstaan, die zelfs door het nemen van eerder experimentele maatregelen moeten worden verholpen.

En outre, le stage aura comme conséquence importante de familiariser les jeunes avec la vie de travail et de leur procurer une expérience professionnelle qui leur sera extrêmement profitable pour leur avenir.

Le Ministre de l'Emploi et du Travail rappelle que le projet de stage fait partie de la politique globale de l'emploi dans laquelle l'accent est mis sur le problème du chômage des jeunes.

En vertu des décisions gouvernementales prises le 15 octobre 1974 et d'autres décisions intervenues en 1975, plusieurs instruments ont déjà été mis en place :

- 1) l'adaptation de la réglementation sur la mise au travail des chômeurs par les pouvoirs publics;
- 2) le renforcement des activités en matière de formation professionnelle accélérée;
- 3) la création de centres d'orientation pour les jeunes chômeurs;
- 4) l'arrêté royal du 13 août 1975 sur les stages subsideés par l'O. N. Em.

D'autres projets sont à l'étude :

- 1) il a été demandé au Conseil consultatif de l'emploi et de la main-d'œuvre de faire des propositions concrètes sur la mise au travail des jeunes dans le secteur socio-culturel et dans les centres libres de créativité;
- 2) un projet de loi sur le contrat d'apprentissage à l'intention de ceux qui n'ont pas eu de formation professionnelle à l'école.

Toutes ces mesures partent du désir général de donner aux jeunes des possibilités d'emploi ou de formation en vue de leur intégration ultérieure dans la vie active. En outre, en conclusion des travaux de la Conférence nationale de l'Emploi, des contacts permanents sont établis entre le département de l'Emploi et du Travail et les départements de l'Education nationale, en vue de coordonner l'enseignement et l'emploi.

Le volet économique du projet de loi de redressement qui fixe d'une façon générale l'amélioration de la situation de l'emploi, n'est pas non plus négligeable.

Quant au résultat précis envisagé par la nouvelle formule de stage, il peut être évalué à 17 000 unités, étant donné que le nombre de travailleurs occupés par les entreprises publiques et privées de plus de 100 personnes est évalué à 1 700 000. Comme il s'agit en moyenne d'un stage de 6 mois, le nombre de jeunes qui pourront bénéficier de la nouvelle mesure est donc de 34 000 puisqu'on envisage l'application pour 1 an. Il s'agit d'une mesure d'ordre immédiat destinée à combattre le chômage de plus de 100 000 jeunes.

Dans l'optique du Gouvernement, il s'agit d'un régime expérimental. Ce système devra être revu à la lumière de l'expérience, compte tenu également de l'application de l'arrêté royal du 13 août 1975 concernant le stage subsideé par l'O. N. Em. De plus, le Ministre a l'intention de consulter le Conseil national du Travail sur un projet de loi organisant le contrat d'apprentissage industriel. Il s'agit là d'un autre aspect de la politique globale de l'emploi.

D'autre part, il est exact que le stage ne donne pas droit à une nomination dans un service public. Cependant, les stagiaires en question conservent tous leurs droits à une nomination telle qu'il découle de leur inscription au Secrétariat permanent au recrutement et des examens éventuels qu'ils auront réussis. La règle normale de recrutement reste donc d'application.

Daarenboven zal de stage dit belangrijke gevolg hebben dat het de jongeren vertrouwd maakt met het arbeidsleven en hun een beroepservaring bezorgt waaruit zij in de toekomst oneindig veel voordeel kunnen halen.

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid herinnert eraan dat de stage deel uitmaakt van de globale werkgelegenheids-politiek waarin de nadruk wordt gelegd op het vraagstuk van de werkloosheid bij de jongeren.

Krachtens de beslissingen die door de Regering op 15 oktober 1974, resp. in 1975 zijn genomen, werden reeds verscheidene maatregelen getroffen :

- 1) aanpassing van de reglementering op de tewerkstelling van werklozen door de overheid;
- 2) opvoeren van de activiteiten met betrekking tot de versnelde beroepsopleiding;
- 3) instelling van oriëntatiecentra voor jonge werklozen;
- 4) het koninklijk besluit van 13 augustus 1975 op de door de R. V. A. gesubsidieerde stages.

Andere plannen liggen ter studie :

- 1) aan de Adviserende Raad voor de werkgelegenheid en de arbeidskrachten werd gevraagd concrete voorstellen te doen in verband met de tewerkstelling van jongeren in de sociaal-culturele sector en in de vrije creativiteitscentra;
- 2) een wetsontwerp op de leerovereenkomst ten behoeve van degenen die geen beroepsopleiding hebben genoten op school.

Al die maatregelen gaan uit van het algemene verlangen aan de jongeren werkgelegenheid te bezorgen of een opleiding met het oog op hun latere inschakeling in het beroepsleven. Ten slotte is er, ten gevolge van de werkzaamheden van de Nationale Conferentie over de Tewerkstelling, een permanent contact ontstaan tussen het departement van Tewerkstelling en Arbeid en de departementen van Nationale Opvoeding ten einde het onderwijs en de tewerkstelling te kunnen coördineren.

Het economische gedeelte van het wetsontwerp op het economisch herstel, dat een verbetering van de toestand inzake werkgelegenheid in het algemeen beoogt, is evenmin te verwaarlozen.

Met betrekking tot de precieze resultaten die van de nieuwe stageformule worden verwacht, kan het aantal jongeren dat voor een stage in aanmerking komt op 17 000 worden geraamd, aangezien het aantal arbeiders tewerkgesteld in de particuliere en de overheidsbedrijven die meer dan 100 arbeiders tewerkstellen, op 1 700 000 wordt geschat. Daar het om een stage gaat van gemiddeld zes maanden, zullen 34 000 jongeren dit nieuwe voordeel genieten, aangezien de maatregel gedurende een jaar van toepassing zal zijn. Hij zal onmiddellijk in werking treden ten einde de werkloosheid, die meer dan 100 000 jongeren treft, te helpen bestrijden.

In de optiek van de Regering gaat het hier om een experimentele regeling, die zal moeten worden herzien aan de hand van de opgedane ervaring en rekening houdend met het koninklijk besluit van 13 augustus 1975 betreffende de door de R. V. A. gesubsidieerde stage. Ook neemt de Minister zich voor de Nationale Arbeidsraad te raadplegen over een wetsontwerp betreffende de leerovereenkomst in de industrie. Dat is weer een ander aspect van het globale beleid inzake werkgelegenheid.

Voorts is het juist dat de stage geen recht verleent op een benoeming in overheidsdienst. Doch de stagiairs behouden al hun rechten op een benoeming ingevolge hun inschrijving bij het Vast Wervingssecretariaat en de eventuele examens waarvoor zij geslaagd zijn. De normale regels inzake aanwerving blijven dus van toepassing.

De plus, lorsqu'un stagiaire de notre système passe à l'administration comme fonctionnaire statutaire, il libère un emploi et l'administration sera obligée d'engager un autre stagiaire du système prévu.

Selon l'article 18 du projet, le stage doit toujours être considéré comme une mise au travail supplémentaire qui ne peut être compensée par un licenciement. D'aucuns objectent que les chefs d'entreprise se baseront justement sur cette disposition pour ne pas maintenir une certaine politique de l'emploi. Ils abuseront de l'argument selon lequel la rationalisation est indispensable, pour organiser un roulement dans les stages afin de ne pas engager de nouveaux travailleurs.

Le Ministre de l'Emploi et du Travail répond à cette objection :

1) qu'un système très développé de contrôle est prévu dans la loi : contrôle par le Conseil d'entreprise, la délégation syndicale et l'O. N. Em., ainsi que par l'Inspection sociale;

2) que l'article 18 constitue un ensemble avec l'article 19 qui prévoit des sanctions contre l'employeur qui ne satisferait pas aux nouvelles obligations légales.

Par ailleurs, l'absence de coordination en matière de stage a été reprochée au Gouvernement. Il n'a, en effet, pas été tenu compte du fait que les jeunes ne sont en général pas engagés par les entreprises s'ils n'ont accompli leurs obligations militaires. Afin d'éviter que les jeunes ne doivent chômer plusieurs mois avant d'effectuer leur service militaire, il serait nécessaire de généraliser la possibilité d'appel immédiat sous les drapeaux ou même d'appel avant la classe à laquelle appartient le milicien.

Le Ministre de l'Emploi et du Travail reconnaît l'exactitude de cette observation qui a d'ailleurs déjà été formulée à plusieurs reprises par le Conseil national du Travail ainsi que par le Conseil consultatif de l'Emploi et de la Main-d'œuvre.

Il interviendra auprès de son collègue de la Défense nationale pour obtenir une solution rapide de ce problème.

L'accent a ensuite été mis sur la nécessité de prendre des mesures tendant à éviter que les travailleurs âgés soient incités à quitter leur emploi pour faire place à des stagiaires.

Le Ministre de l'Emploi et du Travail ne partage pas cet avis car le projet de loi envisage le stage comme un emploi supplémentaire (cfr. les articles 18 et 19 du projet de loi).

D'autre part, on a fait observer que si les administrations et les entreprises étaient obligées d'engager des stagiaires, les jeunes n'obtenaient pas, pour autant, un droit au stage, si l'on s'en tient au texte de l'article 5.

En raison de l'interdiction du travail de nuit pour les femmes, la possibilité d'engager des stagiaires féminins sera restreinte dans de nombreuses entreprises.

Le Ministre de l'Emploi et du Travail déclare que des directives seront données à l'O. N. E. M. pour que soit respectée l'égalité des hommes et des femmes en ce qui concerne l'accès à la profession.

Quant aux entreprises à haut coefficient de capital, il est fait remarquer que le stage les concernera à peine car ces entreprises n'occupent généralement pas plus de 100 travailleurs. On s'est aussi demandé si, au cas où la crise économique perdurerait, le système de stage n'aurait pas pour effet d'empêcher pendant longtemps l'intégration des jeunes dans le monde du travail. N'y a-t-il pas lieu de craindre que

Wanneer een stagiair van de hier bedoelde regeling overgaat naar de administratie als ambtenaar in statutair verband, komt er bovendien een plaats als stagiair vrij en is de administratie verplicht een nieuwe stagiair aan te werven volgens de eerder bedoelde regeling.

Volgens artikel 18 van het ontwerp moet de stage steeds als een aanvullende tewerkstelling worden aangezien en mag zij niet door afdanking van personeel gecompenseerd worden. Sommigen voeren daartegen aan dat de ondernemingshoofden zich precies op die bepaling zullen beroepen om hun beleid inzake behoud van de werkgelegenheid te laten varen. Zij zullen misbruik maken van het argument dat rationalisatie onontbeerlijk is en om beurt stagiairs aanwerven, zodat zij geen nieuwe arbeiders in dienst hoeven te nemen.

Daarop antwoordt de Minister van Tewerkstelling en Arbeid :

1) dat een zeer uitgewerkt controlesysteem in de wet is ingebouwd : er wordt immers controle uitgeoefend door de ondernemingsraad, de syndicale afvaardiging en de R. V. A., alsmede door de sociale inspectie;

2) dat artikel 18 moet worden gelezen in samenhang met artikel 19, hetwelk in sancties voorziet tegen de werkgever die de nieuwe wettelijke verplichtingen niet mocht nakomen.

Aan de Regering wordt voorts verweten dat er inzake stage geen coördinatie tot stand gebracht wordt. Er is immers geen rekening mee gehouden dat de bedrijven doorgaans geen jongeren in dienst nemen die niet aan hun militaire verplichtingen hebben voldaan. Om de jongeren verscheidene maanden werkloosheid te besparen voordat zij hun dienstplicht vervullen, zou de mogelijkheid tot onmiddellijke oproeping onder de wapens of zelfs tot oproeping vóór de klas waartoe de dienstplichtige behoort, moeten veralgemeend worden.

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid geeft toe dat die opmerking gegrond is en trouwens reeds meer dan eens geformuleerd werd door de Nationale Arbeidsraad en door de Adviserende Raad voor de Werkgelegenheid en de Arbeidskrachten.

Hij zal bij zijn ambtgenoot van Landsverdediging aandringen opdat dit probleem spoedig zou geregeld worden.

Ook werd er met nadruk op gewezen dat maatregelen moeten genomen worden om te voorkomen dat bejaarde werknemers worden aangezet hun werk op te geven om plaats te maken voor stagiairs.

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid is die mening niet toegedaan, want in het wetsontwerp wordt de stage opgevat als een aanvullende tewerkstelling (cfr. de artikelen 18 en 19 van het wetsontwerp).

Verder wordt aangevoerd dat de jonge werknemers, hoewel de overheidsdiensten en de bedrijven verplicht zijn stagiairs aan te werven, daarmee nog geen recht op stage verwerven, gelet op de tekst van artikel 5.

Aangezien nachtarbeid voor vrouwen verboden is, zal de mogelijkheid om vrouwelijke stagiairs in dienst te nemen, in tal van bedrijven beperkt zijn.

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid verklaart dat richtlijnen aan de R. V. A. zullen worden verstrekt om de gelijkheid van man en vrouw inzake toelating tot een beroep te doen naleven.

In verband met de kapitaalintensieve bedrijven zij opgemerkt dat de stage slechts een geringe weerslag op hen zal hebben, omdat die bedrijven over 't algemeen niet meer dan 100 werknemers tewerkstellen. Tevens wordt de vraag gesteld of de stagerregeling, ingeval de economische crisis aanhoudt, niet tot gevolg zal hebben dat de integratie van de jonge werknemers in het arbeidsproces niet voor lange

des jeunes doivent effectuer des stages en cascade dans différentes entreprises ? N'eut-il pas été préférable d'augmenter les possibilités d'emploi dans le secteur du bien-être, étant donné que celui-ci peut encore absorber de nombreux travailleurs ?

En ce qui concerne l'application du stage des jeunes dans l'enseignement (article 6, 1^o, du projet), les crédits des départements de l'Education nationale devraient être augmentés. La liste des enseignants mis en disponibilité est importante et ne s'amenuisera que peu si seules les écoles comprenant 100 enseignants sont tenues de prendre un stagiaire. Si, en outre, les enseignants stagiaires sont affectés à des tâches de surveillance ou d'administration, le but du stage sera faussé.

Par ailleurs, il serait intéressant d'apprendre à quelles tâches seront affectés les stagiaires du secteur public.

A ces observations le Ministre de l'Emploi et du Travail répond qu'il convient de se référer à l'article 14 du projet, qui dispose que le stagiaire effectuera son stage dans des conditions qui doivent correspondre aux études faites, à la qualification obtenue et aux aptitudes physiques et mentales.

Il ne faut pas non plus oublier que le comité de gestion de l'O. N. Em. fixera un règlement du stage; ce règlement sera établi par arrêté royal pour les services publics (voir également l'article 14).

On a ensuite relevé que seuls les jeunes gens n'ayant pas encore exercé d'activité professionnelle auront la possibilité d'effectuer un stage (article 5 du projet). Excluerait-on ainsi les étudiants qui auraient travaillé pendant leurs vacances ou ceux qui auraient effectué des stages d'études ? Dans l'affirmative, cette restriction ne pourrait être retenue.

Les entreprises de moins de 100 travailleurs qui engageaient des stagiaires pourraient être subsidiées par l'Etat (article 13 du projet). Cette mesure sera-t-elle appliquée en cas d'engagement d'un stagiaire en remplacement d'un travailleur permanent qui quitterait l'entreprise ?

La réponse du Ministre de l'Emploi et du Travail est négative, car, dans ce cas, il y a lieu d'appliquer l'article 18 du projet de loi.

L'absence de sanctions lors d'une infraction à d'autres dispositions du stage que celle de l'article 7 a été dénoncée. Le Ministre a reconnu la nécessité de ces sanctions et en proposera l'extension à toute la section.

Enfin, plusieurs membres ont souligné les aspects positifs du stage. Le Gouvernement se devait de prendre des dispositions concrètes face au chômage de cent mille jeunes. Le stage leur permettra d'acquérir l'expérience nécessaire à leur intégration future dans les entreprises. Si le stage et la mise au travail de chômeurs par les pouvoirs publics et par les A.S.B.L. permettaient de mettre plus de la moitié des jeunes chômeurs au travail, ce serait déjà un réel succès.

La prépension.

En cette matière également, on a fait remarquer préalablement qu'il ne s'agissait pas d'une mesure de promotion de l'emploi, puisque ce système n'a que pour effet de remplacer un travailleur par un autre.

Les effets du financement de la prépension, ont été analysés selon les critères de haut coefficient de capital ou de forte densité de travail des entreprises.

tijd onmogelijk wordt gemaakt. Bestaat niet het gevaar dat jonge werknemers verplicht zullen zijn de ene stage na de andere in verschillende bedrijven te doen ? Ware het niet beter het aantal arbeidsplaatsen in de welzijnssector te verhogen, aangezien die sector nog werkgelegenheid te over heeft ?

Voor de stage van de jongeren in het onderwijs (artikel 6, 1^o, van het ontwerp) zouden de kredieten van de departementen van Nationale Opvoeding moeten worden verhoogd. De lijst van ter beschikking gestelde leerkrachten is erg lang en ze zal maar weinig ingekort worden indien alleen de scholen met meer dan 100 leerkrachten verplicht worden een stagiair in dienst te nemen. Wanneer men bovendien leerkrachten-stagiairs gaat inzetten voor toezicht of administratie, dan wordt het doel van de stage vervalst.

Het zou ten andere interessant zijn te vernemen voor welke taken de stagiairs in de overheidsdiensten zullen worden ingezet.

Op die opmerkingen antwoordt de Minister van Tewerkstelling en Arbeid door te verwijzen naar artikel 14 van het ontwerp, waarin gesteld wordt dat de stagiair zijn stage moet kunnen uitoefenen in omstandigheden die overeenstemmen met zijn studies, zijn kwalificatie en zijn lichamelijke en geestelijke geschiktheid.

Bovendien mag niet uit het oog worden verloren dat het beheerscomité van de R. V. A. een stagereglement zal uitwerken; voor de overheidsdiensten zal dit reglement worden vastgelegd bij koninklijk besluit (zie eveneens artikel 14).

Daarna wordt aangestipt dat alleen de jongeren die nog geen beroepsarbeid hebben verricht, de mogelijkheid zullen krijgen om een stage te verrichten (artikel 5 van het ontwerp). Zullen de studenten die tijdens hun vakantie hebben gewerkt of die studiestages hebben verricht, worden uitgesloten ? Zo ja, dan is een dergelijke beperking onaanvaardbaar.

Ondernemingen met minder dan 100 werknemers die stagiairs aanwerven, zouden van de Staat subsidies kunnen ontvangen (artikel 13 van het ontwerp). Zal zulks ook het geval zijn wanneer een dergelijk bedrijf een stagiair aanwerft ter vervanging van een vaste werknemer die het bedrijf verlaat ?

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid antwoordt ontkennend, want in dat geval moet artikel 18 van het wetsontwerp worden toegepast.

Ook wordt erop gewezen dat in geen enkele sanctie is voorzien voor overtredingen van andere bepalingen betreffende de stage dan die van artikel 7. De Minister erkent dat sancties noodzakelijk zijn en hij zal voorstellen die tot de hele afdeling uit te breiden.

Tot slot onderstrepen verschillende leden de positieve aspecten van de stage. De Regering was moreel verplicht concrete maatregelen te treffen om de werkloosheid van honderdduizend jongeren tegen te gaan. Dank zij de stage zullen die jongeren de nodige ervaring kunnen verwerven om later hun plaats in het bedrijfsleven in te nemen. Het ware reeds een wezenlijk succes indien de stage en de tewerkstelling van werklozen door de overheid en door de V. Z. W.'s meer dan de helft van de jonge werklozen werkgelegenheid kon bieden.

Brugpensioen.

Ook voor deze materie wordt er eerst en vooral op gewezen dat het niet gaat om een maatregel ter bevordering van de werkgelegenheid, aangezien een dergelijke regeling slechts tot gevolg heeft dat een werknemer door een andere wordt vervangen.

Heel wat aandacht gaat naar de gevolgen van de financiering van het brugpensioen, naargelang het om kapitaalintensieve dan wel om arbeidsintensieve bedrijven gaat.

Dans les entreprises à haut coefficient de capital, des augmentations salariales pourront être consenties ce qui permettra le financement de la prépension; par contre, dans les entreprises à forte densité de travail, l'emploi diminuera et l'absence de nouveaux avantages ne permettra pas de financer la prépension. Il eut donc été préférable d'organiser différemment la solidarité entre les entreprises.

Selon le Ministre de l'Emploi et du Travail, il convient de faire observer que le Gouvernement se trouve actuellement dans l'impossibilité de calculer d'une manière exacte, le nombre de personnes qui demanderont le bénéfice de la nouvelle disposition; par conséquent, un plan financier détaillé n'a pas encore pu être établi. Il est évident que le Gouvernement respectera les obligations qui découleront de l'application de la loi et que des mesures appropriées seront prises pour établir l'équilibre financier.

D'aucuns craignent que certains employeurs profitent du système pour remplacer des anciens travailleurs par de plus jeunes.

Le Ministre de l'Emploi et du Travail rappelle que la formule de la prépension a été proposée par la conférence de l'emploi qui s'est tenue en 1973 et que les partenaires sociaux qui l'ont mise au point, la considéraient essentiellement comme une mesure pour lutter contre le chômage des jeunes.

C'est dans cette optique que la convention n° 17 du C. N. T. a été conclue à la fin de décembre 1974. La convention mentionne explicitement qu'elle a pour but de promouvoir l'emploi des jeunes.

En étendant la formule de la prépension à de nouvelles catégories de travailleurs, le Gouvernement suit la voie tracée par les partenaires sociaux.

D'aucuns sont d'avis que le terme « prépension » prête à équivoque : en fait, sa nature s'apparenterait plus à celle de l'allocation de chômage qu'à la pension : l'allocation accordée au prépensionné est une allocation de chômage majorée; comme le chômeur, l'allocataire ne peut pas exercer une activité professionnelle et pour les années de prépension, la pension sera calculée uniquement sur un salaire fictif comme pour une période de chômage.

Le Ministre de l'Emploi et du Travail rappelle qu'au cours des négociations récentes avec les partenaires sociaux, ceux-ci ont constamment employé cette expression. Le terme a acquis une certaine valeur psychologique. Le terme néerlandais « brugpensioen » exprime certainement mieux la réalité mais il n'existe pas d'équivalent en langue française.

Bien souvent, les travailleurs répugnent encore à faire appel aux caisses de chômage. Dès lors, du point de vue psychologique, n'eut-il pas été préférable de faire dépendre des caisses de pension, le paiement de la prépension? D'autre part, la convention collective du travail n° 17 lie la prépension à la fois à l'indice des prix et à l'évolution du bien-être général. Pourquoi cette dernière liaison n'est-elle pas prévue pour la prépension du projet?

Le Ministre de l'Emploi et du Travail déclare que cette mesure n'a pas été envisagée explicitement par le Gouvernement, étant donné que, dans la situation économique actuelle, le problème de la liaison au bien-être général a perdu beaucoup de son actualité.

D'autre part, la convention n° 17 du C. N. T. prévoit une révision annuelle des taux en fonction des liaisons au bien-être.

Une étude effectuée par le département permettra de trouver un parallélisme entre les deux systèmes.

Il est souhaité que le système de prépension qu'instaure le projet soit tant soit peu articulé sur le système de pré-

In de kapitaalintensieve bedrijven zullen loonsverhogingen kunnen toegestaan worden, wat de financiering van het brugpensioen mogelijk zal maken; in de arbeidsintensieve bedrijven daarentegen zal de werkgelegenheid verminderen en, aangezien er geen nieuwe voordelen zullen kunnen toegestaan worden, zal het onmogelijk zijn het brugpensioen te financieren. Het ware dan ook beter geweest de solidariteit onder de bedrijven op een andere wijze te organiseren.

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid wijst erop dat het thans voor de Regering onmogelijk is het juiste aantal personen te bepalen die een aanvraag zullen indienen om het voordeel van de nieuwe bepaling te genieten; diensgevolge kon een uitvoerig financieel plan nog niet worden vastgelegd. Vanzelfsprekend zal de Regering de verplichtingen naleven welke uit de toepassing van de wet zullen voortvloeien en zullen passende maatregelen worden getroffen om het financiële evenwicht tot stand te brengen.

Sommigen vrezen dat bepaalde werkgevers van deze regeling gebruik zullen maken om oude werknemers door jongeren te vervangen.

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid herinnert eraan dat de formule van het brugpensioen door de in 1973 gehouden conferentie inzake werkgelegenheid is voorgesteld en dat de sociale partners die ze uitgewerkt hebben, ze in hoofdzaak beschouwen als een maatregel ter bestrijding van de werkloosheid bij de jongeren.

Met dat doel voor ogen is einde december 1974 de overeenkomst n° 17 in de Nationale Arbeidsraad gesloten. In die overeenkomst wordt uitdrukkelijk bepaald dat zij tot doel heeft de werkgelegenheid voor jongeren te bevorderen.

De Regering, die de formule van het brugpensioen tot nieuwe categorieën van werknemers uitbreidt, blijft trouw aan de door de sociale partners uitgestippelde lijn.

Sommigen menen dat de term « brugpensioen » dubbelzinnig is : in feite gaat het uiteraard meer om een werkloosheidsuitkering dan om een pensioen; de aan de gerechtigde op een brugpensioen toegekende uitkering is een verhoogde werkloosheidsuitkering; evenmin als de werkloze mag de gerechtigde op een brugpensioen beroepsarbeid verrichten en gedurende de jaren van het brugpensioen zal het pensioen uitsluitend berekend worden op een fictief loon net zoals voor de perioden van werkloosheid.

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid herinnert eraan dat tijdens de recente onderhandelingen met de sociale partners dezen altijd die uitdrukking hebben gebruikt. Het woord heeft een zekere psychologische waarde gekregen. Het Nederlandse woord « brugpensioen » komt ongetwijfeld beter met de werkelijkheid overeen, maar het Frans heeft daar geen equivalent voor.

Maar al te vaak staan de werknemers afkerig tegenover werkloosheidsfondsen. Ware het dan ook uit een psychologisch oogpunt niet verkieslijker geweest de uitbetaling van het brugpensioen aan de pensioenfondsen toe te vertrouwen? Anderzijds wordt het brugpensioen door de collectieve arbeidsovereenkomst n° 17 gekoppeld aan het indexcijfer der prijzen zowel als aan de ontwikkeling van het algemeen welzijn. Waarom geldt de laatstgenoemde koppeling niet voor het in het ontwerp bepaalde brugpensioen?

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid verklaart dat die maatregel niet expliciet door de Regering in overweging is genomen, aangezien in de huidige economische toestand het probleem van de koppeling aan het algemeen welzijn veel van zijn actualiteit verloren heeft.

Anderzijds voorziet de overeenkomst n° 17 van de N. A. R. in een jaarlijkse herziening van de bedragen op grond van de koppeling aan het welzijn.

Het departement zal de zaak onderzoeken ten einde beide regelingen parallel te laten lopen.

Het is wenselijk dat de door het ontwerp ingevoerde regeling inzake brugpensioen enigszins afgestemd wordt op dat-

pension que prévoit la convention collective n° 17, afin d'éviter entre autres, la dispersion des fonds, entre les fonds de sécurité d'existence concernés par le premier système et le fonds national instauré par le projet.

Le Ministre de l'Emploi et du Travail rappelle la nature différente des deux systèmes de prépension. Celui qui est basé sur la C. C. T. n° 17 laisse l'initiative et la charge aux employeurs, charge éventuellement supportée solidairement par chaque secteur professionnel. Celui qu'instaure le projet laisse l'initiative au travailleur et est à charge du fonds de solidarité. Il a un caractère subsidiaire par rapport au premier système.

A des critiques au sujet des limites d'âge prévues dans le projet de loi, le Ministre de l'Emploi et du Travail renvoie à l'article 22 qui donne au Roi le pouvoir de modifier les conditions d'âge fixées à l'alinéa 1^{er} de cet article. Le Gouvernement verra à la lumière de l'expérience, s'il y a lieu de procéder ultérieurement à cette modification.

On a demandé si l'élément « allocation de chômage » de la prépension serait diminué après un certain délai comme l'est l'allocation de chômage allouée aux chômeurs (art. 26, 1^{er} al.) et si, pour le calcul de la pension de retraite, il serait tenu compte uniquement de l'élément « allocation de chômage » ou également du complément (art. 22, dernier alinéa).

La réponse du Ministre de l'Emploi et du Travail à la première question est négative; au sujet de la seconde, il fait observer que le salaire fictif est, en matière de pension, calculé en se basant sur les salaires réellement gagnés durant l'année précédente, éventuellement augmentés des salaires forfaitaires et fictifs de cette même année.

Sur ce montant global est appliqué un coefficient de réévaluation et la somme est divisée par le nombre de jours de travail de cette année. Le résultat devient le salaire forfaitaire. Pratiquement, c'est donc le dernier salaire réellement gagné et réévalué qui entre en ligne de compte.

Ces dispositions sont prévues par les articles 24 et 25 de l'arrêté royal du 21 décembre 1967 portant règlement général du régime de pension de retraite et de survie des travailleurs salariés, modifié par les arrêtés royaux des 11 avril 1973 et 24 janvier 1975.

Pourquoi interdire tout travail à un bénéficiaire de la prépension (art. 28), alors qu'une fois qu'il aura 65 ans et bénéficiera de sa pension, il lui sera permis d'effectuer un travail occasionnel ? Ce n'est pas faciliter le passage de la vie active à la prépension.

On s'est étonné du fait que l'article 25 du projet prévoit le contrôle de l'O. N. Em., lorsqu'il n'y a pas de conseil d'entreprise ou de délégation syndicale au sein de l'entreprise. Pourquoi n'a-t-on pas confié cette mission supplétive aux organisations syndicales ou à un délégué des travailleurs, à l'instar de ce qui est prévu dans la convention collective n° 17 ? Une solution identique aurait pu être envisagée en ce qui concerne le contrôle des stages (art. 15).

Le Ministre de l'Emploi et du Travail fait remarquer que la deuxième phrase de l'article 25, concerne surtout les petites entreprises puisqu'un conseil d'entreprise ou une délégation syndicale existent nécessairement dans les grandes entreprises.

Or, il est indéniable que les organisations syndicales sont souvent presque inexistantes dans les petites entreprises.

Leur confier la surveillance de l'application de la loi serait donc peu efficace.

De plus, l'O. N. Em. est un organisme paritaire où les organisations syndicales sont donc représentées.

gene waarin door de collectieve overeenkomst n° 17 voorzien is, ten einde o.m. versnippering van de fondsen te voorkomen tussen de bij de ene regeling betrokken fondsen voor bestaanszekerheid en het door het ontwerp ingestelde nationale fonds.

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid herinnert aan de uiteenlopende aard van beide brugpensioenregelingen. Krachtens de op de collectieve arbeidsovereenkomst n° 17 gebaseerde regeling berusten het initiatief en de last bij de werkgevers, waarbij de last eventueel door elke bedrijfstak solidair gedragen kan worden. Krachtens de door het ontwerp ingestelde regeling berust het initiatief bij de werknemer en de last bij het solidariteitsfonds. Laatstgenoemde regeling heeft een aanvullend karakter t.o.v. de eerste.

Met betrekking tot de kritiek betreffende de in het wetsontwerp bepaalde leeftijdsgrenzen verwijst de Minister van Tewerkstelling en Arbeid naar artikel 22, waarbij de Koning gemachtigd wordt de in het eerste lid van dit artikel gestelde voorwaarden. Dank zij de opgedane ervaring zal de Regering kunnen uitmaken of een dergelijke wijziging later moet worden ingevoerd.

Gevraagd wordt of het gedeelte « werkloosheidsuitkering » van het brugpensioen zal worden verminderd na verloop van enige tijd zoals voor de aan de werklozen uitgekeerde werkloosheidsuitkering (art. 26, eerste lid) en of voor de berekening van het rustpensioen slechts rekening zal worden gehouden met het gedeelte « werkloosheidsuitkering » of ook met de toeslag (artikel 22, laatste lid).

Op de eerste vraag antwoordt de Minister van Tewerkstelling en Arbeid ontkennend; bij de tweede merkt hij op dat het fictieve loon voor het pensioen wordt berekend op grond van het tijdens het voorgaande jaar werkelijk verdiende loon, eventueel vermeerderd met het forfaitaire en fictieve loon voor datzelfde jaar.

Op dat totale bedrag wordt een herwaarderingscoëfficiënt toegepast en de uitkomst van die berekening wordt gedeeld door het aantal werkdagen tijdens dat jaar. Aldus bekomt men het forfaitaire loon. Praktisch komt dus het laatste werkelijk verdiende en herwaardeerde loon in aanmerking.

Die bepalingen vindt men terug in de artikelen 24 en 25 van het koninklijk besluit van 21 december 1967 tot vaststelling van het algemeen reglement betreffende het rust- en overlevingspensioen voor werknemers, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 11 april 1973 en 24 januari 1975.

Waarom zou men degene die een brugpensioen geniet iedere bedrijvigheid verbieden (artikel 28), terwijl hij, op 65-jarige leeftijd, wanneer hij zijn pensioen geniet, gelegenheden zal mogen verrichten ? Daardoor vergemakkelijkt men voorzeker de overgang van het beroepsleven naar het brugpensioen niet.

Het heeft verwondering gewekt dat artikel 25 van het ontwerp het toezicht door de R. V. A. invoert wanneer er geen ondernemingsraad of vakbondsafvaardiging in de onderneming bestaat. Waarom heeft men deze bijkomende opdracht niet toevertrouwd aan de vakbonden of aan een afgevaardigde van de werknemers, zoals is bepaald in de collectieve overeenkomst n° 17 ? Eenzelfde oplossing had men kunnen overwegen wat betreft het toezicht op de stages (artikel 15).

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid merkt op dat de tweede zin van artikel 25 vooral de kleine ondernemingen beoogt, omdat er in de grote ondernemingen uiteraard een ondernemingsraad of een vakbondsafvaardiging bestaat.

Nu is het onloochenbaar dat de vakbonden in de kleine ondernemingen vaak vrijwel niet vertegenwoordigd zijn.

Het ware dus weinig doeltreffend hun de controle op de toepassing van de wet toe te vertrouwen.

Bovendien is de R. V. A. een paritaire instelling, waarin de vakbonden dus vertegenwoordigd zijn.

Comme le système de la prépension fait par ailleurs partie de la politique de l'emploi, il est tout à fait justifié que l'O. N. Em. s'occupe du contrôle, d'autant plus qu'on veut lui donner une plus grande maîtrise dans la politique de l'emploi.

L'article 24 stipule que la prépension ne peut être accordée que si le travailleur est remplacé dans l'entreprise par un jeune de moins de 30 ans, recruté en dehors de l'entreprise.

Le Ministre de l'Emploi et du Travail confirme que le remplaçant peut être un stagiaire visé à l'article 5 du projet. Le stagiaire étant alors engagé en tant que travailleur, un autre stagiaire devra éventuellement être admis dans l'entreprise pour satisfaire aux dispositions de l'article 7.

Enfin, il a été fait observer que le système de prépension correspond en grande partie aux vœux émis par les représentants des travailleurs.

III. — Discussion des articles.

Section 1.

Adaptation de la définition de fermeture d'entreprise.

Article 1.

L'article 2bis de la loi du 28 juin 1966 relative à l'indemnisation des travailleurs licenciés en cas de fermeture d'entreprises, prévoit que le Comité de gestion du Fonds d'indemnisation des travailleurs licenciés en cas de fermeture d'entreprises peut assimiler à une fermeture le déplacement du siège d'exploitation, la fusion ou la vente de l'entreprise.

L'article 1 du projet complète ce texte par une disposition temporaire étendant la possibilité d'assimilation aux cas de restructuration d'entreprises.

Par un amendement en ordre principal, M. Van Geyt (Doc. n° 738/5-I) propose de rendre cette disposition permanente. Subsidiairement, il propose de reporter la date d'application du 30 juin au 31 décembre 1976, considérant que la plupart des dispositions du projet s'étendent sur toute une année.

L'amendement principal qui n'a pas de caractère conjoncturel, est rejeté par 20 voix contre 9, celui présenté en ordre subsidiaire est adopté par 20 voix contre 9.

Voulant éviter qu'à défaut d'effet rétroactif de cette disposition on ne puisse accorder les avantages en cas de restructuration effectuée avant la date d'entrée en vigueur de la loi, un amendement du Gouvernement (Doc. n° 738/15-I) fixe la date *a quo* au 1^{er} janvier 1976.

Il est adopté, avec l'article amendé, par 20 voix et 6 abstentions.

Article 1bis (nouveau).

Cet amendement de M. Van Geyt (Doc. n° 738/5-I) garantit au personnel du secteur public touché par des suppressions d'emploi résultant de mesures de rationalisation ou de restructuration, des avantages au moins équivalents à ceux dont bénéficient les travailleurs licenciés, en application de la loi du 28 juin 1966 précitée. Ces avantages seraient à charge de l'Etat.

L'auteur estime que la stabilité de l'emploi dans les services publics est toute relative depuis la crise économique et les mesures prises pour y faire face par la loi relative aux propositions budgétaires 1975-1976.

Aangezien het stelsel van het brugpensioen anderzijds een onderdeel is van de werkgelegenheidspolitiek, is het volkomen verantwoord dat de R. V. A. zich met de controle zou bezighouden, te meer daar men die instelling een grotere zeggenschap in de werkgelegenheidspolitiek wil geven.

Artikel 24 bepaalt dat het brugpensioen slechts kan worden toegepast wanneer de werknemer in de onderneming wordt vervangen door een jongere van minder dan 30 jaar die buiten de onderneming aangenomen wordt.

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid bevestigt dat de vervanger een bij artikel 5 van het ontwerp bedoeld stagiair mag zijn. Aangezien de stagiair dan als werknemer in dienst wordt genomen, zal eventueel een andere stagiair in de onderneming moeten worden opgenomen om aldus te voldoen aan artikel 7.

Ten slotte wordt opgemerkt dat het stelsel van het brugpensioen grotendeels beantwoordt aan de verlangens van de vertegenwoordigers der werknemers.

III. — Bespreking van de artikelen.

Afdeling 1.

Aanpassing van de definitie van sluiting van ondernemingen.

Artikel 1.

Artikel 2bis van de wet van 28 juni 1966 betreffende de schadeloosstelling van de werknemers die ontslagen worden bij sluiting van ondernemingen bepaalt dat het Beheerscomité van het Fonds tot vergoeding van de in geval van sluiting van ondernemingen ontslagen werknemers de verplaatsing van de exploitatiezetel, de fusie of de verkoop van de onderneming kan gelijkstellen met een sluiting van onderneming.

Artikel 1 van het ontwerp vult die tekst aan met een tijdelijke bepaling waardoor de mogelijkheid tot gelijkstelling wordt uitgebreid tot de herstructurering van ondernemingen.

Bij amendement in hoofddorde stelt de heer Van Geyt (Stuk n° 738/5-I) voor aan die bepaling een blijvend karakter te geven. In bijkomende orde stelt hij voor de datum waarop de bepaling ophoudt van kracht te zijn, van 30 juni te verschuiven tot 31 december 1976, omdat de meeste bepalingen van het ontwerp het hele jaar bestrijken.

Het amendement in hoofddorde, dat geen conjunctureel karakter heeft, wordt verworpen met 20 tegen 9 stemmen en het amendement in bijkomende orde wordt met 20 tegen 9 stemmen aangenomen.

Om te voorkomen dat men bij gebrek aan terugwerkende kracht van die bepaling geen voordelen kan erkennen in geval van herstructurering die vóór de inwerkingtreding van de wet wordt uitgevoerd, stelt een regeringsamendement (Stuk n° 738/15-I) de datum *a quo* vast op 1 januari 1976.

Dat amendement wordt, samen met het gewijzigde artikel, aangenomen met 20 stemmen en 6 onthoudingen.

Artikel 1bis (nieuw).

Dit amendement van de heer Van Geyt (Stuk n° 738/5-I) waarborgt aan het personeel in overheidsdienst, dat getroffen wordt door afschaffing van betrekkingen ingevolge rationalisatie- of herstructureringsmaatregelen, ten minste dezelfde voordelen als die waarop de ontslagen werknemers aanspraak kunnen maken met toepassing van de wet van 28 juni 1966. Die voordelen zouden ten laste van de Staat vallen.

De indiener meent dat de vastheid van de betrekking in overheidsdienst zeer relatief geworden is sedert de economische crisis en sedert er maatregelen getroffen werden om daaraan het hoofd te bieden door de wet betreffende de budgettaire voorstellen 1975-1976.

Son amendement concerne naturellement davantage les agents temporaires, stagiaires et contractuels que le personnel statutaire dont la nomination est définitive. Ces avantages auraient un caractère temporaire.

Enfin, l'auteur relève que les autres mesures du plan de relance visent tant le secteur privé que public.

Le Ministre de l'Emploi et du Travail fait remarquer que les pouvoirs publics ne cotisent pas au Fonds d'indemnisation des travailleurs licenciés en cas de fermeture d'entreprises et qu'il serait préférable de rechercher une autre formule dans le cadre de la fonction publique.

L'amendement est rejeté par 20 voix contre 5 et 2 abstentions.

Art. 2.

Cet article remplace l'article 2 de la loi du 30 juin 1967 portant extension de la mission du fonds d'indemnisation précité.

Les travailleurs pourront dorénavant bénéficier de la garantie de ce fonds, non seulement en cas de fermeture d'entreprise au sens de l'article 2 de la loi du 28 juin 1966, mais également dans tous les cas où un nouvel employeur en remplacerait un ancien sans prendre en charge les obligations du premier à l'égard des travailleurs.

Par voie d'amendement (Doc. n° 738/6-II), M. Willy Claes prévoit l'extension de cette disposition aux entreprises sans finalité commerciale ou industrielle, comme le propose le C. N. T. dans son avis n° 488.

Le Ministre de l'Emploi et du Travail fait remarquer que le risque est pratiquement inexistant dans ces entreprises. De plus, l'Etat devrait indirectement supporter la charge des cotisations au Fonds, étant donné que la plupart de ces entreprises sont subsidiées par lui.

L'amendement est rejeté par 20 voix contre 8 et 1 abstention et l'article adopté par 20 voix contre 8.

Art. 3.

Cet article remplace l'article 4 de la loi du 30 juin 1967 précitée. La modification proposée découle de l'extension du champ d'application de la loi que prévoit l'article 2 du projet.

Le remplacement de l'employeur est une nouvelle notion qui demande à être explicitée.

L'analyse des articles de l'exposé des motifs cite les cas de fusion, d'absorption, de cession. Le Ministre de l'Emploi et du Travail y ajoute la scission donnant naissance à une nouvelle entité, la restructuration, la reprise après faillite.

N'est évidemment pas visé, le cas de la succession du père décédé par le fils, à la tête de l'entreprise.

A la 5^e ligne du texte néerlandais, le mot « verbroken » est remplacé par « beëindigd ».

Un amendement de M. Lenssens (Doc. n° 738/5-II) veut éviter deux écueils. Un premier apparaît lorsqu'une entreprise qui a licencié un travailleur âgé bénéficiant de la prépension, doit fermer.

L'employeur en effet paie l'indemnité complémentaire prévue par la convention collective n° 17 jusqu'au moment où se produit la fermeture. Or, cette fermeture pourra se produire, 1, 2, 3 ou même 5 ans après la mise à la prépension.

Zijn amendement beoogt natuurlijk meer de tijdelijke, stagedoende en bij contract aangeworven personeelsleden dan het vastbenoemde personeel dat onder het desbetreffende statuut valt. De voordelen zouden van tijdelijke aard zijn.

Ten slotte wijst de indiener er nog op dat de andere maatregelen van het herstelplan zowel de particuliere als de overheidssector op het oog hebben.

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid merkt op dat de overheid geen bijdrage betaalt aan het Fonds tot vergoeding van de in geval van sluiting van ondernemingen ontslagen werknemers en dat het verkieslijk zou zijn een andere oplossing te zoeken in het kader van het openbaar ambt.

Het amendement wordt verworpen met 20 tegen 5 stemmen en 2 onthoudingen.

Art. 2.

Dit artikel vervangt artikel 2 van de wet van 30 juni 1967 tot verruiming van de opdracht van het voornoemde Fonds.

Voortaan zullen de werknemers de waarborg van dit fonds kunnen genieten niet alleen in geval van sluiting van een onderneming in de zin van artikel 2 van de wet van 28 juni 1966, maar ook in alle gevallen waarin een nieuwe werkgever in de plaats komt van de vroegere, zonder dat hij de verplichtingen van deze laatste tegenover de werknemers overneemt.

Bij wijze van amendement stelt de heer Willy Claes (Stuk n° 738/6-II) voor die bepaling uit te breiden tot de ondernemingen zonder handels- of industriële finaliteit, zoals de Nationale Arbeidsraad het in zijn advies n° 488 voorstelt.

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid merkt op dat er in die ondernemingen vrijwel geen risico van die aard bestaat. Voorts zouden de bijdragen aan het Fonds onrechtstreeks ten laste van de Staat vallen, aangezien de meeste van die ondernemingen door hem worden gesubsidieerd.

Het amendement wordt verworpen met 20 tegen 8 stemmen en 1 onthouding. Het artikel wordt aangenomen met 20 tegen 8 stemmen.

Art. 3.

Dit artikel vervangt artikel 4 van de voornoemde wet van 30 juni 1967. De voorgestelde wijziging vloeit voort uit de verruiming van het toepassingsgebied van de wet waarvan sprake is in artikel 2 van het ontwerp.

De vervanging van de werkgever is een nieuw begrip dat nader moet worden omschreven.

In de memorie van toelichting wordt bij het desbetreffende artikel gesproken van fusie, opslorping, overdracht. De Minister van Tewerkstelling en Arbeid voegt daaraan toe de splitsing waaruit een nieuwe eenheid ontstaat, de herstructurering, de overname na faillissement.

Het geval van de zoon die zijn vader na diens dood aan het hoofd van het bedrijf opvolgt, wordt hier natuurlijk niet bedoeld.

Op de vijfde regel van de Nederlandse tekst wordt het werkwoord « verbroken » vervangen door « beëindigd ».

Een door de heer Lenssens voorgesteld amendement (Stuk n° 738/5-II) wil tegemoet komen aan twee bezwaren. Een eerste rijst wanneer een onderneming, die een bejaarde werknemer met brugpensioen ontslagen heeft, gesloten wordt.

De werkgever betaalt immers de in de Collectieve Arbeids-overeenkomst n° 17 bedoelde aanvullende vergoeding tot op het ogenblik van de sluiting. Die sluiting kan zich 1, 2, 3, ja zelfs 5 jaar na het ingaan van het brugpensioen voordoen.

A partir de la fermeture, les obligations patronales seront reprises par le Fonds mais il est évident que l'obligation de garantie du Fonds ne prend cours qu'au moment de la fermeture, et cela pour l'avenir.

Lorsqu'un Fonds de sécurité ou un autre Fonds de garantie sectoriel a payé les indemnités complémentaires en lieu et place de l'employeur, le Fonds sectoriel ne pourra jamais récupérer à charge du Fonds de fermeture les indemnités payées et dues avant la fermeture.

Un deuxième écueil apparaît concernant l'application de l'article 4 de la loi du 30 juin 1967 qui précise que la garantie donnée par cette loi s'applique lorsque le contrat de louage de travail a été rompu dans les douze mois (ouvriers) ou dix-huit mois (employés) qui précèdent la fermeture de l'entreprise.

Lorsque le Fonds de fermeture doit payer l'indemnité complémentaire prévue par la convention collective de travail, n° 17 relative à la prépension, conformément à la disposition légale précitée, ce paiement n'est pas garanti si les travailleurs bénéficient de l'indemnité complémentaire avant que les délais précités ne prennent cours.

La garantie de la prépension devant être complète, une adaptation du texte s'impose.

Cet amendement et l'article amendé sont adoptés à l'unanimité.

Art. 4.

Cet article, qui traite de la subrogation du fonds d'indemnisation précité aux droits et actions du travailleur vis-à-vis de l'employeur-débiteur d'avantages, est adopté sans discussion, à l'unanimité.

Section 2.

Stage des jeunes.

Art. 5.

Cet article pose le principe du stage. Ce stage dans une administration ou une entreprise est ouvert aux jeunes de moins de 30 ans, n'ayant pas encore exercé d'activité professionnelle. Un tableau comparant le stage prévu par le projet et celui instauré par l'arrêté royal du 13 août 1975 relatif à la promotion de stages dans les entreprises pour des diplômés demandeurs d'emploi, est repris en annexe 4.

Il a été demandé si l'accès au stage était ouvert aux jeunes diplômés qui ne peuvent bénéficier d'allocations de chômage, soit parce que l'O. N. E. M. estime que leurs études ne les préparent pas normalement à l'exercice d'une profession salariée, soit parce que les études choisies se poursuivent au-delà de la date limite de 25 ans (art. 124, 1° et 4°, de l'arrêté royal du 20 décembre 1963 relatif à l'emploi et au chômage).

Le Ministre de l'Emploi et du Travail répond que tous les jeunes qui n'ont pas encore exercé une activité professionnelle ont la possibilité d'effectuer un stage.

Dès lors, ils ne doivent pas avoir droit aux allocations de chômage. C'est justement pour que tous les jeunes jusqu'à l'âge de 30 ans puissent être aidés dans la recherche d'une occupation, que ce projet de loi a été élaboré.

Vanaf de sluiting worden de verplichtingen van de werkgever overgenomen door het Fonds, maar het spreekt vanzelf dat dit Fonds slechts tot garantielijkt gehouden is vanaf het ogenblik van de sluiting en, van dan af, ook voor de toekomst.

Wanneer een Fonds voor bestaanszekerheid of een ander sectorieel waarborgfonds de aanvullende vergoeding heeft betaald in de plaats van de werkgever, zal het sectoriële Fonds de vóór de sluiting verschuldigde en betaalde vergoedingen nooit kunnen terugvorderen van het sluitingsfonds.

Een tweede bezwaar rijst in verband met de toepassing van artikel 4 van de wet van 30 juni 1967, waarin bepaald wordt dat de door die wet verleende waarborg van toepassing is wanneer de arbeidsovereenkomst beëindigd is minder dan twaalf maanden vóór de sluiting van de onderneming wanneer het om een arbeider gaat en minder dan achttien maanden vóór de sluiting wanneer het om een bediende gaat.

Wanneer het sluitingsfonds de in de Collectieve Arbeidsovereenkomst n° 17 betreffende het brugpensioen bedoelde aanvullende vergoeding moet uitkeren overeenkomstig de voornoemde wetsbepaling, is de uitkering niet gewaarborgd indien de werknemer de aanvullende vergoeding geniet voordat de hoger vermelde termijnen zijn ingegaan.

Aangezien het brugpensioen volledig gewaarborgd moet zijn, is een aanpassing van de tekst noodzakelijk.

Dit amendement en het aldus gewijzigde artikel worden eenparig aangenomen.

Art. 4.

Dit artikel handelt over het feit dat het voormelde vergoedingsfonds in de rechten en vorderingen van de werknemer treedt tegenover de werkgever die bepaalde voordelen verschuldigd is. Het wordt zonder bespreking eenparig aangenomen.

Afdeling 2.

Stage van jongeren.

Art. 5.

Dit artikel vestigt het beginsel van de stage. Die stage wordt mogelijk in een administratie of in een onderneming voor jongeren van minder dan 30 jaar die nog geen beroepsarbeid hebben verricht. In bijlage 4 wordt een vergelijkende tabel gegeven van de stage waarvan sprake is in het ontwerp en de stage die ingevoerd werd bij het koninklijk besluit van 13 augustus 1975 betreffende het bevorderen van stages in de ondernemingen voor werkzoekende afgestudeerden.

gevraagd wordt of de toegang tot die stage tevens openstaat voor jonge afgestudeerden die geen werkloosheidsuitkering kunnen genieten, omdat de R. V. A. van oordeel is dat hun studies hen normalerwijs niet op de uitoefening van een bezoldigd beroep voorbereiden, ofwel omdat de gekozen studies langer duren dan de leeftijdsgrens van 25 jaar (artikel 124, 1° en 4°, van het koninklijk besluit van 20 december 1963 betreffende arbeidsvoorziening en werkloosheid).

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid antwoordt dat alle jongeren die nog geen beroepsarbeid hebben verricht, de mogelijkheid hebben om een stage door te maken.

Bijgevolg hoeven zij geen recht te hebben op werkloosheidsuitkering. Juist om alle jongeren tot de leeftijd van 30 jaar te kunnen helpen bij het zoeken naar een betrekking, is dit wetsontwerp uitgewerkt.

Une proposition de remplacer la notion d'entreprise par celle d'employeur qui serait plus usitée en droit du travail, n'est pas retenue.

Selon le texte, seuls les jeunes n'ayant pas encore exercé d'activité professionnelle seront admis au stage. Rencontrant le souci de plusieurs membres, le Ministre de l'Emploi et du Travail a déclaré que la possibilité d'effectuer le stage serait étendue par l'arrêté d'exécution aux jeunes n'ayant pas travaillé plus de 6 mois et à ceux qui ont bénéficié, après avoir exercé une activité professionnelle ou non, d'une formation professionnelle de l'ONEM. Le travail saisonnier, le travail des étudiants pendant leurs études et les stages des étudiants ne seraient pas considérés comme du travail excluant la possibilité d'effectuer le stage. La possibilité du stage est également ouverte aux jeunes qui n'ont pas encore rempli leurs obligations militaires et le sera à ceux qui auraient déjà effectué un stage ne dépassant pas six mois en application de l'arrêté royal du 13 août 1975 précité, suivi d'une occupation de six mois dans une entreprise.

Afin de pouvoir se prononcer en meilleure connaissance de cause sur le principe du stage, le vote de cet article fut différé jusqu'après l'examen des autres articles de la section.

L'article est adopté par 21 voix contre 3 et 1 abstention.

Art. 6.

Cet article détermine ce qu'il faut entendre par administration pour l'application du stage.

Le 1^o vise les administrations et autres services de l'Etat, y compris les établissements d'enseignement.

On s'est demandé si tous les établissements d'enseignement, tant ceux de l'Etat que ceux du secteur libre subsidie étaient visés. Tant la notion d'administration que le libellé du 1^o semblent exclure ces derniers établissements. Le Ministre de l'Emploi et du Travail ayant déclaré que tous les établissements d'enseignement étaient visés par cet article, ce qui correspond au vœu de la commission, celle-ci a souhaité distraire les établissements d'enseignement des dispositions qui concernent les administrations.

Un amendement de M. Marc Olivier qui retire les établissements d'enseignement de la section 2 (Doc. n^o 738/7-II) pour les reprendre sous une section 2bis nouvelle, est retiré par l'auteur.

Un amendement du Gouvernement (Doc. n^o 738/10-I) rencontre en son § 3 le point de vue de la commission.

On a attiré l'attention sur les possibilités d'emploi supplémentaires qu'offrirait l'enseignement, s'il était mis fin aux cumuls de fonctions dans ce secteur et si un maximum d'heures de cours était instauré pour chaque enseignant en tenant compte des divers emplois exercés par une même personne dans différents établissements.

Le Ministre de l'Emploi et du Travail a informé la commission que les ministres de l'Education nationale et les délégués syndicaux se basant sur une décision de principe déjà prise, examineraient le problème du cumul de fonctions en vue de dégager des emplois et que des mesures législatives seraient prises à ce sujet.

Il a été demandé comment se ferait le décompte du personnel pour l'application du principe d'un stagiaire par 100 membres de l'effectif du personnel :

a) Dans les établissements d'enseignement, tiendra-t-on compte de tout le personnel relevant d'une même autorité, par exemple, lorsque le pouvoir organisateur est une commune, tiendra-t-on compte soit de tout le personnel employé

Een voorstel om het begrip onderneming te vervangen door dat van werkgever — dit begrip zou in het arbeidsrecht meer gebruikelijk zijn — wordt afgewezen.

Volgens de tekst van het ontwerp zullen alleen de jongeren die nog geen beroepsarbeid hebben uitgeoefend, tot de stage worden toegelaten. Tal van leden spreken hun bezorgdheid hierover uit en de Minister van Tewerkstelling en Arbeid verklaart dat de stagemogelijkheid bij een uitvoeringsbesluit zal worden uitgebreid tot de jongeren die niet meer dan zes maanden hebben gewerkt en tot degenen die, na al dan niet beroepsarbeid te hebben verricht, een beroepsopleiding bij de R. V. A. hebben genoten. Seizoenarbeid en studentenarbeid gedurende de studies noch studentenstages zouden worden aangezien als arbeid die de mogelijkheid uitsluit om een stage te verrichten. De stagemogelijkheid wordt eveneens opengesteld voor jongeren die hun militaire dienstplicht nog niet hebben vervuld en hij zal ook opengesteld worden voor degenen die een stage van minder dan zes maanden hebben verricht krachtens het voormelde koninklijk besluit van 13 augustus 1975, gevolgd door een tewerkstelling van zes maanden in een bedrijf.

Ten einde met grotere kennis van zaken over het beginsel van de stage uitspraak te kunnen doen, wordt de stemming over dit artikel uitgesteld tot na de bespreking van de andere artikelen van de afdeling.

Het artikel wordt aangenomen met 21 tegen 3 stemmen en 1 onthouding.

Art. 6.

Dit artikel bepaalt wat voor de toepassing van de stage onder « administratie » moet worden verstaan.

Het 1^o doelt op de rijksdiensten en andere overheidsdiensten, inclusief de onderwijsinrichtingen.

De vraag wordt gesteld of hier alle onderwijsinrichtingen, die van de Staat zowel als die van het vrije gesubsidieerde onderwijs zijn bedoeld. Zowel het begrip « administratie » als de tekst van het 1^o lijken deze laatste inrichtingen uit te sluiten. De Minister van Tewerkstelling en Arbeid verklaart dat in dit artikel alle onderwijsinrichtingen worden bedoeld. Zulks stemt overeen met de wens van de Commissie, die tevens de onderwijsinrichtingen uit de bepalingen betreffende de administraties wil lichten.

Een amendement van de heer Marc Olivier die de onderwijsinrichtingen uit afdeling 2 wil lichten om ze in een nieuwe afdeling 2bis onder te brengen (Stuk n^o 738/7-II), wordt door de indiener ingetrokken.

Een regeringsamendement (Stuk n^o 738/10-I) komt in zijn § 3 tegemoet aan de zienswijze van de commissie.

De aandacht werd gevestigd op de supplementaire arbeidsmogelijkheden in het onderwijs als in die sector een einde werd gemaakt aan de cumulatie van functies en voor elke leerkracht een maximum aantal lessen wordt vastgesteld, rekening houdend met de verschillende betrekkingen die éénzelfde persoon in diverse inrichtingen vervult.

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid deelt de commissie mee dat de ministers van Nationale Opvoeding en de vakbondsafgevaardigden het probleem van de cumulatie van functies op grond van een reeds genomen principiële beslissing zullen onderzoeken, teneinde arbeidsplaatsen vrij te maken; tevens deelt hij mee dat ter zake wettelijke maatregelen zullen worden getroffen.

gevraagd wordt hoe het personeel voor de toepassing van het principe van een stagiair per honderd personeelsleden zal worden samengeteld :

a) Zal in de onderwijsinrichtingen rekening worden gehouden met al het personeel dat onder een zelfde gezag ressorteert; b.v. wanneer de inrichtende macht een gemeente is, zal rekening worden gehouden met al het personeel dat door

par la commune, soit de toutes les personnes relevant du secteur enseignement de la commune, soit du personnel enseignant fractionné par secteur d'enseignement, primaire, moyen, technique ?

Si ce dernier critère était retenu, les établissements d'enseignement seraient pratiquement exclus du champ d'application du stage, car séparément ils n'atteindraient que rarement 100 unités. Divers critères ont été avancés, entre autres celui de l'entité juridique, individualisée aux départements de l'Education nationale par un numéro, ou la localisation des divers secteurs d'enseignements en un même endroit, ou le fait de relever d'une même direction.

Sans parvenir à déterminer un critère, la commission est cependant d'avis :

1° qu'il n'y a pas lieu de regrouper tout le personnel du pouvoir organisateur : les agents de l'administration générale d'une commune ne doivent pas être compris avec le personnel enseignant de la commune pour atteindre les 100 unités nécessaires à l'engagement d'un stagiaire dans l'enseignement;

2° que pour un même pouvoir organisateur, les différentes sections d'enseignement devraient être comptées ensemble.

Le Ministre de l'Emploi et du Travail fait valoir que cet article ne concerne que le principe de l'application du stage aux établissements d'enseignement et que l'article 20, § 1 confie au Roi le soin de régler les modalités d'application. Celles-ci seront établies de commun accord entre les départements de l'Emploi et du Travail, de l'Education nationale et les organisations syndicales du secteur enseignant.

b) Au niveau communal, le personnel des régies communales, des C. A. P. sera-t-il compté avec le personnel communal dépendant directement du collège échevinal ?

Le Ministre de l'Emploi et du Travail déclare que ce problème, qui n'a pas encore été traité, sera réglé par arrêté royal, en exécution de l'article 20, § 3, du projet. Pour l'élaboration de ces règles, les syndicats seront également consultés.

c) En ce qui concerne les entreprises privées, la notion d'entreprise retenue est l'unité technique d'exploitation prévue par l'article 14 de la loi du 20 septembre 1948 sur l'organisation de l'économie et reprise au § 2 de l'amendement du Gouvernement (ibidem).

Les organisations de fait, telles que les syndicats tomberont sous l'application de la loi.

Le dernier alinéa de l'article prévoit que le Roi peut exclure certaines administrations du champ d'application du stage. Le Ministre de l'Emploi et du Travail cite l'exemple des administrations effectuant des opérations de contrôle, des services extérieurs comme ceux du Ministère des Affaires étrangères, certains services de la justice, de l'armée ou des services particuliers, comme le Comité supérieur de contrôle.

La possibilité de prévoir des stages à mi-temps a été évoquée. La loi n'en exclut pas la possibilité, déclare le Ministre de l'Emploi et du Travail, mais cela dépendra des possibilités de subsides que devra étudier l'O. N. Em.

Enfin, il a été demandé si le Département de la Fonction publique avait été consulté sur cette section et si celui de l'Intérieur le serait lorsqu'il sera question de régler l'application du stage dans les établissements d'enseignement communal.

de la commune is tewerkgesteld dan wel met alle personeelsleden die tot de sector « onderwijs » van de gemeente behoren, ofwel met het onderwijzend personeel ingedeeld per tak : lager, middelbaar, technisch onderwijs ?

In het laatste geval zouden zowat alle onderwijsinrichtingen buiten de toepassing van de stage vallen, want afzonderlijk zullen zij slechts zelden 100 personeelsleden halen. Verschillende criteria worden naar voren gebracht, onder meer dat van de juridische entiteit, wat in de departementen van Nationale Opvoeding door het toekennen van een nummer wordt aangeduid, of het feit dat verschillende onderwijssectoren in éenzelfde plaats zijn ondergebracht, of het feit dat alles van éézelfde directie afhangt.

Zonder een welbepaald criterium te hebben kunnen vastleggen is de commissie nochtans van oordeel :

1° dat het niet nodig is al het personeel van de inrichtende macht samen te tellen : de personeelsleden van de algemene diensten van een gemeentebestuur mogen niet met het onderwijzend personeel van de gemeente worden samengeteld om de vereiste honderd personeelsleden te bereiken teneinde een stagiair in het onderwijs te kunnen aannemen;

2° dat de verschillende onderwijsafdelingen van een zelfde inrichtende macht moeten worden samengeteld.

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid merkt op dat dit artikel enkel betrekking heeft op het beginsel van de toepassing van de stage op de onderwijsinrichtingen en dat artikel 20, § 1, de Koning ermee belast de wijze van toepassing vast te stellen. Deze zal in gemeen overleg tussen de departementen van Tewerkstelling en Arbeid en van Nationale Opvoeding en de vakbonden van de onderwijssector worden uitgewerkt.

b) Zal op het niveau van de gemeenten het personeel van de gemeentebedrijven en van de C. O. O.'s worden samengeteld met het gemeentepersoneel dat rechtstreeks onder het gezag valt van het schepencollege ?

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid verklaart dat dit probleem, dat nog niet werd besproken, bij koninklijk besluit en ter uitvoering van § 3 van artikel 20 van het ontwerp zal worden geregeld. Ook voor de uitwerking van die regels zullen de vakbonden worden geraadpleegd.

c) Met betrekking tot de particuliere ondernemingen zij erop gewezen dat men onder onderneming de technische bedrijfsseenheid dient te verstaan, bedoeld in artikel 14 van de wet van 20 september 1948 houdende organisatie van het bedrijfsleven en overgenomen in § 2 van het amendement van de Regering (ibidem).

Feitelijke verenigingen, zoals de vakbonden, zullen onder toepassing van de wet vallen.

Het laatste lid van het artikel bepaalt dat de Koning bepaalde administraties uit de werkingssfeer van de stage kan sluiten. De Minister van Tewerkstelling en Arbeid haalt het voorbeeld aan van de besturen die toezicht uitoefenen, de buitendiensten, zoals die van het Ministerie van Buitenlandse Zaken, sommige diensten van het gerecht en het leger of sommige bijzondere diensten, zoals het Hoog Comité van Toezicht.

Er is ook gesproken over de mogelijkheid stages op deeltijdse basis in te voeren. De Minister van Tewerkstelling en Arbeid verklaart dat de wet die mogelijkheid niet uitsluit, doch dat ze afhangt van de subsidiëringmogelijkheden, een aangelegenheid die moet worden bestudeerd door de R. V. A.

Ten slotte wordt gevraagd of het departement van het Openbaar Ambt over die afdeling om advies is gevraagd en of het departement van Binnenlandse Zaken zal worden geraadpleegd wanneer de toepassing van de stage in de gemeentelijke onderwijsinrichtingen moet worden geregeld.

Le Ministre répond que le projet de loi a été élaboré en collaboration avec le Secrétaire d'Etat à la Fonction publique et qu'il a été examiné en Conseil des ministres, où tous les ministres, y compris celui de l'Intérieur, ont pu émettre leurs observations.

Quant au secteur de l'enseignement il a été prévu à l'article 20, § 1 que le Roi pourra déterminer les modalités particulières pour ce secteur, tant en ce qui concerne la limite d'âge que les autres conditions. Le problème de la charge financière des stagiaires de l'enseignement public devra également être réglé en application de cet article.

L'amendement du Gouvernement et l'article amendé sont adoptés par 21 voix contre 4 et 1 abstention.

Art. 7.

Cet article dispose que les entreprises et administrations doivent accepter un stagiaire par cent travailleurs. L'effectif pris en considération est celui qui était occupé à la date du 30 juin dernier.

Un amendement de Mme Nelly Maes (Doc. n° 738/9-I) veut étendre l'application du stage aux sociétés occupant moins de cent travailleurs, mais à forte densité de capitaux.

Le critère serait un chiffre d'affaires annuel de 100 millions.

Subsidiairement (Doc. n° 738/10-III), le même auteur propose un autre critère pour l'assimilation des entreprises à forte densité de capitaux, à savoir un capital qui excéderait un montant par travailleur, à déterminer par le Roi.

Un autre membre est d'avis que le mieux serait de se référer et au chiffre d'affaires et au capital investi par travailleur.

Le Ministre de l'Emploi et du Travail est d'avis que la notion d'entreprise à forte densité de capitaux demande un examen plus approfondi.

Rencontrant cependant le souhait de la commission, il propose de compléter l'article 20, par un § 4 permettant l'extension du stage dans le sens désiré (Doc. n° 738/11-I art. 20, 2). L'adoption de cet amendement a entraîné le retrait des deux amendements précités.

Les précisions suivantes ont ensuite été fournies par le Ministre de l'Emploi et du Travail :

1) La loi ayant une application territoriale, il n'y a pas lieu de tenir compte des travailleurs d'une entreprise multinationale, qui seraient occupés à l'étranger;

2) Dans la législation du travail, le terme travailleur s'applique aussi bien aux secteurs public que privé;

3) Les intérimaires mis au travail dans une entreprise le 30 juin, doivent être pris en considération pour le calcul de l'effectif. Le projet de loi qui les concerne (Doc. Chambre n° 627/1) mentionne que ceux-ci sont pris en considération pour l'application de toutes les lois sociales qui prévoient un effectif déterminé. Ce principe peut être appliqué au présent projet;

4) Un intérimaire ayant une tâche opérationnelle dans l'entreprise, ne peut être stagiaire;

5) Le dépassement d'un stagiaire par 100 travailleurs ne pourra avoir lieu que dans des conditions strictes. L'article 11 prévoit en effet l'intervention de l'O. N. E. M. dans toute la procédure introduite par la section. En outre, un règlement

De Minister antwoordt dat het wetsontwerp werd uitgewerkt in samenwerking met de Staatssecretaris voor Openbaar Ambt en dat het is besproken in de Ministerraad, waar alle Ministers, die van Binnenlandse Zaken inbegrepen, opmerkingen hebben kunnen maken.

Inzake de onderwijssector stelt artikel 20, § 1, dat de Koning voor die sector bijzondere bepalingen kan uitvaardigen zowel wat de leeftijdsgrens als wat de andere voorwaarden betreft. Het probleem van de financiële last van de stagiairs in het openbaar onderwijs moet eveneens worden geregeld moet toepassing van dit artikel.

Het regeringsamendement en het gewijzigde artikel worden aangenomen met 21 tegen 4 stemmen en 1 onthouding.

Art. 7.

Dit artikel bepaalt dat de ondernemingen en administraties een stagiair per honderd werknemers moeten opnemen. De in aanmerking te nemen personeelssterkte is die van 30 juni jl.

Een amendement van Mevr. Nelly Maes (Stuk n° 738/9-I) wil de toepassing van de stage uitbreiden tot de kapitaalintensieve bedrijven met minder dan 100 werknemers.

Als criterium wordt een jaarlijkse omzet van 100 miljoen voorgesteld.

In bijkomende orde (Stuk n° 738/10-II) stelt dezelfde indiener een ander criterium voor de gelijkstelling van de kapitaalintensieve bedrijven voor, nl. een geïnvesteerd kapitaal dat een door de Koning te bepalen bedrag per werknemer overschrijdt.

Een ander lid meent dat het best ware te verwijzen naar de omzet zowel als naar het per werknemer geïnvesteerde kapitaal.

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid meent dat het begrip kapitaalintensief bedrijf grondiger moet worden onderzocht.

Hij wil nochtans tegemoet komen aan de wens van de commissie en stelt voor artikel 20 aan te vullen met een § 4, waardoor de stage in de gewenste zin kan worden uitgebreid (Stuk n° 738/11-I, art. 20, 2). Ingevolge de aanneming van dit amendement werden de twee voornoemde amendementen ingetrokken.

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid verstrekt nog de volgende bijzonderheden :

1) Aangezien de wet alleen een territoriale gelding heeft, dient geen rekening te worden gehouden met de werknemers van een multinationale onderneming die in het buitenland werkzaam zijn;

2) In de arbeidswetgeving slaat de term « werknemer » zowel op de overheids- als op de particuliere sector;

3) De in een onderneming op 30 juni tewerkgestelde uitzendkrachten worden meegeteld bij het berekenen van de personeelssterkte. Het wetsontwerp dat op hen betrekking heeft (Stuk Kamer n° 627/1), bepaalt dat zij in aanmerking komen voor de toepassing van alle sociale wetten waarin sprake is van een bepaalde personeelssterkte. Dit beginsel kan op het onderhavige ontwerp worden toegepast;

4) Een uitzendkracht met een operationele taak in de onderneming kan geen stagiair zijn;

5) De verhouding van een stagiair per 100 werknemers mag slechts worden overschreden onder zeer strenge voorwaarden. Artikel 11 voorziet immers in het optreden van de R. V. A. tijdens de hele in deze afdeling bepaalde proce-

de stage est fixé à l'article 14, tandis que l'article 12 établit des règles spéciales pour les services publics.

6) Le calcul des effectifs en fonction des niveaux se fera en application de l'article 20, § 3 pour le secteur public. Pour le secteur privé, il est préférable de laisser l'appréciation de ces mesures au conseil d'entreprise, plutôt que de prévoir des mesures générales de ventilation par exemple entre ouvriers, employés et personnel de cadre ou technique.

7) A moins qu'il n'en soient dispensés en application de l'article 20, § 2, les ateliers protégés sont tenus d'accepter des stagiaires.

La date de la prise en considération de l'effectif a été mise en cause. Le 30 juin « dernier » devrait être remplacé par une référence à l'année de stage si on veut éviter des difficultés d'interprétation en cas de prolongation de la durée du système du stage au-delà de l'année 1976.

On a ensuite critiqué cette date parce qu'elle permettait d'exclure les jeunes entreprises florissantes qui auraient atteint l'effectif de 100 travailleurs après le 30 juin 1975. On a encore attiré l'attention sur les secteurs à forte fluctuation de personnel sans qu'il s'agisse d'entreprises en difficulté. C'est le cas du secteur du bâtiment.

D'autre part, il a été estimé qu'il y avait lieu de maintenir une date située dans une période où des manipulations du personnel en prévision de l'instauration du système de stage étaient exclues.

Le Ministre de l'Emploi et du Travail signale que cette date est reprise dans le nombreuses lois et notamment dans la loi sur les fermetures d'entreprises. Il propose d'amender le texte pour préciser à quelle année le 30 juin se rapporte (Doc. n° 738/10-I).

L'amendement du Gouvernement et l'article amendé ont été adoptés par 18 voix contre 7 et 2 abstentions.

Art. 8.

Cet article fixe le but du stage. Le Ministre de l'Emploi et du Travail précise que le refus d'effectuer un stage dans une autre région que celle demandée par le stagiaire ou dans une spécialisation qui ne serait pas exactement celle du diplôme du stagiaire, mais qui serait similaire, pourrait entraîner une sanction pour le stagiaire, en ce sens qu'il pourrait ne plus être admis au bénéfice des allocations de chômage, en application de la réglementation en vigueur qui oblige les chômeurs inscrits comme demandeurs d'emploi à accepter tout emploi convenable ou toute formation professionnelle qui leur est offerte (art. 131 et 133 de l'arrêté royal du 20 décembre 1963 précité). Pour les administrations, par exemple, les grades universitaires sont tous mis sur un pied d'égalité, en ce qui concerne le recrutement d'agents du niveau 1 affectés à des tâches d'administration générale.

A la question de savoir si cette matière était régionalisable, le Ministre de l'Emploi et du Travail répond par la négative. Il s'agit d'une disposition de portée générale. Seule est régionalisée dans cette section la décision de dispenser du stage les entreprises en difficulté (art. 20, § 2 du projet).

Il a été demandé si le stage n'engendrerait pas les mêmes abus que le contrat d'apprentissage. Le Ministre de l'Emploi et du Travail fait remarquer que le contrat d'apprentissage concerne principalement le commerce et l'artisanat, où, con-

ture. Bovendien behelst artikel 14 een stagereglement. Voorts bevat artikel 12 bijzondere regelen voor de overheidsdiensten.

6) De berekening van de personeelssterkte volgens de verschillende niveaus zal in de overheidsfeer geschieden op grond van artikel 20, § 3. Voor de particuliere sector is het verkieslijk de ondernemingsraad over die maatregel te laten oordelen in plaats van algemene maatregelen inzake spreiding te voorzien bij voorbeeld tussen arbeiders, bedienden en leidinggevend of technisch personeel.

7) Behalve wanneer zij daarvan ontheven werden bij toepassing van artikel 20, § 2, moeten de beschermde werkplaatsen stagiaires aanvaarden.

Over de datum voor de vaststelling van de personeelssterkte rijst betwisting. 30 juni « jongstleden » zou moeten worden vervangen door een verwijzing naar het stagejaar, indien men interpretatiemoeilijkheden wil vermijden wanneer het stelsel van de stage na 1976 verlengd wordt.

Vervolgens is er kritiek op het feit dat ten gevolge van die datum jonge, bloeiende ondernemingen die na 30 juni 1975 100 werknemers telden, kunnen worden uitgesloten. Ook wordt nog de aandacht gevestigd op de bedrijfstakken waarin het aantal werknemers zeer wisselvallig is, ofschoon het daarom geen ondernemingen in moeilijkheden betreft. Dat is het geval met het bouwbedrijf.

Volgens sommige leden moet worden vastgehouden aan een datum die gesitueerd is in een periode toen er met het oog op de invoering van het stagesysteem nog niet gedacht kan worden aan manipulaties met het personeel.

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid wijst erop dat die datum in heel wat wetten voorkomt, met name in de wet op de sluiting van bedrijven. Hij stelt voor de tekst te amenderen ten einde te preciseren op welk jaar die datum van 30 juni betrekking heeft (Stuk n° 738/10-I).

Het regeringsamendement en het geamendeerde artikel worden aangenomen met 18 tegen 7 stemmen en 2 onthoudingen.

Art. 8.

Dit artikel bepaalt het doel van de stage. De Minister van Tewerkstelling en Arbeid preciseert dat de weigering om een stage te verrichten in een ander dan het door de stagiaire gevraagde geweest of in een specialisatie die wel gelijkt op doch niet precies dezelfde is als die van het diploma van de stagiaire, voor deze laatste een strafmaatregel kan meebrengen in die zin dat hij het voordeel van de werkloosheidsuitkeringen zou verliezen op grond van de van kracht zijnde reglementering die de als werkzoekenden ingeschreven werklozen verplicht elke behoorlijke betrekking of iedere beroepsopleiding die hem wordt voorgesteld te aanvaarden (zie de artikelen 131 en 133 van voornoemd koninklijk besluit van 20 december 1963). In de administratie bijvoorbeeld worden alle universitaire graden op gelijke voet gesteld met betrekking tot de aanwerving van personeelsleden van niveau I die belast worden met taken van algemeen bestuur.

Op de vraag of die aangelegenheid « regionaliseerbaar » is, antwoordt de Minister van Tewerkstelling en Arbeid ontkennend. Het betreft hier een bepaling met een algemene draagwijdte. In deze afdeling wordt slechts geregionaliseerd de beslissing om ondernemingen die in moeilijkheden verkeren van de stage vrij te stellen (artikel 20, § 2 van het ontwerp).

Gevraagd wordt of de stage niet tot dezelfde misbruiken aanleiding zal geven als het leercontract. De Minister van Tewerkstelling en Arbeid merkt op dat het leercontract vooral voorkomt in de handel en in de huisindustrie, waar

trairement à ce qui est prévu pour le stage, il n'y a pas de Conseil d'entreprise ni de délégation syndicale ou d'inspection du travail chargés d'en contrôler l'application. Dans le cas où, en application de l'article 13, § 1, le stage serait possible dans des entreprises comptant moins de 100 travailleurs, l'O. N. Em. serait garante de la régularité des opérations.

Soucieuse de garantir aux femmes des possibilités égales à celles des hommes en matière de stage, M^{me} Nelly Maes propose (Doc. n° 738/9-I) d'autoriser les stagiaires féminins à effectuer du travail de nuit.

Le travail de nuit des femmes faisant l'objet d'une convention internationale (Convention n° 41 de la Conférence internationale du Travail), il a plutôt été suggéré de garantir aux femmes un certain nombre de stages. Le Ministre de l'Emploi et du Travail préfère que le problème du travail de nuit soit réexaminé dans le cadre du droit international en vigueur et de la directive future de la C. E. E. concernant l'égalité des femmes et des hommes devant l'emploi.

Un membre relève encore que la convention sur le travail de nuit n° 41 précitée est mise en cause par la convention n° 111 de l'O. I. T. pendante devant la commission de l'Emploi et du Travail (Doc. Chambre n° 548/1) : le problème ne peut donc être traité incidemment à l'occasion d'un projet de loi à portée temporaire.

L'amendement est rejeté par 19 voix contre 5 et 1 abstention.

L'article est ensuite adopté par 20 voix contre 4 et 1 abstention.

Art. 9.

Cet article fixe la durée du stage à 6 mois ou 26 semaines, renouvelable pour six mois au maximum.

Le Ministre de l'Emploi et du Travail fournit les éclaircissements suivants :

1) la période de stage doit être ininterrompue, sauf s'il était convenu d'un stage à mi-temps;

2) la prolongation pour six mois au maximum ne peut avoir lieu qu'une seule fois;

3) à l'issue du stage, les stagiaires qui ne seraient pas engagés définitivement par l'entreprise, seront admis au bénéfice des allocations de chômage. Pour ceux qui ne pouvaient en bénéficier avant le stage, celui-ci pourra tenir lieu de période de référence;

4) à l'issue d'un premier stage, les stagiaires ne seront pas autorisés à en effectuer un nouveau dans une autre entreprise.

L'article est adopté par 20 voix contre 4 et 1 abstention.

Art. 10.

Cet article fixe l'indemnité de stage à 75 % — dans certains cas à 80 % et à 90 % en cas de prolongation — du salaire initial ou du barème minimal correspondant à la qualification du stagiaire, établie par le diplôme ou le certificat d'étude. Il précise aussi que cette indemnité doit être

geen ondernemingsraad, syndicale afvaardiging of arbeidsinspectie is die, volgens de voor de stage bepaalde regeling, over de toepassing van de desbetreffende bepalingen moeten waken. Wanneer op grond van artikel 13, § 1, het stagestelsel mogelijk is in ondernemingen met minder dan 100 werknemers, kan de R. V. A. voor de regelmatigheid van de verrichtingen instaan.

Mevr. Nelly Maes wil op het stuk van de stage aan de vrouwen gelijke mogelijkheden bieden als aan de mannen en stelt voor (Stuk n° 738/9-I) de vrouwelijke stagiaires toe te staan nachtarbeid te verrichten.

Aangezien over de nachtarbeid van vrouwen een internationale overeenkomst bestaat (overeenkomst n° 41 van de Internationale Arbeidsconferentie) wordt voorgesteld aan de vrouwen veeleer een bepaald aantal stages te waarborgen. De Minister van Tewerkstelling en Arbeid geeft er de voorkeur aan dat het vraagstuk van de nachtarbeid wordt onderzocht in het kader van het vigerende internationale recht en van de toekomstige E. E. G. richtlijnen betreffende de gelijke arbeid voor mannen en vrouwen.

Een lid doet nog opmerken dat de voormelde overeenkomst n° 41 betreffende de nachtarbeid trouwens op losse schroeven is komen te staan ingevolge de overeenkomst n° 111 van de I. A. O. die bij de Commissie voor de Tewerkstelling en Arbeid aanhangig is (Stuk Kamer n° 548/1) : het vraagstuk kan bijgevolg slechts toevallig worden behandeld naar aanleiding van een wetsontwerp met tijdelijke draagwijdte.

Het amendement wordt verworpen met 19 tegen 5 stemmen en 1 onthouding.

Het artikel wordt met 20 tegen 4 stemmen en 1 onthouding aangenomen.

Art. 9.

Volgens dit artikel is de duur van de stage op 6 maanden of 26 weken vastgesteld en is hij voor ten hoogste zes maanden hernieuwbaar.

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid verstrekt de volgende toelichting :

1) de stageperiode mag niet onderbroken worden, behalve indien een halftijdse stage is overeengekomen;

2) de stage kan slechts één keer met ten hoogste 6 maanden worden verlengd;

3) na het beëindigen van de stage kunnen de stagiaires die niet definitief door de onderneming in dienst worden genomen, aanspraak maken op werkloosheidsuitkering. Voor hen die geen werkloosheidsuitkering vóór de stage konden ontvangen, zal de stageperiode als referteperiode kunnen gelden;

4) aan het einde van een eerste stage is het de stagiaires niet toegestaan een nieuwe stage in een andere onderneming aan te vatten.

Het artikel wordt met 20 tegen 4 stemmen en 1 onthouding aangenomen.

Art. 10.

Bij dit artikel wordt de stagevergoeding vastgesteld op 75 % — in sommige gevallen op 80 % en zelfs op 90 % bij verlenging — van de aanvangswedde of van de minimumwedde overeenstemmend met de bekwaamheid van de betrokkenen, zoals deze blijkt uit zijn diploma of studie-

considérée comme une rémunération au sens de la loi concernant la protection de la rémunération des travailleurs.

M. Glinne propose par voie d'amendement en ordre principal (Doc. n° 738/6-III) d'octroyer une indemnité égale au salaire initial ou au barème minimal correspondant à la qualification du stagiaire.

Subsidiairement, il propose de confier au Roi, par une mesure régionalisée, le soin de relever les pourcentages des §§ 1 et 2 de l'article.

L'auteur fait valoir que les entreprises en difficulté seront dispensées du système de stage en application de l'article 20, § 2, et que, dès lors, rien ne justifie que les entreprises saines puissent engager des jeunes au rabais. De plus, les chômeurs placés par les pouvoirs publics ont droit à 100 % du salaire.

On s'est demandé aussi si une occupation qui ne correspond pas à la qualification de l'intéressé, par exemple, le recrutement d'un licencié en tant que rédacteur, était conforme au but du projet, qui est de préparer le stagiaire à l'emploi auquel le destinent ses études.

Le Ministre de l'Emploi et du Travail fait remarquer que les 75 % sont un minimum garanti. Il rappelle que le stage n'est qu'une période de transition entre l'enseignement et la mise au travail envisagée (art. 8); c'est une occasion donnée aux jeunes travailleurs de trouver une occupation en faisant un stage dans la vie professionnelle. Ce droit accordé aux jeunes demandeurs d'emploi entraîne des obligations pour le secteur économique.

Les entreprises occupant au moins 100 personnes sont en effet obligées d'engager des stagiaires à concurrence de 1 % de leur effectif, même s'ils n'ont pas besoin de travailleurs supplémentaires. Il ne faut donc pas alourdir les charges de ces entreprises qui seront en outre obligées de désigner un membre expérimenté de leur personnel, ayant fait preuve d'une certaine aptitude en matière de formation des jeunes, pour guider le ou les stagiaires.

La différence éventuelle de rémunération entre les stagiaires en application du présent projet et les stagiaires statutaires ou autres des administrations se justifie par le fait que les premiers n'ont pas de fonction productive.

Par ailleurs, il fait observer que des garanties d'emploi selon les aptitudes du stagiaire sont reprises dans l'article 14 du projet.

Le Ministre estime que l'amendement subsidiaire de M. Glinne alourdirait inutilement la procédure. Il signale que la loi du 1^{er} août 1974 créant des institutions régionales à titre préparatoire à l'application de l'article 107^{quater} de la Constitution range la politique de l'emploi parmi les matières régionalisées, mais non la fixation des salaires.

Il ne faut pas non plus perdre de vue que la section concernant le stage n'est en principe d'application que jusqu'au 31 décembre 1976.

Les deux amendements sont rejetés par 19 voix contre 7 et 2 abstentions.

Un amendement de M. Deneir (Doc. n° 738/6-V) faisant une distinction en matière de référence salariale entre le secteur privé et public, est adopté par 19 voix contre 7 et 2 abstentions.

Il a été demandé si l'allocation de chômage accordée aux stagiaires en chômage à la fin du stage, serait calculée sur base de la rémunération complète correspondant à la qualification du stagiaire, ou sur base de l'indemnité accordée durant le stage.

getuigschrift. Voorts wordt bepaald dat die vergoeding moet worden aangezien als een loon in de zin van de wet betreffende de bescherming van het loon der werknemers.

Bij wijze van amendement in hoofddeorde (Stuk n° 738/6-III) stelt de heer Glinne voor dat een vergoeding wordt betaald die gelijk is aan de aanvangswedde of de minimumwedde overeenstemmend met de bekwaamheid van de betrokkene.

In bijkomende orde stelt hij voor het aan de Koning over te laten, bij een geregionaliseerde maatregel, de in de §§ 1 en 2 van het artikel bedoelde percentages te verhogen.

De indiener voert aan dat de bedrijven in moeilijkheden met toepassing van artikel 20, § 2, zullen vrijgesteld worden van de verplichting het stagesysteem toe te passen en dat het derhalve niet verantwoord is dat gezonde bedrijven jongeren in dienst kunnen nemen tegen « gunstvoorwaarden ». Bovendien hebben de door de overheid tewerkgestelde werklozen recht op een 100 %-loon.

Voorts is de vraag gesteld of tewerkstelling voor een werk dat niet overeenstemt met de bekwaamheid van de betrokkene, b.v. het aanwerven van een licentiaat als opsteller, strookt met het door het ontwerp beoogde doel, namelijk de stagiaire voorbereiden op een betrekking waartoe hij door de gedane studie voorbestemd is.

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid merkt op dat de bedoelde 75 % een gewaarborgd minimum is. Hij herinnert eraan dat de stage slechts een overgang is tussen het genoten onderwijs en de beoogde tewerkstelling (art. 8); het is een kans op tewerkstelling die aan de jonge werknemers wordt geboden door hen een stage in het beroepsleven te laten verrichten. Dit recht, dat aan de jonge werkzoekenden wordt verleend, brengt verplichtingen met zich voor het bedrijfsleven.

De bedrijven die ten minste 100 werknemers in dienst hebben, zijn immers verplicht stagiaires aan te trekken tot een beloop van 1 % van hun personeelsformatie, zelfs als zij geen nieuwe werkkrachten nodig hebben. Men moet de door die bedrijven te dragen lasten niet nog zwaarder maken, want zij zullen bovendien verplicht zijn een ervaren personeelslid aan te wijzen, dat enige bekwaamheid inzake opleiding van jongeren bezit, om de stagiaire te begeleiden.

Het eventueel verschil in loon tussen de stagiaires bij toepassing van dit ontwerp en de statutaire of andere stagiaires van de administraties is gerechtvaardigd wegens het feit dat de eerstgenoemden geen produktieve functie vervullen.

Anderzijds zij opgemerkt dat waarborgen inzake werkgelegenheid naargelang van de geschiktheid van de stagiaire in artikel 14 van het ontwerp zijn opgenomen.

Volgens de Minister zou het amendement in bijkomende orde van de heer Glinne de procedureodeloos verzwaren. Hij wijst erop dat in de wet van 1 augustus 1974 tot oprichting van gewestelijke instellingen, ter voorbereiding van de toepassing van artikel 107^{quater} van de Grondwet wel het werkgelegenheidsbeleid, doch niet de vaststelling van de lonen onder de geregionaliseerde materies voorkomt.

Men mag ook niet uit het oog verliezen dat de afdeling betreffende de stage in beginsel slechts tot 31 december 1976 van toepassing is.

De beide amendementen worden met 19 tegen 7 stemmen en 2 onthoudingen verworpen.

Een amendement van de heer Deneir (Stuk n° 738/6-V) waarbij inzake loonreferenties een onderscheid wordt gemaakt tussen de particuliere en de overheidssector, wordt met 19 tegen 7 stemmen en 2 onthoudingen aangenomen.

Gevraagd wordt of de werkloosheidsuitkering die aan de werkloze stagiaires aan het einde van de stage wordt toegekend, zal worden berekend op basis van de met de bekwaamheid van de stagiaire overeenstemmende volledige bezoldiging, dan wel op basis van de tijdens de stage toegekende vergoeding.

Le Ministre de l'Emploi et du Travail reconnaît que cette question n'a pas encore été étudiée. Le problème s'étend aux secteurs des accidents du travail, des maladies professionnelles et de l'assurance-indemnité de l'A. M. I.

M. Deneir propose que ces indemnités et allocations soient calculées en tenant compte de la rémunération complète servant de base au calcul de l'indemnité de stage (Doc. n° 738/9-V). Cet amendement est retiré, le Gouvernement ayant proposé de confier au Roi le soin de régler cette question (Doc. n° 738/11-I). La commission entend que cette matière soit réglée dans le sens voulu par l'amendement retiré.

L'amendement du Gouvernement est adopté par 19 voix contre 7 et 2 abstentions.

L'article amendé est adopté par 19 voix contre 7 et 2 abstentions.

Art. 11.

Cet article règle le problème de l'introduction de la demande d'effectuer un stage. Cette demande doit être introduite auprès du bureau de placement de l'O. N. Em. le plus proche du domicile du candidat.

Le cas des enfants de militaires belges résidant en République fédérale d'Allemagne a été évoqué. Pour ces candidats au stage, la demande devra être introduite auprès du bureau de placement de l'O. N. Em. le plus proche de l'Allemagne ou du domicile du candidat en Belgique.

L'article est adopté par 21 voix contre 4 et 1 abstention.

Art. 12.

Cet article prévoit que le stage dans l'administration ne donne aucun droit à nomination et fixe la procédure applicable aux demandes d'effectuer un tel stage.

M. Glinne estime qu'un droit à nomination doit être attribué aux stagiaires lauréats d'un examen de recrutement organisé par le Secrétariat permanent au recrutement et dont le stage a été jugé suffisant par l'administration (Doc. n° 738/6-III). Il entend éviter que, lors d'un recrutement définitif futur, ces stagiaires soient exclus de toute nomination. On a fait observer que cet amendement pourrait avoir pour effet de modifier le classement des examens de recrutement.

Un membre a par ailleurs proposé que le stage puisse valoir comme stage statutaire précédant la nomination définitive; un autre souhaite que, pour le secteur privé, il puisse compter comme période d'essai dans le contrat de travail qui suivrait.

Le Ministre de l'Emploi et du Travail répond que le Gouvernement examinera la possibilité de faire valoir le stage (système légal) comme s'il était prévu par le statut du personnel des ministères, en ce qui concerne les niveaux 2, 3 et 4.

Quant au niveau 1, cette solution n'est pas possible, car pour ces fonctionnaires, le stage a une durée d'un an et instauré d'une manière précise, notamment par l'organisation de cours théoriques.

Le Ministre déclare ensuite que dans l'arrêté d'exécution pris sur base de l'article 20, § 3, il sera précisé que les lauréats précités auront un droit de priorité au stage.

Le Ministre ajoute que l'article 16 prévoit que le stage a le caractère d'un contrat à durée déterminée ayant une

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid geeft toe dat deze kwestie nog niet is onderzocht. Het probleem omvat de sectoren van de arbeidsongevallen, de beroepsziekten en de uitkeringsverzekering van de Z. I. V.

De heer Deneir stelt voor die vergoedingen en uitkeringen te berekenen op basis van het volledige loon dat aan de berekening van de stagevergoeding ten grondslag ligt (Stuk n° 738/9-V). Dit amendement wordt ingetrokken, aangezien de Regering voorgesteld heeft de regeling van deze kwestie aan de Koning toe te vertrouwen (Stuk n° 738/11-I). De commissie wil dat deze kwestie wordt geregeld in de zin als aangegeven in het ingetrokken amendement.

Het regeringsamendement wordt met 19 tegen 7 stemmen en 2 onthoudingen aangenomen.

Het geamendeerde artikel wordt met 19 tegen 7 stemmen en 2 onthoudingen aangenomen.

Art. 11.

Dit artikel regelt het vraagstuk van de indiening van de aanvraag tot het vervullen van een stage. Deze aanvraag wordt ingediend bij het plaatsingsbureau van de R. V. A. dat het dichtst bij de woonplaats van de kandidaat gelegen is.

Het geval van de kinderen van Belgische militairen die in de Bondsrepubliek Duitsland verblijven, komt eveneens ter sprake. Voor deze kandidaat-stagiaires moet de aanvraag worden ingediend bij het plaatsingsbureau van de R. V. A. dat het dichtst bij Duitsland of bij de Belgische woonplaats van de kandidaat is gelegen.

Het artikel wordt met 21 tegen 4 stemmen en 1 onthouding aangenomen.

Art. 12.

Dit artikel bepaalt dat de stage in de administratie geen enkel recht op benoeming geeft en het stelt de procedure vast die op de aanvragen tot het vervullen van zulk een stage van toepassing is.

De heer Glinne is de mening toegedaan dat een recht op benoeming moet worden toegekend aan de stagiaires die geslaagd zijn voor een door het Vast Wervingssecretariaat georganiseerd aanwervingsexamen en wier stage door de Administratie toereikend wordt geacht (Stuk n° 738/6-III). Hij wil daarmee voorkomen dat de betrokken stagiaires bij een toekomstige vaste aanwerving van iedere benoeming worden uitgesloten. Daarbij wordt opgemerkt dat dit amendement een wijziging van de rangschikking voor de aanwervingsexamens kan veroorzaken.

Anderzijds stelt een lid voor de stage eventueel te laten gelden als een statutaire stage die aan de vaste benoeming voorafgaat; een ander lid wenst dat in de particuliere sector de stage eventueel zou meegeteld worden als proefperiode voor de arbeidsovereenkomst die erop volgt.

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid antwoordt dat de Regering de mogelijkheid zal onderzoeken om de stage (wettelijk systeem) te laten gelden alsof erin voorzien was bij het statuut van het personeel van de Ministeries op de niveau's 2, 3 en 4.

Die oplossing geldt niet voor niveau 1 aangezien de stage voor die ambtenaren één jaar duurt en nauwkeurig geregeld is, met name door de organisatie van theoretische cursussen.

De Minister verklaart nog dat in het uitvoeringsbesluit dat op grond van artikel 20, § 3 zal worden genomen, bepaald zal worden dat de voormelde geslaagde kandidaten een recht van voorrang op de stage kunnen doen gelden.

De Minister voegt eraan toe dat artikel 16 bepaalt dat de stage het karakter heeft van een overeenkomst van be-

clause d'essai. Il en conclut que lorsqu'un stage est suivi d'un engagement en vertu d'un contrat de travail d'une durée illimitée, il est exclu que ce nouveau contrat prévoit une autre clause d'essai. La législation sur le contrat de travail interdit la répétition de deux clauses d'essai.

L'auteur de l'amendement a retiré celui-ci, à la suite du dépôt d'un amendement par le Gouvernement (Doc. n° 738/11-I) dont la version correspond avec la sienne.

L'amendement gouvernemental est adopté par 19 voix contre 7 et 2 abstentions.

Un amendement de M. Deneir (Doc. n° 738/6-V) précisant que le candidat stagiaire doit être prévenu « par écrit » du fait que le stage ne donne pas droit à nomination, est adopté par 19 voix contre 7 et 2 abstentions.

L'article amendé est adopté par 20 voix contre 7 et 2 abstentions.

Art. 13.

Cet article prévoit la possibilité d'étendre le système de stage dans les petites et moyennes entreprises. Pour stimuler cette extension, des primes dont le montant, les conditions d'octroi et les modalités de paiement sont déterminés par le Roi, après délibération en Conseil des ministres, peuvent être accordées par l'Etat.

Un amendement de M. Van Geyt (Doc. n° 738/5-I) assortissant cette disposition d'une garantie de maintien du niveau de l'emploi, est retiré après que le Ministre de l'Emploi et du Travail eut déclaré que l'article 18 offrait une garantie suffisante.

L'amendement de M. Glinne (Doc. n° 738/10-VI) régionalisant les mesures à prendre par arrêté royal, est rejeté par 21 voix contre 5 et 1 abstention, le Ministre ayant fait valoir que les primes d'emploi accordées actuellement par le département des Classes moyennes aux petites et moyennes entreprises n'étaient pas non plus régionalisées.

L'article est adopté par 21 voix contre 6.

Art. 14.

Cet article règle l'organisation du stage dans l'entreprise.

Un amendement de M. Deneir (Doc. n° 738/6-V) précisant que le contrat de stage doit être établi au plus tard au moment de l'entrée en service, doit comporter une série d'éléments et doit être transmis sous forme de copie à l'O. N. Em. dans un délai préfixé.

Le Ministre de l'Emploi et du Travail fait référence aux dispositions de l'arrêté royal du 13 août 1975 sur l'organisation des stages et garantit que ce que prévoit l'amendement, y compris le premier alinéa, se retrouvera dans l'arrêté royal à prendre en cette matière. Il précise qu'à défaut de contrat établi au moment de l'entrée en service, le stagiaire devra être considéré comme étant engagé en tant que travailleur, lié par un contrat de durée indéterminée. Ces déclarations ont entraîné le retrait de l'amendement.

L'article est ensuite adopté par 20 voix contre 5.

paalde duur die een proefbeding bevat. Hieruit besluit hij dat, wanneer een stage gevolgd wordt door een verbintenis krachtens een arbeidsovereenkomst van onbepaalde duur, het uitgesloten is dat deze nieuwe overeenkomst in een ander proefbeding voorziet. De wetgeving op de arbeidsovereenkomst verbiedt de herhaling van twee proefbedingen.

De indiener van het amendement trekt dit in nadat de Regering een amendement heeft ingediend (Stuk n° 738/11-I) waarvan de opvatting met de zijne overeenstemt.

Het regeringsamendement wordt met 19 tegen 7 stemmen en 2 onthoudingen aangenomen.

Een amendement van de heer Deneir (Stuk n° 738/6-V), waarbij wordt voorgeschreven dat de kandidaat-stagiair « schriftelijk » moet worden verwittigd van het feit dat de stage geen recht op benoeming verleent, wordt met 19 tegen 7 stemmen en 2 onthoudingen aangenomen.

Het geamendeerde artikel wordt met 20 tegen 7 stemmen en 2 onthoudingen aangenomen.

Art. 13.

Door dit artikel wordt het mogelijk het stelsel van de stage tot de kleine en middelgrote ondernemingen uit te breiden. Daartoe zouden door de Staat premies worden uitbetaald waarvan het bedrag, de voorwaarden van toekenning en de wijze van uitbetaling worden bepaald door de Koning na beraadslaging in Ministerraad.

Een amendement van de heer Van Geyt (Stuk n° 738/5-I) die aan deze bepaling een waarborg wil koppelen voor de handhaving van de werkgelegenheid, wordt ingetrokken nadat de Minister van Tewerkstelling en Arbeid heeft verklaard dat artikel 18 voldoende waarborgen inhoudt.

Het amendement van de heer Glinne (Stuk n° 738/10-VI), waarbij de bij koninklijk besluit te treffen maatregelen worden geregionaliseerd, wordt verworpen met 21 tegen 5 stemmen en 1 onthouding, nadat de Minister heeft opgemerkt dat de thans door het departement van Middenstand aan de kleine en middelgrote ondernemingen toegekende tewerkstellingspremies evenmin geregionaliseerd zijn.

Het artikel wordt aangenomen met 21 tegen 6 stemmen.

Art. 14.

Dit artikel regelt de organisatie van de stage in de ondernemingen.

In een amendement van de heer Deneir (Stuk n° 738/6-V) wordt gepreciseerd dat de stageovereenkomst wordt opgemaakt ten laatste op het ogenblik van de indiensttreding en een aantal gegevens moet bevatten en dat een afschrift ervan binnen een voorafbepaalde termijn aan de R. V. A. moet worden toegezonden.

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid verwijst naar de bepalingen van het koninklijk besluit van 13 augustus 1975 betreffende de organisatie van de stages en hij geeft de verzekering dat wat bij het amendement, het eerste lid inbegrepen, wordt bepaald, kan worden teruggevonden in het terzake uit te vaardigen koninklijk besluit. Hij preciseert dat, wanneer geen overeenkomst werd opgesteld op het ogenblik van de indiensttreding, de stagiaire zal worden beschouwd als een bij een overeenkomst van onbepaalde duur aangeworven werknemer. Als gevolg van die verklaring wordt het amendement ingetrokken.

Vervolgens wordt het artikel aangenomen met 20 tegen 5 stemmen.

Art. 15.

Cet article confie la surveillance de l'exécution des stages dans l'entreprise au conseil d'entreprise ou, à défaut de conseil, à la délégation syndicale.

Le bureau régional de l'O. N. E. M. est chargé de son côté de faire régulièrement rapport au Comité subrégional de l'Emploi sur l'application de la loi.

Deux amendements ont trait à la surveillance, l'un, de M. Van Daele (Doc. n° 738/6-VI) confie cette surveillance en cascade :

- 1) au conseil d'entreprise;
- 2) à la délégation syndicale;
- 3) au comité de sécurité et d'hygiène;
- 4) aux délégués des organisations représentatives des travailleurs;
- 5) aux travailleurs de l'entreprise.

Cet amendement part de la conception que dans le projet de loi le stage est d'application aux entreprises comptant 100 unités.

L'auteur relève que dans les entreprises de 100 à 150 travailleurs il n'y a pas de conseil d'entreprise et pas toujours de délégation syndicale.

Dans ce cas et en cas d'extension du système du stage aux entreprises comptant moins de 100 travailleurs (art. 13), il n'y aurait pas de surveillance.

De là la nécessité des organes de contrôle supplémentaires, selon le modèle de ce qui est prévu par la C. C. T., n° 17.

L'autre amendement, de M. Deneir (Doc. n° 738/9-V, remplaçant celui présenté au document n° 738/6-V) instaure une consultation préalable et un contrôle des quatre premiers organes mentionnés dans le premier amendement.

Le premier amendement est retiré par son auteur tandis que le second est adopté, ainsi que l'article amendé, par 21 voix contre 5 et 1 abstention.

Le 4° de l'amendement doit être lu comme suit :

« 4° les représentants des organisations... »
et il est entendu qu'il s'agit d'abord de ceux pris au sein de l'entreprise et ensuite, à défaut de ces derniers, des représentants de ces organisations, pris en dehors de l'entreprise.

Art. 16.

Cet article stipule que les dispositions sur le contrat de travail à durée déterminée sont applicables au stage. Le contrat de stage est censé contenir une clause d'essai.

Un amendement formel de M. Deneir (Doc. n° 738/6-V) est adopté, avec l'article amendé, par 20 voix contre 5 et 1 abstention.

Art. 17.

Cet article prévoit que le stagiaire ne pourra effectuer un autre stage s'il a abandonné prématurément son premier stage ou accepté qu'il y soit mis fin prématurément.

Cette disposition est amendée par M. Deneir (Doc. n° 738/6-V).

La première partie de cet amendement est retenue, tandis que la seconde, qui traite de la conservation du droit aux

Art. 15.

Dit artikel belast de ondernemingsraad of, wanneer er geen is, de vakbondsafvaardiging met het toezicht op de uitvoering van de stages in de onderneming.

Het gewestelijk bureau van de R. V. A. wordt gelast regelmatig bij het subregionaal tewerkstellingscomité verslag uit te brengen over de toepassing van de wet.

Twee amendementen hebben betrekking op het toezicht; dat van de heer Van Daele (Stuk n° 738/6-VI) vertrouwt dit toezicht achtereenvolgens toe aan :

- 1) de ondernemingsraad;
- 2) de vakbondsdelegatie;
- 3) het comité voor veiligheid en gezondheid;
- 4) de vertegenwoordigers van de representatieve werknemersorganisaties;
- 5) de werknemers van de onderneming.

Dit amendement gaat uit van het in het wetsontwerp vervatte beginsel volgens hetwelk de stage van toepassing is op ondernemingen met 100 personeelsleden.

De auteur wijst erop dat er in ondernemingen met 100 à 150 werknemers geen ondernemingsraad is en dat daar ook niet altijd een vakbondsafgevaardigde bestaat.

In dat geval en ook wanneer het stelsel van de stage wordt uitgebreid tot ondernemingen met minder dan 100 werknemers (art. 13) zou er geen toezicht zijn.

Vandaar ook de noodzaak van bijkomende organen van toezicht naar het model van wat is bepaald in de C. A. O. n° 17.

Het andere amendement, dat van de heer Deneir (Stuk n° 738/9-V, ter vervanging van datgene dat is voorgesteld in Stuk n° 738/6-V) voorziet in voorafgaande raadpleging en toezicht op de eerste vier organen die in het eerste amendement zijn vermeld.

De auteur trekt het eerste amendement in; het tweede wordt, evenals het geamendeerde artikel, aangenomen met 21 tegen 5 stemmen en 1 onthouding.

In 4° van het amendement dient te staan :

« 4° de vertegenwoordigers van de... »;
vanzelfsprekend zijn dat in de eerste plaats degene die in de onderneming zijn gekozen en, bij ontstentenis daarvan, de buiten de onderneming gekozen vertegenwoordigers van die organisaties.

Art. 16.

Luidens dit artikel zijn de bepalingen, die betrekking hebben op de arbeidsovereenkomst van bepaalde duur, toepasselijk op de stage. De stageovereenkomst wordt geacht een proefbeding te behelzen.

Een formeel amendement van de heer Deneir (Stuk n° 738/6-V) wordt, samen met het geamendeerde artikel, met 20 tegen 5 stemmen en 1 onthouding aangenomen.

Art. 17.

Dit artikel bepaalt dat de stagiaire geen andere stage zal mogen doen indien hij zijn stage voortijdig stopzet of ermee instemt dat deze voortijdig wordt beëindigd.

Die bepaling wordt geamendeerd door de heer Deneir (Stuk n° 738/6-V).

Het eerste deel van dit amendement wordt aangehouden terwijl het tweede, dat betrekking heeft op het behoud van

allocations de chômage dans le cas visé à cet article est retirée par son auteur, le Ministre de l'Emploi et du Travail ayant déclaré que son contenu pourra être repris dans un arrêté royal.

La partie retenue de l'amendement et l'article amendé sont adoptés par 20 voix contre 5 et 1 abstention après que le texte français de l'amendement eut été rectifié comme suit :

« Le stagiaire perd la possibilité de demander un nouveau stage, si, prématurément et après la fin de la période d'essai :

1° il abandonne le stage pour une raison qui ne constitue pas un motif grave;

2° »

D'autre part, dans le § 2 de l'article, les mots « par le conseil d'entreprise ou, à son défaut, par la délégation syndicale » sont remplacés par les mots « par les organes prévus à l'article 15 ».

Il va de soi que pour l'application de l'article 17, ces organes ne seront appelés à se prononcer que l'un à défaut de l'autre, comme prévu à l'article 15.

Art. 18.

Il est prévu ici que le recrutement de stagiaires constitue une mise au travail supplémentaire et ne peut être compensé par un licenciement de personnel.

L'amendement proposé par M. Van Geyt (Doc. n° 738/5-I) sanctionne les entreprises qui, pendant la durée du stage et six mois après, auraient diminué le niveau de l'emploi, que ce soit qualitativement ou quantitativement.

La sanction serait le versement des rémunérations épargnées au Fonds de solidarité alimentant le système de pré-pension. Le Ministre de l'Emploi et du Travail a renvoyé à l'article 19 qui comprend des sanctions administratives et pénales.

L'amendement est rejeté par 20 voix contre 6 et 1 abstention.

M. Glinne propose (Doc. n° 738/6-III) que soit notifié au bureau régional de l'O. N. E. M. tout licenciement effectué dans une entreprise tenue d'engager un stagiaire et ce pour la durée d'application du système de stage. Ce bureau aurait un droit de veto.

Le Ministre de l'Emploi et du Travail estime qu'il est préférable d'attendre la révision des mécanismes du contrôle du licenciement collectif de travailleurs qui avait été envisagé par le Comité national d'expansion économique en vue de donner une plus grande maîtrise de l'O. N. E. M. sur le marché de l'emploi. Préliminairement, il a été demandé à l'O. N. E. M. de faire une enquête sur l'application de l'article 18 de la loi du 14 février 1961 d'expansion économique, de progrès social et de redressement financier.

L'amendement est rejeté par 21 voix contre 6 et 1 abstention.

Un troisième amendement, de M. Deneir (Doc. n° 738/6-V), interdit à côté du licenciement, la mise en chômage de personnel, en compensation de l'engagement d'un stagiaire. Il cite l'exemple de la mise au chômage temporaire pour des raisons économiques.

Le Ministre répond :

1) qu'il faut tenir compte de la difficulté de donner une définition précise de la notion « chômage temporaire » (par exemple, un chômage à concurrence d'un jour par semaine est-ce du chômage temporaire ?);

2) que les mesures de contrôle seront rendues plus efficaces.

het recht op werkloosheidsuitkeringen in het bij dit artikel bedoelde geval, door de auteur wordt ingetrokken, nadat de Minister van Tewerkstelling en Arbeid verklaard heeft dat de inhoud ervan in een koninklijk besluit kan worden overgenomen.

Het aangenomen gedeelte van het amendement en het geamendeerde artikel worden met 20 tegen 5 stemmen en 1 onthouding aangenomen, nadat de Nederlandse tekst van het amendement als volgt is verbeterd : « na het beëindigen van de proeftijd » i.p.v. « vóór het beëindigen van de proeftijd ».

Anderzijds worden in § 2 van het artikel, de woorden « ondernemingsraad of, bij ontstentenis hiervan, de syndicale delegatie » vervangen door de woorden « bij artikel 15 bepaalde organen ».

Voor de toepassing van artikel 17 zal elk orgaan zich uiteraard slechts dienen uit te spreken bij ontstentenis van het voorgaande orgaan, zoals dat in artikel 15 is bepaald.

Art. 18.

Dit artikel bepaalt dat de aanwerving van stagiaires moet worden beschouwd als een aanvullende tewerkstelling en niet door ontslag van personeel mag gecompenseerd worden.

Het door de heer Van Geyt voorgestelde amendement (Stuk n° 738/5-I) straft de ondernemingen die gedurende de duur van de stage of gedurende de zes maanden die daarop volgen het niveau van de tewerkstelling kwantitatief of kwalitatief verlagen.

De sanctie zou bestaan in het storten van de gespaarde lonen aan het Solidariteitsfonds waaruit de regeling van de brugpensioenen gefinancierd wordt. De Minister van Tewerkstelling en Arbeid verwijst naar artikel 19, dat in administratieve en strafrechtelijke sancties voorziet.

Het amendement wordt verworpen met 20 tegen 6 stemmen en 1 onthouding.

De heer Glinne stelt voor (Stuk n° 738/6-III) dat van iedere afdanking in de ondernemingen, die gehouden zijn stagiaires te werk stellen, aan het gewestelijk bureau van de R. V. A. kennis wordt gegeven en zulks zolang de bepalingen in verband met de stageregelings van toepassing zijn. Dat bureau zou over een vetorecht beschikken.

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid meent dat het verkieslijk is te wachten totdat de controleinstrumenten in verband met de collectieve afdanking van werknemers worden herzien. Deze herziening was door het Nationaal Comité voor economische expansie overwogen, ten einde het R. V. A. in staat te stellen meer vat op de arbeidsmarkt te krijgen. Vooraf is aan de R. V. A. gevraagd een onderzoek in te stellen naar de toepassing van artikel 18 van de wet van 14 februari 1961 over de economische expansie, sociale vooruitgang en financieel herstel.

Het amendement wordt verworpen met 21 tegen 6 stemmen en 1 onthouding.

Een derde, door de heer Deneir voorgesteld amendement (Stuk n° 738/6-V) verbiedt niet alleen het ontslag, maar ook dat personeel werkloos wordt gemaakt ter compensatie van de tewerkstelling van een stagiaire. Bij wijze van voorbeeld citeert hij het tijdelijk werkloos maken om economische redenen.

De Minister antwoordt :

1) dat rekening moet worden gehouden met het feit dat het moeilijk is een juiste omschrijving te geven van het begrip « tijdelijke werkloosheid » (b.v. is werkloosheid van één dag per week een tijdelijke werkloosheid ?);

2) dat de controlemaatregelen doeltreffender zullen gemaakt worden.

Cet amendement est retiré.

L'article est ensuite adopté par 21 voix contre 6 et 1 abstention.

Art. 19.

Le § 1 de cet article, qui prévoit l'application d'amendes administratives en cas d'infraction à l'article 7 du projet, a fait l'objet de trois amendements :

1) celui de M. Deneir (Doc. n° 738/9-V, remplaçant celui présenté au Doc. n° 738/6-V), le plus radical, prévoit des sanctions pénales en cas d'infraction aux articles 7, 8, 10, 14 et 18 du projet et en cas d'entrave à la surveillance; il étend aux employeurs contrevenant à la présente section les sanctions administratives prévues par la loi du 30 juin 1971 relative aux amendes administratives applicables en cas d'infraction à certaines lois sociales, tout en maintenant la sanction administrative spéciale en cas d'infraction à l'article 7 du projet.

Cet amendement est adopté par 21 voix contre 6 et 2 abstentions.

2) celui de M. Glinne (Doc. n° 738/6-III), largement rencontré par le précédent, est retiré.

3) celui de M. Van Geyt (Doc. n° 738/5-I), subsidiaire à l'amendement du même auteur à l'article précédent, qui tend à appliquer la sanction administrative spéciale en cas d'infraction à l'article 18, est rejeté par 21 voix contre 6 et 2 abstentions.

Le Ministre de l'Emploi et du Travail avait fait remarquer que l'infraction à l'article 7 peut être rapidement constatée, tandis que celle aux autres articles prêterait à discussion et à des recours devant les juridictions du travail.

L'article amendé est adopté par 21 voix contre 6 et 2 abstentions.

Art. 20.

Cet article donne pouvoir au Roi :

1) de déterminer les modalités d'application du stage au secteur de l'enseignement;

2) de dispenser de l'application du stage, par mesure régionalisée, les entreprises en difficulté;

3) de préciser l'application du stage dans le secteur public.

L'amendement du Gouvernement (Doc. n° 738/11-I, art. 20, 2), dont il a été question lors de la discussion de l'article 7, y ajoute le pouvoir d'étendre le champ d'application du stage aux entreprises comptant moins de 100 travailleurs mais à fort coefficient de capital. Il est adopté par 18 voix contre 8. Il a été précisé que cette disposition ne visait pas les petites et moyennes entreprises qui relèvent de l'article 13 du projet.

MM. Glinne et Van Geyt souhaitent que la dispense des entreprises en difficulté se fasse après consultation du Con-

Dit amendement wordt ingetrokken.

Het artikel wordt aangenomen met 21 tegen 6 stemmen en 1 onthouding.

Art. 19.

Op § 1 van dit artikel, dat voorziet in de toepassing van administratieve geldboeten in geval van overtreding van artikel 7 van het ontwerp, zijn drie amendementen voorgesteld :

1) dat van de heer Deneir (Stuk n° 738/9-V ter vervanging van het in Stuk n° 738/6-V voorgestelde amendement) is het meest radikale. Het voorziet in strafrechtelijke sancties in geval van overtreding van de artikelen 7, 8, 10, 14 en 18 van het ontwerp en ingeval het toezicht verhinderd wordt. Zodoende vallen ook de werkgevers die zich schuldig maken aan overtreding van de bepalingen van deze afdeling, onder de administratieve sancties, waarin wordt voorzien door de wet van 30 juni 1971 betreffende de administratieve geldboeten toepasselijk in geval van inbreuk op sommige sociale wetten en wordt nochtans de bijzondere administratieve sanctie in geval van overtreding van artikel 7 van het ontwerp behouden.

Dat amendement wordt aangenomen met 21 tegen 6 stemmen en 2 onthoudingen.

2) dat van de heer Glinne (Stuk n° 738/6-III), dat grotendeels dezelfde draagwijdte heeft als het vorige, wordt ingetrokken.

3) dat van de heer Van Geyt (Stuk n° 738/5-I), dat in bijkomende orde op het amendement van dezelfde auteur op het vorige artikel is voorgesteld, heeft tot doel de bijzondere administratieve sanctie ingeval van overtreding van artikel 18 toe te passen. Het wordt verworpen met 21 tegen 6 stemmen en 2 onthoudingen.

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid voert aan dat de overtreding van artikel 7 snel geconstateerd kan worden, terwijl de overtreding van de andere artikelen tot discussie en tot voorziening bij de arbeidsrechtbanken zal leiden.

Het gewijzigde artikel wordt aangenomen met 21 tegen 6 stemmen en 2 onthoudingen.

Art. 20.

Dit artikel geeft aan de Koning de bevoegdheid :

1) de wijze van toepassing van de stage op de onderwijssector te bepalen;

2) de ondernemingen die in moeilijkheden verkeren van de toepassing van de stage bij geregionaliseerde maatregel te ontheffen;

3) de toepassing van de stage in de overheidssfeer te bepalen.

Het amendement van de Regering (Stuk n° 738/11-I, art. 20, 2) waarvan sprake was bij de bespreking van artikel 7, voegt hieraan de bevoegdheid toe om de stage uit te breiden tot de ondernemingen die minder dan 100 werknemers tewerkstellen, doch kapitaalintensief zijn. Dit amendement wordt aangenomen met 18 tegen 8 stemmen. Er wordt op gewezen dat deze bepaling niet toepasselijk is op de kleine en middelgrote ondernemingen, die onder artikel 13 van het ontwerp ressorteren.

De heren Glinne en Van Geyt wensen dat de in moeilijkheden verkerende ondernemingen pas na advies van de be-

seil économique régional compétent (respect. Doc. n° 738/6-III et 738/5-I).

Le Ministre ayant d'abord fait remarquer que la procédure serait trop longue pour répondre à des problèmes précis et mis ensuite l'accent sur l'aspect confidentiel des données concernant les entreprises en difficulté, le premier auteur a suggéré que les comités subrégionaux de l'emploi soient appelés à donner un avis.

Il estime qu'une telle mission cadre parfaitement dans celle qui est attribuée à ces comités par l'article 30bis de l'arrêté royal du 30 décembre 1963 relatif à l'emploi et au chômage.

Les comités ne pouvant divulguer les renseignements dont ils ont connaissance, l'objection concernant le caractère confidentiel des données tombe.

Cette suggestion étant reprise par le Gouvernement (Doc. n° 738/11-I, art. 20, 1), les deux auteurs ont retiré leur amendement.

Quoique le département des Affaires économiques comme le Conseil d'entreprise sont, par le système des clignotants que prévoit la convention collective n° 27, informés d'éléments confidentiels permettant de détecter les entreprises qui se trouveraient en difficulté, d'aucuns ont estimé qu'il n'était pas opportun d'étendre cette information aux comités subrégionaux de l'emploi, où contrairement à ce qui se passe dans les deux autres organes informés, des concurrents membres de ces comités peuvent en prendre connaissance et nuire ainsi à l'entreprise en difficulté.

A la suite de cette prise de position et après avoir déclaré qu'il a l'intention de donner le plus rapidement possible force obligatoire à la convention collective n° 27 citée, le Ministre a retiré l'amendement. Celui-ci a été repris par les auteurs des deux amendements retirés précédemment.

L'amendement est rejeté par 17 voix contre 9 et 2 abstentions.

Au § 2 du texte néerlandais, le verbe « ontlasten » est remplacé par « vrijstellen ». L'article amendé est alors adopté par 18 voix contre 8.

Art. 21.

Cet article règle le champ d'application *ratione temporis* de la section. Il est adopté par 21 voix contre 6 et 2 abstentions, sans discussion.

Section 2bis (nouvelle).

Mesures spéciales pour l'enseignement.

Art. 21bis à sexies (nouveaux).

Ces amendements (Doc. n° 738/7-II) qui doivent libérer des emplois dans l'enseignement en limitant le cumul de fonctions enseignantes et dont il a été question lors de la discussion de l'article 6 du projet, ont été retirés par leur auteur M. Marc Olivier, à la condition expresse que ce problème fasse au plus tôt l'objet d'un projet ou d'une proposition de loi qui serait examiné en priorité par la commission compétente, afin que la loi puisse entrer en vigueur à partir de l'année scolaire 1976-1977.

voegde gewestelijke economische raad van de toepassing van de bepalingen van deze afdeling worden vrijgesteld (Stuk n° 738/6-III, resp. 738/5-I).

De Minister merkt op dat de procedure te veel tijd in beslag zou nemen om op precieze punten van advies te dienen en dat de inlichtingen aangaande de in moeilijkheden zijnde ondernemingen van strikt vertrouwelijke aard zijn. De heer Glinne stelt dan voor het advies van de subgewestelijke tewerkstellingscomités te laten inwinnen.

Zijns inziens past een dergelijke opdracht uitstekend bij de taak welke die comités bij artikel 30bis van het koninklijk besluit van 30 december 1963 betreffende tewerkstelling en werkloosheid is opgelegd.

Aangezien die comités geen ruchtbaarheid mogen geven aan de inlichtingen waarvan zij kennis hebben, valt het bezwaar betreffende het vertrouwelijke karakter automatisch weg.

Daar dit voorstel door de Regering is overgenomen (Stuk n° 738/11-I, art. 20, 1) trekken beide auteurs hun amendement in.

Hoewel het departement van Economische Zaken zowel als de ondernemingsraad ingevolge het bij de collectieve overeenkomst n° 27 ingevoerde « knipperlichten »-stelsel op de hoogte worden gehouden van vertrouwelijke inlichtingen aan de hand waarvan in moeilijkheden zijnde ondernemingen kunnen worden opgespoord, zijn sommige leden de mening toegedaan dat het niet wenselijk is die informatie aan de subgewestelijke tewerkstellingscomités door te geven omdat, in tegenstelling met wat in beide vermelde organen gebeurt, mededingers die tevens lid van een dergelijk comité zijn, zodoende van die toestand kennis kunnen krijgen en de in moeilijkheden verkerende onderneming schade kunnen berokkenen.

In het licht van die stelling trekt de Minister het regeringsamendement in, na te hebben verklaard dat het in zijn bedoeling ligt de voormelde collectieve overeenkomst n° 27 zo spoedig mogelijk bindend te verklaren. Het amendement wordt evenwel overgenomen door de indieners van beide tevoren ingetrokken amendementen.

Het amendement wordt met 17 tegen 9 stemmen en 2 onthoudingen verworpen.

In § 2 van de Nederlandse tekst wordt het werkwoord « ontlasten » vervangen door « vrijstellen ». Daarop wordt het geamendeerde artikel met 18 tegen 8 stemmen aangenomen.

Art. 21.

Dit artikel regelt het toepassingsgebied *ratione temporis* van de afdeling. Het wordt zonder bespreking aangenomen met 21 tegen 6 stemmen en 2 onthoudingen.

Afdeling 2bis (nieuw).

Bijzondere maatregelen voor het onderwijs.

Artikelen 21bis tot sexies (nieuw).

Die amendementen (Stuk n° 738/7-II) hebben tot doel arbeidsplaatsen in het onderwijs vrij te maken door de cumulatie van onderwijsopdrachten te beperken. Hiervan was reeds sprake naar aanleiding van de bespreking van artikel 6 van het ontwerp. De indiener, de heer Olivier, trekt zijn amendementen in, onder het uitdrukkelijk beding dat dit vraagstuk onverwijld geregeld wordt in een wetsontwerp of -voorstel dat bij voorrang door de bevoegde commissie wordt behandeld, opdat de wet reeds vanaf het schooljaar 1976-1977 kan worden toegepast.

Section 3.

Prépension.

Art. 22.

Cet article fixe le principe de la prépension :

1) elle est accordée au plus tôt aux travailleurs féminins à 58 ans et aux travailleurs masculins à 62 ans, à moins que le Roi ne modifie cette limite d'âge;

2) elle reste acquise jusqu'à ce que le bénéficiaire peut prétendre à la pension sans réduction du taux :

3) pour l'application de la législation sociale, les bénéficiaires sont assimilés à des chômeurs qui reçoivent des allocations de chômage.

Le Ministre de l'Emploi et du Travail confirme d'abord que la personne en congé de maladie ou d'invalidité sera considérée comme étant un travailleur pour l'application de cet article, aussi longtemps qu'elle sera sous contrat de travail, en application de la législation sur les contrats de travail, qui prévoit que la maladie ou l'invalidité ne mettent pas fin d'office au contrat de travail.

Il précise ensuite que la prépension pourra au plus tôt prendre cours par analogie avec ce qui est prévu en matière de pension, le premier jour du mois qui suit celui du 58^e ou 62^e anniversaire. Pour le travailleur qui a dépassé l'âge minimum, la prépension prendra cours à partir de la demande.

Six amendements concernent la limite d'âge; les trois plus radicaux l'abaissent à 55 ans pour les femmes et à 60 ans pour les hommes; le quatrième ne prévoit qu'un abaissement identique pour les hommes.

Ces quatre premiers amendements ont été introduits par :

MM. Willy Claes (Doc. n° 738/6-II, art. 22, 1 et 2); Glinne (Doc. n° 738/6-III, art. 22, 1 et 2); Van Geyt (Doc. n° 738/5-I, art. 22, 1, A); Fiévez (Doc. n° 738/9-VII).

Le Ministre de l'Emploi et du Travail rappelle que le texte de l'article prévoit déjà la possibilité de modifier les conditions d'âge.

Les trois premiers amendements ont été rejetés, le premier par 20 voix contre 8, les deux autres par 29 voix contre 3, tandis que le quatrième est retiré.

Que la possibilité de modifier la limite d'âge, accordée au Roi, doit s'entendre dans le sens d'un abaissement est confirmé par l'adoption des deux autres amendements, déposés par MM. Van Geyt et De Wulf, qui prévoient le remplacement du verbe « modifier » par « abaisser » (resp. Doc. n°s 738/5-I, art. 22, 1, B et 738/6-IV, art. 22, 1).

Au sujet de la durée de la prépension qui, selon le 2^e alinéa de l'article, prend fin au moment où le bénéficiaire « peut » prétendre à la pension sans réduction du taux (pour prise de pension anticipée), le Ministre de l'Emploi et du Travail a été amené à préciser que même si le bénéficiaire peut prétendre à une pension complète avant l'âge normal de la pension, par exemple à 64 ans après une carrière de 45 ans (dans l'optique du projet de loi n° 675/1 adopté récemment par la Chambre) ou lorsque l'intéressé a droit à une pension légale anticipée sur base du statut de reconnaissance nationale, c'est à lui seul que revient la décision de prendre sa pension ou de rester prépensionné, en fonction de la situation pécuniaire la plus favorable. Ce point de vue de

Afdeling 3.

Brugpensioen.

Art. 22.

Dit artikel legt het beginsel van het brugpensioen vast :

1) het wordt aan de vrouwelijke werknemers ten vroegste op 58 jaar en aan de mannelijke werknemers ten vroegste op 62 jaar verleend, tenzij de Koning die leeftijdsgrens wijzigt;

2) het blijft verworven tot de begunstigde op een volwaardig pensioen aanspraak kan maken;

3) voor de toepassing van de sociale wetgeving worden de begunstigten gelijkgesteld met de werklozen die werkloosheidsuitkeringen ontvangen.

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid bevestigt eerst en vooral dat een persoon die met ziekte- of invaliditeitsverlof is, voor de toepassing van dit artikel als een werknemer zal worden beschouwd, zolang die persoon door een arbeidsovereenkomst gebonden is, zulks met toepassing van de wetgeving op de arbeidsovereenkomsten, luidens welke ziekte of invaliditeit ambtshalve geen einde aan de arbeidsovereenkomst kunnen maken.

Vervolgens preciseert hij dat het brugpensioen, naar analogie met wat inzake pensioenen is bepaald, pas ten vroegste op de eerste dag van de maand volgend op de 58^e of 62^e verjaardag een aanvang zal kunnen nemen. Voor de werknemer die de minimumleeftijd heeft overschreden, zal het brugpensioen vanaf de aanvraag beginnen te lopen.

Zes amendementen betreffen de leeftijdsgrens; de drie meest verstrekkende amendementen willen die leeftijdsgrens verlagen tot 55 jaar voor de vrouwen en tot 60 jaar voor de mannen; het vierde amendement voorziet in een gelijkwaardige verlaging voor de mannen alleen.

Die vier eerste amendementen werden ingediend door :

de heren Willy Claes (Stuk n° 738/6-II, art. 22, 1 en 2); Glinne (Stuk n° 738/6-III, art. 22, 1 en 2); Van Geyt (Stuk n° 738/5-I, art. 22, 1, A); Fiévez (Stuk n° 738/9-VII).

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid onderstreept dat de tekst van het artikel reeds in de mogelijkheid voorziet om de voorwaarden inzake leeftijd te wijzigen.

De eerste drie amendementen worden verworpen, het eerste met 20 tegen 8, de twee volgende met 29 tegen 3 stemmen, terwijl het vierde wordt ingetrokken.

Dat de mogelijkheid die de Koning wordt gegeven om de leeftijdsgrens te wijzigen moet worden begrepen in de zin van een verlaging, wordt bevestigd door de goedkeuring van de twee overige amendementen die door de heren Van Geyt en Dewulf werden ingediend en die tot doel hadden het werkwoord « wijzigen » te vervangen door « verlagen » (resp. Stukken n°s 738/5-I, art. 22, 1, B en 738/6-IV, art. 22, 1).

In verband met de duur van het brugpensioen, die luidens het tweede lid van het artikel een einde neemt op het ogenblik dat de begunstigde aanspraak « kan » maken op een pensioen zonder vermindering van het pensioenbedrag (wegens voortijdige pensionering), preciseert de Minister van Tewerkstelling en Arbeid dat alleen de begunstigde, zelfs indien hij vóór de normale pensioenleeftijd op een volledig pensioen aanspraak kan maken — bijvoorbeeld op 64-jarige leeftijd na een loopbaan van 45 jaar in de zin van het onlangs door de Kamer aangenomen wetsontwerp n° 675/1 of wanneer de betrokkene recht heeft op een vervroegd wettelijk pensioen op grond van het statuut van nationale erkentelijkheid, — de beslissing kan nemen met pensioen te gaan

la commission est concrétisé par un amendement du Gouvernement (Doc. n° 738/13-I) adopté par 29 voix contre 7.

La dernière disposition de cet article assimilant, pour l'application de la sécurité sociale, le bénéficiaire de la prépension à un chômeur indemnisé a fait l'objet de commentaires variés et de quatre amendements.

Le Ministre a d'abord confirmé, en se référant à ce qui vaut pour les bénéficiaires de la prépension en application de la C. C. T. n° 17, que le bénéficiaire de la prépension qui deviendrait malade ou invalide, ne serait pas pour autant transféré dans le régime de l'assurance-indemnité de l'A. M. I.

Ensuite, à la question de savoir si le travailleur qui prétend à la prépension légale devrait avoir rempli préalablement les conditions d'occupation exigées des bénéficiaires d'allocations de chômage comme le fait supposer l'article 1^{er}, alinéa 1^{er} de l'arrêté royal du 19 février 1975 relatif au droit aux allocations de chômage des travailleurs âgés licenciés, le Ministre répond par l'affirmative puisque les dispositions de cet arrêté seront rendues applicables à la prépension prévue par projet. Ceci découle en effet de l'article 26 du projet (premier tiret).

Pour le calcul de la pension, le Ministre a renvoyé aux dispositions des articles 24 et 25 de l'arrêté royal du 21 décembre 1967 portant règlement général du régime de pension de retraite et de survie des travailleurs salariés, modifié par les arrêtés royaux du 11 avril 1974 et du 24 janvier 1975, qui prévoient que pour les années de prépension, la pension sera pratiquement basée sur le dernier salaire réellement gagné et réévalué selon les fluctuations de l'indice du prix de consommation et du bien-être général.

Trois amendements qui traitent du calcul de la pension sont rejetés :

- celui de M. Glinne (Doc. n° 738/6-III, art. 22, 3) l'est par 30 voix contre 4;
- celui de M. De Wulf (Doc. n° 738/6-IV, art. 22, 2) l'est par 29 voix contre 3;
- celui de M. Van Geyt (Doc. n° 738/5-I, art. 22, 2) l'est par 24 voix contre 5 et 2 abstentions.

Un dernier amendement, introduit par M. Willy Claes (Doc. n° 738/6-II, art. 22, 3) propose que l'arrêté royal du 19 février 1975 précité soit applicable aux personnes qui peuvent prétendre à la prépension légale. Ceci aurait e.a. pour effet que, durant toute la durée de la prépension, l'élément allocation de chômage de la prépension resterait fixé à 60 % de la rémunération moyenne journalière du travailleur.

Le Ministre ayant rappelé que les dispositions de cet arrêté royal seraient rendues applicables aux personnes prépensionnées en application du projet, l'amendement est rejeté par 26 voix contre 4 et 3 abstentions.

L'article amendé est ensuite adopté par 29 voix contre 7.

Art. 23.

Le système de prépension n'est applicable qu'aux entreprises privées, occupant au moins 50 personnes. Avec l'accord de

ou de de brugpensioenregeling te blijven volgen naar gelang de financieel gunstigste oplossing. Deze zienswijze van de Commissie vindt men in concreto terug in een regeringsamendement (Stuk n° 738/13-I) dat met 29 tegen 7 stemmen wordt aangenomen.

De laatste bepaling van dit artikel stelt de rechthebbende op het brugpensioen inzake de toepassing van de sociale zekerheid gelijk met een werkloze die werkloosheidsuitkeringen ontvangt; deze bepaling geeft aanleiding tot uiteenlopende commentaren en vier amendementen.

De Minister verwijst naar hetgeen bij toepassing van de collectieve arbeidsovereenkomst n° 17 geldt voor de begunstigde van het brugpensioen en hij bevestigt dat een begunstigde die ziek of invalide zou worden, daarom niet naar de ziekte- en invaliditeitsregeling zal worden overgeheveld.

Op de vraag of een werknemer die op een wettelijk brugpensioen aanspraak maakt, eerst moet voldoen aan de voorwaarden inzake tewerkstelling die worden geëist van de begunstigten die werkloosheidsuitkeringen ontvangen, zoals artikel 1, eerste lid van het koninklijk besluit van 19 februari 1975 betreffende het recht van bejaarde werknemers op werkloosheidsuitkeringen doet vermoeden, antwoordt de Minister dat zulks het geval is aangezien de bepalingen van dat besluit op het in dit ontwerp bedoelde brugpensioen toepasselijk zullen worden gemaakt. Zulks volgt immers logischerwijs uit artikel 26 van het ontwerp (eerste luik).

Voor de berekening van het pensioen verwijst de Minister naar de bepalingen van de artikelen 24 en 25 van het koninklijk besluit van 21 december 1967 tot vaststelling van het algemeen reglement betreffende het rust- en overlevingspensioen voor werknemers, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 11 april 1973 en van 24 januari 1975, waarin bepaald wordt dat voor de brugpensioen jaren het pensioen praktisch gebaseerd zal zijn op het laatste werkelijk verdiende loon, aangepast volgens de schommelingen van het indexcijfer der consumptieprijzen van het algemeen welzijnspeil.

Drie amendementen betreffende de berekening van het pensioen worden verworpen :

- dat van de heer Glinne (Stuk n° 738/6-III, art. 22, 3) met 30 tegen 4 stemmen;
- dat van de heer De Wulf (Stuk n° 738/6-IV, art. 22, 2) met 29 tegen 3 stemmen;
- dat van de heer Van Geyt (Stuk n° 738/5-I, art. 22, 2) met 24 tegen 5 stemmen bij 2 onthoudingen.

Een laatste amendement, ingediend door de heer Willy Claes (Stuk n° 738/6-II, art. 22, 3) stelt voor het voormelde koninklijk besluit van 19 februari 1975 toepasselijk maken op personen die op het wettelijk brugpensioen aanspraak kunnen maken. Zulks zou onder meer tot gevolg hebben dat het gedeelte « werkloosheidsuitkering » van het brugpensioen tijdens de duur van het brugpensioen vastgesteld zou blijven op 60 % van het gemiddelde dagloon van de werknemer.

Nadat de Minister erop heeft gewezen dat de bepalingen van bedoeld koninklijk besluit bij toepassing van het ontwerp toepasselijk zullen worden gemaakt op de personen die een brugpensioen ontvangen, wordt het amendement verworpen met 26 tegen 4 stemmen en 3 onthoudingen.

Het geamendeerde artikel wordt vervolgens aangenomen met 29 tegen 7 stemmen.

Art. 23.

De regeling inzake brugpensioen geldt slechts voor de particuliere ondernemingen die ten minste 50 personen te-

l'employeur notifié à l'O. N. Em., il peut être appliqué dans d'autres entreprises.

Les critiques formulées à l'encontre de cette disposition ont trait en premier lieu à la limitation de la prépension au secteur privé. L'extension aux travailleurs du secteur public est prévue dans les amendements de MM. Willy Claes et Fiévez (resp. doc. n^{os} 738/6-II art. 23, 1, 2^e alinéa et 738/9-VII).

Le Ministre de l'Emploi et du Travail fait état de conversations engagées par le Gouvernement avec les syndicats du secteur public, qui doivent permettre de dégager une formule de prépension adaptée au secteur public.

Le Gouvernement a estimé que ces conversations ne devaient pas empêcher que le principe de l'application de la prépension soit prévu ici, les modalités étant fixées ultérieurement après consultation avec les syndicats concernés.

Le Ministre est d'avis qu'une attitude définitive ne doit pas être prise dès maintenant, car les syndicats ne souhaitent pas être mis devant un fait accompli et traiter uniquement de modalités d'application.

En second lieu a été critiquée la limitation du champ d'application aux entreprises comptant au moins 50 personnes. Les uns se demandent pourquoi, en cette matière, 50 personnes sont prévues, alors que pour le stage des jeunes seules les entreprises comptant 100 travailleurs étaient visées. Les autres veulent que toutes les entreprises privées soient concernées. Pourquoi exclure les entreprises à haut coefficient de capital et peu de travailleurs ? Exclure les petites et moyennes entreprises, c'est priver environ 40 000 travailleurs de la possibilité de bénéficier de la prépension. Si ces dernières pouvaient par le système de prépension rencontrer temporairement des problèmes de remplacement de leur personnel ou d'organisation, ne suffirait-il pas de prévoir un délai de préavis à respecter par le candidat à la prépension ?

Les amendements précités de MM. Willy Claes (ibidem, art. 23, 1, 1^{er} al., et 2) et Fiévez étendent le champ d'application à toutes les entreprises privées. M. Lenssens (Doc. n^o 738/12-V) fait de même mais prévoit que pour les entreprises de moins de 50 travailleurs, la date de prise de cours de la prépension n'est fixée qu'après un certain délai, à moins que l'employeur dispense le travailleur de ce délai.

L'extension d'office aux petites et moyennes entreprises a fait l'objet d'une mise en garde. Il pourrait en résulter non seulement des problèmes d'organisation, mais aussi des fermetures d'entreprises.

Un amendement du Gouvernement tient compte de ces tendances (Doc. n^o 738/13-I) : il assortit de la condition prévue par le dernier amendement, la prépension demandée dans une entreprise comptant de 20 à moins de 50 personnes, et dans celles qui occupent moins de 20 personnes l'employeur doit autoriser le travailleur à prendre la prépension.

L'amendement de M. Claes est rejeté par 30 voix contre 7, celui du Gouvernement et l'article amendé sont adoptés par 26 voix contre 7 et 4 abstentions, tandis que les autres amendements sont retirés.

werkstellen. Zij kan ook in andere ondernemingen worden toegepast mits de werkgever daarmee instemt en zijn instemming ter kennis brengt van de R. V. A.

Op deze bepaling is in de eerste plaats kritiek uitgebracht omdat de toepassing van het brugpensioen beperkt wordt tot de particuliere sector. In de amendementen van de heren Willy Claes en Fiévez (Stukken n^{rs} 738/6-II, art. 23, 1, 2^e lid, en 738/9-VII) wordt voorgesteld de regeling uit te breiden tot de werknemers in de overheidssector.

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid verwijst naar de onderhandelingen van de Regering met de vakverenigingen in de overheidssector om een formule inzake brugpensioen te vinden die aangepast is aan de overheidssector.

De Regering was van mening dat de aan de gang zijnde onderhandelingen geen beletsel moesten zijn om het principe van het brugpensioen hier in de wet vast te leggen; de wijze van toepassing kan later worden bepaald na raadpleging van de betrokken vakverenigingen.

De Minister meent dat nu nog geen definitief standpunt moet worden ingenomen, want de vakverenigingen wensen niet voor een voldongen feit te worden geplaatst en zij willen ook niet dat er alleen nog over de wijze van toepassing zou kunnen worden gepraat.

Voorts wordt kritiek uitgebracht op de beperking van het toepassingsgebied tot de ondernemingen die ten minste 50 personen tewerkstellen. Sommigen vragen waarom hier sprake is van 50 personen, terwijl voor de stage van de jongeren alleen de ondernemingen die 100 werknemers in dienst hebben, in aanmerking komen. Andere leden wensen dat de maatregel voor alle particuliere ondernemingen zou gelden. Waarom worden de kapitaalintensieve ondernemingen die weinig arbeiders tewerkstellen, uitgesloten ? Door de kleine en middelgrote bedrijven uit te sluiten belet men ongeveer 40 000 werknemers het brugpensioen te genieten. Indien laatstgenoemde bedrijven ingevolge de toepassing van het brugpensioen tijdelijk moeilijkheden mochten ondervinden in verband met de vervanging van hun personeel of de organisatie van hun bedrijf, zou het dan niet volstaan in een opzeggingstermijn te voorzien die door de kandidaten voor het brugpensioen moet worden geëerbiedigd ?

De hierboven vermelde amendementen van de heren Willy Claes (ibidem, art. 23, 1, eerste lid, en 2) en Fiévez breiden het toepassingsgebied uit tot alle particuliere ondernemingen. Hetzelfde geldt voor het amendement van de heer Lenssens (Stuk n^o 738/12-V), waarin tevens bepaald wordt dat, met betrekking tot ondernemingen die minder dan 50 personen tewerkstellen, het brugpensioen slechts ingaat na een bepaalde tijd, tenzij de werkgever de werknemer ervan ontslaat die termijn te eerbiedigen.

Sommige leden waarschuwen tegen de uitbreiding van ambtswege van de regeling tot de kleine en middelgrote bedrijven. Dat zou niet alleen kunnen leiden tot organisatorische problemen, maar ook tot sluiting van bedrijven.

De Regering stelt een amendement voor (Stuk n^o 738/13-I) dat rekening houdt met de verschillende naar voren gebrachte standpunten. Het verbindt aan het brugpensioen dat aangevraagd wordt in een onderneming met ten minste 20, doch minder dan 50 werknemers, de voorwaarde gesteld in het laatstgenoemde amendement; in de ondernemingen die minder dan 20 personen tewerkstellen, kan de werknemer het brugpensioen slechts genieten wanneer de werkgever daarmee instemt.

Het amendement van de heer Claes wordt verworpen met 30 tegen 7 stemmen. Het amendement van de Regering en het gewijzigde artikel worden aangenomen met 26 tegen 7 stemmen en 4 onthoudingen. De andere amendementen worden ingetrokken.

Art. 24.

Cet article dispose que la prépension n'est accordée que si le travailleur en fait la demande et s'il est remplacé par un jeune de moins de 30 ans recruté en dehors de l'entreprise.

Il a été demandé :

1) quelle suite l'employeur devait donner à la demande : pourra-t-il la refuser et, dans l'affirmative, pour quels motifs ?

2) dans quels délais l'employeur doit transmettre la demande à l'O. N. E. M.;

3) s'il n'y avait pas lieu de préciser que le jeune travailleur, appelé à remplacer le bénéficiaire de la prépension, doit être inscrit en tant que demandeur d'emploi de crainte que le remplacement se fasse par le transfert d'un travailleur d'une entreprise vers une autre ?

Le Ministre de l'Emploi et du Travail répond que l'employeur ne peut refuser la demande. S'il le fait ou s'il ne transmet pas immédiatement la demande à l'O. N. E. M., le demandeur pourra faire intervenir les organes de contrôle prévus à l'article 25 ou introduire un recours devant le tribunal du travail. On pourra éviter des conflits en prévoyant que le travailleur devra adresser sa demande par écrit conjointement à son employeur et à l'O. N. E. M.

Le point soulevé par la dernière question sera rencontré par une modification du texte.

On a ensuite fait remarquer qu'un remplacement immédiat ne serait pas toujours possible dans les petites et moyennes entreprises.

Les amendements suivants ont été proposés :

1) MM. Lenssens (Doc. n° 738/10-II) et Van Geyt (Doc. n° 738/5-I, B) tiennent à préciser que le remplacement du travailleur qui demande à bénéficier de la prépension est une obligation qui pèse sur l'employeur et non une condition d'octroi de la prépension au demandeur. Le Ministre de l'Emploi et du Travail retient le principe de ces amendements.

2) L'amendement en ordre principal de M. Van Geyt (ibidem, point A) supprime la condition de remplacement;

3) M. Willy Claes (Doc. n° 738/6-II) réserve le remplacement à un chômeur, de préférence un jeune, tandis que M. De Wulf, par un sous-amendement à l'amendement de M. Lenssens (Doc. n° 738/12-IV) le réserve à un jeune demandeur d'emploi, ou à défaut à un jeune.

Le Ministre est d'avis que le remplacement doit être réservé aux jeunes de moins de 30 ans mais que des exceptions pourraient être prévues moyennant contrôle.

4) M. Burgeon précise (Doc. n° 738/6-VII) que le travailleur recruté en dehors de l'entreprise ne peut devenir stagiaire dans l'entreprise.

Par contre, un stagiaire occupé dans l'entreprise au moment du départ du bénéficiaire de la prépension, peut être engagé en tant que travailleur. Enfin des mesures de contrôle sont prévues.

Le Ministre rappelle que la notion de travailleur doit être distinguée de celle de stagiaire. Le remplacement du bénéficiaire de la prépension doit se faire par un travailleur. Au cas où un stagiaire présent dans l'entreprise serait appelé à remplacer le travailleur sortant, il perdrait son statut de stagiaire pour devenir travailleur. Dans ce cas, le stagiaire

Art. 24.

Dit artikel bepaalt dat het brugpensioen slechts wordt toegepast wanneer de werknemer de desbetreffende aanvraag doet en hij vervangen wordt door een jongere beneden 30 jaar, aangeworven buiten de onderneming.

Er wordt gevraagd :

1) welk gevolg de werkgever aan die aanvraag moet geven : kan hij zijn toestemming weigeren en, zo ja, om welke redenen ?

2) binnen welke termijn de werkgever de aanvraag moet overzenden aan de R. V. A.;

3) of niet nader moet worden bepaald dat de jonge arbeider die wordt aangeworven om een werknemer te vervangen die met brugpensioen gaat, ingeschreven moet zijn als werkzoekende om te voorkomen dat de vervanging zou geschieden via de overname van een werknemer van een bedrijf door een ander bedrijf.

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid antwoordt dat de werkgever zijn toestemming niet kan weigeren. Weigert hij of zendt hij de aanvraag niet onmiddellijk over aan de R. V. A., dan kan de aanvrager de in artikel 25 bedoelde controleorganen doen optreden of de zaak voor de arbeidsbank brengen. Betwistingen hieromtrent zouden kunnen voorkomen worden door te bepalen dat de werknemer zijn schriftelijke aanvraag tegelijk aan de werkgever en aan de R. V. A. moet zenden.

Op de laatste vraag zal worden ingegaan door een wijziging die in de tekst zal worden aangebracht.

Voorts wordt opgemerkt dat een onmiddellijke vervanging niet altijd mogelijk zal zijn in de kleine en middelgrote bedrijven.

De volgende amendementen worden voorgesteld :

1) Door de heren Lenssens (Stuk n° 738/10-II) en Van Geyt (Stuk n° 738/5-I, B) die wensen te preciseren dat de vervanging van de werknemer die vraagt om het brugpensioen te genieten, een verplichting is voor de werkgever en niet een voorwaarde voor de toekenning van het brugpensioen aan de werknemer. De Minister van Tewerkstelling en Arbeid stemt in met het principe van die amendementen.

2) Door de heer Van Geyt (ibidem, punt A) die, in zijn amendement in hoofddorde, de voorwaarde van de vervanging schrapt.

3) Door de heer Willy Claes (Stuk n° 738/6-II) die bij de vervanging de vrijgekomen plaats wil voorbehouden voor een werkloze, bij voorkeur een jongere, terwijl de heer De Wulf, bij een subamendement op het amendement van de heer Lenssens (Stuk n° 738/12-IV), die plaats wil voorbehouden voor een jonge werkzoekende of, bij diens ontstentenis, voor een jongere.

De Minister meent dat bij vervanging de vrijgekomen plaatsen moeten voorbehouden blijven voor jongeren beneden 30 jaar, maar dat uitzonderingen kunnen worden toegestaan mits daarop controle wordt uitgeoefend.

4) Door de heer Burgeon (Stuk n° 738/6-VII) die preciseert dat de buiten de onderneming aangeworven werknemer geen stagiair mag worden in de onderneming.

Daarentegen kan de stagiair, tewerkgesteld in de onderneming op het ogenblik dat degene die met brugpensioen gaat, de onderneming verlaat, worden aangeworven als werknemer. Ten slotte wordt nog voorzien in controlemaatregelen.

De Minister herinnert eraan dat een onderscheid moet worden gemaakt tussen de begrippen werknemer en stagiair. Degene die het brugpensioen geniet, moet worden vervangen door een werknemer. Indien een in de onderneming tewerkgestelde stagiair een werknemer vervangt die de onderneming verlaat, verliest hij het statuut van stagiair en

devenu travailleur de l'entreprise devra être immédiatement remplacé par un nouveau stagiaire.

Le Ministre déclare ensuite qu'il reprendra le premier principe de l'amendement dans l'amendement du Gouvernement en précisant de quels stagiaires il s'agit; il estime que le second va de soi et ne doit pas figurer dans le texte de l'article; il juge le troisième superflu puisque l'article 25 le prévoit déjà.

5) M. Flamant (Doc. n° 738/10-IV) ne veut pas compromettre les chances de promotion des travailleurs en service et prévoit que le remplaçant ne doit pas nécessairement occuper la même fonction que le partant.

Le Ministre est d'accord avec ce principe, le but du remplacement étant de maintenir le niveau de l'emploi. Il n'estime cependant pas nécessaire de le reprendre dans le texte de l'article;

6) L'amendement du Gouvernement, issu des débats (Doc. n° 738/13-I) est adopté, ainsi que l'article modifié, par 26 voix contre 7 et 5 abstentions.

L'amendement de M. Claes est rejeté par 34 voix contre 7, la partie non retenue de l'amendement de M. Burgeon a été rejetée par 26 voix contre 12 tandis que les autres amendements ont été retirés.

Art. 25.

Cet article règle la surveillance du système de prépension, au niveau de l'entreprise. Elle incombe d'abord au conseil d'entreprise et, à défaut, à la délégation syndicale et, à défaut de délégation syndicale, à l'O. N. E. M.

M. Willy Claes propose (Doc. n° 738/6-II) d'associer subsidiairement les représentants des organisations représentatives des travailleurs ou les travailleurs de l'entreprise plutôt que l'O. N. E. M.

M. Van Daele abonde dans le même sens (Doc. n° 738/6-VI); il fait cependant précéder les organisations syndicales par le Comité de sécurité et d'hygiène.

M. Deneir (Doc. n° 738/11-III) reprend l'amendement précédent en excluant les travailleurs des entreprises.

Par un sous-amendement à ce dernier, le Gouvernement (Doc. n° 738/12-I) prévoit le contrôle conjoint de l'O. N. E. M.

L'O. N. E. M. reçoit par la modification apportée à l'article 24 copie de la demande de prépension et il doit par ailleurs être tenu au courant du remplacement si l'on veut qu'il obtienne une plus grande maîtrise du marché de l'emploi : ces deux motifs justifient la surveillance qui lui est confiée.

Les deux premiers amendements ont été rejetés par 22 voix contre 8 et 4 abstentions, le troisième est retiré tandis que l'article amendé par le Gouvernement est adopté par 28 voix contre 8.

Art. 26.

Cet article prévoit que la prépension est composée de deux éléments, l'allocation de chômage et une indemnité complémentaire. Elle est indexée.

La convention collective de travail n° 17 lie la prépension conventionnelle à l'évolution du bien-être général.

Quatre amendements proposent un système de liaison analogue pour la prépension légale.

wordt werknemer. In dat geval moet de stagiair, die werknemer is geworden in de onderneming, onmiddellijk worden vervangen door een nieuwe stagiair.

De Minister verklaart vervolgens dat hij het eerste principe van het amendement zal overnemen in het Regerings-amendement en daarbij nader zal bepalen om welke stagiairs het gaat; het tweede principe spreekt, volgens de Minister, vanzelf en moet niet opgenomen worden in de tekst van het artikel. Het derde principe acht hij overbodig, aangezien de desbetreffende bepaling reeds voorkomt in artikel 25.

5) De heer Flamant (Stuk n° 738/10-IV) wil niet dat de promotiemogelijkheden van de in dienst blijvende werknemers in het gedrang worden gebracht; zijn amendement bepaalt daarom dat de plaatsvervanger niet noodzakelijk een identieke functie als die van de vertrekkende werknemer dient uit te oefenen.

De Minister is het met dat beginsel eens, aangezien de vervanging tot doel heeft de tewerkstelling op peil te houden. Hij acht het evenwel niet noodzakelijk het in de tekst van het artikel over te nemen.

6) Het amendement van de Regering, dat het gevolg is van de besprekingen (Stuk n° 738/13-I) wordt, evenals het gewijzigde artikel, met 26 tegen 7 stemmen en 5 onthoudingen aangenomen;

Het amendement van de heer Claes wordt met 34 tegen 7 stemmen verworpen; het niet aangehouden gedeelte van het amendement van de heer Burgeon wordt met 26 tegen 12 stemmen verworpen, terwijl de overige amendementen worden ingetrokken.

Art. 25.

Dit artikel regelt het toezicht op het brugpensioen in de ondernemingen. Dat toezicht wordt eerst aan de ondernemingsraad opgedragen, bij ontstentenis aan de vakbondsafvaardiging en bij ontstentenis van een vakbondsafvaardiging aan de R. A. V.

De heer Willy Claes (Stuk n° 738/6-VI) stelt voor er in bijkomende orde de representatieve werknemersorganisaties of de werknemers van de onderneming i.p.v. de R. A. V. bij te betrekken.

De heer Van Daele doet een gelijkaardig voorstel (Stuk n° 738/6-VI), doch hij laat de vakbondsorganisaties voorafgaan door het Comité voor veiligheid en gezondheid.

De heer Deneir (Stuk n° 738/11-III) volgt het vorige amendement, doch sluit de werknemers van de ondernemingen uit.

De Regering voorziet via een subamendement op het voorgaande (Stuk n° 738/12-I) in het gelijktijdige toezicht door de R. A. V.

De in artikel 24 aangebrachte wijziging heeft tot gevolg dat de R. A. V. afschrift van de aanvraag om brugpensioen bekomt en dat hij anderzijds op de hoogte moet worden gehouden van de vervanging als men wil dat die dienst de tewerkstellingsmarkt beter beheerst : die beide redenen rechtvaardigen het hem opgedragen toezicht.

De eerste twee amendementen worden met 22 tegen 3 stemmen en 4 onthoudingen verworpen, terwijl het door de Regering geamendeerde artikel met 28 tegen 8 stemmen wordt aangenomen.

Art. 26.

Dit artikel bepaalt dat het brugpensioen twee elementen omvat : de werkloosheidsuitkering en de aanvullende vergoeding. Het wordt geïndexeerd.

De collectieve arbeidsovereenkomst n° 17 koppelt het overeengekomen brugpensioen aan de evolutie van het algemeen welzijn.

Vier amendementen stellen voor het wettelijk brugpensioen een soortgelijke koppeling voor.

Celui de M. Glinne (Doc. n° 738/6-III) est retiré; celui de M. Willy Claes (Doc. n° 738/6-II) est rejeté par 21 voix contre 8 et 4 abstentions; celui de M. Van Geyt insérant un article 26bis nouveau (Doc. n° 738/5-I) est rejeté par 22 voix contre 8 et 5 abstentions; celui de M. Lenssens (Doc. n° 738/11-IV) est adopté par 26 voix et 6 abstentions.

Le Ministre rappelle que, comme c'est le cas dans le système de prépension conventionnelle :

1) celui qui n'a pas droit aux allocations de chômage, ne peut prétendre au bénéfice de l'indemnité complémentaire et les mesures de prépension ne lui sont donc pas applicables;

2) le pourcentage de 60 % entrant en ligne de compte pour le calcul de l'allocation de chômage est maintenu pendant toute la durée de la prépension;

3) la prépension qui constitue les seuls revenus du bénéficiaire, n'est pas soumise à l'impôt des personnes physiques.

La prépension doit correspondre à un montant équivalant à 85 à 90 % du salaire net dont bénéficiait le travailleur avant sa prépension.

Des exemples de calcul démontrent ce que représente la prépension par rapport au salaire : (salaire minimum, salaire élevé et charges d'enfants) (Annexe 8, B).

L'article amendé est adopté par 23 voix contre 7 et 4 abstentions.

Art. 26bis (nouveau).

Cet amendement de M. Van Geyt (Doc. n° 738/5-I) a été traité dans la discussion de l'article précédent.

Art. 27.

Cet article prévoit que l'O. N. E. M. assure le paiement de la prépension. La charge en est supportée par cet organisme en ce qui concerne la partie allocation de chômage de la prépension et par le fonds de solidarité prévu à l'article 40 pour ce qui s'y ajoute.

Un amendement de M. Glinne (Doc. n° 738/6-III) qui précise que le paiement se fera par les organismes payeurs des allocations de chômage est rejeté par 22 voix contre 8 et 4 abstentions, le Ministre de l'Emploi et du Travail ayant déclaré que l'arrêté d'exécution de l'article 27 en reprendrait le contenu.

Un amendement de M. Fiévez (Doc. n° 738/9-VII) découlant de l'amendement rejeté du même auteur à l'article 23, est retiré.

L'article est adopté par 23 voix contre 8 et 4 abstentions.

Art. 28.

Cet article interdit de cumuler le bénéfice de la prépension avec une activité professionnelle ou avec d'autres indemnités ou allocations résultant de la cessation d'activité, accordées en vertu des dispositions légales ou réglementaires.

Il a été demandé si l'interdiction de cumuler visait les primes de départ, les « golden handshake », les primes d'assurance de groupe accordées soit en tant que libéralité, soit

Dat van de heer Glinne (Stuk n° 738/6-III) wordt ingetrokken; dat van de heer Willy Claes (Stuk n° 738/6-II) wordt met 21 tegen 8 stemmen en 4 onthoudingen verworpen; dat van de heer Van Geyt tot invoeging van een artikel 26bis nieuw (Stuk n° 738/5-I) wordt met 22 tegen 8 stemmen en 5 onthoudingen verworpen; dat van de heer Lenssens (Stuk n° 738/11-IV) wordt met 26 stemmen en 6 onthoudingen aangenomen.

De Minister herinnert eraan dat, zoals dat geldt voor het bij overeenkomst vastgestelde bruggpensioen :

1) degene die geen recht heeft op werkloosheidsuitkeringen geen aanspraak kan maken op de aanvullende vergoeding en dat de maatregelen inzake bruggpensioen dus niet op hem van toepassing zijn;

2) het percentage van 60 % dat voor de berekening van de werkloosheidsuitkering in aanmerking komt, gedurende de gehele duur van het bruggpensioen wordt gehandhaafd;

3) het bruggpensioen dat het enige inkomen van de recht-hebbende vormt, niet aan de personenbelasting onderworpen is.

Het bruggpensioen moet overeenkomen met een bedrag dat gelijk is aan 85 tot 90 % van het nettoloon dat de werknemer vóór zijn bruggpensioen genoot.

Voorbeelden van berekening tonen aan wat het bruggpensioen vertegenwoordigt t.o.v. het loon : (minimumloon; hoog loon en kinderlast) (bijlage 8, B).

Het geamendeerde artikel wordt met 23 tegen 7 stemmen en 4 onthoudingen aangenomen.

Art. 26bis (nieuw).

Dit amendement van de heer Van Geyt (Stuk n° 738/5-I) is bij de bespreking van het vorige artikel onderzocht.

Art. 27.

Dit artikel bepaalt dat de R. A. V. voor de betaling van het bruggpensioen instaat. De last ervan wordt door die instelling gedragen betreffende het gedeelte « werkloosheidsuitkering » van het bruggpensioen en door het solidariteitsfonds waarin artikel 40 voorziet voor hetgeen erbij komt.

Een amendement van de heer Glinne (Stuk n° 738/6-III), dat bepaalt dat het bruggpensioen zal worden betaald door de instellingen die met de betaling van de werkloosheidsuitkeringen zijn belast, wordt met 22 tegen 8 stemmen en 4 onthoudingen verworpen, nadat de Minister van Tewerkstelling en Arbeid heeft verklaard dat de inhoud ervan in het besluit ter uitvoering van artikel 27 zal worden overgenomen.

Een amendement van de heer Fiévez (Stuk n° 738/9-VII), dat aansluit op het verworpen amendement bij artikel 23 van dezelfde auteur, wordt ingetrokken.

Het artikel wordt aangenomen met 23 tegen 8 stemmen en 4 onthoudingen.

Art. 28.

Krachtens dit artikel is het verboden het voordeel van het bruggpensioen te cumuleren met beroepsarbeid of met andere vergoedingen of toelagen die uit de stopzetting van de bedrijvigheid voortvloeien en die krachtens wettelijke of reglementaire bepalingen worden verleend.

Gevraagd wordt of het cumulatieveverbod eveneens geldt voor de afscheidspremies, de « golden handshakes », de premies van groepsverzekering die bij wijze van gift dan wel

en vertu d'un contrat de travail, soit en application d'une convention collective de travail.

Le Ministre de l'Emploi et du Travail précise que la disposition de l'article 28 se rattache à la convention collective de travail n° 17 précitée et notamment à l'article 9 dont elle est issue.

L'article 9 de cette convention est libellé comme suit :

« Article 9. — L'indemnité complémentaire ne peut être cumulée avec d'autres indemnités ou allocations spéciales, résultant du licenciement, accordées en vertu des dispositions légales ou réglementaires. Dès lors, le travailleur licencié dans les conditions prévues par l'article 3 devra d'abord épuiser ses droits découlant de ces dispositions avant de pouvoir prétendre à l'indemnité complémentaire visée à l'article 4.

L'interdiction de cumul formulée à l'alinéa précédent ne s'applique pas aux indemnités de fermeture prévues par la loi du 28 juin 1966 relative à l'indemnisation des travailleurs licenciés en cas de fermeture d'entreprises. Les indemnités ou avantages spéciaux résultant du licenciement, accordés par des conventions collectives conclues sur le plan du secteur ou à d'autres niveaux, sont imputables sur le montant fixé à l'article 5. »

Afin de savoir quelles sont les indemnités et les allocations qui ne peuvent être cumulées, il y a lieu de se référer surtout aux mots « résultant de la cessation d'activité ». Ils montrent clairement que la prime de départ prévue par une convention collective de travail ne peut pas être cumulée avec la prépension.

Echappent cependant à l'interdiction de cumul, les prestations sociales qui ne se rapportent pas à la cessation d'activité, telles que les rentes d'accident du travail ou de maladie professionnelle, les allocations d'invalidité de guerre, etc. Par « cessation d'activité », il y a lieu d'entendre l'arrêt des activités en qualité de travailleur salarié.

L'interdiction ne s'applique pas davantage aux prestations octroyées en vertu d'une assurance de groupe. En effet, le fondement juridique de ces prestations ne se trouve pas dans la cessation d'activité.

Il en va de même pour l'indemnité de fermeture prévue par la loi du 28 juin 1966 relative à l'indemnisation des travailleurs licenciés en cas de fermeture d'entreprises, cette indemnité ayant été expressément écartée de l'interdiction de cumul à l'article 9 de la convention collective de travail n° 17.

Le Ministre a encore ajouté que les avantages et les libéralités octroyés à titre strictement personnel, sans aucune obligation légale, peuvent être cumulés.

Un amendement de M. Willy Claes (Doc. n° 738/6-II) modifie le texte dans le but de faire ressortir que les indemnités ou allocations en question sont imputées sur le montant de l'allocation complémentaire.

Cet amendement est rejeté par 27 voix contre 8 et l'article est adopté ensuite par 27 voix contre 8.

Art. 28bis (nouveau).

Cet amendement de M. Deneir (Doc. n° 738/9-V remplaçant les articles 28bis et 28ter nouveaux du Doc. n° 738/6-V) modifie le régime des sanctions.

krachtens een arbeidsovereenkomst, of nog op grond van een collectieve arbeidsovereenkomst worden toegekend.

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid verklaart dat het bepaalde in artikel 28 aanleunt bij voormelde collectieve arbeidsovereenkomst n° 17, en met name bij artikel 9, waarvan het uitgaat.

Artikel 9 van die overeenkomst luidt als volgt :

« Artikel 9. — De aanvullende vergoeding mag niet worden gecumuleerd met andere wegens afdanking verleende speciale vergoedingen of toeslagen, die worden toegekend krachtens wettelijke of reglementaire bepalingen. De werknemer, die onder de in artikel 3 voorziene voorwaarden wordt ontslagen, zal dus eerst de uit die bepalingen voortvloeiende rechten moeten uitputten, alvorens aanspraak te kunnen maken op de in artikel 4 voorziene aanvullende vergoeding.

Het in de voorgaande alinea geformuleerde verbod van cumulatie is niet van toepassing op de sluitingsvergoedingen voorzien bij de wet van 28 juni 1966 betreffende de schadeloosstelling van de werknemers die ontslagen worden bij sluiting van ondernemingen. De wegens ontslag verleende speciale vergoedingen of voordelen, toegekend krachtens op het niveau van de sector of op andere niveaus gesloten collectieve overeenkomsten, worden verrekend op het in artikel 5 bedoelde bedrag. »

Welke vergoedingen of toelagen niet mogen gecumuleerd worden moet vooral blijken uit de zinsnede : « uit hoofde van de staking van de bedrijvigheid. » Zo wordt het dan ook duidelijk dat de afscheidspremie, voorzien in een collectieve arbeidsovereenkomst, niet mag gecumuleerd worden met het bruggpensioen.

Het verbod van cumulatie geldt echter niet voor de sociale uitkeringen die geen verband houden met de stopzetting van de activiteit, zoals renten ingevolge arbeidsongeval of beroepsziekte, uitkeringen aan oorlogsinvaliden, enz. Met « stopzetting van de activiteit » wordt bedoeld het ophouden van de activiteiten als werknemer.

Het verbod is evenmin van toepassing op de uitkeringen toegekend op grond van een groepsverzekering. De rechtsgrond van die uitkeringen is immers niet te vinden in de beëindiging van de activiteit.

Ditzelfde geldt eveneens voor de sluitingsvergoeding voorzien bij de wet van 28 juni 1966 betreffende de schadeloosstelling van de werknemers die ontslagen worden bij sluiting van ondernemingen omdat die sluitingsvergoeding uitdrukkelijk werd geweerd uit het cumulatieverbod in artikel 9 van de collectieve arbeidsovereenkomst n° 17.

De Minister voegt daar nog aan toe dat de voordelen en liberaliteiten die strict persoonlijk worden uitgekeerd zonder dat daartoe enige wettelijke verplichting bestaat, wel mogen gecumuleerd worden.

Een amendement van de heer Willy Claes (Stuk n° 738/6-II) wil de tekst wijzigen om te doen uitkomen dat de betrokken vergoedingen of toelagen op het bedrag van de aanvullende toelage worden verrekend.

Dit amendement wordt verworpen met 27 tegen 8 stemmen. Het artikel wordt met 27 tegen 8 stemmen aangenomen.

Art. 28bis (nieuw).

Dit amendement van de heer Deneir (Stuk n° 738/9-V, ter vervanging van de artikelen 28bis (nieuw) en 28ter (nieuw) van het Stuk n° 638/6-V) wijzigt de strafregeling.

Un amendement semblable, à cela près qu'il prévoyait en plus une sanction administrative spéciale en cas d'infraction à un article déterminé, a été adopté à l'article 19 en ce qui concerne le stage.

Par un sous-amendement (Doc. n° 738/12-III) compétence est explicitement attribuée au tribunal du travail pour trancher les différends concernant la prépension.

L'amendement sous-amendé est adopté par 27 voix et 8 abstentions.

Art. 29.

Cet article règle la durée d'application de la section. Trois amendements ont été proposés. Les deux premiers, de MM. Willy Claes et Van Geyt (resp. Doc. n°s 738/6-II et 738/5-I) rendent le système permanent, du moins, déclare le dernier, jusqu'à ce qu'un système de prépension généralisé soit élaboré. Ils sont rejetés respectivement par 26 voix contre 10 et par 21 voix contre 10 et 4 abstentions.

Le troisième amendement (Doc. n° 738/13-I) émane du Gouvernement et découle de la modification adoptée au deuxième alinéa de l'article 22. Il est adopté par 25 voix contre 6. L'article amendé est adopté ensuite par 24 voix contre 8 et 4 abstentions.

Art. 29bis (nouveau).

Un amendement de M. Desmarets (Doc. n° 738/10-V) permet de soustraire à l'application du système de prépension, les entreprises en difficulté.

L'article 20, § 2 prévoit déjà cette possibilité en ce qui concerne le stage des jeunes.

On a fait observer que contrairement au stage des jeunes, le système de prépension n'imposait pas de charges aux entreprises mais pouvait même les alléger.

Le Gouvernement de son côté propose (Doc. n° 738/13-I) de maintenir la possibilité de bénéficier de la prépension dans les entreprises en difficulté, mais de permettre à ces sociétés de ne pas pourvoir au remplacement du bénéficiaire.

Cette mesure serait régionalisée comme celle de l'article 20, § 2.

Le premier amendement est retiré, le second est adopté par 24 voix contre 8 et 4 abstentions.

Art. 30.

Cet article qui traite de la prise des mesures d'exécution, est adopté par 24 voix contre 8 et 4 abstentions.

Een soortgelijk amendement, dat echter voorzag in een speciale administratieve straf in geval van inbreuk op een welbepaald artikel, is reeds aangenomen bij artikel 19 in verband met de stage.

Bij een subamendement (Stuk n° 738/12-III) krijgt de arbeidsrechtbank uitdrukkelijk de bevoegdheid om de geschillen inzake het brugpensioen te beslechten.

Het gesubamendeerde amendement wordt aangenomen met 27 stemmen en 8 onthoudingen.

Art. 29.

Dit artikel regelt de duur van de toepassing van de afdeling. Er werden drie amendementen ingediend. De eerste twee, van de heren Willy Claes en Van Geyt (resp. Stukken n°s 738/6-II en 738/5-I) maken het systeem bestendig, althans, zoals de laatstgenoemde verklaart, totdat een systeem voor veralgemeend brugpensioen zal zijn uitgewerkt. Zij worden met 26 tegen 10 stemmen resp. met 21 tegen 10 stemmen en 4 onthoudingen verworpen.

Het derde amendement (Stuk n° 738/13-I) dat van de Regering uitgaat, voert voort uit de in het tweede lid van artikel 22 aangenomen wijziging. Het wordt met 25 tegen 6 stemmen aangenomen. Het geamendeerde artikel wordt met 24 tegen 8 stemmen en 4 onthoudingen aangenomen.

Art. 29bis (nieuw).

Een amendement van de heer Desmarets (Stuk n° 738/10-V) maakt het mogelijk de in moeilijkheden verkerende ondernemingen van de toepassing van het brugpensioen vrij te stellen.

Artikel 20, § 2, voorziet reeds in die mogelijkheid voor wat de stage van de jongeren betreft.

Opgemerkt wordt dat het systeem van het brugpensioen, in tegenstelling met de stage van de jongeren, aan de ondernemingen geen lasten oplegt, doch die lasten zelfs kan verlichten.

Van haar kant stelt de Regering voor (Stuk n° 738/13-I) om de mogelijkheid inzake brugpensioen te handhaven in de ondernemingen die in moeilijkheden verkeren. met dien verstande dat deze in staat worden gesteld niet in de vervanging van de begunstigten te voorzien.

Die maatregel zou geregionaliseerd worden, op dezelfde wijze als die waarop artikel 20, § 2 betrekking heeft.

Het eerste amendement wordt ingetrokken, terwijl het tweede met 24 tegen 8 stemmen en 4 onthoudingen wordt aangenomen.

Art. 30.

Dit artikel, dat betrekking heeft op de uitvoeringsmaatregelen, wordt met 24 tegen 8 stemmen en 4 onthoudingen aangenomen.

CHAPITRE II.

Modération des revenus.

Section 1.

Dividendes et tantièmes.

Cette section a été examinée par la Commission des Affaires économiques.

* * *

Cette section comporte 3 articles, dont le premier et le deuxième (art. 31 et 32) concernent les dividendes et tantièmes, tandis que le troisième (art. 33) contient une disposition pénale.

Art. 31.

L'article 31 contient l'interdiction, durant l'année 1976, de distribuer des dividendes dont le montant dépasse le montant le plus élevé payé pour les exercices sociaux 1972, 1973 et 1974 à titre de dividendes. Il s'agit de dividendes d'origine belge, qui ont trait au bilan de l'année sociale 1975.

Ce même article comporte également une disposition relative aux sociétés qui n'ont pas distribué de dividendes pour les exercices sociaux 1972, 1973 et 1974; dans ce cas, le dividende qui est distribué pour l'exercice social 1975 ne peut excéder 6 % des moyens propres de la société. Le 4^e alinéa de cet article prévoit une dérogation pour les dividendes qui sont payables aux communes; ceux-ci ne sont pas soumis aux limitations prévues.

Un amendement de M. Van Offelen (Doc. n° 738/3-II) vise à supprimer cet article. L'auteur estime qu'il est inéquitable que l'indexation soit maintenue pour une grande partie des revenus alors que les dividendes ainsi que d'autres revenus — les tantièmes, les rémunérations mensuelles supérieures à 40 250 F, les loyers et les revenus des professions libérales — seraient bloqués. Cet amendement a été rejeté par 11 voix et 1 abstention.

M. Fiévez a présenté un amendement (Doc. n° 738/9-VII) ayant pour objet d'interdire que tous les dividendes qui seraient distribués en 1976 pour l'exercice social 1975, puissent excéder 6 % des moyens propres de la société, que celle-ci ait ou non distribué des dividendes pour les exercices sociaux 1972, 1973 et 1974.

L'auteur a estimé que son amendement aurait une influence favorable sur l'équilibre concurrentiel entre, d'une part, les sociétés qui ont distribué des dividendes au cours des années précédentes et, d'autre part, les sociétés qui ont pratiqué l'autofinancement durant ces mêmes années.

Le Ministre des Affaires économiques a demandé à la Commission de rejeter cet amendement. A son avis, son application pourrait susciter des problèmes boursiers. Enfin, il a souligné que le Gouvernement désire avant tout éviter une hausse des dividendes.

L'amendement a été rejeté par 10 voix contre 1 et 1 abstention.

M. T. Declercq a proposé, par voie d'amendement (Doc. n° 738/5-III), que tout comme les dividendes payables aux communes, les dividendes payables aux provinces échappent au plafond prévu à l'article 31.

En effet, en ce qui concerne les provinces, les dividendes doivent servir, comme c'est le cas pour les communes, à contribuer à couvrir les dépenses du secteur public, tels les remboursements d'emprunts contractés auprès du Crédit

HOOFDSTUK II.

Inkomensmatiging.

Afdeling 1.

Dividenden en Tantièmes.

Deze afdeling werd besproken door de Commissie voor de Economische Zaken.

* * *

Deze afdeling omvat 3 artikelen : het eerste en het tweede (art. 31 en 32) hebben betrekking op de dividenden en tantièmes, terwijl het derde (art. 33) een strafbepaling bevat.

Art. 31.

Artikel 31 houdt het verbod in gedurende het jaar 1976 dividenden uit te keren waarvan het bedrag hoger ligt dan het hoogste bedrag dat als dividend werd uitgekeerd voor de boekjaren 1972, 1973 of 1974. Het betreft dividenden van Belgische oorsprong die betrekking hebben op de balans van het maatschappelijk jaar 1975.

Hetzelfde artikel bevat eveneens een bepaling voor de vennootschappen die geen dividend hebben uitgekeerd voor de boekjaren 1972-73 en 74 : in dat geval mag het dividend dat voor het boekjaar 1975 wordt uitgekeerd 6 % van de eigen middelen van de vennootschap niet overtreffen. Lid 4 van het artikel houdt tenslotte een afwijking in voor de dividenden die uitgekeerd worden aan de gemeenten : deze zijn niet aan de voorziene begrenzing onderworpen.

Een amendement van de heer Van Offelen (Stuk n° 738/3-II) strekt tot de weglating van dit artikel. De auteur acht het onbillijk dat de indexering voor een groot deel van de inkomens zou behouden blijven, terwijl de dividenden samen met andere inkomens — de tantièmes, de maandwedden boven 40 250 F, de huurprijzen en de inkomens van de vrije beroepen — zouden worden geblokkeerd. Dit amendement wordt verworpen met 11 stemmen en 1 onthouding.

De heer Fiévez stelt een amendement (Stuk n° 738/9-VII) voor, ertoe strekkend dat alle dividenden, die gedurende 1976 en voor het boekjaar 1975 zouden worden uitgekeerd — ongeacht of de betrokken vennootschappen voor de boekjaren 1972-1973 en 1974 al dan niet dividenden uitkeerden — 6 % van de eigen middelen van de vennootschap niet zouden mogen overtreffen.

De auteur meent dat zijn amendement een weldoende invloed zou hebben op het concurrentieel evenwicht tussen de vennootschappen die gedurende de voorbije jaren dividenden uitkeerden, enerzijds en de vennootschappen die gedurende voorbije jaren aan autofinanciering deden, anderzijds.

De Minister van Economische Zaken vraagt de verwerping van het amendement. Zijn inziens zou de toepassing ervan tot beursproblemen kunnen leiden. Hij benadrukt tenslotte dat de Regering voornamelijk een stijging van de dividenden wenst te voorkomen.

Het amendement wordt tenslotte verworpen met 10 stemmen tegen 1 en 1 onthouding.

De heer T. Declercq (Stuk n° 738/5-III) stelt voor dat de dividenden, die worden uitgekeerd aan de provincies, evenmin als de dividenden die worden uitgekeerd aan de gemeenten zouden worden onderworpen aan de in artikel 31 voorziene begrenzing.

De dividenden moeten immers voor de provincies net zoals voor de gemeenten dienen om uitgaven te helpen betalen in de openbare sector, zoals o.m. de terugbetalingen van leningen bij het Gemeentekrediet of van tussenkomsten

communal ou les interventions dans les régimes de pensions des anciens membres du personnel de certains services provinciaux.

L'amendement a été adopté par 11 voix et 1 abstention.

L'article ainsi modifié a également été adopté à l'unanimité moins 1 abstention.

Art. 32.

L'article 32 interdit de distribuer et de payer des tantièmes à un taux supérieur à 75 % du montant payé pour l'exercice social précédent. Cette interdiction s'applique aux tantièmes payables pendant l'année 1976 sur la base du bilan de l'exercice social 1975. Par exercice précédent, il y a lieu d'entendre l'exercice social 1974.

Un amendement de M. Parisis (Doc. n° 738/11-II) propose que l'article 32 ne s'applique pas aux gérants des sociétés en commandite simple.

Notre pays ne compte qu'une vingtaine de sociétés en commandite simple. Leurs gérants perçoivent un traitement composé exclusivement de tantièmes. Par conséquent, il ne convient pas de leur appliquer une réduction de la base de leurs rémunérations.

Le Ministre des Affaires économiques a déclaré que, dans les sociétés en commandite simple, il est d'usage de qualifier de « tantième » la rémunération d'un commandité. A son avis, cet usage n'existe pas dans les autres sociétés. Or, lorsque le montant liquidé par une société en commandite simple est appelé « tantième » alors qu'il représente en fait la rémunération d'un commandité, l'article 32 de la loi relative aux mesures de redressement n'est pas d'application.

A la suite de cette déclaration du Ministre, M. Parisis a retiré son amendement.

Un membre a considéré qu'un problème analogue pourrait se poser en ce qui concerne la rémunération des commandités d'autres sociétés, telles que par exemple les S. P. R. L.

Un membre, enfin, a demandé si, pour l'application de la règle des 75 %, le calcul se fait par tantièmes ou de manière globale, c'est-à-dire sur le montant global des tantièmes payés.

Pareille distinction n'est certes pas dénuée d'intérêt : en effet, le montant payé par tantième peut, à la suite de la disparition d'un bénéficiaire, avoir augmenté par rapport au tantième inférieur, le montant global des prestations demeurant inchangé.

Le Ministre a répondu que le calcul se fera par tantièmes.

L'article a ensuite été adopté par 11 voix et 1 abstention.

Art. 33.

L'article 33 rend les administrateurs et gérants des sociétés responsables de la bonne exécution des dispositions relatives aux dividendes et tantièmes et les rend individuellement punissables en cas de non-respect de cette interdiction.

Cet article a été adopté par 11 voix et 1 abstention.

Section 2.

Professions libérales.

Cette section a été examinée par les commissions réunies des Classes moyennes et des Affaires économiques.

* * *

in het pensioenstelsel van gewezen personeelsleden in sommige provinciale diensten.

Dit amendement wordt met 11 stemmen en 1 onthouding aangenomen.

Het aldus gewijzigde artikel wordt eveneens op één onthouding na éénparig aangenomen.

Art. 32.

Artikel 32 verbiedt tantièmes uit te keren en te betalen aan een hoger bedrag dan 75 % van het bedrag dat voor het vorig maatschappelijk jaar werd uitbetaald. Dit verbod geldt voor de tantièmes betaalbaar gedurende het jaar 1976 op basis van de balans van het boekjaar 1975. Door vorig jaar wordt bedoeld het boekjaar 1974.

Een amendement van de heer Parisis (Stuk n° 738/11-II) stelt voor dat artikel 32 niet zou van toepassing zijn op de zaakvoerders van bloot-commanditaire vennootschappen.

Ons land telt slechts een twintigtal bloot-commanditaire vennootschappen. Het loon van de zaakvoerders dezer vennootschappen bestaat uitsluitend uit tantièmes. Het ware derhalve ongepast voor die personen de basis van hun loon te verminderen.

De Minister van Economische Zaken verklaart dat het in de bloot-commanditaire vennootschappen gebruikelijk is het loon van een werkend vennoot « tantième » te noemen. Dit is zijn inziens niet gebruikelijk in de andere vennootschappen. Wanneer nu het bedrag uitgekeerd door een bloot-commanditaire vennootschap « tantième » wordt genoemd, terwijl het in feite het loon van een werkende vennoot vertegenwoordigt, dan is artikel 32 van de herstellwet niet van toepassing.

Ingevolge voorgaande verklaring van de Minister, trekt de heer Parisis zijn amendement in.

Een lid meent dat een gelijkaardig probleem zich wellicht zou kunnen stellen voor het loon van de werkende vennoten van andere vennootschappen, zoals bijvoorbeeld de P. V. B. A.

Een lid vraagt tenslotte of voor de toepassing van de 75 %-regel per tantième of globaal, d.w.z. het globaal bedrag der uitgekeerde tantièmes, gerekend wordt.

Een dergelijk onderscheid is zeker niet zonder belang : het bedrag per tantième kan gestegen zijn t.o.v. vorige uitkering ingevolge het wegvallen van een rechthebbende, terwijl het globaal bedrag der uitkeringen ongewijzigd blijft.

De Minister antwoordt dat per tantième zal gerekend worden.

Het artikel wordt daarop goedgekeurd met 11 stemmen en 1 onthouding.

Art. 33.

Artikel 33 stelt de beheerders en de zaakvoerders van de vennootschappen verantwoordelijk voor de goede uitvoering van de bepalingen betreffende de dividenden en tantièmes en stelt ze individueel strafbaar ingeval van niet-naleving van het verbod.

Dit artikel wordt aangenomen met 11 stemmen en 1 onthouding.

Afdeling 2.

Vrije beroepen.

Deze afdeling wordt besproken in de verenigde commissies voor de Middenstand en voor de Economische Zaken.

* * *

La section 2 du chapitre II traite de la modération des revenus des professions libérales et propose le blocage des tarifs, des barèmes, des abonnements et des honoraires de ces professions pendant l'année 1976.

Cette section comprend deux articles, en l'occurrence les articles 34 et 35.

L'article 34 porte sur les professions libérales en général.

Un article 35 distinct est consacré aux prestations de soins médicaux ou paramédicaux. Il y est fait expressément mention des accords conclus dans le cadre de la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité.

Un amendement de M. Van Offelen (Doc. n° 738/3-II) propose de supprimer les articles 34 et 35.

Au cours de la discussion de l'article 35 par les Commissions réunies des Classes moyennes et des Affaires économiques, le Gouvernement a présenté un amendement (Doc. n° 738/14) visant à remplacer le texte de l'article 35 par un texte entièrement nouveau.

a) *Modération générale des revenus ?*

L'exposé des motifs du projet de loi contient la déclaration suivante concernant les mesures proposées en matière de modération des revenus et des salaires : « Les mesures ... ne peuvent avoir pour conséquence de porter atteinte au revenu d'une seule catégorie sociale. Il s'impose donc de répartir équitablement les sacrifices imposés par la nécessité entre toutes les catégories sociales ».

Cette répartition équitable a été mise en doute par plusieurs membres.

L'auteur de l'amendement estime que les professions libérales sont frappées trop lourdement, alors que d'autres membres sont d'avis que les titulaires de professions libérales ne le seraient pas assez.

Selon l'auteur de l'amendement (Doc. n° 738/3-II), il est inéquitable de maintenir l'indexation pour une grande partie des revenus pendant que d'autres, en l'occurrence les rémunérations mensuelles de plus de 40 250 F, les loyers, les dividendes et les revenus des professions libérales, feraient l'objet d'un blocage.

Le Ministre des Affaires économiques a fait observer que les revenus des salariés peuvent être vérifiés de manière plus aisée et plus précise que ceux des professions libérales. C'est pourquoi il estime, dans la perspective d'une modération des revenus, qu'il n'est pas indiqué de proposer les mêmes mesures pour les salariés et pour les professions libérales. En conséquence, le plan de relance propose que les revenus des professions libérales soient bloqués en 1976, cependant que, pour les salariés, l'indexation serait suspendue pour neuf mois en ce qui concerne le montant mensuel excédant la rémunération mensuelle brute plafonnée prévue pour la prépension (40 250 F), les travailleurs devant également, pendant les neuf mois qui suivent la conclusion de nouvelles conventions collectives de travail, céder 50 % des avantages nouveaux obtenus au fonds de solidarité destiné à financer la prépension.

Le fait qu'il n'est pas possible de fournir autant de garanties en matière de modération des revenus des professions libérales serait compensé par des mesures plus sévères à l'égard de ces professions.

Enfin, à ceux qui affirment que les salariés seraient trop lourdement touchés, le Ministre a répondu que le revenu moyen par travailleur a, en pourcentage augmenté plus fortement, au cours des années qui viennent de s'écouler, que celui des autres catégories sociales.

Afdeling 2 van hoofdstuk II behandelt de inkomensmatiging voor de vrije beroepen en stelt een blokkering van de tarieven, barema's, abonnements en honoraria van deze beroepen gedurende het jaar 1976 voor.

Deze afdeling bevat twee artikelen : 34 en 35.

Artikel 34 heeft betrekking op de vrije beroepen in het algemeen.

Een afzonderlijk artikel 35 wordt gewijd aan de beoefenaars van de geneeskunde en de paramedische medewerkers. Daarin wordt uiteraard melding gemaakt van de akkoorden afgesloten in het raam van de wet van 9 augustus 1963 tot instelling en organisatie van een regeling voor verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering.

Een amendement van de heer Van Offelen (Stuk n° 738/3-II) stelt de weglating van de artikelen 34 en 35 voor.

Nadat de bespreking van artikel 35 door de Verenigde commissies voor de Middenstand en voor de Economische Zaken reeds is aangevat, wordt door de Regering nog een amendement ingediend, strekkend tot de vervanging van de tekst van artikel 35 door een volledige nieuwe tekst (Stuk n° 738/14).

a) *Algemene inkomensmatiging ?*

De « memorie van toelichting » van het wetsontwerp bevat volgende verklaring i.v.m. de voorgestelde maatregelen inzake inkomens- en loonmatiging : « De maatregelen (...) mogen echter niet tot gevolg hebben dat het inkomen van één enkele sociale categorie wordt aangetast. Het is dus noodzakelijk de opgelegde offers billijk te verdelen over alle sociale categorieën ».

Deze billijke regeling wordt door meerdere leden in twijfel getrokken.

De auteur van het amendement meent dat de vrije beroepen te zwaar getroffen worden, terwijl de anderen oordelen dat heel wat beoefenaars van vrije beroepen niet (zwaar genoeg) zullen getroffen worden.

De auteur van het amendement (Stuk n° 738/3-II) acht het onbillijk dat de indexering voor een groot deel van de inkomens zou behouden blijven, terwijl andere inkomens — de maandweden boven 40 250 F, de huurprijzen, de dividenden, en de inkomens van de vrije beroepen — zouden geblokkeerd worden.

De Minister van Economische Zaken wijst er op dat de inkomens van de loontrekkenden gemakkelijker en nauwkeuriger kunnen vastgesteld worden dan deze der vrije beroepen. Daarom acht hij het niet gepast met het oog op de inkomensmatiging dezelfde maatregelen voor te stellen voor de loontrekkenden en voor de vrije beroepen. Derhalve wordt nu in het herstelplan voorgesteld dat de inkomens van de vrije beroepen gedurende 1976 zouden geblokkeerd worden, terwijl voor de loontrekkenden gedurende negen maanden de indexering zou worden opgeschort voor het maandelijks bedrag dat hoger ligt dan het bruto begrensde maandloon voorzien voor het brugpensioen (40 250 F) en de werknemers tevens gedurende negen maanden na het afsluiten van nieuwe collectieve arbeidsovereenkomsten 50 % van de nieuwe bekomen voordelen zouden moeten afstaan aan de solidariteitsfonds, dat bestemd zou zijn voor de financiering van het brugpensioen.

Het feit dat minder waarborgen kunnen worden verstrekt inzake de inkomensmatiging van de vrije beroepen zou gecompenseerd worden door strengere maatregelen t.a.v. laatstgenoemde beroepen.

Aan hen, die beweren dat de loontrekkenden te zwaar zullen worden getroffen antwoordt de Minister tenslotte dat het gemiddeld inkomen per werknemer gedurende de laatste voorbije jaren procentueel sterker gestegen is dan dit der andere sociale categorieën.

C'est ce qui ressort du tableau ci-dessous :

| Dit laatste moge blijken uit de hierna volgende tabel.

	1972	1973	1974	
Rémunération des salariés :				Het inkomen uit bezoldigde arbeid :
Montant total (milliards de F)	831,7	958,4	1 148,5	Totaalbedrag (miljarden F).
Nombre de salariés (en milliers)	3 082,9	3 140,1	3 200,9	Aantal werknemers (in 1 000).
Revenu moyen par salarié ($\times 1\,000$ F)	269,8	305,2	358,8	Gemiddeld inkomen per werknemer ($\times 1\,000$ F).
Variation en % par rapport à l'année précédente du revenu moyen par salarié	—	13,1	17,6	Verandering in % t.o.v. vorig jaar van het gemiddeld inkomen per werknemer.
Revenu des travailleurs indépendants et des sociétés de personnes :				Ondernemersinkomen van zelfstandigen en personenvennootschappen :
Montant total (milliards de F)	245,3	266,7	270,1	Totaalbedrag (miljarden F).
Nombre d'indépendants et d'aidants (en milliers) ...	661,6	651,3	642,7	Aantal zelfstandigen en helpers (in 1 000).
Revenu moyen ($\times 1\,000$ F)	370,8	409,5	420,3	Gemiddeld inkomen ($\times 1\,000$ F).
Variation en % par rapport à l'année précédente du revenu moyen	—	10,4	2,6	Verandering in % t.o.v. vorig jaar van het gemiddeld inkomen.
Revenu moyen de certaines catégories d'indépendants ($\times 1\,000$ F) :				Gemiddeld inkomen van bepaalde categorieën zelfstandigen ($\times 1\,000$ F) :
Agriculture, horticulture et sylviculture	326,1	373,4	303,4	Land- en tuinbouw en bosbouw.
Professions libérales	901,0	1 014,7	1 100,7	Vrije beroepen.
Commerçants et artisans (profession principale) ...	302,9	336,1	374,7	Handelaars en ambachtslieden (hoofdberoep).
Variation en % par rapport à l'année précédente du revenu moyen :				Veranderingen in % t.o.v. vorig jaar van het gemiddelde inkomen :
Agriculture, horticulture et sylviculture	—	14,5	— 18,8	Land- en tuinbouw en bosbouw.
Professions libérales	—	12,6	8,5	Vrije beroepen.
Commerçants et artisans (profession principale) ...	—	11,0	11,5	Handelaars en ambachtslieden (hoofdberoep).

Un membre a estimé qu'une partie importante de l'opinion publique soupçonne à tort les titulaires de professions libérales de fraude fiscale « généralisée ». Ces soupçons résultent notamment du fait que l'Institut national de statistique applique des coefficients correctifs lorsqu'il se base sur les déclarations fiscales pour établir l'estimation du revenu moyen dans ces professions. Pour les avocats, ce coefficient correctif était de 43 %, en 1971. Lorsqu'un avocat intervient sur ordre d'une compagnie d'assurances; par exemple, il ne lui est guère facile cependant de pratiquer la fraude fiscale, étant donné que les compagnies d'assurances font figurer ces interventions avec exactitude dans leur comptabilité.

Le Ministre a répondu qu'il ne fallait pas assimiler purement et simplement la « sous-estimation fiscale » à la « fraude fiscale ».

b) Contrôle.

Le Ministre des Affaires économiques a reconnu que le contrôle du respect de la modération des revenus par les titulaires de professions libérales ne pourra pas s'exercer sans failles. Il convient cependant de croire que le sens du devoir et la moralité professionnelle inciteront bon nombre de titulaires de professions libérales à respecter les mesures imposées. D'autre part, il faut tenir compte du fait que l'application de l'article 34, § 5, permettra un contrôle efficace. Ce paragraphe est libellé comme suit : « le Roi peut prendre des dispositions en vertu desquelles la tarification des prestations est soumise à homologation et à publicité ».

Een lid meent dat een groot deel van de publieke opinie de vrije beroepen ten onrechte verdenkt van « algemene » fiscale fraude. Deze verdenking vloeit onder meer ook voort uit het feit dat het Nationaal Instituut voor Statistiek correctiecoëfficiënten toepast wanneer het voor de raming van het gemiddeld inkomen van deze beroepen uitgaat van de fiscale aangiften. Voor de advocaten bedroeg de verhogingscoëfficiënt in 1971 43 %. Wanneer een advocaat tussenkomt in opdracht van een verzekeringsmaatschappij bijvoorbeeld is fiscale fraude vanwege eerstgenoemde nochtans niet gemakkelijk, aangezien de verzekeringsmaatschappijen dergelijke tussenkomsten nauwkeurig in de boekhouding opnemen.

De Minister antwoordt dat « fiscale onderschatting » niet eenvoudig mag gelijkgesteld worden met « fiscale fraude ».

b) Controle.

De Minister van Economische Zaken erkent dat de controle op de naleving van de inkomensmatiging door de beoefenaars van de vrije beroepen niet feilloos kan worden uitgevoerd. Men moet er nochtans op vertrouwen dat het plichtsbef en de beroepsmoraal tal van de beoefenaars der vrije beroepen er zal toe aanzetten de opgelegde maatregelen na te leven. Voorts dient er ook rekening mee gehouden te worden dat de uitvoering van artikel 34, § 5, een doeltreffender controle zal mogelijk maken. De tekst van voornoemde paragraaf luidt : « De Koning kan regelen bepalen inzake de homologatie en publiciteit van de tarievenbema's van de prestaties van de vrije beroepen ».

A ce même égard, un membre a déclaré attendre beaucoup des règles en matière de publicité des tarifications. Si les médecins étaient tenus d'afficher leurs tarifs dans leur salle d'attente, un contrôle plus efficace serait possible.

Un autre membre s'est quelque peu inquiété de la présence du mot « peut » dans le texte de l'article 34, § 5. Peut-être pourrait-on en déduire que seule est accordée au Roi la faculté de fixer éventuellement des règles en matière d'homologation et de publicité de la tarification des prestations des professions libérales.

c) *Mode de fixation des honoraires.*

Un membre a fait observer que les honoraires des diverses professions libérales sont fixés différemment. Des barèmes sont établis pour les médecins, mais non pour les avocats.

Etant donné l'existence de barèmes, le respect des mesures concernant la modération des revenus pourrait sans doute être contrôlé avec plus d'efficacité.

Un autre membre s'est référé à son tour à l'exemple des médecins. A son avis, l'existence de barèmes ne permet pas encore un contrôle efficace. En effet, rien n'empêche les médecins d'augmenter artificiellement le nombre de consultations.

L'intervenant suivant a cité l'exemple des architectes. Leurs honoraires sont souvent formés par un pourcentage du prix de revient de la construction.

Les honoraires des architectes tombent sous l'application du chapitre II, section 2 de la loi de relance, mais ils dépendent également du chapitre VI de cette loi (« Prix ») étant donné que ces honoraires consistent généralement en un pourcentage du prix de la construction.

Le Ministre des Affaires économiques a fait observer que ce problème n'est pas traité par la loi de relance et qu'il devra être examiné lors de l'adaptation de la loi du 31 juillet 1971 sur la réglementation économique et les prix.

d) *Une définition des professions libérales.*

Le premier paragraphe de l'article 34 est libellé comme suit : « Pour l'application du présent article, on entend par professions libérales celles dont l'activité revêt un caractère intellectuel prépondérant, exercée à titre personnel, contre rémunération, et en dehors d'un lien de subordination, sans distinction entre l'activité exercée individuellement, en groupe ou sous forme d'association ».

Un membre est d'avis que cette définition ne peut certainement pas être considérée comme une définition parfaite des professions libérales. Une simple référence à la législation fiscale eût sans doute été plus utile. L'intervenant ajoute encore que la Commission des Classes moyennes de la Chambre n'a pas voulu définir la notion de « professions libérales » quand elle a examiné la proposition de loi-cadre réglementant l'accès aux professions libérales intellectuelles, déposée par M. Verhaegen (Doc. Ch. n° 257/1 - 1974-1975).

Un membre rappelle qu'il n'existe aucune définition juridique de la notion de « professions libérales ». En effet, une pareille définition ne figure pas davantage dans la proposition de loi-cadre précitée qui a déjà été votée par la Chambre. Le texte de cette proposition tel qu'il a été adopté, ne mentionne même plus les « professions libérales et intellectuelles », mais bien les « professions intellectuelles prestataires de services ». Par contre ce texte fixe certaines con-

Daarbij aansluitend ziet een lid veel heil in regelen inzake de publiciteit van de tarievenbarema's. Moesten de geneesheren verplicht worden tot het aanplakken van de tarievenbarema's in hun wachtkamer, dan zou meteen een doeltreffender controle mogelijk worden gemaakt.

Een ander lid stoort zich enigszins aan het woord « kan » in de tekst van artikel 34, § 5. Men zou daaruit misschien kunnen afleiden dat aan de Koning slechts mogelijkheid wordt verleend om eventueel regelen te bepalen inzake de homologatie en publiciteit van de tarievenbarema's van de prestaties van de vrije beroepen.

c) *Wijze van vaststelling van het honorarium.*

Een lid wijst er op dat de honoraria van de verschillende vrije beroepen op verschillende wijze worden vastgesteld. Voor de geneesheren worden er immers barema's vastgesteld, hetgeen niet het geval is voor de advocaten.

Bij het bestaan van barema's kan de naleving van de maatregelen inzake de inkomensmatiging wellicht doeltreffender gecontroleerd worden.

Een ander lid verwijst op zijn beurt tevens naar het voorbeeld der geneesheren. Het bestaan van barema's maakt volgens hem nog geen doeltreffende controle mogelijk. Niets verhindert de geneesheren immers het aantal consultaties kunstmatig op te drijven.

Het volgende lid citeert het voorbeeld der architecten. Het honorarium van een architect is vaak een bepaald percentage van de prijs van het uitgevoerde bouwwerk.

Het honorarium van de architect valt onder de toepassing van hoofdstuk II, afdeling 2 der herstellwet, doch houdt tevens verband met hoofdstuk VI van voornoemde wet (« Prijzen »), aangezien dit honorarium doorgaans een percentage van de bouw prijs is.

De Minister van Economische Zaken wijst erop dat dit laatste probleem niet aangeraakt wordt in de herstellwet en zal dienen bestudeerd te worden ter gelegenheid van de aanpassing van de wet van 30 juli 1971 betreffende de economische reglementering en de prijzen.

d) *Een bepaling van de vrije beroepen.*

De eerste paragraaf van artikel 34 luidt : « Voor de toepassing van dit artikel dient onder vrije beroepen te worden verstaan deze waarvan de activiteit een overwegend intellectueel karakter heeft, die buiten dienstverband ten persoonlijke titel wordt uitgeoefend, en waarvoor de beoefenaars ervan een bezoldiging genieten, zonder onderscheid of gezegde activiteit individueel, in groepsverband of bij associatie wordt uitgeoefend ».

Een lid meent dat deze omschrijving geenszins als een volwaardige bepaling van de vrije beroepen kan worden aangezien. Een eenvoudige verwijzing naar de fiscale wetgeving ware wellicht beter geweest. Het lid voegt er nog aan toe dat de Kamercommissie voor de Middenstand bij haar onderzoek van het voorstel van Kaderwet van de heer Verhaegen) houdende reglementering van de toegang tot de vrije in intellectuele beroepen (Stuk Kamer n° 257/1 - 1974-1975) ook geen bepaling gaf van het begrip « vrije beroepen ».

Een lid wijst er op dat er geen juridische bepaling van het begrip « vrije beroepen » bestaat. Dergelijke bepaling wordt inderdaad ook niet gegeven in voornoemd voorstel van kaderwet dat reeds door de Kamer werd goedgekeurd. In de tekst van voornoemd voorstel zoals deze door de Kamer werd goedgekeurd, is er bovendien geen sprake meer van « vrije en intellectuele beroepen », doch wel van « dienstverlenende intellectuele beroepen ». Wel worden in

ditions que les titulaires doivent remplir pour que leur profession puisse entrer en ligne de compte pour la réglementation. L'intervenant considère enfin qu'il est difficile de donner une définition parfaite des « professions libérales » vu le caractère évolutif de ces professions.

Le Ministre des Classes moyennes est d'avis que la définition qui figure à l'article 34 s'adresse à toutes les professions qui peuvent en quelque sorte être considérées comme des professions libérales. Il souligne qu'on ne peut pas perdre de vue que les mesures proposées à l'article 34 (et à l'article 35) ne sont que temporaires.

e) Article 35.

Un amendement présenté par le Gouvernement (Doc. n° 738/14) tend à remplacer le texte de l'article 35 par un texte entièrement nouveau.

Un membre estime qu'il convient de considérer cet amendement à la lumière du différend qui a surgi entre le Gouvernement et les médecins, après le rejet par le premier du projet d'accord conclu entre les médecins et les mutuelles. Or, à présent qu'il n'existe plus de convention entre les médecins et les mutuelles, le Gouvernement est bien obligé de faire le nécessaire pour protéger les malades. Le membre estime, en outre, qu'il convient que le Gouvernement, en vue de combattre d'une manière équilibrée l'inflation par le contrôle des revenus, exige également des médecins une modération de leurs revenus. Il craint cependant quelque peu que, par son amendement, le Gouvernement ne frappe trop durement les médecins qui étaient liés par l'accord qui est venu à échéance. Il a souhaité pour terminer que, si les commissions réunies des Classes moyennes et des Affaires économiques adoptent l'amendement du Gouvernement, celui-ci continue à mettre tout en œuvre pour réaliser un accord avec les médecins.

Un autre membre a attiré l'attention sur le fait que l'amendement du Gouvernement à l'article 36 propose d'une part un blocage des revenus pour 1976 et donne d'autre part au Roi le pouvoir d'accorder des dérogations par arrêté délibéré en Conseil des ministres. (Ces possibilités de dérogation sont prévues tant au § 1 qu'au § 2 de l'amendement du Gouvernement à l'article 35). Si le Gouvernement a l'intention d'exiger de la part des médecins une modération des revenus en 1976, cette intention devrait résulter clairement du texte de loi proposé.

A défaut d'un accord médico-mutualiste approuvé par le Ministre de la Prévoyance sociale, le § 2 de l'amendement gouvernemental à l'article 35 prévoit une prolongation de la durée de validité des accords conclus le 14 janvier 1970 et le 4 septembre 1973 à la Commission nationale médico-mutualiste. Un membre a souligné que le texte initial de l'article 35 faisait état d'une prorogation analogue; ce texte ajoutait toutefois que les accords et conventions prorogés ne pouvaient être dénoncés par les parties intéressées.

Le Ministre de la Prévoyance sociale a fait observer que le § 1 de l'amendement du Gouvernement règle la situation de tous les dispensateurs de soins de santé, à l'exception des médecins. Il y est prévu qu'aucune indexation ne peut être accordée après le 1^{er} janvier et jusqu'au 31 décembre 1976. Une dérogation peut toutefois être accordée par arrêté délibéré en Conseil des Ministres.

Si le remboursement de l'assurance-maladie se fait toujours par prestation, il est toutefois beaucoup de prestataires de soins paramédicaux qui, au lieu d'être rétribués par prestation, se voient octroyer par leur employeur un trai-

die tekst bepaalde voorwaarden gesteld, waaraan de beoefenaars van de beroepen dienen te voldoen, opdat de betrokken beroepen voor reglementering in aanmerking zouden kunnen komen. Het lid meent tenslotte dat een volwaardige bepaling van de « vrije beroepen » moeilijk kan gegeven worden, gezien het evolutieve karakter van deze beroepen.

De Minister van Middenstand oordeelt dat de omschrijving van artikel 34 zich richt tot alle beroepen die enigszins als « vrije beroepen » kunnen worden aangezien. Hij benadrukt dan dat men niet mag uit het oog verliezen dat de in artikel 34 (en 35) voorgestelde maatregelen slechts tijdelijk zijn.

e) Artikel 35.

Een amendement, ingediend door de Regering (Stuk n° 738/14), strekt tot de vervanging van de tekst van artikel 35 door een volledig nieuwe tekst.

Een lid meent dat dit amendement gezien moet worden in het licht van het geschil dat tussen de Regering en de geneesheren gerezen is, na de afwijzing door eerstgenoemde van het ontwerp-akkoord dat tussen de geneesheren en de ziekenfondsen werd gesloten. Nu er geen overeenkomst meer bestaat tussen de artsen en de ziekenfondsen, moet de regering uiteraard het nodige doen om de zieken te beschermen. Voorts acht het lid gepast dat de Regering, met het oog op een evenwichtige bestrijding van de inflatie door beheersing van de inkomens, tevens een inkomensmatiging zou eisen vanwege de beoefenaars van de geneeskunde. Hij is nochtans enigszins bevreesd dat de Regering met haar amendement de geneesheren, die verbonden waren door het verstrekte akkoord, te streng zou treffen. Hij wenst tenslotte dat, indien de verenigde commissies voor de Middenstand en voor de Economische Zaken het regeringsamendement goedkeuren, de regering alles verder zal in het werk stellen om overeenstemming te bereiken met de geneesheren.

Een ander lid wijst er op dat in het Regeringsamendement op artikel 35 enerzijds een inkomensblokkering voor 1976 wordt voorgesteld en anderzijds aan de Koning de macht wordt verleend om ingevolge een in Ministerraad overlegd besluit afwijkingen toe te staan. (Deze mogelijkheid tot afwijkingen wordt zowel in § 1 als in § 2 van het regeringsamendement op artikel 35 voorzien.) Indien de Regering het voornemen heeft om van de beoefenaars van de geneeskunde gedurende 1976 een inkomensmatiging te eisen, dan zou dit voornemen ook duidelijk moeten blijken uit de voorgestelde wettekst.

In § 2 van het regeringsamendement op artikel 35 wordt, bij gebrek aan een door de Minister van Sociale Voorzorg goedgekeurd akkoord afgesloten tussen geneesheren en ziekenfondsen, een verlenging van de geldigheidsduur voorzien van de akkoorden, die op 14 januari 1970 en 14 september 1973 in de Nationale Commissie Geneesheren-Ziekenfondsen werden afgesloten. Een lid wijst er op dat in de oorspronkelijke tekst van artikel 35 van een gelijkaardige verlenging werd gewag gemaakt; daar werd er echter aan toegevoegd dat deze verlengde akkoorden door de betrokken partijen niet zouden kunnen worden opgezegd.

De Minister van Sociale Voorzorg wijst erop dat § 1 van het Regeringsamendement de toestand van alle geneeskundige zorgenverstrekkers, behalve van de geneesheren, regelt. Daarin wordt bepaald dat na 1 januari en tot 31 december 1976 geen enkel indexering mag worden toegekend. Bij een in Ministerraad overlegd besluit kan daarop evenwel een uitzondering worden toegestaan.

Indien de terugbetaling door de ziekteverzekering steeds per prestatie gebeurt, dan zijn er toch heel wat paramedici die niet per prestatie worden betaald, doch maandelijks van hun werkgever een vaste wedde ontvangen die meestal

tement mensuel fixe qui, dans la plupart des cas, n'excède pas le taux de 40 250 F. Songoons, par exemple, aux infirmières travaillant dans des homes pour personnes âgées ou prodiguant des soins à domicile. Le paragraphe 1, alinéa 2, de l'amendement du Gouvernement crée la possibilité d'indexer les remboursements de l'assurance-maladie, afin de permettre le paiement des traitements qui suivent automatiquement l'évolution de l'index.

Dans le même ordre d'idées, un membre a déclaré que les praticiens de la médecine du travail, qui perçoivent également un traitement mensuel fixe, pourront prétendre à l'indexation. Il est évident qu'une telle indexation se répercutera sur le calcul du coût de l'établissement qui les occupe.

Le Ministre de la Prévoyance sociale a répondu que la médecine du travail ne prévoit pas le remboursement de l'assurance-maladie, celle-ci étant à charge de l'employeur.

Le paragraphe 2 de l'amendement du Gouvernement, qui propose un texte nouveau de l'article 35, a trait à la situation des médecins.

Le Ministre de la Prévoyance sociale a déclaré que le Gouvernement ne pouvait marquer son accord sur la partie du projet d'accord médico-mutualiste relative à la distinction entre médecins de famille, recyclés ou non. De ce fait aucun nouvel accord n'a pu être conclu jusqu'à ce jour. Le Gouvernement poursuivra cependant ses efforts.

Quoi qu'il en soit, le paragraphe 2 de l'amendement du Gouvernement permet à celui-ci d'exécuter le projet d'accord précité, sauf évidemment la partie de ce projet ayant trait à la distinction entre les médecins de famille « recyclés » et ceux qui ne le sont pas.

En application de cet accord, les honoraires des médecins resteraient inchangés durant toute l'année 1976 après qu'une dernière tranche d'indexation pour 1975 (5,26 %) eut été, au préalable, accordée au 1^{er} janvier 1976. Toujours en application de cet accord les montants des revenus de ménage des bénéficiaires au-delà desquels les montants d'honoraires obligatoires ne sont pas appliqués, ne seront pas adaptés.

Jusqu'ici — et ce, conformément aux dispositions légales en la matière — les conventions ne valaient que pour les assurés dont les revenus étaient inférieurs à un certain plafond. Le projet d'accord précité prévoyait une forte majoration de ce taux pour 1976. Il est exact, en effet, que, dans le passé, les médecins n'ont que rarement, voire même jamais, demandé d'honoraires supérieurs aux patients dépassant le plafond de revenus prévu. Ces dispositions relatives au plafond de revenus peuvent néanmoins revêtir une importance capitale en cas de litige judiciaire entre un patient et un médecin.

En conclusion, le Ministre de la Prévoyance sociale a déclaré que, pour le passé, seule une minorité de médecins ne se trouvait pas liée par les accords conclus en application de la loi du 9 août 1963. Ces médecins non conventionnés tombent sous l'application de l'article 34 de la loi de relance.

f) Votes.

L'amendement de M. Van Offelen (Doc. n° 738/3-II) tendant à supprimer l'article 34 a été rejeté par 17 voix et 9 abstentions.

L'article 35 a ensuite été adopté par 17 voix et 9 abstentions.

L'amendement de M. Van Offelen (Doc. n° 738/3-II) tendant à supprimer l'article 35 a été rejeté par 26 voix et 1 abstention.

de som van 40 250 F niet overtreft. Men denke bijvoorbeeld aan de verpleegsters die werkzaam zijn in bejaardentehuizen of die thuishulp verstrekken. Krachtens het Regeringsamendement, § 1, 2^e lid, wordt de mogelijkheid geschapen om de terugbetalingen van de ziekteverzekering te indexeren teneinde de wedden die automatisch de indexevolutie volgen, te kunnen uitbetalen.

Daarop inhakend verklaart een lid dat de beoefenaars van de arbeidsgeneeskunde, die eveneens een vaste maandwedde ontvangen aanspraak zullen maken op indexering. Een dergelijke indexering zal uiteraard invloed hebben op de kostprijsberekening van de instelling waarin zij tewerk gesteld zijn.

De Minister van Sociale Voorzorg antwoordt dat voor de arbeidsgeneeskunde geen terugbetaling van de ziekteverzekering wordt voorzien; deze valt ten laste van de werkgever.

Paragraaf 2 van het Regeringsamendement, dat een nieuwe tekst van artikel 35 voorstelt, heeft betrekking op de toestand der geneesheren.

De Minister van Sociale Voorzorg verklaart dat de Regering, haar instemming niet kon betuigen met dat gedeelte van het ontwerp-akkoord geneesheren-ziekenfondsen dat betrekking had op het onderscheid tussen huisartsen met en zonder bijscholing. Dientengevolge kon tot op heden geen nieuw akkoord worden afgesloten. De Regering zal echter haar inspanningen voortzetten.

Hoe dan ook, § 2 van het regeringsamendement biedt de Regering de mogelijkheid om voormeld ontwerp-akkoord uit te voeren, met uitsluiting uiteraard van het gedeelte daarvan dat betrekking heeft op het onderscheid tussen huisartsen met en zonder bijscholing.

In toepassing van dat akkoord zouden de erelonen van de geneesheren dan gedurende gans het jaar 1976 ongewijzigd blijven, nadat voorafgaandelijk op 1 januari 1976 de laatste indexschijf voor 1975 werd toegekend, dit is 5,26 %. Steeds in toepassing van dat akkoord zouden de bedragen van het gezinsinkomen van de rechthebbenden, waarboven de verplichte honorariumbedragen niet gelden, worden aangepast.

Tot nog toe — en dit overeenkomstig de wettelijke beschikkingen terzake — golden de verbintenissen steeds slechts voor verzekerden beneden een bepaalde inkomensgrens. Voormeld ontwerp-akkoord voorzorg voor 1976 een fikse verhoging. Nu is het wel zo dat de geneesheren in het verleden zelden of nooit een hoger honorarium vroegen aan patiënten die de voorgeschreven inkomensgrens overschreden. Toch kunnen deze beschikkingen in verband met de inkomensgrens van uiterst belang zijn in geval van een gerechtelijke betwisting tussen patiënt en geneesheer.

Tenslotte verklaart de Minister van Sociale Voorzorg dat in het verleden slechts een kleine minderheid van de geneesheren niet verbonden waren door de akkoorden afgesloten in toepassing van de wet van 9 augustus 1963. Deze niet verbonden geneesheren vallen onder de toepassing van artikel 34 van de herstelwet.

f) Stemmingen.

Het amendement van de heer Van Offelen (Stuk n° 738/3-II), strekkend tot de weglating van artikel 34 wordt met 17 stemmen en 9 onthoudingen verworpen.

Artikel 35 wordt vervolgens met 17 stemmen en 9 onthoudingen aangenomen.

Het amendement van de heer Van Offelen (Stuk n° 738/3-II), strekkend tot de weglating van artikel 35 wordt met 26 stemmen en 1 onthouding verworpen.

L'article 35, dans sa formation modifiée par le Gouvernement, a été adopté par 24 voix contre 3.

Le chapitre II, section 2, a finalement été adopté par 23 voix contre 3 et 1 abstention.

Section 3.

Loyers.

Cette section a été examinée par la Commission des Affaires économiques.

* * *

Cette section du projet de loi ne comporte que l'article 36. Cet article dispose que, dans le cadre de la recherche d'une modération générale des revenus, tous les loyers seront bloqués en 1976. L'exposé des motifs prévoit toutefois explicitement que les loyers des petites et moyennes habitations, lesquels ont été stabilisés à leur niveau du 1^{er} décembre 1974 par la loi du 10 avril 1975, seront majorés de 7,5 %.

Plusieurs membres estiment que le texte de l'article 36 présente non seulement des lacunes en ce qui concerne son contenu mais est également difficilement intelligible, voire même incompréhensible, en certains points; de plus, il serait imparfait du point de vue légistique.

Un de ces membres estime qu'il conviendrait de joindre au rapport une note explicative montrant dans quelle mesure le projet de loi s'écarte de la loi du 10 avril 1975 ou s'en rapproche.

Des amendements ont été présentés par MM. Van Offelen (Doc. n° 738/3-II), Desmarets (Doc. n° 738/7-I), Van Geyt (Doc. n° 738/5-I) et Dupré (Doc. n° 738/9-III).

L'amendement de M. Van Offelen tend à supprimer l'article 36, tandis que celui de M. Desmarets propose son remplacement par un texte entièrement nouveau.

L'amendement de M. Van Geyt tend à supprimer, au § 1^{er}, les mots « y compris l'établissement de droit d'emphytéose, de superficie ou de rente viagère ». Celui de M. Dupré propose l'insertion d'un nouvel alinéa au § 1^{er}.

Le Gouvernement a présenté à son tour des amendements (Doc. n° 738/11-I) tendant à modifier sensiblement le texte de l'article 36 et à le scinder en deux parties (article 36bis). En conséquence, MM. Desmarets et Dupré ont retiré leurs amendements.

Enfin, le Ministre des Affaires économiques a encore proposé que la date du 1^{er} janvier 1976, qui est mentionnée à quatre reprises dans le texte, soit chaque fois remplacée par celle du 1^{er} avril 1976.

a) *Champ d'application.*

Le § 1 de l'article 36 dispose que le blocage des loyers s'applique à tous les immeubles, qu'ils soient d'usage d'habitation, industriel, commercial, administratif ou artisanal; il s'applique également aux dépendances ou accessoires de ces immeubles, tels que garages, parkings, jardins, matériel, équipements ou meubles.

Le Ministre des Affaires économiques a ajouté que ce blocage ne s'applique pas aux baux à ferme.

Un membre estime qu'en dépit de l'exclusion des baux à ferme, l'application de l'article 36 peut encore susciter des controverses quant à savoir si les immeubles sont à usage artisanal ou agricole.

Enfin, un membre a demandé si les concessions tombent sous l'application de l'article 36.

Artikel 35 wordt in zijn door de Regering gewijzigde vorm (Stuk n° 738/14) met 24 tegen 3 stemmen aangenomen.

Hoofdstuk II, afdeling 2, wordt tenslotte goedgekeurd met 23 tegen 3 stemmen en 1 onthouding.

Afdeling 3.

Huurprijzen.

Deze afdeling wordt besproken door de Commissie voor de Economische Zaken.

* * *

Deze afdeling van het wetsontwerp bevat één artikel : 36. Daarin wordt voorgesteld dat, in het kader van de nagestreefde algemene inkomensmatiging, alle huurprijzen gedurende het jaar 1976 zouden worden geblokkeerd. In de memorie van toelichting wordt nochtans duidelijk gesteld dat de huurprijzen van de kleine en middelgrote woningen die door de wet van 10 april 1975 op het niveau van 1 december 1974 worden gestabiliseerd, met 7,5 % zullen worden verhoogd.

Meerderde leden oordelen dat de tekst van artikel 36 niet alleen inhoudelijk tekortkomingen vertoont, doch tevens moeilijk verstaanbaar — zoniet onverstaanbaar op bepaalde punten — is en legistiek in gebreke blijft.

Een van hen meent dat bij het verslag een verduidelijkende nota zou dienen gevoegd te worden waaruit blijkt in hoeverre het wetsontwerp afwijkt en/of aansluit bij de wet van 10 april 1975.

Amendementen worden ingediend door de heren Van Offelen (Stuk n° 738/3-II), Desmarets (Stuk n° 738/7-I), Van Geyt (Stuk n° 738/5-I), en Dupré (Stuk n° 738/9-III).

Het amendement van de heer Van Offelen strekt tot de weglating van artikel 36, terwijl dat van de heer Desmarets de vervanging ervan door een volledig nieuwe tekst voorstelt.

Het amendement van de heer Van Geyt strekt tot de weglating van de woorden « met inbegrip onder meer van een vestiging van erfpacht, van recht van opstal of lijfrente » uit § 1. Dat van de heer Dupré stelt de invoeging van een nieuw lid in § 1 voor.

De Regering stelt op haar beurt amendementen voor (Stuk n° 738/11-I) waardoor de tekst van artikel 36 gevoelig wordt gewijzigd en in twee wordt gesplitst (artikel 36bis). Dientengevolge zullen de heren Desmarets en Dupré hun amendementen intrekken.

De Minister van Economische Zaken stelt tenslotte nog voor dat de datum van 1 januari 1976, die in de tekst vier maal wordt vermeld, telkens door 1 april 1976 zou worden vervangen.

a) *Toepassingsgebied.*

In § 1 van artikel 36 wordt bepaald dat de blokkering van de huurprijzen geldt voor alle onroerende goederen dienstig voor bewoning, voor industriële, commerciële of ambachtelijke doeleinden; zij is eveneens van toepassing op de aanhorigheden en bijkomstigheden zoals garages, parkings, hovingen, materieel, uitrusting of meubilair.

De Minister van Economische Zaken voegt er aan toe dat deze blokkering niet geldt voor de pachtcontracten.

Niettegenstaande de uitsluiting van de pachtcontracten, kunnen n.a.v. de toepassing van artikel 36 volgens een lid nog betwistingen ontstaan of de doeleinden waarvoor onroerende goederen dienstig zijn van ambachtelijke of landbouwkundige aard zijn.

Een lid vraagt zich tenslotte af of concessies onder de toepassing van artikel 36 vallen.

b) *Emphytéose, droit de superficie et de rente viagère.*

L'article 36 (Doc. n° 738/1) fait explicitement état de l'établissement du droit d'emphytéose, de superficie et de rente viagère.

MM. Van Geyt et Desmarests ont estimé le blocage des rentes viagères injustifié, tant du point de vue social que juridique (Doc. n°s 738/5 et 7-I).

Juridiquement parlant, la rente viagère ne peut être considérée ni comme un loyer, ni comme un revenu. Elle représente tout simplement la perception d'un paiement étalé résultant d'un contrat de vente immobilière de gré à gré. Etant donné que le paiement de l'immeuble vendu est étalé à moyen ou à long terme, le « prix de vente normal » ne peut être garanti que par une indexation des arrérages. En outre, il ne peut être perdu de vue que les personnes qui vendent une habitation en viager ne disposent souvent que de revenus modestes et tendent en quelque sorte à compléter leur pension insuffisante au moyen de cette rente viagère.

Le Gouvernement s'est rallié à ce point et a proposé à son tour, par voie d'amendement, de supprimer dans le texte de l'article 36 les mots « ou de rente viagère » et « rente » (Doc. n° 738/11-I). La justification de cet amendement du Gouvernement signale, d'autre part, que sur le plan fiscal, la rente viagère n'est pas imposée en tant que revenu.

M. Van Geyt a ensuite présenté un amendement supprimant, à l'alinéa 1 du § 1^{er}, les mots « y compris l'établissement de droit d'emphytéose, de superficie ou de rente viagère » (Doc. n° 738/5-I).

L'auteur a fait observer que, souvent, des contrats d'emphytéose sont conclus entre des administrations publiques et d'importants groupes d'intérêts économiques privés. Il a, dès lors, estimé injuste que les propriétaires, c'est-à-dire les administrations publiques ayant donné un immeuble en emphytéose, soient, du 1^{er} avril au 31 décembre 1976, privés du droit à l'indexation.

Le Ministre des Affaires économiques estime que le raisonnement de M. Van Geyt se fonde sur une généralisation qui ne se justifie pas. En effet, des contrats d'emphytéose sont souvent conclus entre des administrations publiques, d'une part, et, par exemple, des associations ayant un but philanthropique ou des universités, d'autre part. Par ailleurs, l'article 36 vise plutôt à feiner l'inflation qu'à redistribuer les revenus.

L'auteur de l'amendement a demandé ensuite que, par analogie avec l'article 31 amendé, qui a trait aux dividendes, les dispositions de l'article 36 ne soient pas d'application lorsque le propriétaire qui a conclu un contrat d'emphytéose est une administration publique.

Le Ministre n'a pas davantage pu se rallier à cette proposition.

c) *Variations périodiques.*

Les loyers ne peuvent, pendant la période du 1^{er} avril 1976 jusqu'au 31 décembre 1976, dépasser le montant qui, en tant que tel, était en vigueur au 1^{er} novembre 1975.

Le Ministre des Affaires économiques a précisé la portée de cette disposition. Il serait erroné de croire qu'elle a un effet rétroactif jusqu'au 1^{er} novembre 1975. Si, après le 1^{er} novembre mais avant le 1^{er} avril 1976, le propriétaire augmente encore le loyer, le supplément ainsi versé ne peut être récupéré par le locataire.

Plusieurs membres estiment que la formule proposée aboutira inévitablement à des injustices. En effet, elle ne tient nullement compte du fait que certains baux ne pré-

b) *Erfpacht, recht van opstal en lijfrente.*

In artikel 36 (Stuk n° 738/1) wordt uitdrukkelijk melding gemaakt van de vestiging van erfpacht, het recht van opstal en de lijfrente.

De heren Van Geyt en Desmarests achten het blokkeren van de lijfrente onverantwoord, zowel vanuit sociaal als vanuit juridisch oogpunt (Stukken n°s 738/5 en 7-I).

Juridisch kan de lijfrente geenszins als een huurprijs of een inkomen worden beschouwd. Zij is niets anders dan de inning van een gespreide betaling van een onderhands gesloten verkoopsovereenkomst voor een onroerend goed. Aangezien de betaling van het verkochte goed over een middellange of lange termijn wordt gespreid, kan de « normale verkoopprijs » slechts gewaarborgd worden door een indexering van de termijnbetalingen. Bovendien mag men niet uit het oog verliezen dat zij, die een woonhuis op lijfrente verkopen, vaak slechts een bescheiden inkomen hebben en hun ontoereikend pensioen enigszins aanvullen met die lijfrente.

Dit standpunt wordt door de Regering bijgetreden, die op haar beurt een amendement voorstelt strekkend tot de weglating van de woorden « of lijfrente » en « rente » uit de tekst van artikel 36 (Stuk n° 738/11-I). In de verantwoording van dit Regeringsamendement wordt er nog op gewezen dat de lijfrente fiscaal al evenmin als een inkomen wordt belast.

De heer Van Geyt stelt vervolgens een amendement voor tot weglating van de woorden « met inbegrip onder meer van een vestiging van erfpacht, van recht van opstal » uit het eerste lid van § 1 (Stuk n° 738/5-I).

De auteur meent dat vaak erfpacht-overeenkomsten afgesloten worden tussen openbare besturen en belangrijke private economische belangengroepen. Hij acht het derhalve niet billijk dat aan de eigenaars, de openbare besturen die een onroerend goed in erfpacht hebben gegeven, van 1 april tot 31 december 1976 het recht op indexering zou worden onttrokken.

De Minister van Economische Zaken dat de redenering van de heer Van Geyt steunt op een foutieve veralgemening. Erfpacht-overeenkomsten worden immers ook vaak afgesloten tussen openbare diensten enerzijds en bijvoorbeeld verenigingen met een menslievend doel of universiteiten anderzijds. Voorts beoogt het artikel 36 veeleer een afremming der inflatie dan een herverdeling van de inkomens.

De auteur van het amendement vraagt vervolgens dat, naar analogie met het geamendeerde artikel 31 dat betrekking heeft op de dividendes, de bepalingen van artikel 36 niet zouden van toepassing zijn wanneer de eigenaar, die een erfpacht-overeenkomst afsluit, een openbaar bestuur is.

Met dit laatste voorstel kan de Minister al evenmin instemmen.

c) *Periodieke schommelingen.*

De huurprijzen zouden van 1 april 1976 tot 31 december 1976 niet hoger mogen zijn dan het bedrag dat op 1 november 1975 als dusdanig van kracht was.

De Minister van Economische Zaken verduidelijkt vervolgens de draagwijdte van deze beschikking. Het zou verkeerd zijn te gewagen van een wetsbeschikking met terugwerkende kracht tot 1 november 1975. Indien een eigenaar na 1 november en vóór 1 april 1976 de huurprijs nog verhoogd, dan kan het aldus meer-betaalde door de huurder niet worden teruggevorderd.

Meerdere leden oordelen dat de voorgestelde formule onvermijdelijk tot onrechtvaardigheden zal leiden. Zij houdt er immers geen rekening mee dat in sommige huurkontrak-

voient d'indexation du loyer que tous les semestres, tous les ans ou même tous les trois ans. Pour les propriétaires qui ont conclu un bail de ce genre il conviendrait de prévoir une formule transitoire qui permettrait d'éviter qu'avant le blocage, certains loyers, qui sont restés inchangés, par exemple pendant pratiquement toute une année, échappent à l'indexation.

Les amendements présentés par MM. Desmarets et Dupré (Doc. n^{os} 738/7-I et 738/9-III) proposent une formule en vue d'éviter cette injustice. Le Gouvernement a, à son tour, présenté un amendement (Doc. n^o 738/11-I) tendant à compléter le premier alinéa du § 1 par ce qui suit : « ou pour les contrats ou conventions contenant une clause de variation périodique du loyer, de la redevance, du canon, de l'indemnité, le montant qui aurait résulté, à cette date, de la formule d'indexation prévue à l'article 2, § 1, de la loi du 10 avril 1975 relative aux loyers des immeubles d'habitation. »

d) Baux commerciaux.

L'article 36 s'applique également aux baux commerciaux. Cependant, les baux commerciaux sont déjà régis par la loi du 30 avril 1951.

Plusieurs membres estiment que l'application conjointe de l'article 6 de la loi du 30 avril 1951 et de l'article 36 du projet de loi contenant le plan de relance pose des problèmes. L'article 6 dispose en effet qu'à l'expiration de chaque triennat les parties ont le droit de demander au juge de paix la révision du loyer. Selon ce même article, cette demande de révision ne peut cependant être introduite que durant les trois derniers mois du triennat en cours. Qu'advient-il cependant si ces « trois derniers mois » se situent après le moment de l'entrée en vigueur de la loi de redressement et, par conséquent, de son article 36 ?

L'amendement de M. Desmarets (Doc. n^o 738/7-I) propose que l'article 36 de la loi de redressement ne modifie en rien l'application de la loi du 30 avril 1951.

A son tour, le Ministre des Affaires économiques estime que le texte de l'article 36 doit être amélioré. Si l'article 36 de la loi de redressement ne peut modifier en rien l'application de l'article 6 de la loi du 30 avril 1951, et qu'en conséquence on peut convenir, en 1976, d'une augmentation du loyer commercial à condition qu'un triennat vienne à l'échéance, cette augmentation ne pourra prendre cours effectivement qu'à partir du 1^{er} janvier 1977. La même règle d'augmentation des loyers doit pouvoir être appliquée pour les baux qui incluent une clause de révision périodique du loyer de base et qui ne tombent pas sous l'application de l'article 6 de la loi du 30 avril 1951 et de l'article 6 de la loi du 10 avril 1975.

Enfin le Gouvernement a présenté un amendement tendant à compléter le § 1 par un 4^e alinéa, libellé comme suit : (Doc. n^o 738/11) : « Pour les baux tombant sous l'application de la loi du 30 avril 1951 relative aux baux commerciaux et pour lesquels pendant la période du 1^{er} avril 1976 au 31 décembre 1976, la révision légale peut être demandée, conformément à l'article 6 de ladite loi du 30 avril 1951, cette possibilité de révision ne reste valable que sous réserve que le loyer renouvelé ne soit applicable qu'à partir du 1^{er} janvier 1977.

Avec la même réserve d'application, la possibilité de révision du loyer de base reste également valable pour les baux contenant une clause de révision périodique du loyer de base, pour autant qu'ils ne tombent pas sous l'application de l'article 6 de la loi du 10 avril 1975 relative aux loyers des immeubles d'habitation ».

ten slechts een indexering van de prijs per semester, per jaar of zelfs per drie jaar wordt voorzien. Ten behoeve van de eigenaars die een dergelijke overeenkomst afsloten zou een overgangsformule moeten bedacht worden waardoor zou voorkomen worden dat vóór het ingaan van de blokkering sommige huurprijzen, die bijvoorbeeld nagenoeg een ganz jaar ongewijzigd bleven, ongeïndexeerd blijven.

De amendementen van de heren Desmarets en Dupré (stukken n^{os} 738/7-I en 9-III) stellen een formule voor met het oog op het voorkomen van voornoemde onrechtvaardigheid. Ook de Regering stelt daartoe op haar beurt een amendement voor (Stuk n^o 738/11-I) dat het eerste lid van § 1 als volgt wil aanvullen : « of voor de contracten of overeenkomsten waarin een periodieke schommeling van de huurprijs, de cijns, de canon, de vergoeding werd bedongen, het bedrag dat op die dag het resultaat zou zijn geweest van de toepassing van de indexeringsformule bepaald bij artikel 2, § 1, van de wet van 10 april 1975 betreffende de huurprijs van de woningen ».

d) Handelshuurovereenkomsten.

Artikel 36 is eveneens van toepassing op de handelshuurovereenkomsten. Deze huurovereenkomsten worden echter reeds geregeld door de wet van 30 april 1951.

Meerdere leden oordelen dat de gezamenlijke toepassing van artikel 6 van de wet van 30 april 1951 en van artikel 36 van het herstelplan problemen stelt. Artikel 6 bepaalt immers dat de partijen bij het verstrijken van elke driejarige periode het recht hebben om aan de vrederechter herziening van de huurprijs te vragen. Krachtens datzelfde artikel, kan deze vordering tot herziening evenwel slechts worden ingesteld gedurende de laatste drie maanden van de lopende driejarige periode. Wat zal er nu gebeuren indien voornoemde « laatste drie maanden » vallen nadat de herstelwet en derhalve artikel 36 ervan reeds in werking is getreden ?

Het amendement van de heer Desmarets (Stuk n^o 738/7-I) stelt voor dat artikel 36 van de herstelwet geen afbreuk zou doen aan de toepassing van de wet van 30 april 1951.

De Minister van Economische Zaken oordeelt op zijn beurt dat de tekst van artikel 36 moet worden verbeterd. Indien aan de toepassing van artikel 6 van de wet van 30 april 1951 door artikel 36 van de herstelwet geen afbreuk mag worden gedaan en derhalve gedurende 1976, op voorwaarde dat een periode van 3 jaar zal verstrijken, een verhoging van de handelshuurprijs mag worden bedongen, dan mag deze verhoging echter pas per 1 januari 1977 daadwerkelijk worden toegepast. Dezelfde regel inzake verhoging der huurprijzen moet kunnen worden toegepast voor de overeenkomsten waarin een periodieke herziening van de basis-huurprijs werd bedongen en die niet onder de toepassing van artikel 6 van de wet van 30 april 1951 en van artikel 6 van de wet van 10 april 1975 vallen.

Tenslotte wordt een amendement ingediend door de Regering, dat strekt tot de aanvulling van § 1 met een vierde lid luidend als volgt (Stuk n^o 738/11) : « Voor de huurovereenkomsten die onder toepassing vallen van de wet van 30 april 1951 betreffende de handelshuurovereenkomsten en waarvoor gedurende de periode van 1 april 1976 tot 31 december 1976 de wettelijke herziening overeenkomstig artikel 6 van gezegde wet van 30 april 1951 kan worden aangevraagd, blijft deze mogelijkheid tot herziening gelden onder voorbehoud dat de hernieuwde huurprijs slechts kan toegepast worden vanaf 1 januari 1977. Met hetzelfde voorbehoud van toepassing blijft de mogelijkheid tot herziening van de huurprijs eveneens gelden voor de huurovereenkomsten waarbij een periodieke herziening van de basis-huurprijs werd bedongen en voorzover zij niet vallen onder toepassing van artikel 6 van de wet van 10 april 1975 betreffende de huurprijzen van woningen ».

e) *Article 36bis.*

Le § 4 de l'article 36 (Doc. n° 738/1) est libellé comme suit : « Sans préjudice des dispositions prévues aux paragraphes 1, 2 et 3 du présent article, les dispositions de l'article 2, § 1^{er}, de la loi du 10 avril 1975 relative aux loyers des immeubles d'habitation, sont également d'application à tous les baux et contrats d'occupation et d'habitation, de tous les locaux, immeubles et dépendances repris sous le § 1^{er} ».

Conscient du fait que des formules diverses et parfois fort arbitraires sont appliquées pour l'indexation, le législateur a prévu à l'article 2, § 1, de la loi du 10 avril 1975 relative aux loyers des immeubles d'habitation, une formule légale nouvelle. L'application de cette formule est à présent généralisée et rendue applicable à tous les baux comportant une clause de révision périodique du loyer.

L'observation a été faite qu'il s'agit ici manifestation d'une mesure définitive, alors que les autres mesures proposées à l'article 36 de la loi de redressement sont d'ordre temporaire.

Le Ministre des Affaires économiques a attiré l'attention sur le fait que cette mesure définitive ne pourra et ne devra effectivement être appliquée qu'au moment où les autres mesures (temporaires), proposées à l'article 36, cessent leurs effets. Il a finalement proposé un amendement transformant le § 4 en un article 36bis (le § 5 de l'article 6 devenant dès lors le § 4) (Doc. n° 738/11).

f) *Augmentation des loyers des habitations modestes et moyennes.*

En vertu de la loi du 10 avril 1975, les loyers des habitations modestes et moyennes sont durant tout l'année 1975, bloqués à leur niveau du 1^{er} décembre 1974 en raison de l'effet rétroactif de cette loi. Le Ministre des Affaires économiques a donc estimé équitable que ces loyers soient, dans une certaine mesure, adaptés avant d'être bloqués tout comme les autres loyers. Se référant à l'exposé des motifs du projet de loi, il a déclaré formellement que les loyers des habitations modestes et moyennes seront augmentés de 7,5 %. Les pouvoirs nécessaires sont conférés au Roi par l'article 36, § 1, premier alinéa, de la loi de redressement.

En attendant cette augmentation, l'arrêté royal du 13 novembre 1975 reste cependant en vigueur. Afin d'éviter toute mise en cause ultérieure de ce dernier arrêté royal, l'article 36, § 5, deuxième alinéa, de la loi de redressement en prévoit même la validation de celui-ci.

Compte tenu de cette déclaration formelle du Ministre, M. Desmaretts a retiré son amendement au § 5 de l'article 36 (Doc. n° 738/7-I).

g) *Votes.*

L'amendement de M. Van Offelen (Doc. n° 738/3-II) a été rejeté par 12 voix et 4 abstentions, alors que celui de M. Van Geyt (Doc. n° 738/5-I) était rejeté par 12 voix contre 2 et 2 abstentions.

Les amendements du Gouvernement à l'article 36 ont été adoptés par 12 voix contre 3 et 1 abstention.

L'article 36 ainsi modifié et l'article 36bis ont également été adoptés par 12 voix contre 3 et 1 abstention, étant entendu que la date du 1^{er} janvier 1976 mentionnée à quatre reprises à l'article 36 sera chaque fois remplacée par celle du 1^{er} avril 1976.

e) *Artikel 36bis.*

§ 4 van artikel 36 (Stuk n° 738/1) luidt als volgt : « Zonder afbreuk te doen aan het bepaalde onder §§ 1, 2 en 3 van dit artikel is de bepaling van artikel 2, § 1 van de wet van 10 april 1975 betreffende de huurprijzen van woningen eveneens van toepassing op alle overeenkomsten van huur, bezetting en bewoningen van alle lokalen, gebouwen en aanhorigheden vermeld in § 1 ».

Er zich van bewust dat voor de indexaanpassing allerhande en soms zeer willekeurige formules werden aangevend, schreef de wetgever in artikel 2, § 1 van de wet van 10 april 1975, betreffende de huurprijzen van woningen een nieuwe en wettelijke formule voor.

De toepassing van deze formule wordt nu veralgemeend tot alle huurovereenkomsten, die een periodieke aanpassing van de huurprijs voorzien.

Er wordt opgemerkt dat het hier blijkbaar een blijvende maatregel betreft daar waar de andere door artikel 36 van de herstellwet voorgestelde maatregelen van tijdelijke aard zijn.

De Minister van Economische Zaken wijst er op dat deze blijvende maatregel pas daadwerkelijk zal kunnen en moeten worden toegepast, op het ogenblik dat de andere door artikel 36 voorgestelde (tijdelijke) maatregelen geen uitwerking meer hebben. Hij stelt tenslotte een amendement voor, krachtens hetwelk § 4 omgevormd wordt tot artikel 36bis (en § 5 van artikel 36 derhalve § 4 wordt) (Stuk n° 738/11).

f) *Verhoging van de huurprijzen der kleine en middelgrote woningen.*

Krachtens de wet van 10 april 1975 werden de huurprijzen van de kleine en middelgrote woningen gedurende heel het jaar 1975 gestabiliseerd op hun niveau van 1 december 1974 (wegens de terugwerkende kracht van deze wet). De Minister van Economische Zaken acht het derhalve billijk dat deze huurprijzen in zekere mate zouden worden aangepast, vooraleer zij zoals de andere huurprijzen worden geblokkeerd. Verwijzend naar de « memorie van toelichting » van het wetsontwerp, verklaart hij uitdrukkelijk dat de huurprijzen van de kleine en middelgrote woningen met 7,5 % zullen worden verhoogd. Daartoe wordt aan de Koning de macht verleend door artikel 36, § 1, eerste lid van de herstellwet.

In afwachting van deze verhoging blijft echter het koninklijk besluit van 13 november 1975 gelden. Om iedere verdere betwisting van dit laatste koninklijk besluit te voorkomen, voorziet artikel 36, § 5, tweede lid van de herstellwet zelfs de bekrachtiging ervan.

Ingevolge voormelde uitdrukkelijke verklaring van de Minister, trekt de heer Desmaretts zijn amendement op § 5 van artikel 36 in (Stuk n° 738/7-I).

g) *Stemmingen.*

Het amendement van de heer Van Offelen (Stuk n° 738/3-II) wordt verworpen met 12 stemmen en 4 onthoudingen, terwijl dit van de heer Van Geyt (Stuk n° 738/5-I) wordt verworpen met 12 tegen 2 stemmen en 2 onthoudingen.

De Regeringsamendementen op artikel 36 worden aangenomen met 12 tegen 3 stemmen en 1 onthouding.

Het aldus gewijzigde artikel 36 en artikel 36bis worden eveneens aangenomen met 12 tegen 3 stemmen en 1 onthouding. Met dien verstande dat in artikel 36 de datum 1 januari 1976 die vier maal werd vermeld, telkens door 1 april 1976 wordt vervangen.

Section 4.

Salaires et appointements.

Cette section a été examinée en commissions réunies de l'Emploi et du Travail et des Affaires économiques.

* * *

I. — *Exposé du Ministre de l'Emploi et du Travail.*

Depuis 1945, les relations collectives entre employeurs et travailleurs sont caractérisées par une collaboration grandissante entre leurs organisations respectives. Celle-ci s'est manifestée dans les premières années après la guerre par les réalisations suivantes : dans les entreprises, la collaboration se réalise sous l'influence de la délégation syndicale, conformément à l'accord national des 16 et 17 juin 1947 et des conseils d'entreprises créés par la loi du 20 septembre 1948; l'organisation collective du travail par secteur d'activité a été confiée aux commissions paritaires dont le premier statut légal a été fixé par l'arrêté-loi du 9 juin 1945; la collaboration paritaire pour l'ensemble du pays est obtenue au sein du Conseil national du Travail, instauré par la loi du 29 juin 1952.

Une des expressions les plus importantes de la convention collective est la formation salariale, qui depuis 1950, est librement négociée par les organisations représentatives des employeurs et des travailleurs.

La collaboration entre les partenaires sociaux a également mené à un accord de programmation sociale le 11 mai 1960 : cet accord peut être considéré comme une étape dans l'histoire des relations entre employeurs et travailleurs puisqu'il mentionne que les parties signataires ont accepté le principe de la programmation du progrès social, c'est-à-dire « l'amélioration régulière des conditions de vie et de travail » en obtenant de nouveaux avantages d'ordre général.

Bien que le principe d'une politique de modération des revenus soit généralement accepté, celle-ci ne peut être réalisée au détriment de la concertation traditionnelle entre les organisations des employeurs et celles des travailleurs. Une infraction à cette liberté pourrait avoir des conséquences futures imprévisibles. Dès lors, en ce qui concerne les travailleurs, la modération des revenus doit être obtenue sans que la concertation collective soit modifiée.

Comme les autres couches de la population, les travailleurs se rendent compte qu'une période de modération des revenus a commencé, mais plus que d'autres, ils sont convaincus qu'une solidarité entre les travailleurs est nécessaire et qu'un certain équilibre doit être poursuivi entre les secteurs so-disant riches et les secteurs plus faibles de la vie économique.

En vue d'encourager cette solidarité, le Gouvernement propose que, pendant une période de 9 mois après la conclusion de toute nouvelle convention de travail, 50 % des nouveaux avantages soient versés à un Fonds de solidarité et qu'en outre, l'employeur y verse un même montant. Ce fonds qui est également alimenté par un prélèvement fiscal, a pour but de financer la prépension.

Une deuxième forme de modération des revenus consiste à bloquer le salaire mensuel brut qui dépasse 40 250 F : la tranche supérieure à ce montant n'est plus soumise aux fluctuations de l'indice des prix à la consommation. Cette mesure est également basée sur le principe de la solidarité car, à chaque adaptation consécutive à l'augmentation de

Afdeling 4.

Lonen en wedden.

Deze afdeling werd besproken in de verenigde commissies voor de Tewerkstelling en de Arbeid en voor de Economische Zaken.

* * *

I. — *Uiteenzetting van de Minister van Tewerkstelling en Arbeid.*

Sedert 1945 worden de collectieve verhoudingen tussen werkgevers en werknemers gekenmerkt door een sterker wordende samenwerking tussen hun respectieve organisaties. In de eerste naoorlogse jaren leidde die samenwerking tot de volgende realisaties : in de ondernemingen komt de samenwerking tot stand onder invloed van de syndicale afvaardiging, overeenkomstig het nationaal akkoord van 16 en 17 juni 1947, en van de ondernemingsraden opgericht bij de wet van 20 september 1948; de collectieve arbeidsorganisatie per bedrijfstak werd toevertrouwd aan de paritaire comités waarvan het eerste stutut werd vastgesteld bij besluitwet van 9 juni 1945; de paritaire samenwerking voor het hele land komt tot stand in de Nationale Arbeidsraad, ingesteld bij de wet van 29 juni 1952.

Een van de voornaamste punten van onderhandeling bij de collectieve overeenkomsten is de loonvorming, die sedert 1950 vrij tot stand komt ingevolge onderhandelingen tussen de representatieve organisaties van werkgevers en werknemers.

Voorts heeft de samenwerking tussen de sociale partners geleid tot het op 11 mei 1960 ondertekende akkoord inzake sociale programmatie : dit akkoord mag als een mijlpaal in de geschiedenis van de betrekkingen tussen werkgevers en werknemers worden beschouwd, want het vermeldt onder meer dat de ondertekenende partijen het principe van de programmatie van de sociale vooruitgang hebben aanvaard, dit wil zeggen de geleidelijke verbetering van de levens- en arbeidsvoorwaarden dank zij de toekenning van nieuwe algemene voordelen.

Ofschoon het principe van een beleid inzake inkomensmatiging doorgaans wordt aanvaard, mag dit beleid niet worden gevoerd ten koste van het traditioneel geworden overleg tussen werkgevers- en werknemersorganisaties. Een aanslag op de vrijheid op dat stuk zou in de toekomst tot onvoorziene gevolgen kunnen leiden. Derhalve staan de werknemers erop dat de inkomstenmatiging wordt gerealiseerd zonder dat aan het collectieve overleg wordt geraakt.

Zoals de andere lagen van de bevolking geven de werknemers er zich rekenschap van dat een tijdperk van inkomensmatiging aangebroken is, maar meer dan de anderen zijn zij ervan overtuigd dat er solidariteit moet heersen onder de werknemers en dat evenwicht moet worden nagestreefd tussen de z.g. rijke en de zwakke sectoren van het bedrijfsleven.

Om tot die solidariteit aan te zetten, stelt de Regering voor dat, voor een tijdperk van 9 maanden na het afsluiten van elke nieuwe arbeidsovereenkomst, 50 % van de nieuwe voordelen gestort worden aan een solidariteitsfonds en dat de werkgever bovendien een zelfde bedrag aan dat fonds zou storten. Dat fonds, dat ook nog door de opbrengst van een belasting gestijfd wordt, moet dienen om het bruggen-sioen te financieren.

Een tweede manier om de inkomens te matigen bestaat erin het maandelijks brutoloon van meer dan 40 250 F te blokkeren : al wat dit bedrag te boven gaat, ondergaat geen wijzigingen meer ingevolge de schommelingen van het indexcijfer van de consumptieprijzen. Ook die maatregel steunt op het solidariteitsprincipe, aangezien het verschil

l'indice des prix, la différence entre les bas salaires et les salaires élevés augmente déraisonnablement.

II. — Discussion générale.

Un membre a estimé que tant le Gouvernement que les milieux patronaux appliquent déjà ce volet du plan de relance, en ce sens que tout nouvel avantage conventionnel est refusé et que seules sont encore respectées les augmentations des montants de cotisations pour les fonds de sécurité d'existence.

On a fait remarquer que la philosophie de la modération des salaires, selon laquelle tout nouvel avantage payé aux travailleurs doit en rapporter deux au fonds de solidarité (art. 38), est en fait l'application du point de vue qui avait été adopté par une branche du front syndical, lorsque l'autre se refusait à tout blocage des salaires. Ce point de vue était cependant conditionné, entre autres, par l'introduction de la prépension à 55 ou à 60 ans.

Ensuite on a constaté que la modération s'accompagnait d'une série d'autres mesures qui affaiblissent le pouvoir d'achat des travailleurs, par exemple, la non-indexation des barèmes fiscaux; cet affaiblissement se répercute sur les entreprises par la diminution de la demande intérieure.

On a relevé une certaine contradiction entre les objectifs poursuivis, d'une part, par le système de prépension, financé par un fonds alimenté par une partie des salaires dépassant le blocage et d'autre part, par le système de blocage des salaires. Au cas où ce dernier serait une réussite, le fonds de solidarité ne pourrait être suffisamment alimenté pour assurer le succès de la prépension libérant des emplois. Par contre, si le blocage des salaires échoue, la prépension pourra être réalisée. Le Gouvernement lutte-t-il contre le chômage ou contre l'inflation ?

Comparant la manière dont sont prises les décisions, un intervenant a regretté que notre Gouvernement soit tenu de consulter préalablement les partenaires sociaux, alors que dans les pays environnants, c'est le pouvoir politique qui prend ses responsabilités. Il estime que le fait de ne pas adopter la même ligne de conduite que les autres pays engendrera la régression. Il partage les préoccupations du Gouvernement et regrette que des mesures plus catégoriques ne puissent être prises à l'égard de tous les citoyens.

Un autre membre a ensuite fait observer qu'en fait les gouvernements ont depuis longtemps pratiqué une politique de revenus. Il marque son accord avec les principes nouveaux de cette politique et en demande une réalisation rapide. Il relève cependant que l'article 37 concerne en ordre principal une catégorie sociale qui s'estime déjà lésée par d'autres dispositions, par exemple, le déplaçonnement des cotisations sociales ou le refus d'indexer les barèmes fiscaux, et il souhaite que le Gouvernement recherche, fût-ce symboliquement, le moyen de reconnaître la valeur primordiale de cette catégorie.

On a relevé que l'article 38, § 3, rangeait parmi les nouveaux avantages, les conventions aboutissant à une diminution de la durée du travail, alors que celle-ci est un élément de lutte contre les difficultés économiques de nombreux secteurs. Dans l'industrie pétrolière, par exemple, une limite de la durée de travail hebdomadaire à 36 heures est proposée et les travailleurs renoncent en contrepartie à de nouveaux avantages. Ceci est de nature à créer de nouveaux emplois. De tels accords doivent-ils être pénalisés ?

tussen de lagere en de hogere lonen bij iedere aanpassing in gevolge een stijging van het indexcijfer op onredelijke wijze groter wordt.

II. — Algemene bespreking.

Een lid is van oordeel dat zowel de Regering als de werkgeverskringen dat gedeelte van het herstelplan reeds toepassen, in die zin dat elk nieuw bij overeenkomst bedongen voordeel wordt geweigerd en dat alleen nog de verhogingen van de bedragen van de voor de fondsen voor bestaanszekerheid bestemde bijdragen worden toegestaan.

Opgemerkt wordt dat het beginsel van de loonmatiging op grond waarvan elk nieuw voordeel voor de werknemers aan het solidariteitsfonds het dubbele moet opbrengen (art. 38), in feite de toepassing is van het standpunt dat door een tak van het gemeenschappelijk vakbondsfront werd ingenomen, terwijl de andere tak elke loonblokkering afwees. De invoering van het brugpensioen op 55 of 60 jaar werd evenwel als voorwaarde aan dat standpunt gekoppeld.

Vervolgens wordt geconstateerd dat de loonmatiging gepaard gaat met een aantal andere maatregelen die de koopkracht van de werknemers aantasten, bij voorbeeld de niet-indexering van de belastingschalen; die aantasting heeft een weerslag op de bedrijven via de afnemering van de binnenlandse vraag.

Ook wordt gewezen op een zekere tegenstrijdigheid tussen de doelstellingen, enerzijds, van de brugpensioenregeling — die wordt gefinancierd door middel van een fonds dat wordt gestijfd met een gedeelte van de lonen dat boven de blokkering uitstijgt — en, anderzijds, van de loonblokkering. Ingeval die blokkering mocht slagen zou het solidariteitsfonds wel eens niet voldoende gestijfd kunnen worden voor het welslagen van het brugpensioen waardoor arbeidsplaatsen vrijkomen. Daarentegen zou het brugpensioen een succes kunnen blijken te zijn terwijl de loonblokkering op niets uitdraait. Bestrijdt de Regering de werkloosheid of de inflatie ?

Een lid vergelijkt de wijze waarop de beslissingen worden genomen en betreurt dat de Regering verplicht is op voorhand de sociale partners te raadplegen, terwijl in de buurlanden het politieke gezag zelf beslissingen treft. Hij is van gevoelen dat ons land, indien het niet dezelfde gedragslijn als de andere landen kan volgen, er achteruit zal op gaan. Hij deelt de bezorgdheid van de Regering en betreurt dat geen strakkere maatregelen voor allen kunnen worden getroffen.

Een ander lid wijst er vervolgens op dat de regeringen in feite sedert lange tijd reeds een inkomensbeleid voeren. Hij gaat akkoord met de nieuwe beginselen van dat beleid en dringt aan op een spoedige verwezenlijking ervan. Hij stipt evenwel aan dat artikel 37 hoofdzakelijk een sociale categorie betreft die zich reeds door andere bepalingen — b.v. de opheffing van de loongrens voor de sociale bijdragen of de weigering om de belastingschalen te indexeren — benadeeld acht en hij wenst dat de Regering, al was het maar symbolisch, naar een middel zoekt om de fundamentele waarde van die categorie te erkennen.

Er wordt op gewezen dat de overeenkomsten die tot vermindering van de arbeidsduur leiden, in artikel 38, § 3, onder de nieuwe voordelen worden gerangschikt, hoewel die vermindering in tal van sectoren deel uitmaakt van de maatregelen ter bestrijding van de economische moeilijkheden. Zo wordt b.v. in de oliesector een beperking van de wekelijkse arbeidsduur tot 36 uur voorgesteld en als tegenprestatie doen de werknemers afstand van nieuwe voordelen. Zulks kan nieuwe arbeidsplaatsen helpen scheppen. Moeten dergelijke overeenkomsten worden bestraft ?

Le Ministre de l'Emploi et du Travail estime pour sa part qu'il est indéniable que la réduction de la durée du travail avec le maintien de la même rémunération signifie une charge supplémentaire difficilement supportable pour de nombreuses entreprises.

Selon l'intervenant suivant, le chapitre à l'examen, dont tous les éléments, à savoir : les dividendes, les tantièmes, l'enregistrement comptable et les prix industriels, doivent modérer les fluctuations de l'indice des prix, est un chapitre inflatoire. Si chacun de ces éléments doit encore être modifié, quelle est l'utilité du blocage ? Il estime que dans le projet un chapitre financier anti-inflatoire fait défaut. Si la presse spécialisée a pu rendre hommage à la bourse pour sa stabilité, il n'en demeure pas moins que le Gouvernement néglige le facteur financier de la crise. Il rappelle qu'en 1944 on a dû prévoir un contrôle absolu des changes. Il souhaite que le Ministre établisse un tableau input-output concernant le plan de relance, afin de pouvoir se rendre compte si celui-ci aboutira à la stabilité des prix et au freinage de l'inflation. A l'appui de ces données, il y aurait éventuellement lieu d'inviter les banques à une discipline volontaire.

Un autre membre rappelle que, comme lors des différentes crises économiques qui se sont succédé depuis la seconde guerre mondiale, notre pays est de nouveau le plus mal en point de tous ceux du Marché commun. Nous dépendons en fait de la reprise économique de ces derniers. Chacun est dès lors conscient de la nécessité d'une modération des revenus, y compris les syndicats, dont l'accord trouve son expression dans l'article 38.

L'orateur suivant peut admettre une telle modération pour autant que toutes les couches de la population soient concernées et que l'effort soit équitablement partagé. Force lui est cependant de constater qu'on ne peut y parvenir aussi longtemps qu'on ne pourra circonscrire les revenus de certaines catégories de travailleurs ou de sociétés, par exemple les professions libérales ou les banques.

Le principe de la démocratie parlementaire invoqué actuellement et qui porte atteinte aux conventions collectives librement conclues entre les partenaires sociaux, l'a-t-il été, en période de haute conjoncture, pour appuyer les revendications légitimes des travailleurs ?

Le même orateur demande pourquoi la limite des revenus indexables a été fixée à 40 000 F. Des revenus moins élevés ne pourraient-ils pas être visés demain ?

En remplacement de la mesure de modération, il propose une augmentation des impôts, allant d'un demi-décime sur les revenus de 750 000 F à 1 million, progressivement à deux décimes sur les revenus de 3 millions et plus. Cette mesure toucherait les 4 % de la population qui bénéficient de 20 % des revenus.

Une remarque suivante a trait aux différences entre les groupes en matière de contrôle et de sanctions, qui sont jugées efficaces et drastiques lorsqu'il s'agit de faire respecter les dispositions qui frappent les travailleurs salariés, mais inexistantes lorsqu'il s'agit de celles qui concernent les autres catégories.

Le financement du fonds de solidarité est estimé aléatoire. N'est-il pas indiqué de transférer à ce fonds les cotisations afférentes aux crédits d'heures plutôt que de favoriser les grandes entreprises en les libérant de cette cotisation (art. 43) ?

L'article 39 établit une redevance exceptionnelle de solidarité au profit du fonds, à charge des sociétés soumises à l'impôt des sociétés ou des non-résidents. Il est

Het kan niet worden geloofd, aldus de Minister van Tewerkstelling en Arbeid, dat vermindering van de arbeidsduur en behoud van dezelfde beloning een moeilijk te dragen aanvullende last betekent voor tal van bedrijven.

Een lid vindt dat dit hoofdstuk, waarvan alle elementen — dividenden, tantièmes, boekhouding en industrieprijzen — de schommelingen van het indexcijfer moeten afremmen, een inflatoir hoofdstuk is. Wat is het nut van de blokkering indien elk van die elementen nog moet worden gewijzigd ? Hij is van mening dat in dit ontwerp een financieel anti-inflatoir hoofdstuk ontbreekt. Hoewel de gespecialiseerde pers de beurs hulde heeft gebracht omwille van haar stabiliteit, doet zulks niets af van het feit dat de Regering de financiële factor van de crisis verwaarloost. Hij wijst erop dat men in 1944 een absolute controle van de wisselkoersen heeft moeten invoeren. Hij wenst dat de Minister een input-output-tabel betreffende het herstelplan opstelt om zich ervan rekenschap te kunnen geven of dat plan stabiliteit van de prijzen en afremming van de inflatie tot gevolg zal hebben. Tot staving van die gegevens kan eventueel van de banken een vrijwillige discipline worden gevraagd.

Een ander lid herinnert eraan dat ons land, net als bij de vorige economische crises sedert de tweede wereldoorlog, het hardst getroffen is onder al de landen van de Gemeenschappelijke Markt. In feite zijn wij afhankelijk van de economie in die landen. Elkeen beseft dan ook de noodzaak van inkomensmatiging; ook de vakbonden zijn het daar mee eens en wij vinden die instemming terug in artikel 38.

Een lid acht inkomensmatiging aanvaardbaar voor zover zij voor alle bevolkingslagen geldt en en lasten billijk worden verdeeld. Hij moet nochtans vaststellen dat dit onmogelijk is zolang de inkomens van sommige categorieën van particulieren of vennootschappen — b.v. de beoefenaars van vrije beroepen of de banken — niet nauwkeurig kunnen worden bepaald.

Thans beroept men zich op het principe van de parlementaire democratie om een aanslag te plegen op de tussen de sociale partners vrijelijk gesloten collectieve overeenkomsten, maar heeft men zich daar ooit in een periode van hoogconjunctuur op beroepen om de rechtmatige eisen van de werknemers kracht bij te zetten ?

Hetzelfde lid vraagt waarom de grens van het indexeerbaar inkomen werd vastgesteld op 40 000 F. Zouden morgen niet de lagere inkomens in het gedrang kunnen komen ?

In plaats van een maatregel tot matiging van de inkomens stelt hij een progressieve belastingverhoging voor van een halve deciem op de inkomsten van 750 000 F tot 1 miljoen, tot 2 decimes op de inkomsten van 3 miljoen en meer. Door die maatregel zouden de 4 % van de bevolking die 20 % van de inkomsten hebben, worden getroffen.

Een volgende opmerking heeft betrekking op de verschillende behandeling van de categorieën op het stuk van toezicht en bestraffing; deze zijn doeltreffend en streng als het er op aankomt de bepalingen die op de loontrekkenden betrekking hebben, te doen naleven, doch ze zijn onbestaande voor de andere categorieën.

De financiering van het solidariteitsfonds wordt onzeker geacht. Ware het niet beter de voor de kredieturen bestemde bijdragen aan dat fonds te storten in plaats van de grote ondernemingen te bevoordelen door ze van die bijdragen vrij te stellen (art. 43) ?

Artikel 39 voert een uitzonderlijke solidariteitsbijdrage in ten voordele van het fonds, ten laste van de ondernemingen die aan de belasting der niet-verblijfhouders zijn

proposé d'en porter le taux de 4,8 % à 6 %. D'autre part, il serait nécessaire de prévoir un plafond de mise en réserve ou en amortissement des revenus des sociétés, si l'on ne veut pas que l'assiette de la redevance exceptionnelle de solidarité soit réduite à néant. Toujours au sujet du même article, il est demandé s'il s'agit d'une mesure destinée à financer la pension pendant les trois années qui précèdent l'année de prise de cours de la pension, mesure qui ne serait donc pas limitée au 31 décembre 1976, comme l'est l'article 38.

Un membre estime que les articles 37 et 38 mettent en cause l'autonomie des partenaires sociaux en matière salariale et troublent la paix sociale; il en propose donc la suppression.

Le Ministre de l'Emploi et du Travail répond que dans sa forme finale, le projet de loi a tenu compte des critiques syndicales puisqu'il admet la libre négociation des conventions collectives tout en tenant compte de la nécessité de la solidarité qui a été elle-même soulignée par les partenaires sociaux.

Un autre membre propose la suppression des articles 37 à 39; il fait remarquer que si le plan initial du gouvernement était relativement équilibré, au fur et à mesure que ce plan a été modifié un déséquilibre plus grand est apparu entre les différentes catégories.

Il est ensuite demandé si l'article 38 serait applicable :

- 1) lorsque l'indexation des salaires n'est prévue qu'une fois l'an, en fin d'année;
- 2) en cas de promotion individuelle ou lorsqu'un travailleur changerait de catégorie;
- 3) en cas d'octroi d'une prime à tous les jeunes travailleurs pendant les premières années de service.

Au sujet du premier point, le Ministre de l'Emploi et du Travail répond que l'indexation globale ne sera pas considérée comme un nouvel avantage quand elle se fait suivant les mêmes règles que les années précédentes.

Au sujet du deuxième point, il estime que les augmentations résultant de l'application individuelle des barèmes selon un classement par grade ou par niveau ne sont pas considérées comme un avantage nouveau au sens de l'article 38. Cet avis est également valable pour les promotions individuelles par suite de l'ancienneté ou de critères objectifs.

Par contre, il faut considérer comme un avantage nouveau, l'augmentation des rémunérations résultant d'un changement collectif par l'application d'un barème supérieur pour tout le personnel.

Quant au dernier point, il n'y aura pas d'application de l'article 38 si la prime est accordée suivant les mêmes normes que pendant les années précédentes.

La déclaration du Ministre est à compléter par la réponse qu'il a fournie à deux questions urgentes posées par MM. Van Geyt et Glinne en séance publique de la Chambre, en date du 15 janvier 1976. (Compte rendu analytique, sous la rubrique « interprétation du projet de loi de redressement économique »).

Le Ministre des Affaires économiques répond ensuite aux remarques ayant un caractère plus général. Il fait d'abord remarquer que dans une économie ouverte et trop dépendante du commerce extérieur, on est obligé de tenir compte de la politique sociale de ses voisins, sans juger du bien-fondé de cette politique. On doit se garder, d'autre part, de

onderworpen. Voorgesteld wordt het bedrag ervan te verhogen van 4,8 % tot 6 %. Anderzijds moet men de voor de reserves of de afschrijvingen bestemde inkomsten van de vennootschappen begrenzen wil men vermijden dat de grondslag van de uitzonderlijke solidariteitsbijdrage tot niets wordt herleid. Nog in verband met datzelfde artikel wordt gevraagd of het hier gaat om een maatregel ter financiering van het brugpensioen tijdens de drie jaren vóór het jaar waarin het pensioen ingaat, zodat het een maatregel zou zijn die dus niet beperkt is tot 31 december 1976, zoals dit voor artikel 38 het geval is.

Een lid stelt voor de artikelen 37 en 38 weg te laten, daar zij de autonomie van de sociale partners in loonaangelegenheden in het gedrang brengen en de sociale vrede verstoren.

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid antwoordt dat in de uiteindelijke vorm van het wetsontwerp rekening wordt gehouden met de door de vakbonden uitgebrachte kritiek, daar vrije onderhandelingen over de collectieve arbeidsovereenkomsten worden aanvaard en tevens rekening wordt gehouden met de onmisbare solidariteit waarop de sociale partners zelf de nadruk hebben gelegd.

Een ander lid stelt voor de artikelen 37 tot 39 weg te laten; hij wijst erop dat het oorspronkelijke plan van de Regering betrekkelijk evenwichtig was, maar dat naarmate het gewijzigd werd een groter gebrek aan evenwicht tussen de verschillende categorieën is ontstaan.

Vervolgens wordt gevraagd of artikel 38 van toepassing zal zijn :

- 1) wanneer slechts éénmaal per jaar, aan het einde van het jaar, in de koppeling van de lonen aan het indexcijfer is voorzien;
- 2) in geval van individuele bevordering of wanneer een werknemer van categorie verandert;
- 3) indien tijdens de eerste dienstjaren aan alle jonge werknemers een premie toegekend wordt.

Met betrekking tot het eerste punt antwoordt de Minister van Tewerkstelling en Arbeid dat de totale indexering niet als een nieuw voordeel zal worden beschouwd, wanneer ze volgens dezelfde regels als de vorige jaren geschiedt.

Met betrekking tot het tweede punt is hij van mening dat verhogingen ingevolge de individuele toepassing van loonschalen volgens een rangschikking per graad of per niveau niet beschouwd worden als een nieuw voordeel in de zin van artikel 38. Dat geldt eveneens voor individuele bevorderingen op grond van anciënniteit of objectieve criteria.

Daarentegen moet als een nieuw voordeel worden beschouwd de loonsverhoging, ingevolge een collectieve wijziging in de toestand, met toepassing van een hogere loonschaal voor het hele personeel.

Wat betreft het laatste punt: artikel 38 zal niet worden toegepast, indien de premie wordt toegekend volgens dezelfde criteria als de vorige jaren.

De verklaring van de Minister moet worden aangevuld met het antwoord dat hij gaf op twee spoedvragen welke de heren Van Geyt en Glinne in de openbare vergadering van de Kamer op 15 januari 1976 stelden (Beknopt verslag, onder de rubriek « uitlegging van het wetsontwerp betreffende het economisch herstel »).

De Minister van Economische Zaken antwoordt dan op de vragen met een meer algemene draagwijdte. Hij merkt in de eerste plaats op dat men in een open economie die al te zeer afhankelijk is van de buitenlandse handel, rekening moet houden met het door de buurlanden gevoerde sociale beleid, zonder evenwel een oordeel uit te spre-

surestimer nos possibilités de compétitivité dans les pays qui ne font pas partie du Marché commun. Ces marchés nous échappent de façon régulière, quoiqu'ils soient encore importants. Notre pays est handicapé, entre autres, par le coût de la main-d'œuvre.

Quant à l'importance des facteurs financiers dans la relance et des remèdes qui y ont été donnés lors de la crise de 1944, le Ministre estime que le secteur financier est secondaire en ce sens que les décisions politiques ont la priorité, car la dépendance de facteurs internationaux est importante. Remettre en cause le marché des changes provoquerait à son avis, une énorme fuite de capitaux.

A l'affirmation selon laquelle l'atteinte au principe de la liaison à l'indice des prix à la consommation crée un danger précédent, il y a lieu de constater que, seuls, les hauts salaires sont concernés et que la mesure est plus psychologique que réelle.

Quant à la libre négociation des salaires, le Ministre estime que le projet ne la met pas en cause.

A propos de la juste répartition des sacrifices, le Ministre renvoie à sa réponse à une question parlementaire qui traite des grandes catégories globales de redistribution du revenu national, d'où il ressort que la seule catégorie qui ait amélioré sa situation est celle des travailleurs salariés. Il résulte même d'une étude qu'à partir de 1969, cette distribution globale était plus favorable au travail qu'au capital.

Le Ministre rappelle ensuite que les mesures de redressement ne visent pas une redistribution des revenus, quoi qu'il soit d'accord qu'il reste beaucoup à faire en la matière.

Le blocage des revenus se situe dans l'optique de la modération des coûts de l'exportation et du maintien du niveau de l'emploi. Les mesures fiscales proposées n'auront pas pour effet de faire baisser le prix de revient de nos produits, tandis qu'environ 8 milliards sont attendus de la modération des revenus (voir annexe 5). Le plafonnement de l'indexation des revenus tend aussi à favoriser les entreprises à haut coefficient de travail.

Enfin, selon le Ministre, la solution du problème du personnel de cadre doit être recherchée dans l'optique de l'intégration de ce personnel dans l'entreprise.

A la question de savoir quelle serait l'incidence des mesures concernant le blocage des revenus sur les coûts de production, le Ministre répond que si, sur une masse globale salariale de 1 500 milliards, on parvenait à obtenir une diminution globale de 10 %, un réel succès serait atteint.

Un membre prétend que le blocage de l'indexation des salaires supérieurs à 40 000 F provoquerait un déséquilibre dans la redistribution des revenus. Il a calculé que sur 700 travailleurs d'une entreprise déterminée, 56 % seraient touchés par la mesure, dont 43 % d'ouvriers et 82 % d'employés. Le Ministre fait remarquer qu'il est très difficile de faire des calculs à ce sujet. Il estime l'échantillon cité peu représentatif. Selon des études effectuées par son département, environ 450 personnes sur 1 000 seraient touchées globalement dans les secteurs privé et public.

L'attention est également attirée sur le fait que les ménages dans lesquels chacun des époux jouirait d'un traitement inférieur à 40 000 F, mais qui disposeraient d'un revenu global dépassant ce montant, ne seraient pas touchés par le blocage. Il en serait de même des personnes bénéficiant de deux salaires inférieurs au plafond.

ken over de gegrondheid van dat beleid. Voorts mag men onze concurrentiemogelijkheden in de landen die geen lid zijn van de Gemeenschappelijke Markt, niet overschatten. Geregeld ontsnappen ons daar bestellingen, ofschoon die markten belangrijk blijven. Ons land wordt o.m. gehinderd door de hoge loonkosten.

Met betrekking tot het belang van de financiële factoren bij de opleving en de middelen die ter zake werden aangewend tijdens de crisis van 1944, meent de Minister dat de financiële sector van secundair belang is in die zin dat de politieke beslissingen op de eerste plaats komen, omdat de afhankelijkheid van internationale factoren zeer groot is. Via de wisselmarkt optreden zou, naar zijn oordeel, een ontzaglijke kapitaalvlucht veroorzaken.

In verband met de bewering als zou de aantasting van het principe van de koppeling van de lonen aan het indexcijfer een gevaarlijk precedent scheppen, valt op te merken dat alleen de hoge lonen worden getroffen door die maatregel, die trouwens eerder een psychologische dan een reële draagwijdte heeft.

Het principe van de vaststelling van de lonen door vrije onderhandelingen wordt, volgens de Minister, door het ontwerp niet in het gedrang gebracht.

Met betrekking tot de billijke verdeling van de te leveren inspanningen verwijst de Minister naar zijn antwoord op een parlementaire vraag in verband met de grote categorieën die in aanmerking komen bij de herverdeling van het nationaal inkomen. Uit dat antwoord blijkt dat alleen de toestand van de loontrekkenden verbeterd is. Een studie ter zake heeft trouwens aan het licht gebracht dat die herverdeling, in haar geheel genomen, sedert 1969 gunstiger is voor de arbeidende klasse dan voor de kapitaalbezitters.

De Minister herinnert er vervolgens aan dat de herstelmaatregelen geen herverdeling van de inkomens beogen, ofschoon hij het ermede eens is dat er op dat gebied nog veel te doen valt.

De inkomensstop moet worden gezien in het licht van de matiging van de exportkosten en de handhaving van de tewerkstelling. De voorgestelde belastingmaatregelen zullen de kostprijzen van onze produkten niet drukken, terwijl algemeen verwacht wordt dat de inkomensmatiging ongeveer 8 miljard zal opbrengen (zie bijlage 5). De begrenzing van de indexering der inkomens wil tevens de arbeidsintensieve ondernemingen begunstigen.

De Minister meent ten slotte dat de oplossing van het vraagstuk van het kaderpersoneel dient te worden gezocht in de integratie van dat personeel in de onderneming.

Op de vraag welke terugslag de maatregelen in verband met de inkomensstop zouden hebben op de produktiekosten, antwoordt de Minister dat men reeds erg tevreden zou zijn indien op een globale loonmassa van 1 500 miljard een totale vermindering met 10 % werd bereikt.

Een lid beweert dat de indexstop op de lonen boven 40 000 F het evenwicht van de herverdeling der inkomens zal verstoren. Hij heeft berekend dat op 700 werknemers van een bepaalde onderneming 56 % door de maatregel zouden worden getroffen, van wie 43 % arbeiders en 82 % bedienden. De Minister merkt op dat dergelijke berekeningen erg moeilijk zijn. Hij acht het aangehaalde voorbeeld weinig representatief. Volgens studies van zijn departement zouden globaal gezien 450 personen op 1 000 in de particuliere en de overheidssector door die maatregel worden getroffen.

De aandacht wordt er ook op gevestigd dat gezinnen waarin ieder van beide echtgenoten minder dan 40 000 F verdient, doch waarvan het globaal inkomen dat bedrag overschrijdt, niet door die blokkering zouden worden getroffen. Hetzelfde zou gelden voor personen die twee lonen genieten welke niet boven de begrenzing uitstijgen.

Ce problème n'a pas échappé au Ministre, qui tirera la conclusion de cette intervention.

Un intervenant fait état d'une déclaration de la F. E. B. selon laquelle la perte que subira le personnel de cadre par le blocage de l'indexation des salaires sera compensée, par exemple, par l'augmentation des frais de séjour ou de déplacement.

Le Ministre déclare qu'il ne peut empêcher un employeur de prendre des mesures qui resteraient dans la légalité.

On a encore souligné que chaque chômeur coûterait, en moyenne, 225 000 F. L'analyse de ce montant est demandée.

Enfin, en vue de rencontrer les objections de plusieurs membres concernant l'effet rétroactif des dispositions de cette section, le Ministre se propose d'amender les textes.

II. — Examen des articles.

Art. 37.

Cet article bloque l'indexation des rémunérations prévues par convention individuelle ou collective de travail, en ce qui concerne la partie de la rémunération brute dépassant 40 250 F à l'indice 142,75.

Les mêmes avantages payés par les services publics autres que l'Etat sont également bloqués et en ce qui concerne les pensions et rémunérations à charge du Trésor public, le blocage se fera par arrêté royal.

MM. Van Offelen, Van Geyt et Clerfayt ont proposé la suppression de cet article (resp. Doc. n^{os} 738/3-II, 738/5-I art. 37, A et 738/2). Ces amendements sont rejetés par 22 voix contre 11 et 2 abstentions.

Subsidiairement M. Van Geyt (ibidem, littera B) propose de ne bloquer que l'indexation des revenus dépassant 75 000 F et de verser le surplus au fonds de solidarité prévu à l'article 40 du projet.

Cet amendement est rejeté par 24 voix contre 9 et 4 abstentions.

M. Willy Claes (Doc. n^o 738/8) remplace l'article par une disposition fiscale frappant les revenus dépassant 750 000 F par an dans le régime des impôts des personnes physiques et dans celui des non-résidents.

Par un sous-amendement (Doc. n^o 738/9-VI) il rehausse ce montant en cas de cumul des revenus des époux. Le Ministre des Affaires économiques fait remarquer que cet amendement ne permettait pas d'atteindre l'objectif poursuivi par la modération des revenus, à savoir la réduction du coût de revient dans les entreprises.

L'amendement est rejeté par 27 voix contre 8 et 1 abstention.

Un amendement de M. Burgeon (Doc. n^o 738/6-VII) apportant une rectification au texte français du § 2 est retenu.

Plusieurs interventions se sont rapportées aux effets du blocage des rémunérations après la période d'application. Le Gouvernement n'avait jamais fait connaître ses intentions à ce sujet.

Un amendement introduit par MM. Blanckaert, Desmarts, Hannotte, Kempinaire et Talbot (Doc. n^o 738/9-II) annule ces effets. Il y a lieu de remplacer dans cet amendement les mots « la rémunération » par les mots « les rémunérations et pensions » et d'ajouter en néerlandais les mots « de bezoldigingen en pensioenen » après les mots « het loon ».

Het probleem is de Minister niet ontgaan en hij zal uit die opmerking de nodige conclusies halen.

Een lid maakt gewag van een verklaring van het V. B. O. volgens welke het verlies dat het kaderpersoneel zal lijden door de blokkering van de indexering der lonen zal worden gecompenseerd, b.v. door de verhoging van de verblijfs- of reiskosten.

De Minister antwoordt dat hij een werkgever niet kan belleten maatregelen te nemen die niet in strijd zijn met de wet.

Er wordt nog op gewezen dat iedere werkloze gemiddeld 225 000 F zou kosten. Er wordt gevraagd hoe men tot dat bedrag komt.

Ten slotte neemt de Minister zich voor de teksten te amenderen, ten einde tegemoet te komen aan de bezwaren van verscheidene leden in verband met de terugwerkende kracht van de bepalingen van deze afdeling.

II. — Bespreking der artikelen.

Art. 37.

Dit artikel blokkeert de koppeling aan het indexcijfer van de bij individuele of collectieve arbeidsovereenkomst bepaalde lonen, wat betreft het gedeelte van het brutoloon boven 40 250 F bij indexcijfer 142,75.

Dit geldt ook voor gelijkaardige voordelen uitgekeerd door andere overheidsdiensten dan de Staat; pensioenen en lonen ten laste van de Schatkist zullen bij koninklijk besluit worden geblokkeerd.

De heren Van Offelen, Van Geyt en Clerfayt stellen voor dit artikel weg te laten (resp. Stukken n^{os} 738/II, 738/5-I, art. 37, A en 738/2). Die amendementen worden met 22 tegen 11 stemmen en 2 onthoudingen verworpen.

In bijkomende orde stelt de heer Van Geyt (ibidem, letter B) voor de indexering slechts af te schaffen voor de inkomsten boven 75 000 F en de aldus gespaarde sommen in het bij artikel 40 van het ontwerp bedoelde solidariteitsfonds te storten.

Dit amendement wordt met 24 tegen 9 stemmen en 4 onthoudingen verworpen.

De heer Willy Claes (Stuk n^o 738/8) wenst dit artikel te vervangen door een bepaling van fiscale aard, die de inkomsten van meer dan 750 000 F per jaar in de regeling van de personenbelasting en van de belasting van de niet-verblijfhouders zou treffen.

Bij subamendement (Stuk n^o 738/9-VI) trekt hij dit bedrag op in geval van samenvoeging van de inkomsten van de echtgenoten. De Minister van Economische Zaken merkt op dat, indien dit amendement wordt aanvaard, men het doel van de inkomensmatiging, namelijk de vermindering van de kostprijs in de ondernemingen, niet zal verwezenlijken.

Het amendement wordt met 27 tegen 8 stemmen en 1 onthouding verworpen.

Een amendement van de heer Burgeon (Stuk n^o 738/6-VII) waarbij een verbetering wordt aangebracht in de Franse tekst van § 2, wordt aangenomen.

Verscheidene sprekers hebben verwezen naar de gevolgen van de blokkering van de lonen na verloop van de periode waarin zij wordt toegepast. De Regering heeft nooit haar bedoelingen terzake bekendgemaakt.

Een amendement, voorgesteld door de heren Blanckaert, Desmarts, Hannotte, Kempinaire en Talbot (Stuk n^o 738/9-II), srtekt ertoe die gevolgen weg te werken. In dit amendement dienen in de Franse tekst de woorden « la rémunération » te worden vervangen door de woorden « les rémunérations et pensions » en in de Nederlandse tekst de woorden « de bezoldigingen en pensioenen » te worden toegevoegd na de woorden « het loon ».

Afin d'éviter que le blocage ait un effet rétroactif, la période de blocage est reculée : elle ira du 1^{er} avril au 31 décembre 1976. Les deux amendements, les modifications et l'article amendé sont adoptés par 24 voix contre 12.

On a enfin soulevé le problème de l'incidence du blocage sur la rémunération servant de base au calcul de la pension. Cet effet peut être négligé puisqu'il ne jouera que sur une période de 9 mois pour une carrière de 45 ou de 40 ans.

Il ne faut pas oublier non plus que cette disposition vise principalement les employés de cadre et que dans le secteur des pensions pour employés, les rémunérations entrant en ligne de compte pour le calcul de la pension sont plafonnées au niveau de la rémunération visée à l'article 37 du projet.

Art. 38.

Cet article répartit en parts égales entre le travailleur et le fonds de solidarité prévu à l'article 40, les nouveaux avantages se rapportant à la rémunération, qui sont accordés par ou en dehors de nouvelles conventions collectives de travail conclues après le 31 octobre 1975.

Il impose en plus aux employeurs de doubler le premier versement au fonds précité.

Ce règlement vaut pour 9 mois et prend fin en tout cas au 31 décembre 1976 (§§ 1 et 2 de l'article).

Ne sont pas visées par cette disposition : (§ 3, deux derniers alinéa) :

a) les conventions collectives de travail qui exécutent la convention collective de travail n° 23 relative au minimum mensuel moyen;

b) les dispositions des conventions collectives qui augmentent les cotisations aux fonds de sécurité d'existence, lorsque ces cotisations n'entraînent pas d'augmentation des allocations accordées par ces fonds.

* * *

1. Lors de la discussion générale, le Ministre de l'Emploi et du Travail avait déjà été appelé à circonscrire la notion d'avantage nouveau. Nous récapitulons ici les cas cités par le Ministre qui ne doivent pas être considérés comme des avantages nouveaux :

a) un treizième mois ou une prime de fin d'année qui furent déjà accordés dans le passé soit en application d'une convention collective de travail, soit par convention individuelle ou encore en vertu d'un usage.

Le montant du treizième mois peut être supérieur à celui de 1974, par exemple, pour autant que les normes et modalités de calcul de ce 13^e mois ou cette prime (proportion ou pourcentage, critères) ne soient pas modifiées;

b) les augmentations salariales telles que des augmentations dites d'ancienneté résultant de conventions collectives ou individuelles existantes;

c) les augmentations résultant des promotions individuelles par suite de l'ancienneté ou des critères objectifs;

d) les augmentations résultant de l'application individuelle des barèmes, selon un classement par grade ou par niveau.

Par contre, il faut considérer comme un avantage nouveau, l'augmentation des rémunérations résultant d'un changement collectif par l'application d'un barème supérieur pour tout le personnel ou pour une catégorie homogène de celui-ci;

Om de terugwerkende kracht van de blokkering te vermijden, wordt de periode van toepassing verschoven : zij zal uitwerking hebben van 1 april tot 31 december 1976. De twee amendementen, de wijzigingen en het gewijzigde artikel worden met 24 tegen 12 stemmen aangenomen.

Ten slotte wordt het vraagstuk aangesneden van de weerslag van de blokkering op de bezoldiging waarop het pensioen wordt berekend. Die is te verwaarlozen, aangezien ze maar zal gelden voor een periode van 9 maanden op een loopbaan van 45 of 40 jaar.

Er mag evenmin worden vergeten dat die bepaling vooral van belang is voor het leidinggevend bediendenpersoneel en dat, in de sector van de bediendenpensioenen, de lonen waarop het pensioen wordt berekend, begrensd zijn tot het bij artikel 37 van het ontwerp bedoelde bedrag.

Art. 38.

Dit artikel verdeelt de nieuwe voordelen inzake bezoldiging die worden toegekend door of buiten nieuwe en na 31 oktober 1975 gesloten collectieve arbeidsovereenkomsten in gelijke delen tussen de werknemer en het bij artikel 40 bedoelde solidariteitsfonds.

Bovendien legt het de werkgevers de verplichting op het bedrag van de eerste storting aan het voornoemde fonds te verdubbelen.

Die regeling geldt voor 9 maanden en eindigt in ieder geval op 31 december 1976. (§§ 1 en 2 van het artikel).

Deze bepaling geldt niet voor (§ 3, laatste twee leden) :

a) de collectieve arbeidsovereenkomsten ter uitvoering van de collectieve arbeidsovereenkomst n° 23 betreffende het gemiddeld maandelijks minimuminkomen;

b) de bepalingen van de collectieve overeenkomsten waarbij de bijdragen aan de fondsen voor bestaanszekerheid worden verhoogd, voor zover die verhogingen geen weerslag hebben op het bedrag van de door die fondsen verleende uitkeringen.

* * *

1. Tijdens de algemene bespreking werd de Minister van Tewerkstelling en Arbeid er reeds toe gebracht het begrip « nieuw voordeel » te omschrijven. Hier zij herinnerd aan de door de Minister aangehaalde gevallen die niet als nieuwe voordelen moeten worden beschouwd :

a) een dertiende maand of een eindejaarspremie die reeds vroeger werden toegekend met toepassing van een collectieve arbeidsovereenkomst of een individuele overeenkomst of krachtens een gebruik.

Het bedrag van de dertiende maand mag hoger liggen dan dat van 1974, bij voorbeeld, voor zover de normen en de berekeningswijze van die dertiende maand of die premie (verhouding of percentage, criteria) niet zijn gewijzigd;

b) de loonsverhogingen, zoals de zogenaamde anciënniteitsverhogingen, ingevolge bestaande collectieve of individuele overeenkomsten;

c) de verhogingen ingevolge persoonlijke bevorderingen op grond van anciënniteit of objectieve criteria;

d) de verhogingen ingevolge de individuele toepassing van loonschalen, volgens een rangschikking per graad of per niveau.

Daarentegen dient als een nieuw voordeel te worden verandering ingevolge de toepassing van een hogere loonschaal voor al het personeel of voor een homogene categorie ervan;

- e) les allocations attribuées pour des mérites pour autant qu'elles soient fixées selon des critères obligatoires et qu'elles aient été payées ou prévues dans le passé;
- f) l'octroi d'un seul jour de congé supplémentaire;
- g) les augmentations progressives et programmées de l'intervention en matière de prime syndicale;
- h) les augmentations progressives et programmées de l'intervention en matière de frais de transport pour les déplacements.

Sont par contre considérées comme avantages nouveaux les indemnités de frais de voyages ou de déplacement qui sont octroyées alors qu'elles ne correspondent plus aux dépenses réelles.

Ensuite, il a été demandé :

1) si les avantages accordés actuellement par les fonds de sécurité d'existence pouvaient être étendus dans le temps, par exemple l'octroi d'allocations de chômage complémentaires pendant 90 jours au lieu de 60 jours.

Le Ministre répond que si cette extension peut être accordée par la commission paritaire sans qu'il soit nécessaire d'augmenter les cotisations, l'article 38 ne doit pas être appliqué;

2) si une convention pouvait étendre la prépension en ce qui concerne la condition d'âge à d'autres personnes que celles qui sont prévues par la loi, par exemple l'octroi de la prépension à 60 ans pour les hommes.

Le Ministre estime que le système de financement de la prépension rend pratiquement impossible une telle extension.

Dans le cas cité, l'employeur n'aura aucune charge supplémentaire puisque les allocations de chômage sont supportées par l'O. N. E. M. et les allocations complémentaires, par le Fonds de solidarité.

Si ladite convention crée un financement propre pour la prépension anticipée et reste en cette matière dans la ligne de la prépension légale, l'article 38 ne sera pas applicable;

3) si cette disposition avait également trait aux conventions collectives qui majorent le minimum des barèmes de rémunération sur le plan national, alors que cette augmentation serait déjà dépassée par les faits pour certaines catégories de travailleurs. Le Ministre répond que ces conventions ne sont pas visées;

4) si le cas de l'employeur qui complète annuellement les appointements des employés de son entreprise dont les barèmes fixés par convention collective se situent en dessous de ceux des ouvriers du même secteur relève de l'application de cet article. Le Ministre répond affirmativement;

5) comment s'opérera le contrôle de l'application de l'article 38, par exemple, lorsqu'il s'agira de conventions collectives conclues au sein d'une seule entreprise.

2. La notion de nouvelle convention collective demande quelques éclaircissements.

Une convention collective générale conclue avant le 31 octobre 1975 confie à des secteurs le soin de régler l'octroi des avantages prévus et de préciser les dates d'entrée en vigueur. Ces conventions sectorielles, conclues pendant la période d'application de l'article 38, doivent-elles être considérées comme de nouvelles conventions au sens de cet article ?

C'est le cas pour les conventions sectorielles qui doivent exécuter la convention collective de travail n° 25 relative

e) de uitkeringen toegekend voor verdiensten, voor zover ze zijn vastgesteld volgens verplichte criteria en ze vroeger werden betaald of vastgesteld;

f) de toekenning van één enkele bijkomende verlofdag;

g) de geleidelijke en geprogrammeerde verhogingen van de tegemoetkoming inzake de vakbondspremie;

h) de geleidelijke en geprogrammeerde verhogingen van de tegemoetkoming inzake vervoerkosten voor de verplaatsingen.

Worden daarentegen beschouwd als nieuwe voordelen, de vergoedingen voor reis- of verplaatsingskosten die worden toegekend, hoewel zij niet meer aan de werkelijke uitgaven beantwoorden.

Vervolgens wordt gevraagd :

1) of de thans door de fondsen voor bestaanszekerheid toegekende voordelen in de tijd kunnen worden uitgebreid b.v. door de toekenning van een aanvullende werkloosheidsuitkering gedurende 90 dagen i.p.v. 60 dagen.

De Minister antwoordt dat, indien die uitbreiding kan worden toegestaan door het paritair comité zonder dat daarom de bijdragen moeten worden verhoogd, artikel 38 niet moet worden toegepast;

2) of het brugpensioen bij overeenkomst kan worden uitgebreid tot andere personen dan die welke bij de wet worden bepaald en dit wat betreft de leeftijdsvoorwaarden, b.v. door toekenning van het brugpensioen aan mannen op 60-jarige leeftijd.

De Minister meent dat het financieringsstelsel van het brugpensioen een dergelijke uitbreiding vrijwel onmogelijk maakt.

In het aangehaalde geval zal de werkgever geen bijkomende last te dragen hebben, aangezien de werkloosheidsuitkeringen ten laste zijn van de R. V. A. en de aanvullende uitkeringen door het solidariteitsfonds worden betaald.

Indien de overeenkomst een speciale financiering invoert voor het vervroegde brugpensioen en in die aangelegenheid in de lijn blijft van het wettelijk brugpensioen, zal artikel 38 niet toepasselijk zijn;

3) of die bepaling ook slaat op de collectieve overeenkomsten waarbij het minimum van de loonschalen op nationaal vlak wordt opgetrokken, wanneer in feite die verhoging reeds achterhaald is voor sommige categorieën van werknemers. De Minister antwoordt dat die overeenkomsten daar niet onder vallen;

4) of ook het geval van de werkgever die jaarlijks de bezoldigingen aanvult van de bedienden van zijn onderneming, waarvan de bij collectieve overeenkomst bepaalde loonschalen lager liggen dan die van de werklieden in dezelfde sector, onder dit artikel valt. De Minister antwoordt bevestigend;

5) hoe het toezicht op de toepassing van artikel 38 zal worden uitgeoefend, b.v. wanneer het gaat om collectieve overeenkomsten die in een enkele onderneming zijn afgesloten.

2. Het begrip nieuwe collectieve overeenkomst vergt enige toelichting.

In een vóór 31 oktober 1975 gesloten algemene collectieve arbeidsovereenkomst wordt de zorg voor het regelen van de toekenning van de bedongen voordelen en voor het vaststellen van de inwerkingtreding ervan aan de sectoren overgelaten. Moeten die sectoriële overeenkomsten, gedurende de periode van toepassing van artikel 38 gesloten, beschouwd worden als nieuwe overeenkomsten in de zin van bedoeld artikel ?

Dit is het geval voor de sectoriële overeenkomsten ter uitvoering van de collectieve arbeidsovereenkomst n° 25 betref-

à l'égalité de rémunération entre les travailleurs masculins et féminins; c'est le cas également pour les conventions de sous-secteur exécutant une convention collective de base dans le secteur de l'industrie alimentaire (cfr. la dernière annexe).

Selon le Ministre de l'Emploi et du Travail, la convention collective de travail n° 25 du 15 octobre 1975 (rendue obligatoire par l'arrêté royal du 9 décembre 1975, *Moniteur belge* du 25 décembre 1975), ne peut pas être visée par le projet de loi, de même que les conventions sur le plan des secteurs qui font suite à cette convention nationale. Les conventions en cette matière, tant nationales que sectorielles, ne constituent en effet que les conséquences logiques des conventions internationales souscrites par la Belgique et découlant, d'une part, des dispositions prévues par l'article 119 du Traité de Rome et d'autre part, d'une directive du 10 février 1975 du Conseil des ministres de la C. E. E.

Quant aux conventions collectives conclues à partir du 1^{er} novembre 1975 en exécution d'un accord antérieur, à condition que ces conventions respectent l'accord national et ne prévoient pas des avantages autres que ceux qui sont accordés par la commission paritaire nationale, elles ne devront pas non plus être considérées comme de nouvelles conventions (par exemple les conventions du secteur de l'industrie alimentaire précitées).

3. Le § 3 renvoie à la loi du 12 avril 1965 concernant la protection de la rémunération des travailleurs, en ce qui concerne la notion de rémunération pour l'application de l'article 38. Une note figurant en annexe 9 du rapport rappelle les définitions légale et doctrinale de cette notion.

4. La question des sanctions qui frapperaient les contrevenants aux dispositions du § 1 a été soulevée.

Le Ministre de l'Emploi et du Travail signale que les obligations prévues au § 1^{er} de l'article 38 concernent les organisations représentatives des travailleurs et des employeurs. Il appartient donc aux partenaires sociaux de prévoir dans les conventions collectives à conclure les mesures nécessaires pour respecter la disposition légale. Si ces mesures ne sont pas insérées dans la convention, celle-ci ne sera pas rendue obligatoire et sera même considérée comme nulle en vertu de la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires.

Si, par contre, ces mesures sont prévues dans la convention, celle-ci pourra être rendue obligatoire et, dans ce cas, son application est sanctionnée par les dispositions pénales reprises dans la même loi du 5 décembre 1968.

5. Le projet de loi de relance économique ne sera probablement pas adopté par les Chambres avant le mois de mars; toutefois l'article 38 est applicable aux conventions nouvelles conclues à partir du 1^{er} novembre 1975. N'y a-t-il pas lieu de postposer cette date afin d'éviter de devoir répéter des avantages déjà consentis aux travailleurs et de devoir effectuer des versements avec effet rétroactif au fonds de solidarité? N'y aurait-il pas lieu de faire concorder les dates des articles 37 et 38?

6. Qu'advient-il de la répartition prévue au § 1, a, b et c, après la période d'application de cet article?

Si on s'accorde généralement pour attribuer aux travailleurs les avantages repris aux lettres a) et b), il n'en est pas de même en ce qui concerne le littéra c) sous lequel des destinations diverses sont suggérées :

fende de gelijke beloning voor mannelijke en vrouwelijke werknemers, en eveneens voor de subsectoriële overeenkomsten ter uitvoering van een collectieve basisovereenkomst in de sector van de voedingsnijverheid (cf. de laatste bijlage).

Volgens de Minister van Tewerstelling en Arbeid kan de collectieve arbeidsovereenkomst n° 25 van 15 oktober 1975 (algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit van 9 december 1975, *Belgisch Statsblad* van 25 december 1975), evenmin als de sectoriële overeenkomsten die het gevolg zijn van die algemene overeenkomst, niet in het wetsontwerp zijn bedoeld. De nationale zowel als sectoriële overeenkomsten terzake zijn immers slechts het logische gevolg van internationale overeenkomsten die België heeft ondertekend en vloeien enerzijds voort uit de bepalingen van artikel 119 van het Verdrag van Rome en, anderzijds uit een richtlijn van 10 februari 1975 van de Raad van ministers van de E. E. G.

Wat nu de collectieve overeenkomsten betreft welke vanaf 1 november 1975 ter uitvoering van een vroeger akkoord werden gesloten, deze hoeven evenmin als nieuwe overeenkomsten te worden aangezien op voorwaarde dat die overeenkomsten het nationaal akkoord naleven en geen andere voordelen inhouden dan die welke door het nationale paritair comité zijn toegestaan (b.v. de voornoemde overeenkomsten in de sector van de voedingsnijverheid).

3. § 3 verwijst naar de wet van 12 april 1965 betreffende de bescherming van het loon der werknemers aangaande het begrip « loon » voor de toepassing van artikel 38. Bijlage 9 bij dit verslag bevat een nota met wettelijke en wetenschappelijke omschrijvingen van dat begrip.

4. Het probleem van de sancties voor de overtreders van de bepalingen van § 1 wordt ter sprake gebracht.

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid voert aan dat de in § 1 van artikel 38 voorgeschreven verplichtingen betrekking hebben op de representatieve organisaties van werknemers en werkgevers. Bijgevolg behoort het aan de sociale partners om de nodige maatregelen voor de naleving van het bepaalde in artikel 38 in de collectieve overeenkomsten op te nemen. Indien die maatregelen niet in de desbetreffende overeenkomst worden ingelast, zal deze niet algemeen verbindend worden verklaard en zelfs als onbestaande worden beschouwd op grond van de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités.

Zijn die maatregelen daarentegen wel in de overeenkomst opgenomen, dan kan deze algemeen verbindend worden verklaard en in dat geval wordt de overtreding ervan gestraft met de in dezelfde wet van 5 december 1968 gestelde straffen.

5. Het herstelplan zal waarschijnlijk niet vóór de maand maart door de Kamers worden goedgekeurd, en toch is artikel 38 van toepassing op de collectieve overeenkomsten die vanaf 1 november 1975 zijn gesloten. Is het niet nodig die datum op te schuiven om te voorkomen dat reeds aan de werknemers uitbetaalde voordelen moeten worden teruggevorderd en dat bedragen met terugwerkende kracht in het solidariteitsfonds moeten worden gestort? Ware het niet beter de in de artikelen 37 en 38 bepaalde data te laten samenvallen?

6. Wat gewordt er van de in § 1, a, b en c geplande verdeling na de toepassingsperiode van dit artikel?

Men is het er in het algemeen over eens om de voordelen vermeld onder de letters a) en b) aan de werknemers toe te kennen, doch dat is niet het geval voor de voordelen vermeld onder letter c). Daarvoor worden verschillende bestemmingen voorgesteld :

— celui-ci étant une sanction imposée par la loi et non un élément de la convention collective, devrait disparaître, sous peine de mettre en danger la compétitivité des entreprises et d'accélérer l'inflation;

— il devrait garder la destination prévue par l'article 38;

— il devrait être également attribué aux travailleurs.

Le Ministre de l'Emploi et du Travail estime que la répartition des trois éléments fait partie du libre jeu des conventions collectives.

Les amendements suivants sont déposés :

1) supprimant l'article, par MM. Van Offelen (Doc. n° 738/3-II), Glinne (Doc. n° 738/6-III), Van Geyt (Doc. n° 738 5-I, art. 38, A), Van Daele (Doc. n° 738/6-VI, art. 38, A).

Ils sont rejetés par 23 voix contre 9.

2) modifiant le § 1 :

M. Van Geyt propose (Doc. n° 738/5-I, art. 38, B, a) en ordre subsidiaire à son amendement précédent, qu'en remplacement des points a à c du § 1, les employeurs soient tenus de verser au fonds de solidarité pour la prépension un montant égal à la moitié des nouveaux avantages accordés aux travailleurs. Cet amendement est rejeté par 24 voix contre 7 et 4 abstentions.

M. Van Daele (Doc. n° 738/6-VI, art. 38, B et C) en premier ordre subsidiaire à son amendement précédent, propose de remplacer les lettres a à c également par un versement de l'employeur égal à la moitié des avantages accordés. Il met fin à l'application de l'article six mois plus tôt.

En deuxième ordre subsidiaire, il reporte la date d'application au 30 septembre 1976.

Ces amendements sont également rejetés par 24 voix contre 7 et 4 abstentions.

M. Desmarests (Doc. n° 738/10-V) entend éviter de pénaliser les travailleurs dont les rémunérations sont fixées par des conventions collectives bisannuelles qui expireraient après l'entrée en vigueur de l'article 38. De telles conventions sont par exemple conclues dans le secteur du bâtiment.

Cet amendement est retiré.

M. Schyns (Doc. n° 738/12-II) règle l'attribution des parts versées au fonds de solidarité après expiration de la durée d'application de l'article. Il estime qu'elles font partie intégrante de la rémunération de base et doivent revenir aux travailleurs.

Cet amendement est également retiré.

Le § 1 est enfin complété par un amendement du Gouvernement (Doc. n° 738/13-I, art. 38, 1) prévoyant la possibilité de déroger à son application, d'une part pour les conventions collectives conclues après le 31 octobre 1975 mais dont la date d'entrée en vigueur précède cette date et d'autre part, pour les conventions collectives conclues entre le 1^{er} novembre 1975 et le 1^{er} janvier 1976.

Le premier cas de dérogation vise les conventions collectives du secteur des assurances.

||

3) concernant le § 2 :

En ordre subsidiaire à son premier amendement, M. Van Geyt (Doc. n° 738/5-I, art. 38, B, b) et ensuite M. Talbot

— angezien het gaat om een bij de wet opgelegde verplichting en niet om een facet van de collectieve overeenkomst, zou het desbetreffende voordeel moeten verdwijnen; zo niet zou het concurrentievermogen van de bedrijven in gevaar worden gebracht en de inflatie versneld;

— het voordeel zou de in artikel 38 bepaalde bestemming moeten behouden;

— het zou eveneens aan de werknemers moeten worden toegekend.

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid is van mening dat de verdeling van de drie gedeelten aan het vrije spel van de collectieve overeenkomsten moet worden overgelaten.

De volgende amendementen worden voorgesteld :

1) tot weglating van het artikel, door de heren Van Offelen (Stuk n° 738/3-II), Glinne (Stuk n° 738/6-III), Van Geyt (Stuk n° 738/5-I, art. 38, A), Van Daele (Stuk n° 738/6-VI, art. 38, A).

Ze worden verworpen met 23 tegen 9 stemmen.

2) tot wijziging van § 1 :

De heer Van Geyt stelt (Stuk n° 738/5-I, art. 38, B, a) in bijkomende orde bij zijn vorig amendement voor de punten a tot en met c van § 1 te vervangen door een bepaling waarbij de werkgevers ertoe gehouden zijn in het solidariteitsfonds voor het bruggensioen een bedrag te storten dat gelijk is aan de helft van de nieuwe aan de werknemers toegekende voordelen. Dit amendement wordt verworpen met 24 tegen 7 stemmen en 4 onthoudingen.

De heer Van Daele (Stuk n° 738/6-VI, art. 38, B en C) stelt in eerste bijkomende orde bij zijn vorig amendement voor de letters a tot en met c te vervangen door een storting van de werkgever, die gelijk is aan de helft van de toegekende voordelen. Hij stelt ook voor zes maanden vroeger een einde aan de toepassing van het artikel te maken.

In tweede bijkomende orde stelt hij voor de toepassingsdatum te laten verstrijken op 30 september 1976.

Deze amendementen worden eveneens verworpen met 24 tegen 7 stemmen en 4 onthoudingen.

De heer Desmarests (Stuk n° 738/10-V) wil vermijden de werknemers te bestraffen wier bezoldigingen worden vastgesteld bij collectieve arbeidsovereenkomsten die om de twee jaar worden gesloten en die na de inwerkingtreding van artikel 38 verstrijken. Zulke overeenkomsten worden b.v. in het bouwbedrijf gesloten.

Dit amendement wordt ingetrokken.

Een amendement van de heer Schyns (Stuk n° 738/12-II) regelt de bestemming van de aan het solidariteitsfonds gestorte loongedeelten nadat de termijn voor de toepassing van het artikel is verstreken. Hij meent dat ze een integreerend deel uitmaken van het basisloon en dus aan de werknemers moeten worden uitbetaald.

Dit amendement wordt eveneens ingetrokken.

Paragraaf 1 wordt ten slotte aangevuld met een amendement van de Regering (Stuk n° 738/13-I), dat het mogelijk maakt af te wijken van de toepassing van die paragraaf enerzijds voor de collectieve overeenkomsten die gesloten zijn na 31 oktober 1975 doch waarvan de datum van inwerkingtreding gelegen is vóór die datum, en anderzijds voor de collectieve overeenkomsten die gesloten zijn tussen 1 november 1975 en 1 januari 1976.

Het eerstgenoemde geval heeft betrekking op de collectieve overeenkomsten in de verzekeringssector.

3) in verband met § 2 :

In bijkomende orde bij zijn eerste amendement stelt de heer Van Geyt (Stuk n° 738/5-I, art. 38, B, b) en vervolgens

(Doc. n° 738/9-IV, A) proposent la suppression de ce paragraphe.

Le premier est rejeté par 24 voix contre 7 et 4 abstentions et le second est retiré par son auteur.

Un amendement subsidiaire du dernier auteur (*ibidem*, lettera B) est adopté par 24 voix contre 12. Il prévoit que la période de 9 mois débute le 1^{er} janvier 1976.

4) le Gouvernement a proposé l'insertion d'un § 2bis nouveau (Doc. n° 738/13-I, art. 38, 2), stipulant que le Roi peut rendre obligatoire les conventions collectives qui prévoient qu'une partie des avantages résultant d'une convention conclue avant le 1^{er} novembre 1975 ou une contribution des employeurs relative à ces avantages doivent être versés au fonds de solidarité.

5) concernant le § 3 :

Mme Nelly Maes et M. Van Geyt (resp. Doc. n° 738/9-I et 738/5-I, article 38, B, c et d) estiment qu'une réduction de la durée de travail, qui, en accord avec la philosophie du projet doit libérer de nouveaux emplois, ne peut pas être considérée comme une hausse de rémunération.

Le premier est rejeté par 24 voix contre 12, le second subit le même sort que l'amendement précédent du même auteur.

Les amendements gouvernementaux et l'article amendé sont adoptés par 24 voix contre 12.

* * *

A la fin des débats ont encore été soulevés deux problèmes :

a) On a relevé que dans le § 1 la période d'application des dispositions de l'article 38 était définie par rapport à une date terminale, le 31 décembre 1976, tandis qu'au paragraphe suivant elle l'était par rapport à une date de prise de cours, le 1^{er} janvier 1976.

Le Ministre de l'Emploi et du Travail justifie par les exemples suivants le procédé du § 1^{er} :

Si une ancienne convention collective de travail vient à échéance au début de novembre 1975, la période d'application de l'article 38 à la nouvelle convention commencera immédiatement et finira donc fin juillet 1976; si par contre une ancienne convention collective venait à échéance au début de juillet 1976, la période d'application de l'article à la nouvelle convention ne sera plus de 9 mois mais seulement de 6 mois puisque la date terminale est fixée au 31 décembre 1976.

b) Au cas où, dans un secteur déterminé, aucune convention accordant de nouveaux avantages concernant la rémunération ne serait conclue dans la période de neuf mois qui suit la date du 31 octobre 1975, les nouveaux avantages, prévus par une convention collective conclue après le 31 juillet 1976, tomberont-ils sous le coup de l'article 38 ?

Le Ministre de l'Emploi et du Travail répond que, dans ce cas précis, la période de neuf mois prendra fin à la date du 31 juillet 1976 puisque aucune nouvelle convention n'aura été conclue pendant la période précitée; concrètement donc, la convention conclue après le 31 juillet 1976 ne sera pas visée par l'article 38.

Art. 39.

L'article précédent alimentait le Fonds de solidarité destiné à financer la prépension en pénalisant l'employeur et

de heer Talbot (Stuk n° 738/9-IV, A) voor die paragraaf weg te laten.

Het eerste amendement wordt verworpen met 24 tegen 7 stemmen en 4 onthoudingen en het tweede wordt door de auteur ingetrokken.

Een amendement in bijkomende orde van de laatstgenoemde auteur (*ibidem*, letter B) wordt aangenomen met 24 tegen 12 stemmen. Het bepaalt dat de periode van 9 maanden op 1 januari 1976 ingaat.

4) de Regering stelt voor (Stuk n° 738/13-I, art. 38, 2) een § 2bis (nieuw) in te voegen, waarbij de Koning wordt gemachtigd om algemeen verbindend te verklaren de collectieve overeenkomsten waarin bepaald wordt dat een deel van de voordelen, verkregen ingevolge een overeenkomst gesloten vóór 1 november 1975, of een werkgeversbijdrage in verband met die voordelen aan het solidariteitsfonds moet gestort worden.

5° betreffende § 3 :

Mevr. Nelly Maes en de heer Van Geyt (resp. Stukken n°s 738/9-I en 738/5-I, art. 38, B, c en d) zijn de mening toegedaan dat een verkorting van de arbeidsduur, die luidens de opzet van het ontwerp nieuwe betrekkingen moet vrijmaken, niet als een loonsverhoging mag worden aangezien.

Het eerste amendement wordt met 24 tegen 12 stemmen verworpen, terwijl het tweede hetzelfde lot beschoren is als het vorige amendement van dezelfde auteur.

De amendementen van de Regering en het gewijzigde artikel worden aangenomen met 24 tegen 12 stemmen.

* * *

Aan het einde van de bespreking worden nog twee problemen opgeworpen :

a) Er wordt op gewezen dat de periode van toepassing van de bepalingen van artikel 38 in § 1 vastgesteld wordt ten opzichte van een einddatum, met name 31 december 1976, terwijl de volgende paragraaf daarentegen rekening houdt met een aanvangsdatum, in casu 1 januari 1976.

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid rechtvaardigt het procédé van § 1 met de volgende voorbeelden :

Indien een vroegere arbeidsovereenkomst begin november 1975 verstrijkt, zal de periode tijdens welke artikel 38 op de nieuwe overeenkomst van toepassing is, onmiddellijk aanvangen en dus eind juli 1976 aflopen; indien een vroegere collectieve arbeidsovereenkomst daarentegen begin juli 1976 zou verstrijken, zal de periode van toepassing van het artikel op de nieuwe overeenkomst niet meer 9 maanden doch slechts 6 maanden duren, aangezien de einddatum op 31 december 1976 is vastgesteld.

b) Wanneer, in een bepaalde sector, in de negen maanden durende periode na 31 oktober 1975 geen overeenkomst wordt gesloten met betrekking tot nieuwe loonvoordelen, zullen de nieuwe voordelen, bedongen in de collectieve overeenkomst die na 31 juli 1976 wordt afgesloten, dan onder toepassing van artikel 38 vallen ?

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid antwoordt dat in dit precieze geval de negen maanden durende periode afloopt op 31 juli 1976, aangezien tijdens die periode geen nieuwe overeenkomst werd afgesloten; concreet gezien zal die na 31 juli 1976 gesloten overeenkomst dus niet onder toepassing van artikel 38 vallen.

Art. 39.

Het vorige artikel stift het solidariteitsfonds ter financiering van het brugpensioen, waarbij zowel de werkgever

le travailleur lorsque de nouveaux avantages de rémunérations étaient accordés.

L'article 39 prévoit un second mode d'alimentation de ce fonds, qui consiste à imposer une participation de solidarité exceptionnelle et temporaire aux sociétés soumises à l'impôt des sociétés ou à l'impôt des non-résidents.

Le taux de cette participation est fixé à 4,8 % sur la partie exceptionnelle des bénéfices réalisés en 1975, déterminée par rapport à 110 % des bénéfices moyens réalisés pendant les années 1972 à 1974.

On s'est demandé comment serait défini le caractère temporaire de la participation par rapport à la nécessité de pourvoir au financement du Fonds de solidarité pendant les trois ans que dure la prépension.

* * *

Les amendements suivants ont été déposés :

1) au § 2, par M. Van Geyt (Doc. n° 738/5-I, art. 38, 1), qui porte le taux de la participation de solidarité de 4,8 à 6 %.

L'auteur estime que, puisque cette participation est le seul mode de financement garanti du Fonds de solidarité — le premier mode prévu à l'article 38 étant aléatoire et le troisième, la budgétisation, seulement complémentaire — il y a lieu de relever le taux.

L'amendement est rejeté par 28 voix contre 8.

2) au § 3 :

M. Van Geyt veut (*ibidem*, art. 38, 2) éviter que, pour la fixation du taux, on ne se trouve devant un bilan sans bénéfices apparents et il préconise de tenir compte des amortissements et mises en réserve.

Le Ministre des Affaires économiques a fait remarquer que la répartition entre bénéfices et amortissements opérée par les entreprises ne liait pas le fisc.

Cet amendement subit le même sort que le précédent.

M. Desmarests souhaite qu'il soit tenu compte des sociétés nouvelles et des changements du capital social (Doc. n° 738/7-I, art. 39, 1). Cet amendement est retiré.

3) au § 5 :

M. Claeys propose (Doc. n° 738/3-IV) que, pour les sociétés qui ont été constituées pendant la période de référence et dont les bénéfices n'ont pas atteint 10 % du chiffre d'affaires pour le premier exercice comptable, la base de calcul de la participation soit fixée par référence à 10 % du chiffre d'affaires réalisé pendant le premier exercice comptable plutôt qu'à 110 % de la moyenne annuelle des bénéfices de la période de référence.

Cet amendement est retiré.

M. Dupré retire son amendement (Doc. n° 738/6-I) supprimant le deuxième alinéa de ce paragraphe. Par un amendement nouveau, il propose de remplacer l'alinéa 2 (Doc. n° 738/11-V).

Il vise les nouvelles sociétés et celles qui sont en déficit persistant depuis deux ans et leur permet, si ce calcul leur est plus favorable, de définir par rapport à leur fonds propres les bénéfices exceptionnels à prendre en considération.

als de werknemer gestraft worden ingeval nieuwe loonvoordelen worden toegekend.

Artikel 39 voorziet in een tweede manier van dat fonds te stijven, in die zin dat aan de vennootschappen die aan de vennootschapsbelasting of aan de belasting der niet-verblijfhouders onderworpen zijn, een uitzonderlijke en tijdelijke solidariteitsbijdrage opgelegd wordt.

Het tarief van die bijdrage bedraagt 4,8 % op het uitzonderlijk gedeelte van de in 1975 geboekte winsten, welk gedeelte bepaald wordt ten opzichte van 110 % van het gemiddelde van de winsten die tijdens de jaren 1972 tot en met 1974 behaald werden.

Gevraagd wordt toe het tijdelijke karakter van de bijdrage te verzoenen is met de noodzakelijkheid het solidariteitsfonds te financieren gedurende de drie jaar dat het brugpensioen van kracht is.

* * *

De volgende amendementen worden voorgesteld :

1) op § 2 door de heer Van Geyt (Stuk n° 738/5-I, art. 38, 1), ten einde het tarief van de solidariteitsbijdrage van 4,8 op 6 % te brengen.

De indiener meent dat, aangezien deze bijdrage de enige gewaarborgde wijze van financiering van het solidariteitsfonds vormt — de in artikel 38 uiteengezette eerste manier heeft immers een onzeker karakter en de derde, het beroep op de begroting, is van louter aanvullende aard — het noodzakelijk is het tarief te verhogen.

Het amendement wordt met 28 tegen 8 stemmen verworpen.

2) op § 3 :

De heer Van Geyt wil (*ibidem*, art. 38, 2) voorkomen dat men bij de vaststelling van het bedrag van de bijdrage voor een balans staat die geen duidelijk aanwijsbare winsten vertoont; hij stelt voor rekening te houden met de afschrijvingen en reservevormingen.

De Minister van Economische Zaken merkt op dat de door de ondernemingen gedane verdeling tussen winsten en afschrijvingen niet van bindende aard is voor de fiscus.

Dit amendement ondergaat hetzelfde lot als het vorige.

De heer Desmarests wenst rekening te houden met de nieuwe vennootschappen en met de veranderingen die zich in het maatschappelijk kapitaal kunnen voordoen (Stuk n° 738/7-I, art. 39, 1). Dit amendement wordt ingetrokken.

3) op § 5 :

De heer Claeys stelt voor (Stuk n° 738/3-IV) dat, voor de vennootschappen die tijdens het referentietijdperk werden opgericht en die tijdens het eerste boekjaar geen winst hadden die 10 % van het zakencijfer bereikte, de berekeningsbasis van de bijdragen bij referentie vastgesteld wordt op 10 % van het gedurende het eerste boekjaar behaalde zakencijfer en niet op 110 % van het jaarlijks gemiddelde van de tijdens het referentietijdperk geboekte winsten.

Dit amendement wordt ingetrokken.

De heer Dupré trekt zijn amendement tot weglating van het tweede lid van die paragraaf (Stuk n° 738/6-I) in. In een nieuw amendement stelt hij voor het tweede lid te vervangen (Stuk n° 738/11-V).

Hij heeft hierbij de nieuwe vennootschappen op het oog en die waarvan het resultaat twee jaar achtereenvolgens deficitair is; het amendement wil die vennootschappen, indien die berekening voor hen gunstiger uitvalt, in staat stellen de in aanmerking te nemen uitzonderlijke winsten te bepalen ten opzichte van hun eigen middelen.

Cet amendement est adopté par 24 voix contre 12 et 1 abstention.

Il est apparu en fin de débat que ce nouvel amendement ne remplaçait pas le deuxième alinéa de ce paragraphe mais le complétait. La réinsertion de cet alinéa est adoptée par 24 voix et 7 abstentions.

4) insérant un § 5bis (nouveau) :

Cet amendement (Doc. n° 738/7-I, art. 39, 2), qui vise les sociétés déficitaires dont la situation est rencontrée par l'amendement précédent, est retiré par son auteur, M. Desmarests.

5) au § 8 :

Un amendement de M. Desmarests (ibidem, littera 3) supprimant la mention des articles 89 à 91 du Code des impôts sur les revenus, devenue inutile, est adopté en même temps que l'article adopté.

6) au § 9 :

En ordre principal, M. Van Geyt propose (Doc. n° 738/5-I, art. 39, 3) la suppression de ce paragraphe; subsidiairement il propose de prévoir au 1^{er} alinéa que le dégrèvement de la participation de solidarité en cas d'investissement pendant l'année 1976, supérieur à 110 % de la moyenne des bénéfices de la période de référence, soit soumis à la condition d'une augmentation du niveau de l'emploi. L'amendement principal est rejeté par 28 voix contre 8, tandis que l'amendement subsidiaire est remplacé par un nouveau texte (Doc. n° 738/13-II) est repoussé par 28 voix contre 9.

Par le dernier alinéa du paragraphe, les participations et valeurs de portefeuille sont exclues des investissements qui permettent le dégrèvement.

D'aucuns estiment qu'un *distingo* s'impose entre les participations qui ont pour but de créer ou de stimuler une entreprise et celles qui sont uniquement un placement, sous peine de ne plus trouver de participations.

L'exemple des sociétés industrielles qui prennent des participations dans d'autres sociétés en vue de propager la vente de leurs produits, est cité.

Le Ministre des Affaires économiques estime que les sociétés qui prennent des participations intéressantes et productives bénéficient déjà d'aides importantes.

Il fait remarquer en outre que pour la plus grande majorité des entreprises les bénéfices réalisés en 1975 se situent en dessous de la période de référence et que l'article 39 ne leur sera donc pas applicable.

Il accepte cependant qu'entrent en ligne de compte pour le dégrèvement, les participations de contrôle dans les entreprises lorsqu'elles ont pour effet de maintenir ou d'augmenter l'emploi (Doc. n° 738/13-I).

Les participations dans des sociétés non établies en Belgique ne sont pas visées par cet amendement qui est adopté par 24 voix contre 12 et 1 abstention.

7) insérant un § 10 (nouveau) :

Cet amendement de M. Buchmann (Doc. n° 738/10-VII) permet aux entreprises présentant des caractéristiques bénéficiaires particulières, d'adopter une base de calcul facultative de la participation de solidarité.

Il est retiré.

Dit amendement wordt met 24 tegen 12 stemmen en 1 onthouding aangenomen.

Aan het einde van de bespreking blijkt dat dit nieuwe amendement het tweede lid van de paragraaf niet vervangt, doch aanvult. Het bedoelde lid wordt met 24 stemmen en 7 onthoudingen opnieuw ingevoegd.

4) tot invoeging van een § 5bis (nieuw) :

Dit amendement (Stuk n° 738/7-I, art. 39, 2), dat betrekking heeft op de ondernemingen die verliezen hebben geboekt en waarvan de toestand door het vorige amendement is geregeld, wordt door de indiener, de heer Desmarests, ingetrokken.

5) op § 8 :

Een amendement van de heer Desmarests (ibidem, 3) tot weglating van de overbodig geworden verwijzing naar de artikelen 89 tot 91 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen wordt aangenomen tegelijkertijd met het artikel.

6) op § 9 :

Bij amendement in hoofdorde (Stuk n° 738/5-I, art. 39, 3) stelt de heer van Geyt voor deze paragraaf weg te laten; in bijkomende orde stelt hij voor in het eerste lid te bepalen dat, wanneer in 1976 een bedrag geïnvesteerd wordt dat hoger ligt dan 110 % van het gemiddelde van de winsten van het referetijdperk, ontlasting van de solidariteitsbijdrage slechts zou verleend worden op voorwaarde dat het tewerkstellingspeil verhoogd wordt. Het amendement in hoofdorde wordt verworpen met 28 tegen 8 stemmen; het amendement in bijkomende orde, dat door een nieuwe tekst was vervangen (Stuk n° 738/13-II), wordt verworpen met 28 tegen 9 stemmen.

De deelnemingen en waarden in portefeuille worden door het laatste lid van de paragraaf uitgesloten van de investeringen die recht verlenen op ontlasting.

Sommigen menen dat een onderscheid moet worden gemaakt tussen de deelnemingen die tot doel hebben een bedrijf op te richten of te stimuleren en de deelnemingen die alleen een plaatsing van geld beogen, zo niet zal het onmogelijk worden nog deelnemingen te vinden.

Bij wijze van voorbeeld wordt verwezen naar de industriële vennootschappen die deelnemingen in andere vennootschappen nemen om de verkoop van hun produkten te bevorderen.

De Minister van Economische Zaken is van mening dat de vennootschappen die interessante en produktieve deelnemingen nemen, reeds een aanzienlijke hulp genieten.

Voorts merkt hij op dat de in 1975 door de grote meerderheid van de bedrijven geboekte winst lager ligt dan die van de referetperiode zodat artikel 39 niet toepasselijk zal zijn op die bedrijven.

Hij aanvaardt evenwel dat voor ontlasting in aanmerking komt een controledaarneming in een onderneming, wanneer uit die daarneming een handhaving of een verbetering van de werkgelegenheid voortvloeit (Stuk n° 738/13-I).

Dit amendement beoogt niet de deelnemingen in vennootschappen die niet gevestigd zijn in België. Het amendement wordt aangenomen met 24 tegen 12 stemmen en 1 onthouding.

7) tot invoeging van een § 10 (nieuw) :

Door dit amendement van de heer Buchmann (Stuk n° 738/10-VII) zouden de bedrijven die winst geboekt hebben onder speciale omstandigheden, hun solidariteitsbijdrage op een facultatieve wijze kunnen berekenen.

Het amendement wordt ingetrokken.

8) supprimant l'article :

Cet amendement de M. Van Offelen est rejeté par 27 voix et 10 abstentions (Doc. n° 738/3-II).

L'article amendé a été adopté par 24 voix contre 12 et 1 abstention.

Au § 3, à l'avant-dernière ligne du texte français, il y a lieu de lire « inclusivement » au lieu de « exclusivement » et à la 3^e ligne du texte néerlandais « tijdperk ten aanzien van 110 % » au lieu de « tijdperk 110 % ».

Art. 40.

Cet article crée le fonds de solidarité chargé de financer la partie de la prépension qui dépasse le montant de l'allocation de chômage.

Il est rappelé qu'au cas où les moyens financiers prévus aux articles 38 et 39 seraient insuffisants, le budget de l'Etat pourvoirait au complément.

L'article est adopté par 24 voix contre 12.

* * *

L'ensemble des dispositions soumises à l'examen des commissions réunies de l'Emploi et du Travail et des Affaires économiques est adopté par 24 voix contre 11 et 1 abstention.

8) tot weglating van het artikel :

Dit amendement van de heer Van Offelen (Stuk n° 738/3-II) wordt verworpen met 27 stemmen en 10 onthoudingen.

Het gewijzigde artikel wordt aangenomen met 24 tegen 12 stemmen en 1 onthouding.

Op de voorlaatste regel van § 3 van de Franse tekst lezen men « inclusivement » in plaats van « exclusivement ». Op de derde regel van dezelfde § lezen men « tijdperk ten aanzien van 110 % » in plaats van « tijdperk 110 % ».

Art. 40.

Bij dit artikel wordt het solidariteitsfonds opgericht, dat belast is met de financiering van het gedeelte van het brugpensioen dat hoger ligt dan het bedrag van de werkloosheidsuitkering.

Er wordt aan herinnerd dat, mochten de in de artikelen 38 en 39 bepaalde financiële middelen ontoereikend blijken te zijn, het tekort door de rijksbegroting zal worden bijgepast.

Het artikel wordt aangenomen met 24 tegen 12 stemmen.

* * *

Al de bepalingen, besproken door de verenigde Commissies voor de Tewerkstelling en de Arbeid en voor de Economische Zaken, worden aangenomen met 24 tegen 11 stemmen en 1 onthouding.

CHAPITRE III.

Redistribution des charges sociales.

Ce chapitre a été examiné par les commissions réunies des Affaires économiques et de la Prévoyance sociale.

* * *

I. — *Discussion générale.*

Le Ministre des Affaires économiques aborde la discussion par un court exposé introductif. La première disposition (art. 41) ramène le pourcentage des cotisations de solidarité à verser par les employeurs en vue d'alimenter le fonds des maladies professionnelles, de 0,75 % à 0,70 % de la rémunération de l'ouvrier et de 0,65 % à 0,60 % de la rémunération des autres travailleurs. Elle supprime en outre la possibilité de plafonner la rémunération à prendre en considération.

Une mesure analogue a été prise par la loi sur les propositions budgétaires 1975-1976 en ce qui concerne les cotisations afférentes au secteur des allocations familiales des travailleurs salariés.

La seconde disposition (art. 42) permet au Roi de déroger à la répartition légale des cotisations patronales de sécurité sociale et de maladies professionnelles, pour autant que le transfert d'un employeur à l'autre n'entraîne pas de diminution du volume global de ces cotisations.

Enfin, par l'article 43, la cotisation à charge des employeurs concernant les crédits d'heures ne sera pas due pour l'année 1976.

A la question de savoir si le Conseil national du Travail ou les autres organismes intéressés avaient été consultés sur ces dispositions, le Ministre répond par la négative.

II. — *Discussion des articles.*

Art. 41.

Cet article qui ne fait l'objet d'aucun commentaire, est adopté par 19 voix contre 6. Les résultats attendus de la redistribution des charges sociales dans le secteur des allocations familiales des travailleurs salariés, à la suite de la modification apportée par l'article 106 de la loi sur les propositions budgétaires 1975-1976, et dans celui des maladies professionnelles, à la suite de la modification proposée sont les suivants : (cfr. annexe 10) :

1) *Allocations familiales.*

Les calculs ont été effectués sur base des prévisions budgétaires :

a) Système antérieur : 10,25 % du volume des salaires plafonnés (estimé à 598 800 millions), ce qui donne : 61 377 millions;

b) Système loi-programme : 7,75 % du volume des salaires non plafonnés (estimé à 814 575 millions), ce qui donne : 63 129 millions.

La différence b — a donne un excédent de recettes de 1 752 millions.

A ce propos, il y a lieu de remarquer que :

1) l'attribution d'un supplément de 1 000 F aux enfants handicapés exigera des dépenses supplémentaires de 700 millions;

HOOFDSTUK III.

Herverdeling der sociale lasten.

Dit hoofdstuk wordt besproken in de verenigde commissies voor de Economische Zaken en voor de Sociale Voorzorg.

* * *

I. — *Algemene bespreking.*

De Minister van Economische Zaken houdt een korte uiteenzetting ter inleiding van de bespreking. Door de eerste bepaling (art. 41) wordt het percentage van de solidariteitsbijdragen, door de werkgevers te storten tot stijging van het Fonds voor beroepsziekten, van 0,75 % op 0,70 % gebracht op het loon van de werklieden en van 0,65 % op 0,60 % op het loon van de andere werknemers. Bovendien wordt de mogelijkheid om het in aanmerking te nemen loon te begrenzen, afgeschaft.

Een gelijkaardige maatregel komt voor in de wet betreffende de budgettaire voorstellen 1975-1976 wat betreft de bijdragen in de sector kinderbijslag voor werknemers.

Door de tweede bepaling (art. 42) wordt het de Koning mogelijk gemaakt af te wijken van de wettelijke verdeling van de werkgeversbijdragen inzake sociale zekerheid en beroepsziekten, voor zover de overdracht van die bijdragen van de ene werkgever op de andere geen vermindering van het totale bedrag van die bijdragen met zich brengt.

Ten slotte wordt in artikel 43 bepaald dat de ten laste van de werkgevers vallende bijdragen voor kredieturen niet verschuldigd zijn voor 1976.

Op de vraag of de Nationale Arbeidsraad of de andere betrokken instellingen over die bepalingen geraadpleegd werden, antwoordt de Minister ontkennend.

II. — *Bespreking van de artikelen.*

Art. 41.

Dit artikel wordt zonder bespreking aangenomen met 19 tegen 6 stemmen. Volgende resultaten kunnen worden verwacht van de herverdeling van de sociale lasten : in de sector van de kinderbijslag voor werknemers als gevolg van de wijziging bij artikel 106 van de wet betreffende de budgettaire voorstellen 1975-1976 en in de sector van de budgettaire beroepsziekten als gevolg van de hier voorgestelde wijziging (cf. bijlage 10) :

1) *Kinderbijslag.*

De berekeningen werden gemaakt op basis van de begrotingsramingen :

a) Vroeger stelsel : 10,25 % op het begrensde loonvolume (geraamd op 598 800 miljoen) geeft 61 377 miljoen;

b) Stelsel programmawet : 7,75 % op het onbegrensde loonvolume (geraamd op 814 575 miljoen) geeft 63 129 miljoen.

Het verschil b — a geeft een bijkomende ontvangst van 1 752 miljoen te zien.

Hierbij moet opgemerkt worden dat :

1) de toekenning van 1 000 F supplement aan gehandicapte kinderen 700 miljoen bijkomende uitgaven zal vergen;

2) la fixation de conditions plus favorables pour l'octroi de l'allocation aux orphelins exigera une dépense supplémentaire de 150 millions;

3) il ne sera perçu que 3/4 de l'excédent de recettes en 1976; pour le quatrième quart, il faudra attendre 1977.

2) *Maladies professionnelles.*

a) Système actuel :

Ouvriers : 0,75 % du volume des salaires plafonnés de 412 000 millions = 3 096 millions.

Employés : 0,65 % du volume des salaires plafonnés de 307 100 millions = 1 996 millions.

Total : 5 092 millions.

b) Système selon la loi de redressement :

Ouvriers : 0,70 % du volume des salaires non plafonnés de 422 950 millions = 2 961 millions.

Employés : 0,60 % du volume des salaires non plafonnés de 375 190 millions = 2 251 millions.

Total : 5 212 millions.

c) Différence entre a et b : $5\,212 - 5\,092 = 120$ millions.

Art. 42.

Un amendement de M. d'Alcantara (Doc. n° 738/4) tend à faire entrer en vigueur six mois plus tôt la possibilité d'alléger les charges sociales de certaines entreprises. L'auteur estime que si l'on veut sauvegarder le niveau d'emploi dans les entreprises à forte densité de main-d'œuvre et dans les petites et moyennes entreprises, il faut agir vite et veiller à ce que l'allègement puisse déjà être appliqué aux cotisations sociales afférentes au 3^e trimestre de 1976. L'article ainsi amendé est adopté par 19 voix contre 6 et 2 abstentions.

L'amendement de M. Willy Claes (Doc. n° 738/6-II) qui proposait la suppression de l'article, est rejeté par 19 voix contre 6.

Art. 43.

Plusieurs membres critiquent cette disposition et rappellent qu'on tablait sur les réserves des crédits d'heures pour financer la formation professionnelle permanente et pour étendre le champ d'application de la loi à d'autres catégories de travailleurs.

Par voie d'amendement (Doc. n° 738/5-I, A), M. Van Geyt propose la suppression de cet article. Subsidiairement, il propose (ibidem, littera B) — et M. Glinne fait de même (Doc. n° 738/6-III) — d'affecter les cotisations en cause au fonds de solidarité prévu par l'article 40 du projet, ce qui permettra de régulariser l'alimentation de ce fonds.

Estimant que la suppression de la cotisation ne s'imposait que pour les entreprises en difficulté, M. Fievez propose (Doc. n° 738/9-VII) de confier au Roi le soin de désigner les entreprises auxquelles s'appliquerait cet article.

Le Ministre des Affaires économiques affirme qu'en aucune manière, les bénéficiaires qui suivent des cours en 1976 ne seront lésés par la suppression de la cotisation pour cette année.

2) het vaststellen van gunstiger voorwaarden voor de toekenning van de wezenbijslag een bijkomende uitgave van 150 miljoen zal vergen;

3) van de bijkomende ontvangsten slechts 3/4 in 1976 zal ontvangen worden; voor het vierde kwartaal moet gewacht worden tot in 1977.

2) *Beroepsziekten.*

a) Huidig stelsel :

Arbeiders : 0,75 % op een begreind loonvolume van 412 800 miljoen geeft 3 096 miljoen.

Bedienden : 0,65 % op een begreind loonvolume van 307 100 miljoen geeft 1 996 miljoen.

Samen : 5 092 miljoen.

b) Stelsel volgens de herstelwet :

Arbeiders : 0,70 % op een onbegreind loonvolume van 422 950 miljoen geeft 2 961 miljoen.

Bedienden : 0,60 % op een onbegreind loonvolume van 375 190 miljoen geeft 2 251 miljoen.

Samen : 5 212 miljoen.

c) Verschil tussen b en a : $5\,212 - 5\,092 = 120$ miljoen.

Art. 42.

Een amendement van de heer d'Alcantara (Stuk n° 738/4) strekt ertoe de mogelijkheid om de sociale lasten van bepaalde ondernemingen te verlichten zes maanden vroeger te doen ingaan. De auteur is de mening toegedaan dat, indien men de werkgelegenheid wil handhaven in de arbeidsintensieve ondernemingen, evenals in de kleine en middelgrote ondernemingen, men snel moet optreden en men ervoor moet zorgen dat die verlichting reeds kan worden toegepast op de sociale bijdragen voor het derde kwartaal van 1976. Het aldus gewijzigde artikel wordt aangenomen met 19 tegen 6 stemmen en 2 onthoudingen.

Het amendement van de heer Willy Claes (Stuk n° 738/6-II), dat ertoe strekt dit artikel weg te laten, wordt verworpen met 19 tegen 6 stemmen.

Art. 43.

Verschillende leden brengen kritiek uit op deze bepaling en herinneren eraan dat men rekende op de reserves van de kredieturen om niet alleen de permanente beroepsopleiding te financieren, maar ook om het toepassingsgebied van de wet tot andere categorieën van werknemers uit te breiden.

Bij wijze van amendement (Stuk n° 738/5-I, A) stelt de heer Van Geyt voor dit artikel weg te laten. In bijkomende orde stelt hij voor (ibidem, letter B) — zoals ook trouwens de heer Glinne (Stuk n° 738/6-III) die bijdragen te storten aan het in artikel 40 van het ontwerp bedoelde solidariteitsfonds, wat een regelmatig stijven van dat fonds mogelijk zal maken.

De heer Fievez, die van mening is dat de bijdrage slechts moet worden afgeschaft voor de ondernemingen die in moeilijkheden verkeren, stelt in een amendement (Stuk n° 738/9-VII) voor aan de Koning de zorg over te laten om de ondernemingen aan te wijzen waarop dit artikel toepasselijk is.

De Minister van Economische Zaken bevestigt dat de gerechtigden die in 1976 lessen volgen, geen nadeel zullen ondervinden van de afschaffing van de bijdrage voor dat jaar.

On s'est inquiété de la répercussion sur l'année 1977 de la suppression de la cotisation pour l'année 1976. Le Ministre des Affaires économiques a fait remarquer que si les réserves actuelles sont déjà suffisantes pour faire face à des crédits d'heures deux fois plus importants qu'actuellement, les cotisations pour l'année 1977 offriront les mêmes possibilités.

D'autre part, le Ministre de l'Emploi et du Travail estime également que la législation sur les crédits d'heures devrait être revue dans un cadre plus large, en liaison notamment avec le problème de la formation professionnelle des adultes.

Il propose que la commission de l'Emploi et du Travail consacre dans un temps assez bref, une discussion générale à ce problème.

Il a d'ailleurs l'intention de saisir le Conseil national du Travail de nouvelles propositions en la matière.

Enfin, le Ministre des Affaires économiques ne voit pas la nécessité d'affecter les cotisations des crédits d'heures au financement de la prépension légale. Ce financement est assuré par les articles 38 et 39 du projet et, subsidiairement, par le budget de l'Etat.

L'amendement tendant à supprimer l'article est rejeté par 20 voix contre 6, tandis que les autres le sont par 20 voix contre 5 et 1 abstention.

Deux modifications sont apportées à l'article :

- 1) les mots « le paiement de » sont supprimés;
- 2) les mots « pendant l'année 1976 » sont remplacés par les mots : « pour l'année 1976 ».

L'article ainsi modifié est adopté par 20 voix contre 6, vote qui clôt le chapitre soumis à l'examen des commissions réunies des Affaires économiques et de la Prévoyance sociale.

Men was wel wat ongerust over de weerslag op 1977 van de afschaffing van de bijdrage voor 1976. De Minister van Economische Zaken merkt op dat de bestaande reserves thans reeds groot genoeg zijn om tweemaal meer kredieturen dan thans te kunnen toekennen en dat de bijdragen voor 1977 dezelfde mogelijkheden zullen scheppen.

Anderzijds is de Minister van Tewerkstelling en Arbeid ook van mening dat de wetgeving betreffende de kredieturen zou moeten worden herzien in een ruimer kader, met name in samenhang met het vraagstuk van de beroepsopleiding voor volwassenen.

Hij stelt voor dat de Commissie voor Tewerkstelling en Arbeid aan dit vraagstuk eerlang een algemene bespreking zou wijden.

Hij is trouwens van plan bij de Nationale Arbeidsraad nieuwe voorstellen terzake aanhangig te maken.

Ten slotte ziet de Minister van Economische Zaken de noodzaak niet in de bijdragen voor kredieturen aan te wenden voor de financiering van het wettelijk brugpensioen. In die financiering is voorzien bij de artikelen 38 en 39 van het ontwerp en, in bijkomende orde, door de Rijksbegroting.

Het amendement tot weglating van het artikel wordt verworpen met 20 tegen 6 stemmen, de andere amendementen met 20 tegen 5 stemmen en 1 onthouding.

In het artikel worden twee wijzigingen aangebracht :

- 1) de woorden « de betaling van » worden weggelaten;
- 2) de woorden « tijdens het jaar 1976 » worden vervangen door de woorden « voor het jaar 1976 ».

Het aldus gewijzigde artikel wordt aangenomen met 20 tegen 6 stemmen.

Met deze stemming wordt het hoofdstuk afgesloten dat ter bespreking was voorgelegd aan de verenigde Commissies voor de Economische Zaken en de Sociale Voorzorg.

CHAPITRE IV.

L'Office national du Dueroire.

Ce chapitre a été examiné par la Commission des Affaires économiques.

* * *

En ce qui concerne l'Office national du Dueroire (O. N. D.), le projet gouvernemental vise les objectifs suivants :

— augmenter les moyens financiers de l'Office ainsi que les plafonds fixés à ses interventions (articles 44 et 46);

— accélérer la procédure de décision en ce qui concerne l'assurance d'opérations pour le compte de l'Etat (article 48);

— porter, pour des raisons pragmatiques, de neuf à dix le nombre des administrateurs de l'Office (article 47);

— répondre à une observation de la Cour des comptes concernant les produits de la dotation (articles 45 et 49) (ces deux articles n'ont aucun rapport direct avec le plan de relance proprement dit).

a) Augmentation des moyens financiers et des plafonds fixés aux interventions.

Les articles 44 et 46 prévoient l'augmentation des moyens financiers de l'O. N. D., de même qu'un relèvement des plafonds fixés à ses interventions. Cette augmentation porte sur les deux systèmes de garantie de l'O. N. D.

Incidentement, il convient de rappeler ici que l'O. N. D. délivre ses polices d'assurance sous deux régimes différents :

1° pour son propre compte, les conséquences financières étant mises à charge de moyens dont l'équilibre doit être constitué et protégé le plus possible par une politique d'acceptation des risques;

2° exceptionnellement pour compte de l'Etat, lorsque les opérations à garantir comportent précisément des risques « dont la gravité et la durée dépassent les possibilités techniques de l'assurance-crédit, mais dont la réalisation est cependant jugée opportune par le Gouvernement (article 3, § 2, 2°, du statut organique de l'O. N. D.). »

Sous ce dernier régime, instauré par la loi du 3 juin 1964, l'O. N. D. agit, en un certain sens, comme mandataire de l'Etat.

Un membre a souligné qu'en vertu de la réglementation en vigueur, l'O. N. D. peut prendre des participations complémentaires dans les investissements qu'il assure à l'étranger. Il a constaté cependant que le projet ne propose aucune modification en cette matière.

Le Ministre des Affaires économiques l'a admis et a ajouté qu'en ce qui concerne le financement complémentaire des risques assurés par l'O. N. D., celui-ci n'est encore intervenu qu'une seule fois. Le financement d'investissements à l'étranger peut toutefois être complété à l'intervention de la Société belge d'Investissement (S. B. I.).

Le secteur public est représenté à la S. B. I. par la Société nationale d'Investissements (S. N. I.) qui a souscrit la moitié du capital initial.

Le Ministre a déclaré ensuite que le total des risques assurés actuellement par l'O. N. D. s'élève à 101,5 milliards, répartis comme suit :

HOOFDSTUK IV.

De Nationale Delcredere dienst.

Dit hoofdstuk werd besproken door de Commissie voor de Economische Zaken.

* * *

Met betrekking tot de Nationale Delcredere dienst (N. D. D.) beoogt het Regeringsontwerp volgende oogmerken :

— een verhoging van de financiële middelen van de Dienst, alsook een verhoging van de voor zijn tussenkomst vastgestelde plafonds (artikelen 44 en 46);

— een versnelling van de beslissingsprocedure in verband met het verzekeren voor rekening van de Staat (artikel 48);

— een verhoging van negen tot tien van het aantal leden van de Raad van Beheer van de Instelling en dit om pragmatische redenen (art. 47);

— een antwoord geven op een opmerking van het Rekenhof in verband met de opbrengst van de dotatie (artikelen 45 en 49) (deze artikelen hebben geen rechtstreeks verband met het herstelplan als dusdanig).

a) Verhoging van de financiële middelen en van de voor de tussenkomsten vastgestelde plafonds.

De artikelen 44 en 46 beogen een verhoging van de financiële middelen van de N. D. D., alsook een verhoging van de voor zijn tussenkomst vastgestelde plafonds. Deze verhoging heeft betrekking op de twee garantiestelsels van de N. D. D.

Er zij terloops aan herinnerd dat de N. D. D. zijn verzekeringspolissen aflevert onder twee verschillende stelsels :

1° voor eigen rekening, waarbij de financiële gevolgen door de instelling ten laste worden gebracht van middelen waarvan het evenwicht moet worden gevormd en zo veel mogelijk beschermd door een risico-acceptatiebeleid;

2° uitzonderlijk voor rekening van de Staat, wanneer de verrichtingen die moeten worden gewaarborgd precies risico's inhouden « waarvan de belangrijkheid en de duur de technische mogelijkheden van de verzekering door de Dienst te boven gaan, doch hun verwezenlijking door de Regering niettemin gepast wordt geacht » (artikel 3, § 2, 2° van het organiek statuut van de N. D. D.).

Onder dit laatste stelsel, ingevoerd bij de wet van 3 juni 1964, treedt de N. D. D. in zekere zin op als mandataris van de Staat.

Een lid wijst er op dat krachtens de geldende reglementering, de N. D. D. aanvullende participaties mag nemen in de door hem verzekerde investeringen in het buitenland. Hij stelt evenwel vast dat het wetsontwerp op dat stuk geen enkele wijziging voorstelt.

De Minister van Economische Zaken beaamt zulks en voegt er aan toe dat, inzake aanvullende financiering der door de N. D. D. verzekerde risico's deze laatste nog maar éénmaal is opgetreden. De financiering van investeringen in het buitenland kan echter aanvullend door de Belgische Maatschappij voor Internationale Investerings (B. M. I.) gebeuren.

De openbare sector wordt in de B. M. I. vertegenwoordigd door de Nationale Investeringsmaatschappij (N. I. M.) die op de helft van het aanvangskapitaal heeft ingetekend.

De Minister verklaart vervolgens dat het totaal van de door de N. D. D. verzekerde risico's momenteel 101,5 miljard bedraagt, als volgt onderverdeeld :

17,7 milliards — court terme;
 21,8 milliards — opérations spéciales;
 43,9 milliards — moyen et long terme;
 12,8 milliards — réassurance;
 5,3 milliards — pour compte de l'Etat.

Un membre a demandé si l'accroissement proposé des moyens de l'O. N. D. contribuera suffisamment à la réorientation si nécessaire de notre commerce extérieur, actuellement trop concentré sur certains pays (principalement les pays de la C. E. E.) et sur certains produits. Il a également posé la question de savoir si l'on a déjà accompli suffisamment d'efforts en vue de promouvoir les exportations vers les pays de l'O.P.E.P. (Organisation des Pays exportateurs de Pétrole).

Le Ministre a répondu par l'affirmative à ces deux questions.

Il a ensuite signalé que, dans le passé, l'O. N. D. pouvait difficilement concurrencer le Ducroire français (C. O. F. A. C. E.), non parce que l'Office français ne respectait pas les taux minima des primes fixés au niveau international (que l'on songe ici à l'Accord de Bâle), mais bien parce qu'il offrait des avantages supplémentaires tels qu'une assurance contre l'inflation des prix. Même si ces assurances contre l'inflation des prix ont entraîné une situation financière intenable pour l'Office français, elles ont sérieusement entravé la concurrence que font les exportateurs belges aux exportateurs français.

En ce qui concerne les possibilités d'exportation vers les pays de l'O. P. E. P., le Ministre a souligné que le stock actuel de devises que possèdent ces pays leur permet généralement de payer au comptant leurs achats à l'étranger. C'est pourquoi le vendeur, en l'occurrence l'exportateur belge, court moins de risques que par le passé. Ce stock de devises permet aussi aux pays de l'O. P. E. P. d'accorder des prêts à d'autres pays musulmans qui, de la sorte, sont devenus des débouchés (potentiels) pour les exportateurs belges.

Un membre a demandé ensuite que soit annexé au rapport un tableau chiffré comparatif des risques politiques couverts par l'O. N. D. en 1975 et au cours des années précédentes.

Il croit savoir que les transactions avec les pays de l'Est, dont le risque politique a été couvert en 1975 par l'O. N. D., auraient diminué en comparaison avec 1974. Un manque de souplesse de l'O. N. D. n'en serait-il pas la cause? D'après le membre, c'est ce manque de souplesse qui a déjà permis à la Suède de l'emporter contre la Belgique lors de transactions avec la Pologne.

Il s'est encore informé des progrès accomplis par l'O. N. D. en ce qui concerne la couverture du risque politique des transactions avec les pays africains.

1) — Le Ministre a fourni un certain nombre de statistiques sur les transactions couvertes par l'O. N. D. Leur total s'est élevé à 39,9 milliards en 1973 et à 65,1 milliards en 1974. Pour les 11 premiers mois de 1975, ce total atteint 69,8 milliards. Il faut encore ajouter que les polices en préparation (c'est-à-dire les transactions pour lesquelles des contrats ont été conclus et pour lesquelles la police d'assurance doit encore être établie) s'élevaient à environ 27 milliards de F au 30 novembre 1975, contre 9,3 milliards au 31 décembre 1974 et 5,8 milliards à la fin de 1973.

— Les transactions assurées se répartissaient sur quelques 150 pays en 1973 et 1974. Pour les 11 premiers mois de 1975 on ne dispose pas encore de statistiques par pays.

17,7 miljard — korte termijn;
 21,8 miljard — speciale operaties;
 43,9 miljard — middellange en lange termijn;
 12,8 miljard — herverzekering;
 5,3 miljard — rekening van de Staat.

Een lid vraagt of de voorgestelde verruiming van de middelen van de N. D. D. afdoende zal bijdragen tot de zo nodige heroriëntering van onze buitenlandse handel, die op dit ogenblik te zeer geconcentreerd is op bepaalde landen (voornamelijk de E. E. G.-landen) en op bepaalde produkten. Tevens vraagt hij of reeds voldoende inspanningen werden geleverd ten einde de uitvoer naar de O. P. E. C.-landen (Organisation of Petroleum Exporting Countries) te bevorderen?

Op beide vragen antwoordt de Minister bevestigend.

Vervolgens wijst de Minister er op dat de N. D. D. in het verleden moeilijk kon wedijveren met de Franse Delcredere-dienst (Coface), niet omdat de internationaal vastgelegde minima voor de aanslagvoeten der premies (men denke daarbij aan de Overeenkomst van Bazel) door de Franse Dienst niet werden geëerbiedigd, doch wel omdat deze laatste bijkomende voordelen aanbood, zo o.m. een verzekering tegen de prijzeninflatie. Al leidden deze verzekeringen tegen de prijzeninflatie voor de Franse Dienst zelf tot een financieel onhoudbare situatie, toch bemoeilijkten zij ernstig de concurrentie van de Belgische tegen de Franse exporteurs.

In verband met de exportmogelijkheden naar de O. P. E. C.-landen, wijst de Minister erop dat de huidige deviezenvoorraad het deze landen veelal mogelijk maakt hun buitenlandse aankopen contant te betalen, waardoor de verkoper — in casu de Belgische exporteur — minder risico's loopt dan in het verleden. Diezelfde deviezenvoorraad maakt te het de O. P. E. C.-landen tevens mogelijk leningen toe te staan aan andere Mohammedaanse landen die aldus een (potentieel) afzetgebied zijn geworden voor de Belgische exporteurs.

Een lid vraagt vervolgens dat bij het verslag een vergelijkende cijfertabel zou gevoegd worden over de politieke risico's die gedurende 1975 en de vorige jaren door de N. D. D. gedekt werden of worden.

Hij meent te weten dat de transacties met de Oost-Europese landen waarvan het politieke risico door de N. D. D. verzekerd werd of wordt in 1975 zouden gedaald zijn in vergelijking met 1974. Zou een gemis aan soepelheid vanwege de N. D. D. niet aan de basis daarvan liggen; dit gebrek aan soepelheid was er reeds de oorzaak van dat België het onderspit moest delven tegen Zweden voor transacties met Polen.

Voorts vraagt hij welke vorderingen door de N. D. D. geboekt werden inzake het dekken van het politieke risico van de transacties met Afrikaanse landen.

1) — De Minister verstrekt een aantal statistische gegevens over de door de N. D. D. verzekerde transacties. Het totaal bedrag daarvan bedroeg 39,9 miljard F voor 1973 en 65,1 miljard voor 1974. Voor de eerste 11 maanden van 1975 beloopt het totaal bedrag 69,8 miljard F.

Er dient nog te worden toegevoegd dat de polissen in voorbereiding (dit wil zeggen transacties waarvoor de kontrakten zijn afgesloten en de verzekeringspolis nog dient te worden opgesteld) per 30 november 1975 ongeveer 27 miljard F bedragen, tegenover 9,3 miljard F per 31 december 1974 en 5,8 miljard F eind 1973.

— De verzekerde transacties waren in 1973 en 1974 gespreid over ongeveer 150 landen. Voor de eerste 11 maanden van 1975 zijn er nog geen statistische gegevens per land beschikbaar.

— Au 30 novembre 1975, le total des engagements pour les polices en cours s'élève à 76,9 milliards de F pour l'assurance pour compte propre et à 9,1 milliards de F pour l'assurance pour compte de l'Etat. Les polices en préparation pour l'assurance pour compte propre s'élèvent à 23,4 milliards et à 3,6 milliards pour l'assurance pour compte de l'Etat. Au 30 novembre 1975, les engagements réels s'élèvent donc en fait à quelque 100 milliards de F pour compte de l'O. N. D. et à 12,7 milliards de F pour compte de l'Etat.

A côté des engagements réels, l'O. N. D. a également des engagements potentiels qui sont remis aux exportateurs sous forme de promesses d'assurances ou d'avis favorable pour l'assurance éventuelle de transactions au sujet desquelles on négocie. Au 30 novembre 1975, les engagements potentiels se montent à 112 milliards de F pour compte propre et à 28 milliards de F pour compte de l'Etat.

— Des détails supplémentaires concernant ces divers points peuvent être trouvés à l'annexe sur l'O. N. D. (Annexe 11).

2) Le Ministre a déclaré que, dans le passé, la couverture du risque politique des transactions avec les pays de l'Est n'a présenté, pour l'O. N. D., aucune difficulté considérable.

La baisse récente des transactions avec ces pays n'est nullement due à un manque de souplesse de l'O. N. D., mais bien à une diminution du pouvoir d'achat de ces pays. Ils ont également subi les conséquences de l'augmentation des prix des matières premières et sont aussi aux prises avec la récession économique. De plus, il ne peut être perdu de vue que des pays comme la Pologne devaient, dans un passé lointain déjà, faire face à un manque de devises et ont toujours essayé de lier directement un achat de biens dans un pays d'Europe occidentale à une vente de biens à ce même pays.

3) Enfin, en ce qui concerne l'Afrique, la répartition géographique des transactions assurées par l'O. N. D. fait apparaître que la part de ce continent est passée de 4,7 milliards en 1970 à 22,8 milliards en 1974. Les montants cités ci-dessous concernant les assurances directes et les assurances pour compte de l'Etat (réassurance, investissement et risque de change compris).

Valeur des transactions assurées en millions de F.

— Per 30 november 1975 bedragen de totale reële verbintenissen voor de in omloop zijnde polissen 76,9 miljard F voor de verzekering voor eigen rekening en 9,1 miljard F voor de verzekering voor rekening van de Staat. De polissen in voorbereiding voor de verzekering voor eigen rekening belopen 23,4 miljard F en 3,6 miljard F voor de verzekering voor rekening van de Staat. De reële verbintenissen bereiken per 30 november 1975 dus eigenlijk ongeveer 100 miljard F voor rekening van de N. D. D. en 12,7 miljard F voor rekening van de Staat.

Naast de reële verbintenissen heeft de N. D. D. ook potentiële verbintenissen die onder de vorm van verzekeringsbeloften of gunstige adviezen aan de exporteurs worden afgegeven voor de eventuele verzekering van transacties waarover wordt onderhandeld. Per 30 november 1975 belopen de potentiële verbintenissen 112 miljard F voor de verzekering voor eigen rekening en 28 miljard F voor de verzekering voor rekening van de Staat.

— Voor meer details over dit alles wordt verwezen naar de bijlage over de N. D. D. (Bijlage 11).

2) De Minister verklaart vervolgens dat in het verleden het dekken van het politieke risico van de transacties met de Oost-Europese landen geenszins noemenswaardige moeilijkheden opleverde voor de N. D. D.

De recente daling van de transacties met deze landen is geenszins te wijten aan een gemis aan soepelheid vanwege de N. D. D., doch wel aan een daling van de koopkracht van de betrokken landen. Ook zij ondervinden de gevolgen van de stijging der grondstoffen prijzen; ook zij worstelen met een economische recessie. Bovendien mag men niet uit het oog verliezen dat landen als Polen reeds in een verder verleden kampten met een tekort aan deviezen en er steeds naar gestreefd hebben de aankoop van goederen in een West-Europees land direct te koppelen aan de verkoop van goederen aan ditzelfde West-Europese land.

3) Wat tenslotte Afrika betreft : uit de geografische spreiding van de door de N. D. D. verzekerde transacties blijkt dat het aandeel van dit werelddeel van 4,7 miljard F in 1970 tot 22,8 miljard F in 1974 steeg. De hierna vermelde bedragen bevatten de directe verzekering en de verzekering voor rekening van de Staat (herverzekering, investering en koersrisico niet inbegrepen).

Waarde van de verzekerde omzet in miljoenen F.

	1970	1971	1972	1973	1974	
Afrique	4 659	9 341	6 477	13 582	22 762	Afrika.
Amérique	6 360	5 726	8 527	5 165	10 836	Amerika.
Europe occidentale	3 553	3 049	4 009	4 800	4 759	West-Europa.
Europe orientale	3 486	1 264	1 325	1 550	5 546	Oost-Europa.
Asie et Océanie	4 365	3 943	3 952	3 683	5 868	Azië en Oceanië.
	22 423	23 323	24 290	28 780	49 771	

b) *Assouplissement de la procédure lorsqu'il s'agit d'assurer une opération pour compte de l'Etat.*

En ce qui concerne l'assurance de risques par l'O. N. D. pour compte de l'Etat, il faut actuellement l'approbation des Ministres des Finances, du Commerce extérieur, des Affaires économiques et, éventuellement, du Ministre ayant la Coopération au Développement dans ses attributions.

b) *Versoepeling van de procedure bij het verzekeren voor rekening van de Staat.*

Wat betreft het verzekeren van risico's door de N. D. D. voor rekening van de Staat, wordt momenteel de goedkeuring vereist van de Ministers van Financiën, Buitenlandse Handel en Economische Zaken en eventueel ook van de Minister tot wiens bevoegdheid de Ontwikkelingssamenwerking behoort.

Le projet de loi propose que dorénavant seule l'approbation du Ministre des Finances soit nécessaire.

Cette proposition de simplification de la procédure vise évidemment à accélérer les décisions.

Il ne peut toutefois être perdu de vue que, tout comme dans le passé, les Ministres des Finances, du Commerce extérieur, des Affaires économiques et de la Coopération au Développement auront chacun leur délégué au conseil d'administration (article 8, § 1^{er}, de la loi du 30 décembre 1970).

Les décisions du conseil d'administration peuvent être suspendues par chacun de ces délégués, s'ils estiment qu'elles sont contraires aux lois, au règlement de fonctionnement ou aux intérêts de l'Etat (article 16 de l'arrêté royal n° 42).

c) *Augmentation du nombre d'administrateurs.*

Le projet propose d'augmenter d'une dixième unité le nombre d'administrateurs de l'institution. Ainsi le chef de cabinet du Prince Albert fera-t-il partie de ce conseil d'administration comme membre à part entière. Cette mesure est à considérer comme le prolongement normal du rôle confié au Prince Albert en matière de promotion du commerce extérieur de la Belgique.

Un membre a demandé si l'adjonction d'un dixième membre ne rendra pas plus difficile la prise de décisions au sein du conseil d'administration.

Le Ministre des Affaires économiques a répondu par la négative. Il convient d'ailleurs de noter que :

- la plupart des décisions sont prises à l'unanimité par le conseil;
- en cas de parité des voix, celle du président est déterminante.

Un autre membre a demandé si ce dixième poste d'administrateur est réellement institutionnalisé ou s'il n'est pas plutôt confié personnellement au chef de cabinet du Prince Albert. Quoi qu'il en soit, il convient d'attirer l'attention sur l'incompatibilité existant entre ce mandat d'administrateur et celui de membre d'une des Chambres législatives (article 12 de l'arrêté royal n° 42 du 31 août 1939).

d) *Article 49.*

Un membre a déclaré que le texte de l'article 49 fait mention de « fonds de réserve spéciaux ». S'agit-il d'une subdivision purement comptable ou réellement fonctionnelle ?

Le Ministre des Affaires économiques a répondu qu'il s'agit d'une simple répartition comptable dans le cadre d'une seule administration.

e) *Votes.*

La Commission des Affaires économiques a adopté les articles 44 à 49 inclus par 12 voix contre 4.

Het wetsontwerp stelt voor dat voortaan nog slechts de goedkeuring van de Minister van Financiën zou worden vereist.

Deze voorgestelde vereenvoudiging van de procedure beoogt uiteraard snellere beslissingen.

Daarbij mag echter niet uit het oog worden verloren dat zoals in het verleden de Ministers van Financiën, Buitenlandse Handel, Economische Zaken en Ontwikkelingssamenwerking elk hun afgevaardigde zullen hebben in de Raad van Beheer (artikel 8, § 1 van de wet van 30 december 1970).

De beslissingen van de Raad van Beheer kunnen door elk van deze afgevaardigden opgeschort worden, wanneer laatstgenoemden oordelen dat de beslissing strijdig is met de wetten, het werkingsreglement of de staatsbelangen (artikel 16 van het koninklijk besluit n° 42).

c) *Verhoging van het aantal leden van de Raad van Beheer.*

Het ontwerp stelt voor om de Raad van Beheer van de Instelling te verhogen met een tiende lid. Aldus zal de kabinetschef van Prins Albert als volwaardig lid deel uitmaken van deze Raad van Beheer. Dit lidmaatschap dient gezien te worden als een normaal verlengstuk van de aan Prins Albert toevertrouwde rol ter bevordering van de Belgische Buitenlandse Handel.

Een lid vraagt of door de toevoeging van een tiende lid de besluitvorming in de schoot van de Raad van Beheer niet zal worden bemoeilijkt ?

De Minister van Economische Zaken antwoordt hierop ontkennend. Er zij trouwens genoteerd dat :

- de meeste beslissingen door de Raad eenparig worden genomen;
- bij staking van stemmen in de Raad de stem van de Voorzitter doorslaggevend is.

Een ander lid vraagt zich af of dit tiende lidmaatschap werkelijk wordt geïnstitutionaliseerd of veeleer ten persoonlijke titel wordt toevertrouwd aan de kabinetschef van Prins Albert. Hoe dan ook, er dient gewezen te worden op de onverenigbaarheid van het lidmaatschap van de Raad van Beheer met dit van één der Wetgevende Kamers (artikel 12 van het koninklijk besluit n° 42 van 31 augustus 1939).

d) *Artikel 49.*

Een lid wijst er op dat in de tekst van artikel 49 melding wordt gemaakt van « bijzondere reservefondsen ». Betreft het hier een louter boekhoudkundige of een werkelijk functionele opsplitsing.

De Minister van Economische Zaken antwoordt dat het een louter boekhoudkundige indeling betreft binnen het kader van één administratie.

e) *Stemmingen.*

De artikelen 44 tot en met 49 worden door de Commissie voor de Economische Zaken aangenomen met 12 tegen 4 stemmen.

CHAPITRE V.

Expansion économique.

Ce chapitre a été examiné par la Commission des Affaires économiques.

* * *

Le projet de loi propose deux modifications à la loi du 30 décembre 1970 sur l'expansion économique. Elles concernent, d'une part, un relèvement du plafond à concurrence duquel la garantie de l'Etat peut être accordée (art. 50) et, d'autre part, une augmentation de l'intervention de l'Etat sous forme d'aides récupérables pour honoraires dus aux organismes-conseillers de gestion visés à l'article 24 de cette loi (art. 51).

Pour le reste, rien n'est changé à la loi du 30 décembre 1970, qui demeure donc d'application de même que la loi d'expansion du 17 juillet 1959 (les autres lois d'expansion des 7 août 1953, 10 juillet 1957, 18 juillet 1959 et 14 juillet 1966 ont déjà été abrogées antérieurement).

Pour être complet, il convient de signaler aussi que le chapitre V du projet de loi relatif aux mesures de redressement économique reprend en fait intégralement le texte d'un projet de loi antérieur modifiant la loi du 30 décembre 1970 sur l'expansion économique, déposé à la Chambre (Doc. n° 648/1 de 1974-1975). Ce projet devient donc sans objet.

Un amendement de M. Burgeon (Doc. n° 738/3-III) à la deuxième modification vise à limiter les interventions de 75 % à l'aide à la gestion accordée par des institutions publiques.

Au cours de la réunion, le Gouvernement a encore présenté un amendement (Doc. n° 738/3-V) visant à insérer un article 51bis. Cet amendement a en fait pour but de proroger la loi du 29 juin 1975 apportant des aménagements fiscaux en vue de favoriser les investissements complémentaires.

a) *Relèvement du plafond de la garantie de l'Etat* (art. 50).

L'article 50 propose de porter de 10 à 20 milliards le montant global à concurrence duquel la garantie de l'Etat peut être accordée. De plus, le Roi pourrait porter ce montant à 30 milliards par libération de deux tranches de 5 milliards de francs chacune, alors qu'actuellement il ne peut le porter qu'à 15 milliards par libération de 5 tranches de 1 milliard de francs chacune.

Un membre s'est référé à l'exposé des motifs du projet (p. 7). Il y est déclaré que le montant des sommes liquidées par l'Etat en exécution de sa garantie, dans le cadre des lois d'expansion économique, atteignait 710 millions de francs à la fin du mois de décembre 1974.

	en millions
— substitution (après récupération) F	1 047
— contributions perçues à l'occasion de l'octroi de la garantie de l'Etat (art. 4 de la loi du 17 juillet 1959 et art. 21 de la loi du 30 décembre 1970)	337
intervention nette de l'Etat F	710

Le membre estime que les explications et le tableau ne sont pas suffisamment détaillés. Il ne font en effet pas ressortir que l'intervention de l'Etat diminuera en fonction de l'augmentation des contributions perçues à l'occasion de l'octroi de la garantie de l'Etat.

HOOFDSTUK V.

Economische expansie.

Dit hoofdstuk werd besproken door de Commissie voor de Economische Zaken.

* * *

Het wetsontwerp beoogt twee wijzigingen aan de wet van 30 december 1970 betreffende de economische expansie. Zij hebben enerzijds betrekking op het optrekken van het plafond tot hetwelk de staatswaarborg kan worden verleend (art. 50) en anderzijds, op een verhoging van de tegemoetkoming van de Staat in de vorm van terugvorderbare tegemoetkomingen voor erelonen verschuldigd aan de instellingen voor beheersadvies bedoeld bij artikel 24 van voornoemde wet (art. 51).

Voor het overige wordt aan de wet van 30 december 1970 niet geraakt en dient zij dus van toepassing te blijven samen met de andere expansiewet van 17 juli 1959 (de overige expansiewetten van 7 augustus 1953, 10 juli 1957, 18 juli 1959 en 14 juli 1966 werden eerder reeds opgeheven).

Volledigheidshalve dient nog te worden aangestipt dat hoofdstuk V van het wetsontwerp betreffende de economische herstelmaatregelen in feite de volledige tekst overneemt van een vroeger wetsontwerp dat werd ingediend bij de Kamer (Stuk n° 648/1 — 1974-1975). Laatsgenoemd wetsontwerp vervalt derhalve.

Een amendement van de heer Burgeon (Stuk n° 738/3-III) op de tweede wijziging wil de tegemoetkomingen van 75 % beperken tot de beheersbijstand verleend door openbare instellingen.

Ter zitting werd door de Regering ook nog een amendement ingediend, tot invoeging van een artikel 51bis (Stuk n° 738/3-V). Dit amendement beoogt in feite een verlenging van de wet van 29 juni 1975, tot invoering van fiscale ontheffingen om de aanvullende investeringen te begunstigen.

a) *Verhoging van het plafond der Staatswaarborg* (art. 50).

Artikel 50 stelt voor om het globale bedrag waarvoor de staatswaarborg kan worden verleend van 10 tot 20 miljard te verhogen. Bovendien zou de Koning dit bedrag op 30 miljard kunnen brengen door vrijmaking van twee schijven van elk 5 miljard, daar waar hij momenteel dit bedrag slechts op 15 miljard kan brengen door vrijmaking van 5 schijven van 1 miljard elk.

Een lid verwijst naar de memorie van toelichting van het wetsontwerp (blz. 7). Daarin wordt vermeld dat eind december 1974 de som van de door de Staat in het kader van de wetten op de economische expansie — en in uitvoering van zijn waarborg — betaalde bijdragen 710 miljoen frank bereikte.

	in miljoenen
— indeplaatsstelling (na terugwinning) F	1 047
— bijdragen betaald bij de toekenning van de staatswaarborg (art. 4 van de wet van 17 juli 1959 en art. 21 van de wet van 30 december 1970)	337
netto staatstussenkomst F	710

Het lid meent dat de uitleg en de tabel onvoldoende gedetailleerd zijn. Daaruit blijkt immers niet dat de Staatstussenkomst zal dalen in functie van de verhoging van de bijdragen die betaald worden bij de toekenning van de Staatswaarborg.

Ces contributions étaient initialement inexistantes, alors qu'aujourd'hui elles s'élèvent déjà à 1 %.

Il faudrait, en outre, tenir compte du fait que l'on applique actuellement un système de contribution indirecte pour la garantie de l'Etat : la garantie de l'Etat assortie d'une réduction du taux d'intérêt est par exemple accordée pour une durée de 5 ans, mais en réalité la réduction du taux d'intérêt ne sera octroyée que pour 4 ans et celle (théorique) afférente à la cinquième année sera affectée au paiement de la contribution.

Enfin, et indépendamment des remarques qui précèdent, le membre a souligné qu'en dépit du fait que lors de l'octroi de la garantie de l'Etat, les considérations « sociales » l'emportent parfois sur les considérations « économiques », le bilan budgétaire de l'octroi de la garantie de l'Etat est positif. Si l'on compare la dépense de 710 millions au montant des crédits accordés avec la garantie de l'Etat, qui s'élève à 70,8 milliards de francs pour les quatre lois (lois des 17 juillet 1959, 18 juillet 1959, 14 juillet 1966 et 30 décembre 1970), on arrive en effet à la conclusion que le coefficient d'intervention est donc de plus ou moins 1 %.

L'article 50 a été adopté par 11 voix contre 3 et 1 abstention.

b) *Augmentation de l'intervention pour l'aide à la gestion* (art. 51).

L'article 51 propose de remplacer, au deuxième alinéa de l'article 24 de la loi du 30 décembre 1970, le pourcentage de 25 par le pourcentage de 75.

Cet article 24 porte sur les « contrats de promotion de la gestion d'entreprise » et permet l'octroi aux entreprises d'interventions de l'Etat sous forme d'aides récupérables non productrices d'intérêts pour le paiement des honoraires demandés par les organismes-conseillers de gestion.

Les entreprises n'ont toutefois pas fait usage jusqu'à ce jour de ces interventions, ce qui permet de conclure que le pourcentage de l'intervention, soit 25 % des honoraires demandés par l'organisme-conseiller de gestion, a été fixé à un niveau trop peu élevé en 1970.

Le caractère récupérable des interventions constitue, d'après le Ministre des Affaires économiques, un frein destiné à éviter les demandes injustifiées.

De plus, ce caractère récupérable peut, dès le départ, être garanti dans une certaine mesure par le fait que le Ministre peut exiger de l'intéressé des garanties supplémentaires (caution solidaire et constitution d'une hypothèque).

Un membre a exprimé le vœu qu'en vue d'une meilleure gestion ou de la restructuration d'une entreprise, il soit fait de préférence appel à l'Office de Promotion industrielle qui, dans ce cas, devrait éventuellement être réorganisé.

Il a demandé incidemment si, en principe, cet Office ne travaille pas gratuitement.

Il a posé enfin les questions suivantes :

a) Les universités et des conseillers privés belges ou étrangers peuvent-ils entrer en ligne de compte comme « organismes-conseillers » ?

b) Les études entreprises par tous ces organismes peuvent-elles aussi porter sur les débouchés et sur le marché de l'emploi accessibles à l'entreprise en cause, de même que sur des aspects de pure technique interne, d'ordre juridique et administratif qui intéressent l'entreprise en cause ?

Deze bijdragen waren aanvankelijk onbestaande, terwijl zij nu reeds 1 % bedragen.

Bovendien zou men er ook rekening moeten mee houden dat momenteel een systeem van onrechtstreekse bijdrage voor de Staatswaarborg wordt toegepast : de staatswaarborg gekoppeld aan een rentevermindering wordt bijvoorbeeld voor een duur van vijf jaar toegekend, doch de rentevermindering zal in werkelijkheid slechts voor 4 jaar worden verleend en de (theoretische) rentevermindering voor het 5^e jaar zal worden aangewend voor de betaling van de bijdrage.

Tenslotte en los van de vorige opmerkingen wenst het lid te onderstrepen dat — ongeacht het feit dat bij het toekennen van de staatswaarborg de « sociale » overwegingen wel eens de bovenhand halen op de « economische » — het budgettair bilan van de Staatswaarborgverlening positief is. Als men de uitgave van 710 miljoen vergelijkt met het bedrag van de toegestane kredieten met staatswaarborg, dat voor de vier wetten samen 70,8 miljard frank bedraagt (wetten van 17 juli 1959, 18 juli 1959, 14 juli 1966 en 30 december 1970) komt men immers tot het besluit dat de tussenkomst-coëfficiënt ± 1 % bedraagt.

Artikel 50 wordt tenslotte aangenomen met 11 tegen 3 stemmen en één onthouding.

b) *Verhoging van de tegemoetkoming voor beheersbijstand* (art. 51).

Artikel 51 stelt voor om in het tweede lid van artikel 24 van de wet van 30 december 1970 het percentage 25 te vervangen door het percentage 75.

Voornoemd artikel 24 heeft betrekking op de « contracten ter bevordering van het ondernemingsbeheer » en laat toe terugvorderbare renteloze Staatstegemoetkomingen aan ondernemingen te verlenen met het oog op de betaling van de erelonen die gevraagd worden door de instellingen voor beheersadvies.

Tot op heden werd door de ondernemingen van deze tegemoetkomingen echter nog geen gebruik gemaakt, waaruit mag besloten worden dat het percentage van de tegemoetkoming — 25 % van het ereloon dat gevraagd wordt door de instelling voor beheersadvies — te laag werd vastgesteld in 1970.

De terugvorderbaarheid van de tegemoetkomingen is volgens de Minister van Economische Zaken een rem tegen onverantwoorde aanvragen.

Bovendien kan deze terugvorderbaarheid van meetaf aan enigszins worden gewaarborgd daar de Minister van de begunstigde bijkomende waarborgen kan eisen (hoofdelijke waarborg en vestiging van een hypotheek).

Een lid drukt de wens uit dat met het oog op een beter beheer of een herstructurering van een onderneming bij voorkeur een beroep zou worden gedaan op de Dienst voor Nijverheidsbevordering, die dan eventueel zou moeten worden gereorganiseerd.

Terloops vraagt hij of deze dienst in principe niet gratis werkt ?

Tenslotte stelt hij nog volgende vragen :

a) kunnen de universiteiten en particuliere Belgische of buitenlandse raadgevers in aanmerking komen als « instellingen voor advies » ?

b) kunnen de studies die door al deze instellingen worden ondernomen, zowel betrekking hebben op de afzetgebieden en de arbeidsmarkt die voor de betrokken onderneming bereikbaar zijn als op louter intern-technische, juridische en administratieve aspecten die de betrokken onderneming aanbelangen ?

Dans ce même ordre d'idées, un autre membre estime que l'on recueille trop souvent un trop grand nombre d'avis sans que ceux-ci ne fournissent (toujours) des résultats tangibles.

Le Ministre a répondu que l'Office de Promotion industrielle peut effectivement porter ses interventions en compte. De plus, il est souhaitable qu'avec le temps, cet Office devienne financièrement autonome.

Les Secrétaires d'Etat à l'Economie régionale devront décider qui, de l'Office de Promotion industrielle ou d'un autre organisme, sera compétent pour fournir des avis à une entreprise.

D'après le Ministre, ces avis porteraient principalement (sinon exclusivement) sur la gestion et/ou sur la restructuration des entreprises.

Les Secrétaires d'Etat à l'Economie régionale auront aussi à prendre une décision sur la portée ou l'objet de ces avis.

(Pour être complet, il convient d'ajouter ici qu'au chapitre V, et plus précisément à l'article 29 de la loi du 30 décembre 1970, qui concerne les « contrats de reconversion et de restructuration d'entreprises », il est expressément fait référence à l'article 24 de la même loi).

L'amendement de M. Burgeon, dont il a déjà été question, vise à porter à 75 % le pourcentage mentionné à l'article 24 de la loi du 30 décembre 1970, à la condition que pour les études d'organisation, de gestion ou de promotion il soit fait appel à des institutions publiques.

En ce qui concerne l'application future de l'article 24 modifié de la loi du 30 décembre 1970, un membre est d'avis que le risque n'est nullement illusoire que les demandes émanant de petites entreprises (occupant par exemple moins de 10 travailleurs) et adressées au Ministre des Affaires économiques soient automatiquement transmises au Ministère des Classes moyennes qui ne saura pas (immédiatement) et qu'il faudra en faire. Il a ajouté qu'en ce qui concerne d'autres interventions de l'Etat en faveur des petites entreprises, il y a déjà eu des erreurs de transmission entre les Ministères des Classes moyennes et des Affaires économiques.

Le Ministre a répondu que l'application future de l'article 24 exigera une intervention du Secrétaire d'Etat à l'Economie régionale.

L'amendement de M. Burgeon a été rejeté par 11 voix contre 5.

L'article 51 a ensuite été adopté sans modification par 11 voix contre 4 et 1 abstention.

c) Les lois d'expansion économique et les interventions de l'Etat.

La discussion des articles 50 et 51 a également donné lieu, au sein de la Commission des Affaires économiques, à un échange de vues plus général sur les lois d'expansion économique et sur les interventions de l'Etat.

Selon plusieurs membres, il arrive que des entreprises bénéficient d'interventions de l'Etat sans toutefois respecter leurs engagements.

L'un des membres a évoqué en l'occurrence des sociétés internationales qui implantent une entreprise en Belgique. Il n'est pas exclu que cette entreprise bénéficie d'interventions de l'Etat sans tenir ses engagements, mais on veille à ce qu'elle disparaisse « en temps opportun » du pays.

Daarop inhakend meent een lid dat al te vaak overvloedige adviezen worden ingewonnen, zonder dat deze (steeds) voelbare resultaten opleveren.

De Minister antwoordt dat de Dienst voor Nijverheidsbevordering zijn tussenkomsten wel in rekening kan brengen. Voorts is het wenselijk dat deze dienst mettertijd een financiële autonomie zou verwerven.

De Staatssecretarissen voor Streekeconomie zullen moeten oordelen of de Dienst voor Nijverheidsbevordering of een andere instelling bevoegd is om advies te verstrekken aan een onderneming.

Volgens de Minister zullen dergelijke adviezen hoofdzakelijk (zoniet uitsluitend) verband houden met het beheer en/of de herstructurering van de ondernemingen.

Over de draagwijdte of het onderwerp van deze adviezen zullen ook de staatssecretarissen voor Streekeconomie moeten oordelen.

(Volledigheidshalve zij nog aangestipt dat in hoofdstuk V en meer bepaald in artikel 29 van de wet van 30 december 1970, dat betrekking heeft op de « contracten betreffende de reconversie of de herstructurering van ondernemingen », uitdrukkelijk verwezen naar artikel 24 van diezelfde wet).

Het amendement van de heer Burgeon, waarvan reeds gewag werd gemaakt, strekt ertoe het percentage vermeld in artikel 24 van de wet van 30 december 1970 te verhogen tot 75, op voorwaarde dat voor de studies i.v.m. de organisatie, het beheer of de bevordering een beroep wordt gedaan op openbare instellingen.

Wat betreft de toekomstige toepassing van het gewijzigd artikel 24 van de wet van 30 december 1970 meent een lid dat het gevaar geenszins denkbeeldig is dat de aanvragen van de kleine ondernemingen (met bijvoorbeeld minder dan 10 werknemers), gericht aan de Minister voor Economische Zaken, automatisch zouden worden doorgezonden naar het Ministerie voor Middenstand, alwaar men dan niet (onmiddellijk) zal weten wat ermee moet gebeuren. Hij voegt er aan toe dat i.v.m. andere staatsgemoetkomingen aan kleine ondernemingen ook reeds communicatiestoornissen opdraden tussen de Ministeries voor Middenstand en Economische Zaken.

De Minister antwoordt dat de toepassing van artikel 24 in de toekomst de tussenkomst van de betrokken Staatssecretaris voor Streekeconomie zal vergen.

Het amendement van de heer Burgeon wordt verworpen met 11 tegen 5 stemmen.

Artikel 51 wordt tenslotte ongewijzigd aangenomen met 11 tegen 4 stemmen en 1 onthouding.

c) De wetten op de economische expansie en de Staatsgemoetkomingen.

De bespreking van de artikelen 50 en 51 gaf aanleiding tot een meer algemene gedachtenwisseling over de wetten op de economische expansie en over de Staatsgemoetkomingen.

Enkele leden menen dat ondernemingen wel eens Staatsgemoetkomingen genieten zonder dat zij evenwel de aangegane verbintenissen naleven.

Eén van hen denkt daarbij aan internationale ondernemingen die een bedrijf in België vestigen. Het is niet uitgesloten dat dit bedrijf Staatsgemoetkomingen geniet zonder de aangegane verbintenissen na te leven; men zorgt ervoor dat het bedrijf « ten gepaste tijde » uit het land verdwijnt.

Dans ce même ordre d'idées, le membre a demandé si la formule des zones franches, appliquée avec succès dans d'autres pays, a déjà fait dans notre pays l'objet d'un examen sérieux.

A première vue, cette formule présente moins d'avantages, mais on ne peut perdre de vue qu'elle ne nécessite aucune dépense notable de deniers publics et peut de même que les autres formules, promouvoir l'emploi.

Le Ministre des Affaires économiques a répondu que la création de zones franches est contraire aux principes de la C. E. E. et est, en outre, sans conteste politiquement irréalisable dans notre pays.

Un autre membre estime que le Gouvernement, dans le cadre des interventions de l'Etat, devrait davantage faire usage d'un contrôle efficace (préventif) et de sanctions efficaces (en cas de non respect des engagements pris).

Un autre membre s'est référé, dans le même ordre d'idées, à l'article 32 de la loi du 20 décembre 1974. Il souhaite que son application soit étendue aux entreprises privées qui bénéficient d'une aide de l'Etat dans le cadre des lois d'expansion. L'article précité dispose que : Auprès des organismes ou entreprises dont le fonctionnement dépend pour une part importante des subsides de l'Etat et dont les modalités de contrôle de l'Etat ne sont pas fixées par une loi spécifique, le Ministre ayant le Budget dans ses attributions et le Ministre ayant la tutelle de l'organisme ou titulaire du département dont le budget prend à charge le subside peuvent, sur avis du Conseil des Ministres, désigner un chargé de mission, sans qu'il soit dérogé à la compétence des organes de contrôle existants.

Ils peuvent également charger dans les mêmes conditions les organes de contrôle existants de certaines missions spécifiques.

L'objet et les modalités d'exercice de cette mission sont définis conjointement par les mêmes Ministres.

Le chargé de mission a accès à toutes les sources d'information et à tous documents qu'il estime utiles pour l'exercice de sa tâche. Il peut assister, sans voix délibérative, aux réunions des organes d'administration. Il reçoit préalablement communication des ordres du jour et des documents ayant trait aux affaires soumises aux délibérations.

Les délibérations des organes d'administration qui requièrent l'approbation ministérielle sont transmises au Ministre compétent, accompagnées de l'avis du chargé de mission. »

(Pour être complet, il convient de rappeler que cet article a été complété par la loi relative aux propositions budgétaires 1975-1976).

Enfin, un membre a soulevé la question de la sélectivité régionale des lois d'expansion.

Le Ministre a répondu que, d'un commun accord, les Secrétaires d'Etat à l'Economie régionale et le Ministre des Affaires économiques ont soumis à la C. E. E. un projet de délimitation des zones de développement (article 11 de la loi du 30 décembre 1970).

d) *Prorogation de la loi du 29 juin 1975.*

En cours de réunion, le Gouvernement a présenté un amendement visant à insérer un article 51bis (nouveau), libellé comme suit :

« Les dispositions de la loi du 29 juin 1975 apportant temporairement des aménagements fiscaux en vue de favoriser les investissements complémentaires seront

Daarbij aansluitend vraagt het lid of de formule van taksvrije zones, die in andere landen met succes wordt toegepast, in ons land ooit ernstig werd onderzocht ?

Op het eerste gezicht biedt deze formule minder voordelen, doch men mag niet uit het oog verliezen dat zij tot geen noemenswaardige uitgave van gemeenschapsgelden noopt en, zoals de andere formules, de tewerkstelling kan bevorderen.

De Minister van Economische Zaken antwoordt dat de oprichting van taksvrije zones strijdig is met de E. E. G.-principes en bovendien ongetwijfeld politiek niet haalbaar is in ons land.

Een lid oordeelt dat de Regering in het kader van de Staatsteegemoetkomsten meer werk zou moeten maken van een doeltreffende (preventieve) controle en van doeltreffende sancties bij niet-naleving van de aangegane verbintenissen.

Hierop inhakend verwijst een ander lid naar artikel 32 van de wet van 20 december 1974. Hij wenst een uitbreiding van de toepassing daarvan tot de privé ondernemingen die rijkssteun genieten in het kader van de expansiewetgeving. Voornoemd artikel bepaalt : « Bij de instellingen of ondernemingen waarvan de werking voor een belangrijk deel afhangt van Rijkstoelagen en waarvan de modaliteiten van de controle door het Rijk niet worden vastgesteld door een specifieke wet, kunnen de Minister tot wiens bevoegdheid de begroting behoort en de Minister die de voorgedij uitoefent over de instelling of wiens begroting de toelage ten laste neemt, op advies van de Ministerraad een opdrachtgelastigde aanduiden, zonder dat afbreuk wordt gedaan aan de bevoegdheid van de bestaande controleorganen.

Zij kunnen eveneens in dezelfde voorwaarden, de bestaande controleorganen belasten met sommige welbepaalde opdrachten.

Het voorwerp en de wijze van uitoefening van deze opdracht worden gezamenlijk bepaald door dezelfde Ministers.

De opdrachtgelastigde heeft toegang tot alle inlichtingsbronnen en tot alle documenten die hij nuttig acht voor zijn taak. Hij kan, zonder beraadslagende stem, de vergaderingen van de beheersorganen bijwonen. Hij ontvangt, voorafgaandelijk mededeling van de agenda's en van de documenten betreffende de aangelegenheden waarover zal worden beraadslaagd.

De beraadslagingen van de beheersorganen waarover de ministeriële goedkeuring vereist is, worden overgemaakt aan de bevoegde Minister samen met het advies van de opdrachtgelastigde. »

(Volledigheidshalve zij aangestipt dat dit artikel nog werd aangevuld door de wet betreffende de budgettaire voorstellen 1975-1976).

Een lid stelt tenslotte de regionale selectiviteit van de expansiewetgeving in vraag.

De Minister wijst er op dat in gemeen overleg tussen de Staatssecretarissen voor Streekeconomie en de Minister voor Economische Zaken een ontwerp tot afbakening van de ontwikkelingszones (art. 11 van de wet van 30 december 1970) werd voorgelegd aan de E. E. G.

d) *Verlenging van de wet van 29 juni 1975.*

Ter zitting wordt door de Regering een amendement ingediend, ertoe strekkend een als volgt luidend artikel 51bis in te voegen :

« De bepalingen van de wet van 29 juni 1975 tot invoering van fiscale ontheffingen om de aanvullende investeringen te begunstigen zullen eveneens van toepas-

également applicables aux investissements complémentaires en immeubles et outillages professionnels effectués en Belgique entre le 1^{er} janvier 1976 et le 30 juin 1976 inclusivement.

Toutefois, pour l'application du présent article, l'immunité prévue par la loi précitée du 29 juin 1975 s'applique aux bénéfices de la période imposable qui coïncide avec l'année 1976 ou, pour les contribuables qui tiennent leurs écritures autrement que par année civile, avec le premier exercice comptable clos après le 30 juin 1976. »

Cet amendement vise manifestement à proroger la loi du 29 juin 1975 pour un délai de six mois.

Le Ministre des Affaires économiques a rappelé que le Gouvernement, lors des travaux préparatoires de la loi précitée, s'était engagé à examiner en temps opportun s'il n'y avait pas lieu de la proroger.

Il a ensuite souligné qu'en vue de réaliser l'harmonisation au niveau de la C. E. E. de la législation relative à la T. V. A., les investissements devraient être exonérés de T. V. A. Le Gouvernement souhaite reporter cette exonération pour des raisons budgétaires (recettes de presque 5 milliards). Il souhaite toutefois compenser partiellement cet ajournement en prorogeant la loi du 19 juin 1975.

Un membre a demandé pourquoi cette prorogation est proposée sous forme d'amendement; ne pouvait-elle pas être intégrée dès le début au plan de relance ?

Le Ministre a répondu qu'il avait initialement espéré que le Parlement aurait adopté le plan de relance avant la fin de 1975. Si, dans cette hypothèse, le Gouvernement avait annoncé dès le début une prorogation de la loi du 29 juin 1975, certaines entreprises, sachant que les mêmes avantages fiscaux leur seraient accordés au cours des six premiers mois de 1976, auraient probablement différé les investissements qu'elles projetaient. Ainsi le Gouvernement n'aurait (partiellement) pas atteint le résultat qu'il espérait obtenir par la loi du 29 juin 1975. C'est pourquoi il avait initialement décidé de disjoindre la prorogation de la loi du 29 juin 1975 du plan de relance et de ne la proposer au Parlement qu'en janvier 1976. Cependant, il n'y a plus actuellement aucune raison de ne pas inclure la prorogation de la loi du 29 juin 1975 dans le plan de relance.

Un membre s'est enquis des conséquences financières et des moins-values fiscales qui résulteront de la prorogation proposée. A-t-il déjà été tenu compte de ces moins-values dans le budget des Voies et Moyens ?

Le Ministre a répondu que la détaxation du bénéfice des entreprises à raison de 15 % des investissements complémentaires en immeubles et outillages professionnels effectués en Belgique entre le 1^{er} janvier 1976 et le 30 juin 1976 inclusivement entraînera évidemment une moins-value fiscale. Globalement, cette moins-value sera cependant neutralisée par l'augmentation des recettes T. V. A. et par les effets secondaires favorables (augmentation de l'emploi et accroissement des cotisations sociales y afférentes) qui résulteront des investissements complémentaires que les entreprises effectueront après la prorogation de la loi du 29 juin 1975.

L'article 51bis (nouveau) proposé par le Gouvernement a finalement été adopté par 11 voix contre 4 et 1 abstention.

e) Amendements de M. Willy Claes.

Enfin, M. Willy Claes a présenté deux amendements (Doc. n° 738/15-II) visant à insérer un article 51ter et un article 51quater.

sing zijn op de aanvullende investeringen in bedrijfsimmobilien en -outillering in België gedaan van 1 januari 1976 af tot en met 30 juni 1976.

Nochtans wordt, voor de toepassing van dit artikel, de vrijstelling bedoeld bij voormelde wet van 29 juni 1975 toegepast op de winst van het belastbaar tijdperk dat samenvalt met het jaar 1976 of, wanneer de belastingplichtigen anders dan per kalenderjaar boekhouden, met het eerste boekjaar dat na 30 juni 1976 wordt afgesloten. »

Dit amendement beoogt duidelijk een verlenging van de wet van 29 juni 1975 voor een termijn van zes maanden.

De Minister van Economische Zaken herinnert er aan dat reeds tijdens de voorbereidende werkzaamheden van voormelde wet de Regering zich ertoe had verbonden om ten gepaste tijde de noodzaak van een verlenging te onderzoeken.

Vervolgens wijst de Minister er op dat, met het oog op een harmonisatie van de E. E. G.-wetgeving inzake B. T. W., de investeringen van B. T. W. zouden moeten worden ontheven. Om budgettaire redenen (inkomsten van nagenoeg 5 miljard) wenst de Regering voormelde ontheffing nog uit te stellen. Deze verdaging wenst zij evenwel ten dele te compenseren door een verlenging van de wet van 29 juni 1975.

Een lid vraagt waarom deze verlenging onder vorm van een amendement wordt voorgesteld : kon zij niet van meetaf aan gekoppeld worden aan het herstelplan ?

De Minister antwoordt dat hijzelf aanvankelijk gehoopt had dat het Parlement nog voor eind 1975 het herstelplan zou goedkeuren. Had de Regering, in diezelfde veronderstelling, van meetaf aan een verlenging van de wet van 29 juni 1975 aangekondigd, dan zouden bepaalde ondernemingen — wetende dat dezelfde fiscale voordelen zouden gelden tijdens de eerste zes maanden van 1976 — wellicht de voorgenomen investeringen uitgesteld hebben. Aldus zou de Regering op haar beurt het resultaat, dat zij met de wet van 29 juni 1975 beoogde (ten dele) niet hebben bereikt. Daarom had de Regering aanvankelijk besloten om de verlenging van de wet van 29 juni 1975 los te koppelen van het herstelplan en ze pas tijdens januari 1976 aan het Parlement voor te stellen. Thans echter is er geen enkele reden meer om de verlenging van de wet van 29 juni 1975 niet in het herstelplan op te nemen.

Een lid wenst de financiële gevolgen en de fiscale minderontvangsten te kennen die uit de voorgestelde verlenging zullen voortvloeien. Werd in de Rijksmiddelenbegroting met deze minderontvangsten rekening gehouden ?

De Minister antwoordt dat de detaxatie van de winst van de ondernemingen a rato van 15 % van de aanvullende investeringen in bedrijfsimmobilien en -outillering, in België verricht van 1 januari 1976 af tot en met 30 juni 1976, uiteraard tot een fiscale minderontvangst zal leiden. Globaal genomen zal deze minderontvangst evenwel ge-neutraliseerd worden door de stijging van de BTW-ontvangsten en de gunstige neveneffecten (gestegen tewerkstelling en de daaraan gekoppelde stijging der sociale bijdragen) die zullen voortvloeien uit de bijkomende investeringen waartoe de ondernemingen zullen zijn overgegaan na de verlenging van de wet van 29 juni 1975.

Het door de Regering voorgesteld artikel 51bis (nieuw) wordt tenslotte aangenomen met 11 stemmen tegen 4, en 1 onthouding.

e) Amendementen van de heer Willy Claes.

Tenslotte worden nog twee amendementen ingediend door de heer Willy Claes (Stuk n° 738/15-II) strekkend tot de invoeging van 2 artikelen : 51ter en 51quater.

L'auteur de ces amendements estime que l'emploi doit être l'objectif primordial de toute politique économique. Il propose que les pouvoirs publics fournissent un effort sérieux en matière d'investissements (40 à 70 milliards de F), qui profiteraient directement aux secteurs alliant un fort coefficient de main-d'œuvre à une technologie avancée, à savoir les transports publics, la protection de l'environnement, la construction de logements sociaux, les équipements collectifs et l'infrastructure énergétique.

Contrairement à l'opinion émise par l'auteur de l'amendement, deux membres estiment que le financement du programme d'investissement prévu à l'article 51^{ter} posera de sérieux problèmes.

M. Van Geyt rappelle un de ses amendements (Doc. n° 738/13-II) qui tend à subordonner, en cas d'investissement, les avantages accordés par le § 9 de l'article 39 à l'obligation contractuelle pour le propriétaire de l'entreprise de maintenir ou d'augmenter le niveau de l'emploi aussi bien quantitativement et qualitativement que sur le plan salarial tel qu'il est déterminé par la qualification. A la demande du Ministre, l'amendement est rejeté.

Ensuite, le Ministre des Affaires économiques demande le rejet des amendements présentés par M. Willy Claes.

Les deux amendements sont rejetés par 12 voix contre 2 et 1 abstention.

De auteur van deze amendementen meent dat de tewerkstelling de primordiale doelstelling zou moeten zijn van iedere economische politiek. Hij stelt voor dat de overheid werk zou maken van een investeringsinspanning (40 tot 70 miljard frank) die rechtstreeks ten goed zou komen aan sectoren die een hoge arbeidsintensiteit koppelen aan een vergevorderde technologie, met name het openbaar vervoer, de leefmilieubescherming, de sociale woningbouw, de collectieve voorzieningen en de energetische infrastructuur.

In tegenstelling tot de auteur van het amendement menen twee leden dat de financiering van het in artikel 51^{ter} voorziene investeringsprogramma ernstige problemen zal stellen.

De heer Van Geyt herinnert aan één zijner amendementen (Stuk n° 738/13-II), dat in de § 9 van artikel 39 voorziene voordelen ingeval van investeringen wil onderwerpen aan de contractuele verplichting van de eigenaar van de onderneming tot handhaving of verhoging van het tewerkstellingspeil zowel inzake kwantiteit en kwaliteit, als wat betreft het peil der lonen, zoals dit bepaald wordt door de kwalificatie. Dit amendement werd verworpen op verzoek van de Minister.

De Minister van Economische Zaken vraagt vervolgens de verwerping van de amendementen van de heer Willy Claes.

Beide amendementen worden met 12 tegen 2 stemmen en 1 onthouding verworpen.

CHAPITRE VI.

Prix industriels et commerciaux.

Ce chapitre a été examiné par la Commission des Affaires économiques.

* * *

a) *Une formule acceptable pour l'adaptation des prix industriels et commerciaux.*

Comme la Commission pour la régulation des prix (résolution de décembre 1974), le Gouvernement estime que l'indexation automatique des prix industriels et commerciaux contribue, dans les circonstances économiques actuelles, à accélérer l'inflation et menace dès lors la position concurrentielle de la Belgique.

De plus, elle provoque un déséquilibre entre les secteurs, certains bénéficiant d'une adaptation automatique de leurs prix et tarifs alors que la plupart des autres sont soumis à la procédure de déclaration de hausse de prix.

En conséquence, le Gouvernement interdit toute indexation des prix industriels et commerciaux en fonction de l'indice des prix de détail ou d'un autre indice (art. 52, § 1^{er}).

Cela ne veut pas dire qu'il s'oppose à toute formule d'adaptation des prix ou tarifs. L'article 52, § 2, prévoit en effet la possibilité de clauses de revision pour les contrats.

Ces clauses de revision sont toutefois limitées quant au montant et aux modalités :

— une clause de revision n'est autorisée qu'à concurrence de 80 % du prix final fixé;

— la revision de ce prix ne peut intervenir qu'en fonction de paramètres qui ont trait aux coûts réels constituant des éléments du prix final (par exemple salaires ou énergie) et seulement pour la partie qu'ils représentent dans le prix final.

Ce point peut être illustré par un exemple pratique.

Dans le secteur de la construction, les prix sont à l'heure actuelle souvent indexés suivant une formule dans laquelle les salaires interviennent pour un tiers, les matériaux de construction pour un tiers et les frais généraux pour un tiers également. Une telle formule ne pourra plus être appliquée en vertu de la nouvelle réglementation proposée. L'élément « matériaux » pourrait être revu en fonction des modalités prévues à l'article 52, tandis que l'élément « salaires » après indexation des salaires (selon les mécanismes d'indexation existant pour le moment) pourrait aussi être revu. Par contre, il ne pourrait être procédé à aucune indexation des prix sur la base des « frais généraux ».

En réponse à une question posée par un membre, le Ministre des Affaires économiques a déclaré que les marchés à terme n'entreront pas dans le champ d'application de la nouvelle réglementation proposée, mais bien le secteur des assurances.

Un membre a fait observer que les textes français et néerlandais du § 1 ne correspondent pas totalement. Il a dès lors proposé de remplacer dans le texte français les mots « d'un autre indice » par les mots « à tout autre indice ». Enfin, il a demandé au Ministre de donner un exemple d'une formule d'indexation des paramètres de fluctuation de prix en fonction de l'indice des prix à la consommation.

Le Ministre a marqué son accord sur la rectification proposée au texte français. En réponse à la deuxième question il a donné comme exemple les prix de l'électricité.

HOOFDSTUK VI.

Industriële en commerciële prijzen.

Dit hoofdstuk werd besproken door de Commissie voor de Economische Zaken.

* * *

a) *Een aanvaardbare formule voor de aanpassing der industriële en commerciële prijzen :*

Samen met de Commissie tot Regeling der Prijzen (resolutie van december 1974) meent de Regering dat de automatische indexering van de industriële en commerciële prijzen, in de huidige economische omstandigheden, bijdraagt tot de versnelling van de inflatie en aldus mede de concurrentiële positie van België bedreigt.

Bovendien veroorzaakt zij een onevenwicht tussen de sectoren; in sommige sectoren worden de prijzen en tarieven automatisch aangepast, terwijl het merendeel van de andere sectoren onderworpen is aan de procedure van de prijsverhogingsaangifte.

Derhalve verbiedt de Regering elke indexering van de industriële en commerciële prijzen in functie van het indexcijfer der kleinhandelsprijzen of een ander indexcijfer (art. 52, § 1).

Dit wil geenszins zeggen dat zij zich verzet tegen elke formule van aanpassing van de prijzen en tarieven. Voorziet artikel 52, § 2, voorziet immers in de mogelijkheid van herzieningsclausules voor de contracten.

Deze herzieningsclausules zijn echter beperkt qua bedrag en qua modaliteiten :

— een herzieningsclausule wordt slechts toegelaten tot een bedrag van 80 % van de gestelde eindprijs;

— de herziening van deze prijs kan slechts gebeuren in functie van parameters die betrekking hebben op reële kosten welke als elementen van de eindprijs gelden (b.v. lonen of energie), doch slechts voor het gedeelte dat deze kosten in de eindprijs vertegenwoordigen.

Zulks kan geïllustreerd worden aan de hand van een praktisch voorbeeld.

In de bouwsector worden de prijzen momenteel vaak geïndexeerd volgens een formule waarin $\frac{1}{3}$ aangerekend wordt voor de lonen, $\frac{1}{3}$ voor de bouwmaterialen en tenslotte $\frac{1}{3}$ voor de algemene onkosten. Krachtens de nieuw voorgestelde reglementering zou dergelijke formule niet meer mogen worden toegepast. Wel zou de kostenfactor « materialen » kunnen worden herzien in functie van de in artikel 52 bepaalde modaliteiten, terwijl de kostenfactor « lonen » na indexering van de lonen (volgens de momenteel reeds bestaande indexeringsmechanismen) eveneens zou kunnen herzien worden; op basis van de « algemene onkosten » zou daarentegen tot geen indexering der prijzen kunnen worden overgegaan.

In antwoord op de vraag van een lid verklaart de Minister van Economische Zaken nog dat de termijnmarkten niet in de sector der verzekeringen wel onder de toepassing van de nieuwe reglementering zouden vallen.

Een lid wijst er op dat de nederlandse en de franse tekst van § 1 niet volledig met elkaar overeenstemmen. Hij stelt derhalve voor in de franse tekst de woorden « d'un autre indice » te vervangen door « à tout autre indice ». Tenslotte vraagt hij aan de Minister een voorbeeld van een indexatie-formule van de parameters van prijzenfluctuaties in functie van het indexcijfer der consumptieprijzen.

De Minister betuigt zijn instemming met de voorgestelde tekstverbetering. In antwoord op de tweede vraag haalt hij het voorbeeld van de elektriciteitsprijzen aan.

b) *Champ d'application.*

En vertu du § 3 de l'article 52, les §§ 1 et 2 du même article seraient également d'application :

- aux contrats et conventions à venir;
- aux futurs effets des contrats et conventions existant au moment de l'entrée en vigueur de la loi.

Ils ne s'appliqueraient pas aux loyers, traitements, salaires, cotisations ou allocations sociales, aux émoluments et honoraires ayant trait à des prestations effectuées par des personnes exerçant une profession libérale.

Un membre a souligné que, puisque les §§ 1 et 2 s'appliquent aux effets à venir des contrats et conventions existant au moment de l'entrée en vigueur de la loi, l'article g2 a incontestablement un effet rétroactif. Même si cette rétroactivité se justifie d'un point de vue socio-économique, elle pourra être et sera probablement attaquée par certains sur le plan juridique.

Un membre se demande si l'application de l'article 52 ne peut aboutir à un vide juridique.

Le Ministre des Affaires économiques répond qu'en vertu de l'article 52 un contrat ou une convention ne peuvent être nuls de plein droit. Par contre sera nulle de plein droit la clause d'un contrat prévoyant une formule d'indexation qui est inacceptable en vertu de l'article 52.

D'autre part, le Ministre fait observer que l'article 52 dispose expressément que ces dispositions s'appliquent « aux effets à sortir des contrats et conventions existant au moment de l'entrée en vigueur de la loi de relance ». On peut en conclure que le prix appliqué au moment de l'entrée en vigueur de la loi restera applicable.

Un autre membre a signalé que dans cet article il est question d'« émoluments et honoraires ayant trait à des prestations effectuées par des personnes exerçant une profession libérale » tandis qu'à l'article 34, en ce qui concerne les professions libérales, il est fait mention « des règlements portant tarification, barèmes, honoraires ou abonnements ». Il aurait peut-être été préférable de reprendre complètement à l'article 52 l'énumération figurant à l'article 34. Il faut, en conséquence, souligner que cette différence de terminologie est purement formelle et non fondamentale.

c) *Déroptions possibles.*

Un membre craint que la portée socio-économique de l'article 52 ne soit, en pratique vidée de sa substance par suite du nombre possible de dérogations qui pourraient être consenties en vertu du même article.

Il a énuméré ensuite les dérogations possibles qui sont prévues expressément à l'article 52 du projet ou qui, à son avis, découlent des dispositions dudit article :

a) en vertu du § 2, le Ministre des Affaires économiques peut déroger au montant maximum de 80 % des clauses de révision;

b) en vertu du § 4, le même Ministre peut accorder, par secteur, des dérogations sur base de la loi sur la réglementation économique et les prix, telle qu'elle résulte de la loi du 30 juillet 1971 modifiant l'arrêté-loi du 22 janvier 1945 concernant la répression des infractions à la réglementation relative à l'approvisionnement du pays;

c) pour les contrats et conventions existants chaque partie au contrat peut, en vertu du § 5, exiger de ses cocon-

b) *Toepassingsgebied :*

Krachtens § 3 van artikel 52 zouden de §§ 1 en 2 van hetzelfde artikel van toepassing zijn op :

- de toekomstige contracten en conventies;
- de toekomstige gevolgen van de op het ogenblik van het in werking treden van deze wet bestaande overeenkomsten.

Zij zouden niet van toepassing zijn op de huurprijzen, de wedden, lonen, sociale bijdragen of uitkeringen en op de emolumenten en honoraria die betrekking hebben op prestaties geleverd door de beoefenaars van vrije beroepen.

Een lid benadrukt dat, aangezien de §§ 1 en 2 van toepassing zijn op de toekomstige gevolgen van de op het ogenblik van het in werking treden van de wet bestaande overeenkomsten, artikel 52 onbetwistbaar een terugwerkende kracht heeft. Al is deze terugwerkende kracht vanuit sociaal-economisch oogpunt verantwoord, doch kan en zal zij juridisch door sommigen wellicht worden aangevochten.

Een lid vraagt zich af of de toepassing van artikel 52 tot geen juridisch vacuum kan leiden.

De Minister van Economische Zaken antwoordt dat krachtens artikel 52 een kontrakt of een conventie geenszins van rechtswege kan nietig zijn. Wel zal van rechtswege nietig zijn de clausule van een kontrakt die een indexatie-formule voorschrijft, die uit hoofde van artikel 52 ontoelaatbaar is.

Voorts wijst de Minister er op dat artikel 52 uitdrukkelijk bepaalt dat zijn bepalingen van toepassing zijn op « de toekomstige gevolgen van de op het ogenblik van het in werking treden der herstellwet bestaande overeenkomsten ». Daaruit kan besloten worden dat de prijs, die geldt op het ogenblik van de inwerkingtreding van de wet, verder blijft gelden.

Een ander lid wijst erop dat er in dit artikel sprake is van « emolumenten en honoraria die betrekking hebben op prestaties geleverd door de beoefenaars van vrije beroepen », terwijl in artikel 34 in verband met de vrije beroepen melding wordt gemaakt van « tarief-, honoraria-, barema- of abonnementreglementeringen ». Het was wellicht verkieslijker geweest de opsomming van artikel 34 in artikel 52 nogmaals volledig te hernemen. Het zij derhalve onderstreept dat dit verschil in terminologie louter vormelijk en niet inhoudelijk is.

c) *Mogelijke afwijkingen.*

Een lid vreest dat de sociaal-economische draagwijdte van artikel 52 in de praktijk zou kunnen worden ontkracht ingevolge het aantal mogelijke afwijkingen die steeds krachtens hetzelfde artikel zouden kunnen worden toegestaan.

Hij somt vervolgens de mogelijke afwijkingen op die in artikel 52 van het wetsontwerp uitdrukkelijk worden voorzien of die er zijns inziens uit kunnen voortvloeien :

a) krachtens § 2 kan door de Minister voor Economische Zaken afgeweken worden van de 80 % maximumbegrenzing der herzieningsclausules;

b) krachtens § 4 kunnen door dezelfde Minister per sector afwijkingen toegestaan worden op grond van de wet betreffende de economische reglementering en de prijzen zoals zij voortspruit uit de wet van 30 juli 1971 houdende wijziging van de besluitwet van 22 januari 1945 betreffende het beteugelen van elke inbreuk op de reglementering betreffende de bevoorrading van het land;

c) voor de bestaande contracten en conventies kan krachtens § 5 elk van de contracterende partijen van zijn mede-

tractants l'insertion, en remplacement de la clause interdite par le § 1^{er} de cet article, d'une clause de revision conforme aux dispositions du § 2 du même article; en cas de désaccord des parties sur le texte de cette clause, la procédure est portée devant les tribunaux;

d) pour l'application de cet article, l'Etat et les personnes de droit public peuvent transiger en vertu des dispositions du § 6.

En ce qui concerne la possibilité pour l'Etat et les personnes de droit public de transiger en application de l'article 52, le Ministre des Affaires économiques estime que cela ne revient nullement à accorder des dérogations. Il convient à son avis de prévoir explicitement cette disposition pour éviter des contestations juridiques ultérieures.

Le Ministre a précisé ensuite qu'en vertu du § 2, il peut être dérogé aux 80 % tant dans un sens que dans l'autre. Il a cependant ajouté immédiatement que son intention est plutôt de consentir des dérogations vers le bas. De plus, il considère que le maximum de 80 % peut difficilement convenir pour chaque secteur; c'est pourquoi il convient de prévoir la possibilité de dérogations.

Dans le même ordre d'idées, un membre estime que le libellé du § 2 est peut-être erroné. Etant donné qu'il y est question d'un montant maximum de 80 %, il ne peut à son avis, strictement parlant, s'agir d'une dérogation que si les 80 % sont dépassés. C'est pourquoi il conviendrait de supprimer le mot « maximum ».

Un autre membre s'est référé aux dérogations mentionnées aux §§ 2 et 4.

Le § 2 définit les modalités et le montant des clauses de revision autorisées, tandis que la dernière phrase de ce même paragraphe prévoit la possibilité de dérogations.

Le § 3 détermine le champ d'application des §§ 1 et 2 et le § 4 qui suit, fait à nouveau mention de dérogations possibles.

Etant donné que ces dernières dérogations sont inscrites dans un paragraphe distinct, il est permis de se demander si elles portent exclusivement sur le § 3 ou également sur le § 2.

Si elles portent aussi sur le § 2, la dernière phrase de ce paragraphe (qui fait état de dérogations) est totalement superflue.

Le Ministre a répondu que les dérogations mentionnées au § 4 portent exclusivement sur le § 3, c'est-à-dire sur le champ d'application des §§ 1 et 2. Afin d'éviter toute confusion possible, le Ministre a proposé de réunir les §§ 3 et 4 en un seul paragraphe.

Un amendement de M. Mathot (Doc. n° 738/3-VI) vise à rendre obligatoire la consultation préalable de la Commission pour la régulation des prix tant pour les dérogations concernant les modalités et le montant des clauses de revision que pour les dérogations relatives au champ d'application des §§ 1 et 2.

Etant donné que le § 3 du projet touche au domaine actuellement régi par la loi du 30 juillet 1971 modifiant l'arrêté-loi du 22 janvier 1945 concernant la répression des infractions à la réglementation relative à l'approvisionnement du pays, il va de soi selon plusieurs membres que, pour l'octroi de dérogations au § 3 précité, il faudrait que la Commission pour la régulation des prix soit consultée.

Le Ministre estime que cette consultation n'est pas plus nécessaire que pour les dérogations relatives aux modalités et au montant des clauses de revision. Il ajoute que la Commission pour la régulation des prix est actuellement déjà surchargée et demande enfin le rejet de l'amendement.

contractanten ter vervanging van de beschikking verboden op grond van § 1 van dit artikel de opnemings eisen van een herzieningsbeding overeenkomstig de bepalingen van § 2 van dit artikel; wanneer de partijen geen akkoord bereiken over de tekst van dit beding, wordt de procedure voor het gerecht gebracht;

d) voor de toepassing van dit artikel kunnen krachtens § 6 de Staat en de publiekrechtelijke personen een vergelijk treffen.

Wat betreft de mogelijkheid voor de Staat en de publiekrechtelijke personen om voor de toepassing van artikel 52 een vergelijk te treffen; zulks beoogt volgens de Minister van Economische Zaken geenszins het toestaan van afwijkingen. Zij dient volgens hem echter expliciet te worden voorzien om latere juridische betwistingen te voorkomen.

De Minister verduidelijkt vervolgens dat krachtens § 2 van de 80 % kan afgeweken worden, zowel naar boven als naar beneden toe. Hij voegt er evenwel onmiddellijk aan toe dat het veeleer zijn voornemen is om afwijkingen naar beneden het veeleer zijn voornemen is om naar beneden toe af te wijken. Voorts kan zijns inziens de 80 %-grens onmogelijk aangepast zijn voor elke sector; de mogelijkheid tot afwijkingen dient derhalve te worden voorzien.

Hierbij inhakend meent een lid dat de redactie van § 2 wellicht foutief is. Aangezien daarin melding wordt gemaakt van een bedrag van maximum 80 %, kan er zijns inziens strikt genomen alleen sprake zijn van een afwijking wanneer de 80 % wordt overschreden. Het woord « maximum » zou derhalve moeten worden weggelaten.

Een lid verwijst naar de afwijkingen waarvan melding wordt gemaakt in de §§ 2 en 4.

In § 2 worden de modaliteiten en het bedrag van de toelaatbare herzieningsclausules omschreven, terwijl in de laatste zin van diezelfde paragraaf de mogelijkheid tot afwijkingen wordt voorzien.

In § 3 wordt het toepassingsgebied van de §§ 1 en 2 omschreven en in de daaropvolgende § 4 wordt weerom melding gemaakt van mogelijke afwijkingen.

Aangezien laatstvernoemde afwijkingen in een afzonderlijke paragraaf ingeschreven worden, kan men zich afvragen of deze uitsluitend op § 3 betrekking hebben, dan wel tevens op § 2.

Indien zij tevens § 2 betreffen, dan is de laatste zin van § 2 (waarin melding wordt gemaakt van afwijkingen) volstrekt overbodig.

De Minister antwoordt dat de in § 4 vermelde afwijkingen uitsluitend slaan op § 3, dit wil zeggen op het toepassingsgebied van de §§ 1 en 2. Teneinde elke mogelijke verwarring te voorkomen stelt de Minister voor de §§ 3 en 4 te versmelten tot één enkele paragraaf.

Een amendement van de heer Mathot (Stuk n° 738/3-VI) strekt ertoe dat zowel voor afwijkingen inzake de modaliteiten en het bedrag van de herzieningsclausules, als voor de afwijkingen inzake het toepassingsgebied van §§ 1 en 2, de Commissie tot regeling der prijzen voorafgaandelijk zou worden geraadpleegd.

Aangezien § 3 van het wetsontwerp het domein raakt dat thans bestreken wordt door de wet van 30 juli 1971 houdende wijziging van de besluitwet van 22 januari 1945 betreffende het beteugelen van elke inbreuk op de reglementering betreffende de bevoorrading van het land, is het voor sommige leden vanzelfsprekend dat voor het toestaan van afwijkingen op eerstgenoemde § 3 de Commissie tot regeling der prijzen zou worden geraadpleegd.

De Minister acht deze raadpleging echter evenmin noodzakelijk, als voor de afwijkingen inzake de modaliteiten en het bedrag der herzieningsclausules. Hij voegt er nog aan toe dat de Commissie tot regeling der prijzen momenteel reeds overbelast is. Hij vraagt tenslotte de verwerping van het amendement.

d) *Conventions présentant un élément d'extranéité.*

Il est proposé que l'article 52 ne s'applique pas aux conventions présentant un élément d'extranéité, sauf si celles-ci :

- ont été conclues en Belgique;
- se rapportent à des prestations à effectuer en Belgique;
- ont été passées par des personnes résidant en Belgique.

Ces trois conditions devraient toutefois être remplies simultanément.

Le Ministre des Affaires économiques déclare que le Gouvernement, grâce aux conditions précitées, souhaite éviter que la Belgique ne soit désormais connue sur le plan international comme un pays qui rompt unilatéralement ses engagements en matière des prix industriels et commerciaux.

Un membre a une fois de plus souligné la simultanéité des trois conditions précitées. La première condition surtout le heurte (conventions qui ont été conclues en Belgique). Il suffirait par conséquent que la convention ait été conclue par exemple au Grand-Duché de Luxembourg pour que la nouvelle réglementation concernant les prix industriels et commerciaux ne soit pas d'application. En conséquence, il a demandé la suppression de la première condition.

Le Ministre et la Commission ont marqué leur accord sur la modification proposée. Par conséquent, à la dernière phrase de l'article 52, le mot « trois » devra à son tour être remplacé par le mot « deux ».

e) *Votes.*

L'amendement de M. Mathot (Doc. n° 738/3-VI) a été rejeté par 10 voix contre 5.

M. Clerfayt a ensuite présenté un amendement subsidiaire prévoyant la consultation de la Commission pour la régulation des prix exclusivement pour les dérogations au § 3. Cet amendement subsidiaire a également été rejeté par 10 voix contre 5.

L'article 52, tel qu'il a été modifié, a été finalement adopté par 10 voix contre 4 et 1 abstention.

d) *Overeenkomsten met een buitenlands element :*

Er wordt voorgesteld dat artikel 52 niet toepasselijk zou zijn op de overeenkomsten met een buitenlands element, behalve wanneer ze :

- in België werden gesloten;
- betrekking hebben op in België uit te voeren prestaties;
- door personen die in België verblijven, werden gesloten.

Deze drie voorwaarden zouden echter gelijktijdig moeten worden verwezenlijkt.

De Minister van Economische Zaken verklaart dat de Regering dank zij voornoemde voorwaarden wenst te voorkomen dat België voortaan op internationaal vlak zou kunnen worden aangeschreven als een land dat zijn verbintenissen inzake industriële en commerciële prijzen eenzijdig verbreekt.

Een lid onderstreept nogmaals de gelijktijdigheid der 3 voormelde voorwaarden. Vooral de eerste voorwaarde (overeenkomsten die in België werden gesloten) stoort hem. Het zou derhalve volstaan dat de overeenkomst b.v. in het Groot-hertogdom Luxemburg wordt gesloten, opdat de nieuwe reglementering inzake de industriële en commerciële prijzen niet van toepassing zou zijn. Het lid vraagt tenslotte de weglating van de eerste voorwaarde.

De Minister en de Commissie stemmen met voornoemde wijziging in. Dientengevolge zou in de laatste zin van artikel 52 het woord « drie » op zijn beurt door « twee » moeten worden vervangen.

e) *Stemmingen.*

Het amendement van de heer Mathot (Stuk n° 738/3-VI) wordt verworpen met 10 tegen 5 stemmen.

De heer Clerfayt dient vervolgens een amendement in bijkomende orde in, dat uitsluitend voor de afwijkingen op § 3 in een raadpleging van de Commissie tot regeling der prijzen voorziet. Dit amendement in bijkomende orde wordt eveneens verworpen met 10 tegen 5 stemmen.

Artikel 52, zoals het werd gewijzigd wordt tenslotte aangenomen met 10 tegen 4 stemmen en 1 onthouding.

CHAPITRE VII.

Comptabilité — Comptes annuels.

Ce chapitre a été examiné par la Commission des Affaires économiques.

* * *

Conformément à l'engagement pris par le Gouvernement lors de la discussion de la loi du 17 juillet 1975 relative à la comptabilité et aux comptes annuels des entreprises, ce chapitre (art. 53) prévoit la dépenalisation pour les petites et moyennes entreprises en matière d'inventaire.

Vote.

L'article 53 a été adopté par 10 voix contre 4 et 1 abstention.

HOOFDSTUK VII.

Boekhouding — Jaarrekeningen.

Dit hoofdstuk wordt besproken door de Commissie voor de Economische Zaken.

* * *

Overeenkomstig de verbintenis aangegaan door de Regering tijdens de bespreking van de wet van 17 juli 1975 betreffende de boekhouding en de jaarrekeningen van de ondernemingen, voorziet dit hoofdstuk (art. 53) de depenalisatie voor de kleine en middelgrote ondernemingen inzake inventaris.

Stemming.

Artikel 53 wordt aangenomen met 10 tegen 4 stemmen, en 1 onthouding.

CHAPITRES VIII ET IX (nouveaux).

A. Amendements de M. Deruelles.

Ces amendements ont été examinés par la Commission des Affaires économiques.

* * *

Ces amendements (Doc. n° 738/3-I) visent à insérer deux chapitres nouveaux dans le projet de loi relatif aux mesures de redressement économique, à savoir :

a) le chapitre VIII portant association des holdings à la planification économique, modifiant le statut des sociétés à portefeuille et relatif à la modification de la structure en capital de certaines sociétés (art. 54 à 74).

b) le chapitre IX relatif au contrôle des changes (art. 75).

a) *Chapitre VIII (art. 54 à 74).*

L'auteur des amendements estime que le Gouvernement omet de renforcer certaines mesures de contrôle de diverses situations qui sont à la base de l'inflation.

Il considère tout d'abord que la loi relative au contrôle des banques et des caisses d'épargne, dite « loi mammoth » est appliquée bien trop timidement.

Ensuite, dans le but de relancer l'économie, il convient d'obliger les holdings à pratiquer une politique conforme aux intérêts nationaux.

Les amendements ont pour objet de lier au plan de relance économique le projet de loi « organisant l'association des holdings à la planification économique » (Doc. Chambre, n° 503/1, 1974-1975), dont la poursuite de l'examen en Commission des Affaires économiques a été reportée à plus tard. Le texte de ce projet constituerait en effet un point de départ adéquat pour la discussion d'un volet essentiel d'un plan de relance digne de foi.

Un membre estime qu'en ce qui concerne l'application de la loi « mammoth » certains arrêtés d'exécution n'ont pas encore été promulgués. C'est ainsi, par exemple, que l'Office central de la petite épargne (O. C. P. E.) n'a pas encore été dissous et que ses compétences n'ont par conséquent pas encore été transférées à la Commission bancaire. Avant de pouvoir procéder à cette dissolution, il faut que l'O. C. P. E. contrôle notamment encore les comptes de l'année écoulée et que soient aussi sauvegardés notamment les intérêts du personnel de cet organisme.

Le membre estime qu'il est trop tôt encore pour se prononcer sur l'application de la loi « mammoth ».

Il pense en outre qu'il faut distinguer, et même séparer les mesures de relance économique (qui doivent pouvoir fonctionner le plus rapidement possible) et l'association des holdings à la planification (qui ne peut avoir d'effets dès après la prise de la décision).

Mis aux voix, le chapitre VIII proposé par M. Deruelles a été rejeté par 11 voix contre 5.

b) *Chapitre IX (article 75).*

Par voie d'amendement, M. Deruelles a proposé également d'insérer à l'arrêté-loi du 6 octobre 1944, relatif au contrôle des changes, un article 1bis (nouveau), libellé comme suit :

HOOFDSTUKKEN VIII EN IX (nieuw).

A. Amendementen van de heer Deruelles.

Deze amendementen werden besproken door de Commissie voor de Economische Zaken.

* * *

Deze amendementen (Stuk n° 738/3-I) beogen de invoeging van twee nieuwe hoofdstukken in het wetsontwerp betreffende de economische herstelmaatregelen met name :

a) Hoofdstuk VIII houdend organisatie van de associatie der holdings bij de economische planning, wijziging van het statuut der portefeuillemaatschappijen en wijziging van de kapitaalstructuur van bepaalde vennootschappen » (art. 54 tot en met 74);

b) Hoofdstuk IX betreffende de wisselcontrole (art. 75).

a) *Hoofdstuk VIII (art. 54 tot en met 74).*

De auteur van de amendementen meent dat de Regering nalaat bepaalde controlemiddelen te verscherpen waardoor nochtans toezicht zou kunnen worden uitgeoefend op bepaalde toestanden die de oorzaak zijn van de inflatie.

Vooreerst wordt zijns inziens de wet betreffende het toezicht op de banken en de spaarkassen — de zogenaamde « Mammoetwet » — al te schuchter toegepast.

Vervolgens dienen, met het oog op het economische herstel, de holdings verplicht te worden tot het voeren van een beleid dat in de lijn ligt van het nationaal belang.

De amendementen strekken ertoe het wetsontwerp « tot organisatie van de associatie der holdings bij de economische planning » (stuk Kamer n° 503/1, 1974-1975), waarvan de voortzetting van de bespreking door de Commissie voor Economische Zaken verdaagd werd, te koppelen aan het economisch herstelplan. De tekst van dit ontwerp zou immers een geschikt uitgangspunt kunnen vormen voor de discussie over een essentieel luik van een geloofwaardig herstelplan.

In verband met de toepassing van de « Mammoetwet » meent een lid dat bepaalde uitvoeringsbesluiten nog niet konden worden uitgevaardigd. Zo werd b.v. het Centraal Bureau voor de Kleine Spaarder (C. B. K. S.) nog niet ontbonden en de bevoegdheid ervan derhalve nog niet overgedragen aan de Bankcommissie. Alvorens tot deze ontbinding kan worden overgegaan, dient het C. B. K. S. o.m. nog de rekeningen van het afgelopen jaar te controleren en dienen o.m. ook de personeelsbelangen van het C. B. K. S. te worden beveiligd.

Het lid acht het nog te vroeg om een oordeel te vellen over de toepassing van de « Mammoetwet ».

Voorts meent hij dat een onderscheid — ja zelfs een scheiding — dient te worden gemaakt tussen economische herstelmaatregelen (die zo snel mogelijk moeten kunnen functioneren) en de associatie der holdings bij de economische planning (die onmogelijk, nadat ertoe werd beslist, een onmiddellijk effect kan ressorteren).

In stemming gebracht wordt het door de heer Deruelles voorgestelde hoofdstuk VIII verworpen met 11 tegen 5 stemmen.

b) *Hoofdstuk IX (artikel 75).*

Bij wijze van amendement wordt door de heer Deruelles nog voorgesteld in de besluitwet van 6 oktober 1944 betreffende de wisselcontrole een artikel 1bis (nieuw) in te voegen luidend als volgt :

« Article 1bis. — Le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, organise le contrôle de tous achats, ventes et arbitrages de monnaies étrangères. A cet effet, il délègue à l'institut belgo-luxembourgeois du Change, le pouvoir de prendre des règlements relatifs à cette matière. »

L'auteur a mis l'accent sur le fait que la Belgique connaît le régime du « double marché des changes » l'un réglementé, l'autre libre. Ce système permet la fuite des capitaux qui, en ce moment, prend des proportions considérables. Il peut en résulter une raréfaction des moyens de financement dont les incidences seront sensibles sur les capacités d'investir des entreprises privées. D'autre part, l'Etat, par l'ampleur de son impasse budgétaire après dix mois de gestion de l'exercice 1975, risque ainsi de devoir faire appel à l'emprunt étranger, ce qui aggraverait encore la situation financière.

Le Ministre des Affaires économiques estime qu'il existe encore suffisamment de possibilités de crédit en Belgique, grâce à la capacité d'épargne. Si notre pays connaît actuellement une certaine fuite des capitaux, celle-ci est essentiellement due aux taux d'intérêt qui sont inférieurs à ceux des pays voisins.

Le Ministre a ensuite demandé que l'on ne néglige pas les avantages inhérents au système du double marché des changes. Les milieux européens ont d'ailleurs songé, à un moment donné, à étendre le système belge. Il y fut renoncé ultérieurement; en effet, ce système devenait beaucoup moins attrayant dès que se trouvaient supprimés officiellement les taux de change fixes.

Même si le système du double marché des changes a en ce moment peu de sens par rapport au dollar et en présence de taux de change flottants, il conserve néanmoins toute sa valeur à l'égard des pays qui, avec la Belgique, participent au « serpent » monétaire.

Il convient d'ailleurs de souligner que le marché libre des devises peut être considéré comme un mécanisme souple qui rétablit lui-même son équilibre.

L'amendement de M. Deruelles a finalement été rejeté par 11 voix contre 4 et 1 abstention.

B. Amendement de M. Willy Claes.

Cet amendement également a été examiné par la Commission des Affaires économiques.

* * *

Un amendement de M. Claes (Doc. n° 738/6-II) vise à ajouter un article 54, sous un chapitre VII (nouveau) « Contrôle comptable ». Cet article 54 est libellé comme suit :

« Le compte annuel qui doit être déposé ou communiqué et tout document devant être remis par le chef d'entreprise, et ce en vertu de la loi, à un organisme où siègent des représentants des travailleurs, doit être examiné et légalisé par un expert comptable public.

L'expert comptable public est désigné dans chaque entreprise, telle que décrite par l'article 1 de la loi du 17 juillet 1975 relative à la comptabilité et aux comptes annuels des entreprises, par l'entreprise et son personnel ou ses représentants.

Le Roi fixe la procédure de la désignation. Il détermine également l'organe qui est habilité à procéder à la désignation.

Artikel 1bis. — De Koning richt, bij een in Ministerraad overlegd koninklijk besluit, de controle in over elke aankoop, verkoop en arbitrage van buitenlands geld. Daartoe delegeert Hij aan het Belgisch-Luxemburgs Instituut voor de Wissel de bevoegdheid om terzake reglementen uit tevaardigen ».

De auteur wijst er op dat in België het stelsel van een « dubbele deviezenmarkt » bestaat : een vrije en een officiële. Door dit stelsel wordt kapitaalvlucht mogelijk en op dit ogenblik heeft deze een zeer grote omvang genomen. Dit kan een aanzienlijke vermindering van de financieringsmiddelen meebrengen, wat een aanzienlijke weerslag zou hebben op de investeringsmogelijkheden van de privé-ondernemingen. Anderzijds bestaat dan het gevaar dat de Staat — die na tien maanden uitvoering van de begroting voor het dienstjaar 1975 met een groot begrotingstekort te kampen heeft — leningen in het buitenland moet aangaan, wat de financiële toestand nog zou verslechteren.

De Minister van Economische Zaken meent dat er in België nog voldoende kredietmogelijkheden zijn dank zij het spaarvermogen. Indien ons land momenteel nochtans een zekere kapitaalvlucht kent, dan is zulks hoofdzakelijk te wijten aan de rentevoeten die lager liggen dan in de omringende landen.

Vervolgens vraagt de Minister dat men oog zou hebben voor de voordelen die verbonden zijn aan het stelsel van de dubbele deviezenmarkt. Op een bepaald ogenblik werd in E. E. G.-kringen trouwens gedacht aan een uitbreiding van dat Belgisch stelsel. Nadien werd daarvan weer afgezien; zodra de vaste wisselkoersen officieel werden opgegeven, bood dit stelsel immers veel minder aantrekkingskracht.

Heeft het stelsel van de dubbele markt momenteel weinig zin t.o.v. de dollar en de vlottende wisselkoersen, dan blijft het niettemin zinvol t.o.v. de landen die samen met België deel uitmaken van de monetaire slang.

Er wordt nog op gewezen dat de vrije deviezenmarkt kan beschouwd worden als een soepel mechanisme, dat zelf zijn evenwicht herstelt.

Het amendement van de heer Deruelles wordt tenslotte verworpen met 11 tegen 4 stemmen en 1 onthouding.

B. Amendement van de heer Willy Claes.

Dit amendement wordt eveneens besproken door de Commissie voor de Economische Zaken.

* * *

Een amendement van de heer Claes (Stuk n° 738/6-II) strekt tot de toevoeging van een artikel 54, onder een hoofdstuk VII (nieuw) « Boekhoudkundige Controle ». Dit artikel 54 luidt als volgt :

« De jaarrekening die krachtens de wet moet worden neergelegd of bekendgemaakt en ieder document dat krachtens de wet aan een orgaan, waarin vertegenwoordigers van de werknemers zetelen, door het ondernemingshoofd moet worden voorgelegd, zullen nagezien en gewaarmerkt worden door een openbare accountant.

De openbare accountant wordt in iedere onderneming, zoals omschreven in artikel 1 van de wet van 17 juli 1975 met betrekking tot de boekhouding en de jaarrekeningen van de onderneming door de onderneming en het personeel ervan of zijn vertegenwoordigers aangesteld.

De Koning bepaalt de procedure van de aanstelling. Hij bepaalt ook het orgaan dat bevoegd zal zijn om de aanstelling te verzekeren.

Le Roi organise la profession d'expert-comptable public.

Cet article entrera en vigueur le premier janvier de l'année suivant la publication de la présente loi au " *Moniteur belge* ". »

Cet amendement a été rejeté par 11 voix contre 1.

VOTE SUR L'ENSEMBLE DU PROJET.

L'ensemble du projet tel qu'il figure ci-après a été adopté par la Commission des Affaires économiques par 13 voix contre 3.

Le présent rapport a également été adopté.

Le Rapporteur,

F. VAN MECHELEN.

Le Président,

G. BOEYKENS.

De Koning bepaalt de organisatie van het beroep van openbaar accountant.

Dit artikel wordt van kracht op de eerste januari van het jaar, nadat deze wet in het " *Belgisch Staatsblad* " is bekendgemaakt. »

Dit amendement wordt verworpen met 11 tegen 1 stem.

STEMMING OVER HET GEHELE ONTWERP.

Het gehele ontwerp zoals het hierna voorkomt wordt door de Commissie voor de Economische Zaken aangenomen met 13 tegen 3 stemmen.

Het verslag werd eveneens aangenomen.

De Verslaggever,

F. VAN MECHELEN.

De Voorzitter,

G. BOEYKENS.

TEXTE ADOPTE PAR LA COMMISSION.

CHAPITRE I.

Mesures en vue de la promotion de l'emploi.

SECTION 1.

Adaptation de la définition de fermeture d'entreprise.

Article 1^{er}.

L'article 2bis de la loi du 28 juin 1966 relative à l'indemnisation des travailleurs licenciés en cas de fermeture d'entreprises, modifié par la loi du 28 juillet 1971, est complété comme suit :

« Le Comité de gestion a le même pouvoir d'assimilation en ce qui concerne la restructuration d'une entreprise qui a été réalisée au cours de la période s'étalant du 1^{er} janvier 1976 au 31 décembre 1976, même dans le cas où cette restructuration n'entraîne pas une diminution du nombre des travailleurs occupés au-dessous du quart de la moyenne. Toutefois, ces cas devront être soumis à l'approbation du Ministre de l'Emploi et du Travail.

Un arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres peut proroger la période d'application de la présente disposition par des périodes de six mois au maximum. »

Art. 2.

L'article 2 de la loi du 30 juin 1967 portant extension de la mission du Fonds d'indemnisation des travailleurs licenciés en cas de fermeture d'entreprises, remplacé par la loi du 28 juillet 1971, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 2. — § 1^{er}. Lorsqu'en cas de fermeture d'entreprise au sens de l'article 2 de la loi du 28 juin 1966 précitée, l'employeur ne s'acquitte pas de ses obligations pécuniaires envers ses travailleurs, le Fonds est chargé de leur payer :

1° les rémunérations dues en vertu des conventions individuelles ou collectives de travail;

2° les indemnités et avantages dus en vertu de la loi ou de conventions collectives de travail.

§ 2. Le Fonds est chargé de payer les obligations pécuniaires prévues au § 1, 1° et 2°, dans tous les autres cas où une entreprise cesse d'exister, aux travailleurs qui ne sont pas repris par un nouvel employeur avec maintien de tous les droits que ces derniers peuvent faire valoir vis-à-vis de leur ancien employeur, si celui-ci ne respecte pas ses obligations.

§ 3. Les dispositions des §§ 1^{er} et 2 sont applicables quel que soit le nombre de travailleurs qui étaient occupés dans l'entreprise au cours de l'année civile écoulée et quelle que soit la branche d'activité à laquelle elle appartient. »

TEKST AANGENOMEN DOOR DE COMMISSIE.

HOOFDSTUK I.

Maatregelen tot bevordering van de tewerkstelling.

AFDELING 1.

Aanpassing van de definitie van sluiting van ondernemingen.

Artikel 1.

Artikel 2bis van de wet van 28 juni 1966 betreffende de schadeloosstelling van de werknemers die ontslagen worden bij sluiting van ondernemingen, gewijzigd bij de wet van 28 juli 1971, wordt aangevuld als volgt :

« Het Beheerscomité heeft dezelfde macht tot gelijkschakeling in verband met de herstructurering van een onderneming die verwezenlijkt werd in de periode van 1 januari 1976 tot 31 december 1976, zelfs in de gevallen waarin zulk een herstructurering niet leidt tot een vermindering van het aantal tewerkgestelde werknemers onder het vierde van het gemiddelde. Niettemin zullen die gevallen ter goedkeuring moeten worden voorgelegd aan de Minister van Tewerkstelling en Arbeid.

Een koninklijk besluit, in Ministerraad overgelegd, kan de periode van toepassing van deze bepaling verlengen met periodes van maximum zes maanden. »

Art. 2.

Artikel 2 van de wet van 30 juni 1967 tot verruiming van de opdracht van het Fonds tot vergoeding van de in geval van sluiting van ondernemingen ontslagen werknemers, reeds vervangen door de wet van 28 juli 1971, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 2. — § 1. Wanneer bij sluiting van een onderneming in de zin van artikel 2 van voornoemde wet van 28 juni 1966, de werkgever zijn geldelijke verplichtingen tegenover zijn werknemers niet nakomt, dient het Fonds hun te betalen :

1° de lonen verschuldigd krachtens de individuele of collectieve arbeidsovereenkomsten;

2° de vergoedingen en voordelen verschuldigd krachtens de wet of collectieve arbeidsovereenkomsten.

§ 2. Het Fonds dient eveneens de in § 1, 1° en 2° vermelde geldelijke verplichtingen te betalen in alle andere gevallen waar een onderneming ophoudt te bestaan, ten voordele van de werknemers die niet door een nieuwe werkgever worden overgenomen met behoud van alle rechten die zij ten aanzien van hun gewezen werkgever kunnen laten gelden, wanneer deze laatste zijn verbintenissen niet nakomt.

§ 3. De bepalingen van de §§ 1 en 2 zijn van toepassing ongeacht het aantal werknemers door de onderneming tijdens het verlopen kalenderjaar tewerkgesteld en ongeacht de bedrijfstak waartoe zij behoort. »

Art. 3.

L'article 4 de la même loi modifié par la loi du 28 juillet 1971, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 4. — Les dispositions de l'article 2 sont applicables, lorsque le contrat de travail a été rompu soit dans les douze mois qui précèdent la fermeture de l'entreprise ou le remplacement de l'employeur, soit au moment de la fermeture de l'entreprise ou du remplacement de l'employeur, soit dans les douze mois qui suivent la fermeture ou le remplacement de l'employeur, ce dernier délai étant porté à trois ans pour les travailleurs qui participent aux activités de liquidation de l'entreprise.

Pour les employés, le délai de douze mois précédant la fermeture de l'entreprise ou le remplacement de l'employeur fixé à l'alinéa 1^{er} est porté à dix-huit mois.

Les délais de douze et dix-huit mois, prévus aux alinéas 1 et 2, ne sont pas d'application pour les travailleurs licenciés qui bénéficient de l'indemnité visée par la convention collective de travail du 19 décembre 1974, conclue au sein du Conseil national du Travail, "instituant un régime d'indemnité complémentaire pour certains travailleurs âgés, en cas de licenciement", ou de l'indemnité prévue par une convention collective de travail conclue au sein d'une commission paritaire ou s'appliquant à une entreprise, pour autant que cette convention collective de travail prévoit des avantages similaires à ceux de la convention collective du 19 décembre 1974. »

Art. 4.

L'article 8 de la même loi modifié par la loi du 28 juillet 1971, est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. 8. — Le Fonds est subrogé de plein droit aux droits et actions du travailleur vis-à-vis de l'employeur-débiteur pour le recouvrement auprès de ce dernier des rémunérations, indemnités et avantages qu'il a payés en application de l'article 2.

Le Fonds est subrogé de plein droit aux droits et actions des organismes visés à l'article 5, 2^o pour le recouvrement auprès de l'employeur-débiteur, des cotisations payées en vertu du même article. »

SECTION 2.

Stage des jeunes.

Art. 5.

Les jeunes de moins de 30 ans, qui n'ont pas encore exercé une activité professionnelle, ont la possibilité d'effectuer un stage dans une entreprise ou une administration de leur choix, conformément aux conditions déterminées par la présente section.

Le Roi détermine par arrêté délibéré en Conseil des Ministres la notion d'activité professionnelle pour l'application de la présente section.

Art. 3.

Artikel 4 van dezelfde wet, gewijzigd door de wet van 28 juli 1971 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 4. — De bepalingen van artikel 2 zijn van toepassing, wanneer de arbeidsovereenkomst beëindigd werd hetzij in de loop van de twaalf maanden die aan de sluiting van de onderneming of de vervanging van de werkgever voorafgaan, hetzij op het ogenblik van de sluiting der onderneming of van de vervanging van de werkgever, hetzij in de loop van de twaalf maanden die volgen op de sluiting of de vervanging van de werkgever; deze laatste termijn wordt op drie jaar gebracht voor de werknemers die deelnemen aan de werkzaamheden tot vereffening van de onderneming.

Voor de bedienden wordt de in het eerste lid bepaalde termijn van twaalf maanden, die aan de sluiting van de onderneming of van de vervanging van de werkgever voorafgaat, op achttien maanden gebracht.

De termijnen van twaalf en achttien maanden bedoeld in de eerste twee leden zijn niet van toepassing op de ontslagen werknemers die genieten van de vergoeding, bedoeld bij de in de Nationale Arbeidsraad afgesloten collectieve arbeidsovereenkomst van 19 december 1974, "tot invoering van een regeling van aanvullende vergoeding ten gunste van sommige bejaarde werknemers, indien zij worden ontslagen", alsmede van de vergoeding vastgesteld bij een collectieve arbeidsovereenkomst die werd gesloten in een paritair comité of die van toepassing is op een onderneming voor zover die collectieve arbeidsovereenkomst in gelijkaardige voordelen voorziet als de collectieve arbeidsovereenkomst van 19 december 1974. »

Art. 4.

Artikel 8 van dezelfde wet, gewijzigd door de wet van 28 juli 1971 wordt vervangen door volgende bepalingen :

« Art. 8. — Het Fonds treedt van rechtswege in de rechten en vorderingen van de werknemer tegenover de werkgever-schuldenaar voor de inning bij deze laatste van de lonen, vergoedingen en voordelen die het bij toepassing van artikel 2 heeft betaald.

Het Fonds treedt van rechtswege in de rechten en vorderingen van de in artikel 5, 2^o, bedoelde instellingen voor de inning bij de werkgever-schuldenaar van de krachtens hetzelfde artikel betaalde bijdragen. »

AFDELING 2.

Stage van jongeren.

Art. 5.

In de voorwaarden bepaald door deze afdeling hebben de jongeren van minder dan 30 jaar, die nog geen beroepsactiviteit hebben uitgeoefend, de mogelijkheid een stage te volbrengen in een onderneming of administratie van hun keuze.

Voor de toepassing van deze afdeling bepaalt de Koning het begrip beroepsactiviteit bij een in Ministerraad overlegd besluit.

Art. 6.

§ 1. Pour l'application de la présente section, on entend par administrations :

- 1° les administrations et autres services de l'Etat;
- 2° les organismes d'intérêt public;
- 3° les provinces, les communes et tous autres organismes provinciaux ou locaux visés aux articles 108 et 108bis de la Constitution;
- 4° les établissements publics subordonnés aux communes.

Le Roi peut par arrêté délibéré en Conseil des Ministres exclure certaines administrations de l'application de la présente section. En ce qui concerne l'application de la présente section dans les administrations, les stagiaires doivent avoir la nationalité belge.

§ 2. Pour l'application de la présente section dans le secteur privé, on entend par entreprise l'unité technique d'exploitation telle qu'elle est prévue par l'article 14 de la loi du 20 septembre 1948 sur l'organisation de l'économie modifiée par les lois des 28 janvier 1963 et 23 janvier 1975.

§ 3. Sous réserve des mesures prises en exécution de l'article 20, § 1, les dispositions de la présente section sont applicables aux établissements d'enseignement officiel et subventionnés.

Art. 7.

Toutes les entreprises et administrations qui occupent au moins 100 travailleurs, sont tenues d'accepter des stagiaires visés à l'article 5, dans une proportion de 1 p.c. de l'effectif du personnel qu'elles occupent, sans tenir compte d'autres stagiaires dans l'entreprise.

L'effectif pris en considération est celui occupé à la date du 30 juin de l'année précédant celle de l'année d'occupation des stagiaires.

Si l'entreprise a différents sièges d'exploitation, le total du personnel occupé dans ces sièges est pris en considération.

Art. 8.

Le stage a pour but d'assurer au stagiaire concerné une formation pratique en guise de transition entre l'enseignement reçu et la mise au travail envisagée.

Les activités effectuées au cours du stage doivent être conformes à l'objet dudit stage tel qu'il est décrit à l'article 14, ainsi qu'aux aptitudes physiques et mentales du stagiaire.

Art. 9.

Le stage couvre une période de 6 mois ou 26 semaines.

Il peut moyennant accord des deux parties être prolongé pour une période de maximum 6 mois.

Art. 10

§ 1. Pendant la première période de 6 mois, le stagiaire a droit à une indemnité égale au moins à 75 % :

Art. 6.

§ 1. Voor de toepassing van deze afdeling wordt met administraties bedoeld :

- 1° de rijksbesturen en andere rijksdiensten;
- 2° de instellingen van openbaar nut;
- 3° de provincies, de gemeenten en alle andere provinciale of plaatselijke instellingen bedoeld in de artikelen 108 en 108bis van de Grondwet;
- 4° de openbare instellingen die ondergeschikt zijn aan de gemeenten.

De Koning kan bij een in Ministerraad overlegd besluit bepaalde administraties uitsluiten van de toepassing van deze afdeling. Voor de toepassing van deze afdeling in de administraties, dienen de stagiairs de Belgische nationaliteit te bezitten.

§ 2. Voor de toepassing van deze afdeling op de particuliere sector wordt onder onderneming verstaan de technische bedrijfseenheid zoals bedoeld in artikel 14 van de wet van 20 september 1948 houdende organisatie van het bedrijfsleven, gewijzigd bij de wetten van 28 januari 1963 en 23 januari 1975.

§ 3. Onder voorbehoud van de maatregelen getroffen in uitvoering van artikel 20, § 1, is deze afdeling van toepassing op de officiële en gesubsidieerde onderwijsinstellingen.

Art. 7.

Alle ondernemingen en administraties die tenminste 100 werknemers tewerkstellen zijn ertoe verplicht stagiairs als bedoeld in artikel 5 op te nemen tot beloop van 1 pct. van het personeelseffectief dat zij tewerkstellen, zonder rekening te houden met andere stagiairs in de onderneming.

Het effectief dat in aanmerking wordt genomen is dat van 30 juni van het jaar dat voorafgaat aan het jaar van de tewerkstelling van de stagiairs.

Indien de onderneming verschillende uitbatingsetzels heeft, wordt het totaal van het personeel tewerkgesteld in die zetels in aanmerking genomen.

Art. 8.

De stage heeft voor doel aan de betrokkene een praktische opleiding te verzekeren als overgang tussen het genoten onderwijs en de beoogde tewerkstelling.

Tijdens de stage mag enkel arbeid opgedragen worden die strookt met het voorwerp van de stage, zoals omschreven op grond van artikel 14, en met de lichamelijke en geestelijke geschiktheden van de stagiair.

Art. 9.

De stage bedraagt 6 maanden of 26 weken.

Zij kan mits akkoord van de twee partijen worden verlengd met een periode van maximum 6 maanden.

Art. 10.

§ 1. Tijdens de eerste periode van 6 maanden heeft de stagiair recht op een vergoeding gelijk aan tenminste 75 % :

1) soit du salaire auquel un travailleur exerçant les mêmes fonctions peut prétendre conformément au barème salarial qui est d'application dans l'entreprise;

2) soit du salaire initial octroyé à un membre du personnel de l'administration ayant la même qualification professionnelle telle qu'elle est établie par le diplôme ou le certificat d'études.

Le Roi, peut, pour les catégories de stagiaires qu'il détermine, porter ce pourcentage à 80.

§ 2. Au cas où le stage est prolongé, conformément à l'article 9, second alinéa, le pourcentage est porté à 90.

§ 3. L'indemnité de stage doit être considérée comme une rémunération au sens de l'article 2 de la loi du 12 avril 1965 concernant la protection de la rémunération des travailleurs.

§ 4. Le Roi fixe les règles pour la détermination de la rémunération à prendre en considération pour le calcul des indemnités, allocations, cotisations et primes dans le cadre de la sécurité sociale et des assurances sociales.

Art. 11.

§ 1. Les jeunes visés à l'article 5 qui veulent faire usage de la possibilité d'effectuer un stage, introduisent leur demande auprès du bureau de placement de l'Office national de l'Emploi de leur domicile, même lorsqu'il désirent accomplir leur stage dans une autre région.

Ils font connaître au bureau de placement leurs souhaits quant aux entreprises, aux branches d'activité ou aux administrations où ils voudraient accomplir leur stage.

Lorsqu'il s'agit d'entreprises individuelles ou administrations déterminées, le demandeur peut mentionner un maximum de 5 entreprises ou administrations en indiquant l'ordre de sa préférence.

§ 2. Le directeur du bureau régional de l'Office national de l'Emploi prend successivement contact avec les entreprises ou administrations mentionnées.

Une nouvelle demande peut être introduite lorsqu'il n'y a pas de possibilité de stage qui réponde à la demande.

§ 3. Dans les 30 jours qui suivent l'envoi de la liste des demandes à l'entreprise intéressée, cette entreprise doit satisfaire à l'obligation déterminée par l'article 7.

Art. 12.

§ 1. Sans préjudice des dispositions relatives au recrutement du personnel dans les services publics, l'exercice d'un stage dans une administration ne donne aucun droit à une nomination.

Le Secrétariat permanent de recrutement ou le directeur du bureau régional de l'Office national de l'Emploi informe par écrit l'intéressé de cette disposition.

§ 2. Sans préjudice des dispositions de l'article 11, la procédure suivante est appliquée aux demandes relatives aux administrations de l'Etat et aux organismes d'intérêt public :

1) hetzij van het loon waarop een werknemer met dezelfde functie recht heeft krachtens de loonregeling die voor de onderneming geldt;

2) hetzij van de aanvangswedde toegekend aan een personeelslid van de administratie met dezelfde beroepskwalifikatie zoals die blijkt uit het diploma of het studiegetuigschrift.

De Koning kan voor de categorieën van stagiairs die Hij bepaalt dit percentage op 80 brengen.

§ 2. Wordt de stageperiode verlengd zoals voorzien in artikel 9, tweede alinea, dan wordt het percentage opgevoerd tot 90.

§ 3. De stage-vergoeding moet beschouwd worden als loon in de zin van artikel 2 van de wet van 12 april 1965 betreffende de bescherming van het loon der werknemers.

§ 4. De Koning stelt de regels vast voor het bepalen van het loon dat in aanmerking moet worden genomen bij de berekening van vergoedingen, uitkeringen, bijdragen en premies in het kader van de sociale zekerheid en van de sociale verzekeringen.

Art. 11.

§ 1. De jongeren, bedoeld in artikel 5, die een beroep wensen te doen op de stagemogelijkheid, doen hun aanvraag bij het plaatsingsbureau van de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening van hun woonplaats, ook als zij verlangen de stage te vervullen in een andere streek.

Zij maken aan dit plaatsingsbureau hun verlangens bekend wat de ondernemingen, bedrijfstakken of administraties betreft waar zij bij voorkeur hun stage wensen te verrichten.

Als het gaat om welbepaalde ondernemingen of administraties kan de aanvrager maximum 5 ondernemingen of administraties vermelden en daarbij de volgorde van zijn voorkeur bepalen.

§ 2. De directeur van het gewestelijk bureau van de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening neemt achtereenvolgens contact met de vermelde ondernemingen of administraties.

Wanneer er geen stagemogelijkheden voorhanden zijn die beantwoorden aan de aanvraag kan een nieuwe aanvraag worden ingediend.

§ 3. Binnen de 30 dagen na het verzenden van de lijst van aanvragen aan de betrokken onderneming, dient deze onderneming te voldoen aan de verplichting bepaald bij artikel 7.

Art. 12.

§ 1. Onverminderd de bepalingen betreffende de werving van personeel in de openbare besturen geeft het uitoefenen van een stage in een administratie geen enkel recht op benoeming.

Hiervan wordt door het Vast Wervingssecretariaat of de directeur van het gewestelijk bureau van de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening schriftelijk mededeling gedaan aan de betrokkene.

§ 2. Onverminderd de bepalingen van artikel 11, wordt wat de aanvragen betreft die betrekking hebben op Rijksbesturen of instellingen van openbaar nut de volgende procedure toegepast :

a) Le Secrétariat permanent de recrutement demande aux candidats figurant sur les listes du Secrétariat permanent de recrutement et qui répondent aux conditions de l'article 5 s'ils sont disposés à effectuer un stage tel qu'il est prévu par la présente section.

b) Le Secrétariat permanent de recrutement communique les réponses positives :

— directement à l'administration de l'Etat et/ou organisme d'intérêt public au sein duquel le demandeur désire effectuer son stage,

— au bureau de placement régional concerné du domicile de l'intéressé.

§ 3. Les administrations de l'Etat et/ou organismes d'intérêt public engagent les stagiaires dans l'ordre chronologique des demandes envoyées soit par le Secrétariat permanent de recrutement, soit par l'Office national de l'Emploi.

Les candidats-stagiaires présentés par le Secrétariat permanent de recrutement ont la priorité sur les autres intéressés conformément aux règles de priorité résultant de l'application des lois et règlements relatifs au recrutement de personnel dans les services publics et en tenant compte des arrêtés pris par le Roi en exécution de l'article 20.

Art. 13.

§ 1. Afin de favoriser la mise au travail dans les petites et moyennes entreprises privées, l'Etat peut octroyer des primes aux entreprises qui engagent des stagiaires aux conditions prévues à l'article 10, § 1, bien qu'elles n'y soient pas obligées.

§ 2. Les entreprises qui désirent profiter des possibilités du paragraphe 1 informent de cette intention le bureau de placement de l'Office national de l'Emploi de la localité où elles sont implantées.

§ 3. Le montant des primes ainsi que les conditions d'octroi et les modalités de paiement seront déterminés par le Roi, après délibération en Conseil des Ministres.

Art. 14.

§ 1. L'entreprise ou l'administration veillera à ce que le stagiaire puisse effectuer son stage dans les meilleures conditions, dans la section et la fonction qui correspondent aux études éventuellement faites, à la qualification obtenue et à ses aptitudes physiques et mentales. Elles tiendront compte des préférences justifiées.

Le stage doit être organisé de façon à ce que le stagiaire en retire le plus d'enseignements possibles.

§ 2. Nonobstant la présence éventuelle d'un maître de stage, chaque stagiaire sera guidé par un membre du personnel désigné en raison de son expérience et ayant fait preuve d'une certaine aptitude en matière de formation des jeunes.

§ 3. Le Roi établit le modèle du contrat écrit, conclu entre l'employeur et le stagiaire.

§ 4. Le stage doit être organisé par l'entreprise selon les normes fixées par le comité de gestion de l'Office national de l'Emploi, qui établit un règlement à cette fin.

a) Het Vast Wervingssecretariaat vraagt aan de kandidaten die voorkomen op de lijsten van het Vast Wervingssecretariaat en die voldoen aan de voorwaarden van artikel 5 of zij bereid zijn een stage te verrichten zoals bedoeld in deze afdeling.

b) Het Vast Wervingssecretariaat geeft kennis van de positieve antwoorden :

— rechtstreeks aan het betrokken Rijksbestuur en/of instelling van openbaar nut waarbij de aanvrager zijn stage wenst te verrichten,

— aan het betrokken gewestelijk bureau voor arbeidsbemiddeling van de woonplaats van de betrokkene.

§ 3. De betrokken Rijksbesturen en/of instellingen van openbaar nut nemen de stagiairs op in de chronologische volgorde van de aanvragen toegestuurd, hetzij door het Vast Wervingssecretariaat, hetzij door de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening.

De kandidaat-stagiairs voorgesteld door het Vast Wervingssecretariaat genieten prioriteit ten opzichte van andere gegadigden en dit volgens de prioriteitenregeling die voortvloeit uit de toepassing van de wetten en besluiten betreffende de aanwerving van personeel in openbare dienst, rekening houdend met de besluiten die door de Koning worden getroffen ter uitvoering van artikel 20.

Art. 13.

§ 1. Ten einde de tewerkstelling in de kleine en middelgrote privé ondernemingen te bevorderen, kan de Staat premies uitbetalen aan ondernemingen die, alhoewel daartoe niet verplicht, stagiairs in dienst nemen onder de voorwaarden bedoeld in artikel 10, § 1.

§ 2. De ondernemingen die gebruik wensen te maken van de mogelijkheden van paragraaf 1 maken dit inzicht bekend aan het plaatsingsbureau van de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening van hun vestigingsplaats.

§ 3. Het bedrag van de premies, de voorwaarden van toekenning en de modaliteiten van uitbetaling worden bepaald door de Koning, na beraadslaging in Ministerraad.

Art. 14.

§ 1. De onderneming of administratie zorgt ervoor dat de stagiair in de beste voorwaarden zijn stage kan verrichten in de afdeling en voor de taak die overeenstemmen met de eventuele gedane studies, de verworven kwalificatie en de lichamelijke en geestelijke geschiktheden. Zij houden rekening met de verantwoorde voorkeur.

De stage moet derwijze georganiseerd worden dat de stagiair een maximum aan nut haalt uit zijn stage.

§ 2. Onafgezien de gebeurlijke aanwezigheid van een stage meester wordt voor elke stagiair een persoonlijke begeleider aangesteld gekozen uit de werknemers met ervaring en die een zekere geschiktheid tot opleiding van jongeren heeft laten blijken.

§ 3. De Koning bepaalt het model van de schriftelijke overeenkomst die tussen de werkgever en de stagiair wordt gesloten.

§ 4. De stage dient door de onderneming te worden georganiseerd volgens de eisen bepaald door het beheerscomité van de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening, dat te dien einde een reglement opstelt.

Les règles d'organisation de stage sont établies par arrêté royal pour le secteur public, sur proposition du Ministre compétent moyennant l'accord du Secrétaire d'Etat à la Fonction publique et du Secrétaire d'Etat au Budget.

§ 5. L'entreprise ne pourra pas récupérer sur le stagiaire les frais spéciaux résultant du stage.

Art. 15.

Au sujet des mesures envisagées en ce qui concerne les stages dans l'entreprise, une consultation préalable a lieu au sein des organes suivants :

- 1° le conseil d'entreprise ou, à défaut de celui-ci,
- 2° la délégation syndicale ou, à défaut de celle-ci,
- 3° le comité de sécurité et d'hygiène ou, à défaut de celui-ci,
- 4° les représentants des organisations représentatives des travailleurs.

Le contrôle de l'exécution des mesures concernant les stages dans les entreprises est exercé de la manière prévue au premier alinéa.

Le directeur du bureau régional de l'Office national de l'Emploi fait régulièrement rapport au comité subrégional de l'emploi sur l'application de la présente loi. En cas de difficultés d'application, il demande l'avis de ce comité.

Art. 16.

A l'exception des dérogations prévues dans la présente section, toutes les dispositions des lois sur le contrat de travail ou d'emploi qui concernent le contrat à durée déterminée sont d'application au stage.

Le contrat de durée déterminée est censé contenir une clause d'essai.

Le stagiaire est tenu de se conformer à la réglementation du temps de travail et aux autres conditions de travail tout comme le personnel de l'entreprise ou de l'administration.

Art. 17.

§ 1. Le stagiaire perd la possibilité de demander un nouveau stage si, prématurément et après la fin de la période d'essai :

- 1° il abandonne le stage pour une raison qui ne constitue pas un motif grave;
- 2° il accepte que soit mis fin au stage.

Le Ministre ou le Secrétaire d'Etat ayant l'emploi dans ses attributions peut cependant autoriser l'introduction d'une nouvelle demande à titre exceptionnel et pour autant qu'il existe des motivations sérieuses à cet effet.

Vis-à-vis des administrations de l'Etat et organismes d'intérêt public soumis à l'arrêté royal du 8 janvier 1973, cet accord est donné par les Secrétaires d'Etat à la Fonction publique et au Budget.

Wat de openbare sector betreft, worden de reglementen tot organisatie van de stage vastgesteld bij koninklijk besluit, genomen op voordracht van de bevoegde Minister, mits akkoord van de Staatssecretaris voor Openbaar Ambt en van de Staatssecretaris voor Begroting.

§ 5. De onderneming mag de bijzondere kosten voortvloeiend uit de stage niet verhalen op de stagiair.

Art. 15.

Over de voorgenomen maatregelen in verband met de stages in de onderneming heeft een raadpleging plaats van de hiernavolgende organen :

- 1° de ondernemingsraad, of bij ontstentenis,
- 2° de vakbondsafvaardiging, of bij ontstentenis,
- 3° het comité voor veiligheid en gezondheid, of bij ontstentenis,
- 4° de vertegenwoordigers van de representatieve werknemersorganisaties.

Het toezicht op de uitvoering van de maatregelen in verband met de stages in de ondernemingen gebeurt op de wijze bepaald in het eerste lid.

De directeur van het gewestelijk bureau van de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening brengt regelmatig verslag uit aan het sub-regionaal tewerkstellingscomité betreffende de toepassing van deze wet. In geval van moeilijkheden bij de toepassing wint hij het advies in van dit comité.

Art. 16.

Behoudens de afwijkingen voorzien in deze afdeling zijn alle bepalingen van de wetten op de arbeids- en bediendenovereenkomsten die betrekking hebben op overeenkomsten van bepaalde duur van toepassing op de stage.

Deze overeenkomst van bepaalde duur wordt geacht een proefbeding te bevatten.

De stagiair is gehouden de arbeidstijdregeling en andere werkvoorwaarden na te leven op dezelfde wijze als het personeel van de onderneming of administratie.

Art. 17.

§ 1. De stagiair verbeurt de mogelijkheid een nieuwe stage aan te vragen indien hij na het beëindigen van de proeftijd voortijdig :

- 1° de stage om een andere dan een dringende reden stopzet;
- 2° ermee instemt dat de stage beëindigd wordt.

De Minister of Staatssecretaris die de tewerkstelling in zijn bevoegdheid heeft kan evenwel ten uitzonderlijke titel en voor zoverre daartoe ernstige redenen bestaan, toelating verlenen tot het indienen van een nieuwe aanvraag.

Ten aanzien van de rijksbesturen en instellingen van openbaar nut onderworpen aan het koninklijk besluit van 8 januari 1973 wordt deze instemming verleend door de Staatssecretarissen voor Openbaar Ambt en voor Begroting.

Le temps passé dans l'entreprise ou l'administration précédente est déduit de la durée de 6 mois ou 26 semaines, prévue à l'article 9, premier alinéa.

§ 2. Le stage peut être rompu par l'employeur pour des raisons suffisantes, reconnues comme telles par les organes prévus à l'article 15.

En ce qui concerne les administrations, cette reconnaissance incombe au comité de consultation syndicale compétent.

Art. 18.

Le recrutement de stagiaires conformément aux dispositions de la présente loi constitue toujours une mise au travail supplémentaire et ne peut être compensé par le licenciement de personnel.

Art. 19.

En ce qui concerne l'application de la présente section aux entreprises privées, les règles suivantes sont d'application :

§ 1. Sans préjudice des dispositions des articles 269 à 274 du Code pénal, sont punis d'un emprisonnement de 8 jours à un mois et d'une amende de 26 à 500 francs ou d'une de ces peines seulement :

1° l'employeur, ses préposés ou mandataires, qui ne respectent pas les dispositions des articles 7, 8, 10, 14 et 18;

2° tous ceux qui entravent la surveillance réglée conformément à la présente section.

Les dispositions des articles 54 et 56 à 59 inclus de la loi du 16 mars 1971 sur le travail sont applicables aux infractions visées à cet article.

§ 2. La surveillance de l'application des dispositions de la présente section est exercée conformément aux articles 48 à 52 de la loi sur le travail du 16 mars 1971.

§ 3. L'employeur qui contrevient aux dispositions de la présente section peut encourir une amende administrative suivant les mêmes conditions et modalités d'application que celles qui sont fixées par la loi du 30 juin 1971 relative aux amendes administratives applicables en cas d'infraction à certaines lois sociales.

Par dérogation à l'article 1^{er} de cette même loi du 30 juin 1971, en cas d'infraction à l'obligation imposée à l'article 7, l'amende administrative est égale aux montants qui auraient dû être versés en vertu des législations existantes si les stagiaires avaient été en service.

§ 4. Les conflits nés de l'application de la présente section seront réglés par le tribunal du travail.

Art. 20.

§ 1. Le Roi détermine les modalités particulières d'application des dispositions de la présente section pour le secteur de l'enseignement, tant en ce qui concerne la limite d'âge que les autres conditions.

§ 2. Par arrêté délibéré en Comité ministériel des Affaires régionales compétent, le Roi peut, pour une période déterminée qui est renouvelable, dispenser de l'application des

De in de vorige onderneming of administratie doorgebrachte tijd komt in mindering op de duur van 6 maanden of 26 weken voorzien in artikel 9, eerste lid.

§ 2. De stage kan door de werkgever worden verbroken om voldoende redenen, als dusdanig erkend door de bij artikel 15 bepaalde organen.

Wat de administraties betreft, geschiedt deze erkenning door de bevoegde syndicale raad van advies.

Art. 18.

De aanwerving van stagiairs zoals voorzien in deze wet moet steeds beschouwd worden als een aanvullende tewerkstelling en mag niet door afdanking van personeel gecompenseerd worden.

Art. 19.

Wat de toepassing van deze afdeling op de privé ondernemingen betreft, zijn volgende regels van toepassing :

§ 1. Onverminderd het bepaalde in de artikelen 269 tot 274 van het Strafwetboek, worden gestraft met een gevangenisstraf van 8 dagen tot 1 maand en met een geldboete van 26 tot 500 frank of met één van die straffen alleen :

1° de werkgever, zijn aangestelden of lasthebbers, die de bepalingen van de artikelen 7, 8, 10, 14 en 18 niet nakomen;

2° al wie het krachtens deze afdeling geregelde toezicht verhindert.

De bepalingen van de artikelen 54 en 56 tot en met 59 van de arbeidswet van 16 maart 1971 zijn van toepassing op de in dit artikel bedoelde misdrijven.

§ 2. Op de toepassing van de bepalingen van deze afdeling wordt toezicht uitgeoefend overeenkomstig het bepaalde in de artikelen 48 tot 52 van de arbeidswet van 16 maart 1971.

§ 3. Op de werkgever die zich schuldig maakt aan een overtreding van de bepalingen van deze afdeling kan, onder dezelfde voorwaarden en met dezelfde toepassingsmodaliteiten als die van de wet van 30 juni 1971 betreffende de administratieve geldboeten toepasselijk in geval van inbreuk op sommige sociale wetten, een administratieve geldboete worden toegepast.

In afwijking van artikel 1 van dezelfde wet van 30 juni 1971 is in geval van inbreuk op de verplichting opgelegd in artikel 7 de administratieve geldboete gelijk aan de bedragen die ingevolge de bestaande wetgeving hadden moeten betaald worden in geval de stagiairs in dienst waren geweest.

§ 4. De geschillen betreffende de toepassing van onderhavige afdeling worden beslecht door de Arbeidsrechtbank.

Art. 20.

§ 1. De Koning bepaalt de bijzondere modaliteiten van toepassing van de bepalingen van deze afdeling op de onderwijssector, zowel wat de leeftijdsgrens als wat de andere voorwaarden betreft.

§ 2. Bij een in het bevoegd Ministerieel Comité voor Gewestelijke Aangelegenheden overlegd besluit, kan de Koning de ondernemingen die in moeilijkheden verkeren,

dispositions de la présente section, des entreprises qui sont en difficulté.

§ 3. Le Roi précise, en ce qui concerne le secteur public, le mode de calcul du pourcentage prévu à l'article 7 ainsi que la répartition entre les différents niveaux.

§ 4. Le Roi peut étendre l'obligation d'accepter des stagiaires aux entreprises qui occupent moins de 100 travailleurs mais qui appartiennent à la catégorie d'entreprises à fort coefficient de capital.

Le Roi détermine pour l'application de cette section, la notion d'entreprise à fort coefficient de capital.

Art. 21.

Les dispositions de la section 2 sont d'application jusqu'au 31 décembre 1976. Elles peuvent être prorogées au-delà de cette date par arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres.

Les stages qui sont en cours au moment où les dispositions de la présente section cessent d'être en application sont poursuivis, conformément aux dispositions de cette section, jusqu'à expiration de la période de 6 mois ou 26 semaines prévue à l'article 9, alinéa 1^{er}.

SECTION 3.

Prépension.

Art. 22.

Peuvent bénéficier de la prépension les travailleurs âgés de 62 ans et plus lorsqu'il s'agit d'hommes, et de 58 ans et plus lorsqu'il s'agit de femmes.

Cette prépension est accordée jusqu'à l'âge de 65 ou 60 ans, selon qu'il s'agit d'hommes ou de femmes, à moins que la pension légale leur soit accordée avant cet âge et à leur demande. Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, abaisser les conditions d'âge prévues au premier alinéa.

Les personnes qui bénéficient de la prépension sont, pour l'application de la législation sociale, assimilées à des chômeurs bénéficiant des allocations de chômage.

Art. 23.

Ce régime est applicable aux travailleurs des entreprises privées occupant au moins 50 personnes.

Pour les travailleurs des entreprises privées occupant au moins 20 personnes, mais moins que 50, la date d'entrée en vigueur de la prépension est fixée au plus tôt le premier jour du troisième mois suivant celui au cours duquel le travailleur a introduit la demande, sauf lorsque l'employeur marque son accord sur une date antérieure.

Pour les travailleurs des entreprises privées occupant moins de 20 personnes, la prépension peut également être accordée lorsque l'employeur marque son accord en le notifiant à l'Office national de l'Emploi.

Art. 24.

La prépension est accordée au travailleur lorsqu'il en fait la demande à son employeur. Cette demande est rédigée en deux exemplaires; un exemplaire est adressé à l'employeur, l'autre est envoyé à l'Office national de l'Emploi.

voor een bepaalde periode die hernieuwbaar is, vrijstellen van de toepassing van de bepalingen van deze afdeling.

§ 3. De Koning bepaalt, wat de publieke sector betreft, de wijze van berekening van het in artikel 7 bedoeld percentage en de indeling volgens de verschillende niveaus.

§ 4. De Koning kan de verplichting stagiairs op te nemen uitbreiden tot ondernemingen die minder dan 100 werknemers te werk stellen doch die een kapitaalsintensief karakter hebben.

De Koning bepaalt voor de toepassing van deze afdeling het begrip kapitaalsintensief karakter.

Art. 21.

De bepalingen van afdeling 2 zijn van toepassing tot 31 december 1976. Hun geldigheidsduur kan na deze datum verlengd worden door een in Ministerraad overlegd koninklijk besluit.

De stages die lopen op het ogenblik waarop de bepalingen van deze afdeling niet meer van toepassing zijn, worden verder gezet volgens de bepalingen van deze afdeling tot aan het einde van de 6 maand of 26 weken voorzien in het artikel 9, eerste lid.

AFDELING 3.

Brugpensioen.

Art. 22.

Komen in aanmerking voor het brugpensioen, de werknemers van 62 jaar oud of meer wanneer het om mannen gaat, en van 58 jaar oud of meer wanneer het om vrouwen gaat.

Dit brugpensioen wordt verleend tot op de leeftijd van 65 of 60 jaar, naargelang het mannen of vrouwen betreft, tenzij hun, vóór die leeftijd en op hun verzoek, het wettelijk pensioen wordt toegekend. De Koning kan bij een in Ministerraad overlegd besluit, de in het eerste lid bepaalde leeftijdsvoorwaarden verlagen.

De personen die het brugpensioen genieten worden voor de toepassing van de sociale wetgeving gelijkgesteld met werklozen die werkloosheidsuitkeringen genieten.

Art. 23.

Deze regeling geldt voor de werknemers der privé ondernemingen die tenminste 50 personen tewerkstellen.

Voor de werknemers der privé ondernemingen die ten minste 20, doch minder dan 50 personen tewerkstellen, wordt de ingangsdatum voor het brugpensioen ten vroegste vastgesteld op de eerste dag van de derde maand volgend op die waarin de werknemer de aanvraag indiende, behalve wanneer de werkgever instemt met een vroegere ingangsdatum.

Voor de werknemers der privé ondernemingen die minder dan 20 personen tewerkstellen, kan het brugpensioen eveneens worden toegekend wanneer de werkgever akkoord gaat door dit te betekenen aan de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening.

Art. 24.

Het brugpensioen wordt aan de werknemer toegekend wanneer hij daartoe een aanvraag richt tot zijn werkgever. Deze aanvraag wordt opgesteld in dubbel exemplaar; het ene wordt gericht aan de werkgever, het andere wordt naar de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening gestuurd.

Dans ce cas, l'employeur est cependant tenu de remplacer, dans l'entreprise, le travailleur intéressé par un jeune de moins de 30 ans n'étant pas occupé au travail, recruté en dehors de l'entreprise. Il est possible de déroger à ces conditions d'âge, moyennant l'accord des organismes prévus à l'article 25, 1°, 2°, 3° et 4° et de l'Office national de l'Emploi.

Le travailleur engagé en dehors de l'entreprise ne peut être occupé comme stagiaire au sens de la section 2 du chapitre I de la présente loi, ni comme stagiaire pour lequel une intervention dans la rémunération est octroyée par l'Office national de l'Emploi.

Art. 25.

La surveillance en ce qui concerne la demande de la prépension et le remplacement du travailleur est exercée, d'une part, par :

- 1° le conseil d'entreprise ou à défaut,
 - 2° la délégation syndicale ou à défaut,
 - 3° le comité de sécurité et d'hygiène ou à défaut,
 - 4° les délégués des organisations représentatives des travailleurs,
- et, d'autre part, par l'Office national de l'Emploi.

Art. 26.

Le montant de la prépension résulte de l'addition de deux éléments calculés comme suit :

- une première partie est égale à l'allocation de chômage à laquelle le travailleur aurait pu prétendre s'il avait été licencié;
- la seconde partie est égale à la moitié de la différence entre la rémunération nette de référence et l'allocation visée à la première partie.

La prépension ainsi calculée est liée aux fluctuations de l'indice des prix à la consommation, conformément aux dispositions de la loi du 2 août 1971 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation.

En plus, le montant de la prépension est affecté annuellement, à partir du premier janvier et pour la première fois en 1977, d'un coefficient de réévaluation fixé par le Roi par arrêté délibéré en Conseil des Ministres.

La rémunération nette de référence correspond à la rémunération mensuelle brute plafonnée à 40 250 F et diminuée de la cotisation personnelle à la sécurité sociale et du précompte professionnel.

La limite de 40.250 F est rattachée à l'indice 142,75 (1971 = 100).

Art. 27.

L'Office national de l'Emploi assure le paiement de la prépension.

Les dépenses résultant de ces paiements sont comptabilisées en distinguant les deux parties visées à l'article 26.

La première partie est supportée par l'Office national de l'Emploi.

De werkgever is in dit geval echter verplicht de betrokken werknemer in zijn onderneming te vervangen door een jongere van minder dan 30 jaar aangeworven buiten de onderneming en die niet is tewerkgesteld. Van deze leeftijdsvoorwaarden kan worden afgeweken mits akkoord van de organen zoals bepaald in artikel 25, 1°, 2°, 3° en 4° en van de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening.

De buiten de onderneming aangeworven werknemer mag niet worden tewerkgesteld als stagiair in de zin van afdeling 2 van hoofdstuk I van deze wet, noch als stagiair voor wie een tegemoetkoming in het loon door de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening wordt toegekend.

Art. 25.

Wat de aanvraag tot het brugpensioen en de vervanging van de werknemer betreft, wordt het toezicht uitgeoefend eensdeels door :

- 1° de ondernemingsraad, of bij ontstentenis,
 - 2° de vakbondsafvaardiging, of bij ontstentenis,
 - 3° het comité voor veiligheid en gezondheid, of bij ontstentenis,
 - 4° de vertegenwoordigers van de representatieve werknemersorganisaties,
- en anderdeels door de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening.

Art. 26.

Het bedrag van het brugpensioen is het resultaat van de samenvoeging van twee als volgt berekende elementen :

- een eerste gedeelte is gelijk aan de werkloosheidsuitkering waarop de werknemer zou kunnen aanspraak maken indien hij afgedankt werd;
- het tweede gedeelte is gelijk aan de helft van het verschil tussen het netto referteloon en de hierboven bedoelde werkloosheidsuitkering.

Het aldus berekende brugpensioen is gebonden aan de schommelingen van het indexcijfer der consumptieprijzen, overeenkomstig de bepalingen van de wet van 2 augustus 1971 houdende inrichting van een stelsel van koppeling aan het indexcijfer der consumptieprijzen.

Bovendien wordt jaarlijks op het bedrag van het brugpensioen vanaf de eerste januari en voor de eerste maal in 1977, een herwaarderingscoëfficiënt toegepast, vastgesteld door de Koning bij een in Ministerraad overlegd besluit.

Het netto-referteloon is gelijk aan het bruto-maandloon begreemd tot 40 250 F en verminderd met de persoonlijke sociale zekerheidsbijdrage en de bedrijfsvoorheffing.

De grens van 40 250 F is gekoppeld aan het indexcijfer 142,75 (1971 = 100).

Art. 27.

De Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening wordt belast met de uitbetaling van het brugpensioen.

De aan deze uitbetalingen verbonden uitgaven worden geboekt rekening houdend met de onder artikel 26 onderscheiden gedeelten.

Het eerste gedeelte is ten laste van de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening.

La seconde partie est à charge du Fonds de solidarité prévu à l'article 43.

Art. 28.

La prépension ne peut être cumulée avec l'exercice d'une activité professionnelle ni avec d'autres indemnités ou allocations résultant de la cessation d'activité, accordées en vertu des dispositions légales ou réglementaires.

Art. 29. (Art. 28bis nouveau.)

§ 1. Sans préjudice des dispositions des articles 269 à 274 du Code pénal, sont punis d'un emprisonnement de 8 jours à 1 mois et d'une amende de 26 à 500 francs ou d'une de ces peines seulement :

1° l'employeur, ses préposés ou mandataires qui ne respectent pas les dispositions des articles 23, 24 et 25;

2° tous ceux qui entravent la surveillance réglée conformément à la présente section.

Les dispositions des articles 54 et 56 à 59 inclus de la loi du 16 mars 1971 sur le travail sont applicables aux infractions visées à cet article.

§ 2. L'employeur qui contrevient aux dispositions de la présente section peut encourir une amende administrative suivant les mêmes conditions et modalités d'application que celles qui sont fixées par la loi du 30 juin 1971 relative aux amendes administratives applicables en cas d'infraction à certaines lois sociales.

§ 3. Le contrôle de l'application des dispositions de cette section est exercé conformément aux stipulations des articles 48 à 52 de la loi sur le travail du 16 mars 1971.

§ 4. Les différends relatifs à l'application de la présente section seront tranchés par le tribunal du travail.

Art. 30. (Ancien art. 29.)

Les dispositions de la section 3 sont d'application jusqu'au 31 décembre 1976 et peuvent être prorogées au-delà de cette date par arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres.

Les personnes devenues bénéficiaires dans les délais fixés à l'alinéa précédent conservent leurs droits à la prépension jusqu'à l'âge de 65 ans ou 60 ans, selon qu'il s'agit d'hommes ou de femmes, à moins que la pension légale leur soit accordée avant cet âge et à leur demande.

Art. 31. (Art. 29bis nouveau.)

Par arrêté délibéré en Comité ministériel compétent des Affaires régionales, le Roi peut, pour une période déterminée qui est renouvelable, dispenser les entreprises qui sont en difficulté, de l'obligation de remplacer le travailleur ayant demandé la prépension, par un jeune.

Art. 32. (Ancien art. 30.)

Le Roi détermine par arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres les mesures d'exécution de la présente section.

Het tweede gedeelte is ten laste van het Solidariteitsfonds voorzien bij artikel 43.

Art. 28.

Het brugpensioen mag noch met de uitoefening van een beroepsbedrijvigheid, noch met andere vergoedingen of toelagen voortvloeiend uit de staking van de bedrijvigheid, verleend krachtens wettelijke of reglementaire bepalingen gecumuleerd worden.

Art. 29. (Art. 28bis nieuw.)

§ 1. Onverminderd het bepaalde in de artikelen 269 tot 274 van het Strafwetboek, worden gestraft met een gevangenisstraf van 8 dagen tot 1 maand en met een geldboete van 26 tot 500 frank of met één van die straffen alleen :

1° de werkgever, zijn aangestelden of lasthebbers, die de bepalingen van de artikelen 23, 24 en 25 niet nakomen;

2° al wie het krachtens deze afdeling geregelde toezicht verhindert.

De bepalingen van de artikelen 54 en 56 tot en met 59 van de arbeidswet van 16 maart 1971 zijn van toepassing op de in dit artikel bedoelde misdrijven.

§ 2. Op de werkgever die zich schuldig maakt aan een overtreding van de bepalingen van deze afdeling kan, onder dezelfde voorwaarden en met dezelfde toepassingsmodaliteiten als die van de wet van 30 juni 1971 betreffende de administratieve geldboeten toepasselijk ingeval van inbreuk op sommige sociale wetten, een administratieve geldboete worden toegepast.

§ 3. Het toezicht op de bepalingen van deze afdeling wordt uitgeoefend overeenkomstig het bepaalde in de artikelen 48 tot 52 van de arbeidswet van 16 maart 1971.

§ 4. De geschillen betreffende de toepassing van onderhavige afdeling worden beslecht door de arbeidsrechtbank.

Art. 30. (Vroeger art. 29.)

De bepalingen van afdeling 3 zijn van toepassing tot 31 december 1976 en kunnen, bij een in Ministerraad overlegd koninklijk besluit, verlengd worden.

De personen die gerechtigd werden binnen de in het eerste lid bepaalde termijnen, behouden hun rechten op het brugpensioen tot op de leeftijd van 65 of 60 jaar, naargelang het mannen of vrouwen betreft, tenzij hun, vóór die leeftijd en op hun verzoek, het wettelijk pensioen werd toegekend.

Art. 31. (Art. 29bis nieuw.)

Bij een in het bevoegd Ministerieel Comité voor Gewestelijke Aangelegenheden overlegd besluit kan de Koning de ondernemingen die in moeilijkheden verkeren voor een bepaalde periode die hernieuwbaar is vrijstellen van de verplichting de werknemer die het brugpensioen aanvraagt door een jongere te vervangen.

Art. 32. (Vroeger art. 30.)

De Koning bepaalt de uitvoeringsmaatregelen van deze afdeling bij een in Ministerraad overlegd koninklijk besluit.

CHAPITRE II.

Modération des Revenus.

SECTION 1.

Dividendes et Tantièmes.

Art. 33.
(Ancien art. 31.)

Nonobstant toutes dispositions légales, réglementaires, statutaires ou contractuelles contraires, le montant des dividendes d'origine belge payables aux actionnaires des sociétés en l'année 1976 et relatifs à l'exercice social de 1975 ne peut excéder le montant le plus élevé payé pour les exercices sociaux 1972, 1973 et 1974, à titre de dividendes.

Quand aucun dividende n'a été distribué pendant les années 1972-1973-1974, le montant des dividendes qui est distribué pour l'exercice social 1975, ne peut excéder 6 % des moyens propres de la société.

En cas de fusion, le dividende résulte de la moyenne pondérée des dividendes distribués par les sociétés avant fusion.

Les dispositions des alinéas 1 et 2 du présent article ne sont pas d'application aux dividendes payables aux communes et aux provinces.

Art. 34.
(Ancien art. 32.)

Nonobstant toutes dispositions légales, réglementaires, statutaires ou contractuelles contraires, les allocations statutaires ou y assimilées, payables à titre de tantièmes aux administrateurs et gérants de sociétés belges en l'année 1976, pour l'exercice social 1975, ne peuvent excéder 75 % du montant payé pour l'exercice social précédent.

Art. 35.
(Ancien art. 33.)

Les administrateurs et gérants de sociétés qui ont distribué ou payé des dividendes ou tantièmes dont le montant est supérieur à celui prévu aux articles 33 et 34 de la présente loi, seront punis des mêmes amendes que celles prévues à l'article 200 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales.

SECTION 2.

Professions libérales.

Art. 36.
(Ancien art. 34.)

Pour l'application du présent article, on entend par professions libérales celles dont l'activité revêt un caractère intellectuel prépondérant, exercées à titre personnel, contre rémunération, et en dehors d'un lien de subordination, sans distinction entre l'activité exercée individuellement, en groupe ou sous forme d'association.

HOOFDSTUK II.

Inkomensmatiging.

AFDELING 1.

Dividenden en Tantièmes

Art. 33.
(Vroeger art. 31.)

Niettegenstaande elke strijdige wettelijke, reglementaire, statutaire of contractuele bepaling mag het bedrag van de dividenden van Belgische oorsprong, betaalbaar aan de aandeelhouders van vennootschappen gedurende het jaar 1976, met betrekking tot het boekjaar 1975, het hoogste bedrag niet overtreffen dat als dividend werd uitbetaald voor de boekjaren 1972, 1973 en 1974.

Wanneer geen dividend werd uitgekeerd gedurende de jaren 1972-1973-1974 mag het bedrag van de dividenden dat voor het boekjaar 1975 wordt uitgekeerd, 6 % van de eigen middelen van de vennootschap niet overtreffen.

In geval van fusie, is het dividend het resultaat van het gepondereerd gemiddelde van de dividenden uitgekeerd door de vennootschappen vóór fusie.

De bepalingen van de leden 1 en 2 van dit artikel zijn niet van toepassing op de dividenden die aan de gemeenten en aan de provincies worden uitbetaald.

Art. 34.
(Vroeger art. 32.)

Niettegenstaande elke strijdige wettelijke, reglementaire, statutaire of contractuele bepaling mogen de statutaire of daarmee gelijkgestelde uitkeringen die aan de aandeelhouders en zaakvoerders van de Belgische vennootschappen ten titel van tantième betaalbaar zijn gedurende het jaar 1976 voor het boekjaar 1975, 75 % van het bedrag betaald voor het vorige boekjaar niet overtreffen.

Art. 35.
(Vroeger art. 33.)

De beheerders en zaakvoerders van vennootschappen die dividend en tantièmes hebben uitgekeerd of betaald, hoger dan het bedrag voorzien bij de artikelen 33 en 34 van deze wet, worden gestraft met dezelfde boete als deze voorzien in artikel 200 van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen.

AFDELING 2.

Vrije beroepen.

Art. 36.
(Vroeger art. 34.)

Voor de toepassing van dit artikel dient onder vrije beroepen te worden verstaan deze waarvan de activiteit een overwegend intellectueel karakter heeft, die buiten dienstverband ten persoonlijke titel wordt uitgeoefend, en waarvoor de beoefenaars ervan een bezoldiging genieten, zonder onderscheid of gezegde activiteit individueel, in groepsverband of bij associatie wordt uitgeoefend.

A partir du 1^{er} janvier 1976 jusqu'au 31 décembre 1976, les rétributions quelle qu'en soit la forme, ayant trait à des prestations effectuées par les titulaires de profession libérale, ne peuvent excéder celles en vigueur le 31 décembre 1975 et résultant, pour les mêmes prestations, des règlements portant tarification, barèmes, honoraires, tarifs ou abonnements établis par les associations professionnelles.

En l'absence de telles dispositions, les rétributions ne pourront excéder celles en vigueur à la date de 31 décembre 1975 pour les mêmes prestations.

Aucune formule d'adaptation ou de fluctuation ne peut être appliquée si elle entraîne une augmentation des rétributions.

Le Roi peut prendre des dispositions en vertu desquelles la tarification des prestations est soumise à homologation et à publicité.

Les dispositions du présent article ne préjudicient pas aux dispositions de la loi sur la réglementation économique et les prix telles qu'elles résultent de la loi du 30 juillet 1971 modifiant l'arrêté-loi du 22 janvier 1945, concernant la répression des infractions à la réglementation relative à l'approvisionnement du pays, à l'article 52 de la loi du 14 février 1961 d'expansion économique, de progrès social et de redressement financier, et aux dispositions légales et réglementaires concernant les tarifs civils.

Art. 37.
(Ancien art. 35.)

§ 1. Les dispositions de l'article 36 ne font pas obstacle aux augmentations d'honoraires, prix et frais de déplacement découlant des accords et conventions conclus dans le cadre de la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité et approuvés par le Ministre de la Prévoyance sociale. Après le 1^{er} janvier 1976 et jusqu'au 31 décembre 1976, aucune formule d'adaptation ou de fluctuation ne peut être appliquée si elle entraîne une augmentation des honoraires, des prix ou des frais de déplacement.

Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, accorder, pour certaines catégories de dispensateurs de soins de santé, des dérogations à cette interdiction d'indexation.

§ 2. A défaut d'un accord conclu entre les médecins et les organismes assureurs et approuvé par le Ministre de la Prévoyance sociale, la durée de validité des accords intervenus à la Commission nationale médico-mutualiste le 14 janvier 1970 et le 14 septembre 1973 est prolongée jusqu'au 31 décembre 1976.

Les médecins qui étaient liés par ces accords au 31 décembre 1975 sont obligés de respecter ces accords prolongés.

Le Roi peut toutefois, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, modifier le contenu de ces accords :

a) en déterminant pour quelles catégories de médecins ou pour quelles prestations et éventuellement sous quelles conditions, les honoraires et frais de déplacement sont augmentés ou indexés en 1976;

b) en adaptant les montants des revenus de ménage des titulaires au delà desquels les montants d'honoraires obligatoires ne sont pas appliqués.

Vanaf 1 januari 1976 tot 31 december 1976 mogen de bezoldigingen, onder welke vorm ook, van de prestaties geleverd door de beoefenaars van vrije beroepen, niet hoger zijn dan deze in voege op 31 december 1975 en die voor dezelfde prestatie aangerekend werden overeenkomstig tarief-, honoraria-, barema- of abonnementsreglementeringen vastgesteld door de professionele verenigingen.

Bij ontstentenis van dergelijke reglementeringen mogen de bezoldigingen niet hoger zijn dan deze in voege op 31 december 1975 voor dezelfde prestaties.

Geen enkele aanpassings- of fluctuatieclausule mag worden toegepast ingeval deze een verhoging van de bezoldigingen met zich brengt.

De Koning kan regelen bepalen inzake de homologatie en de publiciteit van de tarievenbarema's van de prestaties van de vrije beroepen.

De bepalingen van dit artikel doen geen afbreuk aan deze van de wet op de economische reglementering en de prijzen zoals zij voortspuit uit de wet van 30 juli 1971 houdende wijziging van de besluitwet van 22 januari 1945, betreffende het beteugelen van elke inbreuk op de reglementering betreffende de bevoorrading van het land, van artikel 52 van de wet van 14 februari 1961 voor economische expansie, sociale vooruitgang en financieel herstel en aan alle wettelijke en reglementaire bepalingen inzake burgerlijke tarieven.

Art. 37.
(Vroeger art. 35.)

§ 1. De bepalingen van artikel 36 doen geen afbreuk aan de verhogingen van honoraria, prijzen en reiskosten die voortvloeien uit de door de Minister van Sociale Voorzorg goedgekeurde akkoorden en overeenkomsten afgesloten in het raam van de wet van 9 augustus 1963 tot instelling en organisatie van een regeling voor verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering. Na 1 januari 1976 en tot 31 december 1976 mag evenwel geen enkele aanpassings- of fluctuatieclausule worden toegepast ingeval deze een verhoging van de honoraria, prijzen of reiskosten met zich brengt.

De Koning kan, bij in Ministerraad overlegd besluit, voor bepaalde categorieën van gezondheidsverstrekkers op dit verbod van indexering afwijkingen toestaan.

§ 2. Bij gebreke aan een door de Minister van Sociale Voorzorg goedgekeurd akkoord afgesloten tussen geneesheren en ziekenfondsen wordt de geldigheidsduur van de akkoorden, tot stand gekomen in de Nationale Commissie Geneesheren-Ziekenfondsen op 14 januari 1970 en op 14 september 1973, verlengd tot 31 december 1976.

De geneesheren die op 31 december 1975 door deze akkoorden waren verbonden, zijn verplicht deze verlengde akkoorden na te leven.

De Koning kan evenwel, bij in Ministerraad overlegd besluit, de inhoud van deze akkoorden wijzigen door :

a) te bepalen voor welke categorieën van geneesheren of voor welke verstrekkingen en eventueel onder welke voorwaarden de honoraria en reiskosten in 1976 worden verhoogd of geïndexeerd;

b) de bedragen van het gezinsinkomen van de rechthebbenden aan te passen, waarboven de verplichte honorariumbedragen niet gelden.

SECTION 3.

Loyers.

Art. 38.
(Ancien art. 36.)

§ 1^{er}. Nonobstant toutes dispositions légales, réglementaires ou contractuelles contraires, les loyers, redevances, canons ou indemnités sous quelle que forme que ce soit, en vertu d'un contrat de loyer, de leasing ou d'une convention pour quelle cause que ce soit, en matière de biens immeubles, y compris entre autres l'établissement de droit d'emphytéose ou de superficie, ne peuvent dépasser, du 1^{er} avril 1976 jusqu'au 31 décembre 1976, le montant qui, en tant que tel, était en vigueur au 1^{er} novembre 1975 ou pour les contrats ou conventions contenant une clause de variation périodique du loyer, de la redevance, du canon, de l'indemnité, le montant qui aurait résulté, à cette date, de la formule d'indexation prévue à l'article 2, § 1, de la loi du 10 avril 1975 relative aux loyers des immeubles d'habitation.

Aucune clause d'adaptation du montant du loyer, des redevances ou indemnités pour occupation ou habitation, sous quelle forme que ce soit, ne peut être appliquée durant la dite période.

Cette disposition s'applique à tous les immeubles qu'ils soient d'usage d'habitation, industriel, commercial, administratif ou artisanal; elle s'applique également aux dépendances ou accessoires de ces immeubles, tels que notamment garages, parkings, jardins, matériel, équipements ou meubles.

Pour les baux tombant sous l'application de la loi du 30 avril 1951 relative aux baux commerciaux et pour lesquels, pendant la période du 1^{er} avril 1976 au 31 décembre 1976, la révision légale peut être demandée, conformément à l'article 6 de ladite loi du 30 avril 1951, cette possibilité de révision ne reste valable que sous réserve que le loyer renouvelé ne soit applicable qu'à partir du 1^{er} janvier 1977.

Avec la même réserve d'application, la possibilité de révision du loyer de base reste également valable pour les baux contenant une clause de révision périodique du loyer de base, pour autant qu'ils ne tombent pas sous l'application de l'article 6 de la loi du 10 avril 1975 relative aux loyers des immeubles d'habitation.

§ 2. En cas de cession ou de prorogation des contrats visés au § 1^{er}, il ne peut être convenu à titre de loyer, de redevance, de canon ou d'indemnité, d'un montant supérieur à celui fixé par ce paragraphe.

§ 3. En cas de nouveau contrat de bail ou d'occupation des biens visés au § 1^{er}, toute adaptation du montant de base du loyer, de la redevance, du canon ou de l'indemnité, sera de nul effet durant la période du 1^{er} avril 1976 au 31 décembre 1976.

§ 4. Par dérogation aux dispositions du § 1^{er} du présent article et aux dispositions du § 4 de l'article 4 de la loi du 10 avril 1975 relative aux loyers des immeubles d'habitation, le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres et sur proposition du Ministre qui a les Affaires économiques dans ses attributions, peut fixer les coefficients visés à l'article 4, § 1^{er} de la loi du 10 avril 1975 précitée pour la période allant du 1^{er} avril 1976 au 31 décembre 1976 pour les loyers afférents aux baux à loyer tombant sous l'application de l'article 4 précité.

L'arrêté royal du 13 novembre 1975 fixant les coefficients visés à l'article 4 de la loi du 10 avril 1975 relative aux loyers des immeubles d'habitations, est validé. L'arrêté royal

AFDELING 3.

Huurprijzen.

Art. 38.
(Vroeger art. 36.)

§ 1. Niettegenstaande elke wettelijke, reglementaire of contractuele tegenstrijdige bepaling, mag de huurprijs, de cijns, de canon, de vergoeding, onder welke vorm ook, verschuldigd ingevolge een huur-, leasing- of welkdanige overeenkomst betreffende onroerende goederen met inbegrip onder meer van een vestiging van erfpacht of van recht van opstal, van 1 april 1976 tot 31 december 1976 niet hoger zijn dan het bedrag dat op 1 november 1975 als dusdanig van kracht was of voor de contracten of overeenkomsten waarin een periodieke schommeling van de huurprijs, de cijns, de canon, de vergoeding werd bedongen, het bedrag dat op die dag het resultaat zou zijn geweest van de toepassing van de indexeringsformule bepaald bij artikel 2, § 1, van de wet van 10 april 1975 betreffende de huurprijs van woningen.

Geen enkele aanpassingsclausule, onder welke vorm ook, van het bedrag van de huurprijs, cijns of vergoeding voor bezetting of bewoning, heeft uitwerking gedurende gezegde periode.

Deze bepaling is van toepassing op alle onroerende goederen, dienstig voor bewoning, voor industriële, commerciële, administratieve of ambachtelijke doeleinden; zij is eveneens van toepassing op de aanhorigheden en bijkomstigheden zoals, garages, parkings, hovingen, materieel, uitrusting of mobilier.

Voor de huurovereenkomsten die onder toepassing vallen van de wet van 30 april 1951 betreffende de handels-huurovereenkomsten en waarvoor gedurende de periode van 1 april 1976 tot 31 december 1976 de wettelijke herziening overeenkomstig artikel 6 van gezegde wet van 30 april 1951 kan worden aangevraagd, blijft deze mogelijkheid tot herziening gelden onder voorbehoud dat de hernieuwde huurprijs slechts kan toegepast worden vanaf 1 januari 1977.

Met hetzelfde voorbehoud van toepassing blijft de mogelijkheid tot herziening van de huurprijs eveneens gelden voor de huurovereenkomsten waarbij een periodieke herziening van de basis-huurprijs werd bedongen en voorzover zij niet vallen onder toepassing van artikel 6 van de wet van 10 april 1975 betreffende de huurprijzen van woningen.

§ 2. In geval van overdracht of van verlenging van de overeenkomsten bedoeld bij § 1, mag geen hoger bedrag als huurprijs, cijns, canon of vergoeding worden overeengekomen als dit gesteld bij deze paragraaf.

§ 3. In geval van nieuwe overeenkomst van huur of van bezetting van de goederen voorzien bij § 1, zal elke aanpassing van de basishuurprijs, -cijns, -canon, of -vergoeding zonder uitwerking blijven gedurende de periode van 1 april 1976 tot 31 december 1976.

§ 4. In afwijking van de bepalingen van § 1 van dit artikel en van de bepalingen van § 4 van artikel 4 van de wet van 10 april 1975 betreffende de huurprijzen van woningen, kan de Koning, bij een in Ministerraad overlegd besluit, op voordracht van de Minister die Economische Zaken onder zijn bevoegdheid heeft, de coëfficiënten, bedoeld bij het artikel 4, § 1, van voornoemde wet van 10 april 1975, vaststellen voor de periode gaande van 1 april 1976 tot 31 december 1976 voor de huurprijzen verbonden aan de huurovereenkomsten die onder de toepassing van het voormeld artikel 4 vallen.

Het koninklijk besluit van 13 november 1975 dat de coëfficiënten vastlegt, bedoeld bij artikel 4 van de wet van 10 april 1975 betreffende de huurprijzen van woningen, is

pris en exécution de l'alinéa 1^{er} du paragraphe 5 du présent article peut modifier, compléter ou remplacer l'arrêté royal du 13 novembre 1975 précité.

Art. 39.
(Article 36bis nouveau.)

Sans préjudice des dispositions prévues aux §§ 1, 2 et 3 de l'article 38, les dispositions de l'article 2, § 1, de la loi du 10 avril 1975 relative aux loyers des immeubles d'habitation, sont également d'application à tous les baux et contrats d'occupation et d'habitation, de tous les locaux, immeubles et dépendances repris sous le § 1 de l'article 38.

SECTION 4.

Salaires et appointements.

Art. 40.
(Ancien art. 37.)

§ 1^{er}. Pendant la période allant du 1^{er} avril 1976 au 31 décembre 1976, les dispositions des conventions individuelles ou collectives de travail, qui lient la rémunération à l'indice des prix à la consommation, sont sans effet pour la partie de la rémunération brute qui dépasse le montant prévu au dernier alinéa de l'article 26; ce montant est lié aux mêmes règles de fluctuation.

§ 2. La limitation prévue au § 1^{er} est étendue suivant les modalités fixées par le Roi aux rémunérations et pensions attribuées à charge du trésor public, qui sont visées par la loi du 2 août 1971 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation des traitements, salaires, pensions, allocations et subventions à charge du trésor public, de certaines prestations sociales, des limites de rémunération à prendre en considération pour le calcul de certaines cotisations de sécurité sociale des travailleurs, ainsi que des obligations imposées en matière sociale aux travailleurs indépendants.

Cette limitation s'applique également aux avantages visés à l'alinéa 1^{er}, payés par des services publics autres que les services de l'Etat qui suivent le régime de liaison à l'indice des prix à la consommation, prévu par la loi du 2 août 1971.

§ 3. A dater du 1^{er} janvier 1977, les dispositions visées aux §§ 1 et 2 qui lient les rémunérations et les pensions à l'indice des prix à la consommation, produiront tous leurs effets comme si le système d'indexation qu'elles prévoient avait produit tous ses effets pendant la période du 1^{er} avril au 31 décembre 1976 sans aucune limitation.

Art. 41.
(Ancien art. 38.)

§ 1^{er}. Les nouvelles conventions collectives de travail conclues après le 31 octobre 1975, qui accordent de nouveaux avantages concernant la rémunération ou qui ont une répercussion sur le montant des rémunérations, sont régies par les dispositions suivantes pendant une période de neuf mois à partir de la conclusion de la convention :

- a) la moitié du montant de ces nouveaux avantages est payée aux travailleurs;
- b) l'autre moitié est versée par l'employeur au Fonds de solidarité prévu à l'article 43;
- c) les employeurs sont tenus de verser un montant égal à celui fixé au b) au même Fonds.

bekrachtigd. Het koninklijk besluit dat in uitvoering genomen wordt van het eerste lid van § 5 van dit artikel, kan het voormeld koninklijk besluit van 13 november 1975 wijzigen, aanvullen of vervangen.

Art. 39.
(Art. 36bis nieuw.)

Zonder afbreuk te doen aan het bepaalde in de §§ 1, 2 en 3 van artikel 38 is de bepaling van artikel 2, § 1, van de wet van 10 april 1975 betreffende de huurprijzen van woningen eveneens van toepassing op alle overeenkomsten van huur, bezetting en bewoning van alle lokalen, gebouwen en aanhorigheden vermeld in § 1 van artikel 38.

AFDELING 4.

Lonen en wedden.

Art. 40.
(Vroeger art. 37.)

§ 1. Gedurende de periode gaande van 1 april 1976 tot 31 december 1976, blijven de bepalingen van een individuele of een collectieve arbeidsovereenkomst, waardoor het loon gekoppeld wordt aan het indexcijfer der consumptieprijzen, zonder uitwerking voor het gedeelte van het brutoloon dat het bedrag, voorzien in het laatste lid van artikel 26 overschrijdt; dit bedrag is aan dezelfde schommelingsregels onderworpen.

§ 2. De in § 1 voorziene beperking wordt, volgens de door de Koning te bepalen modaliteiten, uitgebreid tot de ten laste van de Openbare Schatkist toegekende bezoldigingen en pensioenen, bedoeld bij de wet van 2 augustus 1971 houdende inrichting van een stelsel waarbij de wedden, lonen, pensioenen, toelagen en tegemoetkomingen ten laste van de Openbare Schatkist, sommige sociale uitkeringen, de bezoldigingsgrenzen waarmee rekening dient gehouden bij de berekening van sommige bijdragen van de sociale zekerheid der arbeiders, alsmede de verplichtingen op sociaal gebied opgelegd aan de zelfstandigen, aan het indexcijfer van de consumptieprijzen wordt gekoppeld.

Deze beperking is eveneens van toepassing op de in lid 1 bedoelde voordelen, uitgekeerd door andere openbare diensten dan de Rijksdiensten, die het bij de wet van 2 augustus 1971 voorziene stelsel van binding aan het indexcijfer van de consumptieprijzen volgen.

§ 3. Vanaf 1 januari 1977 hebben de bij de §§ 1 en 2 bedoelde bepalingen waardoor het loon, de bezoldigingen en pensioenen gekoppeld worden aan het indexcijfer der consumptieprijzen volle uitwerking alsof het door die bepalingen bedoelde stelsel van koppeling aan het indexcijfer zonder enige beperking volle uitwerking hadden gehad tijdens de periode van 1 april tot 31 december 1976.

Art. 41.
(Vroeger art. 38.)

§ 1. De nieuwe collectieve arbeidsovereenkomsten gesloten na 31 oktober 1975, die nieuwe voordelen toekennen in verband met het loon of die een weerslag hebben op het bedrag van de lonen worden tijdens een periode van negen maanden, welke begint te lopen vanaf de sluiting van de overeenkomst, geregeld door de volgende bepalingen :

- a) de helft van het bedrag van de nieuwe voordelen wordt aan de werknemers uitbetaald;
- b) de andere helft wordt door de werkgever gestort aan het Solidariteitsfonds bedoeld in artikel 43;
- c) de werkgevers worden ertoe verplicht een bedrag gelijk aan dat vastgesteld in b) aan hetzelfde Fonds te storten.

La période de neuf mois au cours de laquelle ces conditions sont d'application prend fin, en tout cas, au 31 décembre 1976.

Les versements prévus au b) et au c) ne font pas l'objet de cotisations à la sécurité sociale et ne sont pas taxés à l'impôt sur les revenus.

Le Roi fixe les modalités selon lesquelles l'Office national de Sécurité sociale perçoit les montants prévus au b) et au c).

Par dérogation aux dispositions de ce paragraphe, le Roi peut soumettre les conventions collectives de travail, conclues après le 31 octobre 1975, mais dont la date d'entrée en vigueur se situe avant cette date, à des dispositions qu'il fixe.

Egalement en dérogation aux dispositions de ce paragraphe, le Roi peut, pour les conventions collectives de travail conclues après le 31 octobre 1975 et avant le 1^{er} janvier 1976, prévoir qu'une partie des nouveaux avantages et une autre partie à charge de l'employeur soient versées au Fonds de solidarité.

§ 2. Le régime prévu au § 1 du présent article est également d'application à partir du 1^{er} janvier 1976 pendant une période de neuf mois à tous les avantages nouveaux accordés en dehors des conventions collectives mentionnées au § 1 et qui concernent la rémunération ou qui ont une répercussion sur le montant de celle-ci.

§ 3. Le Roi peut rendre obligatoires des conventions collectives de travail stipulant qu'une partie des avantages, obtenus en vertu d'une convention conclue avant le 1^{er} novembre 1975, ou une contribution des employeurs relative à ces avantages, doivent être versées au Fonds de solidarité.

§ 4. Le présent article entend par rémunération, la définition de cette notion prévue par l'article 2 de la loi du 12 avril 1965 concernant la protection de la rémunération des travailleurs; l'augmentation de la rémunération due en vertu d'une réduction de la durée de travail est également considérée comme une hausse de rémunération.

Les dispositions du § 1^{er} ne portent pas préjudice aux conventions collectives conclues au sein des commissions paritaires et qui ont pour objet d'adapter les montants prévus par les conventions collectives de ce secteur à celui prévu par la convention collective n° 23 conclue au sein du Conseil national du Travail relative au revenu minimum mensuel moyen.

Les dispositions du § 1^{er} ne portent pas préjudice non plus aux dispositions des conventions collectives de travail qui visent à augmenter le montant des cotisations pour les fonds de sécurité d'existence, pour autant que ces augmentations n'aient pas de répercussion sur le montant des allocations octroyées par ces fonds.

Art. 42.
(Ancien art. 39.)

§ 1. Il est établi au profit exclusif du Fonds de solidarité institué par l'article 43 de la présente loi, une participation exceptionnelle et temporaire de solidarité à charge des sociétés, associations, établissements ou organismes soumis soit à l'impôt des sociétés conformément aux articles 98 à 102 du Code des impôts sur les revenus, soit à l'impôt des non-résidents conformément à l'article 148 du même code.

§ 2. Cette participation est calculée au taux de 4,8 % sur la partie exceptionnelle des bénéfices ou profits réalisés pendant l'année 1975 ou, lorsqu'il s'agit de contribuables qui tiennent leurs écritures autrement que par année civile, pendant l'exercice comptable clôturé au cours de l'année 1976, dénommé ci-après « période imposable ».

De periode van negen maanden, waarin deze voorwaarden van toepassing zijn, eindigt in elk geval op 31 december 1976.

De bedragen bedoeld onder b) en c) zijn niet onderworpen aan bijdragen voor de maatschappelijke zekerheid en niet aangeslagen voor de inkomstenbelasting.

De Koning bepaalt de modaliteiten volgens dewelke de Rijksdienst voor Maatschappelijke Zekerheid de bedragen bedoeld onder b) en c) int.

In afwijking van het bepaalde in deze paragraaf kan de Koning de collectieve arbeidsovereenkomsten die gesloten werden na 31 oktober 1975 doch waarvan de datum van inwerkingtreding gelegen is vóór die datum, aan bijzondere bepalingen, die Hij vaststelt, onderwerpen.

Eveneens in afwijking van het bepaalde in deze paragraaf kan de Koning voor de collectieve arbeidsovereenkomsten die gesloten werden na 31 oktober 1975 en vóór 1 januari 1976 bepalen dat een deel van de nieuwe voordelen en een ander deel ten laste van de werkgever aan het Solidariteitsfonds dient te worden gestort.

§ 2. De in § 1 van dit artikel bepaalde regeling is vanaf 1 januari 1976 eveneens gedurende een periode van negen maanden van toepassing op alle nieuwe voordelen die buiten de in § 1 bedoelde collectieve overeenkomsten worden toegekend en die op het loon betrekking hebben of het bedrag ervan beïnvloeden.

§ 3. De Koning kan collectieve arbeidsovereenkomsten algemeen verbindend verklaren waarin bepaald wordt dat een deel van de voordelen, verkregen ingevolge een overeenkomst gesloten vóór 1 november 1975, of een werkgeversbijdrage in verband met die voordelen aan het Solidariteitsfonds moet gestort worden.

§ 4. Dit artikel verstaat onder loon, de definitie van dit begrip, vastgesteld bij artikel 2 van de wet van 12 april 1965 betreffende de bescherming van het loon der werknemers; de loonsverhoging ingevolge een verkorting van de arbeidsduur wordt eveneens beschouwd als een verhoging van loon.

De bepalingen van § 1 doen geen afbreuk aan de collectieve overeenkomsten gesloten in de paritaire comités en die als voorwerp hebben de aanpassing van de bedragen vastgesteld bij de collectieve overeenkomsten van die sector, aan die vastgesteld bij de collectieve overeenkomst n° 23, gesloten in de Nationale Arbeidsraad, betreffende het gemiddeld maandelijks minimuminkomen.

De bepalingen van § 1 doen evenmin afbreuk aan de bepalingen van de collectieve arbeidsovereenkomsten die de verhoging beogen van het bedrag van de bijdragen aan de fondsen voor bestaanszekerheid, voor zover die verhogingen geen weerslag hebben op het bedrag van de toelagen door deze fondsen verleend.

Art. 42.
(Vroeger art. 39.)

§ 1. Er wordt, uitsluitend in het voordeel van het bij artikel 43 van deze wet ingestelde Solidariteitsfonds een uitzonderlijke en tijdelijke solidariteitsbijdrage geheven ten name van de vennootschappen, verenigingen, inrichtingen of instellingen die ofwel overeenkomstig de artikelen 98 tot 102 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen aan de vennootschapsbelasting ofwel overeenkomstig artikel 148 van hetzelfde wetboek aan de belasting der niet-verblijfhouders zijn onderworpen.

§ 2. Die bijdrage wordt berekend tegen het tarief van 4,8 % op het uitzonderlijk gedeelte van de winsten of van de baten behaald tijdens het jaar 1975 of, voor de belastingplichtigen die anders dan per kalenderjaar boekhouden tijdens het in de loop van het jaar 1976 afgesloten boekjaar, hierna « belastbaar tijdperk » genoemd.

§ 3. La partie exceptionnelle des bénéfices ou profits est déterminée par l'excédent que présentent les bénéfices ou profits de la période imposable par rapport à 110 % de la moyenne des bénéfices ou profits réalisés pendant les années 1972 à 1974 inclusivement ou, lorsqu'il s'agit de contribuables qui tiennent leurs écritures autrement que par année civile, pendant les exercices comptables clôturés au cours des années 1973 à 1975 inclusivement, dénommés ci-après « période de référence ».

§ 4. Les bénéfices ou profits de la période imposable s'entendent du montant total des bénéfices sociaux déterminés conformément à l'article 65 de l'arrêté royal du 4 mars 1965 d'exécution du Code des impôts sur les revenus et des éléments visés à l'article 108, 1°, du même code.

§ 5. Les bénéfices ou profits de la période de référence s'entendent de la somme des montants totaux visés au § 4 pour chacune des années ou chacun des exercices comptables de cette période, ces montants étant déterminés conformément aux dispositions applicables pour l'exercice d'imposition 1976.

Les montants totaux négatifs sont négligés et, dans cette éventualité, la durée de la période de référence est réduite de celle des années ou des exercices comptables correspondants.

Pour les sociétés, associations, établissements ou organismes constitués pendant la période de référence autrement qu'à l'occasion d'une fusion ou scission de sociétés, ainsi que pour les sociétés, associations, établissements, organismes pour lesquels les montants totaux visés au § 4 sont négatifs soit pour deux exercices comptables successifs de la période de référence, soit pour le premier exercice comptable de la période de référence et pour l'exercice immédiatement antérieur, la partie exceptionnelle de leurs bénéfices ou profits est déterminée, quand cette formule leur est plus favorable, par la somme excédant 6 % du capital social réellement libéré restant à rembourser, majoré des bénéfices antérieurement réservés déterminés conformément à l'article 65 de l'arrêté royal d'exécution du Code des impôts sur les revenus tels qu'ils existent à la fin de la période de référence.

§ 6. Si la période imposable ou la période de référence couvrent respectivement plus ou moins de douze mois ou plus ou moins de trente-six mois, les bénéfices ou profits de ces périodes sont ramenés ou portés prorata temporis à douze ou trente-six mois, selon le cas.

§ 7. Toute modification apportée à partir du 1^{er} novembre 1975 aux dispositions statutaires concernant la date de clôture des écritures reste sans incidence sur l'application du présent article.

Le Roi règle l'exécution du présent article dans les cas de fusion ou de scission des sociétés opérées conformément à l'article 124 du Code des impôts sur les revenus.

§ 8. La participation exceptionnelle et temporaire de solidarité est établie et recouvrée par l'Administration des contributions directes suivant les mêmes modalités que l'impôt des sociétés ou l'impôt des non-résidents, selon le cas.

Les articles 206 à 211 et 221 à 350 du Code des impôts sur les revenus sont applicables à cette participation.

Cette participation ne constitue pas une dépense ou charge professionnelle au sens de l'article 44 du même code.

§ 9. Quand le contribuable établira, dans les formes déterminées par le Roi, qu'il a effectué dans son entreprise, en Belgique et pendant l'année 1976, des investissements en éléments d'actifs corporels ou incorporels, d'un montant supé-

§ 3. Het uitzonderlijk gedeelte van de winsten of van de baten wordt bepaald op het verschil in meer tussen de winsten of de baten van het belastbaar tijdperk ten aanzien van 110 % van het gemiddelde van de winsten of van de baten behaald tijdens de jaren 1972 tot en met 1974 of, voor de belastingplichtigen die anders dan per kalenderjaar boekhouden tijdens de in de loop van de jaren 1973 tot en met 1975 afgesloten boekjaren hierna « referentietijdperk » genoemd.

§ 4. Onder de winsten of baten van het belastbaar tijdperk wordt verstaan het totaal bedrag van de maatschappelijke winst bepaald overeenkomstig artikel 65 van het koninklijk besluit van 4 maart 1965 tot uitvoering van het Wetboek van de inkomstenbelasting en de bij artikel 108, 1°, van hetzelfde wetboek bedoelde bestanddelen.

§ 5. Onder winsten of baten van het referentietijdperk wordt verstaan de som van de in § 4 bedoelde totaal bedragen voor ieder jaar of boekjaar van dat tijdperk; die bedragen worden bepaald overeenkomstig de voor het aanslagjaar 1976 geldende bepalingen.

De negatieve totaal bedragen worden verwaarloosd en in dat geval wordt de duur van het referentietijdperk verminderd met de overeenstemmende jaren of boekjaren.

Voor de vennootschappen, verenigingen, inrichtingen of instellingen opgericht gedurende het referentietijdperk op andere wijze dan door fusie of splitsing, alsook voor de vennootschappen, verenigingen, inrichtingen of instellingen waarvoor de in § 4 bedoelde totale bedragen negatief zijn, hetzij voor twee opeenvolgende boekjaren van het referentietijdperk, hetzij voor het eerste boekjaar van het referentietijdperk en voor het onmiddellijk voorgaande boekjaar, wordt het uitzonderlijke gedeelte van de winsten of van de baten vastgesteld, wanneer deze formule voor hen voordeliger is, op een bedrag dat 6 % overtreft van het werkelijk nog terug te betalen maatschappelijk kapitaal vermeerderd met de winsten die vroeger werden gereserveerd overeenkomstig artikel 65 van het koninklijk besluit tot uitvoering van het Wetboek van de inkomstenbelastingen, zoals zij bestonden op het einde van het referentietijdperk.

§ 6. Indien het belastbaar tijdperk of het referentietijdperk meer of minder dan twaalf maanden of meer of minder dan zesendertig maanden omvatten, worden de winsten of baten van die tijdperken prorata temporis naargelang van het geval op twaalf maanden of op zesendertig maanden gebracht.

§ 7. Iedere wijziging welke vanaf 1 november 1975 aan de statutaire bepalingen betreffende de datum van afsluiting van de boekhouding is aangebracht, is zonder uitwerking voor de toepassing van dit artikel.

De Koning regelt de uitvoering van dit artikel voor de gevallen van fusie of splitsing van vennootschappen welke overeenkomstig artikel 124 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen zijn verricht.

§ 8. De uitzonderlijke en tijdelijke solidariteitsbijdrage wordt door de Administratie der directe belastingen gevestigd en ingevorderd op dezelfde wijze als, naargelang van het geval, de vennootschapsbelasting of de belasting der niet-verblijfhouders.

De artikelen 206 tot 211 en 221 tot 350 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen zijn op die bijdrage van toepassing.

Die bijdrage vormt geen bedrijfsuitgave of -last naar de zin van artikel 44 van hetzelfde wetboek.

§ 9. Wanneer de belastingplichtige in de door de Koning bepaalde vorm bewijst dat hij in zijn onderneming in België gedurende het jaar 1976, investeringen in lichamelijke of onlichamelijke activa heeft verricht waarvan het bedrag hoger

rieur à 110 % de la moyenne des bénéfices ou profits de la période de référence, il obtiendra d'office, conformément à l'article 277 du Code des impôts sur les revenus, le dégrèvement de la quotité de la participation exceptionnelle et temporaire de solidarité qui se rapporte à la partie exceptionnelle des bénéfices ou profits correspondant à l'excédent d'investissement susvisé.

Les investissements à prendre en considération sont ceux qui, pendant l'année 1976, auront fait l'objet d'une vente parfaite entre parties, d'un marché à forfait, d'un marché sur devis ou d'un marché à bordereau de prix ou auront été produits par l'entreprise.

Ils ne comprennent ni les matières premières, produits et marchandises, ni les participations et valeurs de portefeuille à l'exception des nouvelles participations de contrôle dans des entreprises existantes ou à créer où, par suite de cette participation et des investissements qui en résultent, l'emploi sera maintenu ou augmenté.

Art. 43.
(Ancien art. 40.)

Il est créé un Fonds de solidarité rattaché à la section particulière du budget.

Les modalités de perception des recettes et de liquidation des dépenses sont réglées par arrêté royal sur la proposition des Ministres compétents moyennant l'accord du Secrétaire d'Etat au Budget.

CHAPITRE III.

Redistribution des charges sociales.

Art. 44.
(Ancien art. 41.)

A l'article 57 des lois relatives à la réparation des dommages résultant des maladies professionnelles, coordonnées le 3 juin 1970, sont apportées, à partir du 1^{er} janvier 1976, les modifications suivantes :

- 1° à l'alinéa 1^{er} les nombres « 0,75 » et « 0,65 » sont remplacés par les nombres « 0,70 » et « 0,60 »;
- 2° l'alinéa 3 est abrogé.

Art. 45.
(Ancien art. 42.)

Dans les conditions qu'il détermine, le Roi peut par arrêté délibéré en Conseil des Ministres et pris avant le 1^{er} juillet 1976, et après avis du Conseil national du Travail, diminuer le montant des cotisations qui sont à charge des employeurs qu'il détermine et qui résultent de l'application de l'article 17 de la loi du 27 juin 1969 revisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs et de l'article 57 des lois relatives à la réparation des dommages résultant des maladies professionnelles, coordonnées le 3 juin 1970 et à la condition de prévoir des ressources équivalentes à charge des employeurs qu'il détermine.

Art. 46.
(Ancien art. 43.)

La cotisation visée à l'article 14 de la loi du 10 avril 1973 accordant des crédits d'heures aux travailleurs en vue de leur promotion sociale n'est pas due pour l'année 1976.

is dan 110 % van het gemiddelde van de winsten of baten van het referentietijdperk, wordt hem, overeenkomstig artikel 277 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen, van ambtswege ontlasting verleend van het gedeelte van de uitzonderlijke en tijdelijke solidariteitsbijdrage met betrekking tot het uitzonderlijke gedeelte van de winsten of baten dat overeenstemt met het bovenbedoelde investeringsoverschot.

De in aanmerking te nemen investeringen zijn die welke in het jaar 1976 het voorwerp geweest zijn van een voltrokken koop tussen partijen, van een aanneming volgens bestek of van een aanneming volgens prijslijst of door de onderneming werden geproduceerd.

Zij omvatten noch grondstoffen, produkten of koopwaren, noch deelnemingen en waarden in portefeuille met uitzondering van de nieuwe controledeelnemingen in bestaande of op te richten ondernemingen waar, ten gevolge van die deelnemingen en de investeringen die eruit voortvloeien, de werkgelegenheid zal worden gehandhaafd of verbeterd.

Art. 43.
(Vroeger art. 40.)

Er wordt een Solidariteitsfonds opgericht dat aangehecht wordt aan de afzonderlijke sectie van de begroting.

De modaliteiten van inning van de ontvangsten en de vereffening van de uitgaven worden bepaald bij een in Ministerraad overlegd koninklijk besluit, op voordracht van de bevoegde Ministers mits akkoord van de Staatssecretaris voor Begroting.

HOOFDSTUK III.

Herverdeling van de sociale lasten.

Art. 44.
(Vroeger art. 41.)

In artikel 57 van de wetten betreffende de schadeloosstelling voor beroepsziekten, gecoördineerd op 3 juni 1970, worden de volgende wijzigingen aangebracht met ingang van 1 januari 1976 :

- 1° in het eerste lid worden de getallen « 0,75 » en « 0,65 » vervangen door de getallen « 0,70 » en « 0,60 »;
- 2° het derde lid wordt opgeheven.

Art. 45.
(Vroeger art. 42.)

Onder de voorwaarden die Hij bepaalt kan de Koning bij een in Ministerraad overlegd besluit genomen vóór 1 juli 1976 en na het advies van de Nationale Arbeidsraad te hebben ingewonnen, het bedrag van de bijdragen verminderen die ten laste vallen van de werkgevers die Hij aanduidt, en die voortvloeien uit de toepassing van artikel 17 van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders en van artikel 57 van de wetten betreffende de schadeloosstelling voor beroepsziekten, gecoördineerd op 3 juni 1970 en op voorwaarde in gelijkwaardige inkomsten te voorzien ten laste van de werkgevers die Hij bepaalt.

Art. 46.
(Vroeger art. 43.)

De bijdrage bedoeld bij artikel 14 van de wet van 10 april 1973 waarbij aan de werknemers kredieturen worden toegekend met het oog op hun sociale promotie, is niet verschuldigd voor het jaar 1976.

CHAPITRE IV.

Office national du Ducroire.

Art. 47.
(Ancien art. 44.)

L'article 5 de l'arrêté royal n° 42 du 31 août 1939 réorganisant l'Office national du Ducroire, modifié par l'article 1^{er} de la loi du 23 mai 1975, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 5. — Sont attribués à l'Office, à titre de dotation :

1° 650 millions de francs nominal en obligations de la Dette unifiée 4 % ;

2° 3 350 millions de francs nominal en obligations de divers emprunts de l'Etat belge désignés par arrêtés du Ministre des Finances.

Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, attribuer à l'Office un capital nominal complémentaire de 5 000 millions de francs par tranches successives de 1 000 millions de francs, chacune en obligations d'un ou plusieurs emprunts de l'Etat belge, à désigner par arrêté du Ministre des Finances ».

Art. 48.
(Ancien art. 45.)

L'article 7 du même arrêté, modifié en dernier lieu par l'article 4 de la loi du 23 mai 1975, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 7. — Les produits de la dotation de 650 millions de francs nominal en obligations de la Dette unifiée 4 % sont attribués à l'Office.

Les produits des autres tranches de la dotation sont attribués à l'Office lorsque et dans la mesure où, à la clôture trimestrielle des comptes qui suit leur perception, le montant global des réserves spéciales de l'Office visées à l'article 18, comparé à l'encours des engagements résultant des garanties émises en vertu de l'article 3, § 2, 1°, est inférieur au rapport fixé par un arrêté du Ministre des Finances. Ce rapport ne peut être inférieur à 8 %. Le surplus des produits est versé au Trésor. »

Art. 49.
(Ancien art. 46.)

L'article 8 du même arrêté, modifié par l'article 5 de la loi du 23 mai 1975, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 8. — Le total des engagements de l'Office ne peut pas dépasser les montants suivants :

1° garanties prévues à l'article 3, § 2, 1° : vingt fois le montant cumulé de la dotation et de la réserve générale à l'exclusion toutefois de la fraction de ces fonds qui aurait été aliénée ou qui serait grevée de droits au profit de tiers ;

2° garanties prévues à l'article 3, § 2, 2° : trente-cinq milliards de francs ;

3° interventions en matière de financement prévues à l'article 3, § 2, 3°, non couvertes par des concours tiers : montant cumulé de la dotation et de la réserve générale.

HOOFDSTUK IV.

Nationale Delcredere dienst.

Art. 47.
(Vroeger art. 44.)

Artikel 5 van het koninklijk besluit n° 42 van 31 augustus 1939 houdende reorganisatie van de Nationale Delcredere dienst, gewijzigd door artikel 1 van de wet van 23 mei 1975, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 5. — Aan de Dienst wordt toegekend, bij wijze van dotatie :

1° 650 miljoen frank, nominale waarde, in obligaties van de 4 % Geünificeerde Schuld ;

2° 3 350 miljoen frank, nominale waarde, in obligaties van diverse leningen van de Belgische Staat, bepaald door besluiten van de Minister van Financiën.

De Koning kan bij een in Ministerraad overlegd besluit aan de Dienst een aanvullend nominaal kapitaal van 5 000 miljoen frank toekennen in achtereenvolgende tranches van 1 000 miljoen frank ieder in obligaties van één of meer leningen van de Belgische Staat, te bepalen door een besluit van de Minister van Financiën. »

Art. 48.
(Vroeger art. 45.)

Artikel 7 van hetzelfde besluit, laatstelijk gewijzigd door artikel 4 van de wet van 23 mei 1975, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 7. — De opbrengst van de dotatie van 650 miljoen frank, nominale waarde, in obligaties van de 4 % Geünificeerde Schuld wordt toegekend aan de Dienst.

De opbrengst van de andere tranches van de dotatie wordt aan de Dienst toegekend wanneer en voorzover bij de driemaandelijke afsluiting van de rekeningen die volgt op de ontvangst van deze opbrengst, het totaal bedrag van de bijzondere reserves van de Dienst bedoeld in artikel 18, vergeleken met het obligo der verbintenissen voortvloeiend uit de waarborgen verleend op grond van artikel 3, § 2, 1°, lager is dan de verhouding vastgesteld door een besluit van de Minister van Financiën. Deze verhouding mag niet lager zijn dan 8 %. Het surplus van de opbrengst wordt in de Schatkist gestort. »

Art. 49.
(Vroeger art. 46.)

Artikel 8 van hetzelfde besluit gewijzigd door artikel 5 van de wet van 23 mei 1975, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 8. — Het totaal der verbintenissen van de Dienst mag de volgende bedragen niet overschrijden :

1° waarborgen bedoeld in artikel 3, § 2, 1° : twintig maal de som der dotatie en der algemene reserve, met uitsluiting evenwel van het gedeelte van die fondsen dat zou vervreemd zijn of dat zou bezwaard zijn met rechten ten gunste van derden ;

2° waarborgen bedoeld in artikel 3, § 2, 2° : vijfendertig miljard frank ;

3° tussenkomsten inzake financiering bedoeld in artikel 3, § 2, 3°, die niet door bijdragen van derden zijn gedeckt : de som der dotatie en der algemene reserve.

Le Roi peut élever ces plafonds par arrêté délibéré en Conseil des Ministres. Pour les garanties prévues à l'article 3, § 2, 2^o, cette augmentation se fait par tranches successives de maximum cinq milliards de francs chacune, sans que le montant total des engagements autorisés puisse dépasser septante milliards de francs. »

Art. 50.
(Ancien art. 47.)

A l'alinéa 1^{er} de l'article 12 de l'arrêté royal n^o 42 du 31 août 1939 réorganisant l'Office national du Ducroire, tel qu'il a été modifié par l'article 5 de la loi du 27 juillet 1962 et par l'article 8, § 1, de la loi du 30 décembre 1970, les mots « neuf membres » sont remplacés par les mots « dix membres ».

Art. 51.
(Ancien art. 48.)

L'article 13, alinéa 6, du même arrêté, modifié en dernier lieu par l'article 9, § 1^{er}, de la loi du 30 décembre 1970, est remplacé par la disposition suivante :

« En ce qui concerne la prise en charge des risques afférents aux opérations garanties en exécution de l'article 3, § 2, 2^o, les décisions du conseil sont soumises au Ministre des Finances. Moyennant approbation de celui-ci, elles deviennent exécutoires sous réserve de ce qui est dit à l'article 16. »

Art. 52.
(Ancien art. 49.)

L'article 18 du même arrêté, modifié en dernier lieu par l'article 8 de la loi du 23 mai 1975, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 18. — Eu égard aux garanties qu'il accorde, comme à ses interventions en matière de financement et pour faire face aux pertes et charges qu'elles peuvent entraîner, l'Office constitue les fonds de réserve spéciaux requis; l'un de ces fonds est constitué pour le compte de l'Etat au moyen des primes qui lui reviennent sur les opérations visées à l'article 3, § 2, 2^o.

Déduction faite du prélèvement visé in fine de l'alinéa précédent, les primes encaissées d'une part, les excédents des revenus sur les charges relatives aux interventions financières d'autre part, ainsi que les revenus de la dotation et des réserves de l'Office sont affectés, après répartition et déduction des frais de fonctionnement, au renforcement jugé nécessaire des fonds de réserve spéciaux.

L'excédent éventuel est versé à une réserve générale.

Un montant égal au vingtième de la somme des garanties réelles effectivement octroyées au cours d'un exercice directement pour le compte de l'Etat est versé, par prélèvement sur un crédit spécial qui est inscrit chaque année au budget du Ministre des Finances relatif au même exercice, à un fonds de réserve spécial ouvert au budget dudit Ministère et destiné à suppléer à l'insuffisance du fonds de réserve spécial de l'Etat constitué par l'Office en application du premier alinéa du présent article.

Le versement cesse dès que le fonds de réserve ainsi constitué atteint 25 % de l'encours en risques sur les polices émises en assurance et en réassurance. »

De Koning kan deze plafonds verhogen bij een in Ministerraad overlegd besluit. Voor de waarborgen bedoeld in artikel 3, § 2, 2^o, geschiedt deze verhoging in achtereenvolgende tranches van maximaal vijf miljard frank elk, met dien verstande dat het totaal van de toegestane verbintenissen zeventig miljard frank niet mag te boven gaan. »

Art. 50.
(Vroeger art. 47.)

In het eerste lid van artikel 12 van het koninklijk besluit n^o 42 van 31 augustus 1939 houdende reorganisatie van de Nationale Delcredere dienst, gewijzigd door artikel 5 van de wet van 27 juli 1962 en door artikel 8, § 1, van de wet van 30 december 1970, worden de woorden « negen leden » vervangen door de woorden « tien leden ».

Art. 51.
(Vroeger art. 48.)

Artikel 13, lid 6, van hetzelfde besluit, laatstelijk gewijzigd door artikel 9, § 1, van de wet van 30 december 1970, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Voor wat betreft de acceptatie van de risico's verbonden aan de verrichtingen gewaarborgd op grond van artikel 3, § 2, 2^o, worden de beslissingen van de raad onderworpen aan de Minister van Financiën. Mits deze laatste zijn goedkeuring verleent en onder voorbehoud van hetgeen bij artikel 16 bepaald wordt, zijn bedoelde beslissingen uitvoerbaar. »

Art. 52.
(Vroeger art. 49.)

Artikel 18 van hetzelfde besluit, laatstelijk gewijzigd door artikel 8 van de wet van 23 mei 1975, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 18. — Ten einde het hoofd te bieden aan de verliezen en de lasten die de verleende waarborgen alsook zijn tussenkomsten inzake financiering kunnen medebrengen, legt de Dienst de vereiste bijzondere reservefondsen aan; één van die fondsen wordt aangelegd voor rekening van de Staat door middel van de hem toekomende premies over de verrichtingen bedoeld in artikel 3, § 2, 2^o.

Na aftrek van de aan het einde van het vorige lid bedoelde afnemening worden de geïnde premies enerzijds, de overschotten van de inkomsten op de lasten in verband met de financiële tussenkomsten anderzijds, alsmede de inkomsten uit de dotatie en uit de reserves van de Dienst na verdeling en aftrek van de werkingskosten, tot de nodig geachte stijving van de bijzondere reservefondsen aangewend.

Het eventuele overschot dient tot stijving van een algemene reserve.

Een bedrag gelijk aan het twintigste deel van het geheel der in de loop van een dienstjaar rechtstreeks voor rekening van de Staat daadwerkelijk verleende reële waarborgen wordt door voorafnemening op een bijzonder krediet, dat elk jaar op de begroting van het Ministerie van Financiën van hetzelfde dienstjaar uitgetrokken wordt, in een bijzonder reservefonds gestort, dat op de begroting van het voornoemde Ministerie geopend wordt en bestemd is om de ontoereikendheid van het bij toepassing van het eerste lid van dit artikel door de Dienst aangelegd bijzonder reservefonds van de Staat aan te vullen.

Deze storting houdt op zodra het aldus aangelegde reservefonds 25 % bereikt van het obligo uit hoofde van de uitgegeven verzekerings- en herverzekeringspolissen. »

CHAPITRE V.

Expansion économique.

Art. 53.
(Ancien art. 50.)

L'article 21, § 1, de la loi du 30 décembre 1970 sur l'expansion économique, est remplacé par la disposition suivante :

« Le montant global à concurrence duquel la garantie de l'Etat peut être accordée en application de la présente loi est fixé à un encours de 20 milliards de francs, le Roi pouvant porter ce montant à 30 milliards par libération de deux tranches de 5 milliards de francs chacune ».

Art. 54.
(Ancien art. 51.)

A l'alinéa 2 de l'article 24 de la loi précitée du 30 décembre 1970, le pourcentage 25 est remplacé par le pourcentage 75.

Art. 55.
(Article 51bis nouveau.)

Les dispositions de la loi du 29 juin 1975 apportant temporairement des aménagements fiscaux en vue de favoriser les investissements complémentaires seront également applicables aux investissements complémentaires en immeubles et outillages professionnels effectués en Belgique entre le 1^{er} janvier 1976 et le 30 juin 1976 inclusivement.

Toutefois, pour l'application du présent article, l'immunité prévue par la loi précitée du 29 juin 1975 s'applique aux bénéfices de la période imposable qui coïncide avec l'année 1976 ou, pour les contribuables qui tiennent leurs écritures autrement que par année civile, avec le premier exercice comptable clos après le 30 juin 1976.

CHAPITRE VI.

Prix industriels et commerciaux.

Art. 56.
(Ancien art. 52.)

§ 1. Nonobstant toutes dispositions contraires légales, réglementaires, conventionnelles et contractuelles, y compris celles contenues dans les contrats existants lors de l'entrée en vigueur de la présente loi, et nonobstant les prix pratiqués à cette date, toute formule d'indexation des prix industriels et/ou commerciaux, des tarifs et des paramètres de formule de fluctuation des prix à l'indice des prix à la consommation ou à tout autre indice, est interdite.

Toute clause ou pratique contraire à cette interdiction est nulle de plein droit.

§ 2. Les contrats et conventions ne peuvent contenir de clauses de révision de prix que dans la mesure ou celles-ci ne s'appliquent qu'à concurrence d'un montant maximum de 80 % du prix final et se réfèrent à des paramètres représentant les coûts réels; chaque paramètre étant uniquement applicable à la partie du prix correspondant au coût qu'il représente. Le Ministre des Affaires économiques peut néanmoins déroger, par secteur, au maximum autorisé.

HOOFDSTUK V.

Economische expansie.

Art. 53.
(Vroeger art. 50.)

Artikel 21, § 1, van de wet van 30 december 1970 op de economische expansie, wordt vervangen door volgende bepaling :

« Het globale bedrag waarvoor de staatswaarborg, bij toepassing van deze wet, kan worden verleend, is vastgesteld op een uitstaand bedrag van 20 miljard frank; de Koning kan dit bedrag op 30 miljard brengen door vrijmaking van twee schijven van elk 5 miljard frank. »

Art. 54.
(Vroeger art. 51.)

In het 2^e lid van artikel 24 van voormelde wet van 30 december 1970 wordt het percentage 25 vervangen door het percentage 75.

Art. 55.
(Artikel 51bis nieuw.)

De bepalingen van de wet van 29 juni 1975 tot invoering van fiscale ontheffingen om de aanvullende investeringen te begunstigen zullen eveneens van toepassing zijn op de aanvullende investeringen in bedrijfsimmobilien en -outillering in België gedaan vanaf 1 januari 1976 af tot en met 30 juni 1976.

Nochtans wordt, voor de toepassing van dit artikel, de vrijstelling bedoeld bij voormelde wet van 29 juni 1975 toegepast op de winst van het belastbaar tijdperk dat samenvalt met het jaar 1976 of, wanneer de belastingplichtigen anders dan per kalenderjaar boekhouden, met het eerste boekjaar dat na 30 juni 1976 wordt afgesloten.

HOOFDSTUK VI.

Industriële en commerciële prijzen.

Art. 56.
(Vroeger art. 52.)

§ 1. Niettegenstaande alle strijdige wettelijke, reglementaire, conventionele en contractuele bepalingen, met inbegrip van deze bedongen in de op het ogenblik van het in werking treden van deze wet bestaande contracten en niettegenstaande de op deze datum toegepaste prijzen, is elke formule van indexatie van de industriële en/of commerciële prijzen, van de tarieven en de parameters van prijzenfluctuatiefomules in functie van het indexcijfer van de consumptieprijzen, of van enig ander indexcijfer, verboden.

Elk beding of elke toepassing strijdig met dit verbod is van rechtswege nietig.

§ 2. De contracten en conventies mogen slechts prijs herzieningsbedingen bevatten in de mate dat deze toepasselijk zijn tot een bedrag van maximum 80 % van de eindprijs en voorzover ze verwijzen naar parameters die de reële kosten vertegenwoordigen; ieder parameter is alleen toepasselijk op dat gedeelte van de prijs dat beantwoordt aan de kosten die het vertegenwoordigt. De Minister van Economische Zaken kan niettemin, per sector van het toegelaten maximum afwijken.

§ 3. Les dispositions des §§ 1 et 2 s'appliquent :

- aux contrats et conventions à venir;
- aux effets à sortir des contrats et conventions existantes au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi.

Elles ne s'appliquent pas aux loyers, salaires, traitements, cotisations ou allocations sociales, aux émoluments et honoraires ayant trait à des prestations effectuées par des personnes exerçant une profession libérale.

Le Ministre des Affaires économiques peut néanmoins accorder, par secteur, des dérogations sur base de la loi sur la réglementation économique et les prix, telle qu'elle résulte de la loi du 30 juillet 1971 modifiant l'arrêté-loi du 22 janvier 1945 concernant la répression des infractions à la réglementation relative à l'approvisionnement du pays.

§ 4. Pour les contrats et conventions existants, chaque partie au contrat peut exiger de ses cocontractants l'insertion, en remplacement de la clause interdite par le § 1, d'une clause de révision conforme aux dispositions du § 2 du présent article.

En cas de désaccord sur le texte de cette clause, la procédure est portée devant les tribunaux.

La demande est portée devant le tribunal de première instance compétent, sauf application des articles 563 à 566 du Code judiciaire.

La demande est introduite dans les formes et conditions visées aux articles 1025 à 1034 du Code judiciaire.

Si les parties, ou l'une d'elles, en expriment la volonté, la demande est préalablement soumise à la procédure de conciliation prévue par les articles 731 et suivants du Code judiciaire.

§ 5. Pour l'application du présent article, l'Etat et les personnes de droit public peuvent transiger et compromettre; dans le cas où ils font usage de cette dernière faculté, les arbitres ne peuvent avoir le statut d'agent de l'Etat.

§ 6. Le présent article ne s'applique pas aux conventions présentant un élément d'extranéité, sauf si celles-ci

- se rapportent à des prestations à effectuer en Belgique;
- ont été passées par des personnes résidant en Belgique.

Ces deux conditions doivent être remplies simultanément.

CHAPITRE VII.

Comptabilité — Comptes annuels.

Art. 57.
(Ancien art. 53.)

A l'article 17, alinéa 2 de la loi du 17 juillet 1975 relative à la comptabilité et aux comptes annuels des entreprises, les mots « de l'article 5 et celles des articles 6, 8 et 9 en tant qu'elles concernent les livres prévus à l'article 5 » sont remplacés par les mots « des articles 5 et 7 et celles des articles 6, 8 et 9 en tant qu'elles concernent les livres prévus aux articles 5 et 7 ».

§ 3. De bepalingen van de §§ 1 en 2, zijn van toepassing op :

- de toekomstige contracten en conventies;
- de toekomstige gevolgen van de op het ogenblik van het in werking treden van deze wet bestaande overeenkomsten.

Ze zijn niet van toepassing op de huurprijzen, de wedden, lonen, sociale bijdragen of uitkeringen en op de emolumenten en honoraria die betrekking hebben op prestaties geleverd door de beoefenaars van vrije beroepen.

De Minister van Economische Zaken kan nochtans per sector afwijkingen toestaan op grond van de wet betreffende de economische reglementering en de prijzen zoals zij voortvloeit uit de wet van 30 juli 1971 houdende wijziging van de besluitwet van 22 januari 1945 betreffende het beteugelen van elke inbreuk op de reglementering betreffende de bevoorrading van het land.

§ 4. Voor de bestaande contracten en conventies kan elk van de contracterende partijen van zijn medecontractanten ter vervanging van de beschikking verboden op grond van § 1 van dit artikel de opnemings-eisen van een herzieningsbeding overeenkomstig de bepalingen van § 2 van dit artikel.

Wanneer de partijen geen akkoord bereiken over de tekst van dit beding, wordt de procedure voor het gerecht gebracht.

De vordering wordt bij de bevoegde rechtbank van eerste instantie aanhangig gemaakt, behoudens de toepassing van de artikelen 563 tot 566 van het Gerechtelijk Wetboek.

De vordering wordt ingeleid in de vormen en volgens de regelen bepaald bij de artikelen 1025 tot 1034 van het Gerechtelijk Wetboek.

Op verzoek van de partijen of van een der partijen wordt de vordering vooraf ter minnelijke schikking voorgelegd volgens de procedure bepaald bij de artikelen 731 en volgende van het Gerechtelijk Wetboek.

§ 5. Voor de toepassing van dit artikel kunnen de Staat en de publiekrechtelijke personen een vergelijk treffen en een compromis aangaan; wanneer ze van laatstvermelde mogelijkheid gebruik maken, mogen de scheidsrechters niet het statuut van Rijksambtenaar hebben.

§ 6. Dit artikel is niet van toepassing op de overeenkomsten met een buitenlands element, behalve wanneer ze

- betrekking hebben op in België uit te voeren prestaties;
- door personen die in België verblijven, werden gesloten.

Deze twee voorwaarden moeten gelijktijdig worden verwezenlijkt.

HOOFDSTUK VII.

Boekhouding — Jaarrekeningen.

Art. 57.
(Vroeger art. 53.)

In artikel 17, tweede lid van de wet van 17 juli 1975 met betrekking tot de boekhouding en de jaarrekeningen van de ondernemingen worden de woorden « van artikel 5 en van die van artikelen 6, 8 en 9, in zover zij betrekking hebben op de boeken waarvan sprake is in artikel 5 » vervangen door de woorden « van artikelen 5 en 7 en van die van artikelen 6, 8 en 9 in zover zij betrekking hebben op de boeken waarvan sprake is in artikelen 5 en 7 ».

ANNEXES

ANNEXE 1.

A. Inventaire des principales mesures de relance
déjà en vigueur le 14 octobre 1975.1. *Consommation privée.*

A. Les conditions d'octroi de crédits pour les ventes à tempérament ont été assouplies en janvier et en juillet 1975.

B. Transferts sociaux.

L'intervention de l'Etat dans les divers régimes de sécurité sociale passe de 69,1 milliards en 1974 à 106,4 milliards en 1975, soit une progression de 37,3 milliards (plus de 54 %).

Il y a lieu de noter que sont comprises dans ces montants les interventions de l'Etat dans le financement du chômage. S'il en est fait abstraction, l'augmentation pour une année est de 33 %.

C. Mesures fiscales.

— indexation totale lorsque le montant des revenus imposables ne dépasse pas 150 000 F (revenus de 1974);
— indexation partielle et dégressive lorsque le montant des revenus imposables se situe entre 151 000 F et 350 000 F (revenus de 1974).

2. *Politique monétaire et politique du crédit.*

— baisse du taux d'escompte de 8,75 % au 30 janvier 1975 à 6 % au 21 août 1975 par cinq réductions successives;

— suppression de l'encadrement du crédit (1^{er} mai 1975);
— suppression de la réserve monétaire.

3. *Investissements privés.*

A. Assouplissement et élargissement de l'application des lois d'expansion.

— assouplissement des directives visant à l'application des lois d'expansion (1^{er} février 1975);
— adaptation de ces directives en faveur des P. M. E. (notamment aide à la gestion et aux exportations);
— incitants conjoncturels supplémentaires: + 2 % de bonification d'intérêt dans le cadre de la loi du 30 décembre 1970, ce qui porte la bonification maximum à 7 %. Prolongation de deux ans de l'application de la bonification dans le cadre de la loi du 17 juillet 1959 (de 4 à 6 ans);
— abattement fiscal sur les investissements complémentaires ayant fait l'objet de commandes fermes avant le 31 décembre 1975.

Les facultés d'engagement ouvertes en ce qui concerne les dépenses courantes du Fonds d'expansion économique et de reconversion régionale notamment pour la prise en charge des dépenses découlant de l'application des lois d'expansion économique atteignent, compte tenu des soldes disponibles des années antérieures, un montant de 30 milliards, qui est utilisable d'août 1975 à décembre 1976.

4. *Investissements publics.*

Engagements 1974: 88,9 milliards;

Engagements 1975: 125,3 milliards (montant initial) + 15,1 milliard = 140,4 milliards (+ 57,9 % d'augmentation par rapport à 1974).

Les investissements supplémentaires ont été décidés en fonction des priorités retenues dans le plan 1976-1980 (logements sociaux, transports en commun, santé publique).

Les programmes des sociétés nationales de logement ont été sensiblement majorés.

Au 9 septembre 1975, la S. N. L. avait adjugé 7 282 logements pour un montant de 10,9 milliards et, à la même date, la S. N. T. avait adjugé 2 379 logements pour un montant de 2,8 milliards.

BIJLAGEN.

BIJLAGE 1.

A. Inventaris van de belangrijkste relance-maatregelen
die reeds van kracht zijn op 14 oktober 1975.1. *Privé verbruik.*

A. De voorwaarden voor het toekennen van kredieten voor de verkoop op termijn werden versoepeld in januari en in juli 1975.

B. Sociale overdrachten.

De tussenkomst van de Staat in de verschillende stelsels van de sociale zekerheid werd verhoogd van 69,1 miljard in 1974 tot 106,4 miljard in 1975, of een verhoging met 37,3 miljard (meer dan 54 %).

Er zij genoteerd dat in deze bedragen de tussenkomsten van de Staat in de financiering van de werkloosheid zijn begrepen. Indien men deze buitenbeschouwing laat, bedraagt de verhoging op één jaar tijd 33 %.

C. Fiscale maatregelen.

— volledige indexering wanneer het belastbaar bedrag van de inkomsten 150 000 F niet overschrijdt (inkomsten van 1974);
— gedeeltelijke en degressieve indexering wanneer het bedrag van de belastbare inkomsten begrepen is tussen 151 000 F en 350 000 F (inkomsten van 1974).

2. *Monetaire en kredietpolitiek.*

— verlaging van de discontovoet op 30 januari 1975 tot 8,75 % op 21 augustus 1975 tot 6 % en dat door vijf achtereenvolgende verlagingen;

— afschaffing van de kredietbeperkingen (1 mei 1975);
— afschaffing van de monetaire reserve.

3. *Privé investeringen.*

A. Versoepeling en verruiming van de toepassing van de expansiewetgeving.

— versoepeling van de richtlijnen bij de toepassing van de expansiewetgeving (1 februari 1975);
— aanpassing van de richtlijnen ten voordele van de KMO's (name-lijk hulp bij het beheer en bij de uitvoer);
— bijkomende conjuncturele prikkels: verhoging van de bonificatie van de intrest met 2 % in het kader van de wet van 30 december 1970 waardoor de maximale bonificatie op 7 % gebracht wordt. Verlenging met twee jaar van toepassing van de bonificatie in het kader van de wet van 17 juli 1959 (van 4 op 6 jaar);
— bijkomende investeringen, waarvoor een definitieve bestelling geplaatst werd vóór 31 december 1975, zijn fiscaal aftrekbaar.

De vastleggingsmogelijkheden inzake de lopende uitgaven van het Fonds voor economische expansie en regionale reconversie, nl. voor het ten laste nemen van de uitgaven die het gevolg zijn van de toepassing van de wetten op de economische expansie, bereiken een bedrag van 30 miljard indien men rekening houdt met de beschikbare saldi van de voorgaande jaren. Dat bedrag kan gebruikt worden tussen augustus 1975 en december 1976.

4. *Openbare investeringen:*

Vastleggingen 1974: 88,9 miljard;

Vastleggingen 1975: 125,3 miljard (beginbedrag) + 15,1 miljard = 140,4 miljard (+ 57,9 % verhoging in vergelijking met 1974).

Tot deze bijkomende investeringen werd beslist in functie van de prioriteiten vastgelegd door het plan 1976-1980 (sociale huisvesting, openbaar vervoer, volksgezondheid).

De programma's van de nationale huisvestingsmaatschappijen werden merkkelijk verhoogd.

Op 9 september 1975 had de N. M. H. 7 282 woningen toegewezen voor een bedrag van 10,9 miljard en op dezelfde datum was dat voor de N. L. M. 2 379 woningen voor een bedrag van 2,8 miljard.

5. Commerce extérieur.

- renforcement du dispositif de prospection commerciale de notre pays à l'étranger par la création de nouveaux postes;
- assistance pratique de l'Office belge du Commerce extérieur aux petites et moyennes entreprises en leur permettant de recourir à des experts en matière d'exportation;
- augmentation des moyens du Fonds du Commerce extérieur, dont les autorisations d'engagements pour l'exercice 1975 ont été portées de 100 à 200 millions de F, et élargissement de ses possibilités d'intervention;
- relèvement des facultés d'engagement en matière de bonification d'intérêt sur les crédits à l'exportation à moyen terme (total porté de 770 millions à 970 millions).

6. Emploi.

A. Mise au travail de chômeurs par les pouvoirs publics : l'objectif visé est de mettre 20 000 chômeurs au travail (décembre 1974).

B. Création de 18 comités subrégionaux d'emploi, chargés notamment de favoriser une politique active de l'emploi sur le plan subrégional.

C. Stages de jeunes diplômés dans les entreprises. Les mesures réglementaires ont été prises; elles prévoient une intervention de l'O.N.E.M. dans la rémunération allouée aux jeunes travailleurs pendant une période de stage de 3 à 6 mois, à condition que ce travailleur soit maintenu au travail dans l'entreprise 6 mois après la fin du stage.

E. Répression du travail noir et du travail frauduleux. Deux projets de loi sont déposés.

B. Etat d'avancement au 22 décembre 1975, des dispositions du plan de redressement économique, de redéploiement industriel et commercial et de relance de l'emploi du 14 octobre 1975.

Chapitre I. — Mesures de conservation et de restructuration de l'appareil industriel et commercial

1. Mesures structurelles.

- 1.1.1 Création d'un holding public :
Un projet de loi sera déposé sous peu.
- 1.1.2 Pouvoirs des sociétés de développement régional en matière de projet industriel :
Arrêté royal du 8 décembre 1975 (*Moniteur belge* du 12 décembre 1975); deux autres arrêtés paraîtront sous peu.
- 1.1.3 Création d'un comité de l'énergie :
Arrêté royal du 12 décembre 1975 (*Moniteur belge* du 31 décembre 1975).
- 1.1.4 Participation de l'Etat dans les sociétés chargées de l'approvisionnement en énergie :
Distrigaz : la majoration de la participation de l'Etat jusqu'à 50 % est en exécution;
Une société pour l'achat et le stockage brut est en voie de création.
- 1.1.5 Association des holdings à la planification :
La discussion se poursuit au sein de la Commission des Affaires économiques de la Chambre.
- 1.1.6 Comptabilité des entreprises :
Projet d'arrêté royal pour comptes annuels uniformes. Transmis au Conseil central de l'Economie pour avis.

2. Mesures concernant les secteurs et les entreprises.

- 1.2.1 Organisation de la concertation sectorielle :
L'arrêté royal a été approuvé par le Gouvernement.
- 1.2.3 Commission sur la gestion assistée :
La commission a été installée sous la présidence du gouverneur Vandeputte.

5. Buitenlandse handel.

- versterking van het handelsprospectie-apparaat van ons land in het buitenland door het oprichten van nieuwe posten;
- praktische bijstand door de Belgische Dienst voor Buitenlandse Handel aan de K. M. O.'s waardoor deze de hulp kunnen inroepen van deskundigen inzake uitvoer;
- verhoging van de middelen van het Fonds voor Buitenlandse Handel dat de toelating verkreeg de vastleggingen voor het dienstjaar 1975 te verhogen van 100 tot 200 miljoen F en de verruiming van zijn mogelijkheden om tussen te komen;
- het optrekken van de vastleggingsmogelijkheden inzake intrestbonificaties bij de kredieten op middellange termijn voor de uitvoer (het totaal werd van 770 miljoen op 970 miljoen gebracht).

6. Tewerkstelling.

A. De tewerkstelling van werklozen door de openbare besturen; het objectief bedraagt de tewerkstelling van 20 000 werklozen (december 1974).

B. Oprichting van 18 subregionale tewerkstellingscomités die de opdracht kregen een activiteitspolitiek inzake tewerkstelling op het subregionaal niveau aan te moedigen.

C. Stages van jonge gediplomeerden in de ondernemingen. De reglementaire maatregelen werden reeds genomen; zij voorzien in een tussenkomst van de R. V. A. in het loon toegekend aan de jonge werknemers gedurende een stageperiode van 3 tot 6 maanden, op voorwaarde dat deze arbeider aan het werk gehouden wordt in de onderneming gedurende 6 maanden na het einde van de stage.

E. Beteugeling van het zwart-werk en van het sluikwerk. Twee wetsontwerpen werden ingediend.

B. Stand op 22 december 1975, van de maatregelen die worden voorgesteld in het programma van economisch herstel, industriële en commerciële herleving en relance van de werkgelegenheid van 14 oktober 1975.

Hoofdstuk I. — Maatregelen tot behoud en herstructurering van het industrieel en commercieel apparaat.

1. Structurele maatregelen.

- 1.1.1 Oprichting van een openbare holding :
Eerlang wordt een wetsontwerp ingediend.
- 1.1.2 Bevoegdheden van de gewestelijke ontwikkelingsmaatschappijen inzake industriële planning :
Koninklijk besluit van 8 december 1975 (*Belgisch Staatsblad* van 12 december 1975). Eerlang verschijnen nog twee besluiten.
- 1.1.3 Oprichting van een comité voor de energie :
Koninklijk besluit van 12 december 1975 (*Belgisch Staatsblad* van 31 december 1975).
- 1.1.4 Deelneming van het Rijk in de maatschappijen belast met de energievoorziening :
Distrigaz : de verhoging van het aandeel van het Rijk tot 50 % is aan de gang;
De oprichting van een maatschappij voor de aankoop en het opslaan van ruwe aardolie is ingezet.
- 1.1.5 Betrekken van de holdings bij de planning :
In de Kamercommissie voor de Economische Zaken wordt de bespreking voortgezet.
- 1.1.6 Bedrijfsboekhouding :
Ontwerp van koninklijk besluit voor eenvormige jaarrekeningen. Voor advies overgezonden naar de Centrale Raad voor het Bedrijfsleven.

2. Maatregelen betreffende de sectoren en de ondernemingen.

- 1.2.1 Organisatie van het sectorieel overleg :
Het koninklijk besluit is door de Regering goedgekeurd.
- 1.2.2 Commissie over beheershulp :
De commissie is geïnstalleerd onder voorzitterschap van gouverneur Vandeputte.

Chapitre II. — *Mesures d'amélioration
de la position concurrentielle.*

1. *Coûts de production.*

- 2.1.1 Taux d'intérêt :
- 2.1.2 Redistribution des charges sociales :
Cfr. chapitre III du projet de loi de redressement économique.
- 2.1.3 Modération des revenus :
Cfr. chapitre II du projet de loi de redressement économique.

2. *Politique des prix et de la concurrence.*

- 2.2.1 Prix :
Arrêté ministériel — Blocage des prix — 26 septembre (*Moniteur belge* du 30 septembre 1975).
- 2.2.2 Indexation :
Cfr. chapitre VI du projet de loi de redressement économique.
- 2.2.3 Indice des prix à la consommation :
- 2.2.4 Concurrence :
Au début de 1976, un projet sera soumis à l'avis du Conseil central de l'Economie et du Conseil supérieur des Classes moyennes.
- 2.2.5 Information du consommateur :
Le Centre d'Etudes et d'Information des consommateurs a été créé.
Une campagne d'information aura lieu au cours de la première moitié de 1976.
- 2.2.6 Publicité :
L'avis du Conseil de la Consommation a été demandé pour la fin du mois de janvier.
- 2.2.7 Economies d'énergie :
L'action se poursuit avec, entre autres, une campagne de presse en janvier 1976 et un soutien aux investissements d'isolation des entreprises.

3. *Fiscalité.*

Cfr. le projet de loi contenant les propositions budgétaires 1975-1976.

4. *Politique monétaire.*

Chapitre III. — *Mesures de relance
de l'activité économique.*

1. *Demande privée.*

- 3.1.1 Crédit à la consommation :
Arrêté royal du 26 septembre 1975 (*Moniteur belge* du 30 septembre 1975).
- 3.1.2 Primes d'équipement :
Arrêté royal du 8 août 1975 (*Moniteur belge* du 19 août 1975).
- 3.1.3 Emprunts hypothécaires :
Propositions déposées au C. M. C. E. S.

2. *Investissements privés.*

- 3.2.1 Financement par la S. N. C. I. des crédits fournisseurs :
En voie d'exécution.
- 3.2.2 Epuration des eaux.
- 3.2.3 Prime conjoncturelle :
Exécutée et prorogée jusqu'au

Hoofdstuk II. — *Maatregelen tot verbetering
van de concurrentiekracht.*

1. *Produktiekosten.*

- 2.1.1 Rentevoet :
- 2.1.2 Herverdeling van de sociale lasten :
Zie hoofdstuk III van het wetsontwerp tot economisch herstel.
- 2.1.3 Inkomensmatiging :
Zie hoofdstuk II van het wetsontwerp tot economisch herstel.

2. *Prijs- en concurrentiebeleid.*

- 2.2.1 Prijzen :
Koninklijk besluit prijsblokkering — 26 september (*Belgisch Staatsblad* van 30 september 1975).
- 2.2.2 Indexering :
Zie hoofdstuk VI van het wetsontwerp tot economisch herstel.
- 2.2.3 Indexcijfer van de consumptieprijs :
- 2.2.4 Concurrentie :
Begin 1976 wordt een ontwerp voor advies voorgelegd aan de Centrale Raad voor het Bedrijfsleven en de Hoge Raad voor de Middenstand.
- 2.2.5 Verbruikersvoorlichting :
Het Studie- en Informatiecentrum voor Verbruikers is opgericht.
Een informatiecampaagne zal in de eerste helft van 1976 worden gevoerd.
- 2.2.6 Reclame :
Tegen eind januari is het advies van de Raad voor het Verbruik gevraagd.
- 2.2.7 Energiebesparingen :
De actie wordt voortgezet o.m. met een perscampagne in januari 1976 en investeringssteun voor isolering van bedrijven.

3. *Belastingen.*

Zie het wetsontwerp houdende de begrotingsvoorstellen 1975-1976.

4. *Monetair beleid.*

Hoofdstuk III. — *Maatregelen voor een relance
van de economische activiteit.*

1. *Particuliere vraag.*

- 3.1.1 Krediet voor het verbruik :
Koninklijk besluit van 26 september 1975 (*Belgisch Staatsblad* van 30 september 1975).
- 3.1.2 Uitrustingspremies :
Koninklijk besluit van 8 augustus 1975 (*Belgisch Staatsblad* van 19 augustus 1975).
- 3.1.3 Hypothecaire leningen :
Voorstellen ingediend bij het M. C. E. S. C.

2. *Particuliere investeringen.*

- 3.2.1 Financiering van leverancierskredieten door de N. M. K. N. :
Wordt ten uitvoer gelegd.
- 3.2.2 Waterzuivering :
- 3.2.3 Conjunctuurpremie :
In uitvoering en verlengd tot

- 3.2.4 Abattement fiscal sur les investissements complémentaires :
Exécuté et prorogé jusqu'au
- 3.2.5 Aide récupérable pour le recours aux organismes conseillers de gestion :
Cfr. projet de loi de redressement économique — chapitre V.

3. Investissements publics.

Exécution du programme 1975.

- 3.3.1 Cellule de contrôle :
Exécuté.
- 3.3.2 Marchés publics :
Projet de loi déposé au Sénat.
- 3.3.3 Accélération procédures — exécution de travaux subsidiés :
Projet en préparation.
- 3.3.4 Simplification procédure de tutelle :
Projet en préparation.
- 3.3.5 Construction de logements sociaux :
Exécuté.

4. Exportation.

- 3.4.1 Extension des couvertures de risque de l'Office national du Ducroire.
Cfr. projet de loi de redressement économique — chapitre IV.
- 3.4.2 Financement des exportations belges :
En voie d'exécution.
- 3.4.3 Représentation belge à l'étranger :
En voie d'exécution.
- 3.4.4 Renforcement de l'Office belge du Commerce extérieur :
En voie d'exécution.
- 3.4.5 Prêts d'Etat à Etat :
En voie d'exécution.

Chapitre IV. — Mesures particulières favorisant l'emploi.

1. Mesures générales.

- 4.1.1 Association des travailleurs à la politique de l'emploi dans les entreprises :
- 4.1.2 Réduction du cumul des pensions et d'activité professionnelle :
Exécuté.
- 4.1.3 Répression du travail en noir ou frauduleux :
Projet de loi approuvé par le Sénat.
- 4.1.4 Répartition de l'emploi :
En voie d'exécution.
- 4.1.5 Définition de la notion de fermeture d'entreprises :
Cfr. projet de loi de redressement économique — chapitre I.
- 4.1.6 Abaissement de l'âge de la pension :
Projet de loi adopté par la Chambre.

2. Mesures particulières pour les jeunes.

- 4.2.1 Mise au travail des chômeurs par les pouvoirs publics :
En voie d'exécution.
- 4.2.2 Stages dans les entreprises :
Cfr. Projet de loi de redressement économique.

- 3.2.4 Belastingverlaging op aanvullende investeringen :
In uitvoering en verlengd tot

- 3.2.5 Verhaalbare hulp voor beroep op instellingen voor beheersadvies :
Zie wetsontwerp tot economisch herstel — hoofdstuk V.

3. Overheidsinvesteringen.

Tenuitvoerlegging van het programma 1975.

- 3.3.1 Controlecel :
Ten uitvoer gelegd.
- 3.3.2 Overheidsopdrachten :
Wetsontwerp in de Senaat ingediend.
- 3.3.3 Bespoediging van de verrichtingen — uitvoering van gesubsidieerde werken :
Ontwerp wordt voorbereid.
- 3.3.4 Vereenvoudiging van de voogdijverrichtingen :
Ontwerp wordt voorbereid.
- 3.3.5 Bouw van sociale woningen :
Ten uitvoer gelegd.

4. Uitvoer.

- 3.4.1 Uitbreiding van risicodekkingen door de Nationale Delcredetendienst :
Zie wetsontwerp tot economisch herstel — hoofdstuk IV.
- 3.4.2 Financiering van de Belgische uitvoer :
In uitvoering.
- 3.4.3 Belgische vertegenwoordiging in het buitenland :
In uitvoering.
- 3.4.4 Belgische Dienst voor de Buitenlandse Handel :
In uitvoering.
- 3.4.5 Leningen van Staat tot Staat :
In uitvoering.

Hoofdstuk IV. — Bijzondere maatregelen ter bevordering van de tewerkstelling.

1. Algemene maatregelen.

- 4.1.1 Betrekken van de werknemers bij het tewerkstellingsbeleid in de ondernemingen :
- 4.1.2 Beperking van de cumulatie van pensioenen en beroepsbedrijvigheid :
Ten uitvoer gelegd.
- 4.1.3 Beteugeling van sluikwerk :
Wetsontwerp door de Senaat aangenomen.
- 4.1.4 Verdeling van de werkgelegenheid :
In uitvoering.
- 4.1.5 Omschrijving van het begrip bedrijfssluiting :
Zie wetsontwerp tot economisch herstel.
- 4.1.6 Verlaging van de pensioengerechtigde leeftijd :
Wetsontwerp door de Kamer aangenomen.

2. Bijzondere maatregelen voor de jongeren.

- 4.2.1 Tewerkstelling van werklozen door de openbare besturen :
In uitvoering.
- 4.2.2 Bedrijfsstages :
Zie wetsontwerp tot economisch herstel.

4.2.3 Centres spéciaux :

Exécuté.

4.2.4 Contrat d'apprentissage :

Projet de loi sera soumis à l'avis du Conseil national du Travail.

3. *Salaire de reconversion.*

Exécuté.

4. *A l'étude :*

- Cumul des fonctions rémunérées par le budget public.
- Emplois complémentaires.
- Emploi à mi-temps des jeunes travailleurs.

4.2.3 Bijzondere centra :

Uitgevoerd.

4.2.4 Leercontract :

Wetsontwerp wordt voor advies aan de Nationale Arbeidsraad voorgelegd.

3. *Omscholingsloon.*

Uitgevoerd.

4. *Worden bestudeerd :*

- Cumulatie van ambten ten laste van de Rijksbegroting.
- Aanvullende betrekkingen.
- Halftijdse tewerkstelling van jonge werknemers.

ANNEXE 2.

O. C. D. E.

STRATEGIES ANTI-INFLATIONNISTES POUR L'ANNEE 1975.

Rapport final sur la réunion des experts patronaux,
Paris 23-25 avril 1975,par M. Louis BAECK, Professeur d'Economie
à l'Université Catholique de Louvain.

CHAPITRE I.

Délimitation du problème.

I. — Un problème ancien qui revêt une dimension nouvelle.

Pour les pays membres de l'O. C. D. E., le problème de la hausse des prix se pose depuis longtemps et les préoccupations que suscite l'inflation ne sont pas nouvelles. Dès juin 1961, un groupe d'experts nommés par l'O. C. D. E. a rédigé un volumineux rapport sur « le problème des hausses de prix ». Il y a eu ensuite, en 1970, une autre étude sur l'inflation dite « rampante ». Or, depuis le début des années soixante-dix, la spirale inflationniste s'accélère. Au cours de la phase de haute conjoncture de 1972-1975 les prix des matières premières ont plus que doublé; au dernier trimestre de 1973, les prix pétroliers ont quadruplé. Dans la plupart des pays industriels, les taux annuels de croissance de l'indice des prix à la consommation des biens et services dépassent maintenant le seuil de 10 %. L'accélération de l'indice des prix à la consommation depuis le début des années soixante-dix ressort nettement des données présentées au tableau 1 :

TABLEAU 1.

Evolution de l'indice des prix à la consommation.

Pays	1961-1971	1972	1973	1974	1975 (a)	Landen
Etats-Unis	3,1	3,3	6,2	11,0	9,5	Verenigde Staten.
Japon	5,9	4,5	11,7	16,0	14,0	Japan.
France	4,3	5,9	7,3	13,0	12,0	Frankrijk.
Allemagne	3,0	5,5	6,9	7,0	6,0	Duitsland.
Italie	4,2	5,7	10,8	20,3	19,7	Italië.
Royaume-Uni	4,6	7,1	9,2	18,0	25,0	Verenigd Koninkrijk.
Belgique	3,4	5,5	10,4	15,7	13,7	België.
Danemark	6,1	6,6	9,3	15,3	12,0	Denemarken.
Pays-Bas	4,8	7,8	8,0	9,6	10,4	Nederland.
Finlande	5,4	7,4	11,4	16,9	—	Finland.

(a) Premier semestre, en taux annuel.
Source : O. C. D. E.

Pour qualifier la montée en flèche de l'indice des prix à la consommation, qui a fait suite à la flambée des prix des matières premières et des produits pétroliers, on a utilisé l'expression « inflation nouvelle » (« new inflation »). Cette expression a été forgée pour attirer l'attention sur deux caractéristiques au moins du phénomène observé :

- a) l'intensité du processus inflationniste;
- b) le fait que son accélération a été alimentée par des facteurs exogènes.

L'onde de choc qui s'est propagée à travers les systèmes de prix des économies occidentales à la suite du quadruplement des prix pétroliers a fait l'objet d'analyses approfondies dans un nombre incalculable d'études et de rapports.

Toutefois, l'envolée des cours des matières premières qui a procédé (Cf. graphique I) a beaucoup moins retenu l'attention.

BIJLAGE 2.

O. E. S. O.

ANTI-INFLATOIRE BELEIDSMAATREGELEN VOOR 1975.

Eindverslag over de vergadering van de deskundigen der werkgevers,
Parijs 23-25 april 1975,door de heer Louis BAECK, hoogleraar in de economie
aan de Katholieke Universiteit te Leuven.

HOOFDSTUK I.

Probleemstelling.

I. — Een oud probleem in een nieuwe dimensie.

In de Lid-Statens van de O. E. S. O. kent men het vraagstuk van de prijsstijging reeds geruime tijd en de bezorgdheid die wordt gewekt door de inflatie is dan ook geenszins van recente datum. Reeds in juni 1961 werd door een door de O. E. S. O. geformeerde groep van deskundigen een lijvig rapport samengesteld over « het vraagstuk van de prijsstijgingen ». In 1970 kwam vervolgens een andere studie tot stand over de zogeheten « kruipende » inflatie. Sedert het begin van de zeventiger jaren kan echter worden geconstateerd dat de inflatie-spiraal een stijgend verloop heeft gekend. Tijdens de periode van hoogconjunctuur van 1972-1975 zijn de prijzen van de grondstoffen meer dan verdubbeld, terwijl in het laatste kwartaal van 1973 de aardolieprijzen met het viervoudige zijn gestegen. In de meeste industrielanden liggen de jaarlijkse groeipercentages van het indexcijfer der consumptieprijzen van goederen en diensten boven de 10-percentsgrens. Dat het indexcijfer der kleinhandelsprijzen in de loop van dit decennium een sterk stijgende tendens heeft gekend moge blijken uit de in tabel 1 opgegeven cijfers :

TABEL 1.

Ontwikkeling van het indexcijfer der kleinhandelsprijzen.

(a) Eerste halfjaar, in jaarpercentages.
Bron : O. E. S. O.

Ter typering van de sterk stijgende tendens van het indexcijfer der kleinhandelsprijzen — na de escalatie van de grondstoffenprijzen en de prijzen van de aardolieprodukten — spreekt men nu van « nieuwe » inflatie (« new inflation »). Men kwam tot deze benaming om de aandacht te vestigen op twee kenmerken van het hier beschouwde verschijnsel :

- a) de intensiteit waarmee het inflatieproces zich voltrekt;
- b) het feit dat de versnelling ervan werd veroorzaakt door exogene factoren.

Het shokeffect dat zich ten gevolge van de viervoudige stijging van de aardolieprijzen aan de prijssystemen van de westerse economieën meedeelde, werd in talloze studies en rapporten diepgaand geanalyseerd.

De hieraan voorafgaande sterke stijging van de grondstoffenprijzen (Vgl. grafiek I) heeft echter heel wat minder aandacht gekregen.

L'essor des produits de base a été intense mais de courte durée. Au premier trimestre de 1974, leur indice des prix a atteint le niveau record de 240 (sur la base 1970 = 100). Depuis, il n'a cessé de baisser (1).

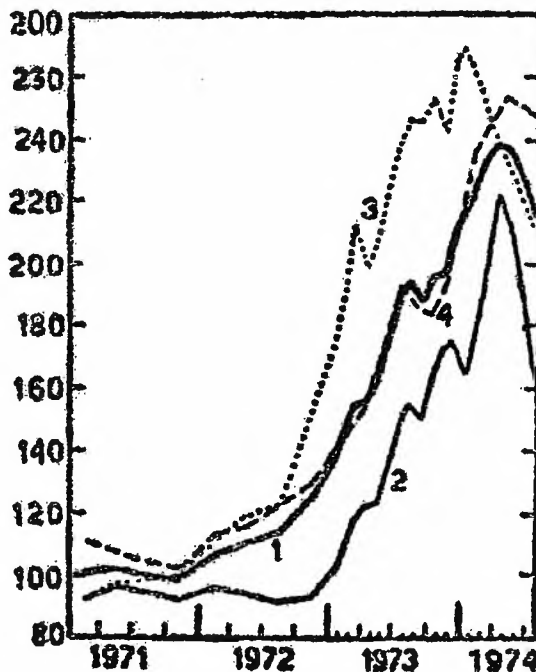
L'ascension sans précédent des prix des produits de base de 1972 jusqu'au milieu de 1974 a été stimulée par divers facteurs :

1. La simultanéité des phases de haute conjoncture aux Etats-Unis, en Europe occidentale et au Japon, qui a provoqué une demande inhabituelle de matières premières;
2. Le faible niveau des stocks et les goulets d'étranglement du côté de l'offre, dus à des grèves et à la médiocrité des récoltes;
3. Les incertitudes monétaires et la montée de l'inflation (laquelle se traduit par un taux d'intérêt réel négatif pour les détenteurs de liquidités), qui ont encouragé une vague d'achats spéculatifs destinés à accumuler des stocks de matières premières.

Toutefois, qualifier de « nouvelle » l'inflation qui a suivi le déclenchement des ondes de choc « exogènes » mentionnées ci-dessus serait une simplification. Ce serait aussi une dangereuse illusion. Car cela encourageait les pays industriels à rejeter entièrement sur les autres pays, notamment les producteurs de matières premières et de produits pétroliers, la responsabilité du désordre inflationniste actuel.

Afin d'analyser correctement l'inflation que nous connaissons aujourd'hui, il faut examiner le fonctionnement et les structures des économies occidentales dans le cadre desquels ces accélérations de prix sont tout d'abord générées, puis amplement entretenues. En d'autres termes, il faut étudier non pas une seule mais plusieurs des caractéristiques du fonctionnement de notre modèle de croissance occidentale qui peuvent aider à la compréhension de cette forme nouvelle d'inflation.

Graphique I. — L'envolée des cours des matières premières.



- (1) Indice moyen des prix de l'ensemble des matières premières.
- (2) Produits minéraux.
- (3) Produits agricoles.
- (4) Denrées alimentaires.

Source : Statistiques financières internationales.

L'un des changements structurels les plus importants qu'ait subi notre système économique après la guerre a été le phénomène d'internationalisation croissante de la production, des échanges, du marché des capi-

(1) En juillet 1975, l'indice général des prix des produits de base était de 160,1.

De prijsstijging van de basisprodukten is krachtig geweest maar van korte duur. Zo gaf het prijsindexcijfer van deze produkten in het eerste kwartaal van 1974 met 240 (1970 = 100) een nieuw record te zien. Sederdien is dit cijfer echter gestadig teruggelopen (1).

Dat de prijzen van de basisprodukten van 1972 tot medio 1974 zulk een ongeëvenaarde stijging te zien gaven, werd in de hand gewerkt door diverse factoren :

1. Het feit dat de fasen van hoogconjunctuur in de Verenigde Staten, Europa en Japan samenvielen, hetgeen een ongewoon sterke vraag naar grondstoffen veroorzaakte;
2. Geringe voorraden en knelpunten aan de aanbodzijde, die weer een gevolg zijn van stakingen en de magere oogstresultaten;
3. Onzekerheid op monetair gebied en de toenemende inflatie (tot uiting komend in een voor de bezitters van liquiditeiten negatief uitvallend reëel interestpercentage), die een golf van speculatieve aankopen hebben aangemoedigd, gericht op het accumuleren van grondstoffenvoorraden.

Als men nochtans de inflatie, die volgde op de door de hierboven genoemde exogene factoren ontstane schokwerking, als « nieuw » zou aanduiden, dan zou zulks van een simplificatie getuigen. Het zou eveneens een gevaarlijke misvatting zijn. Hierdoor zouden nl. de industrielanden er toe worden aangezet om de verantwoordelijkheid voor de huidige inflatoire wanorde volledig op de andere landen, met name de producenten van grondstoffen en van aardolieprodukten, af te wettelen.

Voor een juiste analyse van de huidige inflatie, dient allereerst te worden nagegaan welke de werking, alsmede welke de structuren zijn van de westerse economieën, waarbinnen deze prijsescalaties allereerst ontstaan en vervolgens zich op ruime schaal verder ontwikkelen. Anders gezegd, bij de bestudering van de werking van ons westers groei-model mag men zich niet beperken tot één aspect, maar dienen diverse aspecten te worden onderzocht, hetgeen kan bijdragen tot een beter begrip van deze nieuwe vorm van inflatie.

Grafiek I. — Evolutie van de grondstoffenprijzen.

- (1) Gemiddeld prijsindexcijfer van de grondstoffen als geheel.
- (2) Delfstoffen.
- (3) Landbouwprodukten.
- (4) Voedselwaren.

Bron : Internationale financiële statistieken.

Structureel gezien vormt een van de belangrijkste ontwikkelingen die het economisch systeem in de na-oorlogse periode heeft ondergaan, de toenemende internationalisatie van de produktie, van het handelsver-

(1) In juli 1975 bedroeg het algemeen prijsindexcijfer van de basisprodukten 160,1.

taux et du marché du travail (l'immigration de la main-d'œuvre en Europe, par exemple).

1. La rapidité de la croissance économique de tous les pays industriels, le démantèlement organisé des restrictions commerciales (libéralisation des échanges) et les facilités de convertibilité des paiements internationaux ont entraîné une expansion sans précédent des échanges mondiaux. Depuis les années soixante, tous les pays occidentaux ont enregistré un essor de leurs exportations : le taux de croissance de leurs exportations a été beaucoup plus élevé que celui de leur produit national (Tableau 2).

TABLEAU 2.

Evolution des exportations et de la production dans le monde.

	1960	1965	1970
Exportations mondiales :			
1. Valeur en milliards de dollars des Etats-Unis	128,3	186,5	312,0
2. Indice de valeur (1960 = 100) ...	100	145	243
3. Indice de volume (1960 = 100) ...	100	141	213
Production mondiale :			
Indice de valeur (1960 = 100)	100	130	170

Source : G. A. T. T.

Au cours de ce processus, non seulement les pays du Tiers Monde, mais aussi les pays d'Europe occidentale et le Japon sont devenus des économies exportatrices plus ouvertes.

2. La vigoureuse expansion de l'investissement direct transnational — par l'intermédiaire de l'extension des entreprises multinationales — a entraîné une importante restructuration des économies occidentales. Dans les années soixante et soixante-dix, la croissance de l'investissement direct étranger en Europe occidentale a été plus importante que dans les pays en développement. Les investissements transnationaux ont créé un réseau de relations industrielles transnationales entre les pays de l'O. C. D. E. et, de ce fait, la simultanéité des cycles conjoncturels est plus marquée qu'auparavant.

3. La vigoureuse expansion d'un marché monétaire et financier transnational (le marché des euro-devises) a donné une impulsion aux systèmes de crédit nationaux, jusqu'alors caractérisés par leur isolement et leur morcellement. Du point de vue des autorités monétaires nationales, le marché des euro-devises n'est rien moins qu'un système de crédit parallèle, échappant à leur contrôle et capable, jusqu'à un certain point, de neutraliser leur politique monétaire.

4. En raison du relâchement de la discipline monétaire internationale, les économies occidentales ont essayé d'obtenir et ont reçu des injections plus ou moins artificielles de monnaies de réserve (essentiellement de dollars). La création accélérée de liquidités internationales sous forme d'avoirs en devises a stimulé l'expansion de l'offre de monnaie et de crédit dans chaque pays.

Au cours de la phase de haute conjoncture de 1971-1973, et dans la plupart des pays, les autorités monétaires, responsables de la politique du crédit, ont poursuivi dans la même voie en accordant généreusement des liquidités (nationales) supplémentaires. Le taux d'expansion monétaire a été nettement plus élevé qu'au cours des périodes précédentes. En outre, le crédit consenti par le système bancaire s'est développé extrêmement vite. C'est seulement depuis le ralentissement de 1974 qu'une politique d'expansion monétaire plus restrictive prévaut dans certains pays.

Au tournant des années soixante-dix, les structures industrielles et les systèmes de crédit des pays de l'O. C. D. E. étaient liés les uns aux autres comme ils ne l'avaient jamais été. Dans ces économies ouvertes et interdépendantes, il est fatal que non seulement les périodes d'essor conjoncturel et d'inflation, mais aussi les récessions, lorsqu'elles surviennent, se produisent au même moment dans l'ensemble du système occidental. C'est l'une des raisons pour lesquelles la phase de haute conjoncture de 1971-1973 a entraîné un essor aussi généralisé et intense dans l'ensemble de la zone O. C. D. E., et pour lesquelles la récession qui l'a suivie a été aussi soudaine et profonde.

keer en van de kapitaal- en arbeidsmarkt (b.v. de immigratie van arbeidskrachten in Europa).

1. De snelle economische groei in alle industrielanden, alsmede de georganiseerde afbraak van de handelsbeperkingen (liberalisering van het handelsverkeer) en de faciliteiten in verband met het internationaal betalingsverkeer hebben een ongeëvenaarde groei van het wereldhandelsverkeer bewerkstelligd. Sedert de zestiger jaren hebben de westerse landen een opleving te zien gegeven van hun uitvoer : hiermede vergeleken lag het groeipercentage van het nationaal produkt van deze landen heel wat lager (Tabel 2).

TABEL 2.

Ontwikkeling van de uitvoer en van de produktie in de wereld.

	1960	1965	1970	1971	1972	1973	
							Uitvoer op wereldschaal :
							1. Waarde in miljarden US-dollars.
							2. Waardeindexcijfer (1960 = 100).
							3. Volumeindexcijfer (1960 = 100).
							Wereldproductie :
							Waardeindexcijfer (1960 = 100).

Bron : G. A. T. T.

Tijdens de door de tabel bestreken periode zijn niet alleen de landen van de Derde Wereld maar eveneens de West-Europese landen en Japan meer open, op uitvoer gerichte economieën geworden.

2. De krachtige groei van de directe transnationale investeringen — via de uitbreiding van de multinationale ondernemingen — heeft voorts een belangrijke herstructurering tot gevolg gehad van de westerse economieën. In de jaren zestig en zeventig was de groei van de directe buitenlandse investeringen in West-Europa sterker dan in de ontwikkelingslanden. Deze transnationale investeringen hebben op hun beurt een netwerk van transnationale industriële betrekkingen tussen de O. E. S. O.-landen doen ontstaan en als zodanig tot gevolg gehad dat de conjunctuercycli van deze landen meer dan in het verleden met elkaar samenvielen.

3. Met het tot ontwikkeling komen van een ruime transnationale monetaire en financiële markt (de markt van de euro-devisen) werd verder een impuls gegeven aan de nationale systemen inzake kredietverlening, die voordien alleen en los van elkaar opereerden. In de zienswijze van de nationale financiële autoriteiten is de markt van de euro-devisen niets minder dan een systeem van parallelle kredietverlening, dat zich aan hun controle onttrekt en dat, tot op zekere hoogte, hun monetair beleid doorkruist.

4. Ingevolge de versoepeling in de internationale monetaire verhoudingen, hebben de westerse economieën getracht en zijn ze er ook in geslaagd min of meer kunstmatige injecties te krijgen met geldreserves (overwegend dollars). In elk van de landen heeft de versnelde scheping van internationale liquiditeiten in de vorm van deviezen het aanbod van geld en kredieten gestimuleerd.

Tijdens de fase van de hoogconjunctuur van 1971-1973 hebben in de meeste landen de voor het kredietbeleid verantwoordelijke instanties de politiek van ruime toekenning van bijkomende (nationale) liquiditeiten voortgezet. Als gevolg hiervan was het stijgingspercentage van de geldmiddelen heel wat hoger dan in de voorgaande tijdvakken. Daar komt bij dat de kredietverlening door de banken in een soort stroomversnelling terecht is gekomen. Eerst sedert de groeivertraging van 1974 is men in sommige landen overgegaan tot een meer restrictief monetair beleid.

Bij de overgang van de zestiger naar de zeventiger jaren waren de O. E. S. O.-landen zowel industrieel als op monetair gebied met elkaar verbonden als nooit tevoren. In deze open en interdependente economieën is het echter niet te vermijden dat naast periodes van conjuncturele opleving en inflatie, ook periodes van recessie, wanneer deze zich voordoen, zich gelijktijdig voordoen in het hele westerse systeem. Dit is één van de redenen waarom de fase van hoogconjunctuur van 1971-1973 in alle O. E. S. O.-landen een zo algemene en krachtige opleving heeft teweeggebracht en de recessie die er op gevolgd is, zo plotseling en ingrijpend was.

Toutefois, l'accélération de l'inflation au cours des années soixante-dix ne peut être totalement comprise sans analyser les objectifs de la politique mise en œuvre dans nos économies à croissance mixte.

II. — Les grandes orientations de nos économies mixtes orientées sur la croissance.

Depuis les années soixante, il est largement admis, dans les économies mixtes de la zone O. C. D. E., qu'il incombe aux pouvoirs publics de poursuivre, entre autres, les objectifs suivants :

- 1) des taux de croissance raisonnables (élevés, de préférence);
- 2) le plein emploi;
- 3) la stabilité des prix;
- 4) l'équilibre de la balance des paiements;
- 5) une répartition équitable (sur les plans régional et social) des fruits de la croissance).

Toutefois, les événements économiques qui se sont déroulés depuis la guerre donnent à penser qu'il est difficile, dans le cadre structurel de nos économies mixtes, où se combinent les influences exercées à la fois par le libre jeu des forces du marché, par les interventions de l'Etat, et par les mécanismes institutionnalisés de détermination des prix et des salaires, d'atteindre simultanément ces objectifs, voire seulement de s'en approcher. La priorité donnée à la rapidité de la croissance et au plein emploi est l'une des causes de l'inflation qui sévit dans nos sociétés industrialisées, caractérisées par une faible mobilité (institutionnalisée) de la main-d'œuvre et d'autres facteurs de production. Nous abordons ici l'un des aspects structurels de l'inflation actuelle. Le qualificatif « structurel » se justifie par le fait que, dans nos économies hautement industrialisées, une relation dysfonctionnelle s'est établie entre les (divers) buts (simultanément) poursuivis et le cadre institutionnel : rigidités dans les mécanismes de détermination des prix, rigidités sur le marché du travail, sur les marchés de produits, etc.

C'est pourquoi, dans les années soixante et au début des années soixante-dix, la question s'est posée de savoir s'il ne serait pas nécessaire de s'écarter de tel ou tel objectif afin de se rapprocher de tel autre. Plus précisément, on s'est attaché à déterminer le type de corrélation négative qui peut exister entre le plein emploi et la stabilité des prix (courbe de Philips) et entre le plein emploi et la balance des paiements.

On en vient alors à se demander si la corrélation négative entre l'inflation et l'emploi n'a pas perdu de sa signification, de même que l'approche macro-économique fondée sur la politique de régulation de la demande, et ce, à peu près pour les mêmes raisons. La courbe de Philips, de même que les approches fondées sur la régulation de la demande et sur la politique monétaire, sont trop générales, c'est-à-dire trop macro-économiques, et ne tiennent pas compte des rigidités spécifiques et des différences sectorielles sur les marchés des produits, sur le marché du travail, etc. Elles ne sont pas suffisamment sélectives, et pour pouvoir agir sur les « goulots d'étranglement », les mesures qu'on en déduit doivent être utilisées à trop forte dose. Par rapport à leurs résultats, elles deviennent par conséquent plus coûteuses.

Les statistiques de comptes nationaux indiquent que, depuis le début des années soixante, la plupart des pays de l'O. C. D. E. ont enregistré une croissance économique exceptionnelle et des taux de chômage assez bas (tableaux 3 et 4), sauf lors de la récente récession.

Avec des taux d'expansion de la production de 3,5 % à 4,5 % supérieurs aux taux de croissance démographique, et ce pendant des périodes de temps prolongées, l'économie a été soumise à des tensions sévères imputables à la croissance de la productivité, à travers l'innovation technologique permanente et le rythme intense de renouvellement des biens capitaux. Les gouvernements ont été chargés d'assurer la régulation de la demande globale par le biais de la politique fiscale ou budgétaire et d'une politique monétaire appropriée, c'est-à-dire orientée vers la croissance. Le maintien de taux de croissance artificiellement élevés, notamment depuis le commencement des années soixante-dix, et les pressions exercées par tous les groupes sociaux, pour obtenir une part plus importante de cette production nationale en pleine expansion, ont entraîné, dans la plupart des pays de l'O. C. D. E., une progression inflationniste des salaires, des autres revenus et des coûts de production, soutenue par une politique budgétaire et monétaire également inflationniste. Toutefois, la forte croissance dans l'inflation des années soixante-dix s'est révélée de plus en plus insensible aux instruments macro-économiques (monétaires et budgétaires). La régulation de la demande et le financement par le déficit peuvent accroître tant l'expansion que l'emploi pendant un temps, mais non pas de façon permanente, s'ils débouchent sur un rythme d'inflation excessif, que ce soit par leurs effets sur le marché du travail ou par leurs incidences sur la masse monétaire.

Lorsqu'elle devient excessive, l'inflation détruit le moteur même de la croissance.

C'est ce qui s'est produit avec le mouvement de récession de 1974.

De spirale de l'inflation en de zeventiger jaren kan echter alleen ten volle worden begrepen in het licht van de doelstellingen die in onze op groei gerichte gemengde economieën worden nagestreefd.

III. — Voornaamste beleidslijnen van onze op groei gerichte gemengde economieën.

Sedert de jaren 60 is men het er in de gemengde economieën van de O. E. S. O.-zone in ruime mate over eens dat door de overheid de volgende doeleinden moeten worden nagestreefd :

- 1) redelijke (bij voorkeur hoge) groeipercentages;
- 2) volledige werkgelegenheid;
- 3) stabiele prijzen;
- 4) evenwicht op de betalingsbalans;
- 5) een billijke verdeling (op regionaal en sociaal gebied) van de vruchten van de groei.

Op grond van de na-oorlogse economische ontwikkeling is echter de veronderstelling gewettigd dat, in het structureel kader van onze gemengde economieën, waar zich invloeden doen gevoelen die zowel verband houdend met het vrije spel van vraag en aanbod als met de overheidsinterventie en de instrumenten voor de collectieve vaststelling van lonen en prijzen, de gelijktijdige verwezenlijking van deze doeleinden of zelfs maar de gelijktijdige benadering ervan moeilijk te realiseren valt. De prioriteit die werd verleend aan de snelle groei en aan de volledige werkgelegenheid vormt een van de oorzaken van de inflatie waarmee onze industriële samenleving hebben af te rekenen en waarbij kenmerkend is een geringe (geinstitutionaliseerde) mobiliteit van arbeidskrachten en van andere productiefactoren. We komen hiermee aan een van de structurele aspecten van de huidige inflatie. De aanduiding « structureel » wordt hier terecht gebruikt aangezien in onze hooggeïndustrialiseerde economieën er haperingen zijn ontstaan tussen de (diverse) (gelijktijdig) nagestreefde doelstellingen en het institutionele kader. Dit komt tot uiting in de moeiame wijze waarop de prijsvaststelling plaats vindt, de knelpunten op de arbeidsmarkt, de markt van producten, enz.

Vandaar dat men zich in de jaren 60 en in het begin van de zeventiger jaren de vraag heeft gesteld of men de aandacht niet eerder zou moeten richten op een andere doelstelling. Meer in het bijzonder heeft men getracht na te gaan welke soort negatieve correlatie er kan bestaan tussen optimale werkgelegenheid en stabiele prijzen (curve van Philips) en tussen volledige werkgelegenheid en de betalingsbalans.

Het heeft er alle schijn van dat de negatieve correlatie tussen inflatie en werkgelegenheid, evenals de op de regulering van de vraag gebaseerde macro-economische benadering, minder relevant is geworden en dit ongeveer om dezelfde redenen. De curve van Philips, alsmede de benaderingen die zijn gebaseerd op de regulering van de vraag en op het monetair beleid zijn immers te algemeen, m.a.w. te macro-economisch. Ze houden geen rekening met de specifieke knelpunten en de sectoriële verschillen op de markt van producten, de arbeidsmarkt, enz. Ze zijn niet voldoende selectief gericht en om « knelpunten » te kunnen beïnvloeden moeten de maatregelen welke men eruit afleidt in een te sterke dosis worden toegepast. Gemeten naar hun resultaten, zouden ze bijgevolg te duur uitvallen.

De statistieken van de nationale rekeningen wijzen uit dat, de recente recessie buiten beschouwing gelaten, de meeste O. E. S. O.-landen een uitzonderlijke economische groei hebben gekend, tegenover vrij lage werkloosheidscijfers (tabellen 3 en 4).

Met productiegroeicijfers die 3,5 tot 4,5 % boven de demografische groeicijfers lagen, en dit gedurende langere tijd, is het duidelijk dat de economie aan sterke spanningen blootstond. Die spanningen werden veroorzaakt door de groei van de productiviteit, op zijn beurt een gevolg van de gestadige technologische innovatie en de zeer korte termijnen waarop kapitaalgoederen worden vervangen. De regeringen kregen als opdracht de globale vraag te reguleren met behulp van fiscale en budgettaire beleidsinstrumenten en langs de weg van een passend, met andere woorden een op de groei gericht monetair beleid. De handhaving van de groeipercentages op een kunstmatig hoog niveau, met name sedert het begin van de zeventiger jaren, en de druk die door alle maatschappelijke groeperingen wordt uitgeoefend om een groter aandeel te krijgen in de opbrengst van de zich in volle expansie bevindende nationale productie, hebben in de meeste O. E. S. O.-landen een inflatoire stijging tot gevolg gehad van de lonen, andere inkomens en productiekosten, welke tendens nog werd versterkt door een eveneens inflatoir budgettair en monetair beleid. In de zeventiger jaren is echter gebleken dat het macro-economisch (monetaire en budgettaire) instrumentarium steeds minder greep krijgt op de sterk toenemende inflatie. Wel kan door de regulering van de vraag en financiering langs deficitaire weg stimulerend worden gewerkt of zowel de industriële groei als op de werkgelegenheid. Dit is echter alleen het geval zolang er geen sprake is van een excessieve inflatie, omdat dan de gevolgen ervan voor de arbeidsmarkt of voor de geldmassa zich doen gevoelen.

Wanneer de inflatie te sterk om zich heengrijpt, vernietigt zij daarmee de motor zelve van de groei.

Dit nu heeft zich voorgedaan bij de recessie van 1974.

TABLEAU 3.
Taux de croissance annuels du P. N. B.

	1960-1961 à/tot 1971-1972	1973	1974	1975 (a)	
Etats-Unis	4,1	5,9	- 1,7	- 8	Verenigde Staten.
Japon	11,0	10,2	- 3,2	- 1	Japan.
France	5,8	6,0	4,7	0	Frankrijk.
Allemagne	4,9	5,3	1,0	- 4,5	Duitsland.
Italie	5,5	6,0	4,7	- 1,5	Italië.
Royaume-Uni	3,1	5,3	- 0,5	0	Verenigd Koninkrijk.
Belgique	4,9	6,1	4,5	+ 0,25	België.
Pays-Bas	5,2	4,2	2,5	- 0,5	Nederland.
Danemark	4,8	3,5	1,5	0	Denemarken.
Finlande	5,4	6,0	3,2	+ 0,5	Finland.

(a) Premier semestre. Pour les Etats-Unis, le Japon, la France, l'Allemagne, l'Italie et le Royaume-Uni, taux annuels du premier semestre, pour les autres pays, taux annuels prévus pour l'année entière.

Source : O. C. D. E.

TABLEAU 4.
Taux de chômage de la population active.

	1962-1972	1973	1974 (a)	1975 (b)	
Etats-Unis	4,7	4,9	6,6	8,4	Verenigde Staten.
Japon	1,2	1,3	1,7	1,7	Japan.
France	1,7	2,1	2,8	3,3	Frankrijk.
Allemagne	1,0	1,3	3,6	4,6	Duitsland.
Italie	3,4	3,5	2,7	—	Italië.
Royaume-Uni	2,3	2,6	2,7	3,1	Verenigd Koninkrijk.
Belgique	1,9	2,3	3,1	3,8	België.
Pays-Bas	1,1	2,3	3,2	3,7	Nederland.
Danemark	3,2	2,4	9,0	11,1	Denemarken.
Finlande	2,2	2,3	1,7	2,0	Finland.

(a) Dernier trimestre.
(b) Premier semestre.
Source : O. C. D. E.

L'analyse de l'inflation galopante des années soixante-dix doit tenir compte de ces orientations de la politique économique intérieure aussi bien que du rôle joué par des facteurs extérieurs tels que le pétrole et les matières premières. Dans l'analyse des sources intérieures de l'inflation actuelle, il faut examiner plus attentivement la dysfonction croissante entre les moyens mis en œuvre pour atteindre (simultanément) les buts précités et le cadre institutionnel.

On s'accorde généralement à penser que le monde occidental traverse actuellement la phase de récession la plus grave qu'il ait connue depuis la guerre. Or, bien que les taux de croissance soient faibles, voire dans certains cas négatifs, la décélération de la spirale inflationniste est lente à venir. De plus en plus nombreux sont ceux qui considèrent l'inflation comme une caractéristique structurelle de nos sociétés urbaines industrialisées ou comme un processus auto-entretenu qui leur est inhérent, à moins que ne surviennent certains changements institutionnels et/ou structurels.

TABEL 3.
Jaarlijks groeipercentage van het B. N. P.

(a) Eerste halfjaar. Voor de Verenigde Staten, Japan, Frankrijk, Duitsland, Italië en het Verenigd Koninkrijk hebben de groeicijfers betrekking op het eerste halfjaar, voor de overige landen betreffen zij het volledige jaar.
Bron : O. E. S. O.

TABEL 4.
Werkloosheidscijfers van de beroepsbevolking.

(a) Laatste kwartaal.
(b) Eerste halfjaar.
Bron : O. E. S. O.

Bij de analyse van de hollende inflatie van de zeventiger jaren dient rekening te worden gehouden met deze koersbepaling van de economische politiek van de landen alsmede ook met de invloed die uitging van externe factoren, zoals de aardolie- en grondstoffenprijzen. Bestudeert men de interne factoren van de huidige inflatie dan dient meer te worden gelet op de toenemende dysfunctie tussen de middelen welke worden aangewend om de voornoemde doelstellingen (gelijktijdig) te bereiken, en op het institutionele kader.

Algemeen is men het er over eens dat de westerse economie momenteel de zwaarste recessie doormaakt van na de oorlog. En niettegenstaande de groeipercentages laag zijn — in sommige gevallen zelfs negatief — duurt het lang voordat de inflatiespiraal teruggedraaid kan worden. Steeds ruimer verbreid wordt de opvatting dat inflatie een structureel kenmerk is van onze verstedelijkte industriële samenlevingen of dat het een zichzelf instandhoudend proces is dat aan deze samenlevingen inherent is en dat alleen kan worden tegengehouden wanneer bepaalde institutionele en/of structurele veranderingen worden doorgevoerd.

III. — *Le choix des points d'application de la politique de lutte contre l'inflation.*

Il a déjà été indiqué que le remède keynesien classique, de par sa nature macro-économique et non spécifique, ne peut avoir de prise sur l'inflation « nouvelle » et « structurelle » des années soixante-dix qui sévit dans le monde entier. On peut en dire de même de la politique monétaire, ainsi que de la corrélation négative « générale » entre l'inflation et l'emploi.

Dans notre système économique, les instruments d'action ont des incidences sur tous les objectifs. Nous avons supposé que l'inflation que nous connaissons ne résulte pas tant d'un excès de la demande totale que d'un excès de la demande ou d'un déséquilibre des forces du marché et/ou de rigidités sur le marché dans quelques secteurs ou branches ou dans certains compartiments du marché de l'emploi, etc. Une fois précisées ces origines sectorielles et structurelles de l'inflation, il est extrêmement difficile et coûteux, en termes d'emploi total et de croissance économique globale, de ralentir la hausse inflationniste des prix par une régulation de la demande globale.

Cela signifie que, dans la mesure où l'inflation a effectivement des causes sectorielles, les instruments de l'action tendant à réduire la demande doivent être appliqués surtout aux branches dans lesquelles les réactions combinées des prix et de l'emploi sont les plus favorables. Dans les branches ou les secteurs où cette combinaison est relativement défavorable, on pourrait davantage avoir recours aux instruments anti-inflationnistes qui n'agissent pas essentiellement sur la demande, tels que la fixation de directives en matière de prix et de salaires, la politique de main-d'œuvre, la libéralisation des importations, l'application d'une législation anti-trust plus stricte, etc. ...

En choisissant d'employer les instruments de lutte contre l'inflation dans les domaines où leurs effets sont « comparativement avantageux », il serait sans doute possible d'améliorer l'efficacité globale de la politique anti-inflationniste. Le choix des points d'application de cette politique, devient d'autant plus crucial que nous connaissons depuis 1974 la récession la plus grave de l'après-guerre, alors que l'inflation, tout en étant mieux maîtrisée désormais, demeure extrêmement forte. Mais on ne peut y parvenir qu'au prix d'un niveau de chômage élevé.

Le problème de choix qui se pose maintenant à nous, consiste à déterminer la combinaison des instruments et des mesures de lutte contre l'inflation qui soit la plus efficace, sans pour autant freiner la croissance et l'emploi. On peut également, en retournant la proposition, dire qu'il s'agit de mettre en œuvre les mesures de reflation les plus efficaces, sans pour autant faire monter les prix et les coûts.

C'est en fonction de ce problème de la détermination des points d'application de la politique économique qu'a été établi le mandat de la réunion des experts patronaux : analyser et évaluer les instruments propres à freiner la hausse des prix et des coûts, tout en réactivant le système économique de manière à renouer avec l'expansion et la croissance.

Une situation exceptionnelle dans laquelle une récession assez profonde se conjugue à un rythme d'inflation relativement élevé appelle l'emploi d'instruments exceptionnels. Les instruments que le groupe d'experts a été chargé d'analyser et d'évaluer couvrent une large gamme : mesures budgétaires (réductions d'impôts directs et indirects, indexation des taux de l'impôt sur le revenu, subventions, etc.), contrôle des prix, directives en matière de prix et salaires, méthodes de négociations collectives révisées et plus sélectives, politique des revenus, etc. Bien que le même problème — récession conjuguée à l'inflation — se présente sous des jours assez différents dans les divers pays de l'O.C.D.E., il est évident que ces instruments ne peuvent être appliqués avec succès sans la pleine coopération des associations d'employeurs. L'opinion des experts patronaux est par conséquent des plus utiles.

CHAPITRE 2.

Analyse et évaluation des instruments sélectifs de la politique économique.

I. — *Instruments fiscaux.*

A. *Introduction générale.*

Dans une situation de récession conjuguée à l'inflation, les mesures qui seront utilisées en priorité seront les instruments dont les répercussions inflationnistes sont faibles et dont les effets peuvent être orientés vers des secteurs et/ou des groupes déterminés. Les mesures fiscales sélectives, telles que les allègements directs et indirects de l'imposition des revenus, sont supposées avoir, dans cette situation

III. — *Maatregelen ter bestrijding van de inflatie.*

Er werd reeds op gewezen dat de klassieke Keynesiaanse benadering, gezien het macro-economische en niet gerichte karakter ervan, geen remedie biedt voor de « nieuwe » en « structurele » inflatie van de zeventiger jaren, die een mondiaal verschijnsel is. Hetzelfde kan worden gezegd van het monetair beleid en van de « algemene » negatieve correlatie tussen inflatie en werkgelegenheid.

In ons economisch bestel hebben de actiemiddelen een weerslag op alle doelstellingen. We zijn ervan uitgegaan dat de huidige inflatie niet zozeer een gevolg is van een te sterke globale vraag dan wel van een te sterke vraag of een onevenwichtige verhouding tussen vraag en aanbod en/of van knelpunten op de markt in enkele sectoren of bedrijfstakken of in enkele segmenten van de arbeidsmarkt, enz. Eenmaal dat deze sectoriële en structurele achtergronden van de inflatie duidelijk zijn aangegeven, is het uiterst moeilijk en kostbaar, in termen van algemene werkgelegenheid en globale economische groei, de inflatoire stijging van de prijzen via een regulering van de totale vraag in te binden.

Dit betekent dat, voor zover de inflatie inderdaad sectorieel is bepaald, de op inkrimping van de vraag gerichte actiemiddelen vooral moeten worden aangewend in die sectoren die zowel op het stuk van de prijzen als wat betreft de werkgelegenheid het gunstigst reageren. In de bedrijfstakken en sectoren waarin de verhouding tussen beide aspecten relatief ongunstig uitvalt zou men meer gebruik kunnen maken van anti-inflatoire middelen die niet primair van invloed zijn op de vraag, zoals vaststelling van voorschriften op het terrein van lonen en prijzen, het tewerkstellingsbeleid, de liberalisering van de invoer, de toepassing van een strengere anti-trust-wetgeving, enz.

Door de inflatiebestrijdende middelen vooral in te zetten in die gebieden waar de gevolgen ervan « relatief voordelig » uitvallen, moet het mogelijk zijn algemeen gesproken tot een meer doeltreffend anti-inflatie beleid te komen. De vaststelling van de instrumenten die in het kader van dit beleid moeten worden toegepast, wordt des te urgenter indien we bedenken dat de recessie die zich sedert 1974 heeft ontwikkeld de zwaarste is uit de na-oorlogse periode, terwijl de inflatie, ook al kunnen we ze thans beter beheersen, zich nog steeds op een hoog niveau blijft bewegen. Bij een dergelijk beleid zal echter hoge werkloosheid niet zijn tegen te gaan.

Waar het nu om gaat is instrumenten en maatregelen vast te stellen die het meest doeltreffend zijn ter bestrijding van de inflatie, met dien verstande dat zij geen remmende werking mogen hebben op de expansie en de groei. Omgekeerd kan men ook zeggen dat het primair is de meest doeltreffende reflatiemaatregelen aan te wenden, zonder dat deze de kosten en prijzen in opwaartse zin mogen beïnvloeden.

Het is tegen deze achtergrond van de vaststelling van de beleidsinstrumenten die moeten worden aangewend op het terrein van de economische politiek dat het mandaat moet worden gezien dat aan de deskundigen van de groep werkgevers werd verstrekt : analyseren en evalueren van de middelen die remmend kunnen werken op de stijging van prijzen en kosten en die tegelijkertijd het economisch systeem weer nieuw leven inblazen en als zodanig de groei en expansie weer mogelijk maken.

En uitzonderlijke situatie, waarin een vrij diepe recessie samengaat met een vrij hoog inflatieritme, vraagt om toepassing van uitzonderlijke middelen. De middelen die de groep van deskundigen opdracht kreeg te onderzoeken en evolueren, bestrijken een breed terrein : budgettaire maatregelen, verlagingen van directe en indirecte belastingen, indexering van de belastingvoeten aan het inkomen, subsidies, enz. ..., prijzencontrole, maatregelen op het gebied van lonen en prijzen, andere en meer gerichte werkwijze bij het collectief overleg, inkomensbeleid, enz. Niettegenstaande hetzelfde probleem — recessie bij gelijktijdige inflatie — zich niet in alle O.E.S.O.-landen op dezelfde wijze voordoet, is het duidelijk dat deze middelen enkel met de volledige medewerking van de werkgevers succesvol kunnen worden toegepast. De zienswijze van de werkgeversdeskundigen is bijgevolg van zeer groot belang.

HOOFDSTUK II.

Analyse en evaluatie van de selectieve instrumenten van het economisch beleid.

I. — *Fiscale instrumenten.*

A. *Algemene inleiding.*

In een situatie die wordt gekenmerkt door recessie bij gelijktijdige inflatie zullen bij voorrang die middelen worden aangewend, waarvan de inflatoire gevolgen gering zijn en die kunnen worden gericht op bepaalde sectoren en/of groepen. De selectieve belastingmaatregelen, zoals verlagingen van de directe en indirecte belasting, worden in deze concrete situatie geacht de voorkeur te verdienen boven de meer

particulière, un avantage comparatif sur les instruments plus généraux de la régulation de la demande et de la politique monétaire. Lorsqu'elles sont appliquées de façon sélective, les réductions d'impôt gonflent le flux du revenu disponible revenant aux ménages et aux entreprises (et le volume de leur demande effective) sans guère avoir d'effet inflationniste. Dans un climat inflationniste, les recettes publiques ont tendance à augmenter plus que proportionnellement en raison de la progressivité des impôts directs sur les revenus et du glissement automatique des revenus vers les tranches supérieures du barème d'imposition. Une réduction d'impôt sélective et/ou une indexation des taux d'imposition entraîne un transfert de revenu, de l'État (demande effective centralisée) vers les ménages et les entreprises (demande effective décentralisée). Ce transfert équivaut à une décentralisation plus grande du pouvoir d'achat et, de ce fait, interfère moins que les dépenses publiques dans le mécanisme des prix du marché.

1. En outre, la mise en œuvre de réductions sélectives de l'impôt direct sur le revenu est supposée atténuer les revendications salariales des divers groupes de salariés et exercer ainsi une influence modératrice dans le processus des négociations collectives.

2. Une réduction des impôts indirects peut avoir immédiatement un effet favorable à la stabilisation des prix quand elle est appliquée de façon sélective :

- a) aux prix des produits de base consommés par l'ensemble de la population, tels que les denrées alimentaires;
- b) aux produits qui ont une forte incidence sur l'évolution de l'indice des prix.

B. Réduction des impôts directs sur le revenu.

À l'automne de 1974, l'Allemagne a accordé une réduction d'impôt aux groupes de population ayant les revenus les plus modestes, afin d'alléger leur charge fiscale au titre de l'impôt direct sur le revenu et d'augmenter leur pouvoir d'achat. Les autorités attendaient aussi de cette mesure qu'elle inciterait les syndicats à modérer leurs revendications dans les négociations salariales. À cet égard, les résultats n'ont pas pleinement répondu à l'attente. La modération dont ont fait preuve les syndicats allemands, jusqu'à présent, par rapport à ceux d'autres pays, semble davantage imputable à la discipline, inspirée par les leçons du passé, du peuple allemand devant l'inflation, plutôt qu'à l'influence de l'impôt sur le revenu sur les négociations collectives.

En Belgique, le gouvernement n'est pas très favorable, pour le moment, aux réductions d'impôt. Cet instrument aurait, en effet, une incidence négative sur les recettes publiques. Or, le gouvernement n'est pas enclin à renoncer à des recettes au moment même où plusieurs groupes sociaux très influents le pressent vivement de lancer un programme de dépenses publiques pour lutter contre la récession.

Le problème de la hausse des prix, d'après le diagnostic actuellement porté en Belgique, est davantage sectoriel que général. Les pressions inflationnistes ne résultent pas d'un excédent de la demande totale et/ou des revendications salariales dans l'ensemble de l'économie, mais plutôt des tensions que connaissent quelques secteurs ou quelques branches. La mise en œuvre de stratégies anti-inflationnistes, par les partenaires sociaux (stratégies adaptées aux négociations salariales) et par les pouvoirs publics (politique fiscale, libéralisation accrue des échanges sur les marchés soumis à des tensions de prix), dans les secteurs constituant des goulets d'étranglement, pourrait atténuer les pressions inflationnistes en favorisant l'accroissement de l'offre et la régulation de la demande. Mais, abstraction faite des quelques mesures d'ajustement qu'il a prises, le gouvernement ne s'est pas encore résolument engagé dans cette voie.

Au Danemark, la pression fiscale est l'une des plus fortes d'Europe. Des réductions d'impôt ont été opérées en septembre 1974. Mais la baisse des recettes publiques qui en est résultée devait être compensée par une compression des dépenses publiques. Les autorités espéraient contrebalancer dans une certaine mesure la réduction d'impôt par un ralentissement de la progression des coûts salariaux, en finançant la perte de recettes fiscales :

- en partie par une diminution des transferts sociaux;
- en partie par des réductions dans certains services publics (compression des dépenses publiques);
- et en proposant qu'à l'avenir certains services publics gratuits deviennent payants.

Toutefois les syndicats n'ont pas accepté ce marché car ils craignaient que cela n'entraîne une réduction de revenu disponible réel pour une bonne partie des ménages de salariés, notamment pour les salaires les plus modestes, car l'effet des réductions des transferts ris-

algeme instrumenten van de regulering van de vraag en die op het terrein van het monetaire beleid.

Wanneer zij selectief worden toegepast hebben belastingverlagingen een expanderend effect op de inkomens die naar de huishoudingen en de bedrijven gaan (en op hun effectieve vraag), zonder dat dit ook maar in enig opzicht inflatoir werkt. In een inflatoir klimaat hebben de overheidsontvangsten de neiging meer dan evenredig te stijgen ingevolge de progressiviteit van de directe inkomstenbelastingen en de automatische verschuiving van de inkomsten naar de hogere schijven van de belastingschaal. Een selectieve belastingverlaging en/of een indexering van de belastingtarieven betekent een overdracht van inkomsten van de Staat (gecentraliseerde effectieve vraag) naar de huishoudingen en de ondernemingen (gedecentraliseerde effectieve vraag). Deze overdracht komt neer op een grotere decentralisatie van de koopkracht en werkt als zodanig minder sterk dan de overheidsuitgaven door in het mechanisme van de marktprijzen.

1. Toepassing van selectieve (inkomsten) belastingverlagende maatregelen wordt bovendien geacht de looneisen van de diverse groepen loontrekkenden af te zwakken en als zodanig een matigende invloed te hebben op het proces van het georganiseerde overleg (d.i. collectieve onderhandelingen tussen werkgevers en werknemers).

2. Een verlaging van de indirecte belastingen kan onmiddellijk prijsstabiliserend werken wanneer zij selectief wordt toegepast op :

- a) de prijzen van de basisproducten die tot de algemene verbruiksgoederen kunnen worden gerekend, zoals voedingswaren;
- b) de producten die een sterke weerslag hebben op de ontwikkeling van het prijsindexcijfer.

B. Verlaging van de directe inkomstenbelasting.

In het najaar van 1974 verleende Duitsland belastingvermindering voor de bevolkingscategorieën met de laagste inkomens, ter verlichting van de fiscale lasten uit hoofde van de directe belasting op het inkomen en ter verhoging van hun koopkracht. De instanties verwachtten van deze maatregel eveneens, dat zij de vakbonden ertoe zou aanzetten hun eisen bij het loonoverleg te matigen. De verwachtingen zijn in deze echter niet geheel bewaarheid geworden. De matiging waarvan de Duitse vakbonden tot nog toe, vergeleken met de bonden van andere landen, blijk hebben gegeven lijkt meer te moeten worden toegeschreven aan de (door de lessen van het verleden ingegeven), zelftucht van het Duitse volk tegenover de inflatie dan aan de invloed van de belastingverlaging op het collectief overleg.

In België staat de regering voornamelijk niet erg gunstig tegenover belastingverlagingen. Dit middel zou nl. een negatieve weerslag hebben op de overheidsontvangsten. De regering voelt er niet veel voor om van deze ontvangsten af te zien juist op een ogenblik dat diverse, zeer invloedrijke sociale groeperingen sterke druk op haar uitoefenen om een programma inzake overheidsuitgaven te lanceren ter bestrijding van de recessie.

Het vraagstuk van de prijsstijgingen is, volgens de thans in België gestelde diagnose, eerder van sectoriële dan van algemene aard. De inflatiedruk is niet een gevolg van een te sterke vraag en/of looneisen in het bedrijfsleven als geheel, maar eerder van spanningen die zich voordoen in enkele sectoren of bedrijfstakken. Door in de sectoren die met knelpunten hebben af rekenen zowel van de kant van de sociale partners als van de zijde van de overheid anti-inflatoire strategieën tot ontwikkeling te brengen (resp. strategieën aangepast aan de loononderhandelingen en maatregelen op fiscaal gebied, liberalisering van het handelsverkeer op de markten die aan spanningen op prijsgebied zijn blootgesteld), zou de inflatiedruk kunnen worden verzacht door uitbreiding van het aanbod en regulering van de vraag. Afgezien echter van enkele aanpassingsmaatregelen heeft de regering nog geen aanstalten gemaakt om resoluut deze weg in te slaan.

Denemarken is een van de landen van Europa waar de belastingdruk het grootst is. In september 1974 ging men er over tot belastingverlagingen maar de eruit voortvloeiende daling van de overheidsontvangsten diende te worden gecompenseerd door een inkrimping van de overheidsuitgaven. De autoriteiten hoopten de belastingvermindering tot op zekere hoogte te kunnen neutraliseren door een afremming van de loonkostenstijging, meer bepaald door de financiering van het verlies van de belastingopbrengsten :

- ten dele via verlaging van de sociale overdrachten;
- voor een ander deel door prijsverlagingen in bepaalde overheidsdiensten (inkrimping van de overheidsuitgaven);
- en door voor te stellen dat in de toekomst bepaalde kosteloze overheidsdiensten zouden moeten worden betaald.

De vakbonden zijn hiermee echter niet akkoord gegaan omdat zij vreesden dat dit voor de gezinnen van de loontrekkenden, met name voor de laagstbetaalden onder hen, een daling zou teweegbrengen van het reëel beschikbaar inkomen; het effect van de verminderingen van

quait d'être supérieur à celui des réductions d'impôt. Le cas du Danemark ne saurait être la preuve de l'échec total des réductions d'impôt en tant que moyen de modérer les revendications salariales. Les incidences des réductions d'impôt sont encore très mal connues et leurs effets à long terme pourraient se révéler plus positifs. Le cas danois montre clairement que le calendrier et la coordination des décisions en matière d'allègements fiscaux, de compressions de dépenses publiques, de modification du système des transferts sociaux et d'aménagement du processus des négociations salariales auraient pu être meilleurs, c'est-à-dire que ces décisions ne devraient pas intervenir en période de glissement considérable des salaires. Enfin, les réductions d'impôt ne peuvent être utilisées de façon permanente, car le minimum incompressible des dépenses publiques financées par l'impôt est atteint relativement vite, à moins que l'importante législation sur les services publics ne soit révisée.

En Finlande des réductions d'impôt ont été mises en œuvre en 1974 et en 1975. Elles ont eu un effet modérateur sur les revendications salariales. Malheureusement, ces mesures ont été mises en application dans des circonstances défavorables, c'est-à-dire au moment de la flambée des prix des matières premières et du pétrole. Ces hausses ont entraîné une augmentation des revendications salariales pendant les négociations et elles ont, combinées à la pénurie de main-d'œuvre, provoqué un accroissement sensible du glissement des salaires. De ce fait, l'augmentation escomptée des gains après impôt s'est trouvée dans une large mesure annulée. Néanmoins, l'expérience finlandaise semble indiquer que les réductions d'impôt peuvent dans certains cas avoir des incidences positives sur les négociations salariales.

On peut déduire, du cas de la Finlande, deux considérations qui semblent importantes :

- les réductions d'impôt et les différentes séries de négociations salariales doivent être bien synchronisées;
- les réductions d'impôt doivent être d'une importance suffisante pour atteindre le seuil de signification dans la négociation.

Aux Etats-Unis, le rythme d'inflation, actuellement supérieur à 10 %, est un sujet d'inquiétude générale. En 1975, une réduction temporaire d'impôt a été opérée en faveur des groupes de population aux revenus les plus modestes. Les revendications salariales ont été en moyenne modérées. Toutefois, la relation entre cette réduction d'impôt et la modération des revendications salariales ne peut être démontrée de façon certaine. Tout d'abord, aux Etats-Unis, contrairement à ce qui se passe en Europe, les négociations collectives sont très décentralisées et se déroulent, pour la plupart, entre chaque employeur et chaque syndicat. En outre, les négociations collectives ne sont pas axées sur le taux de salaire (comme c'est le cas dans la plupart des pays européens), mais sur le montant effectif net du salaire. Les avantages accessoires et tous les autres avantages sont plus ou moins incorporés, dans ce montant, de sorte qu'une réduction d'impôt n'aurait pas la même incidence qu'en Europe. La modération des revendications salariales semble être davantage imputable au taux assez élevé de chômage et à la baisse du P.N.B., la plus profonde de toutes celles qui ont été enregistrées au cours des récessions de l'après-guerre.

En janvier 1974, l'Italie a mis en œuvre une réforme fiscale étendue et importante. En général les réformes fiscales ne modifient pas seulement les niveaux d'imposition, elles ont en outre des effets redistributifs. Cette dernière réforme fiscale opérée en Italie a alourdi la charge fiscale des groupes de population à revenu moyen, de sorte qu'elle a eu pour effet d'intensifier leurs revendications salariales. Au vu des événements récents, il semble que la réforme, au lieu de freiner l'ascension des prix, ait accéléré l'inflation.

Au dernier trimestre de 1974, le gouvernement des Pays-Bas a pris des mesures fiscales visant à limiter la hausse nominale des salaires, tout en prévoyant le versement de subventions temporaires au titre de la sécurité sociale. Toutefois, les considérations relatives à la redistribution des revenus ont joué un rôle prédominant.

En fait, bien que l'instrument fiscal ait été utilisé pour lutter contre l'inflation, il ne l'a en fait été que de façon plutôt limitée. Les événements récents donnent à penser que le gouvernement a donné une priorité plus grande au relèvement des dépenses.

A la lumière des expériences nouvelles recueillies dans les divers pays, on peut avancer les conclusions suivantes :

1. L'expérience des réductions d'impôt est encore trop récente pour que l'on puisse en tirer des conclusions certaines.
2. Un effet de modération des revendications salariales a été observé (par exemple en Finlande), mais l'efficacité de l'instrument employé pourrait être améliorée au niveau de la mise en œuvre des moyens, par exemple par une meilleure synchronisation des décisions ou par une appréciation plus juste de l'envergure des mesures à prendre, compte tenu des effets escomptés.

de overdrachten zou nl. wel eens sterker kunnen zijn dan dat van de belastingverlagingen. Nu mag echter uit het geval Denemarken niet worden geconcludeerd dat belastingverminderingen als middel om de looneisen te matigen volledig onbruikbaar zijn. Over de gevolgen van belastingverminderingen zij wij nog zeer slecht geïnformeerd en deze zouden op langere termijn wel eens meer positief kunnen zijn. Het Deense voorbeeld toont duidelijk aan dat men de besluiten inzake belastingfaciliteiten, inkrimping van de overheidsuitgaven, wijziging van het stelsel van sociale overdrachten en aanpassing van het loonoverleg, beter had kunnen plannen en coördineren, anders gezegd dat deze besluiten niet genomen hadden mogen worden in een tijd van sterke opwaartse loonontwikkeling. Het middel van belastingverlaging kan tot slot niet onbepaald worden toegepast want het niet inkrimpbare minimum van uit belastingen gefinancierde overheidsuitgaven is betrekkelijk vlug bereikt, indien althans de belangrijke wetgeving op de publieke dienstverlening niet wordt herzien.

In Finland ging men in 1974 en 1975 over tot belastingverlagingen. Deze hadden een matigend effect op de looneisen. Helaas werden deze maatregelen uitgevoerd onder ongunstige omstandigheden, nl. ten tijde van de sterke stijging van de grondstoffen- en aardolieprijzen. Die stijgingen hadden tot gevolg dat hardere eisen werden gesteld bij de loononderhandelingen en dat — mede gezien ook de krapte op de arbeidsmarkt — de lonen sterk de hoogte ingingen. Als gevolg hiervan bleef de verwachte stijging van de verdiensten na aftrek van de belastingen grotendeels uit. Niettemin lijkt het Finse voorbeeld erop te wijzen dat belastingverlagingen in sommige gevallen een positieve weerslag kunnen hebben op de loononderhandelingen.

Uit het Finse voorbeeld lijken verder twee belangrijke gevolgtrekkingen te kunnen worden gemaakt :

- bij het doorvoeren van belastingverlagingen moet erop worden gelet dat zij synchroon verlopen met de diverse loonronden;
- de belastingverlagingen moeten van een dusdanige omvang zijn dat zij bij de onderhandelingen van voldoende relevantie worden geacht.

In de Verenigde Staten geeft het inflatiepercentage, dat momenteel al meer dan 10 % bedraagt, aanleiding tot algemene ongerustheid. In 1975 werd een tijdelijke belastingverlaging ingevoerd ten gunste van de laagste inkomensgroepen. In het algemeen waren de looneisen gematigd. Toch kan niet zonder meer worden gesteld dat er een verband bestaat tussen deze belastingvermindering en de matiging van de looneisen. Om te beginnen is in de Verenigde Staten, in tegenstelling met hetgeen in Europa gebruikelijk is, het loonoverleg zeer gedecentraliseerd en verloopt het doorgaans tussen de individuele werknemer en de vakbond. Bovendien ligt bij deze onderhandelingen het accent niet op het loonniveau (zoals in de meeste Europese landen) maar op het bedrag van het reële netto-loon. Het indirecte loon en alle verdere voorzieningen zijn in dit bedrag min of meer verdisconteerd. Bijgevolg zou een belastingverlaging hier andere gevolgen hebben dan in Europa. Dat men zich op het loonfront soepeler opstelt lijkt eerder te moeten worden toegeschreven aan het vrij hoge werkloosheidscijfer en aan de daling van het B.N.P., het laagste sedert de oorlog.

In januari 1974 ging Italië over tot een grootscheepse en belangrijke belastinghervorming. Als regel hebben belastinghervormingen niet alleen wijzigingen tot gevolg van de belastingsschalen, zij hebben ook een herverdelend effect. Bij de laatste hervorming in Italië kregen de mediane inkomensgroepen een zwaardere fiscale last te dragen met als gevolg dat zij hun looneisen hebben verscherpt. Afgaande op de recente gebeurtenissen lijkt de hervorming, in plaats van de prijsstijging af te remmen, de inflatie te hebben aangewakkerd.

In het laatste kwartaal van 1974 heeft de Nederlandse regering belastingmaatregelen getroffen tot inperking van de nominale loonstijging, terwijl daarnaast voor de sociale zekerheid tijdelijke subsidies werden toegekend. Centraal bij dit alles stond echter de kwestie van de herverdeling van de inkomens.

Alhoewel het instrument van de belasting bij de inflatiebestrijding werd gehanteerd, gebeurde dit slechts op kleine schaal. De ontwikkeling van de laatste tijd lijkt erop te wijzen dat de regering een grotere prioriteit geeft aan het opvoeren van de uitgaven.

Op grond van hetgeen ons de ervaring in de diverse landen leert, lijken de volgende conclusies gewettigd :

1. De ervaring met de belastingverlagingen is nog te recent om er duidelijke conclusies uit te kunnen trekken.
2. Dat belastingverlaging loonmatigend kan werken werd reeds (b.v. in Finland) vastgesteld, maar dit middel zou nog doeltreffender kunnen worden toegepast, bijvoorbeeld door een betere synchronisatie van de beslissingen of door een juistere beoordeling van de middelen welke moeten worden gebruikt in verhouding tot hetgeen ervan wordt verwacht.

3. L'instrument ne peut être utilisé en permanence. Son impact psychologique s'émousserait et son emploi est, bien sûr, limité par des contraintes budgétaires.

4. L'impression générale du groupe d'experts a été que l'on ne peut attendre des mesures d'allègement fiscal qu'elles fassent des miracles sur le front des salaires, notamment lorsqu'on observe dans l'économie un vigoureux glissement effectif des salaires.

5. Le groupe d'experts croit davantage aux effets reflationnistes (de « réactivation » de l'économie) des réductions d'impôts, dans notre situation de récession dans l'inflation (« slumpflation »).

6. L'efficacité des réductions d'impôt est sans doute également liée au degré de centralisation du processus des négociations salariales. En outre, les observations limitées dont on dispose donnent à penser qu'il existe une relation inverse entre l'efficacité des allègements d'impôt et le taux d'inflation.

Si elles sont appliquées de façon sélective aux secteurs (ou aux branches) en difficulté et/ou à des groupes sociaux particuliers (ménages aux revenus les plus modestes), et si elles sont décidées au moment opportun, les réductions d'impôt peuvent donner une impulsion nouvelle à l'activité économique en exerçant un minimum de pression inflationniste. Le Canada fournit un bon exemple de redistribution de la charge fiscale entre les branches qui jouent un rôle pilote sur le front des salaires (généralement les branches à forte proportion de capital et de technologie, par exemple le raffinage du pétrole) et les branches qui constituent des goulots d'étranglement (généralement les branches à forte proportion de main-d'œuvre).

En conclusion, on peut souligner que les gouvernements éprouveront peut-être des difficultés à employer les réductions d'impôt comme instrument déflationniste lorsque leurs dépenses se trouveront également gonflées par l'inflation. En tout cas, ce genre de politique ne peut être appliquée qu'à court terme. En outre, les réductions d'impôt considérées dans la présente section visaient non seulement à baisser le niveau des accords salariaux inflationnistes, mais aussi à accroître le pouvoir d'achat. Or les réductions d'impôt peuvent tendre à redistribuer la charge fiscale. Tel a été le cas aux Pays-Bas, en Allemagne, au Danemark et en Italie.

C. Indexation des barèmes d'imposition.

Les travaux de recherche menés par les économistes de l'O. C. D. E. semblent indiquer que l'indexation des impôts directs (sur le revenu) a une incidence anti-inflationniste. Les pays qui ont été les plus actifs dans le domaine de l'indexation sont le Canada, les Pays-Bas, la Belgique et le Danemark. Le Japon et la Suède ont pris quelques mesures particulières.

Au Danemark l'ajustement des barèmes n'a pas été opérée de façon automatique, c'est-à-dire en appliquant une formule déterminée une fois pour toutes.

En vertu de la nouvelle législation, le barème de l'impôt sur le revenu au Danemark est lié à l'indice des gains horaires des travailleurs industriels. Il est donc automatiquement révisé en fonction des changements de cet indice des salaires.

En Belgique, l'indexation n'a été appliquée qu'à certaines catégories très précises, à l'intérieur des tranches de revenus les plus modestes. La décision prise par le Gouvernement sous la pression des syndicats ne s'applique que pour un an. Le renouvellement doit être négocié chaque année par les syndicats; il n'est absolument pas automatique.

En raison de la progressivité des taux de l'impôt sur le revenu, l'alourdissement automatique de la fiscalité est important aux Pays-Bas; son importance dépend beaucoup du taux d'inflation. Une loi promulguée en 1971 prévoit un ajustement annuel automatique des taux de l'impôt sur le revenu. Elle fait obligation au Ministre des Finances de remplacer, au début de chaque année civile, les taux de l'impôt sur le revenu par des taux ajustés. L'ajustement annuel est calculé en fonction de la hausse de l'indice des prix à la consommation observée au cours d'une certaine période de référence antérieure (18 à 6 mois). On considère que cette correction annuelle est nécessaire, étant donné que la détermination de la charge fiscale effective est une prérogative du Parlement et ne doit par conséquent pas être abandonnée à des forces aveugles, tels que les effets de l'inflation sur un barème d'imposition progressif.

On constate toutefois que, depuis 1972, dans la plupart des cas, cet « ajustement » a été limité à 80 p.c. de la hausse effective des prix à la consommation pendant la période de référence. En 1974, il n'y a pas eu d'ajustement du tout. Toute contrainte budgétaire mise à part, le système d'ajustement annuel s'est heurté à une vive résistance d'ordre politique.

3. Het instrument kan niet permanent worden toegepast. Het psychologisch effect ervan zou dan verloren gaan en er zijn uiteraard ook budgettaire beperkingen.

4. Naar de algemene indruk van de groep van deskundigen mag men van belastingverlagende maatregelen op het loonfront geen wonderen verwachten, zeker niet in een periode van sterke « wage drift ».

5. De groep van deskundigen gelooft meer in de reflatoire gevolgen (van « reactivering » van de economie) van de belastingverlagingen in onze situatie van stagflatie.

6. Of en in hoeverre belastingverlagingen doeltreffend zullen zijn, hangt ongetwijfeld ook samen met de mate van een centralisatie van het proces van loononderhandelingen. Uit de beperkte waarnemingen waarover we beschikken valt af te leiden dat er een omgekeerde relatie bestaat tussen de doeltreffendheid van de belastingverlagingen en het inflatiepercentage.

Bij een selectieve en tijdsgebonden toepassing in de sectoren (of bedrijfstakken) die zich in moeilijkheden bevinden en/of op specifieke sociale groeperingen (gezinnen met de laagste inkomens), kunnen de belastingverminderingen een nieuwe impuls geven aan de economische activiteit door een zo gering mogelijke inflatiedruk uit te oefenen. Canada levert een goed voorbeeld van de manier waarop een herverdeling kan plaatsvinden van de fiscale last over de bedrijfstakken die op het loonfront een vooraanstaande rol vervullen (dit zijn doorgaans de sectoren die sterk kapitaalintensief zijn en technologisch aan de spits staan, zoals aardolieraffinaderijen) en de bedrijfstakken die een knelpunt vormen (als regel de arbeidsintensieve sectoren).

Concluderend valt erop te wijzen dat de regeringen wellicht moeilijkheden zullen ondervinden bij het hanteren van belastingverminderingen als deflatorisch instrument wanneer hun uitgaven zich eveneens onder invloed van de inflatie sterk hebben uitgebreid. Hoe het ook zij, deze vorm van beleid kan enkel op korte termijn worden toegepast. Daar komt bij dat de in dit hoofdstuk beschouwde belastingverminderingen niet alleen een verlaging beoogden van het niveau van de inflatoire contracties, maar eveneens de verhoging van de koopkracht. Belastingverminderingen kunnen een herverdeling tot gevolg hebben van de fiscale last. Dit was het geval in Nederland, Duitsland, Denemarken en Italië.

C. Indexering van de belastingschalen.

Uit het onderzoek dat is verricht door de economen van de O. E. S. O. lijkt te kunnen worden afgeleid dat de indexering van de directe (inkomsten) belasting een anti-inflatoir effect heeft. De landen die het meest de indexering hebben doorgevoerd zijn Canada, Nederland, België en Denemarken. In Japan en Zweden werden enkele bijzondere maatregelen getroffen.

In Denemarken geschiedt de aanpassing van de belastingschalen niet automatisch, m.a.w. er wordt geen formule toegepast die voor eens en voor altijd geldt.

Krachtens de nieuwe wetgeving is de schaal van de inkomstenbelasting in Denemarken gekoppeld aan het indexcijfer van de uurverdiensten van de industriearbeiders. Hij wordt dus bij wijzigingen in dit loonindexcijfer automatisch herzien.

In België wordt de indexering enkel toegepast op sommige duidelijk afgebakende categorieën in de laagste inkomstengroepen. Dit door de regering onder druk van de vakbonden getroffen besluit heeft een geldigheidsduur van slechts één jaar. Over de verlenging ervan moet elk jaar opnieuw door de vakbonden worden onderhandeld en zij is dus geenszins automatisch.

Gezien de progressiviteit van de tarieven van de inkomstenbelasting, kent men in Nederland een sterke belastingdruk; hoever deze druk gaat hangt af van het inflatiepercentage. Krachtens een in 1971 afgekondigde wet heeft er een automatische jaarlijkse correctie plaats van de inkomstenbelasting. Op grond van deze wet is de Minister van Financiën verplicht bij het begin van elk kalenderjaar de tarieven van de inkomstenbelasting bij te stellen. Voor de berekening van deze jaarlijkse correctie wordt uitgegaan van de stijging van het indexcijfer van de consumptieprijzen in de loop van een bepaalde daaraan voorafgaande referentieperiode (6 tot 18 maanden). Deze jaarlijkse correctie wordt noodzakelijk geoordeeld aangezien de vaststelling van de effectieve belastingdruk een prerogatief is van het Parlement en bijgevolg niet mag worden overgelaten aan blinde krachten; zij mag bijvoorbeeld niet afhankelijk worden gesteld van de invloed van de inflatie op een progressieve belastingheffing.

Geconstateerd kan echter worden dat sedert 1972 in deze « bijstelling » in de meeste gevallen slechts 80 % van de in de referentieperiode genoteerde effectieve stijging van het indexcijfer der kleinhandelsprijzen was verdisconteerd. In 1974 had er zelfs helemaal geen bijstelling plaats. Eventuele verplichtingen van budgettaire aard terzijde gelaten, heeft men zich van politieke zijde sterk tegen deze jaarlijkse correctieregeling verzet.

Les opposants à ce système invoquaient l'argument, assez contestable, que l'ajustement favoriserait relativement les revenus les plus élevés. Par suite de ces pressions politiques, les ajustements annuels ont été accompagnés de mesures fiscales complémentaires en faveur des revenus les plus modestes.

D. Inflation et imposition de l'entreprise.

La plupart des études consacrées à l'inflation l'analysent dans une optique macro-économique. Or une accélération générale des prix a d'importants effets au niveau micro-économique de l'entreprise. C'est particulièrement le cas du mouvement d'inflation qui a suivi la phase de haute conjoncture de 1971-1973, car il a modifié non seulement le niveau des coûts des facteurs de production (matières premières, énergie, main-d'œuvre), mais aussi les prix relatifs de ces facteurs. En d'autres termes, l'inflation récente a aussi modifié, et de façon importante, la structure des coûts des entreprises.

D'un point de vue micro-économique, la spirale inflationniste a des effets multiples sur l'entreprise, les plus importants étant les effets sur les flux de revenus, sur le renouvellement du capital et sur l'évaluation des stocks.

L'effet sur les flux de revenus procède de l'évolution inégale des coûts (c'est-à-dire des facteurs de production) et des prix des produits fabriqués. En d'autres termes, l'évolution des flux de revenus détermine le flux des bénéfices.

Cependant, dans une situation inflationniste où non seulement les niveaux de prix varient, mais aussi les structures de prix sont touchées, les entreprises seraient la proie d'une dangereuse illusion monétaire si elles ne tenaient compte que des flux de revenus (et/ou de bénéfices). Dans nos économies caractérisées par une forte densité capitalistique et l'évolution constante des technologies, dans lesquelles le capital et les stocks représentent une valeur plusieurs fois supérieure à celle des flux de revenus (à en juger par le rapport du capital à la production et le rapport des stocks à la production), l'entreprise analyserait incorrectement le processus de croissance et s'exposerait à de graves déboires, si elle ne prenait pas en compte ces variables de stocks dans l'évaluation de la valeur réelle des bénéfices. En raison de la forte proportion de capital et des changements technologiques inhérents à nos économies, les deux tiers environ des investissements bruts sont des investissements de remplacement. Une évaluation réaliste des flux normaux de revenus (et/ou de bénéfices) doit aussi tenir compte du coût réel de remplacement du capital et des stocks. Cela peut être fait en adaptant les méthodes d'amortissement ou en utilisant les coûts de remplacement actuels (et non pas « historiques ») dans la pratique comptable. Aux Pays-Bas et en Australie, on a créé une commission spécialement chargée d'analyser ce problème et de trouver des moyens, tels que l'indexation de la valeur de remplacement du capital, propres à le résoudre.

En Allemagne, les milieux industriels ainsi que les syndicats sont pour la plupart hostiles à toute forme d'indexation. Celle-ci est considérée comme une mécanique qui interférerait avec le libre jeu des forces du marché. Pour évaluer plus correctement les bénéfices nominaux (et jusqu'à un certain point illusoire), les industriels allemands préféreraient que l'on révisé la législation, et les pratiques en matière d'amortissement.

Au Danemark, les milieux industriels sont favorables à la prise en compte de l'inflation, sous forme notamment d'une indexation de la valeur des stocks et du capital fixe servant de base à l'amortissement. Depuis plus d'un an, les coûts de production ont dangereusement monté, de sorte que l'on constate une compression générale des marges bénéficiaires.

En Belgique, la tendance générale des chefs d'entreprises est de préférer les valeurs de remplacement nettes en termes réels.

En Italie, les employeurs ne considèrent pas l'inflation comme un accident temporaire, mais plutôt comme une caractéristique durable, presque structurelle, de notre économie. Nous connaissons encore l'inflation pendant un certain temps. Il faut la combattre mais, en même temps, apprendre aussi à vivre avec elle. Pour les entreprises, cela veut dire qu'il faut adapter la pratique comptable afin de neutraliser l'illusion monétaire contenue dans les chiffres des bénéfices nominaux. Les milieux industriels italiens seraient donc favorables à un système comptable fondé sur la valeur de remplacement réelle du capital et non pas nominale.

Aux Pays-Bas une commission gouvernementale spéciale a été nommée pour étudier plus à fond la question et élaborer des instruments d'action permettant d'y remédier. Jusqu'à présent, ce sont les coûts « historiques » qui sont utilisés dans la pratique comptable. Parmi les multiples questions qui se posent dans ce domaine complexe, on peut notamment citer les suivantes :

— la valeur du capital et celle des stocks doivent-elles être corrigées une fois pour toutes *a posteriori*, ou bien en utilisant une échelle mobile (c'est-à-dire une indexation des valeurs courantes) ?

De tegenstanders van deze regeling voeren als — vrij betwistbaar — argument aan dat door de correctie de hoogste inkomens relatief worden begunstigd. Ingevolge deze politieke druk liet men de jaarlijkse correcties vergezeld gaan van aanvullende fiscale maatregelen ten gunste van de laagste inkomens.

D. Inflatie en fiscale druk op de onderneming.

In de meeste studies die zich met het verschijnsel inflatie bezighouden wordt de macro-economische beschouwingwijze gehanteerd. Nu heeft echter een algemene versnelde prijsstijging ook belangrijke gevolgen op het micro-economische vlak van de onderneming. Dit is met name het geval voor de inflatiegolf die volgde op de fase van hoogconjunctuur van 1971-1973; deze heeft nl. niet alleen een wijziging gebracht in het niveau van de kosten van de produktiefactoren (grondstoffen, energie, arbeidskrachten), maar eveneens in de prijsverhouding tussen deze factoren. Anders gezegd, de recente inflatie heeft ook, en zulks op ingrijpende wijze, de kostenstructuur van de ondernemingen veranderd.

Vanuit micro-economisch oogpunt zijn de gevolgen van de inflatie-spiraal voor de ondernemingsvelerlei; als belangrijkste kunnen worden genoemd de gevolgen voor de inkomstenstromen, de vervanging van de kapitaalgoederen en de evaluatie van de voorraden.

De beïnvloeding van de inkomensverhoudingen houdt verband met het ongelijk verloop van de kosten (m.a.w. van de produktiefactoren) en van de prijzen van de eindprodukten. M.a.w. de ontwikkeling van de inkomens is bepalend voor de ontwikkeling van de winsten.

In een inflatoire situatie, waarin niet alleen de niveau's van de prijzen gewijzigd worden maar waarin ook in de structuur van de prijzen veranderingen komen, zouden de ondernemingen zich echter aan een gevaarlijke misvatting overgeven indien zij zich enkel zouden oriënteren op de inkomens- (en/of winsten-) stroom. In onze economieën met hun sterk kapitaalintensief karakter en gestadig voortschrijdende technologische ontwikkeling, waarin de waarde van kapitaal en voorraden die van de inkomensstroom diverse malen overtreft (afgaande op de verhouding kapitaal-produktie en voorraden-produktie), zou men van ondernemingszijde het groeiproces verkeerd beoordelen en ernstig teleurgesteld geraken indien men bij de beoordeling van de reële waarde van de winsten geen rekening zou houden met deze wijzigingen in de voorraden. In onze westerse economie zijn ongeveer tweederde van de investeringen vervangingsinvesteringen. Voor een reële beoordeling van de ontwikkeling van de normale inkomens- (en/of winsten-) stroom dient ook rekening te worden gehouden met de reële vervangingskosten van kapitaal en voorraden. Dit kan gebeuren door een aanpassing van de afschrijvingsmethoden of door toepassing in de boekhoudkundige praktijk van de actuele (en niet « historische ») vervangingskosten. In Nederland en Australië werd een commissie ingesteld die speciaal werd belast met het bestuderen van dit probleem en het zoeken naar middelen ter oplossing ervan, zoals de indexering van de vervangingswaarde van het kapitaal.

In Duitsland is men zowel aan werkgevers- als werknemerszijde overwegend gekant tegen elke vorm van indexering. Men is van mening dat hiermee wordt ingegrepen in het vrije spel van vraag en aanbod. Voor een betere evaluatie van de nominale (en tot op zekere hoogte illusoire) winsten, zouden de Duitse industriëlen de voorkeur geven aan een herziening van de wetgeving en van de praktijken inzake afschrijving.

In Denemarken staat men in ondernemerskringen gunstig tegenover het verdisconteren van het inflatie-effect, met name via een indexering van de waarde van de voorraden en de vaste kapitaalgoederen, die als grondslag wordt gebruikt voor de berekening van de afschrijving. Sedert ruim een jaar geven de produktiekosten een gevaarlijke stijging te zien met als gevolg dat de winstmarges een algemene inkrimping vertonen.

In België zijn de meeste werkgevers voorstander van de toepassing van reële en netto-vervangingswaarden.

In Italië zien de werkgevers de inflatie niet als een tijdelijk verschijnsel, maar veel eerder als een duurzaam, nagenoeg structureel, kenmerk van onze economie. Naar hun oordeel zullen we nog een zekere tijd met de inflatie moeten leven. We zullen ze moeten bestrijden maar er tegelijkertijd ook mee moeten leren omgaan. Voor de bedrijven betekent dit dat zij hun administratieve praktijken zullen moeten aanpassen ten einde de monetaire illusie van nominale winsten ongedaan te maken. Het Italiaanse bedrijfsleven zou derhalve voorstander zijn van een boekhoudkundig systeem dat is gebaseerd op de reële en niet op de nominale vervangingswaarde van de kapitaalgoederen.

In Nederland werd een speciale regeringscommissie benoemd die werd belast met het meer diepgaand onderzoeken van het probleem en met het uitwerken van beleidsinstrumenten voor de oplossing ervan. Tot nog toe wordt in de boekhouding uitgegaan van de « historische » kosten. Enkele van de menigvuldige vragen die zich op dit complexe terrein opdringen zijn :

— moet de waarde van de kapitaalgoederen en van de voorraden eens en voorgoed *a posteriori* worden gecorrigeerd, of moet men zich baseren op een glijdende schaal (m.a.w. een indexering van de lopende waarden) ?

— comment doit-on calculer le coût de remplacement, etc.? Après une analyse minutieuse, les employeurs néerlandais sont arrivés à la conclusion que rien ne peut être fait en ce qui concerne le passé. Mais pour l'avenir, ils suggèrent la technique comptable suivante :

- partir des coûts « historiques »,
- et les affecter d'un coefficient de correction annuel, correspondant plus ou moins à la hausse des prix pendant l'année en cours, afin d'éliminer du bénéfice impossible l'augmentation purement nominale de la valeur des équipements.

Au Japon et aux Etats-Unis, on est en général très sceptique sur l'utilisation de l'indexation pour déterminer convenablement les revenus impossibles. Dans l'un et l'autre pays, les employeurs préfèrent l'amortissement accéléré à des mécanismes automatiques tels que l'indexation.

E. Réduction des impôts indirects.

Une réduction des impôts indirects peut avoir un effet déflationniste important si elle s'applique :

- aux produits de première nécessité dont l'élasticité par rapport aux prix est faible, tels que les denrées alimentaires;
- aux biens et services dont le prix a une forte influence sur l'indice des prix à la consommation.

Il ressort des communications des experts sur les diverses expériences menées dans leurs pays respectifs qu'une réduction des impôts indirects n'a encore jamais été délibérément utilisée en tant qu'instrument déflationniste. La Finlande et la Belgique ont déjà procédé à certaines réductions d'impôts indirects. Au Japon, la répartition entre les impôts directs et les impôts indirects sur le revenu a été modifiée en faveur de ces derniers. Stimulées par la spirale inflationniste, les recettes provenant des impôts directs ont eu tendance (à cause de la progressivité de ceux-ci), à croître plus vite que les recettes provenant des impôts indirects.

Au Danemark, les impôts directs et indirects ne sont pas pris en compte dans le calcul de l'indice de prix servant à la régulation des salaires. La réduction des impôts indirects ne peut donc pas être utilisée comme un instrument déflationniste ayant une influence directe sur le taux des augmentations inflationnistes des salaires et des coûts. L'allègement des impôts indirects peut toutefois être utilisé pour stimuler la demande.

II. — Contrôle des prix.

Depuis la phase d'essor conjoncturel de 1971-1973, le Secrétariat de l'O.C.D.E. est devenu favorable au contrôle des prix. Celui-ci est présumé constituer un puissant instrument d'action pour briser la spirale inflationniste.

Au moment de la flambée des prix des matières premières et des produits pétroliers, il a été recommandé aux pays membres de ne pas répercuter la totalité de l'accélération des prix des facteurs de production sur les prix des produits finaux.

L'évolution du niveau général des prix est fortement influencée par certains secteurs en proie à la spéculation, notamment par les prix des maisons, des appartements, et par les loyers. Il est impératif de maintenir un contrôle sur ces prix (spéculatifs) pour juguler l'inflation.

Le système des prix administrés pourrait être étendu aux secteurs et aux branches dont la position sur le marché est plus forte que la moyenne.

Toutefois, le contrôle des prix est un instrument extrême et temporaire qui intervient directement dans le libre jeu des forces du marché. En tant que tel, il ne peut être utilisé indéfiniment.

En août 1971, pour la première fois depuis la guerre, les Etats-Unis ont mis en place un dispositif global de contrôle des prix. Il serait trop long d'analyser en détail les interrelations entre la stabilité interne et la stabilité externe du pouvoir d'achat du dollar, mais on ne saurait ignorer que l'une et l'autre sont étroitement liées.

Durant la phase de contrôle des prix, qui a duré trois ans, l'économie américaine s'est trouvée aux prises avec plusieurs problèmes :

- deux dévaluations du dollar;
- l'envolée des cours des matières premières et la flambée des prix pétroliers;
- l'évolution divergente des salaires des travailleurs syndiqués et de ceux des travailleurs non syndiqués.

L'économie se trouvait alors dans une passe assez difficile. La dévaluation du dollar des Etats-Unis a accru les possibilités d'exportation des marchandises américaines, notamment sur le marché des biens d'équipement et celui des produits de base.

— hoe moeten de vervangingskosten enz. worden berekend? Na een grondig onderzoek zijn de Nederlandse werkgevers tot de slotsom gekomen dat wat het verleden betreft er niets meer kan worden gedaan. Voor de toekomst stellen zij echter voor boekhoudkundig als volgt tewerk te gaan :

- er moet worden uitgegaan van de « historische » kosten,
- daarop moet een jaarlijkse correctiecoëfficiënt worden toegepast, waarin min of meer de prijsstijging tijdens het lopende jaar is verwerkt, zodat de zuiver nominale stijging van de waarde van de investeringsgoederen uit de fiscale winsten wordt weggewerkt.

In Japan en de Verenigde Staten staat men in het algemeen zeer sceptisch tegenover de toepassing van de indexering voor vaststelling van de belastbare inkomens. In beide landen geven de werkgevers de voorkeur aan de versnelde afschrijving boven automatische regelingen zoals de indexering.

E. Verlaging van de indirecte belastingen.

Verlaging van de indirecte belastingen kan belangrijke deflationaire gevolgen hebben, indien zij wordt toegepast op :

- levensnoodzakelijke producten met een ten opzichte van de prijzen geringe elasticiteit, zoals voedingswaren;
- goederen en diensten waarvan de prijs sterk doorwerkt op het indexcijfer der kleinhandelsprizen.

Uit de mededelingen van de deskundigen over de ervaringen die in hun respectieve landen werden opgedaan, komt naar voren dat men tot nog toe in geen van de landen gericht is overgegaan tot het hantieren van het middel van de verlaging van de indirecte belastingen als deflationair instrument. Wel hadden er in Finland en België reeds sommige verlagingen van de indirecte belasting plaats. In Japan had er een verschuiving plaats van de directe naar de indirecte belastingen. Gestimuleerd door de inflatiespiraal vertoonden de ontvangsten uit de directe belastingen (ingevolge het progressieve karakter ervan) de neiging sneller te stijgen dan die uit de indirecte belastingen.

In Denemarken wordt bij de berekening van het prijsindexcijfer (op grond waarvan de lonen worden vastgesteld) met de directe en indirecte belastingen geen rekening gehouden. Bijgevolg kan de verlaging van de indirecte belasting niet worden gebruikt als deflationair instrument dat van rechtstreekse invloed is op de inflatoire stijgingspercentages van lonen en kosten. Wel kunnen verlagingen van de indirecte belastingen worden gehanteerd ter stimulering van de vraag.

II. — Prijzencontrole.

Sedert de conjuncturele opleving van 1971-1973 is het Secretariaat van de O.E.S.O. positief gaan staan tegenover prijzencontrole. Deze controle wordt geacht als een machtig beleidsinstrument te kunnen fungeren voor het doorbreken van de inflatiespiraal.

Ten tijde van de prijzenescalatie van de grondstoffen en aardolieproducten werd de Lid-Staten geadviseerd niet de snelle toeneming van de prijzen van de productiefactoren volledig in de prijzen van hun eindproducten door te berekenen.

De ontwikkeling van het algemeen prijsniveau wordt sterk beïnvloed door sommige speculatieve elementen, zoals de prijzen van huizen en appartementen en de huren. Deze (speculatieve) prijzen moeten absoluut in toom worden gehouden wil men de inflatie terugdringen.

Het systeem van prijzencontrole zou moeten worden uitgebreid tot de sectoren en bedrijfstakken die een meer dan middelmatige positie op de markt innemen.

Prijzencontrole is echter een middel dat alleen in uiterste gevallen en voor een bepaalde tijd mag worden aangewend doordat er rechtstreeks mee wordt ingegrepen in het vrije spel van de marktverhoudingen. Als zodanig kan het niet onbeperkt worden gehanteerd.

In augustus 1971 hebben de Verenigde Staten, voor de eerste maal sedert de oorlog, een samenhangend geheel van prijscontroleerende maatregelen in het leven geroepen. Het zou te ver voeren gedetailleerd de onderlinge relatie tussen de interne en externe stabiliteit van de koopkracht van de dollar te analyseren, maar wel is duidelijk dat er tussen beide een nauw verband bestaat.

Tijdens de fase van de prijzencontrole, die drie jaar heeft geduurd, werd de Amerikaanse economie met diverse problemen geconfronteerd :

- twee maal een devaluatie van de dollar;
- escalatie van de grondstoffen- en aardolieprijzen;
- ongelijk verloop van de lonen van georganiseerde en niet-georganiseerde werknemers.

De economie bevond zich toen in een vrij moeilijke periode. De devaluatie van de Amerikaanse dollar resulteerde in grotere exportmogelijkheden voor Amerikaanse goederen, met name in de sector van de investeringsgoederen en de basisproducten.

L'expansion des exportations a cependant exercé un freinage sur l'offre intérieure et entraîné, par contrecoup, une poussée inflationniste. Le gouvernement a mis en œuvre les mesures de contrôle des prix dans le cadre d'une série de « phases » (fondées sur la contrainte et sur l'acceptation volontaire) et les a levées à la fin d'avril 1974, à l'exception de celles concernant le pétrole brut et les produits pétroliers. En août 1974, il a créé un nouvel organe de surveillance et de contrôle, le « Council of Wages and Price Stability ».

Les milieux patronaux américains ont l'impression que l'expérience n'a pas été très positive. Il ne fait aucun doute que le « Cost of Living Council » a contribué dans une certaine mesure à modérer la progression des prix. Il ne fait aucun doute non plus que cet organe, de même que le « Council of Wages and Price Stability », peuvent avoir une influence positive à l'avenir, notamment au cours des prochaines séries de négociations salariales. Mais on ne saurait nier le fait que ces contrôles ont introduit des distorsions dans le fonctionnement du marché.

Au Danemark, dont l'économie de dimensions relativement restreintes est ouverte sur l'extérieur et donc fortement tributaire de l'évolution des prix mondiaux, il n'est pas facile de maîtriser les prix. De plus, la structure de l'économie pose un problème supplémentaire. On trouve en effet des exemples de structure industrielle dualiste, où quelques grandes firmes dominent un grand nombre de petites et moyennes entreprises, ainsi que de nombreux cas d'entente entre des entreprises sur les prix et sur des dispositions analogues visant à réduire la concurrence, de sorte qu'en définitive un même organisme contrôle les prix et les goulots d'étranglement imputables aux situations de monopole. Au Danemark, le Parlement a voté une nouvelle loi à caractère permanent sur le contrôle des prix. En vertu de cette loi, l'organe compétent en matière de prix et de monopoles est habilité à exercer en permanence une surveillance et un contrôle sur l'ensemble des prix, de sorte qu'il peut maintenant intervenir dans tous les cas où il juge que l'évolution de prix le justifie. Dans une économie ouverte et de faibles dimensions, il arrive parfois que les prix mondiaux montent plus vite que les prix intérieurs, de sorte que l'essor des exportations qui en résulte assèche l'offre intérieure et stimule la hausse des prix intérieurs.

Afin de stabiliser les bénéfices, le Danemark a récemment promulgué une loi sur le contrôle des bénéfices bruts. Mais, tant que les coûts ne seront pas tenus en main, les bénéfices nets diminueront.

Comme dans certains autres pays, la politique des prix aux Pays-Bas, a connu une longue période de changements. Les renseignements disponibles ne permettent guère de tirer des conclusions certaines. A en juger par ce qui s'est passé, cependant, il semble que les diverses mesures prises aient eu au moins pour effet de retarder la hausse des prix.

Avec l'introduction des clauses d'indexation dans les conventions collectives, l'action sur le front des prix s'est trouvée placée dans un contexte nouveau, comme le montre clairement ce qui s'est passé pendant l'automne 1973.

Dans la majorité des accords salariaux, les taux de salaire sont ajustés au commencement de l'année, en fonction de la hausse de l'indice des prix à la consommation enregistrée au cours de la période allant d'avril à octobre de l'année précédente (abstraction faite des augmentations dites « initiales »). Le gouvernement s'est efforcé d'atténuer la hausse de l'indice des prix à la consommation d'octobre 1973. Entre autres instruments, il a eu recours à une réévaluation de 5 % du florin en septembre 1975. Il a en même temps pris un décret rendant obligatoire la répercussion immédiate de la baisse des prix à l'importation résultant de la réévaluation.

En 1974, la répercussion intégrale des augmentations de coût sur les prix a été interdite. Pendant quatre mois, les entreprises devaient observer un certain délai avant d'être autorisées à répercuter leurs augmentations de coût, autres que celles des coûts salariaux (pour l'industrie manufacturière ce délai était de huit semaines). De plus, l'accroissement des coûts salariaux unitaires ne pouvait être que partiellement répercuté, et le report sur les prix de l'alourdissement des coûts d'amortissement et d'intérêts était totalement interdit.

Ces mesures ont sans aucun doute contribué à freiner le rythme d'inflation, au prix cependant d'une baisse importante des bénéfices qui est reconnue dans les rapports officiels.

En Allemagne, il n'y a pas eu de mesure de contrôle des prix, mais il existe une taxe sur les investissements. Depuis le fléchissement conjoncturel de 1974, une forte baisse des bénéfices a été enregistrée.

L'Italie, a mis en œuvre un système de contrôle des prix, ne prévoyant aucun contrôle des salaires. Ce système n'a guère donné des résultats très positifs. Il n'a été appliqué qu'aux grandes entreprises, de sorte que les moyennes et petites entreprises pouvaient acheter à des prix contrôlés et vendre ensuite à des prix hors contrôle. La flambée des prix des matières premières et du pétrole a eu des effets perturbateurs sur l'évolution des prix. Enfin, la mise en œuvre du système de contrôle a été assez déficiente, sur le plan administratif.

En Finlande un contrôle des prix a été introduit en 1968, au moment où l'indexation des salaires sur l'évolution des prix a été supprimée. Les syndicats l'avaient exigé en contrepartie de cette suppression. A

De la toeneming van de uitvoer heeft echter een remmend effect gehad op het binnenlands aanbod en van de weeromstuit de inflatie doen toenemen. De door de regering ingevoerde prijscontrolemaatregelen werden fasegewijs ten uitvoer gelegd en werden eind april 1974 opgeheven; alleen voor ruwe aardolie en aardolieproducten bleven zij van kracht. In augustus riep de regering een nieuw toezichhoudend en controleorgaan in het leven, de zogeheten « Council of Wages and Price Stability ».

Naar de indruk van de Amerikaanse werkgevers zijn de ervaringen die met deze maatregelen werden opgedaan niet erg positief. Wel lijkt het geen twijfel dat de « Cost of Living Council » in zekere mate heeft bijgedragen tot een matiging van de prijsstijgingen. Ook is het duidelijk dat dit orgaan, alsmede de « Council of Wages and Price Stability » in de toekomst, met name bij de komende loononderhandelingen, een positieve invloed kan uitoefenen. Toch kan niet worden ontkend dat deze controles verstoringen in het marktmechanisme hebben teweeggebracht.

In Denemarken, met zijn relatief kleinschalige en open economie, dat als zodanig sterk afhankelijk is van de prijsontwikkeling op de wereldmarkt, is prijscontrole geen gemakkelijke zaak. De moeilijkheden worden daarenboven vergroot als gevolg van de speciale structuur van het bedrijfsleven. Deze structuur vertoont nl. dualistische trekken, waarbij enkele grote ondernemingen de macht uitoefenen over een groot aantal kleine en middelgrote bedrijven en ook in heel wat gevallen bedrijven een akkoord hebben aangegaan over gemeenschappelijke prijzen en andere concurrentie beperkende maatregelen. Een gevolg van een en ander is dat eenzelfde orgaan controle uitoefent over de prijzen en over de knelpunten die een gevolg zijn van de monopoliesituatie. Nu werd door het Deense Parlement een nieuwe wet op de prijscontrole goedgekeurd op grond waarvan het op het gebied van prijzen en monopolies bevoegde orgaan gemachtigd is een voortdurende en algemene prijscontrole uit te oefenen. Hiermee kan dit orgaan voortaan ingrijpen telkens dat het zulks op grond van de prijsontwikkeling nodig oordeelt. In een economie zoals de Deense gebeurt het soms dat de wereldprijzen sneller stijgen dan de binnenlandse prijzen met als gevolg dat de hieruit voortvloeiende uitvoerstijging het binnenlands aanbod absorbeert en de binnenlandse prijzen de hoogte indriift.

Ter stabilisering van de winsten heeft de Deense regering onlangs een wet op de controle van de bruto-winsten afgekondigd. Zolang men er echter niet in slaagt greep te krijgen op de kosten, zullen de nettowinsten een dalende tendens blijven vertonen.

Evenals in sommige andere landen gaf het prijsbeleid in Nederland een sterk wisselend karakter te zien. Uit de beschikbare gegevens kunnen nauwelijks relevante conclusies worden getrokken. Afgaande op de voorbijge ontwikkelingen lijken de diverse maatregelen die werden getroffen echter een afremmend effect te hebben gehad op de prijsontwikkeling.

Met de invoering van indexeringsclausules in de collectieve arbeidsovereenkomsten kreeg het prijsbeleid een andere dimensie, zoals duidelijk blijkt uit de gebeurtenissen van het najaar van 1973.

In de meeste loonakkoorden is een clause opgenomen op grond waarvan bij het begin van het jaar de lonen worden aangepast aan de in het voorgaande jaar tijdens de periode van april tot oktober genoteerde ontwikkeling van het indexcijfer der kleinhandelsprijzen (afgezien van de zogenaamde « initiële » verhogingen). De regering heeft gepoogd de stijging van het kleinhandelsindexcijfer van oktober 1973 af te zwakken. Met dat doel heeft zij onder meer in september 1973 de gulden met 5 procent gerevalueerd. Tegelijk heeft ze een besluit afgekondigd waarbij de onmiddellijke toepassing van de uit de revaluatie resulterende lagere prijzen bij de invoer verplicht werd gesteld.

In 1974 werd bepaald dat de kostenstijgingen niet ten volle in de prijzen mochten worden doorberekend. Gedurende vier maanden dienden de bedrijven zich van de doorberekening van andere kosten dan loonkosten te onthouden (voor de fabrieksnijverheid bedroeg deze termijn acht weken). Daarenboven mochten de gestegen loonkosten per stuk slechts gedeeltelijk, en de gestegen afschrijvings- en rentekosten in het geheel niet in de prijzen worden doorberekend.

Deze maatregelen hebben ongetwijfeld bijgedragen tot een afremming van het inflatieritme; daar staat echter een forse daling van de winsten tegenover (hetgeen ook door de regering wordt erkend).

In Duitsland werden geen prijscontrolemaatregelen getroffen. Wel kent men er een belasting op de investeringen. Sedert de conjuncturele teruggang van 1974 valt er een sterke daling van de winsten te noteren.

In Italië werd een prijscontrolesysteem in het leven geroepen; op de lonen wordt geen controle uitgeoefend. Deze regeling heeft geen erg positieve resultaten opgeleverd. Zij werd slechts toegepast op grote ondernemingen zodat de kleine en middelgrote ondernemingen konden inkopen tegen gecontroleerde prijzen en vervolgens konden verkopen tegen prijzen die buiten de controle vielen. De sterke stijging van de grondstoffen- en aardolieprijzen heeft voorts een verstrend effect gehad op de prijsontwikkeling. Tot slot is het controlesysteem administratief vrij moeilijk van de grond gekomen.

In Finland ging men de prijzen controleren in 1968, in welk jaar de indexering van de lonen aan de prijsontwikkeling werd opgeheven. De vakbonden hadden deze controle geëist als tegengewicht voor het weg-

l'origine, le Conseil des prix exerçait un contrôle sur tous les prix et les conventions qui en dérivait étaient établies sur une base annuelle. Le contrôle des prix s'inscrit dans le cadre d'une politique des revenus de portée plus générale. Depuis 1974, ce n'est plus la totalité mais une partie seulement des prix qui est contrôlée.

Le Japon et l'Allemagne n'ont jamais tenté d'instaurer un contrôle des prix. On estime, dans ces deux pays, que les mesures de contrôle sont de nature à influencer malencontreusement le libre jeu des forces du marché.

On trouve au contraire, en Belgique, un vaste dispositif de contrôle des prix. Toutefois, ces dernières années, le taux d'inflation a été à peu près deux fois plus élevé que dans les deux pays voisins qui constituent les débouchés les plus importants des exportations belges (Allemagne et Pays-Bas). Avec son économie ouverte et de faibles dimensions (les exportations représentent environ la moitié du P.N.B.), un pays comme la Belgique ne peut se permettre d'avoir un taux d'inflation de 15 %.

Pour freiner l'inflation et sous la pression des puissants syndicats chrétiens, le gouvernement a décidé un blocage des prix des principales catégories de biens et services pendant deux mois. Au bout de ces deux mois, des négociations auront lieu entre les pouvoirs publics et les partenaires sociaux pour décider si le blocage doit être levé, maintenu ou assoupli. Ce blocage des prix s'est heurté à une vive résistance des milieux patronaux, notamment dans les petites entreprises indépendantes.

Pour conclure ce chapitre, il n'est sans doute pas sans intérêt de souligner que, dans plusieurs pays, le contrôle des prix n'est pas seulement considéré comme un instrument de lutte contre l'inflation, mais plutôt comme un moyen d'amorcer en la légitimant une transformation des structures de l'économie :

1) L'objectif à long terme de cette transformation structurelle peut être de s'orienter vers une maîtrise ou une participation plus large de l'Etat dans la production des produits et services essentiels, par exemple dans le secteur énergétique. D'après les renseignements fournis par le groupe d'experts, tel pourrait être le cas en Belgique et au Danemark;

2) L'objectif structurel à long terme peut être de s'orienter vers une participation accrue des travailleurs et des salariés dans la conduite de l'entreprise. Tel est le cas en Allemagne et, dans une moindre mesure, aux Pays-Bas.

III. — *Echelle mobile : Indexation des salaires sur l'évolution des prix.*

La situation des pays membres de l'O.C.D.E. varie considérablement selon le genre de liaison établie entre les augmentations de salaire et l'indice du coût de la vie : lien régi par la loi, en Belgique et en Italie; relation de fait, en Suisse; simple contrat d'ordre privé, aux Etats-Unis; pas de lien du tout, en Allemagne, etc...

L'expérience semble montrer qu'il est très difficile de modifier le régime en place : les pays où il existe un lien entre salaires et prix se gardent avant tout de bouleverser un équilibre fragile; les pays où il n'y a pas craignent les complications que ferait surgir la mise en place d'un tel dispositif.

L'opinion la plus couramment répandue est que l'indexation des salaires est un instrument inflationniste. Toutefois, il est très difficile de prouver une appréciation aussi générale. Il faut pour le moins faire une distinction entre les situations où l'inflation s'accélère et celles où elle se ralentit. Et, naturellement, la qualité et la sensibilité de l'indice du coût de la vie jouent un rôle important.

L'indexation peut aussi avoir un effet stabilisateur sur l'inflation car elle dissipe l'illusion monétaire dans le processus de négociation salariale et éclaire la négociation, dont l'enjeu porte alors sur les transferts de productivité en termes réels. Cela semble particulièrement vrai lorsque les anticipations inflationnistes ont un caractère temporaire. Mais lorsque le taux d'inflation atteint environ 15 % et que la croissance de la productivité en termes réels est de l'ordre de 3 %, voire moins (par exemple dans une situation de stagflation), les syndicats ont un sentiment de frustration et voient leur rôle diminuer car le processus de négociation (ne) leur permet d'obtenir (que) 3 % d'augmentation, voire moins, tandis que l'indexation automatique fait directement augmenter de 15 % le montant des salaires.

C'est la Belgique qui a le système d'indexation des salaires le plus complet : il est pleinement automatique, et tous les revenus accessoires (transferts sociaux) sont également liés à l'indice des prix à la consommation.

Depuis le début de 1975, on note une intensification des pressions visant à modérer les effets les plus indésirables de l'indexation automatique. Les employeurs craignent que la poussée continue des salaires entame la compétitivité des exportations belges. La Belgique exporte plus, par habitant, que tout autre pays industriel du monde. Le gouvernement ne saurait rester passif devant la poussée des salaires et l'infla-

vallen van de indexering. Aanvankelijk oefende de Raad voor de prijzen controle uit over alle prijzen en werden de prijscontroleovereenkomsten opgemaakt voor één jaar. De prijzencontrole moet worden gezien in het kader van een meer algemeen inkomensbeleid. Sedert 1974 wordt nog slechts een gedeelte van de prijzen gecontroleerd.

In Japan en Duitsland is nooit een poging gedaan prijscontroleerend op te treden. Men is daar van oordeel dat dit soort maatregelen een negatieve werking heeft op het vrije spel der marktverhoudingen.

In België daarentegen beschikken wij over een uitgebreid arsenaal inzake prijzencontrole. De jongste jaren echter lag het inflatieritme ten onzent nagenoeg tweemaal hoger dan in de twee buurlanden die voor de Belgische uitvoer de voornaamste afzetgebieden vormen (Duitsland en Nederland). Een land als België, met een open economie en een geringe oppervlakte (de export vertegenwoordigt ongeveer de helft van het B.N.P.) kan zich geen inflatieritme van 15 % veroorloven.

Om de inflatie af te remmen en onder druk van de machtige christelijke vakbonden besloot de Regering de prijzen van de voornaamste categorieën van goederen en diensten gedurende twee maanden te blokkeren. Na verloop daarvan zullen tussen de overheid en de sociale partners onderhandelingen plaats hebben om te beslissen of die blokkering opgeheven, gehandhaafd of versoepeld moet worden. Die prijzenblokkering stuitte op een heftige tegenstand in werkgeversmilieus, met name bij de zelfstandige kleine ondernemingen.

Om dit hoofdstuk af te sluiten is het wellicht niet van belang ontbreekt erop te wijzen dat de prijzencontrole in verscheidene landen niet louter als een instrument ter bestrijding van de inflatie wordt beschouwd, doch veeleer als een middel om de structuren van het bedrijfsleven te gaan omvormen door die omvorming te rechtvaardigen :

1) Op lange termijn kan die structuurhervorming, gericht zijn op een beheersing door de Staat van de productie der essentiële goederen en diensten, resp. op een zekere inspraak, b.v. in de energiesector. Volgens de inlichtingen die door een groep deskundigen werden verstrekt, zou zulks het geval kunnen zijn in België en in Denemarken.

2) Op langere termijn kan het structurele oogmerk erin bestaan dat men gaat streven naar een ruimere inspraak van de werknemers en loontrekkenden in de leiding van de ondernemingen. Dit is het geval in Duitsland en in mindere mate in Nederland.

III. — *Glijdende schaal : koppeling van de lonen aan de ontwikkeling van de prijzen.*

De toestand van de lidstaten van de O.E.S.O. verschilt aanzienlijk naar gelang van de verhouding loonsverhoging - indexcijfer van de kosten van levensonderhoud, die in België en in Italië bij een wet wordt geregeld; in Zwitserland bestaat er een feitelijke relatie; in de Verenigde Staten kent men alleen een gewone overeenkomst met een particulier karakter, terwijl in Duitsland b.v. helemaal geen relatie daartussen bestaat...

De ervaring leert dat het zeer moeilijk is om de bestaande regeling te wijzigen; landen waar een verband tussen lonen en prijzen bestaat, zijn ervoor beducht het wankel evenwicht omver te werpen; landen waar geen dergelijke relatie bestaat, schrikken terug voor de verwickelingen waarmee de invoering van een dergelijk stelsel gepaard kan gaan.

Men is doorgaans de mening toegedaan dat loonindexering de inflatie in de hand werkt. Zulk een algemeen oordeel kan echter zeer moeilijk gestaafd worden. Men dient op zijn minst een onderscheid te maken tussen de situaties waarbij de inflatie versnelt en die waarbij zij vertraagt. De hoedanigheid en de gevoeligheid van het indexcijfer van de kosten van levensonderhoud spelen natuurlijk een belangrijke rol.

De indexering kan de inflatie immers ook stabiliseren, want zij neemt de « monetaire illusie » weg in de loop van de onderhandelingen op het gebied van de lonen en zij brengt meer duidelijkheid in de onderhandelingen, waarvan de inzet zich dan toespitst op de reële produktiviteitsoverdrachten. Dit schijnt vooral waar te zijn wanneer de inflatoire anticipaties van tijdelijke aard zijn. Wanneer het inflatieritme echter ongeveer 15 % bereikt en de reële produktiviteitsgroei 3 % of zelfs minder bedraagt (b.v. in geval van stagflatie) voelen de vakbonden zich gefrustreerd en in hun invloed beknut, aangezien het verloop van de onderhandelingen zo slecht in staat stelt een verhoging met 3 % of zelfs minder te verkrijgen, terwijl de automatische indexering het loonbedrag rechtstreeks met 15 % doet stijgen.

In België is het stelsel van de loonindexeringen het volledigst : het is helemaal automatisch en alle bijkomende inkomsten (sociale overdrachten) zijn tevens aan het indexcijfer van de consumptieprijzen gekoppeld.

Sedert begin 1975 gaan steeds meer stemmen op om de meest ongewenste gevolgen van de automatische indexering te matigen. De werkgevers vrezen dat de voortdurende opwaartse druk van de lonen het mededingsvermogen van de Belgische uitvoer zal aantasten. België voert per inwoner meer uit dan enig ander industrieland ter wereld. De regering mag niet lijdzzaam toezien t.a.v. de druk van de lonen

tion, alors que les prix progressent plus rapidement que dans les pays voisins (Allemagne, Pays-Bas) qui sont aussi les principaux clients de la Belgique.

Mais, dans un pays où la proportion des travailleurs syndiqués est l'une des plus élevée du monde, la Fédération des entreprises de Belgique aura du mal à faire accepter son projet de remplacement de l'échelle mobile (qui joue chaque fois que l'indice des prix augmente de 2,5 %) par un ajustement annuel des salaires calculé d'après les hausses de prix. Au lieu de cela, les syndicats veulent que l'on élimine les effets les plus indésirables de l'indice des prix à la consommation en révisant et en ajustant celui-ci, en atténuant, par exemple, sa sensibilité aux mouvements irréguliers des prix.

Toutefois, une révision éventuelle de l'indice (par la prise en compte d'un plus grand nombre de marchandises et de services) se heurte à la résistance des secteurs mêmes dont les prix seraient inclus dans le calcul de l'indice. Ils craignent, en effet, que leurs prix soient contrôlés plus rigoureusement s'ils entraient dans la composition de l'indice.

Certaines catégories de transferts sociaux sont aussi indexés, en Belgique, mais ils sont liés à un indice de bien-être (qui est un indice de l'évolution moyenne des salaires) et non pas à l'indice des prix à la consommation. De ce fait, l'évolution de ces transferts reste alignée non seulement sur la croissance nominale, mais aussi sur la croissance en termes réels des revenus salariaux.

Le Danemark applique un système d'ajustement complexe :

— au lieu d'un indice de prix, c'est un indice du coût de la vie pour les salariés (fondé sur les budgets d'un échantillon type de 1 000 salariés) qui est utilisé;

— l'ajustement est calculé sous forme de pourcentage pour les catégories de salaires les plus élevés, tandis que les catégories les plus modestes reçoivent une somme forfaitaire;

— l'ajustement tend à resserrer l'éventail des salaires;

— l'ajustement est appliqué dans le cadre d'un mécanisme automatique.

Au Danemark, pays exportateur et ouvert aux influences extérieures, les autorités s'efforcent de mettre en place un système d'indexation moins automatique, car le mécanisme actuel ne leur laisse aucune marge de manœuvre en cas de dégradation des termes de l'échange. Mais, jusqu'à présent, les partis politiques ont fermement soutenu le principe d'un mécanisme plus ou moins automatique.

Aux Pays-Bas, la question qui se pose n'est pas tant de savoir si l'indexation est ou n'est pas inflationniste. On doit distinguer entre une situation d'accélération et une situation de décélération de l'inflation. La vraie question semble être : existe-t-il une autre solution applicable (et acceptable) ? En l'absence de toute indexation, les parties aux négociations salariales anticiperont sur la spirale inflationniste dont elles tiennent compte (par avance) dans les revendications salariales. Cela risque d'avoir une incidence plus inflationniste que l'application d'un système d'indexation. En matière d'indexation, il faut distinguer entre deux ensembles de problèmes :

1. Si le principal objectif est de lutter contre l'inflation, la ventilation de l'évolution des salaires entre une partie dérivée du coefficient d'inflation (calculé d'après l'indice du coût de la vie) et un résidu correspondant au transfert de productivité en termes réels permettra sans doute de mieux poser le problème autour de la table de négociation.

2. Si l'on se fixe en outre pour objectif un resserrement de l'éventail des salaires, une négociation en termes globaux (nominaux) semble préférable. Dans ce cas, le résidu correspondant à l'évolution réelle de la productivité est trop faible pour servir de règlement à des fins de redistribution.

Avant 1968, la Finlande utilisait un système complexe d'indices couvrant les prêts, l'épargne, les intérêts, les contrats en matière de construction de bâtiments, de construction navale et de fabrication de machines, les prix agricoles, les salaires, les traitements et les retraites, etc... On a fait table rase de cette « jungle » d'indices en 1968, lors de la conclusion d'un accord sur la politique des revenus des années 1968 et 1969. Dans cet accord, on est convenu des augmentations des salaires et traitements autorisées dans la limite de l'augmentation moyenne de la productivité. Afin de permettre l'abolition des clauses d'indexation et la fixation d'augmentations de salaires modérées, on a en outre mis en place un dispositif de contrôle des prix. Celui-ci a été maintenu, depuis, mais le nombre des marchandises contrôlées a été considérablement réduit.

L'indexation des salaires n'a jamais été introduite en Allemagne. Les pensions de retraite sont liées au coût de la vie, mais pas de façon automatique.

en van de inflatie, terwijl de prijzen ten onzent sneller stijgen dan in de buurlanden (Duitsland, Nederland), die tevens de voornaamste cliënten van België zijn.

In een land met een van de hoogste percentages van georganiseerde werknemers ter wereld, zal het Verbond van Belgische Ondernemingen het moeilijk hebben om zijn plan voor de vervanging van de glijdende schaal (die start telkens wanneer het indexcijfer van de prijzen met 2,5 % stijgt) door een jaarlijkse, volgens de prijsstijgingen berekende loonaanpassing te doen aanvaarden. In plaats daarvan willen de vakbonden dat de meest ongewenste gevolgen van de koppeling aan het indexcijfer van de consumptieprijzen worden uitgeschakeld door dit indexcijfer te herzien en aan te passen, waarbij b.v. de gevoeligheid voor onregelmatige prijsbewegingen zou worden verzacht.

Een eventuele herziening van het indexcijfer (door een groter aantal waren en diensten bij de berekening te betrekken) stuit evenwel op de weerstand van de sectoren waarvan de prijzen in het indexcijfer zouden worden doorberekend. Ze vrezen immers dat hun prijzen aan een heel wat strengere controle zullen worden onderworpen indien ze tot het indexpakket gaan behoren.

In België zijn sommige categorieën van sociale overdrachten eveneens geïndexeerd, doch die zijn gekoppeld aan een indexcijfer voor het welzijnspeil (dit is een indexcijfer dat de gemiddelde ontwikkeling van de lonen weergeeft) en niet aan het indexcijfer der consumptieprijzen. Bijgevolg blijft de evolutie van die overdrachten niet alleen gelijke tred houden met de nominale groei, doch tevens met de reële groei van de lonen.

Denemarken past een ingewikkelde aanpassingsregeling toe :

— in plaats van een indexcijfer van de prijzen wordt een indexcijfer van de kosten van levensonderhoud voor de loontrekkenden (gebaseerd op het gezinsbudget van een representatieve groep van 1 000 loontrekkenden) toegepast;

— de aanpassing wordt voor de hoogste looncategorieën percentsgewijs berekend, terwijl de meer bescheiden inkomens een forfaitair bedrag toebedeeld krijgen;

— de aanpassing heeft ten doel de spanning tussen de hoogste en de laagste lonen te verkleinen;

— de aanpassing gebeurt automatisch.

In Denemarken — een exportland dat derhalve aan externe invloeden blootstaat — tracht de overheid een minder automatische indexeringsregeling in te voeren, omdat de huidige regeling in geval van verslechtering van de wisselmarkt geen enkele manoeuvreerruimte laat. Tot dusver hebben de politieke partijen het beginsel van een min of meer automatisch stelsel evenwel krachtig gesteund.

In Nederland wordt niet zozeer de vraag gesteld of de indexering al dan niet inflatoir werkt. Er moet een onderscheid worden gemaakt tussen een toestand van versnelling en een toestand van vertraging van de inflatie. De echte vraag lijkt te zijn of er wel een andere toepasbare (en aanvaardbare) oplossing bestaat. Valt de indexering volledig weg, dan zullen de partijen bij de loonsbesprekingen willen vooruit blijven op de voorthollende inflatie die zij (bij voorbaat) in hun looneisen incalculeren. Gevreesd wordt dat een dergelijke handelwijze meer inflatoir zal werken dan de toepassing van een indexregeling. Inzake indexering dient een onderscheid te worden gemaakt tussen twee groepen problemen :

1. De inflatiebestrijding is weliswaar het hoofddoel, maar de spreiding van de loonstijging over een gedeelte dat afgeleid is van het inflatiecoëfficiënt (berekend aan de hand van het indexcijfer van de kosten van levensonderhoud) en over een overschot dat overeenstemt met de reële produktiviteitsoverdracht, zal het ongetwijfeld mogelijk maken het vraagstuk onder betere voorwaarden aan de onderhandelingsstafel ter sprake te brengen.

2. Indien men zich bovendien tot doel stelt de spanning tussen de hoogste en de laagste lonen te verkleinen, lijkt een onderhandeling in globale (nominale) termen wenselijk. In dat geval is het overschot dat overeenstemt met de werkelijke evolutie van de produktiviteit te klein om als grondslag te dienen voor een herverdelingsregeling.

Vóór 1968 kende Finland een complexe regeling van indexcijfers betreffende de leningen, het spaarwezen, interesten, contracten voor de bouw van woningen, van schepen en van machines, landbouwprijzen, lonen, wedden en pensioenen, enz. In 1968 werd met dat « oerwoud » van indexcijfers korte metten gemaakt toen een overeenkomst over het inkomensbeleid voor de jaren 1968 en 1969 werd gesloten. In die overeenkomst wordt bepaald dat loons- en weddeverhogingen worden toegestaan binnen de perken van de gemiddelde produktiviteitsgroei. Ten einde de indexeringsbepalingen af te schaffen en matige loonsverhogingen vast te leggen werd bovendien een stelsel voor prijzencontrole in het leven geroepen. Dat mechanisme bleef sindsdien behouden, doch het aantal gecontroleerde waren werd aanzienlijk verminderd.

In Duitsland werd de loonindexering nooit ingevoerd. De rustpensioenen zijn wel aan de kosten van levensonderhoud gekoppeld, doch zulks gebeurt niet automatisch.

En 1974, la question de l'indexation a fait l'objet d'un grand débat. Un groupe d'économistes (universitaires) influents s'est prononcé en sa faveur. Mais le gouvernement, les employeurs et les syndicats se sont montrés moins enthousiastes :

— les employeurs craignent que l'indexation ne réduise à néant la résistance « psychologique » de la population à l'inflation;

— les indices de prix à la consommation sont tous imparfaits;
— les mouvements de prix désordonnés que connaissent les secteurs en difficulté risquent fort de se propager dans le reste de l'économie.

Les syndicats allemands ne sont pas très enthousiastes non plus. Ils ne sont guère enclins à abandonner une partie de l'évolution des salaires à un mécanisme automatique. Ils préfèrent des séries annuelles de négociations salariales.

En Italie, l'indexation des salaires est pratiquement généralisée. Dans le secteur public, les ajustements ont lieu tous les deux ans; dans le secteur privé, tous les trois mois. Il n'y a pas de système unifié : le coefficient d'ajustement diffère selon les catégories de rémunération. Toutefois, il existe des projets tendant à harmoniser le système en 1977. Il y a également des projets visant à lier les pensions de retraite, non pas à un indice de prix, mais à un indice des salaires.

IV. — Rôle des gouvernements dans le processus de détermination des salaires.

Les gouvernements peuvent influencer le processus de détermination des salaires de plusieurs façons :

1) Indirectement :

- a) en déterminant les traitements des fonctionnaires;
- b) en déterminant les salaires dans les entreprises d'Etat.

2) Directement :

- a) en intervenant directement dans le processus des négociations salariales;
- b) par la législation sociale.

Dans la majorité des pays membres de l'O.C.D.E., les gouvernements réduisent au minimum leur intervention directe dans les négociations salariales. Celle-ci emprunte surtout le canal de la législation sociale qui régit la partie des rémunérations salariales constituée par les transferts sociaux (en Europe, ces derniers représentent de 15 à 20 % du revenu salarial total).

Toutefois, les gouvernements peuvent influencer les négociations collectives de façon indirecte, en définissant un ensemble de directives salariales incluses dans un plan indicatif macro-économique (comme aux Pays-Bas) ou bien, de façon encore plus indirecte, en publiant des prévisions économiques générales (comme aux Etats-Unis et en Allemagne).

Dans la plupart des pays membres de l'O.C.E.D., les fonctionnaires et autres agents publics (Etat fédéral, administration centrale, Etats fédérés, provinces, collectivités locales) représentent de 20 à 25 % de la population active salariée. En offrant des emplois dans le cadre d'un statut comportant des garanties matérielles fixées par les administrations, les pouvoirs publics peuvent influencer indirectement l'évolution des taux de salaires et des avantages accessoires dans le reste de l'économie. Dans certains pays (Allemagne, Danemark, Belgique) les syndicats de la fonction publique sont extrêmement puissants et capables d'influencer le gouvernement dans la détermination des rémunérations du secteur public. Mais, dans tous les pays membres, quelques industries clés, peu nombreuses du secteur privé, jouent un rôle pilote dans la détermination des salaires.

V. — Conclusion.

L'échange d'expériences et d'opinions auquel a donné lieu la réunion de Paris présente un intérêt considérable : ce débat a ouvert la voie à d'autres échanges de vues et d'informations, entre les employeurs et les experts de l'O.C.D.E., dont on peut attendre beaucoup. Nos pays se trouvent en ce moment dans une situation assez exceptionnelle de stagnation (voir de récession dans l'inflation ?). L'inflation semble maintenant se ralentir dans la plupart des pays. Cependant, le moment n'est plus très éloigné où la récession fera place à une nouvelle reprise et où nos économies retrouveront un rythme de croissance rapide. Alors, la spirale inflationniste reprendra de l'élan. Il est tout à fait probable qu'au cours de la prochaine phase d'essor conjoncturel, la flambée des prix sera encore plus vive que durant les précédentes périodes de haute conjoncture, car les racines structurelles de l'inflation sont restées pratiquement intactes. Nous ne pouvons donc que regretter de n'avoir pas eu le temps de discuter plus longue-

ment. En 1974, la question de l'indexation a fait l'objet d'un grand débat. Un groupe d'économistes (universitaires) influents s'est prononcé en sa faveur. Mais le gouvernement, les employeurs et les syndicats se sont montrés moins enthousiastes :

— les employeurs craignent que l'indexation ne réduise à néant la résistance « psychologique » de la population à l'inflation;

— les indices de prix à la consommation sont tous imparfaits;
— les mouvements de prix désordonnés que connaissent les secteurs en difficulté risquent fort de se propager dans le reste de l'économie.

Les syndicats allemands ne sont pas très enthousiastes non plus. Ils ne sont guère enclins à abandonner une partie de l'évolution des salaires à un mécanisme automatique. Ils préfèrent des séries annuelles de négociations salariales.

En Italie, l'indexation des salaires est pratiquement généralisée. Dans le secteur public, les ajustements ont lieu tous les deux ans; dans le secteur privé, tous les trois mois. Il n'y a pas de système unifié : le coefficient d'ajustement diffère selon les catégories de rémunération. Toutefois, il existe des projets tendant à harmoniser le système en 1977. Il y a également des projets visant à lier les pensions de retraite, non pas à un indice de prix, mais à un indice des salaires.

IV. — Rol van de regeringen bij de vaststelling van de lonen.

De regeringen kunnen het verloop van de vaststelling van de lonen op verschillende manieren beïnvloeden :

1) Onrechtstreeks :

- a) door de wedden van de ambtenaren vast te stellen;
- b) door de lonen in de staatsbedrijven vast te stellen.

2) Rechtstreeks :

- a) door zich rechtstreeks in het verloop van het loonoverleg te mengen;
- b) via de sociale wetgeving.

In de meeste Lid-Staten van de O.E.S.O. blijven de rechtstreekse bemoeiingen van de regeringen bij de loononderhandelingen tot een minimum beperkt. Die regeringen treden vooral op via sociale wetgeving met betrekking tot het gedeelte van de lonen dat gevormd wordt door de sociale overdrachten (in Europa bedragen die 15 tot 20 % van het totaal bedrag van de looninkomsten).

De regeringen kunnen de collectieve onderhandelingen evenwel ook onrechtstreeks beïnvloeden, hetzij door het opstellen van een stel bezoldigingsrichtlijnen die (zoals in Nederland) in een macro-economisch streefplan zijn opgenomen, hetzij, op een nog meer indirecte wijze, door algemeen economische prognoses te publiceren (zoals in de Verenigde Staten en in Duitsland).

In de meeste Lid-Staten van de O.E.S.O. vormen de ambtenaren en de overige beambten uit de overheidsdiensten (Bondstaat, centraal bestuur, federale Staten, provincies, plaatselijke besturen) 20 à 25 % van de actieve loontrekkende bevolking.

De overheid kan de ontwikkeling van de lonen en de bijkomende voordelen in de rest van het bedrijfsleven onrechtstreeks beïnvloeden door het aanbieden van betrekkingen in het raam van een statuut dat door de administraties vastgestelde materiële waarborgen omvat.

In sommige landen (Duitsland, Denemarken, België) zijn de vakverenigingen van het overheidsperoneel zeer machtig en in staat om de regering bij de vaststelling van de wedden in de overheidssector te beïnvloeden. Doch in alle Lid-Staten spelen enkele sleutelindustriën uit de particuliere sector een richtinggevende rol bij de vaststelling van de lonen.

V. — Besluit.

De uitwisseling van ervaringen en meningen op de vergadering te Parijs is zeer belangrijk : die bespreking heeft de weg geopend naar andere uitwisselingen van standpunten en inlichtingen tussen de werkgevers en de O.E.S.O.-deskundigen, waarvan heel wat kan worden verwacht. Onze landen bevinden zich op het ogenblik in de zeer uitzonderlijke toestand die stagflatie wordt geheten (en zelfs recessie binnen de inflatie). In de meeste landen schijnt de inflatie thans af te nemen. Nochtans is het ogenblik niet zeer ver meer af dat de recessie zal wijken voor een nieuwe opleving, waarbij onze economieën opnieuw een snel expansietempo zullen kennen. Alsdan zal de inflatoire spiraal opnieuw sneller gaan draaien. Zeer waarschijnlijk zullen de prijzen tijdens de volgende fase van de conjunctuurexpansie nog veel sterker stijgen dan tijdens de vorige periodes van hoogconjunctuur omdat de structurele oorzaken van de inflatie praktisch dezelfde bleven. Het is dan ook betreurenswaardig dat wij niet meer

ment de la politique des revenus et notamment des instruments de cette politique.

Si, à l'avenir, nos gouvernements se fixent des objectifs tels qu'une croissance raisonnable, le plein emploi, la stabilité des prix, l'équilibre extérieur, une distribution plus équitable des revenus, etc., et s'ils veulent y parvenir simultanément, il leur faudra mettre en œuvre de nouveaux instruments d'action, dont certains relèveront d'une politique des revenus. Dans l'immédiat, l'une des questions qui seront au cœur des préoccupations de nos dirigeants sera la suivante : comment peut-on, dans une économie de marché de type mixte, et sans avoir recours au dirigisme, employer des instruments qui permettent de maîtriser l'évolution des coûts de production, tout en favorisant une répartition plus souple des ressources en main-d'œuvre et en capital, de manière à éliminer l'inflation et à atteindre les autres objectifs ?

Il serait souhaitable qu'un prochain débat puisse être consacré à la façon de coordonner l'emploi de ces instruments avec les efforts tendant à réaliser une répartition plus équitable des revenus, à resserrer l'éventail des salaires, à mettre en œuvre une politique des salaires coordonnée avec celle des transferts sociaux, etc.

Les événements récents démontrent que tous les efforts visant à modifier la répartition des revenus par l'octroi de fortes augmentations nominales de salaires atteignent très rapidement la limite au-delà de laquelle ils n'ont d'autres résultats que l'inflation, le ralentissement de la croissance, le freinage de l'investissement et le déséquilibre de la balance des paiements. Aussi, une répartition plus équitable des revenus des particuliers ne peut être réalisée qu'en mettant en œuvre une politique des revenus plus complète, tendant également à répartir plus équitablement le capital.

de tijd hebben gekregen ons nog langer te bezinnen over het inkomstenbeleid en met name over het instrumentarium van dit beleid.

Indien onze regeringen in de toekomst doelstellingen aannemen zoals redelijke groei, volledige werkgelegenheid, vastheid van prijzen, evenwicht met het buitenland, een billijker verdeling van de inkomsten, enz., en indien ze dat allemaal terzelfder tijd willen verwezenlijken, dan zullen zij nieuwe middelen moeten aanwenden, waarvan sommige tot het domein van het inkomstenbeleid behoren. In verband met de naaste toekomst is een van de voornaamste punten van zorg van onze regeerders de volgende vraag : hoe kan men in een markteconomie van het gemengde type, en zonder in dirigisme te vervallen, middelen gebruiken waardoor men de evolutie van de produktiekosten kan beheersen, daarbij een soepeler verdeling van arbeidskrachten en kapitaal in de hand werkend, zodat de inflatie beperkt blijft en de andere doelstellingen verwezenlijkt worden ?

Het ware wenselijk dat eerlang een debat kan worden gewijd aan de manier waarop het gebruik van die instrumenten kan worden gecoördineerd met het streven naar een billijker verdeling van de inkomsten, naar een vermindering van de spanning tussen de lonen en naar een loonbeleid dat op het beleid inzake sociale overdrachten is afgestemd, enz.

De jongste gebeurtenissen bewijzen dat alle inspanningen om de verdeling van de inkomsten te wijzigen door toekenning van grote nominale loonsverhogingen, zeer spoedig een grens bereiken waarboven het enige effect inflatie, vertraagde groei, afremming van de investeringen en onevenwichtigheid van de betalingsbalans is. Aldus kan een billijker verdeling van de inkomsten van de particulieren slechts tot stand worden gebracht door het uitwerken van een vollediger inkomstenbeleid, dat er eveneens toe strekt het kapitaal billijker te verdelen.

BIJLAGE 3.

Politique économique

FRANCE.

Communication du Ministre Fourcade.

Elle comporte d'abord un soutien à la consommation, qui prendra la forme de versements de caractère exceptionnel aux familles et aux personnes âgées. Ces versements représenteront 5 milliards de francs.

Elle comporte ensuite un programme très important d'équipements publics, atteignant 10 milliards de francs. Faisant une large part aux équipements de structure, ce programme comprend également de nombreux investissements, de portée individuelle limitée, mais susceptibles d'engagement immédiat.

Une somme de 5,5 milliards de francs sera consacrée à l'investissement productif. Cette somme prendra la forme, d'une part, de crédits accordés à de grands projets industriels qui seront ainsi engagés dans une phase de faible conjoncture, d'autre part, d'une extension de l'aide fiscale à l'investissement. L'aide de 10 % instituée en avril pour les biens commandés avant le 31 décembre sera étendue à tous les biens soumis à l'amortissement dégressif, alors qu'elle ne portait que sur ceux qui pouvaient être amortis en moins de huit ans.

Enfin, la situation de trésorerie des entreprises sera améliorée par le report au 15 avril 1976 du paiement d'impôts directs exigibles le 15 septembre 1975, pour un montant de 9,6 milliards de francs. Cette mesure a pour but d'éviter que les entreprises ne licencient du fait de la situation de leur trésorerie, un personnel aujourd'hui excédentaire mais dont elles auront à nouveau besoin dans quelques mois.

Ces mesures, dont le total représente environ 30 milliards, seront complétées par une action sur le crédit. Le taux de l'escompte sera ramené de 9,5 % à 8 %. Par ailleurs les banques abaisseront d'un point leur taux de base, et le crédit à la consommation rendu plus facile, en même temps que son coût sera abaissé de deux points.

L'ensemble de ces mesures me paraît appeler trois commentaires.

Le premier est qu'elles s'inscrivent dans une politique continue qui, depuis un an, a pour objectif d'obtenir un ralentissement de l'inflation et un rétablissement de l'équilibre extérieur, tout en conservant un niveau d'activité convenable. Mettant l'accent sur le dernier point, les décisions que vient de prendre le gouvernement ne conduisent pas pour autant à remettre en cause les disciplines qui étaient consenties auparavant, notamment en fonction de la lutte contre l'inflation. Ce programme, strictement isolé des autres lois de finances, ne compromet pas la préparation des lois de finances ultérieures. En particulier, la loi de finances 1976 sera présentée en équilibre, la marge de manœuvre dont le gouvernement pourrait avoir besoin étant cherchée dans un décalage éventuel des rentrées fiscales. Quant au déficit correspondant aux mesures de soutien, son financement sera facilité par le fait que l'endettement du Trésor est actuellement très faible et que la distribution des crédits à l'économie, facteur principal de la création monétaire en France, s'est très fortement ralentie depuis six mois.

La seconde remarque porte sur l'ampleur de ces mesures. S'ajoutant à celles qui avaient déjà été prises depuis le début de l'année, elles porteront le déficit de la loi de finances pour 1975 à 39,7 milliards, soit 3 % de la production industrielle brute.

Le choix des actions retenues ayant tenu compte de la possibilité de les engager rapidement, leur impact doit être à la fois rapide et important.

Le gouvernement a ainsi scrupuleusement respecté ses engagements à l'égard de ses partenaires. Les mesures prises ne contiennent évidemment aucun élément de caractère discriminatoire, et le soutien accordé à l'économie française constituera, par son importance, une contribution appréciable à l'action convergente entreprise par la Communauté pour rétablir un niveau d'activité satisfaisant sans que soient accrus les tensions inflationnistes ou les déséquilibres extérieurs.

— le plan de relance n'aura pas d'effet sensible sur l'embauche avant le printemps 1976, d'après une déclaration du Ministre de l'Economie et des Finances;

— le budget 1975 devrait présenter un déficit de 40,0 milliards soit 3 % du P. N. B.;

ANNEXE 3.

Economisch beleid.

FRANKRIJK.

Mededeling van Minister Fourcade.

In de eerste plaats is gedacht aan het stimuleren van de consumptie via uitzonderlijke uitkeringen aan gezinnen en bejaarden. Hiermee is 5 miljard frank gemoeid.

Voorts is er een zeer belangrijk programma van overheidsvoorzieningen voor een bedrag van 10 miljard frank. Een groot deel van dat programma is gewijd aan structuurvoorzieningen, doch het zal ook talrijke investeringen mogelijk maken die stuk voor stuk eerder beperkt van omvang zijn, maar onmiddellijk kunnen vastgelegd worden.

Voor produktieve investeringen is 5,5 miljard voorbehouden. Dit bedrag zal worden besteed enerzijds aan kredieten voor grote industriële projecten, die derhalve zullen kunnen worden aangevat in een periode van laagconjunctuur, en anderzijds aan de verruiming van de fiscale tegemoetkomingen bij investering. De in april ingestelde tegemoetkoming van 10 % voor de goederen die vóór 31 december worden besteld, zal worden uitgebreid tot alle goederen die voor degressieve afschrijving in aanmerking komen, terwijl zij oorspronkelijk slechts gold voor de goederen die op minder dan 8 jaar tijd mogen worden afgeschreven.

Ten slotte zal de thesaurietoestand van de ondernemingen worden verbeterd doordat hun wordt toegestaan de betaling van 9,6 miljard frank directe belastingen, die op 15 september 1975 opeisbaar waren, uit te stellen tot 15 april 1976, zulks om te voorkomen dat de ondernemingen wegens liquiditeitsmoeilijkheden overtoollig geworden personeel zouden afdanken, dat zij over enkele maanden opnieuw zullen nodig hebben.

Met die maatregelen is ongeveer 30 miljard gemoeid. Daarnaast zal een actie gevoerd worden op het stuk van het krediet. De discontovoet zal van 9,5 % worden verminderd tot 8 %. Voorts zullen de banken de door hen aangerekende basisrente met een punt verlagen; de voorwaarden inzake consumptiekrediet zullen worden versoepeld en de aangerekende rente zal met twee punten worden verlaagd.

Het past bij die maatregelen drie opmerkingen te maken.

In de eerste plaats zij erop gewezen dat die maatregelen passen in het kader van een aangehouden beleid dat er sedert een jaar op gericht is de inflatie af te remmen en het uitwendige evenwicht te herstellen, doch tevens een behoorlijk activiteitspeil in stand te houden. Door de onlangs door de Regering genomen beslissingen wordt de nadruk vooral op het laatste punt gelegd, maar de vroeger aangekondigde maatregelen met name in verband met de inflatiebestrijding worden er niet in het gedrang door gebracht. Het programma staat volkomen los van de andere financiewetten en zal geen invloed uitoefenen op de voorbereiding van de latere begrotingen. Meer in het bijzonder voor 1976 zal een sluitende begroting worden ingediend; de Regering zal de daartoe vereiste ruimte scheppen door eventueel de datum waarop bepaalde belastingen moeten betaald zijn, te verschuiven. De financiering van het tekort voortvloeiend uit de stimuleringsmaatregelen zal worden vergemakkelijkt doordat de schuldenlast van de schatkist thans zeer gering is en de kredietverlening aan het bedrijfsleven, die de voornaamste oorzaak van de geldcreatie is in Frankrijk, zeer sterk teruggelopen is sedert zes maanden.

De tweede opmerking heeft betrekking op de omvang van de afgekondigde maatregelen. Samen met de maatregelen die sedert het begin van het jaar werden genomen, zullen zij het tekort op de begroting voor 1975 op 39,7 miljard brengen, d.i. 3 % van het bruto industriële produkt.

Bij de keuze van de aan te wenden middelen werd er rekening mee gehouden dat ze spoedig moeten ingezet worden; hun uitwerking moet dus snel en krachtig zijn.

De Regering heeft aldus de tegenover haar partners aangegane verplichtingen nauwgezet nageleefd. Het spreekt vanzelf dat de genomen maatregelen in geen enkel opzicht een discriminatie inhouden, en de stimulering van het Franse bedrijfsleven zal, door de omvang ervan, een niet onaanzienlijke bijdrage leveren tot de verwezenlijking van het door de Gemeenschap nagestreefde doel, namelijk het herstel van een behoorlijk activiteitspeil zonder toeneming van de inflatoire druk of van het bestaande onevenwicht ten opzichte van het buitenland.

— volgens de Minister van Financiën en van Economische Zaken zal het herstelplan geen merkbare invloed hebben op de werkgelegenheid vóór de lente van 1976;

— de begroting voor 1975 zal een tekort van 40 miljard vertonen, d.i. 3 % van het B. N. P.;

le budget 1976 sera présenté par contre en équilibre moyennant deux à trois milliards de recettes fiscales supplémentaires (accises, tabacs, vignettes);

- le taux de base des banques passe de 9,80 % à 8,80 % le 8 septembre 1975;
- la prime d'incitation à l'emploi qui devait être ramenée à 300 FF à partir du 1^{er} octobre et jusqu'à l'expiration de la mesure le 30 novembre 1975, est maintenue à 500 FF jusqu'à cette date;
- mise au point d'un plan de relance des exportations :
 - assouplissement des conditions de financement et de garantie des exportations :
 - facilités en matière d'assurance-crédit;
 - extension des prêts du Trésor;
 - garanties de change plus favorables sauf pour les monnaies du serpent;
 - facilités de financement des fabrications destinées à l'exportation;
 - augmentation du nombre d'exportateurs (contrats d'assurance-prospection);
- Projet de budget pour 1976 :
 - cadre économique P. I. B. + 4,7 % en volume
+ 7,5 % en prix
P. I. B. en valeur + 13,1 %;
 - dépenses : 294,03 milliards
recettes : 294,28 milliards
solde : + 0,25 milliard
 - allègements fiscaux : relèvement de 10 % des seuils d'imposition du barème d'imposition des revenus, pour toutes les tranches;
 - augmentations :
 - droits sur l'alcool + 14 %;
 - droits sur le tabac + 17 %;
 - ticket de tiercé à 5 FF (au lieu de 3 FF);
 - droits de timbres, certains droits fixes...;
 - T. V. A. sur les films interdits aux moins de 18 ans, portée de 17,6 % à 33,3 %;
 - suppression de l'abattement de 10 % pour les revenus de plus de 350 000 FF par an;
 - limitation de la déductibilité des jetons de présence, des administrateurs de sociétés, des bénéfices des sociétés;
 - modification du régime fiscal des sociétés pétrolières concernant :
 - prévisions pour reconstitution de gisements;
 - provisions pour fluctuations des cours;
 - taxe intérieure sur les produits pétroliers;
 - le régime de blocage des prix instauré en juin va être revu dans les directions suivantes :
 - fixation autoritaire des marges bénéficiaires dans certains secteurs où des abus ont été constatés;
 - non-reconduction du blocage des prix institué en juin pour trois mois;
 - assouplissement de la règle générale du blocage des marges relatives par produits, avec l'instauration de possibilités de compensation.

PAYS-BAS.

Avant-projet de budget pour 1976 :

- dépenses : augmentation de 10 milliards, pour atteindre 70 milliards de florins;
- recettes : 69 milliards de florins;
- déficit : 1 milliard de florins.

daarentegen zal er voor 1976 een sluitende begroting worden ingediend mits twee à drie miljard bijkomende belastingontvangsten worden geheven (accijnzen, tabak, verkeersbelasting);

- de door de banken aangerekende basisrente wordt op 8 september 1975 van 9,80 % verminderd tot 8,80 %;
- de premie tot aanmoediging van de tewerkstelling, die tot 300 FF moest worden verminderd met ingang van 1 oktober tot het verstrijken van de geldigheidsduur van de maatregel op 30 november 1975, blijft behouden op 500 FF tot aan die laatste datum;
- uitwerking van een plan tot stimulering van de export :
 - versoepeling van de financierings- en garantievooraanstellen met betrekking tot de export :
 - faciliteiten inzake kredietverzekering;
 - verruiming van de door de schatkist te verlenen kredieten;
 - gunstiger wisselgaranties behalve voor de munt van de landen die tot de « muntslang » behoren;
 - faciliteiten inzake financiering van de voor export bestemde fabrieken;
 - toeneming van het aantal exporteurs (overeenkomsten inzake prospectieverzekering).
- Ontwerpbegroting voor 1976 :
 - economisch kader van het B. I. P. + 4,7 % in volume;
+ 7,5 % in prijzen;
B. I. P. + 13,1 % in waarde;
 - uitgaven : 294,03 miljard
ontvangsten : 294,28 miljard
saldo : + 0,25 miljard
 - belastingverminderingen : verhoging met 10 % van de belastingdrempels in de belastingsschaal, voor alle tranches van de inkomstenbelastingen;
 - verhogingen :
 - alcoholaccijnzen + 14 %;
 - accijnzen op tabak + 17 %;
 - het biljet voor deelneming aan de « tiercé »-wedenschappen wordt op 5 FF gebracht (i.p.v. 3 FF);
 - zegelrechten, sommige vaste rechten...;
 - de B. T. W. op de films die verboden zijn voor minderjarigen beneden 18 jaar, wordt van 17,6 % op 33,3 % gebracht;
 - afschaffing van de 10 % belastingvermindering voor de inkomsten van meer dan 350 000 FF per jaar;
 - beperking van de aftrekbaarheid van het aan de beheerders van vennootschappen toegekende presentiegeld, beperking van de winsten van de vennootschappen;
 - wijziging van de op de oliemaatschappijen toepasselijke belastingregeling inzake :
 - voorzieningen met het oog op de exploitatie van nieuwe petroleumvelden;
 - provisies voor koersschommelingen;
 - in het binnenland geheven belasting op petroleumprodukten;
 - in de in juni ingevoerde prijsblokkeringsregeling zullen de volgende wijzigingen worden aangebracht :
 - vaststelling van overheidswege van de winstmarges in sommige sectoren waar misbruiken werden geconstateerd;
 - de in juni voor drie maanden ingestelde prijsblokkering wordt niet verlengd;
 - versoepeling van de algemene regel inzake blokkering van de relatieve marges per produkt en invoering van de mogelijkheid tot compenseren.

NEDERLAND.

Voorontwerp begroting 1976 :

- uitgaven : stijging met 10 miljard tot 70 miljard gulden;
- ontvangsten : 69 miljard gulden;
- tekort : 1 miljard gulden.

Plan fiscal pour 1976 :

- augmentation des impôts indirects (T. V. A., taxes sur véhicules automobiles, droits d'accise sur le tabac et l'alcool);
- impôts sur les revenus en vue de compenser l'inflation jusqu'à concurrence de 80 %;
- prolongation de l'abattement à l'impôt sur les revenus en faveur des travailleurs indépendants, abattement en faveur des investissements, amortissement anticipé, compensation plus généreuse des pertes, contribution temporaire de l'Etat aux fonds d'assurances sociales en vue d'alléger les coûts salariaux;
- vraisemblablement réduction de 1 % de l'impôt sur les sociétés;
- la Nederlandse Bank (Banque des Pays-Bas) réduit son taux d'escompte de 6 % à 5,5 % à partir du 15 août.

Budget de l'Etat pour 1976 :

- Dépenses : 77,9 milliards de florins;
- Recettes : 62,8 milliards de florins;
- Déficit : 15,1 milliards de florins.

Augmentation des impôts en ce qui concerne l'impôt sur les salaires et revenus, la T. V. A., les droits d'accises, la taxe sur les véhicules automobiles, la taxe sur les assurances; l'augmentation globale des impôts atteint 2 020 millions de florins.

Allègement des charges pour la constitution d'une réserve de vieillissement par voie de l'impôt, l'abattement fixe pour frais de déplacement, les revenus provenant de l'incapacité de travail de la femme; le total des allègements fiscaux s'élève à 145 millions de florins.

De nouvelles mesures conjoncturelles sont prévues dans le budget pour un montant de 2,2 milliards de florins. Ce montant passe à trois milliards de florins si l'on considère que l'ajournement de l'augmentation de la T. V. A. au 1^{er} juillet 1976 constitue également une mesure conjoncturelle. Ventilation :

Dépenses :

	(en millions de florins)
— contribution temporaire au fonds d'allocations familiales	600
— lutte contre le chômage dans le secteur de la construction	650
— aide aux entreprises	550
— mesures destinées à harmoniser davantage l'offre et la demande sur le marché du travail	350
	2 150

Réduction d'impôts :

— maintien des facilités en matière d'amortissement 2 × 25 %	50
— ajournement du relèvement de la T. V. A.	850
	3 000

Financement du déficit budgétaire pour 1976 : celui-ci est évalué à 14,5 milliards de florins (y compris le déficit de 0,5 milliards du Fonds des communes). Financement de 3,5 milliards par le biais des comptes de souscription anticipée; le reste doit être financé par le marché monétaire et financier.

Le Gouvernement a décidé de prévoir, au titre du programme d'impulsion extraordinaire pour 1976, 130 millions de florins en vue de l'octroi d'une aide publique à des industries de pointe.

Les concertations relatives à la convention générale en matière de salaires pour 1976 ont échoué; les employeurs entendaient que la hausse des charges salariales en 1976 soit inférieure à 10 %, si bien qu'aucune compensation pour hausse de prix ne serait accordée au 1^{er} juillet; les travailleurs ont maintenu l'exigence d'une compensation pour hausse des prix.

La « Gasunie » a l'intention de ne plus proroger les contrats actuellement en cours pour la fourniture de gaz naturel à l'étranger ou, en tout cas, de réduire fortement les quotas prévus; de nombreux contrats viennent à échéance en 1978 et les ventes augmenteraient encore jusqu'à cette date. Les fournitures internes seraient centrées sur des activités à forte valeur ajoutée et ne disposant pas d'un combustible de remplacement.

Le tarif progressif de la taxe sur les véhicules automobiles est atténué en faveur des automobiles de grosse cylindrée; en compensation les droits d'accises sur l'essence sont augmentés de 2 cents par litre et la taxe spéciale de consommation sur les voitures automobiles neuves d'un prix de catalogue égal ou supérieur à 10 000 florins est augmentée de 1,5 % (elle passe de 16 à 17,5 %).

Le Gouvernement rendra bientôt publiques des mesures dans le domaine des salaires, des prix et des tarifs; le but est surtout de maintenir la hausse des salaires en 1976 en deçà de 10 %; les concertations sur ce point entre travailleurs et employeurs ont échoué. Le Gouverne-

Belastingplan voor 1976 :

- verhoging indirecte belastingen (B. T. W., motorrijtuigenbelasting, tabaks- en alcoholaccijns;
- inflatiecorrectie inkomstenbelasting ten belope van 80 %;
- verlenging van zelfstandigenaftrek I. B., investeringsaftrek, vroegge afschrijving, ruimere verliescompensatie, tijdelijke rijksbijdragen in sociale verzekeringsfondsen ter verlichting arbeidskosten;
- waarschijnlijk verlaging van vennootschapsbelasting met 1 %;
- de Nederlandsche Bank verlaagt haar discontotarif van 6 % naar 5,5 % vanaf 15 augustus.

Miljoenennota voor 1976 :

Uitgaven :	77,9 miljard gulden;
Ontvangsten :	62,8 miljard gulden;
Tekort :	15,1 miljard gulden.

Belastingverhogingen inzake loon- en inkomstenbelasting, B. T. W., accijnzen, motorrijtuigenbelasting, assurantiebelasting; totaal belastingverhoging : 2 020 miljoen gulden.

Lastenverlichtingen inzake fiscale oudedagsreserve, vaste reiskostenaftrek, inkomen uit arbeidsongeschiktheid van de vrouw; totaal belastingverlichtingen : 145 miljoen gulden.

Nieuwe conjunctuurmaatregelen in de begroting voor 2,2 miljard gulden. Dit bedrag is 3 miljard gulden zo men het uitstel van de B. T. W.-verhoging tot 1 juli 1976 ook als conjunctuurmaatregel beschouwt. Indeling :

Uitgaven :

	(in miljoenen gulden)
— tijdelijke bijdrage aan kinderbijslagfonds	600
— bestrijding werkloosheid in de bouw	650
— steunverlening aan bedrijven	550
— maatregelen ter verbetering van aanpassing van vraag en aanbod op de arbeidsmarkt	350
	2.150

Belastingverminderingen :

— voortzetting afschrijvingsfaciliteit 2 × 25 %	50
— uitstel B. T. W. verhoging	850
	3.000

Financiering budgettair tekort 1976 : wordt geraamd op 14,5 miljard gulden (inclusief tekort 0,5 miljard van Gemeentefonds). Financiering voor 3,5 miljard langs de voorinschrijfrekeningen : de rest moet langs geld- en kapitaalmarkt gefinancierd.

Als onderdeel van het extra-stimuleringsprogramma 1976 heeft de regering besloten 130 miljoen gulden uit te trekken voor het verlenen van overheidssteun aan speerpuntindustrieën.

Het overleg over het centraal loonakkoord voor 1976 is mislukt : de werkgevers wilden de loonsomstijging in 1976 binnen 10 % houden, zodat per 1 juli geen prijscompensatie zou plaats vinden; de werknemers hielden vast aan deze prijscompensatie.

De Gasunie is van plan de huidige lopende leveringscontracten voor aardgas aan het buitenland niet meer te verlengen of althans sterk te verminderen; vele contracten verlopen in 1978 en tot dan zou de verkoop nog toenemen; de leveringen in eigen land zouden toegespitst worden op activiteiten met hoge toegevoegde waarde en gebrek aan vervangingsbrandstof.

Het progressieve tarief in de motorrijtuigenbelasting voor zware auto's wordt afgezwakt; in de plaats daarvan komt een verhoging van de benzineaccijns met twee cent per liter en een stijging met 1,5 % (van 16 naar 17,5 %) van de bijzondere verbruiksbelasting op nieuwe auto's met een cataloguswaarde van 10 000 gulden en méér.

De regering gaat zeer binnenkort maatregelen bekendmaken op het gebied van lonen, prijzen en tarieven; men wil hiermee vooral de loonstijging in 1976 tot minder dan 10 % beperkt houden; het overleg tussen werknemers en werkgevers hierover was mislukt; de regering

ment limiterait fortement la compensation pour hausse des prix du 1^{er} juillet et entendraient maintenir le pouvoir d'achat des revenus jusqu'à 20 000 florins environ; selon les employeurs, l'augmentation des coûts salariaux ne pourrait pas être supérieure à 8 %.

On envisage sérieusement à la Deuxième Chambre d'ajourner l'augmentation de la T. V. A. qui devrait prendre cours le 1^{er} juillet 1976.

Le Gouvernement a transmis à la Deuxième Chambre une note comportant un certain nombre de mesures destinées à maintenir entre 8,5 % et 9 % l'augmentation des coûts salariaux en 1976.

Cette note prévoit ce qui suit :

— toutes les conventions collectives de travail sont gelées pour six mois à partir du 1^{er} janvier 1976;

— la première compensation pour hausse des prix en 1976 qui résulte des conventions collectives de 1975 est appliquée;

— aucune décision n'est encore prise au sujet de la deuxième compensation pour hausse des prix du 1^{er} juillet; cependant le gouvernement entend sauvegarder le pouvoir d'achat des salariés dont les revenus ne dépassent pas 20 000 florins;

— l'augmentation de la taxe de transmission, prévue pour le 1^{er} juillet 1976, sera ajournée jusqu'au 1^{er} octobre 1976;

— le gouvernement étudie une augmentation plus régulière des salaires minima; ce salaire minimum augmente de 7 % le 1^{er} janvier 1976 et augmenterait encore de 4 % vers le milieu de 1976;

— pour éviter que l'emploi dans les secteurs à forte densité de main-d'œuvre ne soit compromis par l'augmentation du salaire minimum, le Gouvernement a l'intention d'affecter 100 millions de florins au subventionnement des coûts salariaux;

— pour le personnel des services publics, l'évolution des salaires devra être la même que celle du secteur privé;

— en ce qui concerne les professions libérales, un règlement en matière de prix sera pris; il sera prévu que la quotité du tarif correspondant à des honoraires ne pourra pas augmenter davantage que le salaire d'un fonctionnaire d'un niveau comparable;

— une politique sévère en matière de prix sera menée; il a été décidé de prendre un nouveau règlement général en matière de prix.

Le Ministre des Finances, M. Duisenberg, a déclaré qu'il était nécessaire, selon lui, de réduire les dépenses publiques de 10 milliards de florins d'ici 1980.

La Banque Centrale a consenti aux banques des avances sur emprunts d'un montant de 0,5 milliard de florins à 5,25 %, jusqu'au 15 janvier 1976.

ALLEMAGNE.

Le programme de réanimation de la conjoncture, définitivement adopté par le Gouvernement du chancelier Helmut Schmidt en Conseil de Cabinet se chiffre à 5 milliards 750 millions de DM, soit à environ 200 millions de DM de plus que primitivement prévu.

Les dépenses envisagées se répartissent comme suit :

— 1 milliard 200 millions de DM pour la construction publique de l'Etat (bâtiments et infrastructure);

— 1 milliard 450 millions de DM pour des travaux d'infrastructure financés par l'Etat fédéral, les Länder et les communes;

— 600 millions de DM pour la création d'emplois;

— 500 millions de DM des Fonds de contrepartie du Plan Marshall;

— 500 millions de DM de la Banque de Crédit pour la Reconstruction pour financer des projets d'infrastructure communales et de l'artisanat;

— 500 millions de DM fournis par moitié par l'Etat fédéral et les Länder pour l'assainissement urbain;

— 700 millions de DM fournis pour moitié par l'Etat fédéral et les Länder pour la modernisation de l'habitat;

— 300 millions de DM fournis moitié par l'Etat fédéral et les Länder pour subventionner les crédits intermédiaires destinés à la construction de logements privés.

Le plan aura pour effet initial de créer une demande équivalant à 12 milliards de marks environ, demande qui aura par la suite un effet de boule de neige.

Le Chancelier Schmidt envisage l'introduction de réserves conjoncturelles (Konjunkturausgleichrücklagen), à l'instar de la Suède, où les sociétés peuvent verser jusqu'à 40 % de leurs bénéfices avant impôt à une réserve conjoncturelle exempte d'impôts (8 septembre 1975).

Le 11 septembre, le Gouvernement fédéral décidait d'appliquer le plan financier 1975-1979, présenté le 28 août.

zou de prijscompensatie per 1 juli sterk beperken en de koopkracht van de inkomens tot ongeveer 20 000 gulden willen handhaven; volgens de werkgevers mag de loonsomstijging niet meer dan 8 % bedragen.

In de tweede kamer wordt er sterk aan gedacht de B. T. W.-verhoging die op 1 juli 1976 zou moeten ingaan, uit te stellen.

De regering heeft aan de Tweede Kamer een nota gestuurd met een aantal maatregelen die bedoeld zijn om de loonsomstijging in 1976 tussen 8,5 % en 9 % te houden.

Deze nota bevat het volgende :

— alle CAO's worden bevroren voor een half jaar, vanaf 1 januari 1976;

— de eerste prijscompensatie van 1976, voortvloeiend uit collectieve contracten van 1975, gaat gewoon door;

— over de tweede prijscompensatie per 1 juli is nog geen beslissing genomen; de regering wil echter de koopkracht van loontrekken met een inkomen tot 20 000 gulden vrijwaren;

— de voorgenomen verhoging van de omzetbelasting per 1 juli 1976 zal tot 1 oktober 1976 worden uitgesteld;

— de regering beraadt zich over een gelijkmatiger ontwikkeling van de minimumlonen; per 1 januari 1976 stijgt dit minimumloon met 7 % en zou medio 1976 nog eens met 4 % naar omhoog gaan;

— om te voorkomen dat de werkgelegenheid in arbeidsintensieve bedrijfstakken door de ontwikkeling van het minimumloon in gevaar komt, is de regering van plan 100 miljoen gulden te bestemmen voor loonkostensubsidie;

— voor het overheidspersoneel zal de loonontwikkeling dezelfde moeten zijn als voor de particuliere sector;

— voor vrije beroepen zal een prijzenbeschikking worden afgekondigd die zal inhouden dat het honorariumgedeelte van het tarief niet meer zal mogen stijgen dan het salaris van een vergelijkbaar functionaris;

— er zal een strak prijsbeleid worden gevoerd; besloten is een nieuwe algemene prijzenbeschikking af te kondigen.

Minister Duisenberg van Financiën verklaarde dat hij het noodzakelijk vond dat de overheidsuitgaven tussen dit jaar en 1980 met 10 miljard gulden zouden moeten verminderd worden.

De Centrale bank heeft aan de banken voorschotten op leningen toegestaan ten belope van 0,5 miljard gulden aan 5,25 %, tot 15 januari 1976.

DUITSLAND.

Het programma van conjunctuuraanwakkering werd in kabinetsvergadering definitief aangenomen door de Regering van kanselier Helmut Schmidt. Het gaat om een bedrag van 5 miljard 750 miljoen DM, d.i. ongeveer 200 miljoen meer dan in uitzicht was gesteld.

De overwogen uitgaven zijn verdeeld als volgt :

— 1 miljard 200 miljoen DM voor de openbare werken van de Staat (gebouwen en infrastructuurwerken);

— 1 miljard 450 miljoen DM voor infrastructuurwerken die gefinancierd worden door de Bondsstaat, de Länder en de gemeenten;

— 600 miljoen DM voor het scheppen van werkgelegenheid;

— 500 miljoen DM van het Fonds voor tegenwaarde van het Marshall-plan;

— 500 miljoen DM voor de Kreditanstalt für Wiederaufbau om ontwerpen inzake gemeentelijke en ambachtelijke infrastructuur te financieren;

— 500 miljoen DM, waarvan de ene helft door de Bondsstaat en de andere helft door de Länder wordt verschaft. Ze zijn bestemd voor de stadssanering;

— 700 miljoen DM (helft door de Staat — helft door de Länder) voor de modernisering van de woningen;

— 300 miljoen (helft Staat — helft Länder) ter subsidiëring van de interim-kredieten die voor het bouwen van privé-woningen bestemd zijn.

De eerste uitwerking van het plan zal zijn een vraag te scheppen ten belope van 12 miljard mark. Die vraag zal naderhand een sneeuwbal effect in het leven roepen.

Bondskanselier Schmidt overweegt de invoering van conjunctuur-reserves (Konjunkturausgleichrücklagen), naar het voorbeeld van Zweden, waar de vennootschappen, vóór de belasting is vastgesteld, tot 40 % van hun winst kunnen storten in een belastingvrije conjunctuur-reserve (8 september 1975).

Op 11 september besloot de Bondsregering het op 28 augustus voorgelegde financieringsplan 1975-1979 toe te passen.

Le déficit du projet budgétaire pour 1976, de 38,9 milliards de DM, résulte de :

- moins-value de recettes fiscales à la suite de la récession (20 milliards de DM);
- pertes pour l'Etat fédéral à la suite d'une nouvelle répartition de la T. V. A. entre l'Etat fédéral et les Länder (2 milliards de DM);
- acomptes au « Bundesanstalt für Arbeit ».

Selon le Ministre des Finances, H. Apel, 70 % du déficit sont imputables à la conjoncture (11 septembre 1975).

La Bundesbank a décidé de ramener, à partir du 12 septembre, le taux d'escompte de 4 % à 3,5 % et la rente Lombard de 5 à 4,5 %; les plafonds de réescompte pour les institutions de crédit seront majorés de 3 milliards de DM à partir du 1^{er} octobre. Ils s'élèveront ainsi à 15,5 milliards de DM (11 septembre 1975).

Le Gouvernement ouest-allemand examine les possibilités d'alléger les charges fiscales de l'industrie en vue d'encourager les investissements lorsque la récession aura été vaincue; une décision à ce sujet tombera avant la fin de l'année (16 septembre 1975).

Le Gouvernement fédéral est fermement décidé à ne pas accepter de participation supérieure à 7,1 milliards de DM lors des négociations au sujet du budget du Marché Commun; selon le projet budgétaire de la Commission pour 1976, le Gouvernement fédéral devrait, compte tenu de la clé de répartition actuelle et de l'unité de compte de 1969 (U. C. = 3,66 DM), apporter une contribution de 7,9 milliards de DM (17 septembre 1975).

Sur le marché allemand des devises, la Bundesbank doit soutenir le DM en vendant 10 millions de dollars (17 septembre 1975).

Le Ministre des Finances H. Apel veut limiter le budget de 1976 à 172 milliards.

Ceci signifie une hausse de 6,3 % par rapport à 1975; pour 1976 il y aurait toujours un déficit de 42 milliards de DM (28 août 1975).

En 1975, les recettes fiscales de l'Etat fédéral, des Länder et des communes connaîtront une baisse de 15 milliards par rapport aux estimations originales. Cette moins-value est répartie comme suit :

- 8,84 milliards de DM pour l'Etat fédéral;
- 3,96 milliards de DM pour les Länder;
- 2,20 milliards de DM pour les communes.

Au cours de la période janvier-juillet, l'impasse de financement de l'Etat fédéral s'élevait à 25,6 milliards de DM, ce qui représente une hausse d'environ 19 milliards par rapport à la même période de l'année précédente.

Cette impasse résulte d'une hausse de 24,5 % des dépenses qui s'élèvent maintenant à 89,5 milliards de DM, tandis que les recettes ont diminué de 1,5 % pour ne représenter plus que 64,1 milliards de DM.

Ce déficit est couvert à concurrence de 2,3 milliards de DM par l'emprunt gelé de stabilité et à concurrence de 0,6 milliard par des recettes de monnaie.

Au total, le programme de relance se chiffre à 5,75 milliards de DM, soit à 200 millions de DM de plus qu'il n'était prévu à l'origine.

De cette somme :

- 3,15 milliards de DM incombent à l'Etat fédéral;
- 1,35 milliard de DM incombe aux Länder;
- 0,75 milliard de DM incombe aux communes.

Grâce au Kreditanstalt für Wiederaufbau et à l'E. R. P. (European Recovery Program), on a pu libérer 0,5 milliard.

Dans ce programme, l'accent est surtout mis sur :

- les travaux communs d'infrastructure et l'assainissement urbain;
- investissements par l'Etat fédéral;
- modernisation de l'habitat.

L'Etat fédéral et les Länder financeront le programme avec les réserves conjoncturelles restantes qui s'élèvent à 3,85 milliards de DM et avec des prises de crédit.

Le Ministère des Finances estime que l'impact direct du programme sur la conjoncture sera de 12 milliards de DM (27 août 1975).

Devant le Bundestag, le Ministre des Affaires Economiques, H. Friederichs, a dressé un tableau prudemment optimiste de l'évolution conjoncturelle. Pour l'année prochaine, il estime possible une croissance réelle du P. N. B. allant jusqu'à 5 % et une hausse des prix à la consommation de 4,5 % à 5 % (19 septembre 1975).

Dans son dernier bulletin mensuel, la Bundesbank lance un avertissement quant au déficit de l'Etat qui, pour l'Etat fédéral, les Länder et les communes, atteindra la somme astronomique de 75 milliards de DM (7 % du P. N. B.).

Het tekort van 38,9 miljard DM op het begrotingsontwerp voor 1976 is het gevolg van :

- minder belastingontvangsten ten gevolge van de recessie (20 miljard DM);
- het verlies dat voor de Bondsstaat voortvloeit uit een nieuwe verdeling van de B. T. W. tussen de Bondsstaat en de Länder (2 miljard DM);
- de voorschotten aan de « Bundesanstalt für Arbeit ».

Volgens de Minister van Financiën H. Apel is 70 % van het tekort het gevolg van de conjunctuur (11 september 1975).

De Bundesbank heeft besloten met ingang van 12 september de discontovoet van 4 % op 3,5 % en de Lombardrente van 5 op 4,5 % terug te brengen; voor de kredietinstellingen zullen de plafonds voor de herdiscontering vanaf 1 oktober met 3 miljard DM worden verhoogd. Zij zullen aldus 15,5 miljard DM bedragen (11 september 1975).

De Westduitse regering bestudeert de mogelijkheid de belastingdruk voor de industrie te verminderen ten einde de investeringen na de recessie aan te moedigen; over dit punt zal vóór het einde van het jaar een beslissing vallen (16 september 1975).

De Bondsregering is vastbesloten om bij de onderhandelingen over de begroting van de Euromarkt geen hogere bijdrage dan 7,1 miljard DM te aanvaarden; volgens het begrotingsontwerp van de Commissie voor 1976 zou de Bondsregering, rekening houdend met de huidige verdeelsleutel en de rekeneenheid voor 1969 (R. E. = 3,66 DM), een bijdrage van 7,9 miljard DM moeten betalen (17 september 1975).

Op de Duitse deviezenmarkt moet de Bundesbank de DM ondersteunen door 10 miljard dollar te verkopen (17 september 1975).

Minister van Financiën H. Apel wil de begroting 1976 tot 172 miljard beperken.

Dit is een stijging met 6,3 % ten opzichte van 1975; voor 1976 zou een deficit van 42 miljard DM blijven bestaan (28 augustus 1975).

In 1975 zullen de belastingontvangsten van de Bondsstaat, de Länder en de gemeenten 15 miljard DM lager liggen dan de oorspronkelijke ramingen. Dat verlies valt als volgt uiteen :

- 8,84 miljard DM voor de Bondsstaat;
- 3,96 miljard DM voor de Länder;
- 2,20 miljard DM voor de gemeenten.

In de periode januari-juli bedroeg het financieringstekort van de Bondsstaat 25,6 miljard DM, dit is een stijging met ca. 19 miljard ten opzichte van dezelfde periode van vorig jaar.

Dit tekort vloeit voort uit een stijging van de uitgaven met 24,5 % tot 89,5 miljard DM terwijl de ontvangsten met 1,5 % gedaald zijn tot 64,1 miljard DM.

Dit tekort wordt ten belope van 2,3 miljard DM door de bevroren stabiliteitslening en ten belope van 0,6 miljard door geldelijke ontvangsten gedekt.

De totale omvang van het stimuleringsprogramma is vastgesteld op 5,75 miljard DM, wat 200 miljoen DM meer is dan oorspronkelijk in uitzicht was gesteld.

Hiervan valt :

- 3,15 miljard DM ten laste van de Bondsstaat;
- 1,35 miljard DM ten laste van de Länder;
- 0,75 miljard DM ten laste van de gemeenten.

Via de Kreditanstalt für Wiederaufbau en het E. R. P. (European Recovery Program) wordt 0,5 miljard beschikbaar.

De zwaartepunten van het programma zijn :

- gemeenschappelijke infrastructuurwerken en stadssanering;
- investeringen door de Bondsstaat;
- modernisering van de woningbouw.

De Bondsstaat en de Länder zullen het programma met de nog resterende conjunctuurreserves van 3,85 miljard DM en door krediet-opnemingen financieren.

Het Ministerie van Financiën raamt de directe impact van het programma op de conjunctuur op 12 miljard DM (27 augustus 1975).

Voor de Bundestag heeft Minister van Economische Zaken H. Friederichs een voorzichtig optimistisch beeld opgehangen van de conjuncturele ontwikkeling; voor het volgend jaar acht hij een reële groei van het B. N. P. tot 5 % en een stijging van de consumptieprijzen van 4,5 tot 5 % tot het domein der mogelijkheden (19 september 1975).

In haar jongste maandbericht waarschuwt de Bundesbank voor het hoge staatstekort dat voor de Bondsstaat, de Länder en de gemeenten de astronomische hoogte van 75 miljard DM (7 % van het B. N. P.) zal bereiken.

Défense du budget fédéral de 1976 devant le Bundestag :

— dépenses : 168,1 milliards de DM (4,1 % de hausse par rapport à 1975);

— grands postes de dépenses :

allocations sociales : 40 milliards de DM;
défense : 31 milliards de DM;

— déficit de financement : 38,9 milliards de DM.

A ce propos, le Ministre des Finances, H. Apel, a déclaré que la croissance économique s'élèvera à 5 % en 1976 (4 novembre 1975).

Le déficit budgétaire de l'Etat fédéral qui, pour 1975, est estimé à 37,9 milliards de DM, est couvert à 90 % selon H. Apel. Le solde de 4 milliards sera financé sans difficultés.

Pendant les débats budgétaires, il a déclaré que l'Allemagne ne donnera aucune suite aux propositions d'institutions étrangères de crédit visant à accepter des crédits en monnaie étrangère afin de couvrir le déficit budgétaire (6 novembre 1975).

Discussion au Bundestag du programme d'épargne présenté dans la loi.

Allègement prévu des budgets publics :

(en millions de DM)

	1976	1977	1978	1979
	—	—	—	—
Bund	5 941	8 654	9 614	10 637
Länder et communes	821	1 721	2 140	2 560
Total	6 762	10 375	11 754	13 197

Verdediging in de Bundestag van de Bondsbegroting 1976 :

— uitgaven : 168,1 miljard DM (4,1 % stijging t.o.v. 1975);

— grote uitgavenposten :

sociale uitkeringen : 40 miljard DM;
verdediging : 31 miljard DM;

— financieringstekort : 38,9 miljard DM.

Hierbij verklaarde Minister van Financiën Apel dat de economische groei in 1976 5 % zal bedragen (4 november 1975).

Het begrotingstekort voor 1975 van de Bondsstaat, dat op 37,9 miljard DM wordt geschat, is volgens H. Apel voor 90 % gedekt en het saldo van 4 miljard zal zonder moeite worden gefinancierd.

Tijdens de begrotingsdebatten verklaarde hij dat Duitsland niet zal ingaan op de voorstellen van buitenlandse kredietinstellingen om kredieten in vreemde munt op te nemen tot dekking van het begrotingstekort (6 november 1975).

Bespreking in de Bundestag van het in de wet neergelegde spaarprogramma.

Geplande verlichting van de openbare begrotingen :

(Miljoen DM)

	1976	1977	1978	1979
	—	—	—	—
Bund	5 941	8 654	9 614	10 637
Länder en gemeenten	821	1 721	2 140	2 560
Totaal	6 762	10 375	11 754	13 197

ANNEXE 4.

Comparaison entre les principales dispositions relatives au stage des jeunes.

Arrêté royal du 13 août 1975 (Moniteur belge du 3 septembre 1975) relatif à la promotion de stages dans les entreprises pour des diplômés demandeurs d'emploi.

Stage :

But : Permettre aux jeunes diplômés de s'adapter à des tâches en rapport avec les études qu'ils ont faites.

Application :

— tous les employeurs à l'exception des administrations;

— jeunes de 15 à 25 ans, inscrits comme demandeurs d'emploi et titulaires d'un certificat de fin d'études portant sur un cycle d'études complet.

— Dans un délai de 2 ans suivant la fin des études.

Durée du stage : 6 mois.

Libre choix du travailleur par l'employeur.

L'employeur choisit parmi les candidats figurant sur les listes de l'O. N. E. M.

Intervention financière de l'O. N. E. M. dans la rémunération.

Durant 6 mois, égale au minimum de l'allocation de chômage.

La rémunération est égale à 100 % de la rémunération normale attachée à la fonction.

Obligation des employeurs :

L'employeur qui maintient le travailleur en service après 3 mois de stage, s'engage à le maintenir en service pendant 6 mois de plus après la fin du stage.

Interdiction de licencier pour des raisons d'ordre économique ou technique des travailleurs titulaires d'un emploi de même nature dans la même entreprise.

Contrôle :

Conseil d'entreprise et délégation syndicale, Commission consultative régionale.

Entrée en vigueur : 1^{er} septembre 1975.

Période : 1 an.

Articles 5 à 21 du projet de loi n° 738 relatif au stage des jeunes.

Stage :

But : Assurer à l'intéressé une formation pratique qui constitue une transition entre les études qu'il a faites et l'emploi considéré.

Application :

— employeurs et administrations occupant au moins 100 travailleurs;

— jeunes de 14 à 30 ans qui n'ont pas exercé d'activité professionnelle.

Durée du stage : 6 mois, avec possibilité de prolongation de 6 mois.

Libre choix du travailleur par l'employeur.

Quant aux administrations elles ne peuvent pas choisir les travailleurs : elles suivent l'ordre chronologique des demandes. Les candidats présentés par le S. P. R. ont cependant la priorité.

Intervention financière : aucune (exception peut éventuellement être faite pour les entreprises occupant moins de 100 travailleurs qui désirent engager des stagiaires).

Rémunération : indemnité de stage égale à 75 % du salaire initial ou du barème minimal à 21 ans, correspondant à la qualification établie par le diplôme ou le certificat d'études en cas de prolongation, le pourcentage est porté à 90.

Obligation des employeurs :

— obligations pour l'employeur et l'administration d'engager 1 % de stagiaires.

— désigner un maître de stage.

— l'engagement de stagiaires ne peut être compensé par des licenciements.

Contrôle :

Conseil d'entreprise, délégation syndicale, Comité subrégional de l'Emploi.

Entrée en vigueur : dès la publication au *Moniteur belge*.

Période : jusqu'au 31 décembre 1976.

BIJLAGE 4.

Vergelijking tussen de voornaamste bepalingen betreffende de stage voor jongeren.

Koninklijk besluit van 13 augustus 1975 (Belgisch Staatsblad 3 september 1975) betreffende het bevorderen van stages in de ondernemingen voor werkzoekende afgestudeerden.

Stage :

Doel : afgestudeerden mogelijkheid bieden zich aan te passen aan taken die verband houden met het door hen genoten onderwijs.

Toepassing :

— alle werkgevers — administraties niet;

— jongeren van 15 tot 25 jaar ingeschreven als werkzoekende met eindstudiegetuigschrift volledige studie-cyclus.

Binnen termijn van 2 jaar na studie.

Duur van stage : 6 maand.

Vrije keuze van werknemer door werkgever.

Werkgever kiest uit de kandidatenlijst van R. V. A.

Financiële tegemoetkoming van R. V. A. in loon.

Gedurende 6 maand gelijk aan de minimum werkloosheidsuitkering.

Loon is 100 % van het normale loon voor de functie.

Verplichting werkgever :

— na drie maand stage werknemer nog 6 maand in dienst houden na einde van de 6 maand stage.

— geen werknemers op arbeidsplaats van dezelfde plaats ontslaan om economische of technische redenen.

Controle :

Ondernemingsraad en syndicale delegatie, gewestelijke commissie van advies.

Inwerkingtreding : 1 september 1975.

Termijn : 1 jaar.

Artikel 5 tot 21 van het wetsontwerp betreffende de stage van jongeren.

Stage :

Doel : aan betrokkene een praktische opleiding te verzekeren als overgang tussen het genoten onderwijs en de beoogde tewerkstelling.

Toepassing :

— werkgevers en administraties met minimum 100 werknemers.

— jongeren van 14 tot 30 jaar die geen beroepsactiviteit hebben uitgeoefend.

Duur van stage : 6 maand, mogelijkheid van verlenging van 6 maand.

Vrije keuze van de werknemer door de werkgever.

Geen keuze van werknemer door administraties. Men volgt chronologische orde van de aanvragen. Maar ingeschrevenen bij het V. W. S. hebben voorrang.

Financiële tegemoetkoming :

geen (uitzondering kan gemaakt worden voor bedrijven met minder dan 100 werknemers die stagiair wensen aan te nemen).

Loon : stagevergoeding gelijk aan 75 % van de aanvangswedde of minimumwedde op 21 jaar en volgens diploma of studiegetuigschrift bij verlenging 90 %.

Verplichting werkgever :

— verplichting voor werkgever en administratie 1 % stagiairs op te nemen.

— stagemeester aanduiden.

— aanwerving van stagiairs niet compenseren door afdanking.

Controle :

Ondernemingsraad, syndicale delegatie, subregionaal tewerkstellingscomité.

Inwerkingtreding : bij bekendmaking in *Belgisch Staatsblad*.

Termijn : tot 31 december 1976.

ANNEXE 5.

Incidence de l'indexation plafonnée
des revenus proposée par l'article 37 du projet.

Première méthode :

Sur base des déclarations fiscales, on estime la perte de revenu par suite de la non-indexation au-delà de 40 000 F par mois, pendant une période de 9 mois à 9 milliards de F, si l'inflation est de 10 % en 1976.

Deuxième méthode :

Les données O. N. S. S. permettent de procéder à l'estimation suivante.

En 1974, la masse salariale des employés était de 451 milliards de F. La masse salariale plafonnée à 31 000 F par mois était de 247 milliards de F.

$$\text{Le rapport } \frac{\text{masse salariale plafonnée à 31 000 F}}{\text{masse salariale globale}} = \frac{247}{451} = 54 \, \%$$

En admettant que le revenu de 31 000 F mensuel en 1974 correspond à un revenu assez proche de 40 000 F par mois au début de 1976 et qu'on suppose le rapport de 54 % constant, on peut procéder à l'estimation suivante.

La masse salariale des employés, tenant compte de l'augmentation moyenne des salaires en 1975 devient :

$$451 \times \frac{115}{100} = 519 \text{ milliards de F sur 12 mois.}$$

Si on suppose en 1976 un taux d'inflation de 10 % linéaire, on économise par la mesure de non-indexation au-delà de 40 000 F par mois environ :

$$46 \, \% \times 5 \, \% \times 519 = 11,9 \text{ milliards sur 12 mois.}$$

soit sur 9 mois = 8 milliards.

Ce montant est un maximum car :

— il suppose, qu'avant la mesure, la totalité des revenus était indexée (or, il y a des limitations de fait et des revenus liés à des résultats);

— le plafond O. N. S. S. ne correspond pas exactement aux 40 000 F; il y a une surestimation de la partie au-delà de 40 000 F (46 % est trop fort);

— l'emploi est supposé stable; or il y aura des pertes d'emploi, ce qui réduira la masse salariale.

En conclusion, on retient le chiffre de 8 milliards de F.

En rapportant cela à la masse salariale totale (employés + ouvriers) de l'ordre de 930 milliards de F, on obtient 0,7 à 0,8 %.

BIJLAGE 5.

Weerslag van de begrensde indexering
van de inkomens voorgesteld bij artikel 37 van het ontwerp.

Eerste methode :

Op grond van de fiscale aangifte schat men het inkomensverlies ten gevolge van de niet-indexering boven de 40 000 F per maand gedurende een periode van 9 maanden, op 9 miljard F indien de inflatie in 1976 10 % bedraagt.

Tweede methode :

Op grond van de gegevens van de R.M.Z. is het mogelijk over te gaan tot de volgende raming.

In 1974 bedroeg de loonmassa van de bedienden 451 miljard F. De tot 31 000 F per maand begrensde loonmassa bedroeg 247 miljard F.

$$\text{De verhouding } \frac{\text{loonmassa begrensde tot 31 000 F}}{\text{globale loonmassa}} = \frac{247}{451} = 54 \, \%$$

Indien men aanvaardt dat het maandinkomen van 31 000 F voor 1974 overeenstemt met een inkomen voor 1976 dat 40 000 F per maand benadert, en indien men veronderstelt dat de verhouding van 54 % konstant blijft, kan men overgaan tot de volgende raming.

De loonmassa van de bedienden wordt, rekening houdend met de gemiddelde loonsverhoging van 1975 :

$$451 \times \frac{115}{100} = 519 \text{ miljard F in 12 maanden.}$$

Indien men voor 1976 een lineaire inflatievoet van 10 % veronderstelt, bespaart men, ten gevolge van de niet-indexering boven de 40 000 F per maand :

$$46 \, \% \times 5 \, \% \times 519 = 11,9 \text{ miljard in 12 maanden.}$$

d.w.z. op 9 maanden = 8 miljard.

Dit bedrag is een maximum want :

— het veronderstelt dat vóór de maatregel alle inkomens geïndexeerd waren (welnu, er zijn feitelijke beperkingen en inkomens die met resultaten verbonden zijn);

— De R. M. Z.-begrenzing beantwoordt niet precies aan 40 000 F; er is een overschatting van het deel boven de 40 000 F (46 % is te sterk);

— de tewerkstelling wordt stabiel verondersteld. Welnu, er zal verlies aan werkgelegenheid zijn, wat de loonmassa zal doen inkrimpen.

Tot besluit kan men een bedrag van 8 miljard F in aanmerking nemen.

Wanneer men dat in betrekking brengt met de totale loonmassa (bedienden + arbeiders) die ongeveer 930 miljard F bedraagt, bekomt men 0,7 à 0,8 %.

ANNEXE 6.

Salaires.

Durant la période 1974-1975 les augmentations de salaires en Belgique ont mis ceux-ci au niveau allemand à partir de la mi-1975 et depuis lors les salaires belges dépassent progressivement les salaires allemands du fait de la forte différence des rythmes de croissance.

Ainsi, selon l'enquête de la C. E. E. concernant les gains horaires, ceux-ci étaient de :

en Belgique (*) :	113 FB en avril 1974
	139 FB en avril 1975
en Allemagne (*) :	138 FB en avril 1974
	144 FB en avril 1975

L'écart des salaires belges par rapport aux salaires allemands était de 23 % en avril 1974 et n'est plus que de 3 % en avril 1975. Depuis lors, les salaires belges ont dépassés les salaires allemands.

Gain moyen horaire brut (industries manufacturières)
en FB.

BIJLAGE 6.

Lonen.

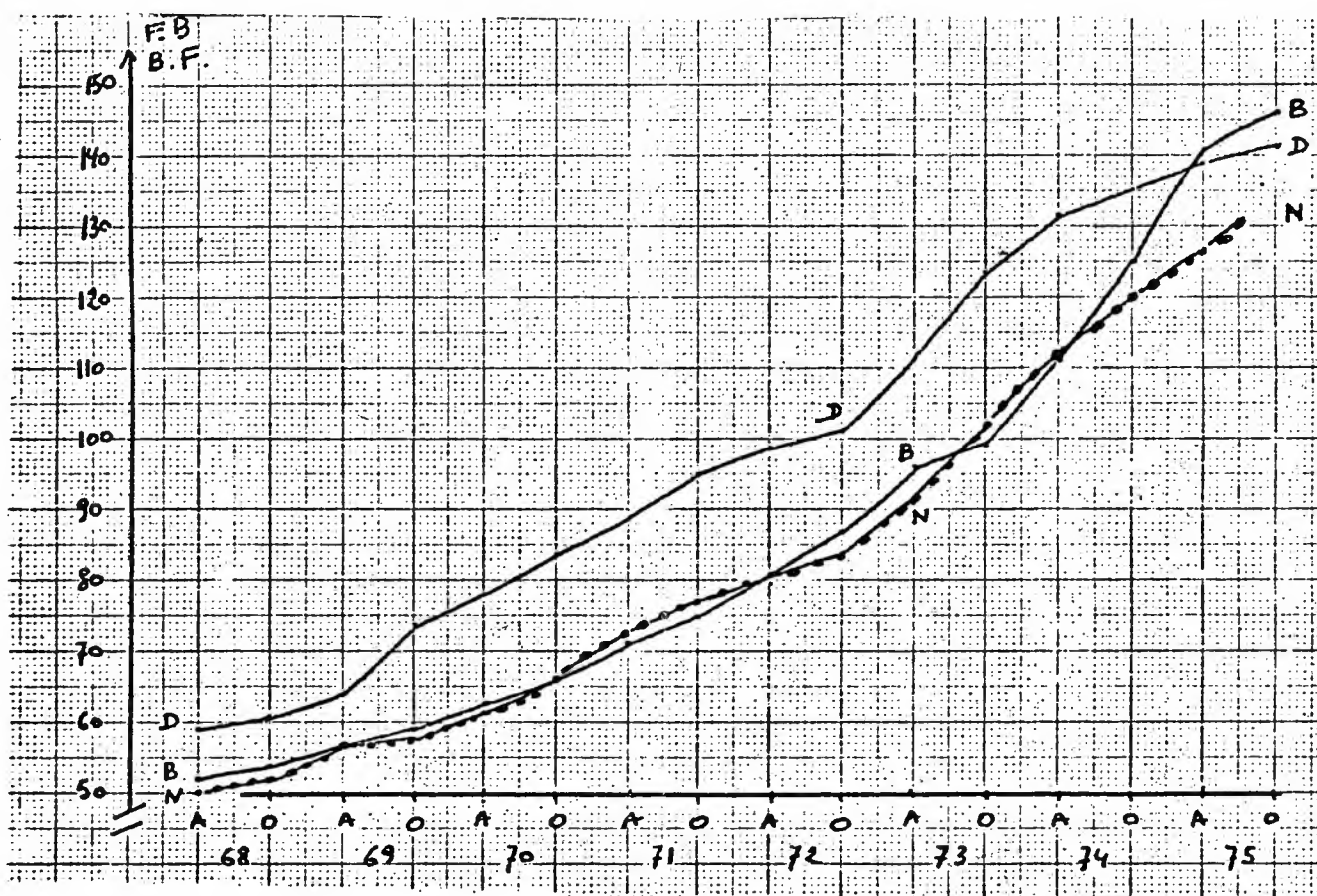
Tijdens de periode 1974-1975 hebben de loonsverhogingen in België de lonen op het Duitse peil gebracht vanaf half 1975; sindsdien komen de Belgische lonen geleidelijk hoger te liggen dan de Duitse, wegens het sterk verschil in groeiritme.

Volgens een E. E. G.-onderzoek bedroegen de uurinkomsten :

in België (*) :	113 BF in april 1974
	139 BF in april 1975
in Duitsland (*) :	138 BF in april 1974
	144 BF in april 1975

Het verschil tussen de Belgische en de Duitse lonen bedroeg 23 % in april 1974. In april 1975 was dit verschil teruggebracht tot 3 %. Sindsdien kwamen de Belgische lonen hoger te liggen dan de Duitse.

Gemiddelde bruto-uurverdiensten
(be- en verwerkende industrie) in BF.



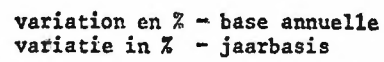
A. = avril.
O. = octobre.
Sources : EUROSTAT (C. E. E.).
Banque nationale de Belgique (B).
Wirtschaft und Statistik (D).
Centraal bureau voor de statistiek (N).

(*) Par suite d'une différence dans les choix des sources statistiques, l'enquête C. E. E. procure un résultat légèrement différent de ceux qui apparaissent dans ce graphique qui a été réalisé, pour la période 1975, sur base des Statistiques Nationales. Par contre, l'évolution indiquée par l'enquête C. E. E. est identique à celle décrite par le graphique.

A. = april.
O. = oktober.
Bron : EUROSTAT (E. E. G.).
Banque nationale de Belgique (B).
Wirtschaft und Statistik (D).
Centraal bureau voor de statistiek (N).

(*) Ten gevolge van een verschil qua keuze van de statistische bronnen is het resultaat van het E. E. G.-onderzoek lichtjes verschillend van de resultaten die in deze grafiek te voorschijn komen. Deze laatste werd voor de periode 1975 opgemaakt op grond van de nationale statistieken. De evolutie die tot uiting komt in het E. E. G.-onderzoek is echter dezelfde als degene die door de grafiek wordt aangeduid.

Reële lonen (gedeflateerd door het indexcijfer der consumptieprijzen).



	1974				1975		
	I	II	III	IV	I	II	III
BELG.	6,9	7,4	7,2	7,1	10,8	4,8	5,4
RFA-DBR	4,3	5,2	5,-	6,1	4,8	2,8	
FRANCE							
FRANKRIJK	5,5	5,8	5,-	4,6	4,1	4,5	
PAYS-BAS							
NEDERLAND	4,8	7,5	7,-	5,5	2,4	3,6	3,3

Evolution des salaires dans différents pays
(variations en % — base annuelle).

Ontwikkeling van de lonen in verschillende landen
(procentuele variaties — jaarbasis).

	1973				1974				1975		
	I.	II.	III.	IV.	I.	II.	III.	IV.	I.	II.	III.
Belgique (a). — België (a) .	+ 15,6	+ 17,5	+ 15,7	+ 16,2	+ 15,9	+ 19,8	+ 22,8	+ 24,1	+ 27,4	+ 18,7	—
R. F. d'Allemagne. —											
Duitse Bondsrepubliek .	+ 8,9	+ 9,9	+ 10,4	+ 10,6	+ 12,1	+ 12,7	+ 12,5	+ 12,9	+ 11,0	+ 9,2	—
France (b). — Frankrijk											
(b)	+ 12,9	+ 13,8	+ 15,1	+ 15,9	+ 17,5	+ 20,2	+ 20,3	+ 20,3	+ 18,7	+ 17,2	—
Italie. — Italië	+ 16,6	+ 23,0	+ 25,9	+ 26,2	+ 20,8	+ 17,7	+ 19,4	+ 22,5	+ 30,8	+ 32,6	—
Pays-Bas. — Nederland . .	+ 11,8	+ 12,6	+ 13,3	+ 13,2	+ 14,1	+ 17,0	+ 17,5	+ 17,0	+ 13,3	+ 14,3	+ 14,2
Royaume-Uni. — Verenigd											
Koninkrijk	+ 13,3	+ 13,9	+ 12,6	+ 12,2	+ 15,0	+ 17,6	+ 21,1	+ 26,3	+ 30,5	+ 32,6	+ 28,9
Etats-Unis. — V. S. A. . .	+ 7,0	+ 6,4	+ 7,3	+ 6,9	+ 5,9	+ 9,3	+ 9,3	+ 10,1	+ 10,9	+ 9,7	—

(a) fin mars, juin, septembre, décembre.

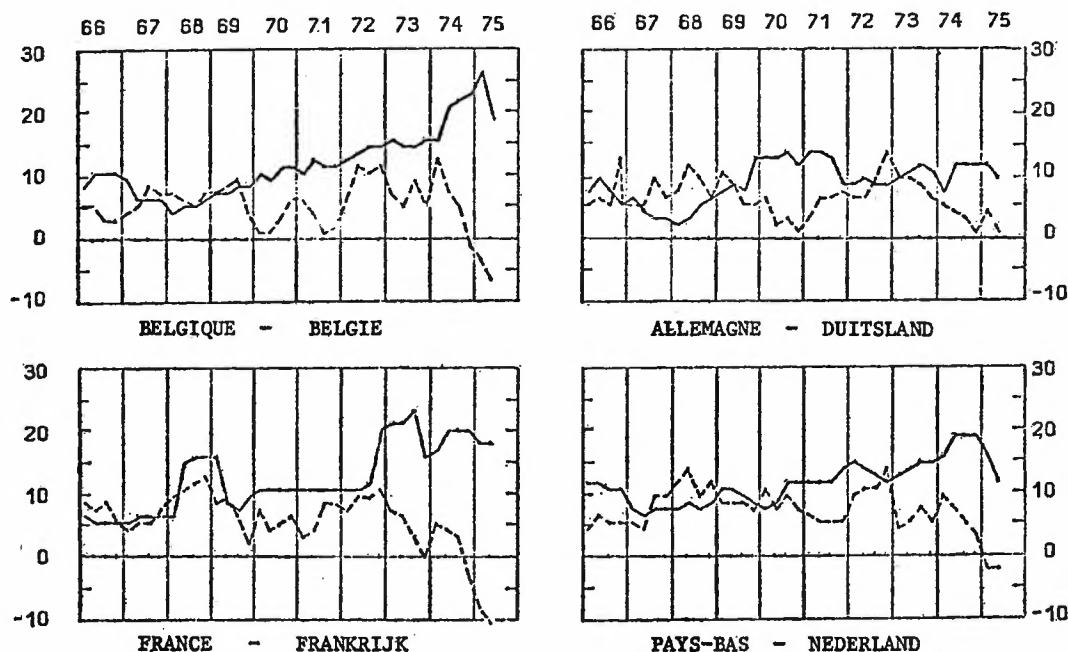
(b) fin avril, juillet, octobre, janvier.

(a) einde maart, juni, september, december.

(b) einde april, juli, oktober, januari.

TAUX DE VARIATION EN % DES SALAIRES (—) ET DE LA PRODUCTIVITE (---)

PROCENTUELE VARIATIE VAN DE LONEN (—) EN VAN DE PRODUCTIVITEIT (---)



Taux moyen de variation annuelle en %
du coût salarial par unité produite.

Pays	En monnaie nationale		
	1966-1969	1970-1973	1974-1975
Belgique	1,3	6,7	19,5
Allemagne	— 1,2	4,1	7,2
France	1,1	7,1	21,3
Pays-Bas	1,0	4,4	13,4
Italie	1,2	10,5	36,3
Royaume-Uni	1,5	6,5	22,1
U. S. A.	1,9	2,9	7,9
Japon	2,2	3,0	24,3

Gemiddelde procentuele variatie van de loonkost
per geproduceerde eenheid.

Land	In nationale munt		
	1966-1969	1970-1973	1974-1975
België	1,3	6,7	19,5
Duitsland	— 1,2	4,1	7,2
Frankrijk	1,1	7,1	21,3
Nederland	1,0	4,4	13,4
Italië	1,2	10,5	36,3
Verenigd Koninkrijk	1,5	6,5	22,1
V. S. A.	1,9	2,9	7,9
Japan	2,2	3,0	24,3

ANNEXE 7.

Commerce extérieur de l'U. E. B. L. — Exportations

Mois d'octobre 1975.

*Résultats globaux du commerce spécial
à l'exportation de l'U. E. B. L.*

BIJLAGE 7.

Buitenlandse handel van de B. L. E. U. — Uitvoer

Maand oktober 1975.

*Globale resultaten van de bijzondere uitvoerhandel
van de B. L. E. U.*

Mois	Nombre de journées de travail des services douaniers — Aantal dagen door de douanediens- ten gewerkt	Chiffres mensuels — Maandcijfers				Moyennes mobiles des 12 derniers mois — Voortschrijdende gemiddelden van de laatste 12 maanden		Maanden
		Quantité en 1 000 tonnes — Hoeveelheid in 1 000 ton	Valeur — Waarde			Valeurs absolues en millions de F — Absolute waarde in miljoenen F	Accroissement en % par rapport à la moyenne des 12 mois antérieurs correspondants — Procentuele toename t.o.v. het gemiddel- de van de 12 daar- aan voorafgaande maanden	
			Total en millions de F — Totaal in miljoenen F	Moyenne journalière en millions de F — Daggemid- delde in miljoenen F	Indice de la moyenne journalière (1970 = 100) — Indexcijfer van het dag- gemiddelde (1970 = 100)			
1974 :								1974 :
Janvier	26	6 807	82 603	3 177	166,5	74 398	24,2	Januari.
Février	24	5 401	75 667	3 153	165,2	75 404	24,0	Februari.
Mars	26	6 664	94 979	3 653	191,5	77 027	24,5	Maart.
Avril	25	7 049	97 273	3 891	203,9	79 407	26,0	April.
Mai	25	7 319	101 410	4 056	212,6	81 670	27,2	Mei.
Juin	24	7 064	93 092	3 879	203,3	83 503	28,7	Juni.
Juillet	27	7 305	97 693	3 618	189,6	85 795	29,2	Juli.
Août	26	6 949	75 929	2 920	153,1	87 066	29,0	Augustus.
Septembre	25	6 611	92 789	3 712	194,5	88 387	28,3	September.
Octobre	27	7 962	105 324	3 901	204,4	89 881	27,6	Oktober.
Novembre	24	6 500	91 777	3 824	200,4	91 093	27,3	November.
Décembre	25	5 944	91 287	3 651	191,4	91 652	26,4	December.
1975 :								1975 :
Janvier	26	6 634	91 190	3 507	183,8	92 368	24,2	Januari.
Février	24	6 122	87 593	3 650	191,3	93 361	23,8	Februari.
Mars	25	6 096	89 451	3 578	187,5	92 901	20,6	Maart.
Avril	26	6 788	91 347	3 513	184,1	92 407	16,4	April.
Mai	24	6 183	83 094	3 462	181,5	90 881	11,3	Mei.
Juin	25	6 438	89 631	3 585	187,9	90 592	8,5	Juni.
Juillet	26	6 475	82 500	3 173	166,3	89 326	4,1	Juli.
Août	25	5 237	63 243	2 530	132,6	88 269	1,4	Augustus.
Septembre	26	5 193	86 400	3 323	174,2	87 737	— 0,7	September.
Octobre	27	6 773	98 871	3 662	191,9	87 199	— 3,0	Oktober.
10 mois 1974 ...	255	69 131	916 760	3 595	188,4			10 maanden 1974.
10 mois 1975 ...	254	61 940	863 321	3 399	178,1			10 maanden 1975.

*Commerce spécial à l'exportation de l'U. E. B. L.
ventilé selon les sections de la nomenclature de Bruxelles.*
(Valeurs en millions de F.)

*Bijzondere uitvoerhandel van de B. L. E. U.
naar goederenafdelingen van de naamlijst van Brussel.*
(Waarde in miljoenen frank.)

	Chiffres mensuels — Maandcijfers				Moyennes mobiles des 12 derniers mois — Voortschrijdende gemiddelden van de laatste 12 maanden			
	Septembre 1974	Octobre 1974	Septembre 1975	Octobre 1975	Valeurs absolues	Répartition en %	Accroisse- ment en %	
	September 1974	Oktober 1974	September 1975	Oktober 1975	Absolute waarde	Procentuele spreiding	Procentuele toename (1)	
1. Animaux vivants et produits du règne animal ...	3 206	3 590	3 354	3 710	3 027	3,5	— 7,4	1. Levende dieren en produkten van het dierenrijk.
2. Produits du règne végétal	1 610	2 073	2 599	3 124	2 272	2,6	21,9	2. Produkten van het plantentrijk.
3. Graisses et huiles animales et végétales; produits dérivés ...	680	809	486	540	660	0,8	15,5	3. Vetten en oliën (dierlijke en plantaardige en dissociatieprodukten daarvan).
4. Produits alimentaires, boissons et tabacs ...	3 111	2 707	2 913	3 042	2 921	3,3	6,0	4. Produkten van de voedselindustrie, dranken en tabak.
5. Produits minéraux ...	5 268	6 294	2 915	6 855	4 532	5,2	24,2	5. Minerale produkten.
6. Produits chimiques ...	10 333	10 360	8 757	9 759	8 875	10,2	— 5,3	6. Chemische produkten.
7. Matières plastiques et caoutchouc; produits en ces matières ...	4 316	4 588	4 166	4 797	3 900	4,5	— 7,2	7. Plastische stoffen en rubber en werken daarvan.
8. Peaux et cuirs; ouvrages en ces matières ...	453	587	479	491	454	0,5	— 8,2	8. Huiden en vellen en werken daarvan.
9. Bois et liège; ouvrages en ces matières ...	654	711	723	766	639	0,7	— 5,0	9. Hout en kurk en werken daarvan.
10. Papiers et matières servant à leur fabrication ...	2 420	2 873	2 196	2 352	2 070	2,4	— 7,7	10. Papier en stoffen voor het vervaardigen ervan.
11. Matières textiles et ouvrages en ces matières ...	8 543	10 670	9 279	10 112	8 445	9,7	— 7,3	11. Textielstoffen en textielwaren.
12. Chaussures, coiffures, parapluies, fleurs artificielles	225	241	180	183	153	0,2	— 21,8	12. Schoeisel, hoofddeksels, paraplu's, kunstbloemen.
13. Ouvrages en pierres; ciments, céramiques, verres	2 053	2 178	1 902	2 121	1 803	2,1	— 9,2	13. Werken van steen, cement, keramische produkten, glas... ..
14. Pierres et métaux précieux	3 501	4 272	4 392	4 691	3 770	4,3	— 3,6	14. Edelstenen en edele metalen
15. Métaux communs et ouvrages en ces métaux ...	24 695	29 079	14 823	17 657	19 262	22,1	— 20,9	15. Onedele metalen en werken daarvan.
16. Machines et appareils; matériel électrique ...	9 152	10 245	10 548	11 220	10 085	11,6	18,0	16. Machines en toestellen; elektrotechnisch materieel.
17. Matériel de transport ...	7 960	8 632	11 580	11 732	9 413	10,8	14,1	17. Vervoermaterieel.
18. Optique, précision, horlogerie, acoustique ...	1 046	1 041	1 107	1 321	1 064	1,2	18,5	18. Optische, precisie-instrumenten, uurwerken, akoustische instrumenten.
00. Marchandises non classées ailleurs (sections 19 à 22)	3 563	4 374	4 000	4 399	3 854	4,4	9,4	00. Goederen niet elders gerangschikt (Afd. 19 tot 22).
Total général ...	92 789	105 324	86 400	98 871	87 199	100,0	— 3,0	Algemeen totaal.

(1) Accroissement en % par rapport à la moyenne des 12 mois antérieurs correspondants.

(1) Procentuele toename t.o.v. het gemiddelde van de 12 daaraan voorafgaande maanden.

*Répartition géographique du commerce spécial
à l'exportation de l'U. E. B. L.*

(Valeurs en millions de F.)

*Geografische spreiding van de bijzondere uitvoerhandel
van de B. L. E. U.*

(Waarde in miljoenen frank.)

Pays et continents	Chiffres mensuels — Maandcijfers				Moyennes mobiles des 12 derniers mois — Voortschrijdende gemiddelden van de laatste 12 maanden			Landen en continenten
	Septembre 1974 — September 1974	Octobre 1974 — Oktober 1974	Septembre 1975 — September 1975	Octobre 1975 — Oktober 1975	Valeurs absolues — Absolute waarde	Répartition en % — Procentuele spreiding	Accroisse- ment en % — Procentuele toename	
	Septembre 1974 — September 1974	Octobre 1974 — Oktober 1974	Septembre 1975 — September 1975	Octobre 1975 — Oktober 1975	Valeurs absolues — Absolute waarde	Répartition en % — Procentuele spreiding	Accroisse- ment en % — Procentuele toename	
1. Europe	75 853	85 702	72 630	82 538	71 478	82,0	— 3,2	1. Europa.
1.1. Pays de la C.E.E. ...	65 230	72 520	64 068	71 492	60 887	69,8	— 3,8	1.1. E. E. G.-landen.
France	18 312	19 690	17 155	19 445	16 442	18,9	— 10,2	Frankrijk.
Pays-Bas	17 297	18 614	15 911	16 729	15 046	17,3	— 2,0	Nederland.
Rép. Féd. d'Allemagne	19 928	21 613	20 580	22 403	19 345	22,2	— 0,5	Bondsrepubliek
Italie	4 061	4 478	3 727	4 477	3 298	3,8	— 21,7	Duitsland.
Royaume-Uni	4 481	6 597	5 604	6 146	5 473	6,3	16,4	Italië.
Rép. d'Irlande	187	215	145	274	210	0,2	— 12,6	Verenigd Koninkr.
Danemark	963	1 314	946	2 019	1 072	1,2	1,5	Ierse Republiek.
1.2. Autres pays européens	10 623	13 183	8 562	11 046	10 591	12,1	0,7	Denemarken.
Suède	1 680	2 837	1 521	2 259	1 946	2,2	11,8	1.2. Andere Europese
Suisse	1 913	2 036	1 465	1 635	1 480	1,7	— 20,3	landen.
Espagne	832	1 156	893	1 022	1 006	1,2	— 0,6	Zweden.
Pays de l'Europe orient.	3 023	3 376	1 749	2 175	2 671	3,1	5,2	Zwitserland.
Autres pays	3 175	3 778	2 934	3 954	3 487	4,0	3,4	Spanje.
2. Afrique	3 264	4 036	2 791	3 555	3 584	4,1	18,3	Oosteuropese
Rép. du Zaïre	668	834	263	361	499	0,6	— 9,7	landen.
Autres pays	2 597	3 201	2 527	3 194	3 085	3,5	24,6	2. Afrika.
3. Amérique	8 103	10 008	5 360	6 793	6 354	7,3	— 18,8	Republiek Zaïre.
Etats-Unis	5 268	6 323	2 875	4 148	3 651	4,2	— 28,3	Andere landen.
Autres pays	2 835	3 685	2 484	2 645	2 703	3,1	— 1,4	3. Amerika.
4. Asie	4 510	4 107	4 617	4 739	4 700	5,4	10,3	Verenigde Staten.
5. Océanie	401	616	253	392	319	0,4	— 22,1	Andere landen.
Total général	92 789	105 501	86 400	98 871	87 199	100,0	— 3,0	4. Azië.
								5. Oceanië.
								Algemeen totaal.

(1) Accroissement en % par rapport à la moyenne des 12 mois antérieurs correspondants.

(1) Procentuele toename t.o.v. het gemiddelde van de 12 daaraan voorafgaande maanden.

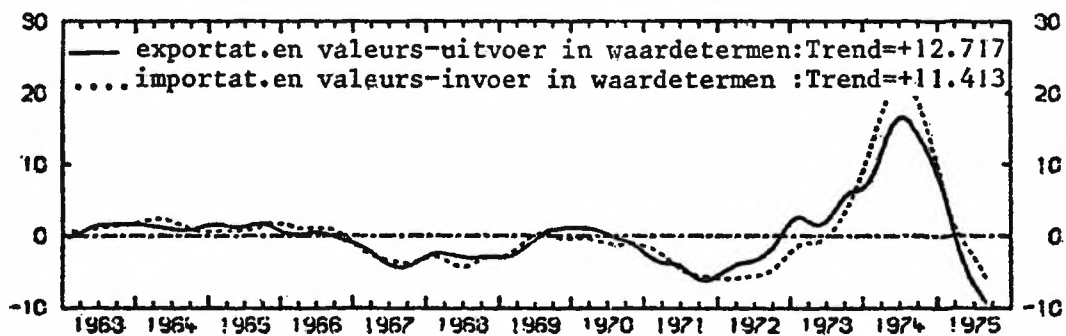
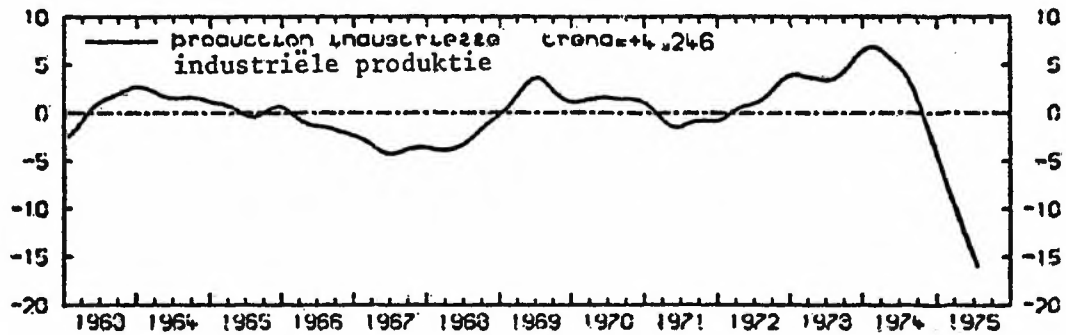
Exportations.

Uitvoer.

BELGIQUE : CONJONCTURE DES QUANTITES - BELGIE : KWANTITEITENCONJUNCTUUR
 écart au trend 1963 - 1975 afwijking van de trend 1963-1975

pourcentage

procent



IRES. LE 29 OCTOBRE 1975

© IRES. LOUVAIN

C700

ANNEXE 8.

PREPENSION.

A. — Comparaison entre le régime prévu par le projet de loi de relance et celui prévu par la Convention collective de travail n° 17.

Projet de loi relatif aux mesures de redressement économique.

C. C. T. n° 17.

1. Age.

Art. 22 :

a) âge minimum :

al. 1) hommes : 62 ans et plus
femmes : 58 ans et plus.

b) âge maximum :

65 (hommes) ou 60 (femmes) sauf si la pension légale anticipée a été demandée par l'intéressé.

al. 2) *Le Roi* peut, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres abaisser les conditions d'âge.

2. Origine de la décision.

Art. 24 1) demande du travailleur à son employeur.

3. Formalités (art. 24, alinéa 1).

La demande du travailleur est rédigée en deux exemplaires :

- 1) l'une est adressée à l'employeur.
- 2) l'autre est envoyée à l'O.N.E.M.

4. Conditions d'octroi.

a) Principe : art. 24 alinéa 2.

Obligation de remplacer dans l'entreprise le travailleur intéressé par un jeune de moins de 30 ans, non occupé au travail.

b) Dérogation à la condition d'âge : art. 24 alinéa 2.

Possibilité de dérogation moyennant l'accord du conseil d'entreprise, de la délégation syndicale, du comité de sécurité et d'hygiène, des délégués des organisations représentatives des travailleurs et de l'O.N.E.M. (âge du remplaçant).

c) Précision relative au remplaçant : art. 24 alinéa 3.

Le remplaçant ne peut être :

- un stagiaire au sens de la section 2 du chapitre 1 de la loi;
- ni un stagiaire pour lequel une intervention dans la rémunération est octroyée par l'O. N. E. M. (arrêté royal du 13 août 1975).

5. Grandeur de l'entreprise.

Article 23.

a) Entreprises occupant 50 personnes et plus : (alinéa 1) régime applicable.

b) Entreprises occupant au moins 20 personnes mais moins de 50 (alinéa 2).

1. régime applicable au plus tôt, le premier jour du troisième mois suivant celui au cours duquel le travailleur a introduit sa demande.

ou 2. régime applicable à la date pour laquelle l'employeur a marqué son accord. (Date antérieure à celle du premier jour du troisième mois).

c) Entreprises occupant moins de 20 personnes (alinéa 3) régime applicable en cas de notification de l'accord de l'employeur à l'O. N. E. M.

1. Age.

Art. 3 :

— hommes : 60 ans et plus.

— femmes : possibilité de conclure au niveau de la branche d'activité, des C. C. T., étendant le même régime aux travailleuses de 55 ans et plus.

2. Origine de la décision.

Art. 3 a) décision de licenciement émise par l'employeur (sauf licenciement pour motif grave).

3. Formalités.

- Formalités prévues pour les licenciements.
- Concertation préalable avec les membres du Conseil d'entreprise (art. 10).
- Entretien préalable avec le travailleur.

4. Conditions d'octroi.

Aucune.

5. Grandeur de l'entreprise.

Aucune condition relative au nombre de travailleurs occupés.

BIJLAGE 8.

BRUGPENSIOEN.

A. — Vergelijking tussen de bij het ontwerp van herstellwet bepaalde regeling en die van de collectieve arbeidsovereenkomst n° 17.

Wetsontwerp betreffende de economische herstelmaatregelen.

C. A. O. n° 17.

1. Leeftijd.

Art. 22 :

a) minimumleeftijd :

1^e lid : mannen : 62 jaar of meer.
vrouwen : 58 jaar of meer.

b) maximumleeftijd :

65 (mannen) of 60 (vrouwen), tenzij het vervroegd wettelijk pensioen door de belanghebbende wordt aangevraagd.

2^e lid : De Koning kan, bij een in Ministerraad overlegd besluit, de leeftijdsvoorwaarden verlagen.

2. Initiatief voor de beslissing.

Art. 24, 1), op aanvraag van de werknemer gericht tot zijn werkgever.

3. Formaliteiten. (art. 24, eerste lid).

De aanvraag van de werknemer wordt opgesteld in twee exemplaren, waarvan :

- 1) het ene wordt gericht aan de werkgever.
- 2) het andere naar de R. V. A. wordt gestuurd.

4. Toekenningsvoorwaarden.

a) Principe : art. 24, tweede lid.

Verplichting om de betrokken werknemer in de onderneming te vervangen door een jongere beneden 30 jaar die niet is tewerkgesteld.

b) Afwijking van de leeftijdsvoorwaarden : art. 24, tweede lid.

Mogelijkheid van afwijking mits akkoord van de ondernemingsraad, de vakbondsdelegatie, het Comité voor veiligheid en hygiëne, de afgevaardigden van de representatieve werknemersorganisaties en de R. V. A. (leeftijd van de vervanger).

c) Bepalingen betreffende de vervanger : art. 24, derde lid.

De vervanger :

- mag geen stagiaire zijn in de zin van afdeling 2 van Hoofdstuk I van de wet;
- noch een stagiaire voor wie een tegemoetkoming in het loon door de R. V. A. wordt toegekend (koninklijk besluit van 13 augustus 1975).

5. Omvang van de onderneming.

Artikel 23.

a) Ondernemingen die 50 en meer personen te werk stellen (lid 1) regeling toepasselijk.

b) Ondernemingen die ten minste 20 doch minder dan 50 personen te werk stellen (lid 2).

1. regeling op zijn vroegst toepasselijk op de eerste dag van de derde maand, volgend op die in de loop waarvan de werknemers zijn aanvraag heeft ingediend.

of 2. regeling toepasselijk op de datum waarmee de werkgever akkoord gaat (datum welke aan die van de eerste dag van de derde maand voorafgaat).

c) Ondernemingen die minder dan 20 personen te werk stellen (lid 3) regeling toepasselijk indien het akkoord voor de werkgever aan de R. V. A. betekend werd.

1. Leeftijd.

Art. 3.

— Mannen : 60 jaar of ouder.

— Vrouwen : mogelijkheid, op het niveau van de bedrijfstak, C. A. O.'s te sluiten waarbij dezelfde regeling wordt uitgebreid tot de werknemers van 55 jaar en ouder.

2. Initiatief voor de beslissing.

Art. 3 a) beslissing tot ontslag wordt genomen door de werkgever (behoudens ontslag wegens ernstige reden).

3. Formaliteiten.

- Formaliteiten inzake ontslag :
- Voorafgaand overleg met de leden van de ondernemingsraad (art. 10).
- Voorafgaand onderhoud met de werknemer.

4. Toekenningsvoorwaarden.

Geen.

5. Omvang van de onderneming.

Geen voorwaarde betreffende het aantal tewerkgestelde werknemers.

6. Contrôle.

a) Article 25.

La surveillance relative à la demande de la prépension et le remplacement, est exercée d'une part :

- par le conseil d'entreprise, ou à défaut;
- par la délégation syndicale, ou à défaut;
- par le Comité de sécurité et d'hygiène ou à défaut;
- par les délégués des organisations représentatives des travailleurs

et d'autre part, par l'O. N. E. M.

b) Article 28bis § 3.

Contrôle par l'Inspection sociale.

7. Montant de la prépension.

a) Article 26 : 2 parties :

1) Allocation de chômage (à laquelle le travailleur aurait pu prétendre s'il avait été licencié).

2) La moitié de la différence entre la rémunération nette de référence et l'allocation de chômage.

b) Liaison à l'indice.

— La prépension ainsi calculée est liée aux fluctuations de l'indice des prix à la consommation (modalités : loi 2 août 1971).

— La rémunération nette de référence = rémunération mensuelle brute plafonnée à 40 250 F diminuée de la cotisation personnelle à la sécurité sociale et du précompte professionnel.

Limite de 40 250 F est rattachée à l'indice 142,75 (1971 = 100).

c) Liaison à l'évolution du bien-être (alinéa 3).

Le montant de la prépension est affecté annuellement, à partir du 1^{er} janvier 1977, d'un coefficient de réévaluation fixé par le Roi par arrêté délibéré en Conseil des Ministres.

8. Financement.

a) Allocation de chômage : O. N. E. M.

b) Allocation complémentaire : Art. 27 : Fonds national de Solidarité.

9. Paiement (Art. 27).

Le montant total de la prépension est versé au bénéficiaire par l'O. N. E. M.

6. Contrôle.

Art. 10 : obligation, avant le licenciement, d'une concertation préalable avec les membres du Conseil d'entreprise, ou à défaut, avec les membres de la délégation syndicale, ou à défaut avec les représentants des organisations représentatives, ou à défaut avec les travailleurs de l'entreprise.

Art. 52 à 55 de la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires : inspection sociale pour les conventions collectives rendues obligatoires.

7. Montant de la prépension.

a) Articles 4 et 5 : idem.

b) Liaison à l'indice : idem (articles 6 et 8).

c) Révision conforme à l'évolution conventionnelle des salaires.

Art. 8. — Le montant des indemnités complémentaires est révisé chaque année au 1^{er} janvier par le Conseil national du Travail, en fonction de l'évolution conventionnelle des salaires.

Art. 6. — La limite (37 925 F) sera révisée par le C. N. T. au 1^{er} janvier de chaque année en tenant compte de l'évolution conventionnelle des salaires.

N.B. travailleurs entrant dans le régime dans le courant de l'année : adaptation particulière (prorata temporis en vertu de l'évolution conventionnelle des salaires).

8. Financement.

a) Allocation de chômage : O. N. E. M.

b) Allocations complémentaires :

1. Article 4 :

- le dernier employeur;
- ou un Fonds de Sécurité d'existence en vertu d'une convention collective.

2. Ou le « Fonds d'indemnisation des travailleurs licenciés en cas de fermeture d'entreprises » institué par la loi du 28 juin 1966, article 9 (Loi du 12 mai 1975 portant extension de Fonds d'indemnisation des travailleurs licenciés en cas de fermeture d'entreprises).

9. Paiement.

— L'allocation de chômage est versée par les organismes de paiement.

— L'allocation complémentaire est versée par :

- le dernier employeur;
- ou le Fonds de Sécurité d'existence (en vertu d'une convention collective de travail);
- ou le Fonds de fermeture d'entreprises (Loi du 12 mai 1975).

6. Toezicht.

a) Artikel 25.

Het toezicht met betrekking tot de aanvraag tot het brugpensioen en de vervanging wordt enerzijds uitgeoefend :

- door de ondernemingsraad, of bij ontstentenis;
 - door de vakbondsafvaardiging, of bij ontstentenis;
 - door het Comité voor veiligheid en gezondheid, of bij ontstentenis;
 - door de afgevaardigden van de representatieve werknemersorganisaties;
- en anderzijds, door de R. V. A.

b) Artikel 28bis, § 3.

Toezicht door de Sociale Inspectie.

7. Bedrag van het brugpensioen.

a) Artikel 26 : twee delen :

- 1) Werkloosheidsuitkering (waarop de werknemer zou kunnen aanspraak maken, indien hij afgedankt werd);
- 2) De helft van het verschil tussen het netto-referteloon en de werkloosheidsuitkering.

b) Koppeling aan het indexcijfer.

— Het aldus berekende brugpensioen is gebonden aan de schommelingen van het indexcijfer der consumptieprijzen (modaliteiten : wet van 2 augustus 1971).

— Het netto-referteloon = het bruto-maandloon (begrensd tot 40 250 F en verminderd met de persoonlijke sociale zekerheidsbijdrage en de bedrijfsvoorheffing.

De grens van 40 250 F is gekoppeld aan het indexcijfer 142,75 (1971 = 100).

c) Koppeling aan de evolutie van de welvaart (3^e lid).

Het bedrag van het brugpensioen wordt vanaf 1 januari 1977 jaarlijks verhoogd met een herwaarderingscoëfficiënt die door de Koning vastgesteld wordt in een in Ministerraad overlegd besluit.

8. Financiering.

a) Werkloosheidsuitkeringen : R. A. V.

b) Aanvullende vergoeding : Art. 27 : Nationaal Solidariteitsfonds.

9. Uitbetaling (art. 27).

Het totaal bedrag van het brugpensioen wordt aan de gerechtigden uitbetaald door de R. V. A.

6. Toezicht.

Art. 10 : verplichting, vóór de afdanking, van een voorafgaand overleg met de leden van de Ondernemingsraad of, bij ontstentenis, met de leden van de vakbondsafvaardiging of, bij ontstentenis, met de vertegenwoordigers van de representatieve organisaties, of bij ontstentenis met de werknemers van de onderneming.

Artt. 52 tot 55 van de wet van 5 december 1968 op de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire commissie : sociale inspectie voor de verplichtgestelde collectieve overeenkomsten.

7. Bedrag van het brugpensioen.

a) Artikelen 4 en 5 : idem.

b) Koppeling aan het indexcijfer : idem. (art. 6 en 8).

c) Herziening overeenkomstig de ontwikkeling van het regelingsloon.

Art. 8. — Het bedrag van de aanvullende vergoedingen wordt elk jaar op 1 januari door de Nationale Arbeidsraad herzien in functie van de ontwikkeling van de regelingslonen.

Art. 6. — De grens (37 925 F) zal op 1 januari van elk jaar door de Nationale Arbeidsraad worden herzien, rekening houdend met de ontwikkeling van de regelingslonen.

N. B. Voor de werknemers die in de loop van het jaar tot het regime toetreden : bijzondere aanpassing (prorata temporis volgens de ontwikkeling van de regelingslonen).

8. Financiering.

a) Werkloosheidsuitkeringen : R. A. V.

b) Aanvullende vergoeding :

1. Artikel 4 :

- laatste werkgever;
- of een Fonds voor bestaanszekerheid op grond van een collectieve arbeidsovereenkomst.

2. Of het « Fonds tot vergoeding van de in geval van sluiting van ondernemingen ontslagen werknemers », opgericht door de wet van 28 juni 1966, artikel 9 (Wet van 12 mei 1975 tot uitbreiding van het Fonds tot vergoeding van de in geval van sluiting van ondernemingen ontslagen werknemers).

9. Uitbetaling.

— De werkloosheidsuitkering wordt uitbetaald door de betalingsinstellingen.

— De aanvullende vergoeding wordt uitbetaald door :

- de laatste werkgever;
- of het Fonds voor bestaanszekerheid (op grond van een collectieve arbeidsovereenkomst);
- of het Fonds voor de sluiting van ondernemingen. (Wet van 12 mei 1975).

10. Interdiction de cumul.

Art. 28. — La prépension ne peut être cumulée avec l'exercice d'une activité professionnelle ni avec d'autres indemnités ou allocations résultant de la cessation d'activité, accordées en vertu des dispositions légales ou réglementaires.

Cette interdiction du cumul est à préciser par arrêté royal.

11. Dérogation pour les entreprises en difficulté. (Art. 29bis).

Possibilité de dispense de l'obligation de remplacement par un jeune, par arrêté royal délibéré au Comité ministériel compétent des Affaires régionales, pour une période déterminée, renouvelable.

12. Sanction.

Art. 28bis. — Sanctions pénales et amendes administratives.

13. Statut du prépensionné.

Art. 22. — Alinéa 3 : Pour l'application de la législation sociale, assimilation des prépensionnés à des chômeurs indemnisés.

14. Droit aux allocations de chômage des travailleurs prépensionnés.

Les dispositions de l'arrêté royal du 19 février 1975 relatif aux allocations de chômage des travailleurs âgés licenciés, seront étendues aux travailleurs prépensionnés.

10. Interdiction de cumul.

Art. 9. — Interdiction du cumul des allocations complémentaires avec d'autres indemnités ou allocations spéciales résultant du licenciement, accordées en vertu des dispositions légales ou réglementaires (nécessité d'épuiser ses droits avant de prétendre à l'indemnité complémentaire).

— Cumul possible avec indemnité de fermeture prévue par la loi du 28 juin 1966.

— Imputabilité sur le montant des allocations complémentaires, des indemnités ou avantages spéciaux résultant du licenciement, accordés par conventions collectives.

11. Dérogation pour les entreprises en difficulté.

Aucune.

12. Sanction.

Sanctions pénales prévues par les articles 56 à 61 de la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et des commissions paritaires.

13. Statut du travailleur âgé licencié.

Implicitement, statut du chômeur (p. exemple soins de santé — allocations familiales).

14. Arrêté royal du 19 février 1975 relatif au droit aux allocations de chômage des travailleurs âgés licenciés.

Article 1. — Al. 1 : Application des dispositions de chômage. — Exceptions.

Les conditions fixées par le titre III de l'arrêté royal du 20 décembre 1963 relatif au chômage, restent applicables aux prépensionnés, à l'exception des articles :

- 1) 131 obligation d'inscription comme demandeur d'emploi;
- 2) 132 conditions particulières d'inscription pour les travailleurs occupés dans les ports;
- 3) 133 la disponibilité pour le marché général de l'emploi (se manifestant par l'acceptation de tout emploi « convenable ») est une condition du maintien du droit aux allocations de chômage;
- 4) 134 - 135 - 136 - 137 - 139 - 140 - 140bis règlent les conditions d'admission au bénéfice des allocations de chômage du travailleur qui est ou devient chômeur par son propre fait (abandon de travail sans motif légitime — congédiement pour des motifs équitables eu égard à son attitude — refus du chômeur d'accepter un emploi « convenable »).

5) 141 - 142 exclusion du bénéfice des allocations de chômage pour raisons d'inaptitude en cas de bénéfice d'allocations (régime assurance maladie-invalidité).

6) 143 exclusion du bénéfice des allocations de chômage pour durée anormale de ce chômage.

b) Article 2. — Maintien du taux (60 %).

Le taux de l'allocation de chômage de départ (60 %) est maintenu pendant toute la durée du chômage couverte par l'indemnité complémentaire.

c) Article 3. — Reprise d'initiative de travail.

Le travailleur prépensionné qui a repris le travail de sa propre initiative et qui retombe en chômage :

- 1) bénéficie des dispositions de l'article 1 et 2;
- 2) pas de révision du taux de son allocation.

d) Article 4. — Inaptitude.

Le travailleur âgé licencié qui peut bénéficier d'indemnités assurance maladie-invalidité pour raison d'inaptitude, et n'y renonce pas, ne peut bénéficier des dispositions de l'article 1 (dispositions de l'arrêté royal relatif au chômage non applicables) et 2 (maintien du taux de 60 %).

10. Cumulatieverbod.

Art. 28. — Het brugpensioen mag noch met de uitoefening van een beroepsbedrijvigheid, noch met andere vergoedingen of toelagen voortvloeien uit de staking van de bedrijvigheid, verleend krachtens wettelijke of reglementaire bepalingen gecumuleerd worden.

Dit cumulatieverbod moet nog nader bepaald worden door een koninklijk besluit.

11. Afwijking voor de ondernemingen die in moeilijkheden verkeren (art. 29bis).

Bij koninklijk besluit, overlegd in het beoogde ministerieel comité voor gewestelijke aangelegenheden, kan voor een bepaald en hernieuwbaar tijdperk vrijstelling worden verleend om degenen die het brugpensioen genieten, door een jongere te vervangen.

12. Sanctie.

Art. 28bis. — Strafrechtelijke sancties en administratieve boeten.

13. Statuut van degenen die het brugpensioen genieten.

Art. 22. — 3^e lid : Voor de toepassing van de sociale wetgeving worden degenen die het brugpensioen genieten, gelijkgesteld met werklozen die werkloosheidsuitkeringen genieten.

14. Recht op werkloosheidsuitkering van de werknemers die het brugpensioen genieten.

De bepalingen van het koninklijk besluit van 19 februari 1975 betreffende de werkloosheidsuitkeringen voor de ontslagen bejaarde werknemers zullen worden uitgebreid tot de werknemers die het brugpensioen genieten.

10. Cumulatieverbod.

Art. 9. Verbod de aanvullende vergoeding te cumuleren met andere wegens afdanking verleende speciale vergoedingen of toeslagen, die worden toegekend krachtens wettelijke of reglementaire bepalingen (vooraleer aanspraak te maken op de aanvullende vergoeding moet men zijn rechten volledig hebben doen gelden).

— Cumulatie mogelijk met de op grond van de wet van 28 juni 1966 toegekende sluitingsvergoeding.

— De wegens ontslag en op grond van collectieve arbeidsovereenkomsten toegekende uitkering worden op het bedrag van de aanvullende vergoedingen aangerekend.

11. Afwijking voor de ondernemingen die in moeilijkheden verkeren.

Geen.

12. Sanctie.

Strafrechterlijke sancties bepaald bij de artikelen 56 tot 61 van de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités.

13. Statuut van de ontslagen bejaarde werknemers.

Deze genieten impliciet het statuut van de werklozen (b.v. geneeskundige verzorging, kinderbijslag).

14. Koninklijk besluit van 19 februari 1975 betreffende het recht op werkloosheidsuitkeringen van de ontslagen bejaarde werknemers.

a) Artikel 1. — 1^e lid : Toepassing van de bepalingen in verband met de werkloosheid. Uitzonderingen.

De voornaamste, gesteld in titel III van het koninklijk besluit van 20 december 1963 betreffende de werkloosheid, blijven van toepassing voor degenen die het brugpensioen genieten, met uitzondering van de artikelen :

- 1) 131 verplichte inschrijving als werkzoekende;
- 2) 132 bijzondere voorwaarden inzake inschrijving voor de in de havens tewerkgestelde werknemers;
- 3) 133 het ter beschikking staan van de algemene arbeidsmarkt (door het aanvaarden van elke « passende » dienstbetrekking is een voorwaarde voor het behoud van het recht op werkloosheidsuitkering;
- 4) 134 - 135 - 136 - 137 - 139 - 140 - 140bis die de voorwaarden regelen waaronder een werknemer die werkloos is of wordt door eigen schuld of toedoen, recht heeft op werkloosheidsuitkeringen (werkverlating zonder wettige reden, ontslag om billijke redenen ingevolge zijn houding, weigering van de werkloze om een « passende » dienstbetrekking te aanvaarden);
- 5) 141 - 142 die de uitsluiting regelen van het recht op werkloosheidsuitkering wegens arbeidsongeschiktheid, wanneer de betrokkene een uitkering ontvangt (op grond van de regeling inzake ziekte- en invaliditeitsverzekering);
- 6) 143 dat de uitsluiting regelt van het recht op werkloosheidsuitkering wanneer die werkloosheid op abnormale wijze aanhoudt.

b) Artikel 2. — Behoud van het percentage (60 %).

Gedurende het hele jaar van werkloosheid dat door de aanvullende vergoeding wordt gedekt, blijft het percentage van de aanvankelijke werkloosheidsvergoeding behouden.

c) Artikel 3. — Werkhervatting op eigen initiatief.

De werknemer die in het genot is van een brugpensioen doch op eigen initiatief het werk heeft hervat en nadien werkloos wordt :

- 1) valt onder de bepaling van artikel 1 en 2;
- 2) het bedrag van zijn uitkering wordt niet herzien.

d) Artikel 4. — Ongeschiktheid.

De afgedankte werknemer die om redenen van ongeschiktheid ziekte en invaliditeitsvergoedingen ontvangt, en daaraan niets wenst te veranderen, kan geen aanspraak maken op de toepassing van de bepalingen van artikel 1 (niet toepasselijke bepalingen van het koninklijk besluit betreffende werkloosheid) en 2 (behoud van het percentage van 60 %).

15. Prépension et calcul de la pension.

Arrêté royal du 21 décembre 1967 modifié par l'arrêté royal du 14 avril 1974 et du 24 janvier 1975 (art. 24 et 25).

Le salaire fictif est calculé sur base des salaires réellement gagnés durant l'année précédente, éventuellement augmenté des salaires forfaitaires et fictifs de cette même année.

Sur ce montant global est appliqué un coefficient de réévaluation et la somme est divisée par le nombre de jours de travail de cette année. Le résultat devient le salaire forfaitaire. Pratiquement donc c'est le dernier salaire réellement gagné et réévalué qui entre en ligne de compte.

16. Durée de validité du régime (financement).

Art. 29. — Al. 1. — 1 an.

Application jusqu'au 31 décembre 1976 avec possibilité de prorogation au-delà de cette date, par arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres.

17. Etendue dans le temps des droits accordés.

Art. 29. — Alinéa 2.

Les personnes devenues bénéficiaires dans les délais fixés (al. 1) conservent leurs droits à la prépension jusqu'à l'âge de 65 ou 60 ans, selon qu'il s'agit d'hommes ou de femmes, à moins que la pension légale leur soit accordée avant cet âge et à leur demande.

15. Prépension et calcul de la pension.

Idem.

16. Durée de validité du régime.

Art. 13. — Al. 3. — 2 ans.

Possibilité de réexaminer la question du financement du régime (et de l'application aux travailleuses) à la demande d'une des organisations signataires, après le délai de 2 ans.

17. Etendue dans le temps des droits accordés.

Art. 4. — Les bénéficiaires perçoivent l'allocation complémentaire jusqu'à l'âge de prise de cours de la pension de retraite.

15. Bruggpensioen en berekening van het pensioen.

Koninklijk besluit van 21 december 1967, gewijzigd bij koninklijk besluit van 14 april 1974 en van 24 januari 1975 (art. 24 en 25).

Het fictieve loon wordt berekend op grond van het werkelijk ontvangen loon gedurende het voorgaande jaar, eventueel verhoogd met het forfaitaire en fictieve loon van datzelfde jaar.

Op dat totaalbedrag wordt een herwaarderingscoëfficiënt toegepast en de som wordt gedeeld door het aantal werkdagen van dat jaar. Als uitkomst krijgt men het forfaitaire loon. Praktisch gezien wordt het laatste werkelijke ontvangen en geherwaardeerde loon dus als berekeningsbasis gebruikt.

16. Geldigheidsduur van de regeling (financiering).

Artikel 29. — Eerste lid. — 1 jaar.

De personen die binnen de gestelde tijd (eerste lid) in het genot van het bruggpensioen zijn getreden, blijven hun rechten op een bruggpensioen behouden tot de leeftijd van 65 of 60 jaar, naargelang het om mannen of vrouwen gaat, tenzij hun het wettelijk pensioen vóór die leeftijd en op hun verzoek wordt toegekend.

17. Geldigheidsduur van de verworven rechten.

Artikel 29. — Tweede lid.

Toepassing tot 31 december 1976 met mogelijkheid van verlenging na die datum bij een in de ministerraad overlegd koninklijk besluit.

15. Bruggpensioen en berekening van het pensioen.

Idem.

16. Geldigheidsduur van de regeling.

Artikel 13. — Derde lid. — 2 jaar.

Mogelijkheid om het vraagstuk van de financiering van de regeling (en van de toepassing op de werknemers) op verzoek van één van de ondertekenende organisaties na verloop van twee jaar opnieuw te onderzoeken.

17. Geldigheidsduur van de verworven rechten.

Artikel 4. — De rechthebbenden ontvangen de aanvullende vergoeding tot de leeftijd waarop hun rustpensioen ingaat.

B. Comparaison du revenu du travailleur et du prépensionné.

1. Exemple du calcul des montants figurant dans la colonne A. Salaire net.

Cas : Ouvriers Pétrole; pas de personnes à charge.

a) Gain horaire brut moyen (selon la statistique semestrielle de l'Institut national de Statistique avril 1975) : 215,61.

b) Actualisation, c'est-à-dire multiplication par un coefficient qui traduit l'évolution des salaires entre avril 1975 et juillet 1975 (soit un coefficient de 103,5) : 223,16.

c) Calcul du gain hebdomadaire en multipliant par le nombre d'heures moyen presté réellement dans le secteur (fourni par la statistique déjà mentionnée).

d) Gain mensuel brut moyen obtenu par la multiplication par le facteur $\frac{13}{3}$ (méthode servant à éliminer le fait que chaque mois ne se

compose pas du même nombre de semaines) : 32 879.

e) Déduction des éléments suivants :

— charges sociales incombant au travailleurs (en tenant compte des plafonds) Reste : 29 666.

f) Calcul de la charge fiscale, qui se fait en extrapolant la valeur de 29 666 F sur une base annuelle et en réduisant ensuite l'impôt à une base mensuelle, soit le salaire net : 24 062.

2. Le rapport figurant à la dernière colonne n'est évidemment pas immuable car en période de haute conjoncture, par exemple, le salaire mensuel sera plus élevé (nombre d'heures supplémentaires plus élevé, influence des primes (et cela entraînera une diminution du rapport entre le montant de la prépension et le salaire net).

3. Le cas particulier de l'ouvrière du secteur cuir, ayant une personne à charge, dont la prépension dépasse le salaire s'explique par le fait que l'allocation de chômage (plancher garanti par la réglementation) dépasse dans ce cas précis le niveau du salaire.

Comparaison de la situation du travailleur à celle du pensionné.

B. Vergelijking van het inkomen van werknemers met dat van degenen die in het genot van een bruggpensioen zijn.

1. Voorbeeld van berekening van de bedragen die in kolom A voorkomen. Netto-loon.

Geval : arbeiders petroleumsector; geen personen ten laste.

a) Gemiddeld bruto-uurloon (volgens de zesmaandelijke statistiek van het Nationaal Instituut voor de Statistiek april 1975) : 215,61.

b) Aanpassing, m.a.w. vermenigvuldiging met een coëfficiënt die de loonbegrenzing tussen april 1975 en juli 1975 weergeeft (in casu coëfficiënt 103,5) : 223,16.

c) Berekening van het dagloon door vermenigvuldiging met het gemiddelde aantal uren dat in de sector werkelijk wordt gepresteerd (gegeven verstrekt door de voormelde statistiek).

d) Gemiddeld bruto-maandloon na vermenigvuldiging met factor $\frac{13}{3}$ (dit om het feit uit te schakelen dat elke maand niet een zelfde

aantal weken telt) : 32 879.

e) Aftrek van de volgende elementen :

— sociale lasten die de werknemer ten deel vallen (rekening houdend met de maximum-bedragen) blijft : 29 666.

f) Berekening van de fiscale lasten, door extrapolatie van het bedrag 29 666 F op een jaarbasis en door herleiding van de belasting tot een maandbasis, of het netto-loon : 24 062.

2. De verhouding in de laatste kolom is natuurlijk niet onveranderlijk, want in een periode van hoogconjunctuur zal het maandloon b.v. hoger liggen (hoger aantal overuren, invloed van de premies) hetgeen een vermindering van de verhouding tussen het bedrag van het bruggpensioen en het netto-loon tot gevolg zal hebben.

3. Het aparte geval van de werknemster in de sector lederbewerking, die één persoon ten laste heeft en wier bruggpensioen hoger ligt dan het normale loon, kan worden uitgelegd door het feit dat de werkloosheidsuitkering (door de reglementering gewaarborgd minimumloon dit precieze geval hoger ligt dan het loonniveau.

Vergelijking van de toestand van werknemers en van degenen die in het genot zijn van een bruggpensioen.

	Secteur — Bedrijfstak	Nombre de personnes à charge — Aantal personen ten laste	Salaire net (A) — Nettoloon (A)	Montant de la prépension (B) — Bedrag van het bruggpensioen (B)	Comparaison (B/A) en % — Vergelijking (B/A) in %
Ouvriers. — Arbeiders					
Hommes. — Mannen	Pétrole. — Petroleum	0 1	24 062 24 322	19 213 19 363	79,8 79,6
	Moyenne. — Gemiddelde	0 1	17 535 17 673	14 913 14 963	85,0 84,7
	Bois. — Hout	0 1	15 576 15 680	13 700 13 750	88,0 87,7
Femmes. — Vrouwen	Pétrole. — Petroleum	0 1	18 013 18 162	16 038 16 088	89,0 88,6
	Moyenne. — Gemiddelde	0 1	13 064 13 130	11 363 12 288	87,0 93,6
	Cuir. — Leder	0 1	11 095 11 137	9 925 11 375	89,5 102,1
Employés — Bedienden					
Hommes. — Mannen	Pétrole. — Petroleum	0 1	36 873 37 132	25 603 25 763	69,4 69,4
	Moyenne. — Gemiddelde	0 1	28 869 29 129	21 613 21 763	74,9 74,7
	Bois. — Hout	0 1	24 267 24 528	19 312 19 462	79,6 79,3
Femmes. — Vrouwen	Pétrole. — Petroleum	0 1	26 026 26 286	20 203 20 303	77,6 77,2
	Moyenne. — Gemiddelde	0 1	18 546 18 704	16 188 16 288	87,3 87,1
	Cuir. — Leder	0 1	17 184 17 314	14 938 15 038	86,9 86,8

ANNEXE 9.

Notion de rémunération.
(Art. 38 du projet.)

1. Définition légale.

La loi du 12 avril 1965 concernant la protection de la rémunération des travailleurs, entend par « rémunération » (art. 2) :

« 1^o le salaire en espèce auquel le travailleur a droit à charge de l'employeur en raison de son engagement;

2^o le pourboire ou service auquel le travailleur a droit en raison de son engagement ou en vertu de l'usage;

3^o les avantages évaluables en argent auxquels le travailleur a droit à charge de l'employeur en raison de son engagement.

Le Roi peut, sur proposition du Conseil national du travail, étendre la notion de « rémunération » telle qu'elle est définie à l'alinéa premier.

Toutefois, ne sont pas à considérer comme rémunération pour l'application de la présente loi, les indemnités payées directement ou indirectement par l'employeur :

1^o comme pécule de vacance;

2^o qui doivent être considérées comme un complément des indemnités dues par suite d'un accident de travail ou d'une maladie professionnelle;

3^o qui doivent être considérées comme un complément des avantages accordés par les diverses branches de la sécurité sociale ».

2. Définition doctrinale.

Le législateur a entendu donner au terme « rémunération » le sens le plus large de contre-partie des prestations de travail des catégories de travailleurs visés par la loi.

Le contenu de la rémunération telle qu'elle est définie par la loi concernant la protection de la rémunération fait référence au droit du travailleur en raison de son engagement.

Le terme « engagement » englobe non seulement les conventions résultant d'un contrat de travail ou d'emploi mais tout lien, contractuel ou non, existant entre les employeurs et les travailleurs visés par la loi.

En utilisant l'expression « à charge de l'employeur » le texte entendait comprendre sous le vocable « rémunération » toutes les prestations évaluables en argent auxquelles le travailleur a droit qu'elles soient fournies par l'employeur lui-même ou non, pour autant qu'elles soient à la charge de celui-ci.

Sont ainsi considérés, selon les auteurs, comme de la rémunération :

1^o le salaire proprement dit, c'est-à-dire la contrepartie directe du travail presté (manuel ou intellectuel), payé en espèce, de la main à la main ou par chèque, mandat postal, virement bancaire;

2^o les pourboires et les services dus en vertu d'un engagement ou d'un usage;

3^o la rémunération des heures supplémentaires et des jours fériés;

4^o les commissions et les primes;

5^o les avantages en nature qui ne sont pas des libéralités;

6^o les avantages auxquels le travailleur peut prétendre à charge de l'employeur, à l'occasion de l'exécution, de l'expiration ou de la suspension des services

a) les indemnités de préavis et de licenciement;

b) les allocations accordées lorsqu'il est mis fin aux services à un âge déterminé;

c) les avantages réservés aux syndiqués en vertu de conventions;

d) les gratifications, treizième mois, primes à la production et participations aux bénéfices pour autant qu'ils représentent des droits résultant de l'engagement (contrats — conventions collectives — usages);

e) l'indemnité de licenciement payée par l'employeur en cas de fermeture d'entreprise (loi du 28 juin 1966);

f) les paiements effectués par des caisses ou fonds en lieu et place de l'employeur à la condition cependant que ces paiements ne soient pas des avantages directs ou complémentaires de la législation sur la sécurité sociale;

BIJLAGE 9.

Begrip loon.
(Art. 38 van het ontwerp.)

1. Omschrijving naar de wet.

Bij de wet van 12 april 1965 betreffende de bescherming van het loon der werknemers wordt onder « loon » (art. 2) verstaan :

« 1^o het loon in geld waarop de werknemer ingevolge zijn dienstbetrekking recht heeft ten laste van de werkgever;

2^o de fooien of het bedieningsgeld waarop de werknemer recht heeft ingevolge zijn dienstbetrekking of krachtens het gebruik;

3^o de in geld waardeerbare voordelen waarop de werknemer ingevolge zijn dienstbetrekking recht heeft ten laste van de werkgever.

De Koning kan, op voorstel van de Nationale Arbeidsraad, het begrip « loon », zoals omschreven, in het eerste lid, uitbreiden.

Voor de toepassing van deze wet worden evenwel niet als loon beschouwd de vergoedingen door de werkgever rechtstreeks of onrechtstreeks betaald :

1^o als vakantiegeld;

2^o welke moeten worden beschouwd als een aanvulling van de vergoedingen verschuldigd ten gevolge van een arbeidsongeval of een beroepsziekte;

3^o welke moeten worden beschouwd als een aanvulling van de voordelen toegekend voor de verschillende takken van de sociale zekerheid. »

2. Omschrijving naar de rechtsleer.

De wetgever heeft aan het woord « loon » de ruimste zin willen geven van tegenwaarde van de arbeidsprestaties van de categorie werknemers die bij de wet bedoeld zijn.

Het begrip loon, zoals dat bij de wet op de bescherming van het loon bepaald wordt, verwijst naar het recht van de werknemer uit hoofde van diens verbintenis. De term « dienstbetrekking » omvat niet alleen de overeenkomsten die voortspuiten uit een arbeidsovereenkomst voor werklieden of bedienden, doch tevens iedere al of niet contractuele band die tussen de werkgevers en de bij de wet bedoelde werknemers bestaat.

Met het gebruik van de uitdrukking « ten laste van de werkgever » wil de tekst onder het woord « loon » alle prestaties samenbrengen die in geld waardeerbaar zijn en waarop de werknemer recht heeft, ongeacht of zij al of niet door de werkgever worden verstrekt, voor zover zij voor diens rekening komen.

Volgens de indieners worden aldus als loon aangezien :

1^o het eigenlijke loon d.w.z. de rechtstreekse tegenprestatie voor de verrichte hand- of hoofdarbeid, welk loon in geld van hand tot hand of per cheque, postmandaat of bankgiro wordt uitbetaald;

2^o de krachtens een dienstbetrekking of een gebruik verschuldigde fooien en bedieningsgeld;

3^o de beloning van overuren en feestdagen;

4^o commissielonen en premies;

5^o voordelen in natura die geen giften zijn;

6^o de voordelen waarop de werknemer ten laste van de werkgever wegens de uitvoering, de beëindiging of de schorsing van de diensten aanspraak kan maken

a) de vergoedingen wegens opzegging of ontslag;

b) de uitkeringen die worden toegekend wanneer op een bepaalde leeftijd een einde wordt gemaakt aan de diensten;

c) de voordelen die vakbondsleden krachtens overeenkomsten genieten;

d) de gratificaties, dertiende maand, produktiepremie, en deelname in de winsten voor zover ze rechten zijn die uit de dienstbetrekking voortvloeien (overeenkomsten, collectieve overeenkomsten, gebruiken);

e) de vergoeding wegens ontslag die door de werkgever in geval van sluiting van de onderneming wordt uitbetaald (wet van 28 juli 1966);

f) de betalingen verricht door kassen of fondsen in de plaats van de werkgever, doch op voorwaarde dat die betalingen geen rechtstreekse voordelen zijn of geen aanvullende voordelen waarin de wetgeving op de sociale zekerheid voorziet,

— le paiement de la rémunération pour les jours fériés par le Fonds de sécurité d'existence (A. L. du 25 février 1947),

— le paiement de l'indemnité de licenciement en cas de fermeture d'entreprise par le Fonds d'indemnisation des travailleurs licenciés en cas de fermeture d'entreprises (L. 28 juin 1966);

g) l'indemnité qui revient aux délégués du personnel ou aux candidats délégués d'un conseil d'entreprise ou d'un comité de sécurité lorsque, à tort, ils ont été écartés temporairement de l'entreprise (loi du 20 septembre 1948, art. 21, § 7; loi du 10 juin 1952 art. 1^{er}, § 4, c, 3^o, al. 2 et lois coordonnées du 15 septembre 1919 relatives aux mines, minières et carrières, art. 76^{ter}, § 3, c, al. 2).

— de betaling van het loon voor de feestdagen door het Fonds voor bestaanszekerheid (besluitwet van 25 februari 1947),

— de betaling van de vergoeding wegens ontslag bij sluiting van de onderneming door het Fonds tot vergoeding van de in geval van sluiting van ondernemingen ontslagen werknemers (wet van 28 juni 1966);

g) de vergoeding die toekomt aan de personeelsafgevaardigden of aan de kandidaat-afgevaardigden bij een ondernemingsraad of een comité voor veiligheid, gezondheid en verfraaiing der werkplaatsen, wanneer zij wederrechtelijk uit de ondernemingen werden verwijderd (art. 21, § 7, van de wet van 20 september 1948; art. 1, § 4, c, 3^o, tweede lid, van de wet van 10 juni 1952 en art. 76^{ter}, § 3, c, tweede lid, van de op 15 september 1919 gecoördineerde wetten betreffende de mijnen, groeven en graverijen).

ANNEXE 10.

Répartition des charges sociales.

Mesures pour une répartition plus harmonieuse des charges sociales.

I. Conséquences de l'exécution de l'article 106 de la loi-programme.

Il est introduit une modification dans le taux de cotisations du régime des allocations familiales pour les travailleurs; le plafond des rémunérations est abrogé.

Le taux de cotisations de 10,25 % (totalement à charge de l'employeur), prélevé sur les rémunérations plafonnées (24 350 F au 1^{er} octobre 1975), est remplacé par un pourcentage de cotisation de 8 % sur les rémunérations non plafonnées, dont 0,25 % sont destinés au financement de l'allocation socio-pédagogique.

Le calcul (1) de la répercussion de cette mesure, donne les résultats suivants (en millions de F).

	Montant total des cotisations devant être atteint	Taux actuel de cotisations sur rémunération plafonnée (24 350 F/1.10.75)	En cas de déplafonnement le taux de cotisation peut descendre à
Travailleurs man.	36 721	10,25 %	8,592 %
Employés	24 656	10,25 %	6,368 %
Total	61 377	10,25 %	7,535 %

II. Conséquences de l'exécution de l'article 41 du projet de loi relatif aux mesures de redressement économique.

L'article 41 dispose que le taux de cotisation concernant la répartition des dommages résultant des maladies professionnelles est ramené de 0,75 à 0,70 % pour les employés et de 0,65 à 0,60 % pour les travailleurs manuels.

Dans ce secteur, les cotisations sont totalement à charge de l'employeur.

Les conséquences du déplafonnement sont calculées comme suit :

	Montant total de la cotisation devant être atteint (en millions de F)	Taux actuel de cotisation sur la rémunération plafonnée (40 250 F au 1-10-1975)	En cas de déplafonnement, le taux de cotisation peut descendre à
Travailleurs man.	3 096	0,75 %	0,732 %
Employés	1 996	0,65 %	0,532 %
Total	5 092	0,707 %	0,638 %

III. Conséquences de l'application de l'article 43 du projet de loi relatif aux mesures de redressement économique.

L'article 43 prévoit que, pendant l'année 1976, les cotisations payées par les employeurs en vue d'accorder des crédits d'heures aux travailleurs, ne sont pas dues.

Taux actuel de cotisation sur une rémunération plafonnée qui était de 24 350 F au 1 ^{er} octobre 1975.	Montant total des cotisations ne devant pas être payé en 1976 (en millions de F).
Travailleurs manuels ... 0,20 %	701
Employés 0,20 %	461
Total 0,20 %	1 162

(1) Ces calculs sont effectués sur la base des prévisions budgétaires de l'O. N. S. S.

BIJLAGE 10.

Herverdeling van de sociale lasten.

Maatregelen voor een meer harmonieuze verdeling van de sociale lasten.

I. Gevolgen van de uitvoering van artikel 106 van de programmawet.

Er wordt een wijziging ingevoerd in de bijdragevoet bestemd voor het stelsel van de kinderbijslagen voor werknemers, en de loongrens wordt afgeschaft.

De bijdragevoet van 10,25 % (volledig ten laste van de werkgever) geheven op de geplafonnerde lonen (24 350 F op 1 oktober 1975) wordt vervangen door een bijdragepercentage van 8 % op de niet-geplafonnerde lonen waarin 0,25 % bestemd voor de financiering van de sociaal-pedagogische toelage.

De berekening (1) van de weerslag van deze maatregel levert de volgende resultaten op (in miljoenen F).

	Tot. bedrag van de bijdragen dat moet bereikt worden	Huidige bijdragevoet op geplafonnerd loon (24 350 F/1.10.75)	Bij deplafonnering kan de bijdragevoet dalen tot
Handarbeiders ...	36 721	10,25 %	8,592 %
Bedienden	24 656	10,25 %	6,368 %
Samen	61 377	10,25 %	7,535 %

II. Gevolgen van de uitvoering van artikel 41 van het wetsontwerp betreffende de economische herstelmaatregelen.

Artikel 41 bepaalt dat de bijdragevoet inzake de schadeloosstelling voor beroepsziekten daalt van 0,75 tot 0,70 % voor bedienden en van 0,65 tot 0,60 % voor handarbeiders. De bijdragevoet zal toegepast worden op een onbegrensd loon. De loongrens bedroeg 40 250 F op 1 oktober 1975.

In deze sector vallen de bijdragen volledig ten laste van de werkgever.

De gevolgen van de deplafonnering van de lonen worden als volgt berekend :

	Totaal bedrag van de bijdrage dat moet bereikt worden (in milj. F)	Huidige bijdragevoet op onbegrensd loon (40 250 F op 1-10-1975)	Bij deplafonnering kan de bijdragevoet dalen tot
Handarbeiders ...	3 096	0,75 %	0,732 %
Bedienden	1 996	0,65 %	0,532 %
Samen	5 092	0,707 %	0,638 %

III. Gevolgen van de toepassing van artikel 43 van het wetsontwerp betreffende de economische herstelmaatregelen.

Artikel 43 bepaalt dat gedurende het dienstjaar 1976 de bijdragen, die door de werkgevers betaald worden met het oog op de toekenning van kredieten aan de werknemers, niet verschuldigd zijn.

Huidige bijdragevoet op een onbegrensd loon dat 24 350 F bedroeg op 1 oktober 1975.	Totaal bedrag van de bijdragen dat in 1976 niet zal moeten betaald worden (in miljoenen F).
Handarbeiders 0,20 %	701
Bedienden 0,20 %	461
Samen 0,20 %	1 162

(1) Deze berekeningen worden gemaakt op basis van de budgettaire vooruitzichten van de R. M. Z.

ANNEXE 11.

Office national du Dueroire.

1) *Montant des transactions assurées par l'O. N. D.*
(en millions de F).

BIJLAGE 11.

Nationale Delcrederedienst.

1) *Bedragen van de door de N. D. D. verzekerde transacties :*
(in miljoenen F.)

	1973	1974	1975 (11 mois) — (11 maanden)	
<i>Assurance pour le compte de l'Office :</i>				<i>Verzekering voor rekening van de Dienst.</i>
— crédit à court terme	14 897	28 597	30 864	— kortlopend krediet.
— crédit à moyen terme	12 341	19 143	24 422	— middellang krediet.
	27 238	47 740	55 286	
— réassurance (Europe de l'Ouest)	11 129	15 102	12 646	— herverzekering (West-Europa).
	38 367	62 842	67 932	
— investissements	24	137	82	— investeringen.
— risques de change	—	40	68	— koersrisico.
	38 391	63 019	68 082	
<i>Assurance pour compte de l'Etat</i>	1 542	2 031	1 707	<i>Verzekering voor rekening van de Staat.</i>
Montant total des transactions assurées	39 933	65 050	69 789	Totaal bedrag van de verzekerde transac- ties.

2) *Pays pour lesquels le chiffre d'affaires assuré par l'O. N. D. a dépassé 100 millions de F.*

Le chiffre d'affaires assuré a dépassé 100 millions de F, soit en 1973, soit en 1974, soit aussi bien en 1973 qu'en 1974.

(valeurs des transactions en millions de F.)

2) *Landen waarvoor de door de N. D. D. verzekerde omzet meer dan 100 miljoen F bedroeg :*

De verzekerde omzet bedroeg meer dan 100 miljoen F, hetzij in 1973, hetzij in 1974, hetzij zowel in 1973 als in 1974.

(waarde van de transacties in miljoenen F.)

	1973			1974			
	C. C. T. K. L. K.	C. M. T. M. L. K.	Total Totaal	C. C. T. K. L. K.	C. M. T. M. L. K.	Total Totaal	
<i>Afrique :</i>							<i>Afrika :</i>
Algérie	1 768,8	632,5	2 401,3	1 545,2	1 052,1(1)	2 597,3	Algerië.
Angola	140,5	76,2	216,7	163,9	—	163,9	Angola.
Haute-Volta	0,8	—	0,8	0,8	162,5	163,3	Boven-Volta.
Gabon	5,9	301,2	307,1	12,2	944,7	956,9	Gaboën.
Guinée	380,3	1,0	381,3	0,6	251,2	251,8	Guinea.
Cameroun	34,4	—	34,4	17,0	302,9	319,9	Kameroen.
Libye	83,9	—	83,9	880,4	—	880,4	Libië.
Maroc	237,7	28,1	265,8	365,9	5,0	370,9	Marokko.
Ile Maurice	0,6	—	0,6	18,3	125,9	144,2	Mauritius.

	1973			1974			
	C. C. T. K. L. K.	C. M. T. M. L. K.	Total Totaal	C. C. T. K. L. K.	C. M. T. M. L. K.	Total Totaal	
Mozambique	26,5	0,4	26,9	90,2	92,5	182,7	Mozambique.
Nigéria	231,7	12,6	244,3	275,4	108,2	383,6	Nigeria.
Soudan	42,0	253,3	295,3	86,9	82,3	169,2	Soedan.
Tunisie	84,7	27,2	111,9	183,5	201,9	385,4	Tunesië.
Zaire	3 281,6	2 871,4 (2 068,8)	6 153,0 (2 068,8)	11 009,3	1 982,2 (1 500,3)	12 991,5 (1 500,3)	Zaire.
Afrique du Sud	483,1	10,7	493,8	677,7	0,2	677,9	Zuid-Afrika.
<i>Amérique du Nord et Amérique centrale :</i>							<i>Noord- en Centraal Amerika :</i>
Iles Bahamas	1,8	16,9	18,7	142,5	451,1	593,6	Bahama-eilanden.
Canada	146,1	0,1	146,2	281,0	5,7	286,7	Canada.
Jamaïque	68,4	—	68,4	122,0	—	122,0	Jamaica.
Mexique	269,7	118,6	388,3	560,3	272,2	832,5	Mexico.
États-Unis	886,1	—	886,1	1 154,3	104,4	1 258,7	Verenigde Staten.
<i>Amérique du Sud :</i>							<i>Zuid-Amerika :</i>
Argentine	52,0	143,2	195,2	273,4	156,9	430,3	Argentinië.
Bolivie	10,2	—	10,2	24,5	341,1	365,6	Bolivië.
Brésil	698,1	56,7	754,8	2 444,6	2 190,0	4 634,6(2)	Brazilië.
Chili	318,6	155,0 (23,2)	473,6 (23,2)	24,1	—	24,1	Chili.
Colombie	21,3	13,9	35,2	84,9	44,5	129,4	Columbia.
Equateur	39,8	48,2	88,0	44,4	68,8	113,2	Ecuador.
Pérou	60,6	1 017,0 (-407,9)	1 077,6 (-407,9)	75,6	675,9	751,5	Peru.
Venezuela	309,0	689,6	998,6	573,4	133,5	705,9	Venezuela.
<i>Asie :</i>							<i>Azië :</i>
Chine	46,6	—	46,6	51,2	347,1	398,3	China.
Hong-Kong	53,0	—	53,0	711,5	24,1	735,6	Hong-Kong.
Indonésie	—	134,0(3)	134,0	—	52,8	52,8(4)	Indonesië.
Irak	11,9	—	11,9	153,2	83,7	236,9	Irak.
Iran	206,9	407,1	614,0	215,6	189,4	405,0	Iran.
Israël	158,8	112,2	271,0	283,6	313,8	597,4	Israël.
Japon	322,0	—	322,0	320,6	—	320,6	Japan.
Koweït	10,2	176,5	186,7	7,1	1,6	8,7	Koeweit.
Liban	109,0	107,8	216,8	122,1	302,3	424,4	Libanon.
Malaisie	328,4	7,6	336,0	24,1	—	24,1	Malaysia.
Corée du Nord	—	181,8	181,8	—	377,0	377,0	Noord-Korea.
Pakistan	6,2	—	6,2	—	—	—	Pakistan.
Arabie séoudite	160,7	0,6	161,3	94,8	(493,5) 38,9	(493,5) 133,7	Saoedi-Arabië.
Formose	14,5	365,4	379,9	133,4	5,0	138,4	Taiwan.
Thaïlande	15,5	180,9	196,4	203,5	236,5	440,0	Thailand.
Corée du Sud	36,1	—	36,1	173,5	—	173,5	Zuid-Korea.

	1973			1974			
	C. C. T. K. L. K.	C. M. T. M. L. K.	Total Totaal	C. C. T. K. L. K.	C. M. T. M. L. K.	Total Totaal	
<i>Europe de l'Ouest</i> (y compris le mandat C. B. A. C.):							<i>West-Europa</i> (m.i.v. mandaat B. C. V. M.):
France	256,3	41,1	297,4	297,9	39,3	337,2(5)	Frankrijk.
Grèce	452,9	702,0	1 154,9	281,3	1 308,3	1 589,6	Griekenland.
Grande-Bretagne	43,8	86,0	129,8	105,8	180,6	286,4	Groot-Brittannië.
Italie	83,5	69,2	152,7	431,8	115,6	547,4	Italië.
Yougoslavie	133,9	1 742,0 (22,1)	1 875,9 (22,1)	146,6	608,3 (-0,7)	754,9(1) (-0,7)	Joegoslavië.
Autriche	50,0	67,9	117,9	11,1	6,3	17,4	Oostenrijk.
Espagne	298,5	211,4	509,9	288,4	214,6	503,0	Spanje.
Turquie	32,2	116,9 (-116,9)	149,1 (-116,9)	72,8	45,1	117,9	Turkije.
Allemagne de l'Ouest	139,0	84,8	223,8	122,0	81,1	203,1	West-Duitsland.
<i>Europe de l'Est :</i>							<i>Oost-Europa :</i>
Allemagne de l'Est	85,2	122,7	207,9	17,8	48,4	66,2	Oost-Duitsland.
Pologne	277,9	576,5	854,4	665,4	3 492,6	4 158,0	Polen.
Roumanie	241,8	121,8 (-81,5)	363,6 (-81,5)	181,3	302,7	484,0	Roemenië.
Tchécoslovaquie	52,8	23,1	75,9	96,2	54,4	150,6	Tsjechoslowakije.
U. R. S. S.	74,2	—	74,2	163,6	451,0	614,6	U. S. S. R.
<i>Océanie :</i>							<i>Oceanië :</i>
Australie	190,2	36,9	227,1	259,3	156,4	415,7	Australië.
Nouvelle-Zélande	20,7	24,2	44,9	74,2	44,8	119,0	Nieuw-Zeeland.

Commentaire :

* Les montants indiqués entre parenthèses ne sont pas compris dans les précédents. Il s'agit des transactions couvertes pour compte de l'Etat.

* C. C. T. : crédit à court terme (jusqu'à 12 mois);

C. M. L. T. : crédit à moyen et à long terme (de à 10 ans).

- (1) Réassurance COFACE (42,5 MF) non comprise.
- (2) Assurance d'investissement (18,8 MF) non comprise.
- (3) Assurance d'investissement (23,8 MF) non comprise.
- (4) Assurance d'investissement (11,1 MF) et réassurance S. N. C. (1,4 MF) non comprises.
- (5) Assurance contre les risques de change (39,9 MF) non comprise.

Verklaring :

* De tussen haakjes vermelde bedragen zijn niet in de voorgaande opgenomen. Het betreft de voor rekening van de Staat in dekking genomen transacties.

* K. L. K. : kortlopend krediet (tot 12 maanden);

M. L. K. : middellang en langlopend krediet (van 1 tot 10 jaar).

- (1) Herverzekering COFACE (42,5 MF) niet inbegrepen.
- (2) Investeringsverzekering (18,8 MF) niet inbegrepen.
- (3) Investeringsverzekering (23,8 MF) niet inbegrepen.
- (4) Investeringsverzekering (11,1 MF) en herverzekering N. C. M. (1,4 MF) niet inbegrepen.
- (5) Koersrisico-verzekering (39,9 MF) niet inbegrepen.

3) Pays avec lesquels les transactions assurées par l'O. N. D. ont été importantes durant les premiers mois de 1975 :

3) Landen waarvoor de door de N. D. D. verzekerde omzet belangrijk was gedurende de eerste 11 maanden van 1975 :

I. Assurances pour compte propre (en millions de F).

I. Verzekering voor eigen rekening (in miljoenen F).

Pays	C. C. T. K. L. K.	C. M. T. M. L. K.	Total Totaal	Land
Algérie	13,4	6 310,5	6 323,9	Algerië.
Philippines	—	125,2	125,2	Filippijnen.
France	—	11,3	11,3	Frankrijk.
Grande-Bretagne	—	1 680,3	1 680,3	Groot-Brittannië.
Irlande	—	502,1	502,1	Ierland.
Iran	424,4	3 281,2	3 705,6	Iran.
Israël	—	343,7	343,7	Israël.
Yougoslavie	—	550,3	550,3	Joegoslavië.
Kenya	—	134,5	134,5	Kenya.
Allemagne-Est	—	237,1	237,1	Oost-Duitsland.
Pologne	1 007,2	485,5	1 492,7	Polen.
Formose	—	311,2	311,2	Taiwan.
Corée du Sud	—	323,8	323,8	Zuid-Korea.
Abû Dhabi	734,7	—	734,7	Abu Dhabi.
Irak	293,5	1 938,2	2 231,7	Irak.
Libye	6 443,1	—	6 443,1	Libië.
Arabie Séoudite	429,1	185,8	614,9	Saoudi Arabië.
Sharjah	656,5	—	656,5	Sharjah.
Syrie	2 288,4	—	2 288,4	Syrië.
Zaïre	2 576,7	76,6	2 653,3	Zaïre.
Angola	—	170,1	170,1	Angola.
Argentine	—	54,2	54,2	Argentinië.
Brésil	537,5	51,1	588,6	Brazilië.
China	—	252,3	252,3	China.
Egypte	—	321,7	321,7	Egypte.
Gabon	—	822,8	822,8	Gaboen.
Hong-Kong	—	57,0	57,0	Hongkong.
Malaisie	57,6	—	57,6	Malaysië.
Mexique	51,8	—	51,8	Mexico.
Nigéria	—	243,5	243,5	Nigeria.
Pérou	51,7	134,4	186,1	Peru.
Portugal	—	177,1	177,1	Portugal.
Ruanda	150,0	—	150,0	Rwanda.
Singapour	—	68,1	68,1	Singapore.
Soudan	417,0	—	417,0	Soedan.
Espagne	—	139,0	139,0	Spanje.
Thaïlande	—	298,4	298,4	Thailand.
Turquie	—	129,0	129,0	Turkije.
U. R. S. S.	52,5	—	52,5	U. S. S. R.
E.-U.	643,1	108,4	752,1	U. S. A.
Afrique du Sud	74,4	1 043,7	1 118,1	Zuid-Afrika.

II. Assurances pour compte de l'Etat (en millions de F).

II. Verzekering voor rekening van de Staat (in miljoenen F).

Pays	C. C. T. K. L. K.	C. M. T. M. L. K.	Total Totaal	Land
Inde	—	922,4	922,4	India.
Yougoslavie	—	5 503,0	5 503,0	Joegoslavië.
Pakistan	—	59,8	59,8	Pakistan.
Zaïre	220,7	—	—	Zaïre.

4) Engagements réels et potentiels de l'O. N. D.
pour les dix principaux pays.

(Situation au 30-11-1975 - montants en milliards de F).

4) Reële en potentiële verbintenissen van de N. D. D. voor
de 10 voornaamste landen.

(Toestand per 30-11-1975 - bedragen in miljarden F).

	Engagements réels + pol. en préparation (+ indemnités) Reële verb. en pol. in voorbereiding (+ vergoedingen)			Promesses et avis favorables Beloften en gunstige adviezen			Total général Algemeen totaal	
	O. N. D. N. D. D.	Etat — Staat	Total — Totaal	O. N. D. N. D. D.	Etat — Staat	Total — Totaal		
Algérie	9,7	—	9,7	22,9	22,1	45,0	54,7	Algerië.
Indonésie	3,8	3,7	7,5	8,1	1,0	9,1	16,6	Indonesië.
Pologne	5,2	—	5,2	9,7	—	9,7	14,9	Polen.
Iran	6,0	—	6,0	7,2	—	7,2	13,2	Iran.
Brésil	4,2	—	4,2	3,5	5,3	8,8	13,0	Brazilië.
Zaïre	5,9	4,1	10,0	1,2	0,8	2,0	12,0	Zaire.
Yougoslavie	3,4	1,2	4,6	4,4	—	4,4	9,0	Joegoslavië.
Arabie Séoudite	1,2	—	1,2	7,1	—	7,1	8,3	Saoedi-Arabië.
Pérou	1,6	—	1,6	6,0	—	6,0	7,6	Peru.
Corée du Sud	0,8	0,8	1,6	5,1	—	5,1	6,7	Zuid-Korea.
	41,8	9,8	51,6	75,2	29,2	104,4	156,0	

ANNEXE 12.

La loi est-elle applicable aux accords relatifs au secteur de l'industrie alimentaire ? (art. 38 du projet de loi).

Les dispositions de l'article 38, § 1, sont applicables aux nouvelles conventions collectives de travail conclues après le 31 octobre 1975, qui accordent des nouveaux avantages concernant la rémunération ou qui ont une répercussion sur le montant des rémunérations.

A la page 17 de l'exposé des motifs il est possible de lire au sujet de l'article 38 : « Cet article ne contient pas de règlements particuliers pour les conventions collectives qui ont été conclues avant le 1^{er} novembre 1975 mais qui prévoient des avantages nouveaux après le 1^{er} novembre 1975. Il s'agit des accords-programme qui accordent des avantages qui entrent en vigueur à des moments différents ».

Dans l'industrie alimentaire la situation se présente comme suit :

Un accord général est conclu chaque année pour l'ensemble du secteur (en 1975, il l'a été le 30 mai 1975). Cet accord a force obligatoire pour les parties contractantes et comporte des dispositions qui concernent l'ensemble du secteur et qui ont notamment pour objet les augmentations conventionnelles de salaires (en 1975, 5 F en deux tranches : 3 F + 2 F) et les allocations de sécurité d'existence.

Le point J.-2) de cet accord général est libellé comme suit : « les parties sont convenues qu'aucune autre revendication ne sera formulée à l'échelon des secteurs ».

Le point K est libellé comme suit : « Le présent accord est valable du 1^{er} mai 1975 au 30 avril 1976 et couvre toute prorogation de conventions salariales conclues au cours de cette période ».

En effet, les dispositions de l'accord général n'entrent pas en vigueur au même moment dans tous les secteurs de la branche.

La Commission paritaire se réunit à différentes époques de l'année et entérine alors chaque fois les conventions collectives de travail de quelques secteurs (p. ex. les biscuiteries, les abattoirs, l'industrie laitière, etc.). Ces conventions collectives de travail constituent une simple application de l'Accord général.

Toutefois, alors que l'Accord général est une convention collective de travail à laquelle il n'est pas donné force obligatoire par arrêté royal, les conventions applicables dans les divers secteurs ont force obligatoire.

Exemple : le 18 décembre 1975, la Commission paritaire s'est réunie et a conclu des conventions collectives de travail portant notamment sur l'augmentation conventionnelle des salaires (augmentation de 5 F découlant de l'Accord général), ces conventions entrant en vigueur au 1^{er} janvier 1976.

Question : Ces conventions sectorielles doivent-elles être considérées comme de nouvelles conventions collectives de travail octroyant des avantages nouveaux et tombant dès lors sous l'application de la loi,

ou bien

l'ensemble de cette procédure, à savoir la conclusion formelle d'une convention collective de travail dans un secteur, peut-elle être considérée simplement comme l'entrée en vigueur d'avantages déjà accordés avant le 31 octobre 1975 dans le cadre d'un accord-programme ? Dans ce dernier cas, il n'y aurait pas application de la loi, mais simplement recommandation du Gouvernement.

La situation se complique encore du fait que l'application éventuelle de la loi créerait une discrimination dans l'industrie alimentaire. En effet, certains secteurs ont déjà conclu leurs conventions collectives de travail avant le 31 octobre 1975 et échappent ainsi, en tout cas, aux dispositions de l'article 38; d'autres, et le hasard veut qu'il s'agisse précisément des secteurs les plus « pauvres », ne l'ont pas fait et sont donc frappés plus lourdement.

En résumé : La situation particulière qui règne dans l'industrie alimentaire a pour effet que, sur le fond, il est permis de faire état d'un accord-programme obligatoire conclu avant le 31 octobre 1975 et octroyant des avantages qui entrent en vigueur à des moments différents, mais que, d'un point de vue formel, et il s'agit en l'occurrence d'une question de procédure, si ces avantages doivent entrer en vigueur, il est nécessaire de conclure des conventions collectives de travail au niveau des secteurs.

Strictement parlant, selon la lettre de la loi, il s'agit par conséquent de nouvelles conventions de travail.

Par contre, selon l'esprit de la loi, il s'agit simplement de l'entrée en vigueur d'avantages déjà octroyés et acquis.

BIJLAGE 12.

Is de wet van toepassing op de sectoriële overeenkomsten van de voedingsnijverheid ? (art. 38 van het wetsontwerp).

De beschikking van artikel 38, § 1, van de wet, zijn van toepassing op de nieuwe collectieve arbeidsovereenkomsten gesloten na 31 oktober 1975 en die nieuwe voordelen toekennen in verband met het loon of die een weerslag hebben op het bedrag van de lonen.

Op blz. 14 en 15 van de « Memorie van toelichting » leest men over artikel 38 : « Dit artikel houdt geen bijzondere regeling in voor de collectieve arbeidsovereenkomsten die gesloten werden vóór 1 januari 1975, maar die nieuwe voordelen voorschrijven die van kracht worden na 1 november 1975. Het gaat om de zogenaamde programma-akkoorden, die voordelen toekennen welke op verschillende tijdstippen van kracht worden ».

De situatie in de voedingsnijverheid is de volgende :

Jaarlijks wordt voor de ganse bedrijfstak een algemeen akkoord gesloten (in 1975 : op 30 mei 1975). Dat voor de ondertekenende partijen bindend is en bepalingen inhoudt, die de ganse sector betreffen, en o.m. conventionele salarisverhogingen (in 1975 : 5 F in twee schijven : 3 F + 2 F), en vergoedingen voor bestaanszekerheid als voorwerp hebben.

Het punt J.-2) van dit Algemeen Akkoord luidt als volgt : « de partijen komen overeen dat er geen andere eisen zullen gesteld worden op het vlak van de sectoren ».

Het punt K : « Deze overeenkomst is geldig van 1 mei 1975 tot 30 april 1976, en dekt alle verlengingen van loonovereenkomsten die in deze periode tot stand komen ».

Het is inderdaad zo dat de bepalingen van het Algemeen Akkoord niet in alle sectoren van de bedrijfstak op hetzelfde ogenblik in voege treden.

Het Paritair Comité vergadert op verschillende tijdstippen in het jaar en bekrachtigt dan telkens collectieve arbeidsovereenkomsten van enkele sectoren (bv. beschuiffabrieken, slachterijen, zuivelindustrie, enz.). Deze collectieve arbeidsovereenkomsten zijn een louter toepassing van het Algemeen Akkoord.

Waar het Algemeen Akkoord echter een collectieve arbeidsovereenkomst is, die niet algemeen verbindend verklaard wordt door koninklijk besluit, is dit wel het geval voor de sectoriële toepassingsovereenkomsten.

Bijvoorbeeld : op 18 december 1975 komt het Paritair Comité bijeen en zou normaal voor een aantal sectoren collectieve arbeidsovereenkomsten moeten sluiten, betreffende o.m. de conventionele verhoging van de salarissen (+ 5 F voortvloeiend uit het Algemeen Akkoord), die op 1 januari 1976 in voege treden.

Vraag : Moeten deze sectoriële overeenkomsten beschouwd worden als nieuwe collectieve arbeidsovereenkomsten, die nieuwe voordelen toekennen, en die dus onder de toepassing van de wet vallen,

of

kan heel die procedure, nl. het formeel afsluiten van een sectoriële collectieve arbeidsovereenkomst, beschouwd worden als een louter van kracht worden van voordelen die reeds voor 31 oktober 1975 in een programma-akkoord werden toegekend ? Dus geen toepassing van de wet, maar slechts aanbeveling van de Regering.

De situatie wordt nog daardoor verscherpt dat, bij eventuele toepassing van de wet, een discriminatie in de voedingsnijverheid zou ontstaan. Bepaalde sectoren hebben immers reeds hun collectieve arbeidsovereenkomsten gesloten vóór 31 oktober 1975, en vallen dus in geen geval onder de bepalingen van artikel 38; andere, en het toeval wil nu juist de « armere » sectoren, hebben dit niet gedaan en worden dus zwaarder belast.

Samenvattend : De speciale situatie in de voedingsnijverheid brengt met zich mee dat men inhoudelijk wel kan spreken van een bindend programma-akkoord, afgesloten vóór 31 oktober 1975, dat voordelen toekent die op verschillende tijdstippen van kracht worden, maar dat formeel, en dit is een louter procedurekwestie, willen deze voordelen van kracht worden, het afsluiten van collectieve arbeidsovereenkomsten op het vlak van de sectoren nodig is.

Strikt genomen, naar de letter van de wet, zijn het dus nieuwe arbeidsovereenkomsten.

Naar de geest van de wet echter, gaat het om het louter van kracht worden van reeds toegekende en vaststaande voordelen.

Le problème soulevé par la présente question a également été exposé *in abstracto* lors de la discussion de l'article 38 du projet.

La réponse donnée par le Ministre de l'Emploi et du Travail fait explicitement référence au cas d'application de ce problème, qui se présente dans le secteur de l'industrie alimentaire (cfr. la discussion de l'article 38 sous le point 2).

De door deze vraag ter sprake gebrachte kwestie werd eveneens en op een algemene manier uiteengezet tijdens de bespreking van artikel 38 van het ontwerp.

Het door de Minister van Tewerkstelling en Arbeid verstrekte antwoord verwijst expliciet naar het geval dat zich in de praktijk voordoet in de sector van de voedingsnijverheid (cfr. de bespreking van artikel 38, sub 2).
